RÉPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

*Deuxième Esquisse*

*du*

# *Plan quinquennal de Développement*

# *1971-1975*

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington, D. C. 20431
WORLD BANK GROUP - IBRD-IDA

Ivory Coast. **MINISTÈRE DU PLAN.**

**Juin 1970**

134035

7D3
338.91
Ivtpa
1971/1975a

# AVERTISSEMENT

*L'exposé des motifs de la Loi-Plan 1967-1970 soulignait la volonté du Gouvernement de faire en sorte que « le Plan soit véritablement l'œuvre de tous », et il annonçait deux innovations :*

*— la création de commissions de planification pour contribuer à l'élaboration du Plan ;*

*— l'instauration d'un dialogue entre le Gouvernement et les organismes de la représentation nationale, tant au niveau des orientations et options fondamentales, qu'à celui des choix définitifs.*

*A cette fin, le Ministère du Plan préparait, de Juillet 1967 à Mai 1968, une première esquisse du Plan qui fut remise aux commissions de planification en Juin 1968.*

*A partir des critiques et des suggestions émises par ces commissions, une deuxième esquisse du Plan 1971-1975 et des Perspectives 1980 ont été élaborées, de Septembre 1968 à Juin 1970, pour être soumises à l'approbation du Gouvernement d'ici la fin de l'année 1970.*

*La méthode employée pour les projections économiques est celle des Perspectives Décennales, c'est-à-dire que l'inventaire des actions possibles ou souhaitables a été fait, et que les cohérences au niveau des équilibres en biens et services, de la répartition et du financement ont été recherchées dans le cadre des tableaux de la Comptabilité Nationale pour les années 1970, 1975 et 1980.*

*Ces résultats sont fondés sur de nombreuses études industrielles et agricoles qui assurent le caractère réaliste des objectifs retenus.*

*Les objectifs culturels et sociaux proposés sont de leur côté le résultat des travaux de préparation de la Loi-Cadre de l'enseignement et d'études diverses menées, au cours des deux dernières années, en liaison avec les Ministères intéressés.*

*Je souhaite que ce travail aboutisse, d'ici la fin de l'année 1970, à l'adoption d'un plan qui réponde aux aspirations et à la volonté de progrès du peuple ivoirien.*

*Le Ministre du Plan*
*M.T. DIAWARA*

CHAPITRE 1

# LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE de 1965 à 1980

# LA MÉTHODE UTILISÉE

La méthode utilisée pour l'élaboration du Plan 1971-1975 est la même que celle déjà adoptée pour définir les perspectives décennales 1960-1970.

Pour déterminer les grandes lignes de la croissance possible de 1971 à 1975, on n'est pas parti d'un modèle de développement théorique ou de taux de croissance choisis a priori. On a, ici encore, effectué une analyse minutieuse des possibilités d'expansion des différents secteurs d'activité : agricoles et industriels, permettant d'estimer l'augmentation d'activité induite au niveau du secteur tertiaire.

A partir de ces possibilités de croissance, déterminées de façon très empirique, on a pu, par itération, déduire l'augmentation possible des revenus des différents agents économiques et, en particulier, celle des ressources fiscales permettant aux Administrations de faire face à leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement.

En même temps que l'on arrêtait des objectifs de production au niveau des différentes sous-branches d'activité, on déterminait les investissements correspondants et les besoins en main-d'œuvre.

Pour mener à bien ce travail de projection, on pouvait en 1969-1970 s'inspirer de l'évolution de la production, des investissements et de l'emploi, dans les différentes branches d'activité, au cours de la décennie 1960-1970, mais aussi des opérations en cours de réalisation et des projets qui devraient l'être au cours des premières années du quinquennat prochain.

Ainsi, c'est avant tout sur l'expérience concrète des possibilités et des limites de l'appareil de production, mis en place au cours des années 1960-1970, que reposent les projections pour la période 1970-1975 et l'établissement de perspectives pour la période 1975-1980.

De façon plus précise, en matière d'objectifs agricoles, les grandes opérations en cours de réalisation : palmier à huile, cocotier, coton, banane, ananas, riz, maïs, canne à sucre, et les études qu'a exigées leur mise au point, permettaient de déterminer assez facilement des objectifs de plantation et de production pour la période 1970-1975 et même pour la période 1975-1980.

Par ailleurs, les enquêtes régionales ont conduit à élaborer des programmes de développement agricole tendant à moderniser les techniques d'exploitation, à diversifier les cultures et à réduire les disparités entre savane et forêt. Elles ont en particulier permis de mieux répartir géographiquement les objectifs de production nationaux : riz, coton, arachides, maïs...

Des études sectorielles, sur l'élevage, les forêts, la canne à sucre, l'avocat, les huiles essentielles, le café, le cacao et l'hévéa, ont servi à définir des objectifs de production possibles et les conditions de leur réalisation.

Certains, pour être retenus, ont exigé une prise de position des responsables pour définir une politique ivoirienne : en matière de café et de cacao, d'exploitation forestière et de reforestation, de création de ranches d'élevage, de plantation de canne à sucre et d'hévéa.

En matière d'industrialisation, de nombreuses études sectorielles ont été effectuées au cours des années passées. Une enquête auprès des industriels a, en outre, été réalisée en 1967. Elles ont permis de mieux connaître les entreprises installées en Côte-d'Ivoire et leurs conditions de fonctionnement ; elles ont également dégagé les conditions et les possibilités techniques et économiques de nouvelles réalisations.

En plus des projets en cours de réalisation et des programmes d'extension des différentes entreprises en place, on disposait pour la période 1970-1975 d'un nombre important de dossiers de projets industriels, en cours d'étude ou déjà soumis à l'agrément.

Par ailleurs, une attention particulière a été prêtée à la promotion d'entreprises dont les productions seraient avant tout absorbées par les autres entreprises et qui accroîtraient ainsi la valeur ajoutée totale des productions locales : matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, produits sidérurgiques, pièces détachées pour véhicules, emballages métalliques, emballages en papier-carton et verrerie pour le conditionnement des produits alimentaires et des boissons, etc.

Il fallait, entre autres, préciser les avantages à accorder et les protections à ménager pour favoriser

la production locale des biens intermédiaires, jusqu'ici importés le plus souvent en franchise de droits et taxes à l'importation.

Les exigences du maintien de la croissance, tout au cours de la décennie 1970-1980, ont de plus fait rechercher d'autres types de production qui viendraient relancer la croissance industrielle, lorsque les activités orientées vers la satisfaction du marché local ne croîtront plus qu'au rythme de la demande.

Il s'agit en général d'industries plus lourdes en termes de production et d'investissement : fabrication de pâte à papier, extraction et pelletisation du minerai de fer, fabriques d'engrais et fabriques de pneumatiques, etc., mais aussi d'industries de transfert qui monteraient ou transformeraient des produits semi-finis ou des pièces détachées d'importation pour réexporter ensuite les produits finis : appareils électroniques, articles de confection et chaussures, etc. Cette seconde génération d'industries, qui vise à valoriser la main-d'œuvre locale, devrait jouer un rôle important dans le maintien de la croissance industrielle, au cours de la période 1975-1980.

Enfin un ensemble d'objectifs industriels découlait directement des objectifs de développement agricole : rizeries, usines d'égrenage, huileries de palme et de coprah, raffineries de sucre, conserveries de fruits et d'ananas, etc.

Pour les activités tertiaires, des études ont été effectuées sur les différentes activités commerciales, sur les transports et les services. Elles ont servi à définir les objectifs de développement dans ces différentes branches, en fonction de la croissance globale de l'activité des autres secteurs productifs et de la demande finale.

Une fois arrêtés les objectifs de production, d'investissement et d'emploi, pour les différentes activités primaires, secondaires et tertiaires, on a établi pour les années 1970, 1975 et 1980 des tableaux d'échanges interentreprises et d'équilibre entre Ressources et Emplois. Ceux-ci permettent de vérifier, au niveau des vingt-six lignes du tableau, l'équilibre entre la production locale et les importations, d'une part, et, d'autre part, les besoins des entreprises, ceux des administrations, des institutions financières, et des ménages, ceux d'investissement, d'exportation et d'accroissement des stocks.

En fait, cet équilibre ressources-emplois a été établi au niveau de plus de 150 activités distinctes, regroupées ensuite en 26 branches. De même, les 27 colonnes du tableau d'échanges interentreprises ne sont que l'agrégat des comptes de production dressés pour chacune des activités, qu'elle existât au début de la période ou qu'elle fût complètement nouvelle. Il n'était pas possible en effet d'effectuer une projection par branche, pour 1975 et a fortiori 1980, à partir des structures de production de 1970. La modernisation des méthodes de production, le nombre important des entreprises et des fabrications nouvelles, ont entraîné déjà, de 1960 à 1970, des modifications importantes dans la structure de production des différentes branches d'activité. Ces modifications seront encore plus sensibles au cours de la décennie 1970-1980.

Dans l'établissement des équilibres ressources emplois, on a dû régler le montant global des importations en fonction de celui des exportations, de telle sorte que soit maintenu, tout au cours de la période, un excédent commercial suffisant pour permettre les transferts indispensables : bénéfices des entreprises et épargnes des travailleurs étrangers.

Le volume des exportations était lui-même déterminé, au niveau de chaque branche et de chaque sous-branche, par les possibilités d'écoulement sur les marchés extérieurs et par les possibilités de production.

Du côté de la demande finale, on a estimé la croissance des besoins, en biens et services, des administrations, en fonction du développement de celles dernières au cours de la période 1960-1970 et des charges récurrentes qui doivent suivre la réalisation des programmes d'équipement : éducation nationale, santé publique, etc., prévus pour la période 1970-1980.

Les achats de biens et services par les institutions financières suivent également le développement des activités bancaires et des assurances, fonction elle-même de l'essor économique du pays, comme l'est d'ailleurs l'augmentation des stocks d'une année sur l'autre.

Les investissements neufs et le renouvellement ont été estimés pour les années 1971-1975 et 1976-1980 activité par activité, pour les entreprises productrices et, par nature d'investissements, pour ceux d'infrastructure économique, sociale et administrative.

La croissance de la production intérieure brute, celle des salaires et des transferts versés par les administrations, déterminaient l'augmentation des ressources des ménages de 1970 à 1980.

A partir d'hypothèses sur les modifications, au cours de période, dans l'utilisation de ces ressources : épargne, investissements, transferts extérieurs nets, consommation courante, on pouvait estimer le montant de la demande globale de biens et services des ménages, pour chacune des années de la décennie.

On vérifiait alors que la totalité des disponibilités en biens et services (importations comprises) cor-

pondait à l'ensemble des besoins : demande intermédiaire des entreprises, achats des ménages, des administrations et des institutions financières, investissements, augmentations des stocks et exportations.

Le rythme élevé de la croissance des investissements tout au cours de la période, et l'importance du volume des transferts nets limitaient, en fait, la croissance de la consommation des ménages à un taux proche de celui de la production intérieure brute.

Une fois établi l'équilibre ressources-emplois pour les années 1970, 1975 et 1980, on constate, en effet, que l'augmentation de la consommation des ménages se maintient, tout au cours de la période, à un taux annuel voisin de celui de la production intérieure brute :

| Périodes | 1970-1975 | 1975-1980 |
|---|---|---|
| Taux de croissance annuel de la consommation des ménages | 7,5 | 7,8 |
| Taux de croissance de la production intérieure brute | 7,7 | 8,1 |

A partir des enquêtes régionales, rurales et urbaines, et des travaux de comptabilité économique, on a pu ensuite décomposer la consommation des ménages, par produit, suivant qu'il s'agissait de ménages : africains ruraux, africains urbains, non africains, touristes, pour chacune des années 1970, 1975 et 1980.

Au niveau de chacune des lignes du tableau, l'équilibre ressources-emplois détermine les besoins d'importations, y compris les droits et taxes sur biens importés. On a établi ces derniers à partir des taux d'imposition de 1968, en tenant compte de l'exonération d'un certain nombre de consommations intermédiaires et d'équipement. On a, par contre, pris soin de supprimer ces détaxations, pour les entreprises qui arriveront au terme de leur agrément en cours de période. Le pourcentage des recettes fiscales sur importations, par rapport aux recettes fiscales globales, passera ainsi de 31,5 % en 1965 aux environs de 34 % de 1970 à 1980.

Pour les produits qui ne peuvent être importés : bâtiments et travaux publics, eau et électricité, transports intérieurs, produits de carrières, etc., l'équilibre ressources-emplois doit être établi par itération, de sorte que la production locale couvre exactement les besoins globaux, tant pour la demande intermédiaire que pour la demande finale.

Pour calculer les marges commerciales s'appliquant aux productions locales et aux importations, on a utilisé une étude récente sur les taux appliqués, aux différents postes de la demande intermédiaire des entreprises et de la consommation finale, par les différents types d'activités commerciales.

L'établissement des comptes d'agents, pour les années 1970, 1975 et 1980, et l'esquisse de tableaux des opérations financières pour ces mêmes années, permettaient enfin de vérifier qu'à l'équilibre des flux de biens et services correspondrait l'équilibre des flux de revenus distribués aux différents agents économiques et de leurs différents emplois pour les dépenses courantes et le financement des investissements.

Les objectifs retenus pour le Plan 1971-1975 et les moyens prévus pour les atteindre semblent finalement cohérents, et les conditions économiques et financières de leur réalisation paraissent rassemblées. Il reste à les mettre en œuvre.

Les perspectives 1975-1980, vu le recul de l'horizon temporel, ne peuvent prétendre au même degré de précision. Elles ont été établies pour vérifier qu'au-delà de la période 1970-1975, l'économie ivoirienne ne risque pas de voir sa croissance se ralentir brutalement, par disparition des possibilités d'expansion dans un trop grand nombre de secteurs d'activité.

En fait, en matière de production agricole, l'horizon 1980 n'est pas tellement plus éloigné que celui de 1975, et la précision des résultats reste satisfaisante. Le taux de croissance annuelle des activités primaires se maintient d'ailleurs à 4,8 % de 1970 à 1980.

Pour les activités industrielles, par contre, l'horizon 1980 reste fort lointain : la réalisation de nombreux projets est encore incertaine, minerai de fer, pâte à papier, etc. Des études approfondies seront nécessaires pour définir avec précision les industries de transfert dont l'implantation devrait être possible.

En leur état actuel, les perspectives 1975-1980 laissent percevoir les difficultés propres de cette période et les obstacles qu'il faudra surmonter pour maintenir la croissance. Elles montrent, toutefois, que, moyennant des efforts appropriés, l'expansion en cours depuis 1960 devrait continuer au-delà de la période 1970-1975, à un rythme élevé, confirmant que l'économie ivoirienne a bien effectué son « décollage ».

Au cours du quinquennat 1960-1965, la production intérieure brute, en prix 1965, a crû de 8,6 % par an. En prix 1968, elle est passée de 238,7 milliards de F CFA en 1965 à 354,2 milliards en 1970 : elle devrait atteindre 513,3 milliards en 1975.

Ainsi, le taux annuel de croissance a été de 8,2 % de 1965 à 1970 et sera de 7,7 % de 1970 à 1975 (cf. Tableau 1).

Le taux moyen de croissance, de 1965 à 1975, sera donc de 8 % par an. Le ralentissement constaté de 1970 à 1975 est dû principalement à la stagnation de la production forestière et à la faible croissance des exportations de café (due à la limitation des plantations depuis 1965) qui pèseront sur la croissance de la production intérieure globale.

Par contre, les efforts entrepris depuis 1965, pour moderniser la production agricole, la pêche et la production forestière, porteront leurs effets après 1975, et, malgré un net ralentissement du taux de croissance de la production industrielle, celui de la production intérieure atteindra 8,1 % par an de 1975 à 1980. Celle-ci passera de 513,3 milliards en 1975 à 758,1 milliards de F CFA en 1980.

De 1965 à 1980, le rythme moyen de la croissance annuelle de la production intérieure sera ainsi de 8 % par an ; maintenu pendant vingt années, un taux de croissance de 8 % devrait s'accompagner de profondes modifications dans les structures de l'appareil de production du pays.

## I. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITES

Par grand secteur d'activités, le secteur secondaire qui a crû, en prix 1965, de 12,4 % par an de 1960 à 1965, continuera sa croissance à un rythme soutenu tout au cours de la période 1965-1980 : 15,2 % (en prix 1968) de 1965 à 1970, puis 12,3 et 10,5 % de 1970 à 1975 et de 1975 à 1980 (cf. Tableau 1). En valeur ajoutée, la production des activités secondaires a doublé entre 1965 et 1970, puis augmentera de 79 % de 1970 à 1975 et encore de 65 % entre 1975 et 1980.

Il faut remarquer, toutefois, que la comparaison de la croissance des activités secondaires entre 1965 et 1970, d'une part, et de 1970 à 1975, d'autre part, n'est pas entièrement valable si l'on s'en tient aux valeurs ajoutées. En effet, avec l'entrée en production de la raffinerie de pétrole, début 1966, les impôts indirects, perçus auparavant par le commerce, ont été incorporés à la valeur ajoutée de la branche énergie. Par rapport à 1965, l'activité du secteur secondaire en 1970 se trouve ainsi artificiellement gonflée, aux dépens du secteur commercial.

Par contre, si l'on compare la valeur ajoutée par le secteur secondaire, *au coût des facteurs* (impôts indirects exclus), on constate que celle-ci augmentera de 84 % de 1965 à 1970 et de 85 % de 1970 à 1975 et de 70 % de 1975 à 1980 (1). Le taux annuel de croissance restera donc le même (13 %) de 1965 à 1975 et sera de 11,2 % de 1975 à 1980. Bien plus, si l'on ne considère que les activités industrielles (des branches 5 à 22), on s'aperçoit que celles-ci croîtront au rythme annuel de 18 % de 1970 à 1975, alors que leur taux annuel d'augmentation n'a été que de 15,6 % de 1965 à 1970 (cf. Tableau 6).

Tout au cours de la période, les activités secondaires joueront un rôle essentiel dans le maintien, à un niveau élevé, du taux de croissance de la production intérieure brute du pays. En 1965, elles ne représentaient pas 18 % de la production intérieure, elles en fourniront plus de 30 % en 1975 et près de 34 % en 1980. Grâce à cette augmentation de poids relatif dans la production intérieure, un taux de croissance de 10,5 % par an des activités secondaires suffira pour maintenir à 8,1 % celui de la production intérieure, avec 5,5 % seulement de croissance annuelle des activités primaires.

Parmi les activités secondaires, les entreprises industrielles (branches 5 à 22) connaîtront le développement le plus rapide, leur valeur ajoutée sera multipliée par neuf entre 1965 et 1980, passant de 21 milliards en 1965 à plus de 182 milliards en 1980. De 1970 à 1975, elle doublera, s'élevant de 49 à 101 milliards de F CFA.

Leur rythme annuel de croissance, au coût des facteurs, sera, nous l'avons vu, de 18 % de 1970 à 1975 et de 14 % de 1975 à 1980.

En outre, les programmes très importants d'investissements publics : construction du barrage de Kossou et du port de San Pedro, mise en valeur du Sud-Ouest, plantations industrielles, etc., maintiendront à un haut niveau d'activité les entreprises de travaux publics, de construction et de génie rural tout au cours de la période 1965-1975 (15,6 % par an de 1965 à 1970, puis 9 % de 1970 à 1975). L'artisanat du bâtiment lui-même devrait bénéficier de la politique de construction de logements en ville et en milieu rural ; son rythme de croissance devrait dépasser 11 % par an de 1965 à 1970, pour se maintenir à 7,5 % au cours des deux quinquennats suivants.

De 1965 à 1980, les activités primaires, qui comprennent l'agriculture, la pêche, l'élevage et la production forestière, croîtront au taux annuel moyen de 4,7 % par an. Le ralentissement du rythme de croissance entre 1970 et 1975 (4,1 % par an contre

(1) Elle représentait 35,5 milliards de F CFA en 1965 (prix 1968) et 65,4 milliards en 1970 ; elle devrait atteindre 121 milliards en 1975 et 205 milliards en 1980.

## LA CROISSANCE DE 1965 A 1980

Tableau N° 1

| RESSOURCES | Valeur en millions de F CFA (prix 1968) | | | | Période 65-70 | | Période 70-75 | | Période 75-80 | | Structure de la Production en pourcentages | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | Indice 100 en 1965 | Taux de croissance annuelle | Indice 100 en 1970 | Taux de croissance annuelle | Indice 100 en 1975 | Taux de croissance annuelle | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Agriculture vivrière et élevage | 30 740 | 37 578 | 56 927 | 68 820 | 116.8 | 3.1 | 119.6 | 3.7 | 120.9 | 3.9 | 17.1 | 13.4 | 11.1 | 9.1 |
| Agriculture industrielle et d'exportation | 44 270 | 44 680 | 56 895 | 79 171 | 130.4 | 5.4 | 127.6 | 5.0 | 138.9 | 6.8 | 14.4 | 12.6 | 11.1 | 10.5 |
| Forêt - Pêche | 11 329 | 14 782 | 17 051 | 22 893 | 130.5 | 5.5 | 115.3 | 2.9 | 134.3 | 6.1 | 4.7 | 4.2 | 3.3 | 3.0 |
| TOTAL SECTEUR PRIMAIRE | 86 339 | 107 040 | 130 973 | 170 884 | 124.0 | 4.4 | 122.4 | 4.1 | 130.5 | 5.5 | 36.2 | 30.2 | 25.5 | 22.6 |
| Industries (Branches 5 à 22) | 20 726 | 49 327 | 101 172 | 182 206 | 238.0 | 18.9 | 205.1 | 15.5 | 180.1 | 12.5 | 8.7 | 13.9 | 19.7 | 24.0 |
| Artisanat (Branches 5 à 22) | 8 110 | 9 900 | 12 299 | 15 361 | 122.1 | 4.1 | 124.2 | 4.4 | 124.9 | 4.5 | 3.4 | 2.8 | 2.4 | 2.0 |
| Bâtiment T.P. moderne | 10 726 | 22 168 | 34 119 | 47 623 | 206.7 | 15.6 | 153.9 | 9.0 | 139.6 | 6.9 | 4.5 | 6.3 | 6.7 | 6.3 |
| Bâtiment T.P. artisanat | 3 230 | 5 510 | 7 900 | 11 360 | 170.6 | 11.3 | 143.4 | 7.5 | 143.8 | 7.5 | 1.3 | 1.5 | 1.5 | 1.5 |
| TOTAL SECTEUR SECONDAIRE | 42 792 | 86 905 | 155 490 | 256 550 | 203.1 | 15.2 | 178.9 | 12.3 | 165.0 | 10.5 | 17.9 | 24.5 | 30.3 | 33.8 |
| Transports - Services | 36 393 | 53 697 | 79 181 | 119 233 | 147.5 | 8.1 | 147.5 | 8.1 | 150.6 | 8.5 | 15.3 | 15.2 | 15.4 | 15.7 |
| Commerces | 73 141 | 106 597 | 147 628 | 211 456 | 145.7 | 7.8 | 138.5 | 6.7 | 143.2 | 7.5 | 30.6 | 30.1 | 28.8 | 27.9 |
| TOTAL SECTEUR TERTIAIRE | 109 534 | 160 294 | 226 809 | 330 689 | 146.3 | 7.9 | 141.5 | 7.2 | 145.8 | 7.8 | 45.9 | 45.3 | 44.2 | 43.6 |
| TOTAL PRODUCTION INTERIEURE BRUTE | 238 665 | 354 239 | 513 272 | 758 123 | 148.4 | 8.2 | 144.9 | 7.7 | 147.7 | 8.1 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Importations | 76 000 | 106 373 | 147 999 | 231 786 | 140.0 | 7.0 | 138.3 | 6.7 | 157.6 | 9.5 | | | | |
| TOTAL RESSOURCES | 314 665 | 460 612 | 660 371 | 989 909 | 146.4 | 7.9 | 143.4 | 7.5 | 149.9 | 8.4 | | | | |
| EMPLOIS | | | | | | | | | | | | | | |
| Exportations | 92 500 | 131 157 | 182 563 | 296 339 | 141.8 | 7.2 | 139.2 | 6.8 | 162.3 | 10.2 | | | | |
| Consommation ménages | 161 576 | 230 405 | 330 018 | 481.020 | 142.6 | 7.4 | 143.2 | 7.5 | 145.8 | 7.8 | | | | |
| Consommation des Administrations | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais institutions financières | 11 792 | 21 090 | 28 860 | 38.250 | 178.9 | 12.3 | 136.8 | 6.5 | 132.5 | 5.8 | | | | |
| Equipement | 47 372 | 76 000 | 115 400 | 170.000 | 160.4 | 9.9 | 151.8 | 8.7 | 147.3 | 8.1 | | | | |
| Variation des stocks | 1 425 | 1 960 | 3 530 | 4 300 | 137.5 | 6.6 | 180.1 | 12.5 | 121.8 | 4.0 | | | | |
| TOTAL EMPLOIS | 314 665 | 460 612 | 660 371 | 989 909 | 146.4 | 7.9 | 143.4 | 7.5 | 149.9 | 8.4 | | | | |
| Epargne et balance commerciale | 16 500 | 24 784 | 35 464 | 64 553 | 150.2 | 8.5 | 143.1 | 7.4 | 182.0 | 12.7 | | | | |

4,4 % de 1965 à 1970) est dû à la stagnation de la production forestière et au ralentissement de la croissance des exportations de café. Par contre, au cours du quinquennat 1975-1980, les efforts de modernisation entrepris depuis 1965 devraient porter leurs fruits et les activités primaires devraient atteindre un taux de 5,5 % de croissance annuelle.

Par ailleurs, l'agriculture destinée à l'exportation et à l'industrie, dont le taux de croissance sera de 5 % par an de 1970 à 1975 et de 6,8 % de 1975 à 1980, jouera un rôle central, tout au cours de la période, dans le maintien de l'expansion. D'une part, elle fournira aux industries de transformation une partie importante de leurs matières premières, mais elle assurera encore la moitié des exportations en 1975 et 41 % en 1980, procurant à l'Etat plus du quart de ses ressources fiscales et parafiscales.

Quant aux activités tertiaires : transports, services et commerces, elles suivront la croissance de la production intérieure brute. Les transports et services verront de 1970 à 1980 leurs activités augmenter un peu plus rapidement que la production intérieure. La croissance ralentie des ressources fiscales sur importation et sur exportation fera diminuer, par contre, les taux de croissance des activités commerciales (6,7 % de 1970 à 1975 et 7,5 % de 1975 à 1980). En effet, les exportations de café et les ressources fiscales qu'elles procurent croîtront moins rapidement de 1970 à 1975 et la part des exportations de produits industriels, à faibles droits de sortie, ira

en augmentant tout au cours de la période. De même, les importations hors taxes de matières premières, de produits semi-finis et de biens d'équipement, par les entreprises, croîtront plus rapidement que les importations de produits finis pour la consommation finale.

En fait, au coût des facteurs, les activités commerciales proprement dites se développeront à peu près au même rythme que la production intérieure : 7,8 % par an de 1970 à 1980.

Au total, les taux annuels de croissance, par période quinquennale, pour chacun des trois secteurs d'activités seront les suivants :

| Périodes / Secteurs d'activités : | 1970-1975 | 1975-1980 |
|---|---|---|
| Primaire | 4.1 | 5.5 |
| Secondaire | 12.3 | 10.5 |
| Tertiaire | 7.2 | 7.8 |
| Production intérieure brute | 7.7 | 8.1 |

Ces taux de croissance élevés maintenus, tout au cours de la période, s'accompagneront de profondes transformations dans les structures de l'appareil de production ivoirien.

Malgré un développement rapide des productions agricoles destinées à l'exportation ou à la transformation industrielle, de la pêche et de la production forestière, surtout pendant le quinquennat 1975-1980, les activités primaires verront leur importance relative diminuer tout au cours de la période : en 1965, elles représentaient encore 36,2 % de la production intérieure brute, elles n'en assureront plus que 25,5 % en 1975 et 22,6 % en 1980 (cf. Tableau 1).

Toutefois, si l'on ajoute à la valeur ajoutée du secteur primaire les droits de sortie et les reversements à la Caisse de stabilisation, qui sont en comptabilité nationale imputés au Commerce, et qui relèvent en réalité des activités primaires, on constate que la diminution d'importance relative de ces activités est beaucoup moins forte. En 1970, elles représentaient ainsi près de 38 % de la production intérieure brute, elles en fourniront encore 32 % en 1975 et 28,6 % en 1980.

Par contre, les activités secondaires prendront une place croissante dans la production du pays : de 18 % de la valeur ajoutée en 1965, elles passeront à 30 % en 1975 et à près de 34 % en 1980. D'après les normes de la Comptabilité nationale, dès 1975, la valeur ajoutée par les activités secondaires dépassera celle des activités primaires. En attribuant à cette dernière tous les droits de sortie et les reversements à la Caisse de stabilisation qui lui reviennent, les activités primaires seront encore supérieures aux secondaires en 1975, mais elles seront largement dépassée par elles en 1980.

Quant aux activités tertiaires, leur importance relative diminuera lentement, tout au cours de la période.

Cette transformation de l'appareil de production, frappante au niveau des grands secteurs d'activité, recouvre elle-même des transformations non moins importantes à l'intérieur de chacun d'eux.

## II. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET DES FORETS

Avec un taux annuel moyen de croissance de 4,7%, de 1965 à 1980, les activités primaires connaîtront en réalité une évolution assez différente suivant les secteurs.

En ce qui concerne *l'agriculture vivrière et l'élevage*, la production en valeur ajoutée passera de 40.7 milliards de F CFA en 1965, à près de 69 milliards en 1980. Elle sera ainsi multipliée par 1.7, soit 3,6 % de croissance moyenne annuelle. Ce taux est légèrement supérieur à celui de la population totale (immigration comprise). Sa faiblesse relative résulte de la limitation des débouchés offerts aux produits vivriers, mais aussi des difficultés de développer l'élevage en Côte-d'Ivoire. La valeur de la production animale sera multipliée par 2,2 entre 1965 et 1980, passant de 4,6 milliards de F CFA à 10,4 milliards. Mais, au cours de la même période, le déficit en viande d'élevage passera, de plus de 30 000 tonnes en 1965, à plus de 80 000 tonnes en 1980, se trouvant ainsi multiplié par 2.7.

Par suite, l'importance relative de l'agriculture vivrière et de l'élevage diminuera de moitié au cours de la période 1965-1980, passant de 17 % de la production intérieure brute en 1965, à 9,1 % en 1980.

Notons toutefois que, parmi les productions vivrières, celle du riz sera multipliée par 2,7 en 15 ans : de 250 000 tonnes de paddy en 1965, elle atteindra 680 000 tonnes en 1980 (cf. Tableau 2).

La *production agricole destinée à l'industrie ou à l'exportation* connaîtra, par contre, un essor beaucoup plus rapide : sa valeur ajoutée sera multipliée par 2,3 en quinze années, soit un taux de croissance moyen annuel de 5,7 %.

Avec 34,3 milliards de valeur ajoutée en 1965 et 79,2 milliards en 1980, cette production représentera 40 %, puis 46 % de la valeur ajoutée des activités primaires. C'est elle, par suite, qui contribuera le plus, au cours de la période, au maintien à 4,7 % de la croissance annuelle de ces activités.

## OBJECTIFS DE PRODUCTION AGRICULTURE VIVRIERE ET ELEVAGE BRANCHE 01

Tableau N° 2

| PRODUITS | Quantités (tonnes) | | | | Valeur en prix à la production millions de F CFA (prix 1968/69) | | | | Prix unitaires en F/kg |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| Paddy | 250.000 | 359.000 | 524.000 | 680.000 | 5.000 | 7.180 | 10.480 | 13.600 | 20 |
| Mils et sorgho | 46.000 | 52.000 | 58.000 | 65.000 | 747 | 845 | 948 | 1.056 | 16,25 |
| Fonio | 7.000 | 8.000 | 9.000 | 10.000 | 140 | 160 | 180 | 200 | 20 |
| Maïs (1) | 200.000 | 221.000 | 279.000 | 336.000 | 2.400 | 2.650 | 3.348 | 4.032 | 12 |
| TOTAL CEREALES | 503.000 | 616.000 | 837.000 | 1.095.000 | 8.287 | 10.835 | 14.956 | 18.888 | |
| Igname | 1.300.000 | 1.432.000 | 1.578.000 | 1.790.000 | 16.900 | 18.616 | 20.514 | 23.270 | 13 |
| Manioc | 500.000 | 562.000 | 635.000 | 714.000 | 4.000 | 4.496 | 5.080 | 5.712 | 8 |
| Plantain | 600.000 | 674.000 | 760.000 | 855.000 | 4.800 | 5.392 | 6.080 | 6.840 | 8 |
| Taro | 160.000 | 172.000 | 185.000 | 200.000 | 1.120 | 1.204 | 1.295 | 1.400 | 7 |
| Patates | 20.000 | 22.000 | 25.000 | 28.000 | 160 | 176 | 200 | 224 | 8 |
| Pois de terre | 13.000 | 15.000 | 17.000 | 20.000 | 91 | 105 | 119 | 140 | 7 |
| TOTAL FECULENTS | 2.593.000 | 2.877.000 | 3.200.000 | 3.607.000 | 27.071 | 29.989 | 33.288 | 37.586 | |
| Fruits et légumes traditionnels | 120.000 | 160.000 | 210.000 | 280.000 | 3.000 | 4.000 | 5.250 | 7.000 | 25 |
| Agrumes à essence (2) | | 8.000 | 27.000 | 60.000 | – | 80 | 270 | 600 | 10 |
| Légumes d'exportation | – | | 5.000 | 10.000 | – | – | 250 | 500 | 50 |
| Divers végétaux | – | – | – | – | 335 | 400 | 500 | 650 | – |
| Boissons traditionnelles | – | – | – | – | 2.500 | 2.750 | 3.000 | 3.300 | – |
| TOTAL DIVERS | – | – | – | – | 5.835 | 7.230 | 9.270 | 12.050 | |
| Bovins (viande carcasse) | 3.380 | 4.300 | 5.200 | 7.600 | 507 | 645 | 780 | 1.140 | 150 |
| Ovins et Caprins (viande carca.) | 3.760 | 4.160 | 5.800 | 8.400 | 564 | 624 | 870 | 1.260 | 150 |
| Porcins (viande carcasse) | 2.660 | 4.100 | 5.800 | 7.500 | 293 | 478 | 683 | 897 | variab.(3) |
| Volaille (viande carcasse) | 6.200 | 10.000 | 16.500 | 23.600 | 930 | 1.580 | 2.650 | 3.825 | variab.(3) |
| Oeufs (millions d'unités) | 22 | 46 | 80 | 134 | 190 | 438 | 800 | 1.422 | variab.(3) |
| Chasse et cueillettes | 23.000 | 18.000 | 16.000 | 14.000 | 1.840 | 1.440 | 1.280 | 1.120 | 80 |
| Produits animaux divers | | | | | 120 | 140 | 180 | 230 | – |
| Accroissement du cheptel | | | | | 175 | 220 | 300 | 480 | |
| TOTAL ELEVAGE & CHASSE | | | | | 4.619 | 5.565 | 7.543 | 10.374 | |
| TOTAL BRANCHE 01 | | | | | 45.812 | 53.619 | 65.057 | 78.898 | |

(1) Pour le maïs, la production retenue en 1965 est différente de celle de la comptabilité Nationale (180.000 t.). Le chiffre de 200.000 t. est celui qui figure dans les statistiques rurales les plus récentes.
(2) Bien que destinée à l'industrie, ces produits figurent dans la comptabilité Nationale à la branche 01.
(3) Selon la qualité des produits : élevage moderne et élevage traditionnel.

Aussi, la baisse d'importance relative de cette branche sera-t-elle beaucoup moins considérable que celle de l'agriculture vivrière : de 14,4 % de la production intérieure en 1965, elle passera à 10,5 % en 1980. Par ailleurs, le maintien de la croissance à un taux élevé s'accompagnera d'un effort important de diversification des productions qui modifiera assez profondément la structure de cette branche.

La production de café et de cacao continuera certes de croître tout au cours de la période. La production de café qui était de 137 000 tonnes en 1960

## OBJECTIFS DE PRODUCTION DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION
## BRANCHE 02

Tableau N°3

| PRODUITS | Quantités (tonnes) | | | | Valeur en prix à la production millions de F.CFA(en prix 1968/69) | | | | Prix unitaires en F/kg |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 (1) | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| Café | 213.000 | 240.000 | 260.000 | 305.000 | 20.235 | 22.800 | 24.700 | 28.975 | 95 |
| Cacao | 115.000 | 175.000 | 230.000 | 365.000 | 9.200 | 14.000 | 18.400 | 29.200 | 80 |
| Régimes de Palme | | | | | | | | | |
| - Sélectionnés | 74.000 | 236.000 | 841.000 | 1.240.000 | 296 | 944 | 3.365 | 4.960 | 4 |
| - Naturels | 255.000 | 264.000 | 248.000 | 260.000 | 842 | 872 | 820 | 858 | 3,3 |
| Coprah | 3.500 | 6.400 | 14.000 | 62.000 | 98 | 180 | 392 | 1.736 | 28 |
| Latex | 2.900 | 10.750 | 17.000 | 23.000 | 232 | 860 | 1.360 | 1.840 | 80 |
| Banane | | | | | | | | | |
| - d'exportation | 150.000 | 182.500 | 189.000 | 216.000 | 3.000 | 3.650 | 3.780 | 4.320 | 20 |
| - consommation locale | 10.000 | 11.000 | 12.000 | 13.000 | 200 | 220 | 240 | 260 | 20 |
| Ananas | | | | | | | | | |
| - conserverie | 31.600 | 120.000 | 175.000 | 220.000 | 221 | 840 | 1.225 | 1.540 | 7 |
| - exportation | 6.400 | 15.000 | 40.000 | 80.000 | 224 | 525 | 1.400 | 2.800 | 35 |
| - consommation locale | 6.000 | 7.000 | 8.000 | 9.000 | 42 | 49 | 56 | 63 | 7 |
| Cola | 37.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 740 | 800 | 900 | 1.000 | 20 |
| Amande de Karité | 2.800 | 3.000 | 3.300 | 3.400 | 67 | 72 | 79 | 82 | 24 |
| Coton | | | | | | | | | |
| - Allen | 5.500 | 52.000 | 95.000 | 143.000 | 185 | 1 742 | 3.183 | 4.790 | 33,5 |
| - Mono | 6.900 | 3.000 | 1.500 | - | 186 | 81 | 40 | - | 27 |
| Tabac | | | | | | | | | 130-135 |
| - Industriel | 339 | 350 | 1.000 | 2.000 | 45 | 46 | 135 | 280 | -140 (2) |
| - Artisanal | 2.061 | 3.250 | 3.800 | 4.500 | 247 | 390 | 456 | 540 | 120 |
| Arachide | | | | | | | | | |
| - d'huilerie | - | - | 30.000 | 45.000 | - | - | 420 | 630 | 14 |
| - consommation locale | 32.000 | 35.000 | 40.000 | 47.000 | 640 | 700 | 800 | 940 | 20 |
| Canne à sucre | - | - | 450.000 | 600.000 | - | - | 720 | 960 | 1.6 |
| Kénaf | - | 500 | 16.000 | 20.000 | - | 22 | 704 | 880 | 44 |
| Noix d'anacarde | - | - | 3.000 | 10.000 | - | - | 45 | 150 | 15 |
| Avocats | - | 200 | 1.000 | 3.000 | - | 20 | 100 | 300 | 100 |
| Divers | - | - | - | - | 200 | 250 | 300 | 400 | - |
| TOTAL BRANCHE 02 | | | | | 36.900 | 49.063 | 63.620 | 87.504 | |

## BRANCHE 01

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agrumes à essences | - | 8.000 | 27.000 | 60.000 | - | 80 | 270 | 600 | 10 |
| Légumes d'exportation | - | - | 5.000 | 10.000 | - | - | 250 | 500 | 50 |

(1) Les quantités 1965 sont celles de la comptabilité Nationale.
(2) Amélioration de la qualité.

## OBJECTIFS DE PRODUCTION DES FORETS ET PECHES
## BRANCHES 03 ET 04

Tableau N° 4

| PRODUITS | Quantités | | | | Valeur en prix à la production millions de F CFA (Prix 1968/69) | | | | Prix unitaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| EXPLOITATION FORESTIERE (grumes en 1000 m³) | | | | | | | | | F/M³ |
| 1) Bois d'œuvre | | | | | | | | | environ |
| grumes exportées | 1.905 | 2.500 | 2.200 | 2.300 | 15.620 | 20.500 | 18.400 | 18.800 | 8.200 |
| grumes usinées | 700 | 1.000 | 1.300 | 1.700 | 2.100 | 3.000 | 4.600 | 6.250 | variable |
| TOTAL | 2.605 | 3.500 | 3.500 | 4.000 | 17.720 | 23.500 | 23.000 | 25.050 | |
| 2) Bois de pâte à papier | – | – | 450 | 2.150 | – | – | 1.000 | 4.950 | environ 2.300 |
| TOTAL Br. 03 | 2.605 | 3.500 | 3.950 | 6.150 | 17.720 | 23.500 | 24.000 | 30.000 | |
| PECHE (tonnes de produits frais) | | | | | | | | | F/kg |
| A) Poissons | | | | | | | | | |
| a) Pêche maritime | | | | | | | | | |
| - Pêche industrielle | | | | | | | | | |
| Poisson de chalut | 17.000 | 18.000 | 20.000 | 20.000 | 850 | 900 | 1.000 | 1.000 | 50 |
| Sardinelle | 28.000 | 37.000 | 65.000 | 90.000 | 1.120 | 1.480 | 2.600 | 3.600 | 40 |
| Thon | 400 | 1.000 | 8 000 | 20.000 | 36 | 90 | 720 | 1.800 | 90 |
| S/TOTAL | 45.400 | 56.000 | 93.000 | 130.000 | 2.006 | 2.470 | 4.320 | 6.400 | |
| Pêche artisanale | 10.000 | 10.000 | 15.000 | 15.000 | 450 | 450 | 675 | 675 | 45 |
| Total pêche maritime | 55.400 | 66.000 | 108.000 | 145.000 | 2.456 | 2.920 | 4.995 | 7.075 | |
| 2) Pêche lagunaire | 6.000 | 8.000 | 15.000 | 25.000 | 270 | 360 | 675 | 1.125 | 45 |
| 3) Pêche fluvio-lacustre | 4.000 | 4.000 | 8.000 | 20.000 | 180 | 180 | 360 | 900 | 45 |
| TOTAL POISSON | 65.400 | 78.000 | 131.000 | 190.000 | 2.906 | 3.460 | 6.030 | 9.100 | |
| B) Crustacés (crevettes) | | | | | | | | | |
| - Pêche | – | 800 | 1.500 | 1.500 | – | 240 | 450 | 450 | 300 |
| - Elevage lagunaire | – | | 1.000 | 3.500 | – | | 300 | 1.050 | 300 |
| TOTAL crustacés | – | 800 | 2.500 | 5.000 | – | 240 | 750 | 1.500 | |
| TOTAL Br. 04 | | | | | 2.906 | 3.700 | 6.780 | 10.600 | |

a atteint 213 000 tonnes en 1965 et devrait représenter 305 000 tonnes en 1980 (cf. Tableau 3). La croissance de la production de cacao sera spectaculaire, puisqu'elle était de 85 000 tonnes en 1960 et de 175 000 tonnes en 1970 et qu'elle devrait atteindre 365 000 tonnes en 1980.

Pourtant à cette date, ces deux produits ne représenteront plus que 66,5 % de la production de la

branche 2, contre 77,4 % en 1960 et 77,7 % en 1965 (cf. Tableau 5).

Dans l'intervalle, d'autres produits auront pris de l'importance : les oléagineux qui n'assuraient que 7,8 % de la production de la branche en 1960 et seulement 5,6 % en 1970 en couvriront 9,2 % et 10,5 % en 1975 et 1980, avec l'entrée en production des nouvelles plantations de palmiers à huile et de cocotiers. La seule production de régimes de palmes passera ainsi de 329 000 tonnes en 1965 à 1 500 000 tonnes en 1980 (cf. Tableau 3).

La progression d'un ensemble de productions pratiquement inexistantes en 1960 : canne à sucre, latex, coton, avocats, etc., sera plus rapide encore : de 2 % de la production de la branche 2 en 1960, ce groupe de produits en représentera près de 12 % en 1980 (cf. Tableau 5).

Par contre, les bananes, ananas et colas, qui assuraient près de 13 % de la production de la branche en 1960, en couvriront seulement 11,4 % en 1980.

Ce recul relatif est d'ailleurs dû aux bananes dont la production stagnera de 1970 à 1975, pour augmenter de 20 % au total de 1975 à 1980 ; les ananas au contraire passeront de 142 000 tonnes en 1970 à 223 000 puis 309 000 tonnes en 1975 et 1980.

Il s'agit là d'une diversification appréciable de la production destinée aux entreprises industrielles et à l'exportation. Pour qu'elle réussisse, il est nécessaire que les opérations actuellement en cours soient poursuivies et amplifiées : de 12 500 tonnes en 1965, la production de coton graine doit atteindre 143 000 tonnes en 1980, celle de sucre 60 000 tonnes et celle d'ananas 309 000 en 1980 contre 44 000 tonnes en 1965.

Les deux dernières activités du secteur primaire, la production forestière et la pêche connaîtront, au cours de la période 1965-1980, des évolutions divergentes (cf. Tableau 4).

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA BRANCHE 2.

Tableau N° 5 (en pourcentages)

| | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| Café - Cacao . . . . . | 77,4 | 77,7 | 75,0 | 67,7 | 66,5 |
| Banane - Ananas - Cola . | 12,8 | 12,6 | 12,4 | 12,0 | 11,4 |
| Oléagineux . . . . . | 7,8 | 6,4 | 5,6 | 9,2 | 10,5 |
| Coton - Tabac - Canne à sucre - Caoutchouc et autres | 2,0 | 3,3 | 7,0 | 11,1 | 11,6 |
| | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

La production de grumes pour l'exportation et la transformation locale a connu une croissance rapide de 1960 à 1965 ; celle-ci a continué au rythme de 5,8 % par an jusqu'en 1970. La production doit maintenant plafonner à 3 500 000 m³ jusqu'en 1975, en raison de la diminution des quantités disponibles d'essences de première qualité. Ce n'est qu'au cours de la période 1975-1980 que la production de bois pour la fabrication de pâte à papier et l'ouverture des marchés extérieurs à de nouvelles essences jusqu'ici non exploitées, permettront à la production forestière d'augmenter de 4,6 % par an. En valeur ajoutée, la production passera ainsi de 9,4 milliards en 1965 à 12,8 milliards en 1975 et à près de 16 milliards en 1980.

Au contraire, la pêche qui n'a crû, en moyenne, que de 3,5 % par an de 1965 à 1970, doit voir son activité se développer rapidement au cours des prochains quinquennats, avec des taux annuels de 13,5 % de 1970 à 1975 et de 10,1 % de 1975 à 1980.

Ensemble, la production forestière et la pêche, dont les taux de croissance passeront de 5,5 % de 1965 à 1970 à 2,9 % et 6,1 % au cours des deux quinquennats suivants, verront leur importance relative diminuer pendant cette période : elles assuraient 4,7 % de la production intérieure brute en 1965 et n'en couvriront plus que 3 % en 1980.

## III. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE

Le tableau 1 distingue, dans les activités secondaires, l'artisanat de l'industrie.

### A. - L'ARTISANAT

En plus des données fournies par les enquêtes régionales, rurales et urbaines, une enquête spéciale a été effectuée sur l'artisanat de production et de services.

L'artisanat du bâtiment : maçons, menuisiers, etc., devrait connaître un développement rapide, en raison de l'importance des programmes de construction de logements en milieux urbain et rural. Sa production, en valeur ajoutée est passée de 3,2 milliards de F CFA en 1965 à 5,5 milliards en 1970, elle devrait atteindre 11,4 milliards en 1980. Les taux de croissance annuels passeraient ainsi de 11,3 % de 1965 à 1970, à 7,5 % au cours des deux quinquennats suivants. La part de l'artisanat du bâtiment dans la production intérieure brute devrait se maintenir : 1,3 % en 1965 et 1,5 % en 1980.

Par contre, la production artisanale des branches 5 à 22 verra son importance relative diminuer tout

u cours de la période : de 3,4 % de la production ntérieure brute en 1965, elle passera à 2 % en 1980.

Les tableaux 6 et 7 bis permettent toutefois de istinguer celles des activités artisanales qui se déve- ppperont de façon notable au cours de la période.

Les boulangeries artisanales ont crû ainsi de 1,7 % par an de 1965 à 1970 ; elles augmenteront le 6,8 % leur production annuelle de 1970 à 1975. Leur activité devrait ensuite se ralentir au cours du dernier quinquennat.

De même, les menuisiers et ébénistes devraient aug- menter leur production à un rythme supérieur à 6 % par an tout au cours de la période. De leur côté, les réparateurs de véhicules devraient mainte- nir un taux de croissance moyen dépassant 7 % par an de 1965 à 1980. La modernisation de l'agriculture devrait également susciter, entre 1970 et 1980, un développement des activités artisanales de production d'outillages et de réparation de matériel. Finalement la mise en œuvre d'une politique du tourisme, encou- ragera la production d'objets d'art : masques, sta- tuettes, poteries, etc. Le taux de croissance de ces activités devrait dépasser 6 % par an au cours de la période 1975-1980.

Au total, toutefois, la valeur ajoutée (au prix du marché) par l'artisanat des branches 5 à 22 (cf. le Tableau 1) passera de 8,1 milliards de F CFA en 1965 à 15,4 milliards en 1980 ; les taux de crois- sance, par quinquennat, seront de 4,1 % par an de 1965 à 1970, de 4,4 % de 1970 à 1975 et de 4,5 % de 1975 à 1980.

## B. - L'INDUSTRIE

Si l'on examine globalement les activités indus- trielles des branches 5 à 22, les taux de croissance qu'elles auront tout au cours de la période resteront très élevés : 18,9 % par an de 1965 à 1970, 15,5 % de 1970 à 1975 et 12,5 % de 1975 à 1980 (cf. Tableau 1). Au coût des facteurs, nous l'avons vu, la croissance industrielle de 1970 à 1975 est plus rapide que celle de 1965 à 1970 : 18 % contre 15,6 % et celle de 1975 à 1980 se maintient à 14 % par an (cf. Tableau 6).

Ces activités, par suite, exerceront un effet d'en- trainement sur l'ensemble des activités secondaires et joueront un rôle central dans le maintien de la croissance de la production intérieure du pays au rythme de 8 % par an de 1965 à 1980.

Toutefois, au cours de ces trois quinquennats, les taux de croissance des différentes activités indus- trielles varieront largement : certaines d'entre elles, comme les industries alimentaires, par exemple, auront des rythmes de croissance rapides au cours des deux premiers quinquennats, puis verront, de 1975 à 1980, se ralentir leur expansion. D'autres activités, au contraire, devront attendre le second ou le troisième quinquennat pour atteindre des rythmes accélérés de croissance, telles les activités extractives, ou les industries chimiques.

Le tableau 6 établit, pour les entreprises indus- trielles des branches 5 à 22, la structure de la pro- duction industrielle par branche, en valeur ajoutée au coût des facteurs (impôts indirects nets de sub- ventions exclus) et par année ; et les taux de crois- sance annuels moyens atteints par branche et par quinquennat.

La valeur ajoutée au coût des facteurs permet de mieux saisir l'activité propre des entreprises indus- trielles : les impôts indirects payés par la raffinerie de pétrole ou la manufacture de tabac par exemple faussent la comparaison des valeurs ajoutées par ces entreprises et par les autres activités industrielles moins imposées.

Pour suivre le rôle propre joué par chaque type d'activité dans la croissance industrielle d'ensemble, on a classé celles-ci, par quinquennat, en trois catégories :

1. - celles dont le taux de croissance annuel est supérieur au taux moyen de croissance de l'ensemble des industries ;

2. - celles dont le taux de croissance annuel est voisin de ce taux moyen de croissance de l'ensemble des industries ;

3. - celles dont le taux de croissance est inférieur à ce taux.

A partir des données du tableau 6, le tableau 7 classe les activités industrielles, pour chacun des quinquennats, suivant que leurs taux de croissance sont supérieurs, voisins ou inférieurs aux taux moyens de croissance annuelle de l'ensemble des industries.

Il établit ensuite, pour l'année initiale et l'année terminale de chaque quinquennat, la part de la pro- duction industrielle (au coût des facteurs) qui est assurée par les activités des trois catégories définies précédemment.

### 1) *Le quinquennat 1965-1970*

a) Au cours du quinquennat 1965-1970, on cons- tate ainsi que sept des groupes d'activités retenus sur quatorze ont des *taux de croissance annuelle supé- rieurs à la moyenne* des taux de croissance des acti- vités industrielles.

La production des *industries textiles et des fabri- ques de chaussures*, qui assurait 11,7 % de la pro-

duction industrielle en 1965 en couvre 18,5 % en 1970, le taux annuel de croissance est de 26,7 % par an au cours de cette période (cf. Tableau 6).

De même, la *production d'énergie et d'eau*, avec l'entrée en production de la raffinerie de pétrole et celle de nouvelles centrales thermiques, a connu une expansion rapide de 1965 à 1970, avec un taux annuel de croissance de 23,5 % ; elle assure ainsi 20,5 % de la production industrielle en 1970 contre 14,7 % en 1965.

Ces deux activités sont responsables à elles-seules de 39 % de la production industrielle en 1970, contre 26 % en 1965. Elles ont donc joué un rôle capital dans l'expansion industrielle des années

INDUSTRIE ET ARTISANAT - VALEUR AJOUTEE AU COUT DES FACTEURS

Tableau N° 6

en prix 1968 - millions F CFA

| N° branches | INDUSTRIES | Valeur ajoutée au coût des facteurs | | | | Structure V.A. en pourcentages | | | | Taux annuels de croissance | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965-70 | 1970-75 | 1975-80 |
| 5-6-8 | Industries alimentaires | 2.149 | 4.259 | 10.020 | 18.413 | 14,0 | 13,5 | 13,9 | 13,3 | 14,7 | 18,7 | 13,0 |
| 7 | Boissons-glace | 584 | 1.038 | 1.713 | 2.473 | 3,8 | 3,3 | 2,4 | 1,8 | 12,2 | 10,5 | 7,6 |
| 9 | Energie, eau | 2.256 | 6.469 | 12.000 | 20.515 | 14,7 | 20,5 | 16,7 | 14,8 | 23,5 | 13,2 | 11,3 |
| 10 | Activités extractives | 1.268 | 496 | 2 245 | 9.588 | 8,3 | 1,6 | 3,1 | 6,9 | - 17,1 | 35,3 | 33,7 |
| 11 | Métaux | 145 | 470 | 1.210 | 2.092 | 0,9 | 1,5 | 1,7 | 1,5 | 26,5 | 20,8 | 11,6 |
| 12 | Matériaux de construction | 285 | 885 | 1.792 | 2.907 | 1,9 | 2,8 | 2,5 | 2,1 | 25,4 | 15,2 | 10,2 |
| 13-14 | Chimie - engrais | 590 | 1.134 | 2.518 | 5.844 | 3,9 | 3,6 | 3,5 | 4,2 | 14,0 | 17,3 | 18,3 |
| 15 | Industries du bois | 2.260 | 3.201 | 5.798 | 9.162 | 14,8 | 10,2 | 8,0 | 6,6 | 7,2 | 12,6 | 9,6 |
| 16 | Montage et réparation de véhicules | 1.767 | 2.724 | 4.947 | 8.809 | 11,5 | 8,6 | 6,9 | 6,4 | 9,1 | 12,7 | 12,2 |
| 17 | Industries mécaniques | 943 | 1.815 | 4.966 | 9.987 | 6,2 | 5,8 | 6,9 | 7,2 | 14,0 | 22,3 | 15,0 |
| 18-19 | Textiles-cuirs-chaussures | 1.783 | 5.812 | 13.206 | 24.748 | 11,7 | 18,5 | 18,3 | 17,9 | 26,7 | 17,8 | 13,4 |
| 20 | Corps gras | 791 | 1.901 | 5.781 | 9.242 | 5,2 | 6,0 | 8,0 | 6,7 | 19,2 | 24,9 | 9,8 |
| 21 | Articles en caoutchouc et en plastique | 154 | 423 | 2.319 | 4.624 | 1,0 | 1,3 | 3,2 | 3,4 | 22,4 | 40,5 | 14,8 |
| 22 | Produits industriels divers, pâte à papier verre, céramique | 322 | 892 | 3.499 | 9.980 | 2,1 | 2,8 | 4,9 | 7,2 | 22,6 | 31,4 | 23,3 |
| | TOTAL | 15.297 | 31.519 | 72.014 | 138.384 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 15,6 | 18,0 | 14,0 |
| | ARTISANAT | | | | | | | | | | | |
| 5-6-8 | Industries alimentaires | 439 | 762 | 1.059 | 1.197 | 5,3 | 7,8 | 8,7 | 7,9 | 11,7 | 6,8 | 2,5 |
| 9 | Energie - eau | 1.800 | 2.200 | 2.600 | 3.100 | 21,9 | 22,5 | 21,5 | 20,4 | 4,1 | 3,4 | 3,6 |
| 10 | Activités extractives | 4 | – | – | 63 | 0,1 | – | – | 0,4 | – | – | – |
| 11 | Métaux | 226 | 250 | 250 | 250 | 2,8 | 2,5 | 2,1 | 1,7 | 2,0 | – | – |
| 15 | Industries du bois | 675 | 914 | 1.242 | 1.718 | 8,2 | 9,3 | 10,2 | 11,3 | 6,2 | 6,3 | 6,7 |
| 16 | Montage et réparation de véhicules | 453 | 610 | 934 | 1.289 | 5,5 | 6,2 | 7,7 | 8,5 | 6,1 | 8,9 | 6,7 |
| 17 | Industries mécaniques | 410 | 450 | 582 | 755 | 5,0 | 4,6 | 4,8 | 5,0 | 1,9 | 5,3 | 5,3 |
| 18-19 | Textiles-cuirs-chaussures | 2.891 | 3.135 | 3.748 | 4.584 | 35,2 | 32,0 | 30,9 | 30,2 | 1,6 | 3,6 | 4,1 |
| 20 | Corps gras | 256 | 290 | 226 | 226 | 3,1 | 3,0 | 1,9 | 1,5 | 2,5 | – | – |
| 22 | Produits industriels, divers, pâte à papier, verre, céramique | 1.055 | 1.183 | 1.479 | 1.991 | 12,9 | 12,1 | 12,2 | 13,1 | 2,3 | 4,6 | 6,1 |
| | TOTAL | 8.209 | 9.794 | 12.120 | 15.173 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 3,6 | 4,4 | 4,6 |

1965-1970. Nous verrons que, dès le quinquennat suivant, elles ne pourront maintenir de pareils rythmes de croissance (cf. Tableau 7).

Les autres activités classées dans ce premier groupe : *métaux, matériaux de construction, corps gras, articles en caoutchouc et en plastique, industries diverses*, ont connu également, au cours de la période, des taux de croissance annuelle extrêmement élevés : 26,5 % et 25,4 % pour les métaux et les matériaux de construction, 19,2 %, 22,4 % et 22,6 % pour les trois autres groupes d'activités.

Mais la production initiale de ces entreprises étant faible, puisqu'elles n'assuraient que 11,1 % de la production industrielle en 1965, elles n'ont joué qu'un rôle limité dans la croissance globale de l'industrie au cours de cette période et ne couvrent en 1970 que 14,4 % de la production industrielle (au coût des facteurs).

Par contre, avec l'entrée en production des plantations de palmiers et de cocotiers, l'installation de fabriques de pneus et de pâte à papier, celle de laminoirs pour produits sidérurgiques, ces activités devraient prendre de l'importance, au cours du prochain quinquennat.

La production des matériaux de construction, elle, grossie de 1965 à 1970 par la création de deux unités de broyage de clinker, devra par la suite croître, avec les activités de bâtiments et de travaux publics, à des taux plus ralentis.

b) Trois groupes d'activités seulement ont de 960 à 1965 des *taux de croissance annuelle voisins e celui de l'ensemble des entreprises industrielles :*

— Les *industries alimentaires* qui ont crû de près e 23 % par an de 1960 à 1965, n'ont pu mainten. n rythme aussi élevé au cours du quinquennat sui- ant : leur taux de croissance est revenu à 14.7 % e 1965 à 1970, pour un taux moyen de 15,6 % par n de l'ensemble des activités industrielles.

Toutefois, avec l'essor des rizeries et le démarrage le la production de sucre, le taux de croissance des ndustries alimentaires devrait remonter au cours du uinquennat suivant.

— De même les *industries chimiques et la fabri- ation d'engrais* très peu développées au début des nnées 1960, l'étaient faiblement en 1965 (moins de 00 millions de valeur ajoutée au coût des facteurs) : elles ont maintenu de 1965 à 1970 un taux moyen de 14 % de croissance annuelle. Ce taux devrait croitre, au cours des quinquennats suivants, avec l'entrée en production de l'usine d'engrais, le déve- loppement de la production de caoutchouc, des pro- duits pharmaceutiques, des huiles essentielles, etc.

— Quant aux *industries mécaniques et électriques*, malgré un taux de croissance de 14 % par an, leur expansion n'a pas répondu aux possibilités de ce secteur : leur valeur ajoutée n'atteint pas 2 milliards en 1970, contre moins d'un milliard en 1965.

L'installation d'usines pour le montage ou la pro- duction d'outillages agricoles, la fabrication de piles électriques et l'expansion des productions d'embal- lages métalliques, d'articles de ménage et de grosse chaudronnerie, devraient susciter, dans cette bran- che, une croissance accélérée au cours des quinquen- nats suivants.

Au total, les activités industrielles dont les taux de croissance sont restés voisins de celui de l'ensem- ble des entreprises industrielles de 1965 à 1970, ont vu leur production passer de 24.1 % de la valeur ajoutée des industries (au coût des facteurs) à 22,9 % de celle-ci en 1970 (cf. Tableau 7).

c) Finalement quatre groupes d'activités ont eu de 1965 à 1970 des *taux de croissance inférieurs au taux moyen de l'ensemble des entreprises industrielles.* Trois d'entre-elles ne semblent pas pouvoir améliorer leur position relative au cours des prochains quin- quennats :

— Les *fabriques de boissons et glace*, concurren- cées par les importations de vin et d'alcool, ont crû au rythme de 12,2 % par an de 1965 à 1970, en nette amélioration par rapport à la quasi-stagnation des années 1960-1695. Ce taux relativement élevé ne devrait pas pouvoir se maintenir à l'avenir, la pro- duction étant étroitement dépendante de la crois- sance de la demande intérieure.

— Les *industries du bois*, elles, ont connu une expansion très rapide de 1960 à 1965 avec un taux moyen de près de 25 % par an. En fonction des possibilités d'écoulement sur le marché intérieur et à l'exportation, le taux de croissance est descendu à 7,2 % par an de 1965 à 1970. Il restera à l'avenir dépendant des activités de construction et d'expor- tation, dont les rythmes de croissance resteront infé- rieurs à ceux de l'ensemble des entreprises indus- trielles.

— De même, les *entreprises de montage et de réparation de véhicules* qui se sont développées rapi- dement entre 1960 et 1965 (montage d'automobiles et de véhicules à deux roues) augmenteront à l'avenir avec la demande intérieure, à des taux nettement plus faibles que ceux de l'ensemble des activités indus- trielles.

Par contre, les *activités extractives* qui ont reculé brutalement de 1965 à 1970 avec la stagnation de la production de diamants et la cessation de l'exploi- tation du manganèse, devraient reprendre leur crois- sance à un rythme très élevé, avec l'exploitation du minerai de fer de Bangolo.

Au total, ces quatre groupes d'activités qui assu- raient 38,4 % de la production industrielle en 1965 en fournissent 23,7 % en 1970.

2) *Le quinquennat 1970-1975*

Au cours du quinquennat 1970-1975, sept groupes d'activités industrielles maintiendront un *taux de croissance supérieur au taux moyen de croissance de l'ensemble des industries.* Ce dernier atteindra pour la période (au coût des facteurs) 18 % par an, contre 15,6 % au cours du quinquennat précédent.

Comme prévu, les *industries alimentaires, les activités extractives et les industries mécaniques* feront leur entrée dans le groupe des entreprises au rythme élevé de croissance, avec des taux de 18.7 %, 35,3 % et 22,3 % respectivement. *Les métaux* et les *corps gras* avec 20,8 % et 24,9 % de croissance annuelle accroitront leur importance relative dans la production industrielle d'ensemble.

Quant aux *branches 21 et 22*, avec les fabrications de pneus et d'articles en caoutchouc et plastique, avec la fabrication de pâte à papier, de verrerie et de céra- mique, leurs taux de croissance atteindront respec- tivement 40.5 % et 31.4 % par an de 1970 à 1975. Elles ne pourront, par la suite, maintenir des taux aussi élevés.

La production de ces sept groupes d'activités, dont sortaient 32,5 % de la production industrielle en 1970, représentera 41.7 % de celle-ci en 1975.

Parmi les activités dont le *taux de croissance est voisin de celui de l'ensemble des entreprises indus-*

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE EN POURCENTAGES DE LA VALEUR AJOUTEE AU COUT DES FACTEURS

Tableau N° 7

| INDUSTRIES Activités classées par taux de croissance | Période 1965-1970 | | | Période 1970-1975 | | | Période 19 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | | 1970 | 1975 | | 1975 |
| 1° - Taux supérieurs à moyenne | 37,5 | 53.4 | | 32,5 | 41.7 | | 21.6 |
| Energie - eau | 14,7 | 20.5 | Industries alimentaires | 13,5 | 13.9 | Activités extractives | 3.1 |
| Métaux | 0,9 | 1.5 | Activités extractives | 1.6 | 3.1 | Chimie - engrais | 3.5 |
| Matériaux de construction | 1.9 | 2.8 | Métaux | 1.5 | 1.7 | Industries mécaniques | 6.9 |
| Textiles - cuirs - chaussures | 11.7 | 18,5 | Industries mécaniques | 5.8 | 6.9 | Articles en caoutch. et en plast. | 3.2 |
| Corps gras | 5,2 | 6.0 | Corps gras | 6.0 | 8.0 | Pâte à papier - divers | 4.9 |
| Articles en caoutch. et en plast. | 1.0 | 1.3 | Articles en caoutchouc et en plast. | 1.3 | 3.2 | | |
| Prod. ind. div. papier verre céram. | 2,1 | 2,8 | Divers - papier - céramique | 2.8 | 4.9 | | |
| 2° - Taux voisins de moyenne | 24.1 | 22.9 | | 22.1 | 21.8 | | 32.2 |
| Industries alimentaires | 14.0 | 13.5 | Chimie - engrais | 3,6 | 3.5 | Industries alimentaires | 13.9 |
| Chimie - engrais | 3.9 | 3.6 | Textiles - cuirs - chaussures | 18,5 | 18.3 | Textiles - chaussures | 18.3 |
| Industries mécaniques | 6.2 | 5,8 | | | | | |
| 3° - Taux inférieurs à moyenne | 38.4 | 23.7 | | 45.4 | 36.5 | | 46.2 |
| Boissons - glace | 3.8 | 3.3 | Boissons - glace | 3.3 | 2.4 | Boissons - glace | 2.4 |
| Activités extractives | 8,3 | 1.6 | Energie - eau | 20.5 | 16.7 | Energie - eau | 16.7 |
| Industries du bois | 14.8 | 10,2 | Matériaux de construction | 2.8 | 2.5 | Métaux | 1.5 |
| Montage et réparation véhicules | 11.5 | 8.6 | Industries du bois | 10,2 | 8.0 | Matériaux de construction | 2.5 |
| | | | Montage et rep. de véhicules | 8.6 | 6.9 | Industries du bois | 8.0 |
| | | | | | | Montage et reparat. de véhicules | 6.9 |
| | | | | | | Corps gras | 8.0 |
| TOTAL | 100.0 | 100.0 | | 100.0 | 100.0 | | 100.0 |

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE EN POURCENTAGES DE LA VALEUR AJOUTEE AU COUT DES FACTEURS (suite)

Tableau N° 7 bis

| ARTISANAT Activités classées par taux de croissance | Période 1965-1970 | | | Période 1970-1975 | | | Période 1975-1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | | 1970 | 1975 | | 1975 | 1980 |
| Industries alimentaires | 5.3 | 7,8 | Industries alimentaires | 7.8 | 8.7 | Industries du Bois | 10.2 | 11.3 |
| Industries du bois | 8.2 | 9,3 | Industries du bois | 9.3 | 10.2 | Réparation de véhicules | 7.7 | 8.5 |
| Réparation de véhicules | 5,5 | 6.2 | Réparation de véhicules | 6.2 | 7.7 | Industries mécaniques | 4.8 | 5.0 |
| Energie - eau | 21,9 | 22,5 | Industries mécaniques | 4.6 | 4.8 | Produits indust. divers | 12.2 | 13.1 |
| | | | Produits indust. divers | 12.1 | 12.2 | | | |
| 1° Taux supérieurs à moyenne | 40,9 | 45,8 | 1° Taux supérieurs à moyenne | 40.0 | 43.6 | 1° Taux supérieurs à moyenne | 34.9 | 37.9 |
| Métaux activités extract. | 2,9 | 2,5 | Textiles - chaussures | 32.0 | 30.9 | Textiles - chaussures | 30.9 | 30.2 |
| Industries mécaniques | 5.0 | 4,6 | | | | | | |
| Textiles - chaussures | 35,2 | 32,0 | 2° Taux voisins moyenne | 32.0 | 30.9 | 2° Taux voisins moyenne | 30,9 | 30,2 |
| Corps gras | 3,1 | 3,0 | | | | | | |
| Produits industr. divers | 12,9 | 12,1 | Energie - eau | 22,5 | 21.5 | Industries alimentaires | 8.7 | 7.9 |
| 2° Taux inférieurs à moyenne | 59,1 | 54,2 | Activités extract. métaux | 2.5 | 2.1 | Activités extract. métaux | 2.1 | 2.1 |
| | | | Corps gras | 3,0 | 1.9 | Corps gras | 1,9 | 1,5 |
| | | | | | | Energie - eau | 21.5 | 20.4 |
| | | | 3° Taux inférieurs moyenne | 28,0 | 25,5 | 3° Taux inférieurs à moyenne | 34,2 | 31,9 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | TOTAL | 100,0 | 100,0 | TOTAL | 100,0 | 100,0 |

rielles, on trouve, au cours de la période, les *industries chimiques* et la *production d'engrais*, qui s'y trouvaient déjà pendant le quinquennat précédent. Leur rythme de croissance s'accélère toutefois, avec la production d'engrais, de caoutchouc, d'huiles essentielles, etc., pour atteindre 17,3 % par an. Ce mouvement devrait s'amplifier au cours du quinquennat suivant.

Au contraire, les *industries textiles et les fabriques de chaussures*, qui ont crû à un rythme très rapide entre 1965 et 1970, voient leur taux de croissance descendre à 17,8 % par an, de 1970 à 1975 : un taux aussi élevé ne pourra être atteint que grâce au développement des industries de filature-tissage travaillant pour l'exportation sur l'Europe.

Quant aux entreprises dont les *taux de croissance restent nettement plus faibles que celui de l'ensemble des activités industrielles*, on retrouve parmi elles, de 1970 à 1975 : les *fabriques de boissons et glace*, les *industries du bois* et les *entreprises de montage et de réparation de véhicules*, qui étaient déjà dans ce groupe au cours du précédent quinquennat et s'y trouveront encore de 1975 à 1980.

Par contre, la *production des matériaux de construction et celle d'énergie et d'eau*, qui ont connu un taux d'expansion extrêmement rapide de 1965 à 1970, reprendront des rythmes de croissance plus modestes à partir de 1970, pour s'adapter aux besoins de la demande intérieure : 13,2 % par an pour la branche énergie-eau et 15,2 % pour celle des matériaux de construction.

### 3) *Le quinquennat 1975-1980*

Ce qui caractérise le troisième quinquennat, en matière de production industrielle, c'est le ralentissement net du taux moyen de croissance de l'ensemble des industries : celui-ci devrait représenter 14 % par an, contre 18 % au cours de la période 1970-1975. Ce ralentissement s'explique, nous l'avons vu, par l'augmentation du poids relatif de la production industrielle dans la production d'ensemble du pays. En 1975, la production industrielle devrait représenter près de 20 % de la production intérieure brute, contre moins de 14 % en 1970. Un taux de croissance annuel maintenu à 14 % au cours de la période 1975-1980 suffira, par suite, à soutenir à 8,1 % par an celui de la production intérieure brute.

Non moins caractéristique de cette période, est le faible pourcentage de la production industrielle qui proviendra d'activités dont le taux d'expansion sera supérieur à celui de l'ensemble des entreprises : 29 % en 1980, contre plus de 53 % en 1970. Il ne restera plus de 1975 à 1980 que cinq groupes d'activités dans cette catégorie (cf. Tableau 7).

Alors que la *chimie et les engrais*, dont l'importance relative est faible, rejoignent le peloton de tête, les *industries alimentaires, les métaux et les corps gras*, dont l'ensemble devrait assurer près de 24 % de la production industrielle en 1975 ne devraient plus croître au-delà de 1975 qu'à des taux voisins ou inférieurs à celui de l'ensemble des entreprises industrielles. Deux activités seulement : *productions alimentaires et articles textiles et chaussures* conserveront des taux de croissance voisins de la moyenne. Sept autres, qui assureront près de 40 % de la production industrielle en 1980, croîtront à des taux inférieurs au taux moyen. Parmi elles, les *corps gras*, qui auront crû de près de 25 % par an de 1970 à 1975, augmenteront de moins de 10 % par an à partir de 1975 (cf. Tableaux 6 et 7).

Ce ralentissement dans les rythmes de croissance de nombreuses activités industrielles, renforce l'importance, pour le maintien de l'expansion industrielle au-delà de 1975, de la réalisation des productions lourdes ou semi-lourdes prévues pour la période : minerai de fer, pâte à papier, et de l'introduction d'industries de transfert dont les caractéristiques sont encore à préciser.

L'échec de projets aussi importants que l'extraction du minerai de fer ou la production de pâte à papier, aurait des conséquences graves pour la poursuite de la croissance industrielle au cours de la période 1975-1980, et pèserait sur celle de la production intérieure du pays.

Une attention toute particulière devra donc être prêtée, au cours des prochaines années, à la promotion de ces projets dont dépend, pour une large part, le maintien de la croissance à un rythme élevé au cours des années 1975.

## IV. - L'EVOLUTION DU SECTEUR TERTIAIRE

Parmi les activités tertiaires, le transport et le commerce sont les plus étroitement liées à l'expansion des activités primaires et secondaires. Elles sont en particulier influencées par l'évolution du commerce extérieur, dont le ralentissement de la croissance, de 1970 à 1975, pèsera sur leur rythme propre d'expansion.

Compte tenu, en outre, des gains de productivité que devrait procurer une rationalisation des transports (dont l'ouverture du port de San Pedro constituera un élément important), les taux de croissance dans ce secteur resteront sensiblement inférieurs à ceux de la production intérieure. Le chiffre d'affaires des entreprises de transport passera ainsi de 45,3 milliards de F CFA en 1970 à 88,5 milliards en 1980 (cf. Tableau 8).

Après avoir crû au rythme de 6,6 % par an de 1965 à 1970, le taux de croissance sera de 6,1 % de 1970 à 1975 et de 7,8 % de 1975 à 1980.

## LE SECTEUR TERTIAIRE

Tableau N° 8 — Unité : Millions de F. CFA (prix 1968)

| EVOLUTION DE LA PRODUCTION (1) | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| 24 Transports routiers | 25.340 | 32.240 | 46.772 |
| Transports maritimes | 11.975 | 15.300 | 18.500 |
| Transports aériens | 5.215 | 9.820 | 19.050 |
| Chemin de fer | 2.760 | 3.440 | 4.200 |
| TOTAL | 45.290 | 60.800 | 88.522 |
| 25 Loyers | 15.921 | 23.970 | 36.301 |
| 26 Hôtels, restaurants, bars | 2.350 | 5.300 | 10.800 |
| Postes et télécommunicat. | 3.410 | 5.610 | 9.030 |
| Autres services | 8.300 | 14.550 | 19.239 |
| TOTAL | 14.060 | 25.460 | 39.069 |
| 27 Frais d'approche | 2.600 | 3.600 | 4.800 |
| Commerce traditionnel | 11.140 | 17.000 | 22.000 |
| Commerce général | 26.870 | 39.539 | 69.412 |
| Commerce spécialisé | 25.150 | 36.760 | 51.500 |
| Commerce d'exportation | 39.400 | 47.400 | 62.940 |
| TOTAL | 105.160 | 144.299 | 210.652 |
| TOTAL secteur tertiaire (1) | 180.431 | 254.529 | 374.544 |

(1) non compris les droits et taxes sur les produits importés, qui, par convention de comptabilité nationale, sont ajoutés à l'activité du commerce.

Par contre dans le commerce, la valeur ajoutée au coût des facteurs, déduction faite de tous les impôts indirects (y compris les reversements à la Caisse de stabilisation), passera de 48 milliards de F CFA en 1970 à 71 milliards en 1975 en à 102 milliards en 1980. Le taux moyen de croissance sera donc de 7.8 % par an de 1970 à 1980, taux voisin de celui de la production intérieure brute, pendant la même période (7.9 %).

Pour les loyers, la politique active de construction de logements aura une incidence très nette sur leur rythme de croissance : ceux-ci ont crû au taux de 11.4 % par an de 1965 à 1970 : ils continueront à augmenter d'environ 8.5 % par an au cours des deux quinquennats suivants.

Le développement des télécommunications constitue un facteur essentiel de l'expansion économique, fonction de la densité du réseau d'échanges. Un programme important d'équipement est prévu dans ce secteur. Il permettra une croissance rapide de l'activité des postes et télécommunications. Leur chiffre d'affaires passera de 3.4 milliards en 1970 à 9 milliards en 1980 ; après avoir crû au rythme annuel de 8,9 % de 1965 à 1970, il augmentera de plus de 10 % par an au cours des deux prochains quinquennats.

Finalement, le développement du tourisme devrait donner une impulsion considérable aux hôtels, restaurants, bars, leur chiffre d'affaires (diminué des achats de nourriture et de boissons) (2), devrait passer de 2,4 milliards de F CFA en 1970 à 5,3 milliards en 1975 et 10,8 milliards en 1980 ; après avoir augmenté de 6,8 % par an de 1965 à 1970, le rythme de croissance de ces activités devrait atteindre 17,7% et 15,3 % par an, au cours des deux prochains quinquennats.

Pour les « autres services », qui font partie de la branche 26, certains sont directement liés à l'activité des entreprises et à la croissance des revenus : services juridiques, coiffeurs, cinémas.... leur taux de croissance annuel devrait se maintenir aux environs de 7 %. D'autres services permettent aux entreprises d'accroître leur productivité (services comptables, location d'ordinateurs...) et devraient se développer à des taux annuels de l'ordre de 10 % à 16 %. Au total, l'ensemble des autres services, qui ont augmenté de 9,7 % par an de 1965 à 1970, devrait croître au rythme de 8,8 % par an de 1970 à 1980.

## V. - L'EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Globalement l'évolution du commerce extérieur de 1965 à 1980 devrait être la suivante : en millions de F CFA (prix 1968) (cf. Tableau 9).

EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Tableau N° 9

| Année | Exportations FOB — en millions de F CFA Prix 1968 | Taux annuel de croiss. | Importations CAF — en millions de F CFA Prix 1968 | Taux annuel de croiss. |
|---|---|---|---|---|
| 1965 | 92 500 | | 76 000 | |
| 1970 | 131 157 | 7.2 | 106 171 | 7.0 |
| 1975 | 182 563 | 6.8 | 147 099 | 6.7 |
| 1980 | 296 139 | 10.2 | 211 786 | 9.5 |

### A. - Les exportations

Les exportations passeront de 92,5 milliards de F CFA en 1965 à 182,6 milliards en 1975 et 296 milliards en 1980. Elles seront ainsi multipliées par 3,2 en quinze années, soit un taux annuel moyen de croissance de 8.1 %.

Le rythme annuel de croissance est de 7.2 % de 1965 à 1970 et de 10.2 % de 1975 à 1980. Il ne sera pas contre que de 6.8 % entre 1970 et 1975, en raison de la stagnation des exportations de bois et de la faible croissance de celles de café.

(2) En comptabilité nationale, en effet, par convention, les produits alimentaires et les boissons consommées dans les hôtels, les restaurants et les bars, sont supposés achetés directement par les ménages. La « production » de cette sous-branche est donc égale au chiffre d'affaires diminué des achats de nourriture et de boissons.

Au cours de chacun des trois quinquennats, les exportations croissent plus rapidement que les importations. L'excédent de la balance commerciale qui représente 19 % des exportations entre 1970 et 1975, devrait passer à près de 22 % de ces dernières en 1980.

Ces résultats ne seront toutefois possibles qu'au prix de profonds changements, au cours de la période, dans la structure interne des exportations. Ceux-ci résulteront, d'une part, de la politique de diversification des cultures qui commencera à porter ses fruits entre 1970 et 1975 et, d'autre part, du développement de la production industrielle orientée vers les marchés extérieurs.

Par grand groupe d'activités, la structure des exportations évoluera de la façon suivante, en pourcentages : (cf. Tableau 10).

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GRAND GROUPE D'ACTIVITES

en pourcentages

Tableau N° 10

| SECTEURS | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Activités primaires | 77.7 | 75.1 | 60,0 | 47,3 |
| Activités secondaires | 18.9 | 20.4 | 35.3 | 48.5 |
| Activités tertiaires | 3.4 | 4.5 | 4.7 | 4.2 |
| TOTAL Exportations | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

Ainsi, les *produits primaires* qui représentaient près de 78 % des exportations en 1965, n'en fourniront plus que 60 % en 1975 et 47 % en 1980. A l'opposé, les exportations de *produits industriels* qui assuraient moins de 19 % des exportations en 1965, en fourniront plus de 35 % en 1975 et plus de 48 % en 1980. En valeur, elles représentaient 26,6 milliards de F CFA en 1970, elles devraient atteindre 64,5 milliards en 1975 et 143,7 milliards en 1980 (cf. Tableau 11). A cette époque, la Côte-d'Ivoire exportera pour près de 31 milliards de produits des industries alimentaires : principalement beurre de cacao, café soluble, thon en boite, conserves d'ananas. Elle exportera près de 17 milliards de F CFA de minerai, diamants et pétrole raffiné, 28 milliards de produits textiles et d'articles chaussants, 17 milliards de pâte à papier, d'articles en caoutchouc et de produits divers et finalement 19 milliards d'huile brute de palme ou d'autres produits oléagineux (cf Tableau 11).

Le rôle des différentes branches industrielles dans la croissance des exportations sera par la suite d'importance très inégale. Les exportations des industries du bois, celles de véhicules et celles des industries mécaniques et électriques représentaient 6,8 % des exportations en 1965, elles en fourniront seulement 7,9 % en 1980, malgré le démarrage d'industries de transfert dans le secteur de l'électronique et de la construction électrique. Par contre, ces mêmes industries de transfert permettront aux industries textiles et aux fabriques d'articles chaussants de fournir 9,5 % des exportations totales en 1980 contre 1,1 % en 1965. De même, les industries alimentaires qui assuraient 5,1 % des exportations en 1965 et fourniront 10,4 % en 1980 ; celles des corps gras 6,4 % en 1980 contre 1,1 % en 1965. Enfin, les industries principalement exportatrices de produits semi-finis : minerais,

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS

Tableau N° 11

| PRODUITS | en millions de F CFA | | | en pourcentages | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Agriculture, élevage et pêche | 78.137 | 91.152 | 121.332 | 72,1 | 57,3 | 59,5 | 49,9 | 41,0 |
| Forêt | 20.500 | 18.421 | 18.797 | 14,4 | 20,4 | 15,6 | 10,1 | 6,3 |
| Industries alimentaires | 9.590 | 17.780 | 30.700 | 1,9 | 5,1 | 7,3 | 9,7 | 10,4 |
| Energie | 1.650 | 2.100 | 3.010 | - | 0,6 | 1,3 | 1,2 | 1,0 |
| Activités extractives | 1.000 | 3.830 | 15.560 | 2,4 | 2,4 | 0,8 | 2,1 | 5,2 |
| Métaux, matériaux construction, engrais | 570 | 980 | 1.620 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 |
| Chimie, caoutchouc | 1.820 | 3.260 | 5.050 | 0,3 | 1,2 | 1,4 | 1,8 | 1,7 |
| industries du bois | 4.750 | 8.800 | 13.860 | 1,9 | 4,8 | 3,6 | 4,8 | 4,7 |
| Montage de véhicules | 280 | 890 | 2.870 | 0,4 | 0,5 | 0,2 | 0,5 | 1,0 |
| Autres industries mécaniques et électric. | 140 | 910 | 6.390 | 0,6 | 1,5 | 0,1 | 0,5 | 2,2 |
| Industries textiles, cuirs, art. chaussants. | 4.290 | 10.640 | 28.160 | 1,6 | 1,1 | 3,3 | 5,8 | 9,5 |
| Corps gras | 2.440 | 11.600 | 19.030 | 1,4 | 1,1 | 1,9 | 6,4 | 6,4 |
| Art. en caoutch. plast. pâte à papier, etc... | 80 | 3.680 | 17.420 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 2,0 | 5,9 |
| Transports, services | 5.910 | 8.520 | 12.540 | 2,3 | 3,4 | 4,5 | 4,7 | 4,2 |
| TOTAL | 131.157 | 182.563 | 296.339 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

métaux, matériaux de construction, engrais, produits chimiques, caoutchouc, pâte à papier, etc., qui assuraient, en 1965, 4,2 % des exportations en fourniront 6,4 % en 1975 et 13,3 % en 1980.

Il convient toutefois de nuancer le rôle de l'industrie, dans la croissance des exportations, par rapport à celui de l'agriculture. En effet, en plus des exportations de produits primaires bruts (cf. Tableau 11), on peut rechercher la valeur des produits agricoles, du poisson et du bois achetés par les entreprises industrielles pour être ensuite exportés après transformation. On s'aperçoit que ces produits représentent au total 7.8 milliards en 1970 et devraient atteindre 18,6 milliards en 1975 et 34,8 milliards en 1980. Les produits primaires finalement exportés représentent alors 106,5 milliards en 1970 et devraient atteindre 128,2 milliards en 1975 et 174,9 milliards de F CFA en 1980. De la sorte, l'agriculture, la pêche et les forêts seront encore à l'origine de 59 % des exportations en 1980 (dont 41 % seulement sous forme de produits bruts), contre 70 % en 1975 et 81 % en 1970.

## B. - Les importations

De 1965 à 1980, les importations passeront de 76 milliards de F CFA (prix 1968) à près de 232 milliards (cf. Tableau 9). Elles seront ainsi multipliées par 3 en quinze années, soit un taux moyen annuel de croissance de 7,7 % contre 8,1 % pour les exportations. Comme pour ces dernières, le taux de croissance des importations fléchira légèrement de 1970 à 1975 (6,7 % par an, contre 7 % pendant la période 1965-1970) pour reprendre à un rythme accéléré (9,5 % par an) de 1975 à 1980.

La croissance rapide de la production intérieure, tout au cours de la période, gonflera les importations de matières premières et de produits semi-finis nécessaires au fonctionnement des entreprises, mais elle développera très largement, en outre, les importations de biens d'équipement pour les entreprises et les investissements d'infrastructure économique et sociale.

Des transformations non négligeables interviendront par suite dans la structure des importations et dans leur destination, au cours de la période (cf. Tableaux 12 et 12 bis).

Le tableau 12 souligne, en effet, le recul continu de 1960 à 1980 des importations de produits alimentaires bruts ou transformés, mais aussi de produits textiles et d'articles chaussants. Ces différentes importations représentaient en 1960 près de 43 % du total, elles n'en prendront plus que 32,4 % en 1980.

De façon plus précise, le tableau 12 bis ventile les importations de la période suivant leur destination. Il montre que les importations qui vont à la consommation intermédiaire des entreprises passeront de 36,8 milliards de F CFA en 1970 à 88,3 milliards en 1980 et celles de biens d'équipement de 19,9 milliards à 49,4 milliards. Les importations destinées à la consommation finale qui atteignaient 49,6 milliards en 1970, représenteront 94 milliards en 1980. En pourcentages, les importations des entreprises pour leur consommation intermédiaire passeront de 34,6 % du total des importations en 1970 à 38,5 % en 1975 et 38,1 % en 1980 ; la croissance des importations de biens d'équipement sera plus rapide encore, puisqu'elles représenteront 21,3 % du total en 1980 contre 18,7 % en 1970. Au contraire, les importations destinées à la consommation finale passeront de 46,7 % en 1970 à 40,6 % en 1980. On note, en particulier, que les importations de produits mécaniques et électriques

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS

Tableau N° 12

| PRODUITS | En millions de F. CFA | | | En pourcentages | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Agriculture élevage | 10.196 | 12.307 | 18.849 | 8,4 | 9,0 | 9,5 | 8,4 | 8,1 |
| Pêche et forêt | 13.288 | 13.892 | 19.602 | 13,2 | 12,3 | 12,5 | 9,4 | 8,5 |
| Industries alimentaires | 3.530 | 4.545 | 5.757 | 3,2 | 4,8 | 3,3 | 3,1 | 2,5 |
| Energie | 7.000 | 10.680 | 16.030 | 6,9 | 6,9 | 6,6 | 7,3 | 6,9 |
| Activités extractives métaux, matériaux de construction, engrais | 5.856 | 10.550 | 15.653 | 4,8 | 5,2 | 5,5 | 7,2 | 6,8 |
| Chimie - parachimie - caoutchouc | 13.838 | 18.197 | 26.538 | 9,3 | 10,8 | 13,0 | 12,4 | 11,4 |
| Véhicules | 22.660 | 36.098 | 65.155 | 18,9 | 20,5 | 21,3 | 24,5 | 28,1 |
| Autres industries mécaniques | 15.907 | 22.187 | 36.690 | 21,3 | 16,2 | 15,0 | 15,1 | 15,8 |
| Industries textiles, cuirs articles chaussants ... | 7.852 | 9.443 | 12.902 | 7,6 | 8,5 | 7,4 | 6,4 | 5,6 |
| Autres industries | 6.246 | 9.200 | 14.610 | 6,4 | 6,8 | 5,9 | 6,2 | 6,3 |
| Transports - services | | | | | | | | |
| TOTAL | 106.373 | 147.099 | 231.786 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

## DESTINATION DES IMPORTATIONS

Tableau N° 12 bis

| ANNEE | 1970 | | | | 1975 | | | | 1980 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En millions de FCFA (prix 1968) | Cons. interméd. | Cons. finale | FBCF | Total | Cons. interméd. | Cons. finale | FBCF | Total | Cons. interméd. | Cons. finale | FBCF | Total |
| Produits agric. et alimentaires . . | 2.777 | 20.926 | | 23.703 | 3.868 | 22.450 | | 26.318 | 5.564 | 33.179 | | 38.743 |
| Matières premières (pétrole brut, minerais, métaux, mater. const., prod. chimiques) | 12.843 | 3.324 | | 16.167 | 21.157 | 4.499 | | 25.656 | 30.636 | 6.512 | | 37.148 |
| Véhicules et pièces détachées . . | 3.641 | 2.817 | 7.380 | 13.838 | 5.866 | 3.566 | 8.765 | 18.197 | 8.649 | 4.742 | 13.147 | 26.538 |
| Autres produits des ind. mécaniques et électriques | 5.037 | 5.092 | 12.531 | 22.660 | 8.103 | 7.727 | 20.268 | 36.098 | 16.600 | 12.304 | 36.251 | 65.155 |
| Produits textiles, cuirs, articles en plastique et caoutch. bois, prod. divers et corps gras . . . | 7.311 | 16.448 | | 23.759 | 10.243 | 21.387 | | 31.630 | 15.451 | 34.141 | | 49.592 |
| Transport et services . . . | 5.226 | 1.020 | | 6.246 | 7.365 | 1.835 | | 9.200 | 11.360 | 3.250 | | 14.610 |
| TOTAL | 36.835 | 49.627 | 19.911 | 106.373 | 56.602 | 61.404 | 29.033 | 147.099 | 88.260 | 94.128 | 49.398 | 231.786 |
| En pourcentages | | | | | | | | | | | | |
| Produits agric. et alimentaires | 2,6 | 19,7 | | 22,3 | 2,6 | 15,3 | | 17,9 | 2,4 | 14,3 | | 16,7 |
| Matières premières . . . | 12,1 | 3,1 | | 15,2 | 14,4 | 3,0 | | 17,4 | 13,2 | 2,8 | | 16,0 |
| Véhicules et pièces détachées . | 3,4 | 2,7 | 6,9 | 13,0 | 4,0 | 2,4 | 6,0 | 12,4 | 3,7 | 2,1 | 5,7 | 11,5 |
| Autres produits des industries mécaniques et électriques . | 4,7 | 4,8 | 11,8 | 21,3 | 5,5 | 5,2 | 13,8 | 24,5 | 7,2 | 5,3 | 15,6 | 28,1 |
| Produits textiles . . . . . | 6,9 | 15,4 | | 22,3 | 7,0 | 14,5 | | 21,5 | 6,7 | 14,7 | | 21,4 |
| Transports et services . . . | 4,9 | 1,0 | | 5,9 | 5,0 | 1,3 | | 6,3 | 4,9 | 1,4 | | 6,3 |
| TOTAL | 34,6 | 46,7 | 18,7 | 100,0 | 38,5 | 41,7 | 19,8 | 100,0 | 38,1 | 40,6 | 21,3 | 100,0 |

représentent en 1970, 34,3 % des importations totales et 39,6 % en 1980, dont seulement 7,5 % en 1970 et en 1980 iront à la consommation finale des ménages ou des administrations. Les efforts d'industrialisation exigeront que les 4/5 des importations de produits mécaniques et électriques aillent à la production ou à l'investissement. La consommation finale sera ainsi, dans une mesure de plus en plus large, satisfaite par la production locale.

## VI. - LES INVESTISSEMENTS

Les investissements bruts nécessaires à la réalisation des programmes de développement dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire et à celle des infrastructures économiques et sociales prévues pour la période, s'élèveront à 505 milliards de F CFA de 1971 à 1975 et à 722 milliards de 1976 à 1980.

Le tableau 13 permet de distinguer, dans cette masse d'investissements, d'une part, ceux qui sont considérés comme productifs et ceux qui ne le sont pas, d'autre part, le pourcentage des investissements financés par les administrations et celui financé par le secteur privé.

Au cours de la période 1971-1975, les administrations financeront pour 210 milliards de F CFA d'investissements, soit 41,6 % du total et le secteur privé pour 295 milliards, soit 58,4 % du total (cf. Tableau 13). Toutefois, pendant cette période l'Etat prendra des participations financières dans les entreprises et continuera à subventionner la politique de construction de logements et d'équipement touristique et hôtelier, pour un montant global de 20 milliards. La part des Administrations dans le total des investissements sera donc finalement de 45,5 %.

### INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVES PAR QUINQUENNAT

Tableau N°13

| Nature des Financements | En milliards de F.CFA (Prix 1968) | | En pourcentages | |
|---|---|---|---|---|
| | 1971-1975 | 1976-1980 | 1971-1975 | 1976-1980 |
| Publics Administratifs | 110 | 140 | 21,8 | 19,4 |
| Productifs Publics . . . | 100 | 106 | 19,8 | 14,7 |
| Total Publics . . . . . | 210 | 246 | 41,6 | 34,1 |
| Privés . . . . . | 229 | 375 | 45,3 | 51,9 |
| Ménages . . . . . | 66 | 101 | 13,1 | 14,0 |
| Total non publics . . . . | 295 | 476 | 58,4 | 65,9 |
| TOTAL GENERAL . . | 505 | 722 | 100,0 | 100,0 |

Sur 505 milliards d'investissements, 329 seront consacrés à des activités productives, soit 65,1 % du total (cf. Tableau 14).

De 1976 à 1980, en l'état actuel des travaux de planification, la masse des investissements agricoles croîtra peu, tandis que celle des investissements dans les activités secondaire et tertiaire augmentera de 55 à 60 %. Au total le volume des investissements productifs représentera 481 milliards sur cinq années, soit 66,6 % du total contre 65,1 % au cours du quinquennat précédent (cf. Tableau 14).

La part de ces investissements productifs financés par le secteur privé sera de 78 % (375 milliards), et comme les ménages consacreront, au cours de la période 101 milliards au logement, la part du secteur privé dans le financement global des investissements atteindra près de 66 % (476 milliards sur 722). Toutefois comme l'Etat consacrera 38 milliards à la prise de participations financières et à l'aide au logement, le volume réel des investissements financés par les Administrations représentera 284 milliards, en cinq ans, soit 39,3 % du total.

Par grand secteur d'activité, les 88 milliards que la puissance publique consacrera aux investissements dans le secteur primaire de 1971 à 1980 permettront de poursuivre les aménagements rizicoles (près de 9 milliards) de développer l'élevage (2,5 milliards) et la reforestation (8 milliards) ; en outre, près de 56 milliards seront nécessaires pour les plantations industrielles : palmiers à huile, cocotiers, hévéas, bananes, ananas, mais aussi pour les plantations de café et de cacao, la culture du coton, du kénaf et de la canne à sucre. Finalement, près de 12 milliards seront consacrés aux actions intégrées de développement agricole et à l'aménagement de la vallée du

## VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS BRUTS DE 1970 à 1980 SUIVANT L'ORIGINE DU FINANCEMENT

Tableau N° 14

| | en milliards de F CFA (prix 1968) | | | | | en pourcentages | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Secteurs d'activités | 1970 | 1975 | 1980 | Période 1971-1975 | Période 1976-1980 | 1971-1975 | 1976-1980 |
| Secteur Primaire Branches 1 à 4 | 7 | 10 | 12 | 54 | 57 | 10,7 | 7,9 |
| dont publics | 5 | 8 | 9 | 44 | 44 | 8,7 | 6,1 |
| privés | 2 | 2 | 3 | 10 | 13 | 2,0 | 1,8 |
| Industrie-artisanat Branches 5 à 22 | 22 | 35 | 58 | 150 | 235 | 29,7 | 32,5 |
| dont publics | 11 | 5 | 8 | 29 | 30 | 5,7 | 4,1 |
| privés | 11 | 30 | 50 | 121 | 205 | 24,0 | 28,4 |
| Bâtiment T.P. + Tertiaire Branches 23 à 27 | 21 | 30 | 44 | 125 | 189 | 24,7 | 26,2 |
| dont publics | 5 | 5 | 7 | 27 | 32 | 5,3 | 4,4 |
| privés | 16 | 25 | 37 | 98 | 157 | 19,4 | 21,8 |
| Total 1 à 27 Investissements productifs | 50 | 75 | 114 | 329 | 481 | 65,1 | 66,6 |
| dont publics | 21 | 18 | 24 | 100 | 106 | 19,8 | 14,7 |
| privés | 29 | 57 | 90 | 229 | 375 | 45,3 | 51,9 |
| Administrations investissements publics non productifs | 16 | 24 | 32 | 110 | 140 | 21,8 | 19,4 |
| Ménages, logement | 10 | 16 | 24 | 66 | 101 | 13,1 | 14,0 |
| TOTAL Investissements | 76 | 115 | 170 | 505 | 722 | 100,0 | 100,0 |
| Production intérieure brute | 354,2 | 513,3 | 758,1 | | | | |
| Rapport investissement/PIB en % | 21,5 | 22,4 | 22,4 | | | | |

Bandama et du sud-ouest. Les investissements du secteur privé iront avant tout aux exploitations forestières et à la pêche.

Les investissements industriels représenteront 385 milliards en dix années. Sur ce total, plus de 64 milliards iront à la production d'énergie (principalement pour le barrage de Kossou). 21 milliards aux industries alimentaires, et près de 27 milliards aux industries textiles et des articles chaussants ; en outre, près de 52 milliards d'investissements seront nécessaires pour la production minière, près de 39 milliards pour la fabrication de pâte à papier ; et finalement près de 22 milliards pour les industries mécaniques et électriques et les corps gras.

L'importance du volume de ces investissements productifs exigera des efforts considérables de la part des pouvoirs publics, tant du point de vue financier : subventions directes, avantages fiscaux, participations financières, prêts aux entreprises, qu'en matière de promotion de projets industriels. Sans tenir compte des participations financières et des prêts de l'Etat aux entreprises privées, les entreprises publiques réaliseront 30 % des investissements productifs de 1971 à 1975, mais seulement 22 % de 1976 à 1980.

Notons, en outre, qu'avec l'étoffement et le vieillissement de l'appareil de production industrielle, les renouvellements deviendront relativement plus importants : de 29 % des investissements productifs en 1970, ils passeront à plus de 38 % en 1980 (cf. Tableau 15).

Quant aux investissements d'infrastructure économique, sociale et culturelle, ils devraient représenter 21,8 % du total des investissements de 1971 à 1975 et seulement 19,4 % de 1976 à 1980 (cf. Tableau 14).

Le tableau 16 donne un cheminement des investissements, tant publics que privés, au cours de la période 1970-1980. Il souligne que de 1970 à 1973 les investissements publics productifs se maintiendront à un niveau très élevé, en raison de la construction du barrage de Kossou, de l'achèvement du port de San Pedro et des investissements agricoles qu'ils entraineront pour l'aménagement de la vallée du Bandama et de la région du Sud-Ouest. A partir de 1974, ils devraient repartir d'un niveau moins élevé. Mais, à partir de 1971, les investissements publics non productifs s'établiront également à un haut niveau, en raison des programmes de constructions scolaires et sanitaires qui doivent être réalisés au cours de la période.

Le montant global des investissements publics devrait ainsi atteindre 40 milliards dès 1971 et 44 milliards en 1973, pour redescendre à 42 milliards en 1975 et s'élever finalement à 56 milliards en 1980.

Le tableau 17 présente, de façon synthétique, pour les deux quinquennats, la répartition des investissements des administrations par grand poste, suivant qu'il s'agit d'investissements proprement administratifs, d'infrastructure sociale, culturelle et économique ou d'investissements productifs.

Ces différentes enveloppes seront analysées dans le détail et justifiées, dans les chapitres 3 à 8, qui préciseront le rôle de la puissance publique dans les programmes de développement agricole et d'indu

## INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Tableau N° 15 — en milliards de F. CFA (Prix 1968)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Publics | 21 | 18 | 24 |
| Privés | 29 | 57 | 90 |
| TOTAL | 50 | 75 | 114 |
| Dont investissements nets | 35,5 | 53 | 74 |
| Renouvellements | 14,5 | 22 | 40 |
| TOTAL | 50,0 | 75 | 114 |
| Dont B T P | 22,0 | 33 | 43 |
| Véhicules | 10,0 | 13 | 18 |
| Outillages | 18,0 | 29 | 53 |
| TOTAL | 50,0 | 75 | 114 |
| Accroissement au cours du quinquennat | | 150 | 152 |
| Taux de croissance annuel | | 8,5 % | 8,7 % |

## CHEMINEMENT DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVES

Tableau N° 16 — en milliards de F. CFA (Prix 1968

| Nature des financements | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Publics Administratifs | 16 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 28 | 29 | 32 |
| Productifs Publics | 21 | 20 | 21 | 22 | 19 | 18 | 19 | 20 | 20 | 23 | 24 |
| Total Publics | 37 | 40 | 42 | 44 | 42 | 42 | 44 | 46 | 48 | 52 | 56 |
| Privés | 29 | 36 | 40 | 45 | 51 | 57 | 61 | 67 | 75 | 82 | 90 |
| Ménages | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 16 | 17 | 18 | 20 | 22 | 24 |
| TOTAL GENERAL | 76 | 87 | 94 | 102 | 107 | 115 | 122 | 131 | 143 | 156 | 170 |

## INVESTISSEMENTS PUBLICS

### Ventilation fonctionnelle

Tableau N° 17 — milliards de F CFA (prix 1968)

| Nature des Investissements | Période 1971-1975 | Période 1976-1980 |
|---|---|---|
| Infrastructure Administrative | 20 | 25 |
| Santé Publique | 9 | 12 |
| Infrastructure Sociale | 2 | 3 |
| Développement culturel | 17 | 21 |
| TOTAL | 48 | 61 |
| Routes - Ponts - Bacs | 30 | 42 |
| Hydraulique | 5 | 5 |
| Edilité | 25 | 30 |
| Investiss. pêche, agriculture et élevage | 2 | 2 |
| TOTAL infrastruct. économ. | 62 | 79 |
| TOTAL investis. administrat. | 110 | 140 |
| 1) Agriculture Sociétés d'Etat | 44 | 44 |
| 2) Entreprises Publiques | | |
| - ports et voies navigables | 8 | 9 |
| - Aérodromes | 2 | 3 |
| - Electricité | 29 | 30 |
| - PTT | 8 | 11 |
| - RAN | 9 | 9 |
| TOTAL Entreprises publiques | 56 | 62 |
| TOTAL Sociétés d'Etat et Entreprises Publiques | 100 | 106 |
| TOTAL Invest. Publics | 210 | 246 |
| Politique du logement, dépenses d'invest. extér. et participations financières | 20 | 38 |
| Etudes non prises en compte ailleurs | 4 | 6 |
| TOTAL | 24 | 44 |
| TOTAL charges financ. publiques | 234 | 290 |

trialisation et les dépenses d'infrastructure économique et sociale dont elle devra assumer la charge.

On notera l'importance des investissements pour la production d'énergie (59 milliards) liés, au cours du premier quinquennat, à la réalisation du barrage de Kossou. 55 milliards également iront aux travaux d'édilité qu'entrainera le mouvement rapide d'urbanisation. La construction de routes, ponts, bacs, exigera 72 milliards en 10 ans, dont une partie importante sera consacrée au réseau du sud-ouest. Les télécommunications absorberont 19 milliards et 40 milliards iront aux chemins de fer, aux aérodromes et aux ports. 10 milliards devraient être consacrés aux travaux d'hydraulique et 21 à la santé publique. Les besoins dans ces deux secteurs sont importants, mais pour les satisfaire il ne suffit pas de financer des équipements. La possibilité d'étendre l'infrastructure sanitaire sur l'ensemble du territoire est en particulier largement conditionnée par les disponibilités en personnel médical et sanitaire.

Finalement, l'infrastructure administrative absorbera 45 milliards au cours de la décennie et le développement culturel 38 milliards, sommes qui devraient permettre au pays de se doter de l'équipement administratif moderne et de l'appareil de formation nécessaires à son développement.

Notons que 58 milliards devraient être employés par l'Etat à l'aide au logement et aux participations financières dans les entreprises privées ou semi-publiques.

Par rapport à la production intérieure brute, les investissements bruts atteindront 21.5 % de celle-ci en 1970, 22.5 % en 1975 et 22.4 % en 1980 (cf. Tableau 14). Quant aux investissements nets, ils devraient représenter 17.4 % de la production intérieure brute en 1970, 18.1 % en 1975 et 17.1 % en 1980, ce qui constitue, pour un pays en voie de développement, des taux d'investissement particulièrement élevés.

Finalement, au cours de la prochaine décennie, deux opérations de développement régional mobiliseront une part importante des ressources publiques. Il s'agit du barrage de Kossou et de l'aménagement de la vallée du Bandama, d'une part, du port de San-Pedro et de la mise en valeur de la région du Sud-Ouest, d'autre part.

Les tableaux ci-dessous donnent une évaluation provisoire des investissements publics pour chacune d'entre elles.

*Le barrage de Kossou et l'aménagement de la vallée du Bandama.*

### DEPENSES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENTS

millions de F CFA

| | 1971-1980 |
|---|---|
| INFRASTRUCTURE : | |
| Barrage | 13 000 |
| Routes | 4 000 |
| TRANSFERT DES POPULATIONS : | |
| Etudes préalables | 400 |
| Déplacement des populations | 170 |
| Aide alimentaire | 3 340 |
| REINSTALLATION DES POPULATIONS : | |
| Etudes | 200 |
| Construction des maisons | 3 000 |
| Equipements collectifs | 520 |
| Encadrement, formation professionnelle, indemnisation | 2 000 |
| OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT INTEGRE | 1 640 |
| AUTRES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT : | |
| Pêche, navigation, tourisme | 2 900 |
| TOTAL | 31 370 |

## STRUCTURE DES UTILISATIONS DE LA PRODUCTION INTERIEURE

Tableau N° 18

| | en millions de F. CFA (Prix 1968) | | | | en pourcentages | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Exportations | 92.500 | 131.157 | 182.563 | 296.339 | 38,7 | 37,0 | 35,6 | 39,1 |
| - Importations | - 76.000 | - 106.373 | - 147.099 | - 231.786 | - 31,8 | - 30,0 | - 28,7 | - 30,6 |
| Excédent commercial | 16.500 | 24.784 | 35.464 | 64.553 | 6,9 | 7,0 | 6,9 | 8,5 |
| Consommation ménages | 161.576 | 230.405 | 330.018 | 481.020 | 67,7 | 65,0 | 64,3 | 63,5 |
| Consommation des administrations et des Institutions financières | 11.792 | 21.090 | 28.860 | 38.250 | 4,9 | 6,0 | 5,6 | 5,0 |
| Equipement | 47.372 | 76.000 | 115.400 | 170.000 | 19,9 | 21,5 | 22,5 | 22,4 |
| Variation des stocks | 1.425 | 1.960 | 3.530 | 4.300 | 0,6 | 0,5 | 0,7 | 0,6 |
| Total Production Intérieure brute | 238.665 | 354.239 | 513.272 | 758.123 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

*Le port de San Pedro et l'aménagement du Sud-Ouest.*

## DEPENSES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENTS

millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| AGRICULTURE | 9 000 | 16 000 |
| *INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE :* | | |
| Routes | 6 900 | 2 700 |
| Edilité | 3 000 | 3 000 |
| Port | 1 000 | 2 000 |
| Hydraulique | 600 | 700 |
| Télécommunications | 600 | 1 000 |
| Energie électrique | 1 600 | 6 700 |
| INFRASTRUCTURE CULTURELLE | 1 300 | 1 600 |
| INFRASTRUCTURE SANITAIRE | 550 | 450 |
| INFRASTRUCTURE SOCIALE | 300 | 400 |
| TOTAL | 24 850 | 34 550 |

## VII. - L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

La croissance économique de 1965 à 1980 et ses effets en matière d'augmentation des revenus, des emplois et de la consommation des ménages doivent être appréciés en tenant compte de l'évolution démographique au cours de la période.

En 1965, la Côte-d'Ivoire comptait environ 4 000 000 de résidents, auxquels il convenait d'ajouter 300 000 personnes en séjour temporaire.

Le tableau 19 présente quelques distributions caractéristiques de cette population.

On retiendra dans la situation de 1965, deux données fondamentales :

— la population urbaine, celle de l'ensemble des chefs-lieux administratifs, préfectures et sous-préfecture, regroupe 22 % de l'ensemble de la population et la seule capitale près de 8 % ;

— un peu plus d'un tiers de la population rurale vit en zone de savane, les deux autres tiers, comprenant quelque 300 000 manœuvres saisonniers, sont installés en forêt.

Comment évoluera cette population d'ici 1980 ? La croissance démographique continuera à un rythme rapide, supérieur à 3,3 % par an, en tenant compte de l'immigration étrangère. La population passera ainsi de 4 300 000 à 7 100 000 habitants de 1965 à 1980. En 1965, un million d'habitants était d'origine étrangère. La prospérité économique de la Côte-d'Ivoire entretiendra sans doute ce mouvement ; en outre l'exode rural des Ivoiriens vers les villes aug-

## POPULATION

Tableau N° 19 — en milliers de personnes

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Population urbaine | 950 | 1.435 | 2.040 | 2.760 |
| Population rurale | | | | |
| - Savane | 1.220 | 1.215 | 1.140 | 1.070 |
| - Forêt | 2.130 | 2.450 | 2.820 | 3.230 |
| Total rurale | 3.350 | 3.665 | 3.960 | 4.300 |
| POPULATION TOTALE | 4.300 | 5.100 | 6.000 | 7.060 |
| Population urbaine | 950 | 1.435 | 2.040 | 2.760 |
| - dont Abidjan | 340 | 555 | 820 | 1.105 |
| - autres Centres | 610 | 880 | 1.220 | 1.655 |
| Population rurale | 3.350 | 3.665 | 3.960 | 4.300 |
| - dont populat. résidente | 3.050 | 3.220 | 3.390 | 3.630 |
| - dont séjour temporaire | 300 | 445 | 570 | 670 |
| Population européenne | 35 | 40 | 45 | 50 |

mentera les besoins de main-d'œuvre de la zone forestière. La population en séjour temporaire devrait ainsi atteindre 670 000 personnes en 1980. Son importance risque de poser des problèmes sociaux et politiques, tant en Côte-d'Ivoire que dans les pays fournisseurs de main-d'œuvre. Il serait par suite important d'envisager les mesures à prendre pour fixer sur place les immigrants.

Par ailleurs, la distribution de cette population aura singulièrement évolué. Les 950 000 citadins de 1965 seront devenus 2 760 000 et représenteront 39 % de la population totale ; Abidjan avec 1 100 000 habitants en groupera 15,7 %. En quinze années, la population urbaine aura triplé.

En outre, un glissement démographique rapide se produira des régions de savane vers celles de forêt. La population rurale de savane diminuera, passant de 1 220 000 personnes à 1 070 000 ; alors que celle de la zone forestière augmentera de plus de 50 %, atteignant 3 230 000 personnes en 1980 contre 2 130 000 en 1965. Le Sud, le Sud-est et surtout le Sud-Ouest du pays recevront un fort afflux de travailleurs étrangers (ainsi que de migrants originaires des régions du Centre et du Nord) nécessaire pour la mise en valeur des nouvelles plantations. Par contre, les programmes de développement agricole du Nord (coton, riz, etc.), impliquent un accroissement notable de la productivité, pour que n'apparaisse pas un manque de main-d'œuvre dans cette région.

Urbanisation rapide, transfert spontané de population de la savane vers la forêt, tels sont les deux aspects les plus marquants de l'évolution démographique probable. Ils auront forcément des répercussions importantes sur la distribution des revenus, la répartition de l'emploi et la transformation de la consommation des ménages.

## VIII. - LES REVENUS

Au cours de la période 1970-1980, les salaires versés par les entreprises passeront de 75,2 milliards de F CFA en 1970 à près de 181 milliards en 1980 ; ils seront ainsi multipliés par 2,4 en dix années (cf. Tableau 20). De 1970 à 1975, le rythme d'accroissement annuel de la masse salariale versée par les entreprises sera de 8,9 % et de 9,4 % de 1975 à 1980.

### SALAIRES ET COTISATIONS SOCIALES

Tableau N°20 — En milliards de F. CFA (prix 1968)

| | EMPLOIS | | | | | RESSOURCES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Entreprises | Ménages | Administrations | Institut. financ. | Total | Ménage | Administrations | Etranger |
| 1970 | | | | | | | | |
| - Salaires | 75,2 | 2,0 | 36,8 | 1,5 | 115,5 | 115,5 | - | - |
| - Cotisations sociales | 3,5 | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 4,3 | - | 3,5 | 0,8 |
| 1975 | | | | | | | | |
| - Salaires | 115,3 | 2,5 | 53,7 | 2,0 | 173,5 | 173,5 | - | - |
| - Cotisations sociales | 5,0 | 0,7 | 0,3 | 0,2 | 6,2 | - | 5,2 | 1,0 |
| 1980 | | | | | | | | |
| - Salaires | 180,7 | 3,0 | 78,5 | 2,6 | 264,8 | 264,8 | - | - |
| - Cotisations sociales | 7,4 | 0,9 | 0,4 | 0,3 | 9,0 | - | 7,8 | 1,2 |

De leur côté, les salaires et traitements versés par les administrations passeront de 36,8 milliards en 1970 à 78,5 milliards en 1980 ; ils seront ainsi multipliés par deux au cours de la période et leur taux annuel moyen de croissance sera de 7,9 %.

Compte tenu des salaires versés par les ménages et les institutions financières, la masse globale des salaires distribués dans le pays passera de 115,5 milliards de F CFA en 1970 à 264,8 milliards en 1980. Par rapport au total des ressources des ménages, qui passeront de 274,1 milliards en 1970 à 387,4 milliards en 1975 et à 557,5 milliards en 1980 (cf. Tableau 21), la masse salariale augmentera en valeur relative tout au cours de la période, passant de 42,1 % en 1970 à 44,8 % en 1975 et à 47,5 % en 1980.

Le tableau 22 ventile, par branche d'activités, les salaires distribués par le secteur privé. Il souligne que l'importance relative des salaires versés par le secteur primaire et par le secteur tertiaire ne cessera de diminuer de 1970 à 1980. Au contraire, les salaires distribués par les entreprises industrielles qui représentaient 18,2 % des salaires du secteur privé en 1970, en couvriront 24 % en 1975 et 28,5 % en 1980.

## RESSOURCES DES MENAGES
(en milliards de F. CFA - Prix 1968)

Tableau N° 21

| NATURE DES RESSOURCES | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| 1 - Salaires (sans cotisations sociales). . | 115,5 | 173,5 | 264,8 |
| Assistance technique . . . . | 6,3 | 8,0 | 5,8 |
| Administration étrangère . . | 2,1 | 2,3 | 2,4 |
| Africains administrations . . | 28,4 | 43,4 | 70,3 |
| TOTAL ADMINISTRATIONS. . | 36,8 | 53,7 | 78,5 |
| Entreprises . . . . . | 75,2 | 115,3 | 180,7 |
| Institutions financières . . . | 1,5 | 2,0 | 2,6 |
| Ménages . . . . . | 2,0 | 2,5 | 3,0 |
| TOTAL SECTEUR PRIVE. . . | 78,7 | 119,8 | 186,3 |
| 2 - Intérêts et dividendes . . . . | 0,3 | 0,7 | 1,7 |
| Versés par les entreprises . | 0,3 | 0,4 | 0,9 |
| Versés par les adminis. . . . | - | 0,3 | 0,8 |
| 3 - Transferts . . . . . | 5,8 | 8,0 | 12,0 |
| Versés par les administrations . . . . . | 3,8 | 6,0 | 10,0 |
| Versés par l'extérieur . . . . | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| 4 - Prestations sociales . . . . . | 3,9 | 6,1 | 9,7 |
| 5 - Recettes extérieures . . . . . | 6,4 | 8,4 | 12,4 |
| Dont tourisme . . . . . | (1,0) | (3,5) | (10,0) |
| transferts étrangers. . . | (5.0) | (4,5) | (2,0) |
| 6 - Revenu des entrepreneurs individuels . . . . . | 142,2 | 190,7 | 256,9 |
| TOTAL RESSOURCES . . . . . | 274,1 | 387,4 | 557,5 |
| Salaires / Ressources en % : . . . | 42,1 | 44,8 | 47,5 |

Par ailleurs, le développement des productions agricoles commercialisées, celui des services et des activités commerciales, accroitront les ressources des entrepreneurs individuels (qui comprennent les exploitants agricoles) ; leurs revenus passeront de 142,2 milliards en 1970 à 191 milliards en 1975 et 257 milliards en 1980. Ils augmenteront, de la sorte, de 80 % en dix années. Ils ne représenteront plus toutefois que 46,1 % des ressources des ménages en 1980, contre 51,9 % en 1970 (cf. Tableau 21).

On estime qu'au cours de la période, le revenu intérieur par tête passera de 47 490 F CFA en 1965 à 71 933 F CFA en 1975 et à 89 278 F CFA en 1980. Il augmentera ainsi de 88 % en quinze ans, soit un taux de croissance moyen de 4,3 % par tête et par an, qui atteindra 4,5 % par an de 1970 à 1975 et 4,4 % de 1975 à 1980, contre 4,1 % de 1965 à 1970 (cf. Tableau 23).

## IX. - LA CONSOMMATION DES MENAGES

Grâce aux enquêtes régionales et moyennant un certain nombre d'ajustements, on a pu séparer l'auto-consommation des ménages, de leur consommation commercialisée. Pour cette dernière on a pu distinguer :

— consommation urbaine africaine et non africaine;

— consommation de la population rurale résidente et temporaire.

Le facteur dominant qui commandera l'évolution de la consommation de 1965 à 1980, c'est indiscutablement l'évolution très divergente de la population urbaine et de la population rurale. Tandis que la population urbaine doit tripler en quinze années et passer de 950 000 à 2 760 000 habitants, la population rurale n'augmentera que de 28 %, atteignant 4 300 000 habitants en 1980, contre 3 350 000 en 1965.

Dans ces conditions, l'auto-consommation familiale doit suivre approximativement le rythme d'accrois-

## SALAIRES VERSES PAR LE SECTEUR PRIVE

Tableau N° 22

| en millions de F. CFA (prix 1968) | | | | en pourcentages | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Branches d'activités | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Agriculture . . . . . | 10.752 | 13.117 | 17.618 | 8,8 | 13,7 | 10,9 | 9,5 |
| Forêt - pêche . . . . . | 4.022 | 4.830 | 6.552 | 9,0 | 5,1 | 4,0 | 3,5 |
| Industrie . . . . . | 14.299 | 28.704 | 53.026 | 17,1 | 18,2 | 24,0 | 28,5 |
| Bâtiment - T.P. . . . . | 13.463 | 19.973 | 29.100 | 13,3 | 17,1 | 16,7 | 15,6 |
| Transports - services. . . . . | 17.582 | 26.979 | 40.249 | 24,3 | 22,4 | 22,5 | 21,6 |
| Commerce . . . . . | 15.038 | 21.708 | 34.151 | 23,0 | 19,1 | 18,1 | 18,3 |
| Gens de maisons - Institutions financières . . . . . | 3.500 | 4.500 | 5.600 | 4,5 | 4,4 | 3,8 | 3,0 |
| TOTAL . . . . . | 78.656 | 119.811 | 186.296 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

## EVOLUTION DES AGREGATS

### Production intérieure brute et Revenu intérieur net par tête

Tableau N° 23 — en milliards de F. CFA (prix 68)

| | 65 | 70 | 75 | 80 |
|---|---|---|---|---|
| Production intérieure brute | 238.7 | 354,2 | 513,3 | 758,1 |
| Assurances | – | - 1,5 | - 2,5 | - 4,0 |
| Consommation des institutions financières | - 1.0 | - 1,1 | - 1,5 | - 2,0 |
| Valeur ajoutée par les Salariés des administrations | 27,0 | 40,4 | 58,6 | 85,3 |
| Valeur ajoutée par les Salariés des ménages | 1.4 | 2,1 | 2,6 | 3,1 |
| Produit intérieur brut aux prix du marché | 266,1 | 394,1 | 570,5 | 840,5 |
| Amortissements | - 9,0 | - 14,5 | - 22,0 | - 40.0 |
| Produit intérieur net aux prix du marché | 257,1 | 379,6 | 548,5 | 800,5 |
| Impôts indirects nets de subventions d'exploitation | - 52,9 | - 84,6 | - 116,9 | -170.2 |
| Revenu intérieur | 204,2 | 295,0 | 431.6 | 630,3 |
| Population (en milliers) | 4.300 | 5.100 | 6.000 | 7.060 |
| Revenu intérieur par tête en F. CFA | 47.490 | 57.843 | 71.933 | 89.278 |
| en dollars (1 dollar = 277 F. CFA) | 171 | 209 | 260 | 322 |

## EVOLUTION DES AGREGATS

### Produit national brut et Revenu national par tête

Tableau N° 23 bis — (en milliards de F. CFA)

| | 70 | 75 | 80 |
|---|---|---|---|
| Production intérieure brute | 354,2 | 513,3 | 758,1 |
| Produit domestique brut aux prix du marché | 392,3 | 568,4 | 838,4 |
| Produit national brut aux prix du marché | 382,5 | 552,0 | 812,9 |
| Amortissements | - 14,5 | - 22,0 | - 40.0 |
| Produit national net aux prix du marché | 368,0 | 530,0 | 772,9 |
| Impôts indirects nets de subventions d'exploitation | 84,6 | 116,9 | 170,2 |
| Revenu National | 283,4 | 413,1 | 602,7 |
| Revenu National par tête en F. CFA | 55.569 | 68.850 | 85.368 |
| en dollars (1 dollar = 277 F. CFA) | 201 | 249 | 309 |

sement de la population rurale, sans changement notable de structure par rapport à celle de 1965. Son poids relatif, dans la consommation globale, diminuera de façon continue, tout au cours de la période : de 25 % de la consommation globale en 1965, il descendra à 9,3 % de celle-ci en 1980.

L'évolution de la consommation commercialisée est donnée dans le tableau 24. On note le fort accroissement de la consommation en milieu urbain, qui passera de 142 milliards de F CFA en 1970 à 332 milliards en 1980, et sera ainsi multipliée par 2,3 en dix années. Mais la consommation par tête croît lentement du fait de la rapidité du développement de la population : elle passera de 99 000 F CFA en 1970 à 107 000 F CFA en 1975 et à 120 000 F CFA en 1980 ; l'augmentation au cours de la décennie sera donc seulement de 22 %.

Tandis que la consommation africaine urbaine est multipliée par 2,5 et celle des non-Africains par 1,7, en dix ans, ce qui correspond à des taux annuels de croissance de 9,5 % et de 5,7 %, la consommation par tête des Africains n'augmente que de 2,4 % et celle des non-Africains de 3,1 %.

Quant à la population rurale, sa consommation par tête augmentera de 71 % en dix années, soit un taux moyen de 5,5 % par an. Toutefois, en valeur absolue, son montant par individu passera seulement de 12 800 F CFA en 1970 à près de 22 000 F en 1980. La consommation commercialisée des ruraux restera donc très inférieure à celle des urbains africains, qui sera près de cinq fois plus élevée en 1980, contre six fois et demi en 1970.

Au total, la consommation commercialisée passera de 189 milliards en 1970 à 426 milliards en 1980 ; elle sera donc multipliée par 2,25 au cours de la période décennale, soit un taux de croissance de 8,5 % par an, qui correspond à 5 % d'augmentation de la consommation annuelle par tête.

## CONSOMMATION COMMERCIALISEE DES MENAGES

Unités
Population en 1 000 habitants
Consommation par tête en 1 000 F. CFA
Consommation globale en milliards de F. CFA (Prix 1968)

Tableau N°24

| | 1970 | | | 1975 | | | | | | 1980 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Population | Cons. par tête | Cons. glob. | Population | 75/70 | Cons. par tête | 75/70 | Cons. glob. | 75/70 | Population | 80/75 | Cons. par tête | 80/75 | Cons. glob | 80/75 |
| Population urbaine : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - africaine | 1.400 | 83,6 | 117,0 | 2.000 | 142,9 | 92.0 | 110,0 | 184.0 | 157,2 | 2.715 | 135,8 | 106,3 | 115,5 | 288.6 | 156,8 |
| - non africaine | 35 | 714.0 | 25.0 | 40 | 114,3 | 850,0 | 119,0 | 34.0 | 136,0 | 45 | 112,5 | 969,0 | 114.0 | 43.6 | 128,2 |
| TOTAL urbain | 1.435 | 99,0 | 142,0 | 2.040 | 142,2 | 106,9 | 108,0 | 218,0 | 153,5 | 2.760 | 135,3 | 120,4 | 112,6 | 332,2 | 152,4 |
| Population rurale | 3.665 | 12,8 | 47,0 | 3.960 | 108,0 | 16,7 | 130,4 | 66,0 | 140,4 | 4.300 | 108,6 | 21,9 | 131,1 | 94,0 | 142,4 |
| TOTAL | 5.100 | 37,1 | 189,0 | 6.000 | 117,6 | 47,3 | 127,5 | 284.0 | 150,3 | 7.060 | 117,7 | 60,4 | 127,7 | 426,2 | 150,1 |

Le tableau 25 établit la consommation commercialisée des ménages, par produit, suivant qu'il s'agit de ménages africains urbains ou ruraux ou de ménages non-africains. On a ajouté à la consommation de ces derniers celle des touristes (1 milliard de F CFA en 1970, 4 milliards en 1975 et 10 milliards en 1980).

Pour projeter la consommation des ménages par produit et par catégorie d'utilisateurs, on s'est servi :

— de l'évolution passée, donnée par la comptabilité nationale ;

— de coefficients d'élasticité tirés, avant tout, des enquêtes régionales réalisées entre 1963 et 1965 ;

— de projections effectuées dans le cadre des études portant sur le tourisme, la construction de logements et les loyers payés par les ménages.

CONSOMMATION COMMERCIALISEE DES MENAGES EN 1970, 1975 et 1980

Tableau N° 25

en millions de F. CFA (prix 1968)

| PRODUITS | | 1970 | | | | 1975 | | | | 1980 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Touristes et non-africains | Africains | | Total | Touristes et non-africains | Africains | | Total | Touristes et non-africains | Africains | | Total |
| | | | Urbains | Ruraux | | | Urbains | Ruraux | | | Urbains | Ruraux | |
| Agricult. vivrière et élevage | 1 | 4.765 | 11.826 | 6.600 | 23.191 | 5.590 | 18.309 | 9.410 | 33.309 | 8.770 | 27.870 | 12.138 | 48.778 |
| Agric. industr. et export | 2 | 50 | 872 | 770 | 1.692 | 70 | 1.371 | 900 | 2.341 | 90 | 1.510 | 962 | 2.562 |
| Pêche | 4 | 305 | 4.465 | 3.080 | 7.850 | 410 | 7.220 | 4.010 | 11.640 | 550 | 10.900 | 5.220 | 16.670 |
| Travail des grains et farines | 5 | 1.920 | 9.580 | 2.780 | 14.280 | 2.240 | 14.030 | 3.830 | 20.100 | 2.530 | 21.380 | 6.670 | 30.580 |
| Conserverie, thé, café, cacao | 6 | 1.150 | 1.650 | 150 | 2.950 | 1.750 | 2.430 | 330 | 4.510 | 2.130 | 3.740 | 960 | 6.830 |
| Boissons, glace | 7 | 3.010 | 7.950 | 2.390 | 13.350 | 4.380 | 12.610 | 3.220 | 20.210 | 5.790 | 21.330 | 4.570 | 31.690 |
| Autres industr. aliment. tabac | 8 | 2.010 | 7.670 | 2.570 | 12.250 | 2.760 | 11.750 | 3.620 | 18.130 | 3.750 | 18.380 | 5.230 | 27.360 |
| Energie, eau | 9 | 1.350 | 5.250 | 1.000 | 7.600 | 1.700 | 7.700 | 1.400 | 10.800 | 2.200 | 11.100 | 2.300 | 15.600 |
| Activité extract. sel, soufre | 10 | 20 | 220 | 220 | 460 | 30 | 360 | 280 | 670 | 30 | 510 | 350 | 890 |
| Chimie, Para-chimie, caoutch. | 14 | 940 | 5.810 | 2.060 | 8.810 | 1.240 | 9.680 | 2.910 | 13.830 | 1.700 | 15.450 | 4.200 | 21.350 |
| Industries du bois | 15 | 50 | 1.600 | 810 | 2.460 | 60 | 2.700 | 1.230 | 3.990 | 80 | 4.500 | 1.910 | 6.490 |
| Mont. et rep. véhicules | 16 | 1.760 | 5.290 | 1.690 | 8.740 | 2.310 | 8.940 | 2.460 | 13.710 | 2.900 | 14.600 | 3.650 | 21.150 |
| Autres ind. mécan. et électr. | 17 | 660 | 7.200 | 1.320 | 9.180 | 970 | 12.260 | 1.870 | 15.100 | 1.460 | 20.290 | 2.700 | 24.450 |
| Industries textiles | 18 | 1.010 | 20.050 | 11.440 | 32.500 | 1.420 | 31.340 | 15.820 | 48.580 | 1.900 | 49.800 | 23.480 | 75.180 |
| Cuirs et art. chaussants | 19 | 100 | 4.270 | 1.030 | 5.400 | 130 | 6.750 | 1.830 | 8.710 | 170 | 10.550 | 2.750 | 13.470 |
| Corps gras d'orig. anim., veg. | 20 | 490 | 3.500 | 1.580 | 5.570 | 640 | 5.450 | 2.210 | 8.300 | 820 | 8.060 | 2.870 | 11.750 |
| Autres caoutch. et plast. | 21 | 210 | 2.270 | 810 | 3.290 | 280 | 3.770 | 1.130 | 5.180 | 400 | 6.100 | 1.600 | 8.100 |
| Bois, ind. liées, verre, etc. | 22 | 2.240 | 1.200 | 880 | 4.320 | 3.500 | 1.950 | 1.120 | 6.570 | 5.060 | 3.350 | 1.590 | 10.000 |
| Transports | 24 | 800 | 9.400 | 4.940 | 15.140 | 1.250 | 13.850 | 7.030 | 22.130 | 1.750 | 20.210 | 8.800 | 30.760 |
| Loyers | 25 | 1.230 | 5.577 | 60 | 6.867 | 1.700 | 8.580 | 90 | 10.370 | 2.140 | 13.550 | 140 | 15.830 |
| Autres services | 26 | 1.930 | 1.350 | 820 | 4.100 | 5.570 | 2.950 | 1.300 | 9.820 | 9.380 | 5.420 | 1.910 | 16.710 |
| TOTAL | | 26.000 | 117.000 | 47.000 | 190.000 | 38.000 | 184.000 | 66.000 | 288.000 | 53.600 | 288.600 | 94.000 | 436.200 |

Le tableau 26 permet de saisir l'évolution de la consommation par grand groupe de dépenses. Il souligne les transformations sensibles qui interviendront dans la structure de la consommation des ménages africains tant urbains que ruraux. La notable amélioration du niveau de vie des ruraux, mais aussi l'afflux très rapide de nouveaux consommateurs en ville, doivent avoir des répercussions non négligeables sur la structure des consommations de ces deux types de population.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES *

Tableau N°26

En pourcentages

| Années | Africains ruraux | | | Africains urbains | | | Non africains et touristes | | | Total | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Alimentation | 66,7 | 62,1 | 58,2 | 40,8 | 40,0 | 39,4 | 52,8 | 47,0 | 45,6 | 52,0 | 48,0 | 45,5 |
| Habillement | 15,0 | 17,1 | 19,5 | 20,7 | 20,7 | 20,9 | 4,3 | 4,1 | 3,8 | 16,7 | 17,6 | 18,6 |
| Habitation | 2,5 | 3,0 | 3,4 | 12,3 | 12,8 | 13,3 | 7,5 | 7,2 | 6,9 | 8,0 | 8,9 | 9,7 |
| Energie | 3,0 | 3,1 | 3,2 | 4,5 | 4,2 | 3,8 | 5,2 | 4,5 | 4,1 | 4,0 | 3,8 | 3,7 |
| Transports | 7,6 | 8,7 | 9,0 | 12,6 | 12,4 | 12,1 | 9,8 | 9,4 | 8,7 | 10,4 | 10,9 | 10,8 |
| Produits ind. div. | 4,3 | 4,8 | 5,3 | 7,9 | 8,3 | 8,6 | 13,0 | 13,2 | 13,4 | 7,1 | 7,8 | 8,2 |
| Services | 0,9 | 1,2 | 1,4 | 1,2 | 1,6 | 1,9 | 7,4 | 14,6 | 17,5 | 1,8 | 3,0 | 3,5 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

* Autoconsommation comprise.

Par rapport au total de la consommation des ménages (auto-consommation comprise), on constate ainsi une constante diminution, au cours de la période, des dépenses d'alimentation, plus rapide relativement en milieu rural qu'en milieu urbain.

Par contre, la part des dépenses d'habillement et d'habitation, ainsi que celle d'achats de produits industriels divers augmente fortement, tout au cours de la période ; là encore plus rapidement en milieu rural qu'en milieu urbain. Dans les deux cas, l'afflux de la population en milieu urbain freine les transformations dans la structure de la consommation des ménages, en ralentissant la hausse du niveau de vie.

Pour les dépenses d'énergie et de transport, leur importance relative augmente en zone rurale, mais elle diminue en milieu urbain ; pour l'ensemble de la population africaine, la part de ces dépenses augmente légèrement au cours de la période.

Finalement, la part des consommations de services s'accroit, dans les deux milieux, moins rapidement toutefois qu'on aurait pu l'escompter. En effet, l'élasticité de la dépense de ce produit est forte en milieu urbain ; mais nous l'avons vu le niveau de vie croit lentement en ville.

Si l'on considère globalement les dépenses monétaires de l'ensemble des ménages africains et non-africains (y compris celles pour la construction de logements) (cf Tableau 27), on constate que la part relative des dépenses en produits des secteurs primaire et tertiaire diminue, alors que la consommation de produits du secteur secondaire (y compris la construction de logements, dont la demande s'accroit fortement) augmente très sensiblement.

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION COMMERCIALISEE DES MENAGES
(y compris la FBCF)

Tableau N°27 — En pourcentages

| PRODUITS | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Produits agricoles - pêche (1-2-4) . . . . . | 18,6 | 16,4 | 15,6 | 14,8 |
| Produits industriels (5 à 22) | 64,9 | 65,6 | 65,2 | 66,3 |
| FBCF (23) . . . . . | 4,1 | 5,0 | 5,3 | 5,2 |
| | 69,0 | 70,6 | 70,5 | 71,5 |
| Transports . . . . . | 8,4 | 7,5 | 7,3 | 6,7 |
| Loyers . . . . . | 2,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 |
| Services . . . . . | 1,6 | 2,1 | 3,2 | 3,6 |
| | 12,4 | 13,0 | 13,9 | 13,7 |
| TOTAL . . . . . | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Pour ce qui est de la consommation des non-africains, on doit noter tout d'abord son importance par rapport au nombre de ceux-ci. En retirant du tableau 25 les dépenses des touristes, on constate que les non-africains qui représentent 0,8 % de la population globale de Côte-d'Ivoire en 1970 absorbent 13,3 % des biens et services consommés par les ménages. En 1980, avec 0,7 % de la population globale, ils en achèteront encore 10,2 %.

En outre, d'après le tableau 26, on constate que la structure de la consommation des non-africains (touristes compris) est fort différente de celle observée pour les mêmes ménages dans leurs pays d'origine.

Les facteurs de variation sont entre autres :

— l'influence du climat ;

— les conditions spéciales offertes aux expatriés (gratuité du logement, parfois de l'électricité) ;

— la brièveté des séjours et le caractère souvent provisoire de leur installation, poussent les ménages à épargner et à transférer une partie importante de leurs revenus à l'étranger.

On note, en particulier, la part très faible des dépenses d'habillement dans le total de la consommation, aux environs de 4 %, alors que les Africains urbains y consacrent 21 % de leurs achats de consommation. En fait les ménages non-africains profitent de leurs congés pour acheter en Europe l'essentiel de leurs articles d'habillement.

Quant au faible pourcentage des dépenses d'habitation, il est dû au fait que la plupart des ménages expatriés sont logés et meublés par leurs entreprises ou par l'administration.

Par contre, la croissance rapide de l'importance relative des dépenses de services est due au développement du tourisme, qui doit gonfler, au cours des deux prochains quinquennats, l'activité des hôtels, des restaurants et des bars.

Finalement, l'importance anormale des dépenses d'alimentation dans la consommation des non-africains est la contrepartie de la faiblesse relative des autres postes de dépenses.

## X. - L'EMPLOI SALARIE

Des études ont été effectuées au Ministère du Plan, au cours des dernières années, pour préciser la structure de l'emploi salarié en Côte-d'Ivoire. Ces travaux ont servi de base aux projections 1970-1980 (cf. Tableau 28).

Pour les activités primaires, on a tenu compte des besoins de main-d'œuvre que créeraient les différents programmes retenus, tant dans le secteur moderne de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, que dans le secteur traditionnel qui, en zone de forêt du moins, devra de plus en plus faire appel à de la main-d'œuvre salariée.

Pour le secteur secondaire, la croissance des effectifs, par niveau de qualification, a été établie, par sous-branche, en même temps qu'on arrêtait les objectifs de production.

## EVOLUTION DE LA MAIN D'ŒUVRE SALARIEE

Tableau N° 28

nombre de personnes

| Branches | ACTIVITES | | 1965 | Accroissement 1966 - 1970 | 1970 | Accroissement 1971 - 1975 | 1975 | Accroissement 1976 - 1980 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 - 02 | Agriculture | Industrielle . . . | 27.500 | 700 | 28.200 | 7.200 | 35.400 | 4.900 | 40.300 |
| | | Traditionnelle . | 200.000 | 90.000 | 290.000 | 65.000 | 355.000 | 45.000 | 400.000 |
| | TOTAL . . . . . | | 227.500 | 90.700 | 318.200 | 72.200 | 390.400 | 49.900 | 440.300 |
| 03 | Forêts . . . . . | | 17.000 | 7.800 | 24.800 | 200 | 25.000 | 9.400 | 34.400 |
| 04 | Pêche . . . . . | | 2.700 | 400 | 3.100 | 1.900 | 5.000 | 2.300 | 7.300 |
| 05 - 22 | Industrie | Moderne . . . . . | 29.000 | 11.800 | 40.800 | 26.000 | 66.800 | 34.600 | 101.400 |
| | | Artisanat . . . . | 5.600 | 1.900 | 7.500 | 2.300 | 9.800 | 2.500 | 12.300 |
| | TOTAL . . . . . | | 34.600 | 13.700 | 48.300 | 28.300 | 76.600 | 37.100 | 113.700 |
| 23 | Bâtiments T.P. | Moderne . . . . . | 25.000 | 17.000 | 42.000 | 18.000 | 60.000 | 17.000 | 77.000 |
| | | Artisanat . . . . | 6.000 | 2.000 | 8.000 | 2.000 | 10.000 | 3.000 | 13.000 |
| | TOTAL . . . . . | | 31.000 | 19.000 | 50.000 | 20.000 | 70.000 | 20.000 | 90.000 |
| 24 | Transports . . . . . | | 28.000 | 7.000 | 35.000 | 12.000 | 47.000 | 14.000 | 61.000 |
| 25 - 26 | Lovers - services . . . . . | | 13.200 | 4.400 | 17.600 | 6.100 | 23.700 | 10.200 | 33.900 |
| 27 | Commerce . . . . . | | 18.400 | 6.600 | 25.000 | 10.000 | 35.000 | 15.000 | 50.000 |
| | Administrations . . . . . | | 34.000 | 11.000 | 45.000 | 15.000 | 60.000 | 18.000 | 78.000 |
| | TOTAL . . . . . | | 93.600 | 29.000 | 122.600 | 43.100 | 165.700 | 57.200 | 222.900 |
| | TOTAL GENERAL . . . . . | | 406.400 | 160.600 | 567.000 | 165.700 | 732.700 | 175.900 | 908.600 |

L'étude des transports a permis de mieux saisir la situation actuelle dans les différents secteurs et d'en dégager des perspectives de création d'emplois.

Quant aux autres activités tertiaires, on a dû évaluer, de façon grossière, les accroissements d'emplois, en fonction de l'augmentation d'activité dans les différents secteurs et des prévisions de croissance de la masse des salaires distribués par chacun d'eux.

Les études effectuées sur les besoins des administrations en fait de personnel ont servi de base aux projections, en particulier pour les besoins de l'éducation nationale et de la santé publique.

**En quinze années, plus de 500 000 emplois salariés seront créés en Côte-d'Ivoire dont 340 000 entre 1970 et 1980. De 1965 à 1980 l'emploi salarié sera ainsi multiplié par 2,2 (cf. Tableau 28).**

**Il faut noter que le secteur primaire : agriculture, élevage, pêche et forêt, fournira le plus grand nombre des emplois nouveaux : près de 235 000 en quinze ans, dont près de 136 000 de 1970 à 1980. Vient ensuite le secteur secondaire (bâtiment et travaux publics compris) avec 138 000 emplois nouveaux dont plus de 105 000 de 1970 à 1980. Finalement le secteur tertiaire (administrations comprises) créera plus de 129 000 emplois en quinze années, dont plus de 100 000 de 1970 à 1980.**

# CONCLUSION

L'analyse des possibilités de croissance dans les différents secteurs d'activité primaire, secondaire et tertiaire, laisse escompter que la production intérieure brute du pays devrait continuer de croître à près de 8 % par an en moyenne de 1970 à 1980.

Au cours de la période 1970-1975, mais plus encore 1975-1980, le maintien de la croissance industrielle sera davantage fonction de la réalisation d'un certain nombre de projets importants. La politique d'industrialisation devra devenir plus volontaire qu'elle ne l'a été au cours de la décennie précédente. Les efforts de promotion industrielle des organismes publics devront être intensifiés et l'Etat devra renforcer ses propres interventions : participations financières, conventions de longue durée, etc.

Mais surtout la modernisation du monde rural, tant en zone de forêt qu'en zone de savane, devra être poursuivie activement. Des efforts coûteux en hommes et en capitaux devront être consentis, pendant toute la décennie, pour assurer la réalisation des programmes de développement agricole.

Si ces efforts sont faits, les résultats escomptés, surtout en matière agricole, devraient se faire sentir nettement dans la seconde moitié de la décennie. L'appareil de production sera alors nettement plus étoffé et diversifié qu'en début de période. La production agricole sera devenue inférieure, en valeur ajoutée, à la production industrielle et près de la moitié des produits exportés auront subi une transformation industrielle.

L'écart dans les niveaux de vie des citadins et des ruraux sera sensiblement réduit ; il en ira de même de celui des paysans des régions de savane et des planteurs de la zone forestière.

En outre, pendant plus de quinze années, le pays aura maintenu un taux d'investissement net supérieur à 17 % de la production intérieure, ce qui permettra à celle-ci de croître à un rythme de 8 % par an, tout au cours de la période.

La Côte-d'Ivoire aura confirmé alors la réalité de son « décollage » économique.

Toutefois, si les possibilités de croissance existent indiscutablement, leur mise en œuvre exigera que des efforts très importants soient faits en matière de formation professionnelle et d'éducation. Les besoins en personnel de direction, en cadres et en main-d'œuvre formée, croîtront rapidement, au cours des prochaines années. Et le souci légitime d'accélérer le plus possible l'ivoirisation, tant du secteur public que du secteur privé, ne fera que les augmenter. La loi-cadre de l'enseignement et de la formation professionnelle s'efforce de faire face à ces besoins. Il importe au plus haut point qu'elle soit exécutée avec dynamisme.

Par ailleurs, le rôle croissant de l'Etat dans le financement des investissements productifs, mais aussi les charges accrues qu'entraîneront le financement et le fonctionnement des infrastructures économiques, sociales, culturelles et administratives, indispensables au développement du pays, exigeront une gestion efficace et rigoureuse des finances publiques.

On en percevra mieux les implications en étudiant, dans le chapitre suivant, les conditions du financement de la croissance.

# TABLEAUX GÉNÉRAUX
# DES
# RESSOURCES ET EMPLOIS
# 1970 - 1975 - 1980

TABLEAU

MILLIONS F. CFA

| BRANCHES / PRODUITS | | RESSOURCES | | | | | | CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Total Production | Importations CAF | Droits et taxes sur importations | Marges Commerciales | Prises sur stocks | Total des ressources | Agriculture vivrière Elevage, Chasse, Cueillette (à l'exception cola) |
| | | | | | | | | 1 |
| Agriculture vivrière élevage Chasse, Cueillette (à l'exception de la cola) | 1 | 53619 | 7455 | 172 | 7492 | | 68738 | 5025 |
| Agriculture industrielle et d'exportation | 2 | 49063 | 458 | 204 | 39959 | | 89684 | |
| Exploitation forestière | 3 | 23500 | | | | | 23500 | |
| Pêche | 4 | 3700 | 2283 | 71 | 3229 | | 9283 | |
| Travail des grains et farines | 5 | 9690 | 4264 | 272 | 2758 | | 16984 | 50 |
| Conserveries, Thé, Café, Cacao | 6 | 9490 | 1214 | 520 | 1034 | | 12258 | |
| Boissons, Glace | 7 | 2490 | 3282 | 4176 | 4051 | | 13999 | |
| Autres industries alimentaires, Tabac | 8 | 3550 | 4528 | 2034 | 3522 | | 13634 | 300 |
| Energie, Eau | 9 | 24620 | 3530 | 16 | 5446 | | 33612 | 36 |
| Activités extractives : Sel, soufre, etc... | 10 | 1000 | 290 | 24 | 240 | 10 | 1564 | |
| Métaux | 11 | 1550 | 3734 | 954 | 1485 | | 7723 | 20 |
| Matériaux de construction | 12 | 3850 | 2165 | 341 | 1294 | | 7650 | |
| Engrais | 13 | 260 | 811 | | 330 | | 1401 | 193 |
| Chimie, Parachimie, Caoutchouc | 14 | 4290 | 5856 | 1921 | 4441 | | 16509 | 98 |
| Industries du bois | 15 | 12440 | 460 | 197 | 493 | | 13590 | 10 |
| Montage et réparation des véhicules | 16 | 10970 | 13838 | 3565 | 4046 | | 32399 | 17 |
| Autres industries mécaniques et électriques | 17 | 5970 | 22660 | 5591 | 8743 | | 42964 | 121 |
| Industries textiles | 18 | 18530 | 14863 | 5285 | 6969 | | 45647 | 15 |
| Cuirs et articles chaussants | 19 | 2190 | 1044 | 406 | 2240 | | 5880 | |
| Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | 20 | 7900 | 1108 | 196 | 1843 | | 11047 | 10 |
| Articles en caoutchouc et en matières plastiques | 21 | 970 | 2373 | 1121 | 2046 | | 6510 | 3 |
| Produits industriels divers pâte à papier verre céramique | 22 | 3800 | 3911 | 1209 | 3499 | | 12419 | 22 |
| Bâtiment et Travaux Publics | 23 | 51400 | | | | | 51400 | 5 |
| Transports et auxiliaires des transports | 24 | 45290 | 2500 | | | | 47790 | 5 |
| Loyers | 25 | 15921 | | | | | 15921 | |
| Autres services | 26 | 14060 | 3746 | | | | 17806 | 111 |
| TOTAL | | 380113 | 106373 | 28255 | 105160 | 10 | 619911 | 6041 |
| VALEUR AJOUTEE — SALAIRES BRUTS | | | | | | | | 512 |
| VALEUR AJOUTEE — Impôts indirects nets de subventions | | | | | | | | - 795 |
| VALEUR AJOUTEE — | | | | | | | | |
| VALEUR AJOUTEE — Autres composants de la valeur ajoutée | | | | | | | | 47861 |
| VALEUR AJOUTEE — TOTAL VALEUR AJOUTEE | | | | | | | | 47578 |
| Production des branches aux prix à la production | | | | | | | | 53619 |

| BRANCHES / PRODUITS | | CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Agriculture Industrielle et d'exportation | Exploitation forestière | Pêche | Travail grains et farines | Conserveries : Thé, Café, Cacao | Boissons, Glace | Autres industries alimentaires, tabac | Energie, Eau | Activités extractives sel, soufre, etc... | Métaux | Matériaux de construction | Engrais | Chimie, Parachimie, Caoutchouc | Industries du bois | Montage et réparation de véhicules | Autres Industries mec. électriques et électroniques |
| | | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 |
| Agriculture vivrière élevage Chasse, Cueillette (à l'exception de la cola) | 1 | | | | 3570 | | | 90 | | | | | | 82 | | | |
| Agriculture industrielle et d'exportation | 2 | 63 | | | | 4355 | 31 | 299 | | | | | | 849 | | | |
| Exploitation forestière | 3 | | | | | | | | | | | | | 25 | 2975 | | |
| Pêche | 4 | | | | | 473 | | | | | | | | | | | |
| Travail des grains et farines | 5 | | | | 2282 | | 16 | 16 | | | | | | | | | |
| Conserveries, Thé, Café, Cacao | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Boissons, Glace | 7 | | | 178 | | | 124 | | | | | | | | | | |
| Autres industries alimentaires, Tabac | 8 | | | | 153 | 99 | 206 | 193 | | | | | | | | 9 | |
| Energie, Eau | 9 | 606 | 1551 | 205 | 340 | 116 | 123 | 31 | 4334 | 122 | 25 | 208 | 5 | 67 | 421 | 185 | 126 |
| Activités extractives : Sel, soufre, etc... | 10 | | | | 20 | 5 | 3 | | | | 2 | | 40 | 8 | | | |
| Métaux | 11 | 4 | 23 | 19 | | | | | | 10 | 755 | 46 | | | 115 | 346 | 199 |
| Matériaux de construction | 12 | 5 | 94 | 5 | 4 | 11 | 5 | 2 | 37 | 6 | 1 | 1462 | | | 65 | 18 | 2 |
| Engrais | 13 | 1146 | | | | | | | | | | | 52 | | | | |
| Chimie, Parachimie, Caoutchouc | 14 | 1169 | 23 | 8 | 1 | 4 | 6 | 24 | 84 | 4 | 7 | 16 | 34 | 998 | 44 | 164 | 80 |
| Industries du bois | 15 | 10 | | 51 | | | 10 | 6 | | | 8 | | | 1 | 2477 | 126 | 51 |
| Montage et réparation des véhicules | 16 | 276 | 1058 | 11 | 79 | 7 | 20 | 8 | 75 | 50 | 4 | 61 | 2 | 9 | 124 | 4931 | 45 |
| Autres industries mécaniques et électriques | 17 | 591 | 1292 | 303 | 62 | 1473 | 97 | 29 | 589 | 46 | 16 | 108 | 12 | 239 | 656 | 277 | 785 |
| Industries textiles | 18 | 2 | | 439 | 66 | 15 | | | | | | | 4 | 15 | | 2 | 2 |
| Cuirs et articles chaussants | 19 | | | | | | | | | | | | | | 7 | 7 | 1 |
| Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | 20 | | | | 6 | 22 | | 30 | | | | | | 80 | | 4 | |
| Articles en caoutchouc et en matières plastiques | 21 | 23 | 282 | 21 | 16 | 32 | 3 | 13 | | 9 | | 3 | 4 | 20 | 60 | 277 | 29 |
| Produits industriels divers pâte à papier verre céramique | 22 | 16 | 70 | 33 | 101 | 301 | 139 | 188 | 72 | 4 | 8 | 124 | 2 | 120 | 34 | 98 | 99 |
| Bâtiment et Travaux Publics | 23 | 111 | 70 | 5 | 14 | 3 | 7 | 10 | 92 | 3 | 1 | 3 | 1 | 7 | 17 | 33 | 6 |
| Transports et auxiliaires des transports | 24 | 232 | 6110 | 35 | 52 | 238 | 57 | 22 | 106 | 25 | 35 | 133 | 3 | 97 | 687 | 287 | 66 |
| Loyers | 25 | | 70 | 64 | 82 | 21 | 7 | 7 | 79 | 7 | 13 | 15 | 2 | 43 | 44 | 250 | 54 |
| Autres services | 26 | 129 | 352 | 46 | 42 | 328 | 57 | 34 | 127 | 53 | 31 | 51 | 5 | 134 | 165 | 158 | 108 |
| TOTAL | | 4383 | 10995 | 1423 | 6890 | 7503 | 911 | 1002 | 5592 | 349 | 906 | 2230 | 166 | 2794 | 7871 | 7028 | 3381 |
| VALEUR AJOUTEE — SALAIRES BRUTS | | 10240 | 3150 | 872 | 781 | 561 | 490 | 155 | 1802 | 337 | 118 | 307 | 24 | 417 | 2343 | 1912 | 912 |
| VALEUR AJOUTEE — Impôts indirects nets de subventions | | - 2282 | 2990 | 79 | 92 | 276 | 541 | 1946 | 10359 | 155 | 174 | 485 | - | 456 | 454 | 608 | 329 |
| VALEUR AJOUTEE — | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| VALEUR AJOUTEE — Autres composants de la valeur ajoutée | | 36722 | 6865 | 1326 | 1927 | 1150 | 548 | 447 | 6867 | 159 | 352 | 828 | 70 | 623 | 1772 | 1422 | 1953 |
| VALEUR AJOUTEE — TOTAL VALEUR AJOUTEE | | 44680 | 12505 | 2277 | 2800 | 1987 | 1979 | 2548 | 19028 | 651 | 644 | 1620 | 94 | 1496 | 4569 | 3942 | 3200 |
| Production des branches aux prix à la production | | 49063 | 23500 | 3700 | 9690 | 9490 | 2490 | 3550 | 24620 | 1000 | 1550 | 3850 | 260 | 4290 | 12440 | 10970 | 6978 |

# EMPLOIS

| ENTREPRISES | | | | | | | | | | | EMPLOIS FINALS | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | CONSOMMATION FINALE | | | | | | FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | MENAGES | | | | | | | | | | | |
| Industries textiles | Cuirs et articles chaussants | Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | Articles en caoutchouc et en matières plastiques | Produits industriels divers pâte à papier verre et céramique | Bâtiment Travaux Publics | Transports et auxiliaires des transports | Loyers | Autres services | COMMERCES | TOTAL Consommation Productive | Administrations | Institutions Financières | Auto-consommation | Consommation commercialisée | TOTAL | TOTAL Consommation finale | Administrations | Entreprises d'Etat | Entreprises non financières et Institutions Financières | MENAGES | TOTAL FBCF | MISES EN STOCKS | Exportations FOB | TOTAL DES EMPLOIS FINALS | TOTAL DES EMPLOIS | |
| 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | 8767 | | | 36260 | 23191 | 59451 | 59451 | | | | | | 220 | 300 | 59971 | 68738 | 1 |
| 2161 | | 1371 | 11 | | | | | | | 9140 | | | 1345 | 1692 | 3037 | 3037 | | | | | | 230 | 77277 | 80544 | 89684 | 2 |
| | | | | | | | | | | 3000 | | | | | | | | | | | | | 20500 | 20500 | 23500 | 3 |
| | | | | | | | | | | 473 | | | 400 | 7850 | 8250 | 8250 | | | | | | | 560 | 8810 | 9283 | 4 |
| | | | | | | | | | | 2364 | | | | 14280 | 14280 | 14280 | | | | | | 180 | 160 | 14620 | 16984 | 5 |
| | | | | | | | | | | | 58 | | | 2950 | 2950 | 3008 | | | | | | 80 | 9170 | 12258 | 12258 | 6 |
| | | | | | | | | | | 302 | 77 | | | 13350 | 13350 | 13427 | | | | | | 160 | 110 | 13697 | 13999 | 7 |
| | | | | | | | | | | 951 | 153 | | | 12250 | 12250 | 12403 | | | | | | 130 | 150 | 12683 | 13634 | 8 |
| 965 | 26 | 157 | 45 | 47 | 2308 | 6200 | 143 | 552 | 1391 | 19735 | 2766 | 131 | 1600 | 7600 | 9200 | 12097 | | | | | | 130 | 1650 | 13877 | 33612 | 9 |
| | | 25 | | | | | | 1 | | 104 | | | | 460 | 460 | 460 | | | | | | | 1000 | 1460 | 1564 | 10 |
| 49 | | | | 172 | 3643 | 30 | | | 5 | 7206 | 77 | | | | | 77 | | | | | | 20 | 420 | 517 | 7723 | 11 |
| 1 | | 22 | | | 5591 | 25 | | | | 7336 | 134 | | | | | 134 | | | | | | 30 | 150 | 314 | 7650 | 12 |
| | | | | | | | | | | 1391 | | | | | | | | | | | | 10 | | 10 | 1401 | 13 |
| 478 | 326 | 243 | 267 | 22 | 749 | 85 | | 87 | 5 | 5234 | 614 | | | 8810 | 8810 | 9424 | | | | | | 30 | 1820 | 11274 | 16508 | 14 |
| 11 | 19 | 3 | | 149 | 2734 | 10 | 159 | 68 | 34 | 5802 | 518 | | | 2460 | 2460 | 2978 | | | | | | 60 | 4750 | 7788 | 13590 | 15 |
| 130 | 10 | 40 | 2 | 7 | 866 | 3720 | | 123 | 427 | 12302 | 1477 | | | 8740 | 8740 | 10217 | | 1100 | 8400 | | 9500 | 100 | 280 | 20097 | 32399 | 16 |
| 191 | 54 | 230 | 25 | 31 | 2521 | 680 | 80 | 426 | 349 | 11280 | 2301 | 23 | | 9180 | 9180 | 11504 | 2000 | 9100 | 8800 | | 19900 | 140 | 140 | 31684 | 42964 | 17 |
| 4786 | 211 | 10 | 1 | 5 | 2 | 35 | | 28 | 1601 | 7241 | 786 | | 680 | 32500 | 33180 | 33966 | | | | | | 350 | 4090 | 38406 | 45647 | 18 |
| 3 | 32 | | | | | | | | | 50 | 230 | | | 5400 | 5400 | 5630 | | | | | | | 200 | 5830 | 5880 | 19 |
| | 13 | 2567 | 4 | 4 | | 10 | | 21 | | 2771 | 96 | | 120 | 5570 | 5690 | 5786 | | | | | | 50 | 2440 | 8276 | 11047 | 20 |
| 25 | 188 | 20 | 30 | | 328 | 1430 | | 16 | 213 | 3045 | 115 | | | 3290 | 3290 | 3405 | | | | | | 10 | 50 | 3465 | 6510 | 21 |
| 132 | 21 | 155 | 12 | 1223 | 640 | 270 | | 303 | 1966 | 6053 | 1822 | 154 | | 4320 | 4320 | 6296 | | | | | | 40 | 30 | 6366 | 12419 | 22 |
| 13 | 4 | 26 | 4 | 6 | 530 | 165 | 748 | 145 | 776 | 2802 | 1975 | 23 | | | | 1998 | 14000 | 10800 | 11800 | 10000 | 46600 | | | 48598 | 51400 | 23 |
| 366 | 32 | 231 | 8 | 15 | 1965 | 1105 | | 499 | 12998 | 25331 | 2244 | 175 | | 15140 | 15140 | 17559 | | | | | | | 4900 | 22459 | 47790 | 24 |
| 52 | 27 | 32 | 11 | 54 | 459 | 1055 | | 365 | 4074 | 6887 | 2013 | 154 | | 6867 | 6867 | 9034 | | | | | | | | 9034 | 15921 | 25 |
| 378 | 28 | 162 | 19 | 44 | 1386 | 1340 | 493 | 1157 | 2779 | 9722 | 2544 | 430 | | 4100 | 4100 | 7074 | | | | | | | 1010 | 8084 | 17806 | 26 |
| 9342 | 991 | 5594 | 439 | 1644 | 23722 | 16160 | 1623 | 3791 | 26818 | 159289 | 20000 | 1090 | 40405 | 190000 | 230405 | 251495 | 16000 | 21000 | 29000 | 10000 | 76000 | 1970 | 131157 | 460622 | 619911 | |
| 2107 | 446 | 974 | 168 | 445 | 13463 | 12489 | 462 | 4681 | 15038 | 75156 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1210 | 230 | 415 | 108 | 81 | 3610 | 520 | 223 | 1106 | 58476 | 81841 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5671 | 523 | 1217 | 255 | 1630 | 10605 | 16121 | 13613 | 4532 | 33083 | 197242 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9188 | 1199 | 2606 | 531 | 2156 | 27678 | 29130 | 14298 | 10269 | 106597 | 354239 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18530 | 2190 | 7900 | 970 | 3800 | 51400 | 45290 | 15921 | 14060 | 133415 | 513528 | | | | | | | | | | | | | | | | |

REPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Ministère du Plan - Direction des Etudes de Développement

# 1970

## TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES EMPLOIS

TABLEAU

MILLIONS F. CFA

| BRANCHES / PRODUITS | | RESSOURCES | | | | | | CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DES | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Total production | Importations CAF | Droits et taxes sur importations | Marges commerciales | Primes sur stocks | Total des ressources | Agriculture vivrière Elevage, Chasse, Cueillette (à l'exception du cola) | Agriculture industrielle et d'exportation | Exploitation forestière | Pêche | Travail grains et farines | Conserveries, Thé, Café, Cacao | Boissons, Glace | Autres industries alimentaires, tabac | Energie, Eau | Activités extractives, sel, soufre, etc... | Métaux | Matériaux de construction | Engrais | Chimie, parachimie caoutchouc | Industries du bois | Montage et réparation de véhicules | Autres industries mécaniques et électriques |
| | | | | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 |
| Agriculture vivrière élevage Chasse, Cueillette (à l'exception de la cola) | 1 | 65057 | 9184 | 210 | 10383 | | 84834 | 5662 | | | | 7082 | 70 | | 386 | | | | | | 337 | | 7 | |
| Agriculture industrielle et d'exportation | 2 | 63620 | 520 | 230 | 48299 | | 112669 | | 146 | | | | 7347 | 46 | 1207 | | | | | | 1308 | | | |
| Exploitation forestière | 3 | 24000 | | - | | | 24000 | | | | | | | | | | | | | | 34 | 4542 | | |
| Pêche | 4 | 6780 | 2603 | 81 | 4722 | | 14186 | | | | | | 1166 | | | | | | | | | | | |
| Travail des grains et farines | 5 | 17910 | 2332 | 149 | 3828 | | 24219 | 50 | | | | 3369 | | 23 | 47 | | | | | | | | | |
| Conserveries, Thé, Café, Cacao | 6 | 16900 | 1853 | 794 | 1585 | | 21132 | | | | | | 32 | | 31 | | | | | | | | | |
| Boissons, Glace | 7 | 3950 | 4924 | 6268 | 6099 | | 21241 | | | | 313 | | | 182 | | | | | | | | | | |
| Autres industries alimentaires, Tabac | 8 | 9750 | 4783 | 2149 | 5031 | | 21713 | 750 | | | | 241 | 185 | 306 | 919 | | | | | | | | | |
| Energie, Eau | 9 | 37000 | 4545 | 20 | 7995 | | 49560 | 72 | 805 | 1504 | 380 | 506 | 191 | 202 | 401 | 5617 | 755 | 245 | 385 | 16 | 119 | 719 | 317 | 26 |
| Activités extractives : Sel, soufre, etc... | 10 | 4110 | 796 | 126 | 315 | | 5347 | | | | | 35 | 19 | 8 | 47 | | 232 | 15 | | 150 | 16 | | | 3 |
| Métaux | 11 | 4190 | 5604 | 1295 | 2250 | | 13339 | 35 | 5 | 24 | 34 | | | | | | 10 | 1904 | 77 | | | 179 | 531 | 400 |
| Matériaux de construction | 12 | 6060 | 3056 | 514 | 1446 | | 11076 | | 12 | 96 | 8 | 5 | | 19 | 11 | 45 | 40 | 90 | 2032 | | 1 | 69 | 32 | 4 |
| Engrais | 13 | 1050 | 1024 | | 602 | | 2676 | 756 | 1690 | | | | | | | | | | | 216 | | | | |
| Chimie, Parachimie, Caoutchouc | 14 | 7990 | 10550 | 3441 | 6484 | | 28465 | 385 | 1717 | 24 | 15 | 43 | 6 | 11 | 112 | 110 | 4 | 13 | 26 | 129 | 1851 | 83 | 287 | 88 |
| Industries du bois | 15 | 20400 | 399 | 171 | 560 | | 21530 | 10 | 13 | | 89 | 1 | | 13 | 9 | | | 10 | | | 1 | 3545 | 245 | 8 |
| Montage et réparation de véhicules | 16 | 19720 | 18197 | 4214 | 7136 | | 49267 | 27 | 525 | 1080 | 21 | 108 | 13 | 28 | 46 | 143 | 102 | 8 | 96 | 4 | 14 | 193 | 9127 | 72 |
| Autres industries mécaniques et électriques | 17 | 14240 | 36098 | 8540 | 13017 | | 71895 | 168 | 923 | 1320 | 534 | 80 | 2441 | 156 | 145 | 1238 | 148 | 53 | 176 | 27 | 355 | 1113 | 480 | 2085 |
| Industries textiles | 18 | 41120 | 20607 | 7017 | 10102 | | 78846 | 15 | 2 | | 771 | 195 | 25 | | 94 | | | | | 29 | 32 | | 2 | 3 |
| Cuirs et articles chaussants | 19 | 3740 | 1580 | 615 | 3660 | | 9595 | | | | | | | | | | | | | | | 11 | 10 | 2 |
| Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | 20 | 20000 | 2326 | 410 | 2878 | | 25614 | 10 | | | | 25 | 85 | | 75 | | | | | | 139 | 153 | 8 | |
| Articles en caoutchouc et en matières plastiques | 21 | 5240 | 2139 | 1007 | 2833 | | 11219 | 5 | 37 | 288 | 5 | 24 | 59 | 4 | 173 | | 15 | | 3 | 29 | 58 | 91 | 408 | 107 |
| Produits industriels divers pâte à papier verre céramique | 22 | 10770 | 4579 | 1972 | 5074 | | 22395 | 23 | 37 | 72 | 57 | 177 | 635 | 208 | 399 | 102 | 4 | 16 | 162 | 7 | 312 | 55 | 85 | 230 |
| Bâtiment et Travaux Publics | 23 | 76300 | | | | | 76300 | 5 | 184 | 72 | 8 | 19 | 6 | 22 | 26 | 157 | 10 | 5 | 8 | | 10 | 30 | 58 | 18 |
| Transports et auxiliaires des transports | 24 | 60800 | 4200 | | | | 65000 | 5 | 322 | 6240 | 63 | 242 | 261 | 84 | 188 | 145 | 14 | 48 | 224 | 10 | 153 | 1230 | 363 | 141 |
| Loyers | 25 | 23970 | | | | | 23970 | | | 72 | 113 | 148 | 38 | 13 | 20 | 140 | 10 | 23 | 29 | 9 | 88 | 142 | 472 | 125 |
| Autres services | 26 | 25460 | 5000 | | | | 30460 | 150 | 207 | 360 | 86 | 57 | 623 | 107 | 125 | 194 | 73 | 102 | 88 | 15 | 228 | 322 | 239 | 114 |
| TOTAL | | 590127 | 147099 | 39223 | 144299 | | 920748 | 8130 | 6625 | 11232 | 2497 | 12357 | 13202 | 1432 | 4463 | 7891 | 1477 | 2552 | 3366 | 653 | 5066 | 12477 | 12764 | 7866 |
| VALEUR AJOUTEE | SALAIRES BRUTS | | | | | | | 714 | 12403 | 3192 | 1638 | 1104 | 915 | 675 | 424 | 3158 | 1241 | 256 | 517 | 48 | 636 | 3896 | 3239 | 1078 |
| | Impôts indirects nets de subventions | | | | | | | 1222 | - 3530 | 3065 | 139 | 174 | 479 | 805 | 2806 | 14509 | 388 | 428 | 712 | - | 813 | 883 | 1075 | 824 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autres composants de la valeur ajoutée | | | | | | | 57485 | 48122 | 6511 | 2506 | 4275 | 2304 | 1038 | 2057 | 11442 | 1004 | 954 | 1525 | 349 | 1485 | 3144 | 2642 | 3370 |
| | TOTAL VALEUR AJOUTEE | | | | | | | 59927 | 56995 | 12768 | 4283 | 5553 | 3698 | 2518 | 5287 | 29109 | 2633 | 1638 | 2754 | 397 | 2934 | 7923 | 6956 | 6972 |
| Production des branches aux prix à la production | | | | | | | | 65057 | 63620 | 24000 | 6780 | 17910 | 16900 | 3950 | 9750 | 37000 | 4110 | 4190 | 6060 | 1054 | 7990 | 20400 | 19720 | 14866 |

# EMPLOIS

| ENTREPRISES | | | | | | | | | | EMPLOIS FINALS | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | CONSOMMATION FINALE | | | | | | | FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | MENAGES | | | | | | | | | | | |
| Industries textiles | Cuirs et articles chaussants | Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | Articles en caoutchouc et en matières plastiques | Produits industriels divers pâte à papier verre et céramique | Bâtiment Travaux Publics | Transports et auxiliaires des transports | Loyers | Autres services | COMMERCES | TOTAL CONSOMMATION PRODUCTIVE | Administrations | Institutions financières | Auto-consommation | Consommations commercialisées | TOTAL | TOTAL Consommation finale | Administrations | Entreprises d'Etat | Entreprises non financières et institutions financières | MENAGES | TOTAL FBCF | MISES EN STOCKS | Exportations FOB | TOTAL DES EMPLOIS FINALS | TOTAL DES EMPLOIS | |
| 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 48 | | | | | | | | | 13585 | | | 37240 | 33309 | 70549 | 70549 | | | | | | 300 | 400 | 71249 | 84834 | 1 |
| 650 | | 4492 | 52 | | | | | | | 18688 | | | 1518 | 2341 | 3859 | 3859 | | | | | | 290 | 89832 | 93981 | 112669 | 2 |
| | | | | 1003 | | | | | | 5579 | | | | | | | | | | | | | 18421 | 18421 | 24000 | 3 |
| | | | | | | | | | | 1166 | | | 960 | 11640 | 12100 | 12100 | | | | | | | 920 | 13020 | 14186 | 4 |
| | | | | | | | | | | 3489 | | | | 20100 | 20100 | 20100 | | | | | | 280 | 350 | 20730 | 24219 | 5 |
| | | | | | | | | | | 63 | 79 | | | 4510 | 4510 | 4589 | | | | | | 100 | 16380 | 21069 | 21132 | 6 |
| | | | | | | | | | | 495 | 106 | | | 20210 | 20210 | 20316 | | | | | | 150 | 280 | 20746 | 21241 | 7 |
| | | | | | | | | | | 2401 | 212 | | | 18130 | 18130 | 18342 | | | | | | 200 | 770 | 19312 | 21713 | 8 |
| 11 | 1 | 88 | 186 | 532 | 1393 | 8610 | 212 | 1125 | 2064 | 30515 | 3810 | 175 | 1900 | 10800 | 12700 | 16685 | | | | | | 260 | 2100 | 19045 | 49560 | 9 |
| | | 13 | 11 | 131 | | | | 1 | | 757 | | | | 670 | 670 | 670 | | | | | | 90 | 3830 | 4590 | 5347 | 10 |
| 10 | | | 19 | 207 | 5499 | 35 | | | 6 | 12753 | 106 | | | | | 106 | | | | | | 40 | 640 | 780 | 13539 | 11 |
| 1 | | 29 | | 41 | 7955 | 80 | | | | 10521 | 185 | | | | | 185 | | | | | | 30 | 340 | 555 | 11076 | 12 |
| | | | | | | | | | | 2666 | | | | | | | | | | | | 10 | | 10 | 2676 | 13 |
| 148 | 424 | 555 | 1335 | 193 | 1025 | 90 | | 144 | 6 | 10388 | 847 | | | 13830 | 13830 | 14677 | | | | | | 140 | 3260 | 18077 | 28465 | 14 |
| 12 | 58 | 4 | | 22 | 3393 | 15 | 236 | 132 | 54 | 7925 | 715 | | | 3990 | 3990 | 4705 | | | | | | 100 | 8800 | 13605 | 21530 | 15 |
| 227 | 18 | 94 | 6 | 17 | 1198 | 5115 | | 250 | 936 | 19468 | 2039 | | | 13710 | 13710 | 15749 | | 1200 | 11800 | | 13000 | 160 | 890 | 29799 | 49267 | 16 |
| 695 | 92 | 650 | 113 | 197 | 3885 | 915 | 118 | 836 | 414 | 19297 | 3177 | 31 | | 15100 | 15100 | 18308 | 4000 | 5900 | 23300 | | 33200 | 180 | 910 | 52598 | 71895 | 17 |
| 8450 | 392 | 493 | 282 | 7 | 2 | 40 | | 63 | 2033 | 17510 | 1086 | | 800 | 48580 | 49380 | 50466 | | | | | | 660 | 10210 | 61336 | 78846 | 18 |
| 1 | 39 | | | | | | | | | 67 | 318 | | | 8710 | 8710 | 9028 | | | | | | 70 | 430 | 9528 | 9595 | 19 |
| | 34 | 4660 | 14 | 6 | | 15 | | 62 | | 5272 | 132 | | 100 | 8300 | 8400 | 8532 | | | | | | 210 | 11600 | 20342 | 25614 | 20 |
| 38 | 329 | 35 | 132 | | 469 | 1790 | | 38 | 321 | 4620 | 159 | | | 5180 | 5180 | 5339 | | | | | | 90 | 1170 | 6599 | 11219 | 21 |
| 868 | 39 | 244 | 47 | 2735 | 923 | 390 | | 520 | 2602 | 10424 | 2515 | 206 | | 6570 | 6570 | 9291 | | | | | | 170 | 2510 | 11971 | 22395 | 22 |
| 21 | 6 | 86 | 11 | 12 | 887 | 230 | 1100 | 320 | 1010 | 4329 | 2740 | 31 | | | | 2771 | 20000 | 10900 | 22300 | 16000 | 69200 | | | 71971 | 76300 | 23 |
| 770 | 64 | 606 | 27 | 57 | 2895 | 1270 | | 824 | 16171 | 32437 | 3098 | 235 | | 22130 | 22130 | 25463 | | | | | | | 7100 | 32563 | 65000 | 24 |
| 157 | 54 | 58 | 39 | 94 | 684 | 1355 | | 612 | 6128 | 10627 | 2767 | 206 | | 10370 | 10370 | 13343 | | | | | | | | 13343 | 23970 | 25 |
| 712 | 51 | 289 | 54 | 169 | 2073 | 1930 | 730 | 1888 | 4149 | 15335 | 3309 | 576 | | 9820 | 9820 | 13705 | | | | | | | 1420 | 15125 | 30460 | 26 |
| 93 | 1725 | 12702 | 2528 | 5423 | 34281 | 21830 | 2404 | 6815 | 35894 | 260377 | 27400 | 1460 | 42018 | 288000 | 330018 | 358878 | 24000 | 18000 | 57400 | 16000 | 115400 | 3530 | 182563 | 660371 | 920748 | |
| 40 | 754 | 2553 | 643 | 1127 | 19973 | 18540 | 683 | 7756 | 21708 | 115311 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 75 | 413 | 1291 | 393 | 332 | 5339 | 1090 | 330 | 2000 | 76926 | 113437 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | 848 | 3454 | 1676 | 3888 | 16707 | 19340 | 20553 | 8889 | 48994 | 284524 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 | 2015 | 7298 | 2712 | 5347 | 42019 | 38970 | 21566 | 18645 | 147628 | 513272 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0 | 3740 | 20000 | 5240 | 10770 | 76300 | 60800 | 23970 | 25460 | 183522 | 773649 | | | | | | | | | | | | | | | | |

REPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Ministère du Plan - Direction des Etudes de Développement

# 1975

## TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES EMPLOIS

TABLEAU

MILLIONS F. CFA

# RESSOURCES

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE

| BRANCHES / PRODUITS | | Total Production | Importations CAF | Droits et taxes sur importations | Marges Commerciales | Primes sur stocks | Total des ressources | Agriculture vivrière Elevage, Chasse, Cueillette (à l'exception cola) | Agriculture Industrielle et d'exportation | Exploitation forestière | Pêche | Travail grains et farines | Conserverie Thé, Café, Cacao | Boissons, Glace | Autres industries alimentaires, tabac | Energie, Eau | Activités extractives sel, soufre, etc... | Métaux | Matériaux de construction | Engrais | Chimie, Parachimie, Caoutchouc | Industries du bois | Montage et réparation de véhicules | Autres Industries |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | |
| Agriculture vivrière élevage Chasse, Cueillette (à l'exception de la cola) | 1 | 70898 | 13868 | 335 | 15028 | | 108929 | 6503 | | | | 11348 | 280 | | 916 | | | | | | 700 | | | |
| Agriculture industrielle et d'exportation | 2 | 87504 | 708 | 386 | 63947 | | 152633 | | 141 | | | | 10631 | 65 | 1665 | | | | | | 1736 | | | |
| Exploitation forestière | 3 | 30000 | | | | | 30000 | | | | | | | | | | | | | | 45 | 6200 | | |
| Pêche | 4 | 10600 | 4183 | 129 | 6574 | | 21486 | | | | 1 | | 2995 | | 70 | | | | | | | | | |
| Travail des grains et farines | 5 | 28150 | 2438 | 156 | 6149 | | 36893 | 50 | | | | 4512 | | 32 | 129 | | | | | | | | | |
| Conserveries, Thé, Café, Cacao | 6 | 28400 | 2549 | 1092 | 2381 | | 34512 | | | | | | 39 | | 57 | | | | | | | | | |
| Boissons, Glace | 7 | 5610 | 7926 | 10088 | 9613 | | 33237 | | | | 449 | 32 | | 255 | | | | | | | | | | |
| Autres industries alimentaires, Tabac | 8 | 15850 | 6689 | 3005 | 7715 | | 33259 | 1300 | | | | 355 | 270 | 426 | 1445 | | | | | | | | | |
| Energie, Eau | 9 | 55880 | 5757 | | 12657 | | 74294 | 69 | 966 | 1980 | 589 | 672 | 311 | 283 | 656 | 8374 | 3377 | 417 | 502 | 26 | 273 | 1064 | 560 | |
| Activités extractives sel, soufre, etc... | 10 | 15910 | 1424 | 215 | 568 | | 18117 | | | | | 36 | 51 | 12 | 64 | | 256 | 25 | 70 | 230 | 25 | | | |
| Métaux | 11 | 7060 | 9385 | 1553 | 3189 | | 21187 | 45 | 6 | 30 | 49 | | | | | | 10 | 3197 | 113 | | | 802 | 856 | |
| Matériaux de construction | 12 | 9130 | 3827 | 530 | 1692 | | 15180 | | 13 | 120 | 12 | 6 | . | 29 | 14 | 59 | 156 | 150 | 2974 | | 1 | 96 | 54 | |
| Engrais | 13 | 1610 | 1394 | | 825 | | 3829 | 1169 | 2154 | | | | | | | | | | | 156 | | | | |
| Chimie, Parachimie, Caoutchouc | 14 | 15190 | 15653 | 4486 | 9408 | | 44737 | 543 | 2214 | 80 | 21 | 75 | 12 | 15 | 219 | 154 | 6 | 61 | 40 | 193 | 3500 | 141 | 486 | |
| Industries du bois | 15 | 30960 | 174 | 74 | 1273 | | 32481 | 10 | 16 | | 129 | | | 18 | 12 | | | 14 | | | 1 | 5362 | 421 | |
| Montage et réparation de véhicules | 16 | 34240 | 26538 | 5283 | 9881 | | 75942 | 27 | 618 | 1350 | 32 | 137 | 28 | 38 | 75 | 269 | 308 | 12 | 135 | 5 | 20 | 285 | 14064 | |
| Autres industries mécaniques et électriques | 17 | 27720 | 65455 | 12760 | 18180 | | 123815 | 157 | 1200 | 1650 | 767 | 111 | 4215 | 218 | 241 | 1780 | 825 | 79 | 260 | 85 | 488 | 1761 | 853 | |
| Industries textiles | 18 | 70610 | 33958 | 12561 | 18338 | | 135467 | 15 | 2 | | 1126 | 980 | 84 | | 132 | | | | | 44 | 65 | | 3 | |
| Cuirs et articles chaussants | 19 | 6390 | 2732 | 985 | 5646 | | 15753 | | | | | | | | | | | | | | | 15 | 16 | |
| Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | 20 | 30480 | 3586 | 633 | 4123 | | 38822 | 10 | | | | 39 | 230 | | 180 | | | | | | 207 | 273 | 15 | |
| Articles en caoutchouc et en matières plastiques | 21 | 10830 | 2794 | 1315 | 4283 | | 18422 | 5 | 37 | 360 | 8 | 35 | 95 | 6 | 346 | | 22 | | 4 | 44 | 105 | 137 | 884 | |
| Produits industriels divers pâte à papier verre céramique | 22 | 26260 | 6348 | 2544 | 8382 | | 43534 | 25 | 57 | 90 | 83 | 285 | 912 | 287 | 623 | 175 | 6 | 23 | 225 | 10 | 530 | 85 | 140 | |
| Bâtiment et Travaux Publics | 23 | 103584 | | | | | 103584 | 5 | 251 | 90 | 12 | 25 | 11 | 32 | 37 | 214 | 23 | 8 | 13 | | 18 | 50 | 100 | |
| Transports et auxiliaires des transports | 24 | 88522 | 6900 | | | | 95422 | 5 | 410 | 7800 | 93 | 482 | 430 | 115 | 281 | 157 | 65 | 63 | 320 | 14 | 227 | 1960 | 623 | |
| Loyers | 25 | 36301 | | | | | 36301 | | | 90 | 162 | 187 | 70 | 21 | 39 | 202 | 19 | 36 | 48 | 15 | 148 | 297 | 843 | |
| Autres services | 26 | 39069 | 7710 | | | | 46779 | 160 | 240 | 450 | 134 | 81 | 1075 | 152 | 204 | 379 | 103 | 149 | 120 | 20 | 345 | 534 | 413 | |
| TOTAL | | 894048 | 231786 | 58138 | 210652 | | 1394624 | 10078 | 8333 | 14040 | 3667 | 18798 | 21689 | 2004 | 7405 | 11763 | 5176 | 4234 | 4892 | 1000 | 8450 | 18592 | 22321 | |
| VALEUR AJOUTEE | SALAIRES BRUTS | | | | | | | 768 | 16850 | 3990 | 2562 | 1696 | 1641 | 962 | 769 | 4948 | 5102 | 432 | 806 | 73 | 1452 | 6026 | 5540 | |
| | Impôts indirects nets de subventions | | | | | | | 1302 | - 4103 | 3830 | 199 | 274 | 800 | 1133 | 3914 | 20502 | 1083 | 734 | 1081 | | 1506 | 1488 | 1821 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autres composants de la valeur ajoutée | | | | | | | 69354 | 66424 | 8140 | 4172 | 7382 | 4360 | 1511 | 3762 | 18667 | 4549 | 1660 | 2351 | 537 | 3782 | 4854 | 4550 | |
| | TOTAL VALEUR AJOUTEE | | | | | | | 68820 | 79171 | 15960 | 6933 | 9352 | 6801 | 3606 | 8445 | 44117 | 10734 | 2826 | 4238 | 610 | 6740 | 12368 | 11910 | |
| Production des branches aux prix à la production | | | | | | | | 78898 | 87504 | 30000 | 10600 | 28150 | 28490 | 5610 | 15850 | 55880 | 15910 | 7060 | 9130 | 1610 | 15190 | 30.960 | 34240 | |

# EMPLOIS

| ENTREPRISES | | | | | | | | | | | EMPLOIS FINALS | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | CONSOMMATION FINALE | | | | | | | FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | MENAGES | | | | | | | | | | | | | | | |
| Industries textiles | Cuirs et articles chaussants | Corps gras d'origine végétale ou animale autres que le beurre | Articles en caoutchouc et en matières plastiques | Produits industriels divers pâte à papier verre et céramique | Bâtiment Travaux Publics | Transports et auxiliaires des transports | Loyers | Autres services | COMMERCES | TOTAL Consommation Productive | Administrations | Institutions Financières | Auto-consommation | Consommations commercialisées | TOTAL | TOTAL Consommation finale | Administrations | Entreprises d'Etat | Entreprises non financières et Institutions Financières | MENAGES | TOTAL FBCF | MISES EN STOCKS | Exportations FOB | TOTAL DES EMPLOIS FINALS | TOTAL DES EMPLOIS | |
| 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 66 | | | | | | | | | 19821 | | | 39300 | 48778 | 88078 | 88078 | | | | | | 480 | 550 | 89108 | 108929 | 1 |
| 6397 | | 7612 | 104 | | | | | | | 28351 | | | 1790 | 2562 | 4352 | 4352 | | | | | | 350 | 119582 | 124284 | 152635 | 2 |
| | | | | 4950 | | | | | | 11203 | | | | | | | | | | | | | | 18797 | 18797 | 30000 | 3 |
| | | | | | | | | | | 3066 | | | 550 | 16670 | 17220 | 17220 | | | | | | | 1200 | 18420 | 21486 | 4 |
| | | | | | | | | | | 4723 | | | | 30580 | 30580 | 30580 | | | | | | 330 | 1266 | 32170 | 36893 | 5 |
| | | | | | | | | | | 96 | 106 | | | 6830 | 6830 | 6936 | | | | | | 150 | 27330 | 34416 | 34512 | 6 |
| | | | | | | | | | | 736 | 141 | | | 31690 | 31690 | 31831 | | | | | | 170 | 500 | 32501 | 33237 | 7 |
| | | | | | | | | | | 3796 | 283 | | | 27360 | 27360 | 27643 | | | | | | 210 | 1610 | 29463 | 33259 | 8 |
| 1924 | 76 | 566 | 472 | 1788 | 4661 | 12485 | 330 | 1769 | 3067 | 47947 | 5063 | 234 | 2100 | 15600 | 17700 | 22997 | | | | | | 340 | 3030 | 26347 | 74294 | 9 |
| | | 45 | 13 | 634 | | | | 2 | | 1537 | | | | 890 | 890 | 890 | | | | | | 130 | 15560 | 16580 | 18117 | 10 |
| 159 | | | 22 | 394 | 6841 | 40 | | | 7 | 20026 | 141 | | | | | 141 | | | | | | 40 | 980 | 1161 | 21187 | 11 |
| 3 | | 36 | | 68 | 10589 | 35 | | | | 14420 | 247 | | | | | 247 | | | | | | 40 | 480 | 767 | 15187 | 12 |
| | | | | | | | | | | 3659 | | | | | | | | | | | | 10 | 160 | 170 | 3829 | 13 |
| 2164 | 688 | 839 | 2924 | 584 | 1280 | 105 | | 198 | 7 | 17016 | 1131 | | | 21350 | 21350 | 22481 | | | | | | 190 | 5050 | 27721 | 44737 | 14 |
| 14 | 73 | 6 | | 32 | 4146 | 15 | 330 | 214 | 74 | 11037 | 954 | | | 6490 | 6490 | 7444 | | | | | | 140 | 13860 | 21444 | 32481 | 15 |
| 347 | 35 | 129 | 9 | 26 | 1588 | 7580 | | 381 | 1344 | 30951 | 2721 | | | 21150 | 21150 | 23871 | | 1500 | 16500 | | 18000 | 250 | 2870 | 44091 | 75942 | 16 |
| 1017 | 165 | 901 | 194 | 591 | 5263 | 1170 | 160 | 1391 | 559 | 30404 | 4240 | 41 | | 24450 | 24450 | 28731 | 4800 | 10300 | 43000 | | 58100 | 190 | 6390 | 93411 | 123815 | 17 |
| 23974 | 711 | 727 | 367 | 11 | 2 | 60 | | 110 | 2825 | 30598 | 1449 | | 980 | 75180 | 76160 | 77609 | | | | | | 680 | 26580 | 104869 | 135467 | 18 |
| 9 | 166 | | | | 1 | | | | | 209 | 424 | | | 13470 | 13470 | 13894 | | | | | | 70 | 1580 | 15544 | 15753 | 19 |
| | 61 | 6400 | 18 | 9 | | 20 | | 113 | | 7575 | 177 | | 100 | 11750 | 11850 | 12027 | | | | | | 190 | 19030 | 31247 | 38822 | 20 |
| 95 | 596 | 54 | 273 | | 629 | 2530 | | 66 | 457 | 7170 | 212 | | | 8100 | 8100 | 8312 | | | | | | 90 | 2850 | 11252 | 18422 | 21 |
| 701 | 71 | 341 | 107 | 3854 | 1224 | 570 | | 709 | 3553 | 15082 | 3357 | 275 | | 10000 | 10000 | 13632 | | | | | | 250 | 14570 | 28452 | 43534 | 22 |
| 43 | 10 | 124 | 21 | 17 | 873 | 300 | 1490 | 510 | 1643 | 5953 | 3690 | 41 | | | | 3731 | 27200 | 12200 | 30500 | 24000 | 93900 | | | 97631 | 103584 | 23 |
| 1274 | 121 | 859 | 52 | 130 | 3601 | 1390 | | 1326 | 27583 | 49664 | 4134 | 314 | | 30760 | 30760 | 35208 | | | | | | | 10550 | 45750 | 95422 | 24 |
| 275 | 97 | 81 | 66 | 133 | 961 | 1750 | | 955 | 9814 | 16581 | 3615 | 275 | | 15830 | 15830 | 19720 | | | | | | | | 19720 | 36301 | 25 |
| 1053 | 93 | 415 | 90 | 491 | 2943 | 2650 | 990 | 2915 | 6401 | 23094 | 4215 | 770 | | 16710 | 16710 | 21695 | | | | | | | 1990 | 23685 | 46779 | 26 |
| 39449 | 3029 | 19135 | 4732 | 13712 | 44601 | 30700 | 3300 | 10659 | 57334 | 404715 | 36300 | 1950 | 44820 | 436200 | 481020 | 519270 | 32000 | 24000 | 90000 | 24000 | 170000 | 4300 | 296339 | 989909 | 1394624 | |
| 10482 | 1349 | 3826 | 1157 | 2660 | 29100 | 27610 | 984 | 11655 | 34151 | 180696 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4595 | 597 | 1877 | 674 | 577 | 7663 | 1980 | 475 | 3658 | 109486 | 165096 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16086 | 1415 | 5642 | 3467 | 9311 | 22220 | 28232 | 31542 | 13097 | 67819 | 411531 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31162 | 3361 | 11345 | 5298 | 12548 | 58983 | 57822 | 33001 | 28410 | 211456 | 758123 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7010 | 6390 | 30480 | 10030 | 26260 | 103584 | 88522 | 36301 | 39069 | 268790 | 1162838 | | | | | | | | | | | | | | | | |

REPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Ministère du Plan - Direction des Etudes de Développement

**1980**

**TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES EMPLOIS**

CHAPITRE 2

# LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE

# INTRODUCTION

Le chapitre précédent a montré que les possibilités de croissance des différents secteurs de l'économie ivoirienne permettaient d'escompter, pour la période 1970-1980, un rythme de croissance sensiblement du même ordre que celui enregistré au cours de la période 1960-1970.

Il importe à présent de vérifier que les flux de revenus engendrés par la croissance permettront bien aux différents agents de financer leurs achats de biens et services, qu'il s'agisse de consommations courantes ou d'investissements.

L'élaboration de tableaux économiques d'ensemble présentant, de façon synthétique, les opérations sur biens et services et les opérations de répartition des cinq catégories d'agents retenues par la comptabilité nationale, permet de vérifier l'ajustement global des flux de biens et services et des flux de revenus issus de la production, pour les années de référence de la période : 1965, 1970, 1975 et 1980.

Mais cet ajustement global est un ajustement de caractère comptable et pour s'assurer de sa vraisemblance, il est nécessaire d'examiner ensuite les utilisations que les agents économiques sont susceptibles de faire de leurs excédents de ressources éventuels. Sans être actuellement en mesure de dresser à proprement parler un tableau des opérations financières entre agents, on s'efforcera de préciser quels pourront être les comportements de ces différents agents dans leurs relations entre eux et avec l'extérieur, afin de voir si et comment l'équilibre dégagé au niveau des tableaux économiques d'ensemble pourra correspondre à un équilibre réel.

## I. - L'EQUILIBRE DES TABLEAUX ECONOMIQUES D'ENSEMBLE

On examinera successivement le compte des administrations, le compte des ménages, le compte des entreprises, le compte des institutions financières et enfin le compte de l'extérieur qui décrit l'ensemble des relations des différentes catégories d'agents avec le reste du monde.

### A. - Le compte des administrations

Etant donné le rôle que l'Etat est appelé à jouer dans le financement de la croissance de la période, le compte des administrations a fait l'objet d'évaluations détaillées.

Pour estimer l'évolution des ressources et des dépenses des administrations au cours de la période 1970-1980, on a successivement évalué les ressources et les dépenses de l'Etat, des Communes, de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales et des Accidents du Travail de Côte-d'Ivoire, de la Caisse de Retraite des Travailleurs de Côte-d'Ivoire, des Instituts de recherche, des administrations privées (enseignement privé, office de la main-d'œuvre, chambres consulaires), des administrations étrangères et internationales.

Le compte d'affectation de l'Etat, dont les opérations représentent plus de 85 % des opérations des administrations, est présenté de manière détaillée en distinguant le budget général, le budget spécial d'investissement et d'équipement (B.S.I.E.), la Caisse Autonome d'Amortissement gestion de la dette publique (C.A.A.), l'Université, l'aide extérieure (F.A.C., F.E.D., A.I.D., P.N.U.D.), la Caisse de Stabilisation et de Soutien des prix des produits agricoles (C.S.S.P.P.A.) et l'Office de soutien à l'habitat économique (O.S.H.E.).

#### 1. - *La projection des ressources des administrations*

a) Les ressources fiscales

Compte tenu du niveau atteint par la pression fiscale, on n'a prévu aucune majoration de la fiscalité au cours de la période 1970-1980. La projection des recettes fiscales a donc été faite sur la base de la fiscalité en vigueur en 1970.

Les droits et taxes à l'importation ont été calculés par application des taux en vigueur en fonction du montant et de la structure des importations de chaque branche.

Les droits à la sortie ont été calculés à partir des prévisions d'exportation des principaux produits sur la base des taux et des valeurs mercuriales de 1970.

Les taxes sur produits pétroliers ont été calculées à partir des chiffres de production prévus par la S.I.R. Elles comprennent les droits perçus par les douanes à la sortie d'entrepôt fictif (T.V.A. à l'importation, droit fiscal d'entrée, droit spécial d'entrée qui, par convention, ne sont pas comptés dans les droits et taxes à l'importation) et la taxe de consommation intérieure sur les carburants, qui est perçue par le service des contributions indirectes.

Les autres impôts indirects comprennent la T.V.A. intérieure, la T.P.S. et les taxes de consommation (carburants exclus). Pour les projeter, on a appliqué le rapport observé ces dernières années entre l'ensemble de ces taxes et la valeur ajoutée totale diminuée de celle des branches 1, 2, 3, 4 et 9, du montant des droits à la sortie et des versements des exportateurs à la Caisse de Stabilisation.

On a ajouté à cette rubrique un certain nombre d'impôts et taxes qui sont considérés comme des impôts indirects en comptabilité nationale : impôts fonciers, patentes, licences, contribution à la charge des employeurs, enregistrement et timbre.

Les impôts directs enfin ont été projetés en utilisant un coefficient d'élasticité par rapport à la P.I.B. non agricole de 1,2.

Les recettes fiscales passeront de 83,6 milliards en 1970 à 118,7 milliards en 1975 et 174,3 millards en 1980, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,3 % de 1970 à 1975 et de 8 % de 1975 à 1980.

La pression fiscale se maintiendra ainsi sensiblement à 23 % de la Production Intérieure Brute (23,6 % en 1970, 23,1 % en 1975 et 23 % en 1980).

La légère baisse de la pression fiscale sur la période s'explique par la diminution relative des droits de sortie (le rapport droits de sortie / exportations passe de 13,4 % à 9,6 %) elle-même provoquée par une modification de la structure des exportations qui comprendront une part de plus en plus importante de produits transformés, pas ou faiblement taxés. Les exportations des branches 2 et 3 qui supportent la quasi-totalité des droits de sortie ne représenteront plus que 59,3 % des exportations totales en 1975 et 46,7 % en 1980, contre 74,5 % en 1970.

Le tableau n° 29 ci-après retrace l'évolution des ressources fiscales au cours de la période et donne les principaux ratios caractéristiques de la pression exercée par la fiscalité sur les divers agrégats économiques.

## EVOLUTION DES RESSOURCES FISCALES

Tableau N° 29 (en milliards de F. CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Droits et taxes à l'importation | 28,3 | 39,2 | 58,1 |
| Droits à la sortie | 17,6 | 21,2 | 28,4 |
| Taxes sur les produits pétroliers | 10,2 | 14,3 | 20,0 |
| Autres impôts indirects | 17,6 | 28,1 | 43,0 |
| Total des impôts indirects | 73,7 | 102,8 | 149,5 |
| Impôts directs | 8,6 | 14,0 | 22,0 |
| Total des recettes fiscales de l'Etat | 82,3 | 116,8 | 171,5 |
| Recettes fiscales des communes | 1,3 | 1,9 | 2,8 |
| Recettes fiscales totales | 83,6 | 118,7 | 174,3 |
| RATIOS CARACTERISTIQUES (en pourcentages) | | | |
| Droits et taxes à l'importation / importations | 26,6 | 26,7 | 25,1 |
| Droits à la sortie/exportations | 13,4 | 11,6 | 9,6 |
| Autres impôts indirects/P.I.B. - br 1,2, 3, 4, 9, diminués des droits à la sortie et des versements à la CSSPPA | 8,9 | 8,9 | 8,8 |
| Total des recettes fiscales/P.I.B. | 23,6 | 23,1 | 23,0 |

Le tableau n° 30 ci-après permet, en ce qui concerne les impôts indirects, de raccorder les données proprement fiscales, reprises dans les comptes des administrations et dans les tableaux économiques d'ensemble, aux chiffres donnés dans les tableaux généraux de ressources et emplois. Ces derniers comprennent dans les impôts indirects les versements à la Caisse de Stabilisation, mais en déduisent les subventions de l'Etat aux entreprises.

## TABLEAU DE PASSAGE DES DONNEES DES TABLEAUX GENERAUX DE RESSOURCES ET EMPLOIS (T.E.I.) AUX DONNEES FISCALES

Tableau N° 30 (en milliards de F. CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| 1) Impôts indirects nets de subventions | 81,8 | 113,4 | 165,9 |
| 2) Plus subventions aux entreprises | + 5,1 | + 6,9 | + 7,5 |
| 3) Moins versements des entreprises à la CSSPPA | - 13,0 | - 17,0 | - 23,0 |
| 4) Impôts indirects payés par les entreprises (1 + 2 - 3) | 73,9 | 103,3 | 150,4 |
| 5) Impôts indirects payés par les institutions financières | 0,8 | 1,0 | 1,3 |
| 6) Total des impôts indirects (4 + 5) | 74,7 | 104,3 | 151,7 |
| dont : Etat (BG + BSIE +/CAA + OSHE) | 73,7 | 102,8 | 149,5 |
| Communes | 1,0 | 1,5 | 2,2 |

### b) Les autres ressources

Aux ressources fiscales s'ajoutent :

— en ce qui concerne l'Etat : les recettes budgétaires non fiscales (domaine, recettes des services, recettes diverses), les intérêts et dividendes (intérêts perçus par la C.A.A. et la C.S.S.P.P.A., dividendes rémunérant les participations de l'Etat et considérés comme recettes du B.S.I.E.), l'aide extérieure en capital, le montant des dépenses d'assistance technique à la charge de l'extérieur, les subventions de l'extérieur à l'université, les reversements des exportateurs de café et de cacao à la C.S.S.P.P.A. et, à partir de 1975, l'utilisation du fonds de diversification de l'O.I.C. ;

— en ce qui concerne les autres administrations : les transferts en faveur des communes, les cotisations et les intérêts perçus par la CCPFRATCI, les subventions aux instituts de recherche et aux administrations privées, enfin, les ressources des administrations étrangères et internationales.

L'aide extérieure a été maintenue à un niveau pratiquement constant jusqu'en 1975 (4,4 milliards en 1970, 4,3 en 1975). Elle a été supprimée en 1980.

Le montant des dépenses d'assistance technique doit augmenter de 1970 à 1975, en raison principalement de l'accroissement du nombre des enseignants ; à partir de 1976 au contraire la relève des enseignants étrangers par les Ivoiriens s'accélérera, ce qui entraînera une diminution du coût de l'assistance technique.

Le tableau n° 31 donne l'évolution de l'assistance technique de 1970 à 1980. Bien entendu, on ne prend en ressources de l'Etat que la part des dépenses d'assistance technique à la charge de l'extérieur.

## ASSISTANCE TECHNIQUE

(Salaires, charges et frais de voyage)

Tableau N° 31 (en millions de F CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Assistance Technique à l'Etat (budget général) | 5.650 | 7.200 | 5.000 |
| dont - à la charge de la Côte d'Ivoire | 2.950 | 4.800 | 2.800 |
| - à la charge de l'extérieur | 2.700 | 2.400 | 2.200 |
| Assistance Technique à l'Université (à la charge de l'extérieur) | 650 | 800 | 800 |
| TOTAL | 6.300 | 8.000 | 5.800 |
| - à la charge de l'extérieur | 3.350 | 3.200 | 3.000 |
| - à la charge de la Côte d'Ivoire | 2.950 | 4.800 | 2.800 |

Quant aux reversements des exportateurs à la C.S.S.P.P.A., leur montant dépend évidemment de l'importance des récoltes et du niveau des cours.

Les projections ont été établies sur la base du différentiel de prix actuellement en vigueur et en fonction des hypothèses suivantes :

*CAFE*

*Quota :*

— 1970 : 165 000 tonnes à 225 F/kg CAF
— 1975 : 190 000 tonnes à 225 F/kg CAF
— 1980 : 210 000 tonnes à 225 F/kg CAF

*Hors quota :*

— 1970 : 68 000 tonnes à 150 F/kg CAF
— 1975 : 58 000 tonnes à 150 F/kg CAF
— 1980 : 73 000 tonnes à 150 F/kg CAF

Sur ces bases, les reversements, déduction faite du soutien aux exportations sur les marchés hors-quota et des frais de transport, de tiers-détention et de stockage supportés par la Caisse, s'élèveront à :

— 1970 : 6,7 milliards
— 1975 : 8,5 milliards
— 1980 : 9,2 milliards

*CACAO*

*Fèves exportées :*

— 1970 : 141 500 tonnes à 200 F/kg CAF
— 1975 : 175 000 tonnes à 200 F/kg CAF
— 1980 : 286 000 tonnes à 200 F/kg CAF

Après déduction des frais de transport et de tiers-détention, les reversements s'élèveront à :

— 1970 : 5,4 milliards
— 1975 : 6,8 milliards
— 1980 : 11,1 milliards

*Broyages*

Les reversements calculés sur l'équivalent fèves des beurres et tourteaux exportés s'élèveront à :

— 1970 : 1,2 milliard
— 1975 : 1,9 milliard
— 1980 : 2,7 milliards

Au total, les reversements sur le cacao devraient être les suivants :

— 1970 : 6,6 milliards
— 1975 : 8,7 milliards
— 1980 : 13,8 milliards

Le montant total des versements à la Caisse de Stabilisation au titre du café et du cacao peut donc être estimé à :

— 1970 : 13 milliards
— 1975 : 17 milliards
— 1980 : 23 milliards

## 2. - *La projection des dépenses des administrations*

On a projeté, pour chacune des administrations, les consommations de biens et services, les salaires versés, les cotisations et prestations sociales, les transferts et subventions et les dépenses extérieures.

La masse de dépenses la plus importante est représentée par le budget général de fonctionnement.

Ses dépenses ont été d'abord projetées dans l'optique de la comptabilité publique, c'est-à-dire dans la classification et selon la nomenclature du document budgétaire lui-même.

On a tenu compte des objectifs de la loi-cadre de l'enseignement et du « Plan Santé ».

En raison de l'effort particulier entrepris en matière d'enseignement et de santé, les dépenses des ministères de la Santé Publique, de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle vont croître très fortement au cours de la période.

En contrepartie, on a prévu un certain ralentissement dans la croissance des dépenses des autres ministères : celle-ci ne doit pas se poursuivre au rythme observé pendant la première décennie, qui a été celle de la mise en place de l'appareil administratif de l'Etat.

Les dépenses du budget général passeront ainsi de 58,4 milliards de F CFA en 1970, à 84,7 milliards en 1975 et 122,8 en 1980, soit un accroissement annuel moyen de 7,7 %.

Pour passer de l'optique budgétaire à l'optique de la comptabilité nationale, on doit opérer un certain nombre de modifications d'imputation en retranchant des dépenses du budget général certaines dépenses qui ne sont pas considérées par la comptabilité nationale comme des dépenses de fonctionnement (versements au Fonds d'Entretien Routier, investissements en matériels divers, dépenses de l'Imprimerie Nationale, opérations financières diverses) et en leur ajoutant les dépenses d'assistance technique à la charge de l'extérieur (cf. tableau n° 32 ci-après).

TABLEAU DE PASSAGE DE L'OPTIQUE BUDGETAIRE A L'OPTIQUE COMPTABILITE NATIONALE

Tableau N° 32 (millions de F CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Dépenses du budget général en comptabilité publique | 58400 | 84700 | 122800 |
| Fonds d'entretien routier | - 1600 | - 1900 | - 2200 |
| Investissements en matériel | - 400 | - 500 | - 600 |
| Prêts et avances | - 400 | - 400 | - 400 |
| Aval dette | - 100 | - 100 | - 100 |
| Imprimerie nationale | - 150 | - 200 | - 300 |
| Assistance technique - (part à la charge de l'extérieur) | + 2700 | + 2400 | + 2200 |
| Dépenses de fonctionnement du budget général en comptabilité nationale | 58450 | 84000 | 121400 |

Pour vérifier le caractère raisonnable de ces projections on a réparti les dépenses entre les différents ministères (tableau n° 33).

Les chiffres de l'année de base 1970 sont ceux de la loi de finances majorés d'un collectif évalué à 1,4 milliard (y compris une subvention aux communes de 400 millions).

DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Tableau N° 33

(Millions de F.

| | 1970 | | | | 1975 | | | | 1980 | | | | en pourcentages du (optique C.N.) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Budget général (C.P.) | Investissements et opérations financières - | Assistance Technique + | Budget général (C.N.) | Budget général (C.P.) | Investissements et opérations financières - | Assistance Technique + | Budget général (C.N.) | Budget général (C.P.) | Investissements et opérations financières - | Assistance Technique + | Budget général (C.N.) | 1970 | 1975 | 1 |
| 00 - Dettes contractuelles | 400 | - 100 | | 300 | 400 | - 100 | | 300 | 400 | - 100 | | 300 | 0,51 | 0,36 | |
| 01 - Représentation Nationale | 800 | | | 800 | 820 | | | 820 | 850 | | | 850 | 1,37 | 0,98 | |
| 02 - Présidence | 2.545 | | 41 | 2.586 | 2.800 | | 35 | 2.835 | 3.000 | | 31 | 3.031 | 4,42 | 3,37 | |
| Conseil Economique et Social | 156 | | 4 | 160 | 180 | | 4 | 184 | 210 | | 4 | 214 | 0,27 | 0,22 | |
| 92 - 94 - 95 - Ministères d'Etat | 132 | | 12 | 144 | 150 | | 12 | 162 | 170 | | 12 | 182 | 0,25 | 0,19 | |
| 93 - Cour Suprême | 92 | | 36 | 128 | 130 | | 24 | 154 | 180 | | 28 | 208 | 0,22 | 0,18 | |
| 03 - Justice | 960 | | 73 | 1.033 | 1.320 | | 48 | 1.368 | 1.800 | | 35 | 1.835 | 1,77 | 1,63 | |
| 04 - Economie et Finances | 3.640 | | 265 | 3.905 | 5.000 | | 215 | 5.215 | 6.850 | | 199 | 7.049 | 6,68 | 6,21 | |
| 05 - Intérieur | 4.196 | - 150 | 86 | 4.132 | 5.750 | - 200 | 75 | 5.625 | 7.880 | - 300 | 64 | 7.644 | 7,07 | 6,70 | |
| 06 - Fonction Publique | 244 | | 73 | 317 | 330 | | 53 | 383 | 440 | | 45 | 485 | 0,54 | 0,46 | |
| 07 - Travail et Affaires Sociales | 487 | | 8 | 495 | 700 | | 7 | 707 | 1.030 | | 7 | 1.037 | 0,85 | 0,84 | |
| 08 - Agriculture | 2.561 | | 427 | 2.988 | 3.760 | | 390 | 4.150 | 5.400 | | 381 | 5.781 | 5,11 | 4,94 | |
| 09 - Travaux Publics | 3.819 | - 1.825 | 111 | 2.105 | 5.480 | - 2.200 | 90 | 3.370 | 7.800 | - 2.575 | 83 | 5.308 | 3,60 | 4,01 | |
| 10 - Education Nationale | 11.648 | | 2.679 | 14.327 | 19.400 | | 3.785 | 23.185 | 34.000 | | 2.404 | 36.404 | 24,51 | 27,60 | 2 |
| 11 - Production Animale | 567 | | 73 | 640 | 830 | | 60 | 890 | 1.190 | | 55 | 1.245 | 1,10 | 1,06 | |
| 12 - Santé Publique (1) | 6.308 | | 454 | 6.762 | 10.300 | | 700 | 11.000 | 16.900 | | 354 | 17.254 | 11,57 | 13,10 | 1 |
| 13 - Affaires Etrangères | 1.530 | | 12 | 1.542 | 2.100 | | 8 | 2.108 | 2.880 | | 8 | 2.888 | 2,64 | 2,51 | |
| 14 - Forces Armées | 4.539 | | 244 | 4.783 | 5.790 | | 145 | 5.935 | 7.390 | | 143 | 7.533 | 8,18 | 7,07 | |
| 15 - Information | 949 | | 4 | 953 | 1.390 | | 4 | 1.394 | 2.030 | | 4 | 2.034 | 1,63 | 1,66 | |
| 16 - Construction et Urbanisme | 2.318 | | 61 | 2.379 | 3.410 | | 50 | 3.460 | 4.800 | | 45 | 4.845 | 4,07 | 4,12 | |
| 17 - Jeunesse et Sports | 693 | | 171 | 864 | 1.120 | | 150 | 1.270 | 1.720 | | 130 | 1.850 | 1,48 | 1,51 | |
| 19 - P & T | 23 | | 8 | 31 | 30 | | 4 | 34 | 40 | | 4 | 44 | 0,05 | 0,04 | |
| 20 - Plan | 462 | | 106 | 568 | 630 | | 80 | 710 | 840 | | 80 | 920 | 0,97 | 0,84 | |
| 21 - Enseignement Technique et Formation Professionnelle | 740 | | 694 | 1.434 | 2.500 | | 1.254 | 3.754 | 5.800 | | 877 | 6.677 | 2,45 | 4,47 | |
| 22 - Tourisme | 229 | | 8 | 237 | 340 | | 7 | 347 | 500 | | 7 | 507 | 0,41 | 0,41 | |
| 30 - Dépenses communes (2) | 8.362 | - 575 | - 2.950 | 4.837 | 10.040 | - 600 | - 4.800 | 4.640 | 8.700 | - 625 | - 2.800 | 5.275 | 8,28 | 5,52 | |
| TOTAL | 58.400 | - 2.650 | + 2.700 | 58.450 | 84.700 | - 3.100 | + 2.400 | 84.000 | 122.800 | - 3.600 | + 2.200 | 121.400 | 100,00 | 100,00 | 10 |

(1) Y compris C.H.U.
(2) Y compris une subvention d'équilibre aux communes, estimée à 400 millions par an.

Pour chacune des années de référence on a ventilé entre les différents ministères la part de l'assistance technique à la charge de la Côte-d'Ivoire (soustraite des « dépenses communes ») et celle à la charge de l'extérieur.

Les dépenses d'assistance technique au titre de l'enseignement et de la santé (sections 10, 12 et 21) vont croître fortement au cours du premier quinquennat et diminuer au cours du second.

En revanche on a prévu, dès le premier quinquennat, une diminution des dépenses d'assistance technique au titre des autres ministères. Celle-ci résultera d'une meilleure utilisation des effectifs disponibles et de la relève des agents expatriés par des Ivoiriens.

L'évolution de la structure du budget général reflète l'effort considérable qui va être entrepris en matière d'enseignement et de santé publique.

Cette évolution apparaît clairement dans le tableau n° 34 qui regroupe les dépenses du budget général en cinq catégories : organes politiques (Représentation nationale, Présidence, Conseil Economique et Social, Ministères d'Etat), services d'administration générale (Cour Suprême, Justice, Intérieur, Fonction Publique, Affaires Etrangères, Forces Armées, Information, P. et T.), services économiques (Economie et Finances, Agriculture, Travaux Publics, Production Animale, Construction et Urbanisme, Plan, Tourisme), services sociaux (Education Nationale, Enseignement Technique et Formation Professionnelle, Santé Publique, Travail et Affaires Sociales, Jeunesse et Sports), autres dépenses (dépenses communes et dettes contractuelles).

On voit que les dépenses d'enseignement et de santé, qui représentent 38,6 % du budget général en 1970, en représentent 45,2 % en 1975 et 49,7 % en 1980.

La part des services économiques reste pratiquement constante au cours de la période.

La part des organes politiques et des services d'administration générale diminue nettement.

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU BUDGET GENERAL

Tableau N° 34

| | Millions de F. CFA | | | Pourcentages | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Organes politiques . . . . . | 3.690 | 4.001 | 4.277 | 6,3 | 4,8 | 3,5 |
| Services Administration générale . . . . | 12.919 | 17.001 | 22.671 | 22,1 | 20,2 | 18,7 |
| Services économiques . . . . . | 12.822 | 18.142 | 25.655 | 21,9 | 21,6 | 21,1 |
| Services sociaux . . . . . | 23.882 | 39.916 | 63.222 | 40,9 | 47,5 | 52,1 |
| dont : Enseignement . . . . . | 15.761 | 26.939 | 43.081 | 27,0 | 32,1 | 35,5 |
| Santé . . . . . | 6.762 | 11.000 | 17.254 | 11,6 | 13,1 | 14,2 |
| Autres . . . . . | 1.359 | 1.977 | 2.887 | 2,3 | 2,3 | 2,4 |
| Autres dépenses . . . . . | 5.137 | 4.940 | 5.575 | 8,8 | 5,9 | 4,6 |
| TOTAL . . . . . | 58.450 | 84.000 | 121.400 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

### TRANSFERTS DES ADMINISTRATIONS

Les transferts des administrations sont présentés de manière détaillée dans le tableau n° 35. Ils sont regroupés en quatre rubriques :

— *Assistance* : transferts aux ménages, avec comme poste principal les bourses, dont le montant va être multiplié par cinq entre 1970 et 1980.

— *Subventions d'exploitation* : transferts aux entreprises. Le poste « Budget général à divers » regroupe des subventions à diverses entreprises et organismes, ainsi que des subventions accordées sur le chapitre 04 82 (transferts et interventions économiques).

— *Subventions entre administrations.*

— *Coopération internationale.* Cette rubrique distingue les transferts des administrations vers l'extérieur et ceux en sens inverse. Le poste « Budget général à extérieur » comprend les ristournes de droits et taxes à l'importation aux pays destinataires des marchandises, les cotisations et participations aux dépenses des organismes internationaux et l'alimentation du fonds de garantie des emprunts du Conseil de l'Entente (chapitre 02 83) pour 500 millions par an.

Ces transferts des administrations ne représentent qu'une partie des transferts des agents économiques intérieurs entre eux et avec l'extérieur, qui sont comptabilisés à la ligne 74 des T.E.E. Le tableau n° 36 permet de prendre une vue synthétique de l'ensemble de ces transferts.

Tableau N° 35 — en millions de F CFA

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| I Assistance . . . . . | 3.800 | 6.000 | 10.000 |
| - Bourses | 1.260 | 3.100 | 6.700 |
| - Secours et subventions divers | 640 | 900 | 1.100 |
| - Entretien des militaires, des internes et des hospitalisés | 1.900 | 2.000 | 2.200 |
| II. Subventions d'exploitation | 5.096 | 6.852 | 7.455 |
| - Budget général à branche transport | 952 | 1.050 | 1.000 |
| - Budget général à divers | 1.067 | 1.050 | 1.050 |
| - CSSPPA à Agriculture [2] | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| - BSIE à Agriculture | 1.077 | 2.752 | 3.405 |
| III. Subventions entre administration | 3.792 | 4.782 | 6.092 |
| - Budget général à Administrations privées | 1.147 | 1.200 | 1.200 |
| - Budget général à Universités | 120 | 600 | 1.400 |
| - Budget général à communes | | | |
| Ristournes | 1.100 | 1.300 | 1.600 |
| Subvention d'équilibre | 400 | 400 | 400 |
| - Etat à Instituts de Recherche | 1.000 | 1.250 | 1.450 |
| - CSSPPA à Administrations privées | 25 | 32 | 42 |
| IV. Coopération Internationale | | | |
| A/ Administrations à Extérieur | 1.608 | 1.715 | 1.850 |
| - Budget général à Extérieur | 1.000 | 1.080 | 1.170 |
| - CSSPPA à Extérieur | 580 | 600 | 630 |
| Administrations privées à Extérieur | 28 | 35 | 45 |
| B/ Extérieur à Administrations | 8.709 | 9.145 | 8.470 |
| - Extérieur à Etat | 6.800 | 6.950 | 7.650 |
| - FAC - FED - AID - PNUD | 1.100 | 1.100 | |
| - Assistance Technique (1) | 2.700 | 2.400 | 2.200 |
| - Utilisation du fonds de diversification | | 450 | 450 |
| - Extérieur à Université | 1.168 | 1.300 | 850 |
| - Extérieur à Instituts de recherche | 821 | 895 | 970 |

(1) Part à la charge de l'extérieur.

## TRANSFERTS

Tableau N° 36 (Milliards de F. CFA)

| | EMPLOIS | | | | RESSOURCES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Administrations | Extérieur | Entreprises | Total | Entreprises | Administrations | Ménages | Extérieur |
| 1970: Assistance | 3,8 | 2,0 | | 5,8 | | | 5,8 | |
| Subventions d'exploitation | 5,1 | | 13,0 | 18,1 | 5,1 | 13,0 | | |
| Subventions entre administrations | 3,8 | | | 3,8 | | 3,8 | | |
| Coopération internationale | 1,6 | 8,8 | | 10,4 | | 8,8 | | 1,6 |
| TOTAL | 14,3 | 10,8 | 13,0 | 38,1 | 5,1 | 25,6 | 5,8 | 1,6 |
| 1975: Assistance | 6,0 | 2,0 | | 8,0 | | | 8,0 | |
| Subventions d'exploitation | 6,9 | | 17,0 | 23,9 | 6,9 | 17,0 | | |
| Subventions entre administrations | 4,8 | | | 4,8 | | 4,8 | | |
| Coopération internationale | 1,7 | 9,2 | | 10,9 | | 9,2 | | 1,7 |
| TOTAL | 19,4 | 11,2 | 17,0 | 47,6 | 6,9 | 31,0 | 8,0 | 1,7 |
| 1980: Assistance | 10,0 | 2,0 | | 12,0 | | | 12,0 | |
| Subventions d'exploitation | 7,5 | | 23,0 | 30,5 | 7,5 | 23,0 | | |
| Subventions entre administrations | 6,1 | | | 6,1 | | 6,1 | | |
| Coopération internationale | 1,9 | 4,5 | | 6,4 | | 4,5 | | 1,9 |
| TOTAL | 25,5 | 6,5 | 23,0 | 55,0 | 7,5 | 33,6 | 12,0 | 1,9 |

*3. L'Epargne des administrations*

Les projections faites pour les ressources et les dépenses de l'Etat et des autres administrations permettent d'établir les comptes d'affectation correspondants, qui font apparaître en solde l'épargne de l'Etat et l'épargne de l'ensemble des Administrations (tableaux n°' 37 à 45).

On voit que l'épargne des administrations passe de 41,3 milliards de F CFA en 1970 à 52,4 milliards en 1975 et à 70,9 milliards en 1980, soit un taux d'accroissement annuel de 4,9 % de 1970 à 1975 et de 6,2 % de 1975 à 1980 (5,5 % de 1970 à 1980).

Pendant la même période, l'épargne de l'Etat (y compris le solde de la Caisse de Stabilisation) passera de 39,6 milliards en 1970 à 50,7 milliards en 1975 et 69 milliards en 1980, soit un taux d'accroissement annuel de 5,1 % de 1970 à 1975 et de 6,3 % de 1975 à 1980 (5,7 % de 1970 à 1980).

Si on déduit le solde de la Caisse de Stabilisation du montant de l'épargne de l'Etat, on obtient un chiffre d'épargne de l'Etat proprement dit de 29,1 milliards en 1970, 36,1 milliards en 1975 et 48,4 milliards en 1980, soit un taux d'accroissement de 4,4 % de 1970 à 1975 et de 6 % de 1975 à 1980 (5,2 % de 1970 à 1980).

La deuxième section de ce chapitre, consacrée à l'équilibre financier, montrera comment l'épargne de l'Etat sera utilisée.

En ce qui concerne les autres administrations, le tableau n° 46 montre que la C.C.P.F.R.A.T.C.I. dégagera une capacité de financement non négligeable qui pourrait être utilisée notamment pour financer des programmes de logements sociaux. Les autres administrations couvriront par elles-mêmes leurs investissements courants, à l'exception des communes dont le besoin de financement devra être couvert par des emprunts.

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1970

Tableau N° 38

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPFRATCI | Instituts de Recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **RESSOURCES** | | | | | | | |
| Cotisations sociales | | | 3.500 | | | | 3.500 |
| Intérêt et Dividendes | 1.500 | | 100 | | | | 1.600 |
| Impôts Directs | 8.600 | 300 | | | | | 8.900 |
| Impôts Indirects | 73.700 | 1.000 | | | | | 74.700 |
| Transferts - Subventions | 13.000 | | | | 26 | | 13.026 |
| Transferts - Subventions entre Administrations | 120 | 1.500 | | 1.000 | 1.172 | | 3.792 |
| Coopération Internationale | | | | | | | |
| a) FAC-FED-USAID-PNUD | 4.350 | | | | | | 4.350 |
| b) Assistance Technique | 3.350 | | | | | | 3.350 |
| c) Divers | 268 | | | 820 | | | 1.088 |
| Dépenses et Recettes Extérieures | | | | | | 3.600 | 3.600 |
| Opérations diverses de Répartition | | | | | | | |
| a) Ménages à enseignement Privé et Université | 8 | | | | 650 | | 658 |
| b) Autres recettes des Communes | | 250 | | | | | 250 |
| c) Recettes diverses | 1.700 | | | | | | 1.700 |
| TOTAL | 106.596 | 3.050 | 3.600 | 1.820 | 1.848 | 3.600 | 120.514 |

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1970

Tableau N° 39

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPERATCI | Instituts de Recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **EMPLOIS** | | | | | | | |
| Consommation | 15.768 | 1.750 | 250 | 600 | 111 | 1.300 | 19.979 |
| Salaires | 30.707 | 1.000 | 500 | 1.050 | 1.380 | 2.100 | 36.737 |
| Cotisations sociales | 71 | 50 | | 50 | 65 | | 236 |
| Prestations sociales | 2.150 | | 1.800 | | | | 3.950 |
| Intérêts et Dividendes | 2.200 | | | | | | 2.200 |
| Transferts assistance | 3.800 | | | | | | 3.809 |
| Transferts subventions | 5.096 | | | | | | 5.096 |
| Transferts subventions entre Administrations ... (1) | 3.792 | | | | | | 3.792 |
| Coopération Internationale | 1.580 | | | | 28 | | 1.608 |
| Dépenses et Recettes extérieures | 1.839 | | | | | | 1.839 |
| Epargne | 39.593 | 250 | 1.050 | 120 | 64 | 200 | 41.277 |
| TOTAL | 106.596 | 3.050 | 3.600 | 1.820 | 1.848 | 3.600 | 120.514 |

(1) y compris 120 millions de subventions à l'université.

## COMPTE D'AFFECTATION DE L'ETAT 1970

Tableau N° 37

en millions de F. CFA

| RESSOURCES | Budget général | B.S.I.E. | C.A.A. | Université | FAC.FED AID-PNUD | C.S.S.P.P.A. | OSHE | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et dividendes | | 100 | 600 | | | 800 | | 1.500 |
| Impôts directs | 6.200 | 2.000 | | | | | 400 | 8.600 |
| Impôts indirects | 51.300 | 13.250 | 8.300 | | | | 850 | 73.700 |
| Transferts subventions | | | | 120 | | 13.000 | | 13.120 |
| Coopération internationale | 2.700 | | | 1.168 | 4.100 | | | 7.968 |
| Recettes diverses | 1.700 | | | 8 | | | | 1.708 |
| TOTAL | 61.900 | 15.350 | 8.900 | 1.296 | 4.100 | 13.800 | 1.250 | 106.596 |
| EMPLOIS | | | | | | | | |
| Consommation | 14.960 | 200 | 18 | 350 | | 237 | 3 | 15.768 |
| Salaires | 29.440 | | 40 | 680 | 200 | 345 | 2 | 30.707 |
| Cotisations prestations sociales | 2.200 | | | 4 | | 17 | | 2.221 |
| Intérêts et dividendes | | | 2.200 | | | | | 2.200 |
| Transferts assistance | 3.800 | | | | | | | 3.800 |
| Transferts subventions | 2.019 | 1.077 | | | | 2.000 | | 5.096 |
| Transferts entre administrations | 3.327 | 440 | | | | 25 | | 3.792 |
| Coopération internationale | 1.000 | | | | | 580 | | 1.580 |
| Dépenses et recettes extérieures | 1.750 | | | | | 89 | | 1.839 |
| Epargne | 3.404 | 13.633 | 6.642 | 262 | 3.900 | 10.507 | 1.245 | 39.593 |
| TOTAL | 61.900 | 15.350 | 8.900 | 1.296 | 4.100 | 13.800 | 1.250 | 106.596 |

## COMPTE D'AFFECTATION DE L'ETAT 1975

Tableau N° 40

en millions de F. CFA

| RESSOURCES | Budget Général | B.S.I.E. | C.A.A. | Université | FAC. FED AID-PNUD | C.S.S.P.P.A. | OSHE | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et dividendes | | 300 | 850 | | | 1.100 | | 2.250 |
| Impôts directs | 10.300 | 3.200 | | | | | 500 | 14.000 |
| Impôts indirects | 72.000 | 18.500 | 11.100 | | | | 1.200 | 102.800 |
| Transferts | | | | 600 | | 17.000 | | 17.600 |
| Coopération internationale | 2.400 | 450 | | 1.300 | 4.100 | | | 8.250 |
| Recettes diverses | 2.000 | | | 15 | | | | 2.015 |
| TOTAL | 86.700 | 22.450 | 11.950 | 1.915 | 4.100 | 18.100 | 1.700 | 146.915 |
| EMPLOIS | | | | | | | | |
| Consommation | 21.100 | 250 | 20 | 590 | | 340 | 4 | 22.304 |
| Salaires | 44.400 | | 45 | 1.000 | 200 | 450 | 3 | 46.098 |
| Cotisations prestations sociales | 3.000 | | | 10 | | 22 | | 3.032 |
| Intérêts et dividendes | | | 3.400 | | | | | 3.400 |
| Transferts assistance | 6.000 | | | | | | | 6.000 |
| Transferts subventions | 2.100 | 2.752 | | | | 2.000 | | 6.852 |
| Transferts entre administrations | 4.300 | 450 | | | | 32 | | 4.782 |
| Coopération internationale | 1.080 | | | | | 600 | | 1.680 |
| Dépenses et recettes extérieures | 2.000 | | | | | 100 | | 2.100 |
| Epargne | 2.720 | 18.998 | 8.485 | 315 | 3.900 | 14.556 | 1.695 | 50.667 |
| TOTAL | 86.700 | 22.450 | 11.950 | 1.915 | 4.100 | 18.100 | 1.700 | 146.915 |

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1975

Tableau N°41

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPFRATCI | Instituts de Recherches | Administrations Privées | Administrations Etrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RESSOURCES | | | | | | | |
| Cotisations sociales | | | 5.200 | | | | 5.200 |
| Intérêts et dividendes | 2.250 | | 150 | | | | 2.400 |
| Impôts directs | 14.000 | 400 | | | | | 14.400 |
| Impôts indirects | 102.800 | 1.500 | | | | | 104.300 |
| Transferts-subventions | 17.000 | | | | 35 | | 17.035 |
| Transferts- subventions entre Administrations | 600 | 1.700 | | 1.250 | 1.232 | | 4.782 |
| Coopération Internationale | | | | | | | |
| a)FAC-FED-USAID-PNUD | 4.320 | | | | | | 4.320 |
| b)Assistance technique | 3.200 | | | | | | 3.200 |
| c)Divers | 730 | | | 895 | | | 1.625 |
| Dépenses et Recettes Extérieures | | | | | | 4.000 | 4.000 |
| Opérations diverses de Répartition | | | | | | | |
| a) Ménages à Enseignement privé et Université | 15 | | | | 1.200 | | 1.215 |
| b) Autres recettes des Communes | | 300 | | | | | 300 |
| c) Recettes diverses | 2.000 | | | | | | 2.000 |
| TOTAL | 146.915 | 3.900 | 5.350 | 2.145 | 2.467 | 4.000 | 164.777 |

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1975

Tableau N° 42

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPFRATCI | Instituts de Recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EMPLOIS | | | | | | | |
| Consommation | 22.304 | 2.200 | 300 | 700 | 376 | 1.500 | 27.380 |
| Salaires | 46.098 | 1.350 | 700 | 1.250 | 1.900 | 2.350 | 53.648 |
| Cotisations Sociales | 102 | 75 | 40 | 60 | 91 | | 368 |
| Prestations Sociales | 2.930 | | 3.200 | | | | 6.130 |
| Intérêts et Dividendes | 3.400 | | | | | | 3.400 |
| Transferts-Assistance | 6.000 | | | | | | 6.000 |
| Transferts-Subventions | 6.852 | | | | | | 6.852 |
| Transferts-Subventions entre Administrations (1) | 4.782 | | | | | | 4.782 |
| Coopération Internationale | 1.680 | | | | 35 | | 1.715 |
| Dépenses et Recettes extérieures | 2.100 | | | | | | 2.100 |
| Epargne | 50.667 | 275 | 1.110 | 135 | 65 | 150 | 52.402 |
| TOTAL | 146,915 | 3.900 | 5.350 | 2.145 | 2.467 | 4.000 | 164.777 |

(1) y compris 600 millions de subvention à l'Université.

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1980

Tableau N° 44

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPFRATCI | Instituts de Recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **RESSOURCES** | | | | | | | |
| Cotisations sociales | | | 7.800 | | | | 7.800 |
| Intérêts et Dividendes | 3.500 | | 200 | | | | 3.700 |
| Impôts directs | 22.000 | 600 | | | | | 22.600 |
| Impôts indirects | 149.500 | 2.200 | | | | | 151.700 |
| Transferts-Subventions | 23.000 | | | | 48 | | 23.048 |
| Transferts-subventions entre Administrations | 1.400 | 2.000 | | 1.450 | 1.242 | | 6.092 |
| Coopération Internationale | | | | | | | |
| a) FAC-FED-USAID-PNUD | | | | | | | - |
| b) Assistance Technique | 3.000 | | | | | | 3.000 |
| c) Divers | 500 | | | 970 | | | 1.470 |
| Dépenses et Recettes extérieures | | | | | | 4.300 | 4.300 |
| Opérations diverses de répartition | | | | | | | |
| a) Ménages à Enseignement privé et Université | 25 | | | | 1.900 | | 1.925 |
| b) Autres recettes des Communes | | 300 | | | | | 300 |
| c) Recettes diverses | 2.400 | | | | | | 2.400 |
| TOTAL | 205.325 | 5.100 | 8.000 | 2.420 | 3.190 | 4.300 | 228.335 |

## ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION - 1980

Tableau N° 45

en millions de F. CFA

| | Etat | Communes | CCPFRATCI | Instituts de Recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **EMPLOIS** | | | | | | | |
| Consommation | 30.190 | 2.900 | 400 | 800 | 450 | 1.600 | 36.340 |
| Salaires | 69.195 | 1.800 | 1.000 | 1.400 | 2.500 | 2.400 | 78.505 |
| Cotisations sociales | 90 | 80 | 50 | 70 | 140 | | 430 |
| Prestations sociales | 1.225 | | 5.500 | | | | 9.725 |
| Intérêts et Dividendes | 4.500 | | | | | | 4.500 |
| Transferts assistance | 10.000 | | | | | | 10.000 |
| Transferts subventions | 7.455 | | | | | | 7.455 |
| Transferts subventions entre administrations (1) | 6.092 | | | | | | 6.092 |
| Coopération Internationale | 1.805 | | | | 45 | | 1.850 |
| Dépenses et Recettes extérieures | 2.520 | | | | | | 2.520 |
| Epargne | 69.043 | 320 | 1.050 | 150 | 55 | 300 | 70.918 |
| TOTAL | 205.325 | 5.100 | 8.000 | 2.420 | 3.190 | 4.300 | 228.335 |

(1) Y compris 1.400 à l'Université.

## COMPTE D'AFFECTATION DE L'ETAT 1980

Tableau N° 43 — en millions de F. CFA

| RESSOURCES | Budget Général | B.S.I.E. | C.A.A. | Université | FAC-FED PNUD-AID | CSSPPA | OSHE | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et dividendes | | 800 | 1.200 | | | 1.500 | | 3.500 |
| Impôts directs | 16.300 | 5.100 | | | | | 600 | 22.000 |
| Impôts indirects | 106.200 | 26.900 | 15.000 | | | | 1.400 | 149.500 |
| Transferts subventions | | | | 1.400 | | 23.000 | | 24.400 |
| Coopération internationale | 2.200 | 450 | | 850 | | | | 3.500 |
| Recettes diverses | 2.400 | | | 25 | | | | 2.425 |
| TOTAL | 127.100 | 33.250 | 16.200 | 2.275 | | 24.500 | 2.000 | 205.325 |
| EMPLOIS | | | | | | | | |
| Consommation | 28.600 | 300 | 25 | 810 | | 450 | 5 | 30.190 |
| Salaires | 67.300 | | 50 | 1.400 | | 650 | 5 | 69.405 |
| Cotisations prestations sociales | 4.300 | | | 15 | | | | 4.315 |
| Intérêts et dividendes | | | 4.500 | | | | | 4.500 |
| Transferts assistance | 10.000 | | | | | | | 10.000 |
| Transferts subventions | 2.050 | 3.405 | | | | 2.000 | | 7.455 |
| Transferts entre administrations | 5.600 | 450 | | | | 42 | | 6.092 |
| Coopération internationale | 1.175 | | | | | 630 | | 1.805 |
| Dépenses et recettes extérieures | 2.400 | | | | | 120 | | 2.520 |
| Epargne | 5.675 | 29.095 | 11.625 | 50 | | 20.608 | 1.990 | 69.043 |
| TOTAL | 127.100 | 33.250 | 16.200 | 2.275 | | 24.500 | 2.000 | 205.325 |

## COMPTE DE CAPITAL DES ADMINISTRATIONS AUTRES QUE L'ETAT

Tableau N° 46 — (milliards de F CFA)

| | Communes | CCPFRATCI | Instituts de recherche | Administrations privées | Administrations étrangères | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1970 | | | | | | |
| Epargne | 0,2 | 1,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 1,7 |
| Investissement | 0,2 | - | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,6 |
| Solde | - | + 1,1 | - | - | - | + 1,1 |
| 1975 | | | | | | |
| Epargne | 0,3 | 1,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 1,7 |
| Investissement | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,8 |
| Solde | - 0,1 | + 1,0 | - | - | - | + 0,9 |
| 1980 | | | | | | |
| Epargne | 0,3 | 1,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 1,9 |
| Investissement | 0,5 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 1,1 |
| Solde | - 0,2 | + 1,0 | - | - | - | + 0,8 |

## B. - Le compte des ménages

On a déjà indiqué dans le chapitre I les grandes lignes de l'évolution des ressources des ménages en ce qui concerne les salaires versés par les entreprises, les administrations, les institutions financières ou les ménages eux-mêmes et les revenus des entrepreneurs individuels.

Le tableau n° 47 ci-après retrace l'évolution de l'ensemble des ressources des ménages en les ventilant entre ménages africains et ménages non africains et, à l'intérieur des ménages africains, entre ménages urbains et ménages ruraux.

Globalement les ressources des ménages feront un peu plus que doubler pendant la période passant de 274,1 milliards en 1970 à 387,4 milliards en 1975 et à 557, 5 milliards en 1980 soit de 1970 à 1980 un taux de croissance annuel moyen de 7,4 %.

De ces ressources, ce sont celles des ménages africains qui croîtront le plus, passant de 225,8 milliards en 1970 à 323,8 milliards en 1975 et à 474,5 milliards en 1980, soit de 1970 à 1980 un taux de croissance annuel moyen de 7,7 %. Les ressources des ménages non africains passeront de leur côté de 48,3 milliards en 1970 à 63,6 milliards en 1975 et à 83 milliards en 1980, soit, sur la période, un taux de croissance annuel moyen de 5,6 %. Enfin, à l'intérieur de la catégorie des ménages africains, ce sont les ressources de ménages urbains qui connaîtront globalement la croissance la plus forte

RESSOURCES DES MENAGES

Tableau N° 47

(en milliards de F. CFA)

| | 1970 | | | | | 1975 | | | | | 1980 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non Africains | Africains | | | TOTAL | Non Africains | Africains | | | TOTAL | Non Africains | Africains | | | TOTAL |
| | | Urbains | Ruraux | Total Africains | | | Urbains | Ruraux | Total Africains | | | Urbains | Ruraux | Total Africains | |
| Salaires versés par : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - les entreprises | 28,9 | 31,5 | 14,8 | 46,3 | 75,2 | 36,4 | 61,0 | 17,9 | 78,9 | 115,3 | 45,8 | 110,7 | 24,2 | 134,9 | 180,7 |
| - les institutions financières | 0,8 | 0,7 | | 0,7 | 1,5 | 1,0 | 1,0 | | 1,0 | 2,0 | 1,3 | 1,3 | | 1,3 | 2,6 |
| - les ménages | | 2,0 | | 2,0 | 2,0 | | 2,5 | | 2,5 | 2,5 | | 3,0 | | 3,0 | 3,0 |
| - les administrations | 5,7 | 31,1 | | 31,1 | 36,8 | 7,2 | 46,5 | | 46,5 | 53,7 | 5,2 | 73,3 | | 73,3 | 78,5 |
| TOTAL Salaires | 35,4 | 65,3 | 14,8 | 80,1 | 115,5 | 44,6 | 111,0 | 17,9 | 128,9 | 173,5 | 52,3 | 188,3 | 24,2 | 212,5 | 264,8 |
| Transferts versés par les administrations et l'extérieur | | 4,3 | 1,5 | 5,8 | 5,8 | | 6,3 | 1,7 | 8,0 | 8,0 | | 10,2 | 1,8 | 12,0 | 12,0 |
| Prestations sociales | | 3,9 | | 3,9 | 3,9 | | 6,1 | | 6,1 | 6,1 | | 9,7 | | 9,7 | 9,7 |
| Intérêts - dividendes | 0,3 | | | | 0,3 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,7 | 0,4 | 1,0 | 0,3 | 1,3 | 1,7 |
| Tourisme | 1,0 | | | | 1,0 | 3,5 | | | | 3,5 | 10,0 | | | | 10,0 |
| Dépenses étrangers africains | | 5,0 | | 5,0 | 5,0 | | 4,5 | | 4,5 | 4,5 | | 2,0 | | 2,0 | 2,0 |
| Bourses et stages | | 0,4 | | 0,4 | 0,4 | | 0,4 | | 0,4 | 0,4 | | 0,4 | | 0,4 | 0,4 |
| Revenus des entrepreneurs individuels | 11,6 | 48,7 | 81,9 | 130,6 | 142,2 | 15,1 | 71,5 | 104,1 | 175,6 | 190,7 | 20,3 | 101,7 | 134,9 | 236,6 | 256,9 |
| TOTAL Ressources | 48,3 | 127,6 | 98,2 | 225,8 | 274,1 | 63,6 | 200,0 | 123,8 | 323,8 | 387,4 | 83,0 | 313,3 | 161,2 | 474,5 | 557,5 |

puisqu'elles passeront de 127,6 milliards en 1970 à 200 milliards en 1975 et à 313,3 milliards en 1980, soit un taux de croissance annuel moyen de 9,4 %. Les ressources des ménages ruraux passeront de 98,2 milliards en 1970 à 123,8 milliards en 1975 et à 161,2 milliards en1980, soit un taux de croissance annuel moyen de 5,1 %.

Si l'on considère maintenant les différentes catégories de ressources, on constate que la part des salaires dans les ressources globales passe de 42,1 % en 1970 à 47,5 % en 1980, tandis que celle des revenus des entrepreneurs individuels passe de 51,9% en 1970 à 46,1 % en 1980. Les parts relatives des autres catégories de ressources ne subissent pas de modifications notables. Ce double phénomène manifeste la salarisation croissante et la modernisation des structures économiques du pays.

Enfin, qu'il s'agisse des salaires ou du revenu des entrepreneurs individuels, les ressources des ménages africains croissent beaucoup plus que celles des ménages non africains. C'est ainsi que les salaires des ménages africains passent de 80,1 milliards en 1970 à 212,5 milliards en 1980, soit un taux de croissance annuel moyen de 10,2 % tandis que ceux des ménages non africains passent de 35,4 milliards en 1970 à 52,3 milliards en 1980, soit un accroissement annuel moyen de 4 %. Quant aux revenus des entrepreneurs individuels, ceux des ménages africains passent sur la période de 130,6 milliards à 236,6 milliards, soit un taux de 6,7 %, tandis que ceux des ménages non africains passent de 11,6 à 20,3 milliards soit un accroissement de 5,8 % l'an. Cette évolution traduit la part croissante prise par les Africains dans la production et les revenus.

Le tableau n° 48 présente les dépenses des ménanages par catégorie de dépenses et par catégorie de ménages. C'est la consommation qui occupe de loin la place la plus importante parmi les dépenses. Elle croîtra au cours de la période à un taux annuel moyen de 7,6 %.

La formation brute du capital fixe des ménages, c'est-à-dire leurs investissements dans le logement, est quasi exclusivement le fait des ménages africains. Elle croîtra à un taux de 9,2 %, passant ainsi de 10 milliards en 1970 à 24 milliards en 1980.

Les transferts des ménages étrangers (tableau n° 49) correspondent aux rapatriements d'économies et aux dépenses effectuées à l'occasion des congés. Ils ont été évalués à partir de la masse salariale des travailleurs étrangers (européens et africains), et compte tenu des transferts observés au niveau de la balance des paiements. Globalement ces transferts croîtront de 3,2 % par an de 1970 à 1980.

Enfin, malgré la forte croissance des investissements en logement, les ménages disposeront tout au long de la période d'une capacité de financement qui passera de 2 milliards en 1970 à 2,2 milliards en croîtront de 3.2 % par an de 1970 à 1980.

DEPENSES DES MENAGES

Tableau N° 48 — Milliards de F CFA

| | 1970 | | | | | 1975 | | | | | 1980 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non Africains | Africains | | | TOTAL | Non Africains | Africains | | | TOTAL | Non Africains | Africains | | | TOTAL |
| | | Urbains | Ruraux | Total africains | | | Urbains | Ruraux | Total africains | | | Urbains | Ruraux | Total africains | |
| Consommation finale | 26.0 | 117.0 | 87.4 | 204.4 | 230.4 | 38.0 | 184.0 | 108.0 | 292.0 | 330.0 | 53.6 | 288.6 | 138.8 | 427.4 | 481.0 |
| Salaires | 1.6 | 0.4 | | 0.4 | 2.0 | 1.8 | 0.7 | | 0.7 | 2.5 | 2.0 | 1.0 | | 1.0 | 3.0 |
| Cotisations sociales | 0.4 | 0.1 | | 0.1 | 0.5 | 0.6 | 0.1 | | 0.1 | 0.7 | 0.7 | 0.2 | | 0.2 | 0.9 |
| Intérêts | 0,1 | 0.2 | | 0.2 | 0.3 | 0.1 | 0.4 | | 0.4 | 0.5 | 0.1 | 0.6 | | 0.6 | 0.7 |
| Impôts directs | 1.4 | 0.7 | | 0.7 | 2.1 | 1.8 | 1.1 | | 1.1 | 2.9 | 2.8 | 2.7 | | 2.7 | 5.5 |
| Assurances | 0.4 | 0.2 | | 0.2 | 0.6 | 0.6 | 0.3 | | 0.3 | 0.9 | 0.7 | 0.7 | | 0.7 | 1.4 |
| Dépenses extérieures | 11.0 | 1.0 | 5.5 | 6.5 | 17.5 | 13.0 | 1.0 | 6.5 | 7.6 | 20.5 | 15.0 | 1.0 | 8.0 | 9.0 | 24.0 |
| Opérations div. de répartition | 0.3 | | 0.4 | 0.4 | 0.7 | 0.5 | 0.1 | 0.6 | 0.7 | 1.2 | 0.8 | 0.1 | 1.0 | 1.1 | 1.9 |
| FBCF ménages | | 5.4 | 4.6 | 10.0 | 10.0 | | 8.1 | 7.9 | 16.0 | 16.0 | | 12.2 | 11.8 | 24.0 | 24.0 |
| FBCF entrep. individuels | 6.8 | 1.0 | 0.2 | 1.2 | 8.0 | 6.8 | 2.6 | 0.6 | 3.2 | 10.0 | 6.8 | 4.0 | 1.2 | 5.2 | 12.0 |
| Capacité de financement | 0.3 | 1.6 | 0.1 | 1.7 | 2.0 | 0.4 | -4.6 | 0.2 | 1.8 | 2.2 | 0.5 | [illegible] | 0.4 | 2.6 | 3.1 |
| TOTAL | 48.3 | 127.6 | 98.2 | 225.8 | 274.1 | 63.6 | 200.0 | 123.8 | 323.8 | 387.4 | 83.0 | 313.3 | 161.2 | 474.5 | 557.5 |

## C. - Le compte des entreprises

Globalement, les *ressources* des entreprises passeront de 359,3 milliards en 1970 à 520,2 milliards en 1975 et 765,6 milliards en 1980, soit de 1970 à 1980 un taux de croissance annuel moyen de 7,9 %.

Ces ressources sont principalement constituées par la valeur ajoutée créée par les entreprises. S'y ajoutent les subventions d'exploitation de l'Etat, principalement à l'agriculture et aux transports, qui augmenteront de 47 % en dix ans.

En ce qui concerne les *dépenses*, le poste le plus important est constitué par les salaires qui ont été évalués directement à partir des comptes d'exploitation des entreprises.

Quant aux intérêts et dividendes versés ou perçus par les différents agents économiques, ils sont présentés de manière synthétique dans le tableau n° 50 ci-après. Les intérêts ont été calculés à partir des encours de prêts à moyen et long termes, estimés par ailleurs dans ce chapitre, et en fonction de l'évolution prévisible du volume du crédit à court terme.

Les dividendes ont été évalués en fonction des participations cumulées de l'Etat et des ménages sur la base respectivement d'un rendement moyen de 3 % pour les participations de l'Etat et de 5 % pour les participations des ménages. Pour les dividendes versés à l'extérieur, on les a fait croître comme les immobilisations nettes des entreprises privées, à partir des chiffres enregistrés dans le passé par la balance des paiements.

Les autres postes de dépenses sont constitués par les impôts directs et indirects et autres redevances versées à l'Etat, et par les assurances.

DEPENSES ET RECETTES EXTERIEURES

TRANSFERTS DES MENAGES

Tableau N° 49 — (en milliards de francs CFA)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| EMPLOIS | | | | |
| Européens | 7.3 | 11.0 | 13.0 | 15.0 |
| Africains | 5.9 | 5.5 | 6.5 | 8.0 |
| Bourses et Stages | 0.5 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| TOTAL Emplois | 13,7 | 17.5 | 20.5 | 24.0 |
| RESSOURCES | | | | |
| Transferts autres | | | | |
| Africains vers C.I. | | 5.0 | 4.5 | 2.0 |
| Touristes | | 1.0 | 3.5 | 10,0 |
| Bourses et Stages | | 0.4 | 0.4 | 0,4 |
| TOTAL Ressources | | 6.4 | 8.4 | 12.4 |

Le revenu brut des entreprises, y compris celui des entreprises individuelles, passera de 184,1 milliards en 1970 à 266,8 milliards en 1975 et à 387,4 milliards en 1980. Il sera ainsi multiplié par 2,1,

INTERETS ET DIVIDENDES

Tableau N° 50 (en milliards de F CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Intérêts versés par les entreprises | 6.1 | 7.8 | 9,7 |
| - aux administrations | 0.3 | 0.4 | 0.5 |
| - aux institutions financières | 5.5 | 7.1 | 8.9 |
| - à l'extérieur | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Dividendes versés par les entreprises | 8.5 | 14.9 | 24.7 |
| - à l'Etat | 0.1 | 0.3 | 0.8 |
| - aux ménages | 0.3 | 0.4 | 0.9 |
| - à l'extérieur | 8.1 | 14.2 | 23.0 |
| Intérêts versés par les ménages | | | |
| - aux institutions financières | 0.3 | 0.5 | 0.7 |
| Intérêts versés par les administrations | 2.2 | 3.4 | 4.5 |
| - aux ménages | - | 0.3 | 0.8 |
| - à l'extérieur | 2.2 | 3.1 | 3.7 |
| Intérêts versés par les institutions financières | 1.7 | 2.3 | 3.1 |
| - aux entreprises | 0.7 | 0.9 | 1.1 |
| - aux administrations | 1.0 | 1.4 | 2.0 |
| Intérêts versés par l'extérieur | 0.4 | 0.7 | 1.0 |
| - aux administrations | 0.2 | 0.3 | 0.4 |
| - aux institutions financières | 0.2 | 0.4 | 0.6 |

soit un taux de croissance annuel de 7,7 % tout au long de la période. Les entreprises individuelles qui représentaient 86 % du total en 1965 et 77 % en 1970, n'en représenteront plus que 66 % en 1980. Comme on l'a déjà souligné, cette réduction de la part relative des entreprises individuelles (au nombre desquelles figure la quasi-totalité des entreprises agricoles) traduit la place croissante prise dans l'économie ivoirienne par les entreprises industrielles.

Compte tenu des transferts d'intérêts et de dividendes, l'épargne des entreprises sera, tout au long de la période, inférieure au montant des investissements qu'elles auront à financer. Leur besoin de financement passera ainsi de 8,1 milliards en 1970 à 6.1 milliards en 1975 et à 3,1 milliards en 1980 ; il sera couvert par des apports de capitaux en provenance de l'extérieur, par les prises de participation de l'Etat et des ménages et par les concours à moyen et long termes des institutions financières. Nous en examinerons le processus dans le paragraphe consacré à l'équilibre financier de la période.

### D. - Le compte des institutions financières

Les institutions financières comprennent les banques et les organismes financiers spécialisés : Crédit de la Côte-d'Ivoire, Caisse Autonome d'Amortissement (gestion des dépôts), etc. Les compagnies d'assurances, en comptabilité nationale ivoirienne, sont considérées comme étrangères et figurent donc dans le compte de l'extérieur.

Les ressources des institutions financières figurant dans leur compte d'affectation comprennent les intérêts des prêts consentis aux entreprises et ménages.

Le volume de ces prêts est appelé à croître fortement au cours de la période, en particulier pour la construction de logements sociaux par les ménages. Toutefois, les recettes des institutions financières augmenteront moins vite que leurs dépenses, en raison des conditions avantageuses retenues pour les prêts au logement (5 %, 15 ans). Ce manque à gagner sera compensé par des bonifications d'intérêts (subventions) qui apparaitront dans les comptes financiers.

### E. - Le compte de l'extérieur

Le compte de l'extérieur est caractérisé, tout au long de la période, par un excédent commercial important qui passe de 24,7 milliards en 1970 à 35,5 milliards en 1975 et à 64,5 milliards en 1980. (soit un taux de croissance moyen de plus de 10 % par an), représentant 18,9 % du montant des exportations en 1970, 19,4 % en 1975 et 21,8 % en 1980.

Cet excédent, auquel viendront s'ajouter les dépenses des administrations étrangères en Côte-d'Ivoire, l'aide extérieure et les dépenses d'assistance technique, a pour contrepartie les transferts des ménages et des entreprises. Il constitue, en outre, une marge de sécurité appréciable en cas de baisse conjoncturelle des cours des produits agricoles exportés ou de hausse des prix des biens et services importés.

Au total, malgré les transferts croissants des entreprises et des ménages, le solde comptable du compe de l'extérieur qui enregistrait un besoin global de financement extérieur de l'économie ivoirienne de 10,5 milliards en 1965, fait apparaître dès 1970 un excédent des ressources intérieures de 11,4 milliards en 1970, 13,3 milliards en 1975, 26,4 milliards en 1980.

Ainsi les tableaux économiques d'ensemble, établis pour les années 1970, 1975 et 1980, permettent de vérifier que les opérations de répartition prévues devraient donner aux agents économiques les moyens d'atteindre les objectifs retenus en matière d'opérations sur biens et services. En particulier, les soldes comptables dégagés montrent que la Côte-d'Ivoire a atteint, dès 1970, le seuil d'autofinancement global de sa croissance, et que cette situation devrait se confirmer en 1975 et 1980.

L'économie ivoirienne aura donc conquis, au cours de la décennie 1970-1980, son autonomie financière. Néanmoins cette autonomie globale a un caractère *théorique* car, comme nous allons le voir dans le paragraphe consacré à l'équilibre financier de la période, la structure des capacités et des besoins de financement des entreprises entrainera des transferts de liquidités qui exigeront, en contrepartie, des flux supplémentaires de capitaux extérieurs. L'équilibre financier du pays ne devrait cependant pas en souffrir, dans la mesure où la croissance économique se poursuivra à un rythme suffisant pour induire ces apports de capitaux nouveaux.

# TABLEAU ECONOMIQUE

E = Emplois
R = Ressources

| | 1. Entreprises non financières | | | | | | 2. Ma | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exploitation | | Affectation | | Capital | | Affectation | |
| | E | R | E | R | E | R | E | R |
| OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | | | | | | | |
| 6a Production Intérieure brute | | 354.2 | | | | | 230.4 | |
| 6b Consommation finale | | | | | 50.0 | | | 10.0 |
| 6c Formation brute de capital fixe | | | | | 2.0 | | | |
| 6d Variation de stocks | | | | | | | | |
| 6e Exportations | | | | | | | | |
| 6f Utilisations de services | | | | | | | | |
| 6g Importations | | | | | | | | |
| TOTAL 6. - OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | 354.2 | | | 52.0 | | 230.4 | |
| OPERATIONS DE REPARTITION | | | | | | | | |
| 701 Salaires | 75.2 | | | | | | 2.0 | 115 |
| 702 Cotisations sociales | 3.5 | | | | | | 0.5 | |
| 71 Prestations sociales | | | | | | | | 3.9 |
| 72 Intérêts et dividendes | 6.1 | | 8.5 | 0.7 | | | 0.3 | 0.1 |
| 731 Impôts directs | | | 6.7 | | | | 2.1 | |
| 732 Impôts indirects | 73.9 | | | | | | | 5.1 |
| 74 Transferts entre agents (subventions) | 13.0 | 5.1 | | | | | 0.6 | |
| 75 Assurances | 1.5 | | | | | | 17.5 | 6.4 |
| 76 Dépenses et recettes extérieures | | | | | | | 0.7 | |
| 77 Opérations diverses de répartition | 2.0 | | | | | | | 142.3 |
| 78 Revenu brut des entrepreneurs indiv. | | | 142.2 | | | | | |
| 791 Financement de la formation de capital par les entrepreneurs individuels | | | | | | 8.0 | | |
| 792 Financement par l'Etat de la F.B.C.F. des entreprises publiques | | | | | | 8.5 | | |
| TOTAL 7. - OPERATIONS DE REPARTITION | 175.2 | 5.1 | 157.4 | 0.7 | | 16.5 | 23.7 | 274 |
| SOLDES COMPTABLES | | | | | | | | |
| 8e Revenu brut d'Exploitation | 184.1 | | | 184.1 | | | | |
| 8a Epargne brute | | | 27.4 | | | 27.4 | 20.0 | |
| 8c Capacité de financement | | | | | | | | |
| 8c' Besoin de financement | | | | | | 8.1 | | |
| TOTAL GENERAL | 359.3 | 359.3 | 184.8 | 184.8 | 52.0 | 52.0 | 274.1 | 274 |

D'ENSEMBLE

ANNEE : 1970

MILLIARDS de F CFA

| apital | | 3. Administrations | | | | 4. Institutions financières | | | | 5. Etranger | | TOTAL | | Numéro de Code |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Affectation | | Capital | | Affectation | | Capital | | | | | | |
| | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | |
| | | | | | | | | | | | | | 354,2 | 6a |
| | | 20.0 | | | | 1.1 | | | | | | 251.5 | | 6b |
| | | | | 16.0 | | | | | | | | 76.0 | | 6c |
| | | | | | | | | | | | | 2,0 | | 6d |
| | | | | | | | | | | 125,2 | | 125,2 | | 6e |
| | | | | | | | | | | 5.9 | 6,2 | 5,9 | 6,2 | 6f |
| | | | | | | | | | | | 100,2 | | 100,2 | 6g |
| | | 20.0 | | 16.0 | | 1.1 | | | | 131.1 | 106.4 | 460.6 | 460.6 | 6 |
| | | 36.8 | | | | 1.5 | | | | | | 115.5 | 115,5 | 701 |
| | | 0.2 | 3.5 | | | 0.1 | | | | | 0.8 | 4,3 | 4,3 | 702 |
| | | 3.9 | | | | | | | | | | 3,9 | 3,9 | 71 |
| | | 2.2 | 1.6 | | | 1.7 | 6.0 | | | 0.4 | 10.6 | 19,2 | 19,2 | 72 |
| | | | 8.9 | | | 0.1 | | | | | | 8,9 | 8,9 | 731 |
| | | | 74.7 | | | 0.8 | | | | | | 74,7 | 74,7 | 732 |
| | | 14.3 | 25.6 | | | | | | | 10,8 | 1,6 | 38,1 | 38,1 | 74 |
| | | | | | | | | | | | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 75 |
| | | 1.8 | 3.6 | | | | | | | 10.0 | 19,3 | 29,3 | 29,3 | 76 |
| | | | 2.6 | | | | | | | | 0,1 | 2,7 | 2,7 | 77 |
| | | | | | | | | | | | | 142,2 | 142,2 | 78 |
| | | | | | | | | | | | | 8,0 | 8,0 | 791 |
| | | | | 8.5 | | | | | | | | 8,5 | 8,5 | 792 |
| | | 59,2 | 120.5 | 8.5 | | 4,2 | 6,0 | | | 21,2 | 34,5 | 457,4 | 457,4 | 7 |
| | | | | | | | | | | | | 184,1 | 184,1 | 8e |
| 20,0 | | 41.3 | | | 41.3 | 0,7 | | | 0.7 | | | 89,4 | 89,4 | 8a |
| | | | | 16.8 | | | | 0.7 | | | | 19,5 | - | 8c |
| | | | | | | | | | | | 11,4 | - | 19,5 | 8c' |
| 20,0 | | 120,5 | 120,5 | 41,3 | 41,3 | 6,0 | 6,0 | 0,7 | 0,7 | 152,3 | 152,3 | 1.211,0 | 1.211,0 | 8 |

E = Emplois
R = Ressources

# TABLEAU ECONOMIQUE

| | 1. Entreprises non financières | | | | | | 2. M | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exploitation | | Affectation | | Capital | | Affectation | |
| | E | R | E | R | E | R | E | R |
| OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | | | | | | | |
| 6a Production Intérieure brute | | 513,3 | | | | | | |
| 6b Consommation finale | | | | | | | 330,0 | |
| 6c Formation brute de capital fixe | | | | | 75,4 | | | |
| 6d Variation de stocks | | | | | 3,5 | | | |
| 6e Exportations | | | | | | | | |
| 6f Utilisations de services | | | | | | | | |
| 6g Importations | | | | | | | | |
| TOTAL 6. - OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | 513,3 | | | 78,9 | | 330,0 | |
| OPERATIONS DE REPARTITION | | | | | | | | |
| 701 Salaires | 115,3 | | | | | | 2,5 | 173,3 |
| 702 Cotisations sociales | 5,0 | | | | | | 0,7 | |
| 71 Prestations sociales | | | | | | | | 6,1 |
| 72 Intérêts et dividendes | 7,8 | | 14,9 | 0,9 | | | 0,5 | 0,7 |
| 731 Impôts directs | | | 11,3 | | | | 2,9 | |
| 732 Impôts indirects | 103,3 | | | | | | | |
| 74 Transferts entre agents (subventions) | 17,0 | 6,9 | | | | | | 8,4 |
| 75 Assurances | 2,5 | | | | | | 0,9 | |
| 76 Dépenses et recettes extérieures | | | | | | | 20,5 | 8,4 |
| 77 Opérations diverses de répartition | 2,5 | | | | | | 1,2 | |
| 78 Revenu brut des entrepreneurs indiv. | | | 190,7 | | | | | 190,7 |
| 791 Financement de la formation de capital par les entrepreneurs indiv. | | | | | | 10,0 | | |
| 792 Financement par l'Etat de la F.B.C.F. des entreprises publiques | | | | | | 12,0 | | |
| TOTAL 7. - OPERATIONS DE REPARTITION | 253,4 | 6,9 | 216,9 | 0,9 | | 22,0 | 29,2 | 387,4 |
| SOLDES COMPTABLES | | | | | | | | |
| 8e Revenu brut d'Exploitation | 266,8 | | | 266,8 | | | | |
| 8a Epargne brute | | | 50,8 | | | 50,8 | 28,2 | |
| 8c Capacité de financement | | | | | | | | |
| 8c' Besoin de financement | | | | | | 6,1 | | |
| TOTAL GENERAL | 520,2 | 520,2 | 267,7 | 267,7 | 78,9 | 78,9 | 387,4 | 387,4 |

D'ENSEMBLE

ANNEE : 1975

MILLIARDS de F. CFA

| ges | | 3. Administrations | | | | 4. Institutions financières | | | | 5. Etranger | | TOTAL | | Numero de Code |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Capital | | Affectation | | Capital | | Affectation | | Capital | | | | | | |
| E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | |
| | | | | | | | | | | | | | 513,3 | 6a |
| | | 27,4 | | | | 1,5 | | | | | | 358,9 | | 6b |
| 16,0 | | | | 24,0 | | | | | | | | 115,4 | | 6c |
| | | | | | | | | | | | | 3,5 | | 6d |
| | | | | | | | | | | 174,1 | | 174,1 | | 6e |
| | | | | | | | | | | 8,5 | 9,2 | 8,5 | 9,2 | 6f |
| | | | | | | | | | | | 137,9 | | 137,9 | 6g |
| 16,0 | | 27,4 | | 24,0 | | 1,5 | | | | 182,6 | 147,1 | 660,4 | 660,4 | 6 |
| | | 53,7 | | | | 2,0 | | | | | | 173,5 | 173,5 | 701 |
| | | 0,3 | 5,2 | | | 0,2 | | | | | 1,0 | 6,2 | 6,2 | 702 |
| | | 6,1 | | | | | | | | | | 6,1 | 6,1 | 71 |
| | | 3,4 | 2,4 | | | 2,3 | 8,0 | | | 0,7 | 17,6 | 29,6 | 29,6 | 72 |
| | | | 14,4 | | | 0,2 | | | | | | 14,4 | 14,4 | 731 |
| | | | 104,3 | | | 1,0 | | | | | | 104,3 | 104,3 | 732 |
| | | 19,4 | 31,0 | | | | | | | 11,2 | 1,7 | 47,6 | 47,6 | 74 |
| | | | | | | | | | | | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 75 |
| | | 2,1 | 4,0 | | | | | | | 12,4 | 22,6 | 35,0 | 35,0 | 76 |
| | | | 3,5 | | | | | | | | 0,2 | 3,7 | 3,7 | 77 |
| | | | | | | | | | | | | 190,7 | 190,7 | 78 |
| 0,0 | | | | | | | | | | | | 10,0 | 10,0 | 791 |
| | | | | 12,0 | | | | | | | | 12,0 | 12,0 | 792 |
| 0,0 | | 85,0 | 164,8 | 12,0 | | 5,7 | 8,0 | | | 24,3 | 46,5 | 636,5 | 636,5 | 7 |
| | | | | | | | | | | | | 266,8 | 266,8 | 8e |
| | 28,2 | 52,4 | | | 52,4 | 0,8 | | | 0,8 | | | 132,2 | 132,2 | 8a |
| 2,2 | | | | 16,4 | | | | 0,8 | | | | 19,4 | | 8c |
| | | | | | | | | | | | 13,3 | | 19,4 | 8c' |
| 2,2 | 28,2 | 164,8 | 164,8 | 52,4 | 52,4 | 8,0 | 8,0 | 0,8 | 0,8 | 206,9 | 206,9 | 1.715,3 | 1.715,3 | 8 |

E = Emplois
R = Ressources

# TABLEAU ECONOMIQUE

| | 1. Entreprises non financières | | | | | | 2 M | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exploitation | | Affectation | | Capital | | Affectation | |
| | E | R | E | R | E | R | E | R |
| OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | | | | | | | |
| 6a Production Intérieure brute | | 758.1 | | | | | | |
| 6b Consommation finale | | | | | | | 481.0 | |
| 6c Formation brute de capital fixe | | | | | 114.0 | | | |
| 6d Variation de stocks | | | | | 4.3 | | | |
| 6e Exportations | | | | | | | | |
| 6f Utilisations de services | | | | | | | | |
| 6g Importations | | | | | | | | |
| TOTAL 6. - OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES | | 758.1 | | | 118.3 | | 481.0 | |
| OPERATIONS DE REPARTITION | | | | | | | | |
| 701 Salaires | 180.7 | | | | | | 3.0 | 264 |
| 702 Cotisations sociales | 7.4 | | | | | | 0.9 | |
| 71 Prestations sociales | | | | | | | | 0 |
| 72 Intérêts et dividendes | 9.7 | | 24.7 | 1.1 | | | 0.7 | 1 |
| 731 Impôts directs | | | 16.7 | | | | 5.5 | |
| 732 Impôts indirects | 150.4 | | | | | | | |
| 74 Transferts entre agents (subventions) | 23.0 | 7.5 | | | | | | 12 |
| 75 Assurances | 4.0 | | | | | | 1.4 | |
| 76 Dépenses et recettes extérieures | | | | | | | 24.0 | 12 |
| 77 Opérations diverses de répartition | 3.0 | | | | | | 1.9 | |
| 78 Revenu brut des entrepreneurs indiv. | | | 256.9 | | | | | 256 |
| 791 Financement de la formation de capital par les entrepreneurs individuels | | | | | | 12.0 | | |
| 792 Financement par l'Etat de la F.B.C.F. des entreprises publiques | | | | | | 13.0 | | |
| TOTAL 7. - OPERATIONS DE REPARTITION | 378.2 | 7.5 | 298.3 | 1.1 | | 25.0 | 37.4 | 557 |
| SOLDES COMPTABLES | | | | | | | | |
| 8e Revenu brut d'Exploitation | 387.4 | | | 387.4 | | | | |
| 8a Epargne brute | | | 90.2 | | | 90.2 | 39.1 | |
| 8c Capacité de financement | | | | | | | | |
| 8c' Besoin de financement | | | | | | 3.1 | | |
| TOTAL GENERAL | 765.6 | 765.6 | 388.5 | 388.5 | 118.3 | 118.3 | 557.5 | 557 |

D'ENSEMBLE

MILLIARDS de F CFA

ANNEE : 1980

| | Capital | 3. Administrations | | | | 4. Institutions financières | | | | 5. Etranger | | TOTAL | | Numéros de Code |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Affectation | | Capital | | Affectation | | Capital | | | | | | |
| E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | |
| | | | | | | | | | | | | | 738.1 | 6a |
| | | 36.3 | | | | 2.0 | | | | | | 519.3 | | 6b |
| | | | | 32.0 | | | | | | | | 170.0 | | 6c |
| | | | | | | | | | | | | 4.3 | | 6d |
| | | | | | | | | | | 283.8 | | 283.8 | | 6e |
| | | | | | | | | | | 12.5 | 14.6 | 12.5 | 14.6 | 6f |
| | | | | | | | | | | | 217.2 | | 217.2 | 6g |
| | | 36.3 | | 32.0 | | 2.0 | | | | 296.3 | 231.8 | 989.9 | 989.9 | 6 |
| | | 78.5 | | | | 2.6 | | | | | | 264.8 | 264.8 | 701 |
| | | 0.4 | 7.8 | | | 0.3 | | | | | 1.2 | 9.0 | 9.0 | 702 |
| | | 9.7 | | | | | | | | | | 9.7 | 9.7 | 71 |
| | | 4.5 | 3.7 | | | 3.1 | 10.2 | | | 1.0 | 27.0 | 43.7 | 43.7 | 72 |
| | | | 22.6 | | | 0.4 | | | | | | 22.6 | 22.6 | 731 |
| | | | 151.7 | | | 1.3 | | | | | | 151.7 | 151.7 | 732 |
| | | 25.5 | 33.6 | | | | | | | 6,5 | 1,9 | 55.0 | 55.0 | 74 |
| | | | | | | | | | | | 5.4 | 5.4 | 5.4 | 75 |
| | | 2.5 | 4.3 | | | | | | | 16.7 | 26.5 | 43.2 | 43.2 | 76 |
| | | | 4.6 | | | | | | | | 0.3 | 4.9 | 4.9 | 77 |
| | | | | | | | | | | | | 256.9 | 256.9 | 78 |
| | | | | | | | | | | | | 12.0 | 12.0 | 791 |
| | | | | 13.0 | | | | | | | | 13.0 | 13.0 | 792 |
| | | 121.1 | 228.3 | 13.0 | | 7.7 | 10.2 | | | 24.2 | 62.3 | 891.9 | 891.9 | 7 |
| | | | | | | | | | | | | 387.4 | 387.4 | 8e |
| | 39.1 | 70.9 | | | 70.9 | 0,5 | | | 0,5 | | | 200,7 | 200,7 | 8a |
| | | | | 25.9 | | | | 0,5 | | | | 29,5 | | 8c |
| | | | | | | | | | | | 26.4 | | 29,5 | 8c' |
| | 39.1 | 228,3 | 228,3 | 70,9 | 70,9 | 10,2 | 10,2 | 0,5 | 0,5 | 320,5 | 320,5 | 2.499,4 | 2.499,4 | 8 |

Inferior binding of original.

## II. - L'EQUILIBRE FINANCIER DE LA PERIODE 1970-1980

Les tableaux économiques d'ensemble pour les années 1970, 1975 et 1980 ont permis de vérifier la cohérence globale des flux de biens et services et des flux de revenus. Mais ces tableaux donnent seulement, en solde, les capacités et les besoins de financement des différents agents, l'équilibre étant assuré, de façon automatique, par le débit ou par le crédit du compte de l'Etranger.

Il est donc nécessaire de compléter ces tableaux en faisant un certain nombre d'hypothèses sur la façon dont ces capacités et ces besoins de financement vont pouvoir s'ajuster et quels seront, en réalité, les flux financiers entrant dans le pays ou en sortant. Seule en effet une analyse détaillée du financement des agents économiques par eux-mêmes (autofinancement), les uns par les autres (directement ou par l'intermédiaire des institutions financières) et, enfin, à travers leurs relations financières avec l'extérieur, peut permettre de dire si l'équilibre comptable des tableaux économiques d'ensemble a des chances de correspondre à un équilibre réel, en particulier en ce qui concerne le compte de l'étranger, c'est-à-dire, finalement, si la croissance projetée est réalisable.

En effet, l'équilibre au niveau des tableaux économiques d'ensemble fait apparaître dès 1970 un excédent global de ressources, qui se confirme en 1975 et s'accentue encore en 1980. Toutefois, il s'agit d'un équilibre théorique qui peut, en raison de la structure des capacités et des besoins de financement des agents et de leurs comportements, ne pas correspondre à un équilibre réel. Dans une économie comptant, comme celle de la Côte-d'Ivoire, un nombre important d'agents économiques étrangers (européens et africains non ivoiriens), on ne peut en effet considérer que la totalité des transferts de caractère structurel soit prise en compte au titre des opérations de répartition.

Tel est le cas notamment, dans les tableaux économiques d'ensemble :

— des profits distribués comptabilisés à la ligne 72 : « intérêts et dividendes » qui ne sont qu'un des aspects des transferts de résultats entre sociétés filiales et sociétés mères étrangères ;

— de l'aide extérieure (dons, subventions et assistance technique) comptabilisée à la ligne 74 : « Transferts » qui contribue à majorer l'épargne des administrations ;

— des transferts des ménages à l'extérieur comptabilisés à la ligne 76 : « Dépenses et recettes extérieures », qui incluent des transferts d'épargne importants ;

— du financement de la formation de capital des entreprises par l'Etat (ligne 79 bis) qui est difficilement séparable, dans la réalité, d'opérations financières telles que les participations ou les concours à moyen et long termes.

Malgré la difficulté de les prévoir et d'en évaluer l'importance, il est donc indispensable de prendre également en compte les transferts de caractère purement financier, afin d'essayer de déterminer si, compte tenu de ces transferts, les moyens de financement des investissements projetés pourront être dégagés localement ou obtenus de l'extérieur et si l'équilibre des comptes extérieurs pourra être effectivement assuré.

Mais, avant d'entrer dans le détail des relations financières entre catégories d'agents, il est utile de prendre une vue d'ensemble de la croissance projetée et de s'arrêter quelques instants sur l'équilibre global entre épargne et investissement, tel qu'il ressort des tableaux économiques d'ensemble de chacune des années de référence.

### A. - Les principales données de la croissance

Le tableau n° 51 résume les principales données de la croissance au cours de la période.

A la lecture de ce tableau, il apparaît tout d'abord que le taux de croissance du quinquennat 1971-1975 (7,7 %) devrait être légèrement inférieur à celui prévu pour le quinquennat 1976-1980 (8,1 %) et à celui observé pendant le quinquennat 1966-1970 (8,2 %). Ce taux de croissance moins fort s'explique par la stagnation de la production forestière et la faible croissance des exportations de café de 1970 à 1975.

En réalité, si l'on prend une période plus longue et des années de référence plus homogènes, par exemple la période 1965-1975, on constate que le taux moyen de croissance de l'économie ivoirienne aura en pratique été de 8 % l'an. Il est alors significatif de constater que, malgré le caractère lointain et donc encore assez imprécis de l'horizon 1980, le taux de croissance prévu pour la période 1975-1980 est d'ores et déjà supérieur à 8 %. C'est donc pendant une période de vingt ans que la Côte-d'Ivoire aura réussi à maintenir un taux de croissance effectif moyen de 8 % l'an, ce qui constitue à tous égards une performance remarquable.

## LA CROISSANCE EN VOLUME

Tableau N° 51

(en milliards de F. CFA 1968)

| | 1965 | 1970 | Taux de croissance annuelle 1965-1970 | 1975 | Taux de croissance annuelle 1970-1975 | 1980 | Taux de croissance annuelle 1975-1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Population (en millions) | 4.3 | 5.1 | 3.5 | 6.0 | 3.3 | 7.1 | 3.4 |
| Production Intérieure Brute | 238.7 | 354.2 | 8.2 | 513.3 | 7.7 | 758.1 | 8.1 |
| Importations | 76.0 | 106.4 | 6.9 | 147.1 | 6.7 | 231.8 | 9.5 |
| Exportations | 92.5 | 131.2 | 7.2 | 182.6 | 6.8 | 296.3 | 10.2 |
| Solde Commerce extérieur | 16.5 | 24.8 | 8.5 | 35.5 | 7.4 | 64.5 | 12.7 |
| Disponibilités intérieures | 222.2 | 329.5 | 8.2 | 477.8 | 7.7 | 693.6 | 7.7 |
| Consommation des ménages | 161.6 | 230.4 | 7.4 | 330.0 | 7.5 | 481.0 | 7.8 |
| Consommation des administrations et institutions financières | 11.8 | 21.1 | 12.3 | 28.9 | 6.5 | 38.3 | 5.8 |
| Consommation totale | 173.4 | 251.5 | 7.7 | 358.9 | 7.4 | 519.3 | 7.7 |
| FBCF des ménages | 5.2 | 10.0 | 14.0 | 16.0 | 9.9 | 24.0 | 8.4 |
| FBCF des administrations | 12.7 | 16.0 | 4.7 | 24.0 | 8.4 | 32.0 | 5.9 |
| FBCF des entreprises et variations des stocks | 30.9 | 52.0 | 11.0 | 78.9 | 8.7 | 118.3 | 8.4 |
| FBCF TOTALE | 48.8 | 78.0 | 9.8 | 118.9 | 8.8 | 174.3 | 8.0 |

### UTILISATION EN POURCENTAGES DES DISPONIBILITES INTERIEURES

Tableau N° 52

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Consommation des ménages | 73.6 | 69,9 | 69.1 | 69.3 |
| Consommation des Administrations et des institutions financières | 5.2 | 6.4 | 6.0 | 5.5 |
| Consommation totale | 78.8 | 76.3 | 75.1 | 74.8 |
| FBCF des ménages | 2.3 | 3.0 | 3.3 | 3.5 |
| FBCF des administrations | 5.6 | 4.9 | 5.0 | 4.6 |
| FBCF des entreprises + stocks | 13.3 | 15.8 | 16.6 | 17.1 |
| FBCF totale | 21.2 | 23.7 | 24.9 | 25.2 |
| Disponibilités intérieures | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

La croissance des exportations quant à elle sera, du fait de la faible croissance des exportations de café et de la diminution des exportations de bois, légèrement inférieure à celle de la production intérieure brute pendant le quinquennat 1971-1975.

Par contre, au cours du quinquennat suivant, le taux de croissance annuelle des exportations (10,2 %) dépassera nettement celui de la production intérieure brute (8,1 %).

Les exportations vont donc continuer à jouer un rôle moteur évident dans la croissance. Les niveaux absolus qu'atteindront les exportations de produits agricoles traditionnels, comme la place croissante prise par les exportations de produits transformés, exigeront la mise en œuvre d'une politique commerciale dynamique, pour que les objectifs en matière d'exportations puissent être réalisés.

Le taux de croissance des importations sera de son côté inférieur à celui des exportations, ce qui permettra de dégager un solde positif croissant de la balance commerciale.

Quant à l'utilisation des disponibilités intérieures telle qu'elle apparaît en pourcentages dans le tableau n° 52, elle est essentiellement caractérisée par la croissance continue de la part des investissements qui passent de 21,2 % du total des disponibilités intérieures en 1965 à 25,2 % en 1980. Parmi les investissements, la part relative de la formation de capital des ménages et, plus encore, celle des entre-



Inferior binding of original.

prises augmenteront au détriment de celle des administrations. En ce qui concerne la consommation des ménages, elle croîtra de 1970 à 1980 beaucoup plus rapidement que celle des administrations, ainsi qu'il apparaît dans le tableau n° 51 (7.5 % contre 6,5 % entre 1970 et 1975 : 7.8 % contre 5,8 % entre 1975 et 1980).

Si l'on considère, enfin, l'évolution des revenus issus de la production donnée dans le tableau n° 53, on constate :

— l'augmentation constante de la part des salaires et la diminution de celle des revenus des entrepreneurs individuels :

— la diminution de la part de la Caisse de Stabilisation à partir de 1970, qui reflète la diminution de la part du café et du cacao dans la P.I.B., résultant de la modernisation des structures de l'économie ; la forte augmentation observée de 1965 à 1970 est sans grande signification du fait de la faiblesse des versements en 1965, elle-même provoquée par le bas niveau des cours ;

— la stabilité de la pression fiscale de 1970 à 1980, qui fait suite à une nette progression de 1965 à 1970, due aux diverses majorations de la fiscalité intervenues au cours de cette période ;

— l'augmentation de la part de l'épargne brute des sociétés. Entre 1965 et 1970, l'augmentation apparente est supérieure à l'augmentation réelle, en raison d'une méthode d'évaluation différente, qui a abouti à majorer les intérêts et dividendes au détriment de l'épargne. En réalité, l'augmentation de la part de l'épargne des sociétés et de celle des intérêts et dividendes est régulière tout au long de la période 1965-1980.

## EVOLUTION DES REVENUS ISSUS DE LA PRODUCTION

Tableau N° 53

| | en milliards de F CFA | | | en pourcentages | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Salaires et cotisations sociales . . . . . | 78,7 | 120,3 | 188,1 | 20,7 | 22,2 | 23,4 | 24,8 |
| Impôts nets de subventions . . . . . | 75,5 | 107,7 | 159,6 | 18,1 | 21,3 | 21,0 | 21,1 |
| Caisse de stabilisation . . . . . | 13,0 | 17,0 | 23,0 | 0.5 | 3,7 | 3,3 | 3,0 |
| Revenu des entrepreneurs individuels . . . . | 142,2 | 190,7 | 256,9 | 51,1 | 40,2 | 37,1 | 33,9 |
| Intérêts et dividendes . . . . . | 13,9 | 21,8 | 33,3 | 5,3 | 3,9 | 4,2 | 4,4 |
| Epargne brute des sociétés . . . . . | 27,4 | 50,8 | 90,2 | 3,6 | 7,7 | 10,0 | 11,9 |
| Divers . . . . . | 3,5 | 5,0 | 7,0 | 0,7 | 1,0 | 1,0 | 0,9 |
| Production intérieure brute . . . . . | 354,2 | 513,3 | 758,1 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

## EQUILIBRE ENTRE L'EPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS EN 1965

Tableau N° 54

(en milliards de F. CFA 1968)

| RESSOURCES | Valeur | % | EMPLOIS | Valeur | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Epargne des entreprises (1) . . . . . | 14,6 | 30,3 | | | |
| Epargne des ménages . . . . . | 6,2 | 12,8 | FBCF. des entreprises (y compris | | |
| Epargne des Administrations . . . . . | 16,0 | 33,2 | variation stocks) . . . . . | 30,2 | 62,7 |
| Epargne des Institutions financières . | 0,9 | 1,9 | FBCF. des ménages . . . . . | 5,2 | 10,8 |
| Capacité ou besoin de fin. de l'extérieur . . . . . | 10,5 | 21,8 | FBCF. des Administrations . . . . . | 12,8 | 26,5 |
| TOTAL . . . . . | 48,2 | 100,0 | | 48,2 | 100,0 |

## EQUILIBRE ENTRE L'EPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS EN 1970

Tableau N° 55

(en milliards de F. CFA 1968)

| RESSOURCES | Valeur | % | EMPLOIS | Valeur | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Epargne des entreprises (1) ..... | 35,4 | 45,4 | | | |
| Epargne des ménages ..... | 12,0 | 15,4 | FBCF des entreprises (y compris | | |
| Epargne des administrations ..... | 41,3 | 52,9 | variation stocks) ..... | 52,0 | 66,7 |
| Epargne des Institutions financières . | 0,7 | 0,9 | FBCF des ménages ..... | 10,0 | 12,8 |
| Capacité ou besoin de fin. de | | | | | |
| l'extérieur ..... | - 11,4 | - 14,6 | FBCF des Administrations ..... | 16,0 | 20,5 |
| TOTAL ..... | 78,0 | 100,0 | | 78,0 | 100,0 |

## EQUILIBRE ENTRE L'EPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS EN 1975

Tableau N° 56

(en milliards de F CFA 1968)

| RESSOURCES | Valeur | % | EMPLOIS | Valeur | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Epargne des entreprises (1) ..... | 60,8 | 51,1 | | | |
| Epargne des ménages ..... | 18,2 | 15,3 | FBCF des entreprises (y compris | | |
| Epargne des Administrations ..... | 52,4 | 44,1 | variations de stocks) ..... | 78,9 | 66,4 |
| Epargne des Institutions Financières | 0,8 | 0,7 | FBCF des ménages ..... | 16,0 | 13,5 |
| Capacité ou besoin de financement de | | | | | |
| l'extérieur ..... | - 13,3 | - 11,2 | FBCF des Administrations ..... | 24,0 | 20,1 |
| TOTAL ..... | 118,9 | 100,0 | TOTAL ..... | 118,9 | 100,0 |

## EQUILIBRE ENTRE L'EPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS EN 1980

Tableau N° 57

(en milliards de F CFA 1968)

| RESSOURCES | Valeur | % | EMPLOIS | Valeur | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Epargne des entreprises (1) ..... | 102,2 | 58,6 | | | |
| Epargne des ménages ..... | 27,1 | 15,5 | FBCF des entreprises (y compris | | |
| Epargne des Administrations ..... | 70,9 | 40,7 | variations de stocks) ..... | 118,3 | 67,9 |
| Epargne des Institutions Financières | 0,5 | 0,3 | FBCF des ménages ..... | 24,0 | 13,8 |
| Capacité ou besoin de financement | | | | | |
| de l'extérieur ..... | - 26,4 | - 15,1 | FBCF des Administrations ..... | 32,0 | 18,3 |
| TOTAL ..... | 174,3 | 100,0 | TOTAL ..... | 174,3 | 100,0 |

(1) Y compris le financement par les entrepreneurs individuels de leur formation brute de capital fixe.

## CAPACITES ET BESOINS DE FINANCEMENT

Tableau N° 58

(en milliards de F. CFA 1968)

| | Capacités de financement | | | | Besoins de financement | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Entreprises | – | – | – | – | 15,6 | 16,6 | 18,1 | 16,1 |
| Ménages | 1,0 | 2,0 | 2,2 | 3,1 | – | – | – | – |
| Administrations | 3,2 | 25,3 | 28,4 | 38,9 | – | – | – | – |
| Institutions financières | 0,9 | 0,7 | 0,8 | 0,5 | – | – | – | – |
| Extérieur | 10,5 | – | – | – | – | 11,4 | 13,3 | 26,4 |
| TOTAL | 15,6 | 28,0 | 31,4 | 42,5 | 15,6 | 28,0 | 31,4 | 42,5 |

### B. - L'ÉQUILIBRE GLOBAL ENTRE L'ÉPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS

Les tableaux n°s 54 à 57 décrivent l'équilibre entre l'épargne disponible et les investissements des différentes catégories d'agents pour chacune des années de référence.

Le tableau n° 58 récapitule pour les quatre années considérées les soldes entre épargne et investissements de chaque catégorie d'agents, c'est-à-dire, suivant le cas, leur capacité ou leur besoin de financement.

A la lecture de ces tableaux, il apparaît :

— qu'à l'exception des entreprises qui ont un besoin de financement tout au long de la période, tous les autres agents sont excédentaires ;

— que le besoin de financement des entreprises, qui croît régulièrement de 1965 à 1975, décroît en fin de période. Ce phénomène appelle une double explication : d'une part l'épargne des entreprises atteindra en 1980 un niveau très élevé (102,2 milliards contre 60,8 milliards en 1975 et 35,4 milliards en 1970), d'autre part le niveau des investissements retenu est vraisemblablement inférieur aux possibilités, en raison du caractère forcément imprécis des projets industriels à l'horizon 1980 ;

— que l'épargne des administrations, après la progression exceptionnelle enregistrée entre 1965 et 1970 (+ 158 %), croîtra modérément entre 1970 et 1975 (+ 27 %), un peu plus fortement entre 1975 et 1980 (+ 35 %).

Ce ralentissement de la croissance de l'épargne des administrations s'explique par deux facteurs : d'une part une moindre progression des ressources fiscales due au fait que, contrairement à ce qui s'est passé entre 1965 et 1970, il n'a été prévu aucune majoration nouvelle de la fiscalité entre 1970 et 1980, d'autre part un ralentissement compréhensible de la croissance de l'épargne de la Caisse de Stabilisation qui était passé de — 3 milliards en 1965 à + 10,5 milliards en 1970, soit une augmentation de plus de 13 milliards en cinq ans. Par contre, les dépenses de fonctionnement devraient croître à un rythme analogue à celui observé pendant la période précédente soit environ 7 % par an en francs constants :

— que, pour les mêmes raisons, la capacité de financement des administrations, qui se situe à un niveau particulièrement élevé en 1970 (presque huit fois le niveau de 1965) ne croîtra que faiblement entre 1970 et 1975 (+ 12,2 %), puis de façon plus rapide entre 1975 et 1980 (+ 36,9 %) ;

— que l'épargne des ménages (déduction faite du financement de leurs investissements par les entrepreneurs individuels), après avoir doublé de 1965 à 1970, doublera à nouveau entre 1970 et 1980, atteignant ainsi des niveaux très importants (18,2 milliards en 1975 et 27,1 milliards en 1980, contre 6,2 milliards en 1965) ;

— que l'équilibre global, traduit par le sens et le montant du solde du compte de l'extérieur, se caractérise dès 1970 par un *excédent des ressources* qui se confirme en 1975 et en 1980, ce qui constitue un changement radical par rapport à la période précédente (en 1965 on constatait un besoin de financement extérieur de plus de 10 milliards).

Il est intéressant de remarquer que, s'il demeure faible en pourcentage de la production intérieure brute (3,2 % en 1970, 2,6 % en 1975 et 3,5 % en 1980), cet excédent de ressources est supérieur de plus de 3 milliards en 1970, 5 milliards en 1975 et de plus de 23 milliards en 1980 au montant cumulé de l'aide extérieure en capital et de l'assistance technique à la charge de l'extérieur.

Cette évolution manifeste la capacité croissante de l'économie ivoirienne d'autofinancer son développement.

Pour satisfaisante que soit l'évolution de l'équilibre financier global de l'économie ivoirienne, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un équilibre théorique qui peut ne pas correspondre à un équilibre réel.

En particulier, le financement des investissements industriels du secteur privé obéit à des comportements autonomes dont les effets doivent être pris en compte. A cet égard, on ne saurait considérer que l'épargne des entreprises corresponde automatiquement à leurs besoins de financement. Tout d'abord rien ne garantit, au niveau global, que les entreprises disposant d'une épargne seront les mêmes que celles qui auront des investissements à effectuer au cours de la période. La maturité relative de l'appareil de production tourné vers le marché intérieur donne à penser que ce sera plutôt le contraire au cours de la prochaine décennie.

Il est donc nécessaire d'aller au-delà de cet équilibre global pour rechercher les conditions d'un équilibre effectif des flux financiers entre agents et en déduire l'évolution des comptes extérieurs. Tel est l'objet des comptes de financement des agents que l'on va maintenant examiner.

## C. - Les comptes de financement des agents

### 1. - *L'équilibre financier des ménages*

La physionomie de l'équilibre financier des ménages est donnée par le tableau n° 59.

EQUILIBRE FINANCIER DES MENAGES

Tableau N° 59

(en milliards de F. CFA)

| Ressources | 1970 | 1975 | 1980 | Emplois | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne | 12,0 | 18,2 | 27,1 | F.B.C.F. | 10,0 | 16,0 | 24,0 |
| Subventions (indemnités KOSSOU) | 1,0 | 0,5 | - | Participations | 0,5 | 2,0 | 4,0 |
| Emprunts à moyen et long termes | 1,0 | 1,5 | 2,6 | Prêts à moyen et long termes | 0,5 | 1,2 | 2,0 |
| Recouvrements | - | 0,4 | 1,1 | Remboursements | 0,3 | 0,4 | 0,8 |
| | | | | Disponibilités à court terme | 2,7 | 1,0 | - |
| | 14,0 | 20,6 | 30,8 | | 14,0 | 20,6 | 30,8 |

Figurent en ressources :

— l'épargne qui correspond à l'épargne brute donnée par les T.E.E. après déduction du financement de la formation de capital par les entrepreneurs individuels ;

— des subventions qui représentent les indemnités destinées à reloger les habitants des régions inondées, lors de la prochaine mise en eau du barrage de Kossou ;

— des emprunts à moyen et long termes contractés auprès des institutions financières à des conditions de durée et de taux (15 ans et 5 %) destinées à favoriser la construction de logements sociaux.

Ces ressources sont utilisées pour financer :

— la formation brute de capital fixe, qui représente la construction de logements à laquelle seront consacrés 10 milliards en 1970 et 24 milliards en 1980 ;

— des prises de participations dans le capital des entreprises ivoiriennes : ces prises de participations, qui étaient, jusqu'ici, le fait d'initiatives individuelles spontanées, ont été comptabilisées pour des sommes importantes et croissantes : 500 millions en 1970, 2 milliards en 1975, 4 milliards en 1980. Il s'agit donc d'un objectif ambitieux qui correspond à une politique active d'ivoirisation de l'appareil industriel et commercial du pays et nécessitera la mise en œuvre de mécanismes appropriés (sociétés d'investissement, fonds de rachat des actifs) ;

— des prêts à moyen et long termes qui ont été pris en compte pour des montants plus modestes et qui correspondent à des souscriptions aux emprunts émis par la Caisse Autonome d'Amortissement sur le marché intérieur. Cette politique de mobilisation de l'épargne privée intérieure a été inaugurée avec succès à la fin de l'année 1969, puisqu'un emprunt de 500 millions a été rapidement couvert par les souscriptions de particuliers.

On a admis que ce sont les couches aisées de la population qui s'intéresseront aux placements dans le secteur productif moderne, tandis que les prêts au logement social contribueront à financer la formation de capital des ménages modestes.

Le solde du compte fait apparaitre, en 1970 et en 1975, un excédent de ressources que l'on trouvera en disponibilités à court terme dans les comptes des institutions financières, les transferts à l'extérieur ayant été pris en compte au niveau des opérations de répartition.

## EQUILIBRE FINANCIER DES ADMINISTRATIONS

Tableau N° 60 (en milliards de F CFA)

| RESSOURCES | 1970 | 1975 | 1980 | EMPLOIS | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne . . . . . | 41.3 | 52.4 | 70.9 | Opérations programmées . . dont : | 35.6 | 49.5 | 60.0 |
| | | | | FBCF Etat. . . . . | 15.4 | 23.2 | 30.9 |
| | | | | FBCF autres administrat. . | 0.6 | 0.8 | 1.1 |
| Dont: Etat . . . . . | 29.1 | 36.1 | 48.4 | Amortissement dette extér. | 6.8 | 6.6 | 4.4 |
| Cais. de stabilisation | 10.5 | 14.6 | 20.6 | Amortissement dette intér.. | – | 0.4 | 1.1 |
| Autres administrations | 1.7 | 1.7 | 1.9 | Subvention aux entreprises publiques . . . . . | 8.5 | 12.0 | 13.0 |
| | | | | Aide publique au logement. | 1.8 | 3.0 | 4.0 |
| | | | | Participations . . . . . | 2.5 | 3.5 | 5.5 |
| Emprunts à moyen et long termes : | | | | Règlement Kossou . . . . . | 6.0 | – | – |
| à l'extérieur. . . . . | 14.5 | 3.1 | – | Opérations diverses et de régularisation . . . . . | 9.2 | 1.0 | 1.5 |
| à l'intérieur . . . . . | 0.5 | 1.2 | 2.0 | | | | |
| Remboursement Kossou à la CAA par l'EECI . . . . . | – | 1.0 | 1.6 | Fonds d'actions optionnelles . . . . . | 2.5 | 4.2 | 10.0 |
| | | | | Disponible à court terme | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| TOTAL . . . . . | 56.3 | 57.7 | 74.5 | TOTAL . . . . . | 56.3 | 57.7 | 74.5 |

### 2. - *L'équilibre financier des administrations*

L'équilibre financier des administrations est décrit dans le tableau n° 60. Il est caractérisé par l'excédent important de l'épargne par rapport à la F.B.C.F. Tout au long de la période le montant de l'épargne des administrations est de l'ordre du double de celui de leurs investissements.

Cette affirmation doit être cependant tempérée par le fait que l'épargne des administrations comprend celle de la Caisse de Stabilisation. Le montant de celle-ci, dépendant essentiellement du niveau des cours du café et du cacao, est assez aléatoire ; c'est pourquoi il n'a pas été utilisé tout entier dans l'équilibre. On a prévu non seulement un « disponible à court terme » de 3 milliards tout au long de la période, mais encore un « Fonds d'actions optionnelles » de 2,5 milliards en 1970, 4,2 milliards en 1975 et 10 milliards en 1980.

Ce fonds est destiné au financement d'opérations optionnelles qui ne seront programmées que si le niveau de l'épargne de la C.S.S.P.P.A. correspond aux montants qui ont été calculés.

Il en résulte que l'épargne de la C.S.S.P.P.A. n'est utilisée, en réalité, pour le financement des opérations des administrations inscrites au plan, qu'à concurrence des sommes suivantes :

| en milliards de F CFA | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Epargne de la C.S.S.P.P.A. . . . . | 10.5 | 14.6 | 20.6 |
| — Disponible à court terme . . . . . | — 3.0 | — 3.0 | — 3.0 |
| — Fonds d'actions optionnelles . . . . . | — 2.5 | — 4.2 | — 10.0 |
| Utilisation réelle de l'épargne de la C.S.S.P.P.A. | 5.0 | 7.4 | 7.6 |

Au total, l'épargne de la C.S.S.P.P.A. n'est utilisée que pour moitié en 1970 et 1975, et pour un tiers en 1980 pour le financement des opérations programmées.

Figurent également en ressources :

— les emprunts à moyen et long termes contractés par l'Etat à l'extérieur et à l'intérieur.

Le volume de l'endettement est très important en 1970 (15 milliards). Il est constitué par des tirages sur des emprunts ou des règlements sur conventions à paiement différé qui ont été contractés avant 1970, notamment pour financer la construction du barrage de Kossou.

Cette dernière opération a été considérée comme réalisée par les entreprises, mais financée par les

administrations (sur endettement extérieur) ; les entreprises remboursant les administrations selon un échéancier beaucoup plus long que celui supporté par celles-ci.

L'opération a donc été comptabilisée de la manière suivante :

*Dans le tableau n° 60* (équilibre financier des administrations) ;

— en ressources, dans la ligne « emprunts à l'extérieur » (à concurrence de 6 milliards en 1970) ;

— en emplois : dans la ligne « Règlement Kossou » pour 6 milliards en 1970.

D'autre part, les remboursements par la C.A.A. du capital emprunté figurent en emplois dans la ligne « amortissement dette extérieure », tandis que figurent, en ressources, les remboursements par l'E.E.C.I. des sommes réglées par la C.A.A.

*Dans le tableau n° 63* (équilibre financier des entreprises) :

— en ressources dans la ligne « Kossou (financement C.A.A.) » ;

— en emplois dans la ligne « Kossou (remboursement E.E.C.I.) ».

Pour les années 1975 et 1980, on a calculé, compte tenu des hypothèses concernant les autres ressources des administrations, l'endettement nécessaire et suffisant pour assurer le financement des emplois, y compris, bien entendu, l'amortissement de la dette antérieure.

En ce qui concerne les emplois, on a prévu, outre la formation de capital de l'État et des autres administrations :

— d'importantes subventions aux entreprises publiques et sociétés d'Etat destinées à financer leur formation de capital ;

— un volume fortement croissant de prises de participations dans le capital des entreprises du secteur productif qui contribueront, avec les participations prévues pour les ménages, à amorcer un processus d'ivoirisation de l'appareil de production ;

— une ligne « opérations diverses et de régularisation ». Les 9,2 milliards qui y figurent en 1970 représentent principalement des inscriptions de crédits au B.S.I.E. 1970, en régularisation d'opérations antérieures ;

— une aide publique au logement social dont les utilisations sont décrites dans le tableau n° 61 ci-après :

## AIDE PUBLIQUE AU LOGEMENT SOCIAL

Tableau N° 61 — en milliards de F CFA

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| 1) subventions aux ménages (Kossou) | 1,0 | 0,5 | — |
| 2) O.S.H.E. et aides aux sociétés immobilières | 0,8 | 1,9 | 2,9 |
| 3) fonds de consolidation et bonification d'intérêts | — | 0,6 | 1,1 |
| TOTAL | 1,8 | 3,0 | 4,0 |

Les sommes inscrites dans la ligne 1 du tableau n° 61 sont destinées à permettre le relogement des habitants de la zone inondée.

La ligne 2 comprend les fonds nécessaires aux interventions de l'Office de Soutien à l'Habitat Economique (O.S.H.E.), ainsi qu'aux aides qui pourront être accordées aux sociétés immobilières par l'Etat : subventions, prises de participations, bonifications d'intérêt sur emprunts.

Les sommes inscrites dans la ligne 3 figurent en ressources des institutions financières. Elles correspondent à la constitution d'un fonds de consolidation et de bonification d'intérêts destiné à permettre aux institutions financières d'accorder aux ménages modestes des prêts au logement à des conditions plus avantageuses que les conditions actuelles.

Les sommes nécessaires à l'alimentation du fonds ont été calculées de façon à permettre la consolidation, par le Crédit de la Côte-d'Ivoire, de prêts à moyen terme qui seraient consentis par les banques et de ramener le taux d'intérêt supporté par les ménages à 5 % l'an. De cette manière, pour un prêt de 1 million les ménages rembourseraient pendant 15 ans 96 300 francs par an, soit une charge mensuelle légèrement supérieure à 8 000 francs.

Le tableau n° 62 décrit l'enchaînement des opérations de l'Etat, afin de mettre en évidence le montant de l'épargne de la Caisse de Stabilisation et des autres administrations qui devra être mobilisée.

Ce tableau s'écarte donc quelque peu des strictes définitions de la comptabilité nationale ivoirienne, puisque la C.S.S.P.P.A. n'y est pas considérée comme faisant partie de l'Etat.

Les recettes budgétaires inscrites sur la ligne 1 comprennent les impôts directs, les impôts indirects et les recettes diverses données par les comptes d'affectation de l'Etat (tableaux n°s 37, 40 et 43).

Les « autres ressources budgétaires » comprennent les intérêts et dividendes perçus par l'Etat (C.A.A. et

B.S.I.E. uniquement) ainsi que les recettes de l'Université à l'exception des ressources du « FAC-UNIVERSITE » qui sont comptées dans l'aide extérieure. Les « recettes budgétaires totales » de la ligne 4 correspondent donc au total des ressources donné par le compte d'affectation de l'Etat, diminué

## ENCHAINEMENT DES OPERATIONS DE L'ETAT

Tableau N° 62 (Milliards de F. CFA)

| | 1970 | 1975 | 1980 | 71-75 | 76-80 |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 - Recettes budgétaires en comptabilité publique | 84,0 | 118,8 | 173,9 | 519,5 | 750,9 |
| 2 - Assistance technique à la charge de l'extérieur | 3,3 | 3,2 | 3,0 | 16,5 | 15,6 |
| 3 - Autres ressources | 1,1 | 2,5 | 3,9 | 9,4 | 17,0 |
| 4 - Recettes budgétaires totales = (1) + (2) + (3) | 88,4 | 124,5 | 180,8 | 545,4 | 783,5 |
| 5 - Dépenses de fonctionnement du budget général | 58,5 | 84,0 | 121,4 | 365,3 | 526,6 |
| 6 - Autres dépenses de fonctionnement | 5,2 | 8,7 | 11,0 | 37,1 | 50,5 |
| 7 - Dépenses de fonctionnement totales = (5) + (6) | 63,7 | 92,7 | 132,4 | 402,4 | 577,1 |
| 8 - Epargne budgétaire = (4) - (7) | 24,7 | 31,8 | 48,4 | 143,0 | 206,4 |
| 9 - Aide extérieure | 4,4 | 4,3 | - | 21,9 | 6,3 |
| 10 - Epargne de l'Etat = (8) + (9) | 29,1 | 36,1 | 48,4 | 164,9 | 212,7 |
| 11 - Endettement de l'Etat | 15,0 | 4,3 | 2,0 | 35,4 | 16,6 |
| 12 - Remboursement de KOSSOU par l'E.E.C.I | - | 1,0 | 1,6 | 2,6 | 7,4 |
| 13 - Total = (10) + (11) + (12) | 44,1 | 41,4 | 52,0 | 202,9 | 236,7 |
| 14 - Amortissement de la dette de l'Etat | 6,8 | 7,0 | 5,5 | 37,0 | 30,6 |
| 15 - FBCF de l'Etat | 15,4 | 23,2 | 30,9 | 106,5 | 135,0 |
| 16 - Subventions d'équipement aux entreprises publiques | 8,5 | 12,0 | 13,0 | 55,0 | 63,0 |
| 17 - Règlement de Kossou | 6,0 | - | - | 7,7 | - |
| 18 - Aide publique au logement | 1,8 | 3,0 | 4,0 | 13,1 | 19,1 |
| 19 - Participations | 2,5 | 3,5 | 5,5 | 14,7 | 22,4 |
| 20 - Opérations diverses et de régularisation | 9,2 | 1,0 | 1,5 | 5,0 | 5,5 |
| 21 - Solde de l'Etat = (13) - (14) à (20) | - 6,1 | - 8,3 | - 8,4 | - 36,1 | - 38,9 |
| 22 - Epargne de la CSSPPA | 10,5 | 14,6 | 20,6 | 63,9 | 88,2 |
| 23 - Epargne des autres administrations | 1,7 | 1,7 | 1,9 | 8,5 | 8,8 |
| 24 - FBCF des autres administrations | 0,6 | 0,8 | 1,1 | 3,5 | 5,0 |
| 25 - Fonds d'actions optionnelles | 2,5 | 4,2 | 10,0 | 17,8 | 38,1 |
| 26 - Solde général = disponible à court terme = (21) + (22) + (23) - (24) - (25) | + 3,0 | + 3,0 | + 3,0 | 15,0 | 15,0 |

des ressources de la C.S.S.P.P.A. et du montant de l'aide extérieure.

Les dépenses de fonctionnement des lignes 5, 6 et 7 correspondent à celles des comptes d'affectation de l'Etat, non compris la C.S.S.P.P.A.

L'épargne budgétaire est la différence entre les recettes budgétaires et les dépenses de fonctionnement. En y ajoutant l'aide extérieure on obtient l'épargne de l'Etat, que l'on retrouve dans le tableau n° 60.

3. - *L'équilibre financier des entreprises*

L'équilibre financier des entreprises décrit dans le tableau n° 63 repose, en ce qui concerne les *entreprises privées*, sur les hypothèses suivantes :

— *construction de logements :*
autofinancement : 25 % ;
participation : 10 % ;
subventions de l'Etat : pour les montants prévus ;
le solde sur emprunts à moyen et long termes.

— *renouvellement :*
autofinancement : 100 %.

— *créations :*
apports de capitaux extérieurs : 50 % ;
emprunts à moyen et long termes : 30 % ;
participation : 20 %.

— *extensions :*
autofinancement : 55 % ;
emprunts à moyen et long termes : 25 % ;
le solde sur apport de capitaux extérieurs.

L'amortissement des emprunts contractés, tant auprès des institutions financières qu'à l'extérieur, est également imputé sur le montant de leur épargne. L'excédent de l'épargne des entreprises privées sur leur autofinancement est comptabilisé en disponibilités à court terme qui figurent pour un quart en ressources des institutions financières, le solde, soit les trois quarts étant transféré à l'extérieur. Cette proportion a été estimée à partir de l'accroissement des dépôts des entreprises auprès du système bancaire. On peut supposer que l'ivoirisation prévue du capital productif contribuera à la modifier dans un sens favorable au maintien sur place d'une fraction plus importante des liquidités des entreprises. Par prudence on a cependant conservé cette proportion constante tout au long de la période.

## EQUILIBRE FINANCIER DES ENTREPRISES

Tableau N° 63 (En milliards de F. CFA)

| RESSOURCES | 1970 | 1975 | 1980 | EMPLOIS | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne | 35,4 | 60,8 | 102,2 | F.B.C.F. | 50,0 | 75,4 | 114,0 |
| Dont réinvestie : | | | | Des entreprises publiques | 21,0 | 18,0 | 24,0 |
| - entreprises publiques | ( 4,7) | ( 7,0) | (11,7) | Des entreprises privées | 29,0 | 57,4 | 90,0 |
| - entreprises privées | (19,0) | (35,4) | (63,1) | | | | |
| | | | | Dont : | | | |
| Subventions aux entreprises publiques | 8,5 | 12,0 | 13,0 | - construction de logements | 5,0 | 9,0 | 13,0 |
| Subventions aux sociétés immobilières | 0,8 | 1,9 | 2,9 | - renouvellement | 13,5 | 20,5 | 38,0 |
| Participations de l'Etat | 2,5 | 3,5 | 5,5 | - extensions | 5,8 | 9,8 | 16,0 |
| Participations des ménages | 0,5 | 2,0 | 4,0 | - créations | 4,7 | 18,1 | 23,0 |
| Kossou (financement CAA) | 6,0 | - | - | Variation de stocks | 2,0 | 3,5 | 4,3 |
| FNI - SONAFI | 0,9 | 1,1 | 1,3 | Kossou (remboursement EECI) | - | 1,0 | 1,6 |
| Emprunts à moyen et long termes : | | | | FNI - SONAFI | 0,9 | 1,1 | 1,3 |
| - des entreprises publiques | 2,0 | 0,5 | 2,0 | | | | |
| - des entreprises privées | 4,6 | 11,5 | 14,6 | Remboursements d'emprunts : | | | |
| | | | | - aux institutions financières | 0,7 | 6,4 | 12,1 |
| Crédit à court terme (financement des stocks) | 1,6 | 2,8 | 3,4 | - à l'extérieur | 0,2 | 0,4 | 0,9 |
| | | | | Fonds de rachat d'actifs existants | 0,9 | 1,0 | 2,0 |
| Concours extérieurs nets | 3,6 | 11,1 | 14,7 | Disponible à court terme | 11,7 | 18,4 | 27,4 |
| TOTAL | 66,4 | 107,2 | 163,6 | | 66,4 | 107,2 | 163,6 |

Le financement des investissements des *entreprises publiques* est assuré par leur épargne, les subventions qu'elles reçoivent de l'Etat et leurs emprunts à moyen et long termes.

Les emprunts à moyen et long termes ont été supposés contractés :

— pour les entreprises privées, en totalité auprès des institutions financières ;

— pour les entreprises publiques, pour un cinquième auprès des institutions financières et pour quatre cinquièmes à l'extérieur.

En ce qui concerne enfin les participations tant de l'Etat que des ménages, on a admis que, dans le cadre de la politique d'ivoirisation de l'appareil de production, une partie servirait à financer non plus la formation de capital des entreprises, mais le rachat d'actifs existants. Le montant de ces rachats a été également considéré comme transféré à raison des trois quarts par les propriétaires de ces actifs.

Globalement, l'équilibre prévu appelle les deux importantes remarques suivantes :

a) bien qu'inférieure aux besoins, l'épargne des entreprises, en raison de comportements difficiles à modifier, ne s'investit pas en totalité. Une fraction est laissée liquide sur place mais la plus grande partie est transférée à l'extérieur ;

b) il en résulte que, malgré les concours importants des administrations, des ménages et des institutions financières, il est nécessaire de recourir à des apports croissants de capitaux extérieurs.

Ce flux entrant de capitaux constitue une contrepartie nécessaire des transferts d'épargne liquide effectués par les entreprises déjà installées. En réalité, il conditionne moins la croissance qu'il n'en dépend. Autrement dit, si l'expansion continue, il n'y a pas de doute que les capitaux extérieurs prévus viendront s'investir. Ces apports de capitaux privés extérieurs ne suffiront cependant pas à compenser les transferts probables d'épargne liquide des entreprises. Seule une politique dynamique d'ivoirisation de l'appareil de production pourra, à terme, réduire le volume de ces transferts d'épargne des entreprises et asseoir ainsi sur des bases solides l'équilibre extérieur du pays.

4. - *L'équilibre financier des institutions financières*

L'équilibre financier des institutions financières décrit dans le tableau n° 63 ci-après n'appelle pas de commentaires détaillés :

EQUILIBRE FINANCIER DES INSTITUTIONS FINANCIERES

(en milliards de F. CFA)

Tableau N° 64

| | 1970 | 1975 | 1980 | | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne | 0,7 | 0,8 | 0,5 | Prêts à moyen et long termes: | | | |
| Subventions (fonds de consolid. et bonification) | - | 0,6 | 1,1 | - aux ménages | 1,0 | 1,5 | 2,6 |
| Recouvrements | 1,0 | 6,8 | 12,9 | - aux entreprises | 5,0 | 11,6 | 15,0 |
| Disponible à court terme | 8,8 | 8,9 | 10,3 | Solde | 4,5 | 4,0 | 7,2 |
| | 10,5 | 17,1 | 24,8 | | 10,5 | 17,1 | 24,8 |

On notera cependant qu'il a été prévu des concours à long terme non négligeables en faveur des ménages, concours pour lesquels les banques commerciales seraient appelées à assurer le financement du moyen terme initial, et des concours à moyen et long termes importants en faveur des entreprises. L'accroissement prévu de l'ensemble de ces concours nécessitera la mise en œuvre d'une politique de dynamisation du système bancaire visant notamment à une utilisation plus complète de sa capacité d'engagement à moyen terme.

D. - L'ÉQUILIBRE FINANCIER GLOBAL ET L'ÉQUILIBRE DES COMPTES EXTÉRIEURS

Les tableaux n°s 65, 67 et 69 ci-après rassemblent, pour chacune des années de référence, les données financières concernant les différentes catégories d'agents ainsi que leurs répercussions sur le compte de l'extérieur.

Les tableaux n°s 66, 68 et 70 ci-après donnent la physionomie des comptes extérieurs pour chacune des trois années considérées, en reprenant les opérations sur biens et services (balance commerciale), les opérations de répartition (la somme des deux constituant la balance des paiements courants) et les

## EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL 1970

Tableau N° 65

(en milliards de F. CFA)

| | Entreprises | | Ménages | | Administrations | | Institutions Financières | | Extérieur | | Totaux | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R |
| F.B.C.F. (1) | 52,0 | | 10,0 | | 16,0 | | | | | | 78,0 | |
| Epargne | | 35,4 | | 12,0 | | 41,3 | | 0,7 | | | | 89,4 |
| Subventions | | 9,3 | | 1,0 | 10,3 | | | | | | 10,3 | 10,3 |
| Participations | | 3,0 | 0,5 | | 2,5 | | | | | | 3,0 | 3,0 |
| Opérations diverses | | | | | 9,2 | | | | | | 9,2 | |
| Prêts et emprunts à moyen et long termes | | 12,6 | 0,5 | 1,0 | 6,0 | 15,0 | 6,0 | | 16,1 | | 28,6 | 28,6 |
| Recouvrements et remboursements | 0,9 | | 0,3 | | 6,8 | | | 1,0 | | 7,0 | 8,0 | 8,0 |
| Concours extérieurs aux entreprises | | 3,6 | | | | | | | 3,6 | | 3,6 | 3,6 |
| Disponible à court terme | 12,6 | 1,6 | 2,7 | | 3,0 | | | 8,8 | | 9,5 | 18,3 | 19,9 |
| Soldes | | | | | (2) 2,5 | | 4,5 | | | 3,2 | 7,0 | 3,2 |
| TOTAUX | 65,5 | 65,5 | 14,0 | 14,0 | 56,3 | 56,3 | 10,5 | 10,5 | 19,7 | 19,7 | 166,0 | 166,0 |

(1) y compris variation des stocks
(2) fonds d'actions optionnelles

mouvements de capitaux à long et court termes correspondant :

— aux emprunts extérieurs des administrations et des entreprises et à leur amortissement :

— aux concours des capitaux extérieurs au financement des investissements des entreprises :

— aux transferts d'épargne excédentaire des entreprises.

Il apparait immédiatement :

— que le solde de la balance des biens et services est toujours largement positif et croît sensiblement de 1970 à 1975 (+ 10,8 milliards) et très fortement de 1975 à 1980 (+ 29 milliards) ;

— que le solde des opérations de répartition est, au contraire, du fait principalement des paiements de dividendes des entreprises et des transferts de revenu des ménages, constamment et fortement déficitaire (— 13,3 milliards en 1970, — 22,2 milliards en 1975 et — 38,1 milliards en 1980) ;

— que le solde des mouvements de capitaux, faiblement positif en 1970 (+ 3,2 milliards) devient nettement négatif en 1975 (— 6,9 milliards), ce déficit s'accentuant encore en 1980 (— 11,1 milliards).

## COMPTE DE L'EXTERIEUR 1970

Tableau N° 66

(En milliards de F. CFA)

| | Recettes | Dépenses | Soldes |
|---|---|---|---|
| Exportations | 131,1 | | |
| Importations | | 106,4 | |
| 1/ Biens et Services | 131,1 | 106,4 | + 24,7 |
| Intérêts et dividendes | 0,4 | 10,6 | |
| Coopération internationale | 8,8 | 1,6 | |
| Dépenses et recettes extérieures des ménages | 6,4 | 17,5 | |
| Dépenses et recettes extérieures des administrations | 3,6 | 1,8 | |
| Opérations diverses | 2,0 | 3,0 | |
| 2/ Opérations de répartition | 21,2 | 34,5 | - 13,3 |
| 3/ Opérations courantes (1 + 2) | 152,3 | 140,9 | + 11,4 |
| Mouvements de capitaux à long terme | 19,7 | 7,0 | |
| Mouvements de capitaux à court terme | | 9,5 | |
| 4/ Mouvements financiers | 19,7 | 16,5 | + 3,2 |
| 5/ Variation nette des avoirs extérieurs | | | + 14,6 |

## EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL 1975

Tableau N° 67

(En milliards de F. CFA)

| | Entreprises | | Ménages | | Administrations | | Institutions Financières | | Extérieur | | Totaux | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R |
| F.B.C.F. (1) | 78,9 | | 16,0 | | 24,0 | | | | | | 118,9 | |
| Epargne | | 60,8 | | 18,2 | | 52,4 | | 0,8 | | | - | 132,2 |
| Subventions | | 13,9 | | 0,5 | 15,0 | | | 0,6 | | | 15,0 | 15,0 |
| Participations | | 5,5 | 2,0 | | 3,5 | | | | | | 5,5 | 5,5 |
| Opérations diverses | | | | | 1,0 | | | | | | 1,0 | - |
| Prêts et emprunts à moyen et long termes | | 12,0 | 1,2 | 1,5 | | 4,3 | 13,1 | | 3,5 | | 17,8 | 17,8 |
| Recouvrements et remboursements | 7,8 | | 0,4 | 0,4 | 7,0 | 1,0 | | 6,8 | | 7,0 | 15,2 | 15,2 |
| Concours extérieurs aux entreprises | | 11,1 | | | | | | | 11,1 | | 11,1 | 11,1 |
| Disponible à court terme | 19,4 | 2,8 | 1,0 | | 3,0 | | | 8,9 | | 14,5 | 23,4 | 26,2 |
| Soldes | | | | | (2) 4,2 | | 4,0 | | 6,9 | | 15,1 | - |
| TOTAUX | 106,1 | 106,1 | 20,6 | 20,6 | 57,7 | 57,7 | 17,1 | 17,1 | 21,5 | 21,5 | 223,0 | 223,0 |

(1) y compris les variations de stocks

(2) fonds d'actions optionnelles.

## COMPTE DE L'EXTERIEUR 1975

Tableau N° 68

(En milliards de F. CFA)

| | Recettes | Dépenses | Soldes |
|---|---|---|---|
| Exportations | 182.6 | | |
| Importations | | 147.1 | |
| 1/ Biens et services | 182.6 | 147.1 | + 35.5 |
| Intérêts et dividendes | 0.7 | 17.6 | |
| Coopération internationale | 9.2 | 1.7 | |
| Dépenses et recettes extérieures des ménages | 8.4 | 20.5 | |
| Dépenses et recettes extérieures des administrations | 4.0 | 2.1 | |
| Opérations diverses | 2.0 | 4.6 | |
| 2/ Opérations de répartition | 24.3 | 46.5 | - 22.2 |
| 3/ Opérations courantes (1 + 2) | 206.9 | 193.6 | + 13.3 |
| Mouvements de capitaux à long terme | 14.6 | 7.0 | |
| Mouvements de capitaux à court terme | | 14.5 | |
| 4/ Mouvements financiers | 14.6 | 21.5 | - 6.9 |
| 5/ Variation nette des avoirs extérieurs | | | + 6.4 |

## COMPTE DE L'EXTERIEUR 1980

Tableau N° 70

(En milliards de F. CFA)

| | Recettes | Dépenses | Soldes |
|---|---|---|---|
| Exportations | 296.3 | | |
| Importations | | 241.8 | |
| 1 Biens et services | 296.3 | 241.8 | + 54.5 |
| Interêts et dividendes | 1.0 | 27.0 | |
| Coopération internationale | 4.5 | 1.9 | |
| Dépenses et recettes extérieures des ménages | 12.4 | 24.0 | |
| Dépenses et recettes extérieures des administrations | 4.4 | 2.5 | |
| Opérations diverses | 2.0 | 6.9 | |
| 2/ Opérations de répartition | 24.2 | 62.3 | - 38.1 |
| 3/ Opérations courantes (1 + 2) | 320.5 | 294.1 | + 26.4 |
| Mouvements de capitaux à long terme | 16.3 | 5.3 | |
| Mouvements de capitaux à court terme | | 22.1 | |
| 4/ Mouvements financiers | 16.3 | 27.4 | - 11.1 |
| 5/ Variation nette des avoirs extérieurs | | | + 15.3 |

## EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL 1980

Tableau N° 69

(En milliards de F. CFA)

| | Entreprises | | Ménages | | Administrations | | Institutions Financières | | Extérieur | | Totaux | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R | E | R |
| F.B.C.F. (1) | 118,3 | | 24,0 | | 32,0 | | | | | | 174,3 | |
| Epargne | | 102,2 | | 27,1 | | 70,9 | | 0,5 | | | | 200,7 |
| Subventions | | 15,9 | | | 17,0 | | | 1,1 | | | 17,0 | 17,0 |
| Participations | | 9,5 | 4,0 | | 5,5 | | | | | | 9,5 | 9,5 |
| Opérations diverses | | | | | 1,5 | | | | | | 1,5 | |
| Prêts et emprunts à moyen et long termes | | 16,6 | 2,0 | 2,6 | | 2,0 | 17,6 | | 1,6 | | 21,2 | 21,2 |
| Recouvrements et remboursements | 14,6 | | 0,8 | 1,1 | 5,5 | 1,6 | | 12,9 | | 5,3 | 20,9 | 20,9 |
| Concours extérieurs aux entreprises | | 14,7 | | | | | | | 14,7 | | 14,7 | 14,7 |
| Disponible à court terme | 29,4 | 3,4 | | | 3,0 | | | 10,3 | | 22,1 | 32,4 | 35,8 |
| Soldes | | | | | 10,0 (2) | | 7,2 | | 11,1 | | 28,3 | |
| TOTAUX | 162,3 | 162,3 | 30,8 | 30,8 | 74,5 | 74,5 | 24,8 | 24,8 | 27,4 | 27,4 | 319,8 | 319,8 |

(1) Y compris les variations de stocks
(2) fonds d'actions optionnelles

Ce changement de sens du solde des mouvements de capitaux résulte de la conjoncture de plusieurs facteurs dont la signification est très différente.

Il apparait, en effet, que si les transferts d'épargne croissent fortement de 1970 à 1975 et de 1975 à 1980 (1), les apports de capitaux en provenance de l'extérieur (2) connaissent également une croissance remarquable de 1970 à 1975 et continuent à croître, quoique plus faiblement, de 1975 à 1980. Ces flux de sens opposés laissent un solde négatif fortement réduit en 1975 (— 3,4 milliards contre — 5,9 milliards en 1970), mais qui retrouve en 1980 un niveau supérieur à celui de 1970 (— 7,4 milliards).

La réduction très importante du recours à l'endettement extérieur a, de son côté, paradoxalement pour effet, en raison du poids de la dette antérieure, de faire apparaitre un solde négatif de 3,5 milliards en 1975 et de 3,7 milliards en 1980, contre un solde positif de 9,1 milliards en 1970 (3).

Au total, en 1975 comme en 1980, le déficit cumulé des opérations de répartition et des mouvements de capitaux est compensé et au-delà par l'importance de l'excédent de la balance commerciale. Il en résulte que la Côte-d'Ivoire continuera à enregistrer un accroissement de ses avoirs extérieurs, modéré en cours de période mais qui, si les objectifs du Plan en matière d'exportation sont atteints, devrait retrouver en 1980 le niveau très élevé escompté pour l'année 1970. C'est dire que, finalement, la situation favorable des comptes extérieurs est conditionnée par deux facteurs essentiels : la réalisation des objectifs d'exportation et celle des objectifs de développement industriel de la période.

---

(1) Cf. tableaux n°' 65, 67 et 69, le disponible à court terme de l'extérieur.

(2) Cf. mêmes tableaux, les concours extérieurs aux entreprises.

(3) Cf. mêmes tableaux, les prêts et emprunts extérieurs à moyen et long termes et les recouvrements et remboursements extérieurs.

# CONCLUSION

Les principales conclusions que l'on peut tirer de ce rapide examen des conditions de l'équilibre financier des différents agents économiques et de l'évolution de la situation des comptes extérieurs, au cours de la période 1970-1980, sont les suivantes :

1. - La situation financière tant intérieure qu'extérieure de la période se présente de façon satisfaisante et recèle des marges suffisantes pour amortir les variations eventuelles de la conjoncture ou du comportement des agents, sans que la croissance en soit compromise.

2. - Au niveau de l'Etat, l'importance de l'épargne publique autorise la Côte-d'Ivoire, en dépit d'une politique audacieuse de prises de participations et d'aide au logement social, à réduire très sensiblement, dès 1975, son recours à l'endettement extérieur et même à le supprimer complètement en 1980. Cette évolution remarquable met en évidence le chemin qui aura ainsi été parcouru en direction d'une plus grande indépendance économique et financière du pays.

3. - Au niveau des entreprises, l'arrivée à maturité du premier appareil industriel tourné vers la satisfaction du marché intérieur, fait apparaître un volume croissant d'épargne liquide dont une grande partie sera probablement transférée à l'extérieur.

C'est là, pourrait-on dire, la rançon du succès obtenu dans la première phase de l'industrialisation. Il en résulte que l'équilibre des comptes extérieurs, exigera en contrepartie *qu'une deuxième génération d'industries tournées vers l'exportation* induise de nouveaux apports de capitaux étrangers. Dans le même temps, *une vigoureuse politique d'ivoirisation de l'appareil industriel et commercial*, poursuivie par le canal des participations de l'Etat et des participations des ménages, devra tendre à réduire, à long terme, les flux des capitaux appelés à sortir du pays.

4. - En raison du double phénomène de la réduction du recours à l'endettement extérieur de l'Etat et de la masse croissante de l'épargne susceptible d'être transférée par les entreprises, *l'équilibre des comptes extérieurs reposera fondamentalement, pendant la prochaine décennie, sur l'importance de l'excédent de la balance commerciale*. La réalisation de cet excédent impliquera, de la part des pouvoirs publics, la mise en œuvre d'une politique cohérente et dynamique de promotion des exportations.

5. - Les concours importants demandés aux institutions financières, tant pour le financement des entreprises que pour celui de la construction de logements sociaux, appelleront une dynamisation du système bancaire.

6. - L'existence de marges inutilisées, au niveau des administrations comme à celui des comptes extérieurs (les avoirs extérieurs continueront à croître fortement tout au long de la période), autorisera, si la conjoncture est favorable, la mise en œuvre de programmes complémentaires, tant en matière d'investissements productifs qu'en matière d'équipements collectifs et sociaux.

7. - Des études de sensibilité ont été effectuées portant, pour le café et le cacao qui resteront deux produits essentiels pour l'économie et les finances publiques, sur les effets d'une augmentation éventuelle des prix payés aux planteurs et d'une diminution des cours mondiaux.

Elles montrent que les marges de sécurité retenues dans ce chapitre sont suffisantes pendant la durée du Plan.

La situation financière de la période 1976-1980 apparaît encore meilleure que celle du quinquennat 1971-1975. Il convient toutefois d'interpréter ce résultat dans le cadre des hypothèses adoptées. En effet, pour décrire la croissance économique en volume, les projections ont été effectuées à prix constants. Or, pendant la période 1976-1980, les cours mondiaux du café et du cacao pourront être notablement inférieurs à ceux qui ont été retenus pour la durée du Plan ; par ailleurs, les prix payés aux planteurs pourront être sensiblement relevés. Les calculs de variantes effectués, dans le cadre des études de sensibilité, montrent que la conjugaison de ces deux mouvements de prix entraînerait, pour l'Etat, un manque à gagner important qui pourrait dépasser les marges de sécurité retenues. Il deviendrait alors nécessaire que l'endettement de la période 1976-1980 fût nettement plus important que ne l'indique la projection à prix constants.

L'équilibre financier de cette période serait alors plus tendu, mais il resterait parfaitement réalisable, eu égard aux possibilités d'endettement qui ne sont pas utilisées dans la projection à prix constants.

Finalement, le plus important à retenir, c'est que l'équilibre financier d'une économie en forte croissance par les comptes extérieurs, comme l'est celle de la Côte-d'Ivoire, dépend davantage de la réalisation du modèle de croissance que la croissance ne dépend de l'équilibre financier. C'est dire l'importance de la cohérence et de la continuité de l'action des pouvoirs publics en vue de la réalisation du Plan, en particulier dans les trois domaines de la promotion des exportations, de la promotion d'une deuxième génération d'industries et de l'ivoirisation progressive de l'appareil de production du pays.

CHAPITRE 3

# LE DÉVELOPPEMENT RURAL

# INTRODUCTION

L'exposé du plan de développement rural comprend cinq parties.

La première présente, de façon générale, les objectifs poursuivis, les actions et les programmes envisagés et les moyens à mettre en œuvre.

La seconde partie expose, dans le détail, l'ensemble des réalisations prévues dans les domaines de l'agriculture vivrière, de l'élevage, de l'agriculture industrielle et d'exportation, de l'exploitation forestière et des pêches. Sont également examinées dans cette partie, les opérations de développement intégré.

Après avoir présenté l'ensemble des programmes au niveau national, on examine, dans une troisième partie, le plan agricole dans l'optique régionale afin de montrer dans quelle mesure sont atténuées les disparités de revenus entre régions.

La quatrième partie est consacrée à une récapitulation de l'ensemble des moyens à mettre en œuvre pour assurer la réalisation des actions envisagées.

Dans une dernière partie enfin, est présenté l'ensemble des actions à entreprendre dans le monde rural pour en améliorer les conditions de vie et obtenir une participation plus active des paysans au développement.

## I. - PRESENTATION GENERALE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL

### A. - LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIMAIRE DE 1960 A 1970.

#### 1. - *Evolution de la production brute*

Au cours de la décennie 1960-1970, la production brute du secteur primaire s'est développée en francs courants à un taux annuel moyen de 6 % environ. Mais comme l'indique le tableau n° 1 ci-dessous, la croissance par sous-secteur a été très inégale.

La progression des activités liées au marché intérieur a été relativement faible : la production vivrière a augmenté à un taux moyen de 3 % par an, tandis que les secteurs de l'élevage et de la pêche se sont développés à un rythme plus rapide, voisin de 5 % en moyenne par an, avec cependant une progression plus rapide pendant les cinq dernières années.

EVOLUTION DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION

Tableau N° 1 — en millions de F.CFA courants

| | 1960 | 1965 | 1970 |
|---|---|---|---|
| Agriculture vivrière . . . . . | 36.295 | 43.263 | 48.054 |
| Elevage et chasse . . . . . | 3.586 | 3.937 | 5.565 |
| Agriculture industrielle et d'exportation . . . . . | 22.357 | 33.262 | 49.063 |
| Exploitation forestière . . . | 7.253 | 16.709 | 23.500 |
| Pêche . . . . . | 2.218 | 2.974 | 3.700 |
| Total . . . . . | 71.709 | 100.145 | 129.882 |

Les secteurs liés à l'exportation ou à l'industrie locale ont, par contre, connu un essor remarquable : la production du secteur de l'agriculture industrielle et d'exportation a doublé, tandis que celle de l'exploitation forestière a plus que triplé.

En ce qui concerne l'évolution, par produit, dans chaque sous-secteur, les faits suivants méritent d'être signalés :

— parmi les cultures vivrières, les céréales (riz et maïs) progressent très rapidement ;

— dans l'élevage, la production avicole prend une part de plus en plus importante ;

— la part du café, dans la valeur de la production agricole industrielle et d'exportation, a légèrement décliné mais reste très importante (47 %). Le coton a connu un essor extraordinaire, tandis que les autres cultures ont progressé au même rythme que l'ensemble du secteur.

#### 2. - *Les principales actions de développement*

Pour diversifier l'économie agricole qui était trop dépendante de la production caféière, un important programme de diversification a débuté vers 1965, portant sur la création de plantations modernes de palmier et cocotier, sur le développement de la riziculture, ainsi que sur la culture du coton dans le nord du pays. Parallèlement, a été entreprise une vaste opération de régénération de la cacaoyère. A l'exception du coton, l'effet de ces actions se fera surtout sentir au cours du quinquennat 1971-1975.

#### 3. - *Les problèmes actuels de l'agriculture ivoirienne*

a) La production agricole, malgré les efforts de diversification, qui porteront leurs fruits à long

terme, reste dominée par le café dont la production est, de plus, soumise à des fluctuations annuelles considérables.

b) Bien que la situation se soit améliorée depuis 1965, les disparités de niveau de développement entre les régions restent considérables, le Nord et l'Ouest étant les plus défavorisés.

c) La demande intérieure de certains produits vivriers et animaux croît à un rythme plus rapide que la production : il s'agit surtout du riz et de la viande. Grâce aux actions de développement de la riziculture, on a réussi à stabiliser les importations.

Pour la viande, par contre, l'écart entre la demande et la production augmente sans cesse.

d) En dépit d'un rythme de croissance élevé, il n'est pas encore apparu en Côte-d'Ivoire de véritables contraintes de main-d'œuvre ou de force de travail disponible.

En région forestière, le revenu élevé procuré par la plupart des cultures a permis d'utiliser largement de la main-d'œuvre immigrée. Il faut cependant considérer que les ressources de l'immigration ne sont pas illimitées et que la main-d'œuvre devient de plus en plus exigeante au point de vue rémunération et conditions de travail.

Dans les régions de savane, il existait jusqu'à présent un sous-emploi agricole généralisé, mais il se réduit rapidement par le fait du développement de la production de coton et de riz. D'ores et déjà, apparaissent des goulots d'étranglement saisonniers de main-d'œuvre dans quelques régions. Comme le revenu procuré par les cultures de savanes ne permet pas d'utiliser de la main-d'œuvre salariée, le seul moyen de réduire les contraintes est d'améliorer la productivité du travail par la mécanisation des travaux culturaux : préparation des terres et sarclage essentiellement.

e) La plupart des interventions dans le domaine agricole ont été confiées à des sociétés para-publiques spécialisées dans une ou plusieurs cultures. Ce système a permis de réaliser efficacement la plupart des grandes opérations lancées à partir de 1965. Mais, en région de savane où le système de production est basé sur la succession de plusieurs cultures annuelles, le paysan est sollicité par les agents d'encadrement de plusieurs organismes, ce qui aboutit à un gaspillage des moyens d'intervention et ne permet pas d'entreprendre une réforme complète du système de production.

f) De graves déficiences apparaissent actuellement dans le système de commercialisation des produits agricoles destinés à la consommation intérieure. Les marges commerciales sont souvent excessives et l'écoulement de la production est mal assuré, ce qui décourage les producteurs.

g) Enfin, dans le domaine des forêts, le développement de l'exploitation des bois a singulièrement entamé le patrimoine national en plusieurs espèces dont les réserves sont peu abondantes.

## B. - Les grandes lignes du plan de développement rural

### 1. - *Objectifs généraux*

Les principaux objectifs assignés au Plan de développement rural sont :

a) Sur le plan de l'économie nationale :

— assurer un taux de croissance agricole aussi élevé que possible par rapport aux moyens mis en œuvre ;

— réaliser l'équilibre de la balance extérieure tout en rendant, par une politique de diversification adéquate, l'économie ivoirienne moins sensible aux aléas de la conjoncture internationale des produits tropicaux de base ;

— améliorer la compétitivité de l'économie ivoirienne d'exportation pour faire face à d'éventuelles dégradations des cours ;

— satisfaire les besoins alimentaires de l'ensemble de la population.

b) Sur le plan de l'économie régionale :

— réduire autant que possible la disparité des niveaux de revenus entre régions.

c) Au niveau du paysan :

— accroître le revenu monétaire de la grande masse des paysans par l'amelioration de la productivité agricole ;

— améliorer le niveau nutritionnel quantitatif et qualitatif et la sécurité alimentaire ;

— amener progressivement le paysan à participer à son développement ;

— fournir aux jeunes des perspectives de promotion économique et sociale dans l'agriculture afin de freiner l'exode rural ;

— améliorer les conditions de vie du monde rural par la mise en place d'un ensemble d'équipements sociaux et culturels.

### 2. - *Les objectifs quantitatifs*

Comme le secteur de l'agriculture est moteur du développement économique, et de ce fait prioritaire, il n'a pas été fixé a priori de contraintes financières à la réalisation des projets agricoles.

Les facteurs qui ont été pris en compte dans le choix des actions sont :

— les possibilités techniques et humaines de réalisation ;

— la rentabilité au niveau du producteur et de l'économie nationale ;

— les débouchés intérieurs et extérieurs ;

— la recherche d'un meilleur équilibre régional.

Les objectifs agricoles ont été fixés dans une vision optimiste et dynamique du développement agricole ; ils sont particulièrement ambitieux pour l'ensemble des activités de la zone de savane, mais sont réalisables dans la mesure où les moyens exposés plus loin seront mis en œuvre.

Le tableau n° 2 ci-dessous donne, par branche de la comptabilité nationale, l'évolution de la production et de la valeur ajoutée.

## RECAPITULATION EN VALEUR DES OBJECTIFS DU SECTEUR AGRICULTURE - FORETS - PECHE

Tableau N° 2 (en millions de F.CFA aux prix de 1968/69)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| A- VALEUR DE LA PRODUCTION | | | | |
| Branche 01 : agriculture vivrière et élevage | 45.812 | 53.619 | 65.057 | 78.898 |
| Branche 02 : agriculture industrielle et d'exportation | 36.900 | 49.063 | 63.620 | 87.504 |
| Branche 03 : exploitation forestière | 17.720 | 23.500 | 24.000 | 30.000 |
| Branche 04 : pêche | 2.906 | 3.700 | 6.780 | 10.600 |
| TOTAL | 103.338 | 129.882 | 159.457 | 207.002 |
| B- VALEUR AJOUTEE | | | | |
| Branche 01 : agriculture vivrière et élevage | 40.740 | 47.578 | 56.927 | 68.820 |
| Branche 02 : agriculture industrielle et d'exportation | 34.270 | 44.680 | 56.995 | 79.171 |
| Branche 03 : exploitation forestière | 9.455 | 12.505 | 12.768 | 15.960 |
| Branche 04 : pêche | 1.874 | 2.277 | 4.283 | 6.933 |
| TOTAL | 86.339 | 107.040 | 130.973 | 170.884 |

En ce qui concerne la composition des productions par branche, les évolutions les plus marquantes à signaler dans la période 1970 à 1980 sont :

— dans la branche 01 : la production céréalière, ainsi que celle de l'élevage, augmentent sensiblement;

— dans la branche 02, la part du café passe de 46,5 % en 1970 à 33,1 % en 1980. Cette régression s'effectue surtout au profit du cacao (28,5 % à 33,4 %) et des oléagineux (5,5 % à 10,9 %).

Le rythme de croissance de la valeur ajoutée par branche et par période évoluera comme suit :

Tableau N° 3

| Branches | 1965-70 | 1970-75 | 1975-80 |
|---|---|---|---|
| 01 - Agr. vivrière élev. | 3,1 % | 3,7 % | 3,9 % |
| 02 - Agr. ind. et d'exp. | 5,4 % | 5,0 % | 6,8 % |
| 03 - Exploit. forest. | 5,7 % | 0,4 % | 4,6 % |
| 04 - Pêche | 4,0 % | 13,5 % | 10,1 % |
| Ensemble | 4,4 % | 4,1 % | 5,5 % |

On note que le taux de croissance de la branche 02 subira au cours de la période 1971-1975 un léger fléchissement, qui est dû pour une large part à la stagnation prévisible de la production de café. La baisse des cours du café à partir de 1960, ainsi que les mesures de limitation des extensions de culture ont, en effet, entrainé une forte réduction des superficies plantées.

La croissance des activités de la branche 02 autres que le café se poursuivra par contre à un rythme très élevé :

— de 1965 à 1970 : 9,1 % ;

— de 1970 à 1975 : 8,0 % ;

— de 1975 à 1980 : 9,1 %.

Le développement de la production forestière (branche 03) se ralentira également de 1970 à 1975. Cela résulte de la nécessité de restreindre l'exploitation de cinq essences dont les réserves s'épuisent, au rythme actuel, trop rapidement et qui représentent près de la moitié du volume de bois exploité.

Une propagande active de promotion des essences secondaires, dont les réserves sont abondantes, devrait maintenir la production jusqu'en 1975 et l'accroître légèrement en 1980.

En ce qui concerne l'évolution globale du secteur primaire, il faut noter cependant que la croissance

de l'agriculture vivrière et de l'élevage (branche 01), ainsi que celle des pêches (branche 04) permettent, au cours de la période 1971-1975, d'amortir dans une certaine mesure le fléchissement subi par les deux autres branches.

3. - *Les principaux programmes envisagés et les conditions de leur mise en œuvre*

Les opérations dont la réalisation conditionnera pour une large part la croissance de l'économie agricole au cours de la prochaine décennie, sur le plan national ou au niveau régional, sont :

— les opérations riz et maïs ;

— le développement de l'élevage ;

— la modernisation des plantations de café et cacao ;

— la poursuite des opérations : palmier, cocotier, coton, banane et ananas de conserverie ;

— la culture du sucre et du kénaf ;

— le développement de diverses cultures fruitières et maraichères ;

— les opérations de développement agricole intégré, dont notamment l'aménagement du Sud-Ouest, ainsi que quatre opérations basées sur la mécanisation des cultures de savane.

Ces opérations seront brièvement exposées en soulignant les conditions de leur mise en œuvre et les décisions ou options politiques à prendre.

a) Le riz et le maïs

Pour satisfaire la demande intérieure et réduire les importations, un effort très important doit être poursuivi dans le domaine de la riziculture.

Le programme 1971-1975 portera plus spécialement sur la riziculture irriguée en petits aménagements. En région forestière, la modernisation de la culture pluviale sera poursuivie dans les seules zones où les ressources hydro-agricoles sont limitées. En région de savane, le riz pluvial sera intégré dans des assolement basés sur le coton.

Il convient, dans les plus brefs délais, de mettre au point un programme concret et précis d'action pour la période 1971-1975 et de mettre en place les structures d'encadrement appropriées.

Concernant le maïs, les perspectives d'évolution de la demande intérieure sont favorables, ce qui a conduit à envisager un programme important. La culture du maïs est très intéressante dans la zone de savane à double cycle de précipitation en avant-culture du coton.

Une décision est à prendre concernant l'incorporation de maïs à la farine de blé qui accroîtrait sensiblement les débouchés. Il faut, de plus, mettre en place un système de collecte et d'achat du maïs, ainsi que des installations de séchage et de stockage.

b) L'élevage

Les pays sahéliens fournisseurs traditionnels de bétail risquent, à partir de 1975, de ne pouvoir faire face à l'accroissement de la demande ivoirienne. Ceci a conduit à prévoir un programme important en matière d'élevage bovin. Deux grandes opérations sont envisagées :

— la création d'un secteur moderne de production bovine : ranches de grandes dimensions ;

— la modernisation des méthodes d'élevage traditionnel dans le nord du pays.

Des études de projets sont en cours ou à prévoir d'ici à 1972. Les réalisations seront très coûteuses et l'effet des programmes sur la production ne deviendra sensible qu'à partir de 1980. La modernisation de l'élevage traditionnel se heurtera à des résistances psychologiques et sociales qu'il s'agira de surmonter par une action politique au niveau des populations.

Afin de favoriser le développement du secteur d'élevage moderne, il conviendra d'instituer un système de prix, à la qualité, qui assure au producteur des conditions d'exploitation rentables. Des mesures sont à prendre également en ce qui concerne la commercialisation du bétail.

Enfin dans le domaine de l'aviculture moderne qui a pris, ces dernières années, un essor remarquable, il est prévu de poursuivre et d'amplifier les actions en cours.

c) Le café et le cacao

La Côte-d'Ivoire dispose en ce moment de nouvelles variétés de café et de cacao au potentiel de production élevé et à la précocité remarquable.

Le vaste programme de plantation de variétés sélectionnées, qui est envisagé en milieu paysan, permettra de porter la production de café de 240 000 tonnes en 1970 à 305 000 tonnes en 1980, et la production de cacao de 175 000 tonnes en 1970 à 365 000 tonnes en 1980.

Le programme cacao est particulièrement ambitieux. Les réalisations totales, par quinquennat, porteront sur 85 000 ha environ, avec une part très importante dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

Compte tenu de l'effet considérable qu'exercera le développement de la production cacaoyère sur l'économie nationale et sur l'économie régionale, la réalisation du programme cacao devra faire l'objet d'une attention particulière.

d) Les opérations palmier, cocotier, banane, ananas de conserverie

Les programmes palmier et cocotier se poursuivront selon le plan actuellement établi par la SODEPALM. Après 1975, l'essentiel des réalisations portera sur la partie actuellement inoccupée du Sud-Ouest.

La banane ivoirienne se heurte à une vive concurrence sur les marchés extérieurs. Ceci a conduit pour la période 1971-1975 à prévoir un regroupement de la culture à proximité d'Abidjan de manière à rendre la production plus compétitive.

La création d'une nouvelle conserverie à Bonoua, ainsi que l'agrandissement de l'usine de la SALCI permettent d'envisager une forte extension de la culture de l'ananas de conserverie, la production devant passer de 120 000 tonnes en 1970 à 220 000 tonnes en 1980.

e) Les fruits et légumes divers

Avec l'élévation des niveaux de vie et l'amélioration des moyens de transport, la consommation en Europe de fruits et dérivés de fruits, ainsi que de légumes, d'origine tropicale, se développe rapidement.

La Côte-d'Ivoire a intérêt à prendre place sur ce marché en pleine expansion et à y faire un gros effort de promotion commerciale.

Parmi les projets envisagés, le principal concerne l'ananas frais d'exportation dont la production devrait passer de 15 000 tonnes en 1970 à 80 000 tonnes en 1980. La valeur de la production se montera à cette époque à 2,4 milliards de F CFA. Les autres projets sont de moindre ampleur : agrumes à essence, anacardier, avocat, légumes d'exportation.

Il faut noter également que la demande des grandes villes en fruits et légumes s'accroît rapidement, ce qui a conduit à envisager des programmes de production et la mise en place d'une infrastructure commerciale adequate.

La réalisation de l'ensemble de ces programmes incombera à la SODEFEL, société d'Etat nouvellement créée. Il conviendrait que cette société dispose rapidement de tous les moyens nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes indiqués.

f) Le coton et l'arachide

Les objectifs de production de coton sont particulièrement ambitieux. Ils ne seront atteints que dans la mesure où les actions visant à améliorer la productivité des exploitations agricoles de savane seront appliquées avec succès, à savoir :

— la pratique généralisée d'assolements comportant outre le coton, les cultures vivrières et éventuellement le riz, le maïs et l'arachide ;

— la mécanisation des cultures dans les zones concernées par les opérations de développement intégré.

La création d'une huilerie de graine polyvalente ouvre un vaste débouché à la production d'arachide dont la culture est essentiellement envisagée en premier cycle avant le coton.

g) Le sucre et le kénaf

Le site de Ferkessédougou offre incontestablement les conditions les plus favorables à l'implantation d'un complexe sucrier susceptible d'approvisionner le marché local à un prix comparable à celui du sucre importé dans le cadre de l'accord de l'O.C.A.M. Compte tenu de l'importance que prendra l'activité sucrière tant au niveau national qu'au niveau régional, sa réalisation devrait débuter sans délais.

Des essais de culture mécanisée de kénaf sont conduits depuis trois ans dans la région de Ferkessédougou dans le cadre d'un projet visant à produire 16 000 tonnes de fibres. Il conviendra, avant d'entreprendre la réalisation de ce projet, d'établir un bilan technique et économique précis des essais en cours et de le réorienter le cas échéant.

h) Les opérations de développement intégré

Une nouvelle forme d'intervention dans le domaine rural apparaîtra avec la réalisation d'opérations de développement intégré.

Deux opérations sont en cours : il s'agit de l'aménagement de la région du Sud-Ouest, et de l'aménagement de la vallée du Bandama.

Du point de vue de la croissance agricole au cours de la prochaine décennie, la mise en valeur du Sud-Ouest revêt une importance considérable car c'est dans cette région que sera réalisée une part importante des programmes cacao, palmier, cocotier, hévéa et agrumes à essence.

Quatre opérations intégrées sont, en outre, prévues en zone de savane dans les régions de Bouaké, Mankono, Boundiali et Korhogo, qui porteront, pour une large part, sur la création d'exploitations mécanisées. Ces opérations devront être suivies avec une attention particulière car, de leur succès, dépendra l'évolution de la culture mécanisée en région de savane et, par voie de conséquence, la réalisation des

objectifs de production agricole qui ont été fixés pour 1980.

Dans chaque opération, sera menée une action d'animation rurale qui devrait aboutir à une participation plus active des paysans aux actions de développement rural et à une modification en profondeur des mentalités et des comportements.

4. - *Les moyens à mettre en œuvre*

a) Les moyens financiers

Ainsi que l'indique le tableau n° 4 les dépenses publiques du secteur agriculture - forêt - pêche sont évaluées à 72 milliards pour la période 1971-1975 et à près de 80 milliards pour 1976-1980.

Parmi les opérations qui exigeront les dépenses les plus importantes au cours du quinquennat, citons :

— l'opération riz, plus de 8 milliards. Elle englobe cependant la création d'un vaste aménagement hydro-agricole dans la région de Korhogo (3 milliards environ) ;

— le programme cacao : 6 milliards ;

— les programmes palmier et cocotier qui, ensemble, représentent près de 16 milliards ;

— les opérations coton, canne à sucre et kénaf qui, chacune, coûteront 5 milliards environ.

Les dépenses au cours du second quinquennat ne seront pas sensiblement supérieures à celle du premier.

Cela tient au fait que la période 1971-1975 sera marquée par la réalisation de plusieurs opérations qui nécessiteront au départ des investissements très importants :

— aménagements rizicoles, culture sucrière et kénaf, aménagement régional (AVB et ARSO).

Tableau N° 4 (en millions de F.)

| Branches | 1971-75 | | Total | 1976-80 | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Invest. | Fonct. | | Invest. | Fonct. | |
| 01 - Agr. vivrière élevage | 7.278 | 5.945 | 13.223 | 4.360 | 5.764 | 10.124 |
| 02 - Agr. industr. et d'export. | 27.629 | 18.119 | 45.748 | 28.098 | 24.462 | 52.560 |
| 03 - Exploitation forestière | 3.018 | - | 3.018 | 5.000 | - | 5.000 |
| 04 - Pêche | 960 | 377 | 1.337 | 272 | 316 | 588 |
| Développement intégré | 5.308 | 3.032 | 8.340 | 6.303 | 3.965 | 10.268 |
| Total | 44.193 | 27.473 | 71.666 | 44.033 | 34.507 | 78.540 |

b) Les autres moyens

Ceux-ci ont, pour la plupart, déjà été évoqués, aussi seront-ils brièvement résumés.

La modernisation des techniques de production exigera de poursuivre et d'intensifier la recherche et l'expérimentation. Parmi les domaines prioritaires figurent : les techniques susceptibles d'améliorer la productivité en région de savane, mécanisation et désherbants chimiques ; les recherches zootechniques.

Les structures et méthodes d'intervention dans le domaine rural seront à revoir en fonction des nouvelles orientations prises en ce qui concerne l'agriculture de savane. Compte tenu du nombre croissant d'opérations agricoles prévues, dont certaines sont relativement complexes, il conviendrait que soit créée, au sein du Ministère de l'Agriculture, une cellule d'économie rurale, chargée de superviser la conception des projets, d'en contrôler l'exécution et d'en mesurer les effets économiques et sociaux.

Les subventions accordées aux paysans pour l'achat d'équipements, la création de plantations et d'aménagements hydro-agricoles devront progressivement faire place à des prêts remboursables, à partir du moment où les techniques de culture sont bien maîtrisées et rentables. Cela exigera une adaptation des méthodes actuelles d'octroi de crédit.

Diverses interventions de l'Etat seront nécessaires dans le domaine de la commercialisation des produits et des prix, qui seront précisées lors de l'examen des différents programmes.

## II. - OBJECTIFS ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

L'exposé comprendra cinq parties :

a) L'agriculture vivrière et l'élevage qui font partie de la branche 01 de la comptabilité nationale.

b) L'agriculture orientée vers l'exportation et les industries de transformation (branche 02).

c) Les opérations de développement intégré.

d) L'exploitation forestière (branche 03).

e) La pêche (branche 04).

### A. - L'AGRICULTURE VIVRIÈRE ET L'ÉLEVAGE

Dans ce paragraphe sont analysés séparément les objectifs et programmes se rapportant au riz, au maïs, aux cultures maraîchères, aux fruits destinés au marché local, et à l'élevage.

Pour les produits vivriers autres que ceux précités dont la production est liée avant tout aux besoins de la consommation locale, les objectifs de chacun seront déterminés dans le cadre général de l'augmentation des besoins alimentaires, au cours de la période 1970-1980.

#### 1. - *Les produits vivriers*

La plupart des considérations exprimées dans les « perspectives décennales » 1960-1970, au sujet des cultures vivrières en Côte-d'Ivoire, demeurent valables pour la période 1971-1975 et la perspective 1980.

Les grandes enquêtes statistiques qui se sont déroulées entre 1960 et 1965, et l'évolution constatée, durant la même période et depuis lors, dans la consommation de certains produits, permettent seulement de rectifier certaines prévisions.

On indiquera ici simplement les principales considérations qui justifient les perspectives proposées pour la période planifiée.

a) La situation alimentaire du pays demeure quantitativement satisfaisante

Les enquêtes régionales ont conduit à réviser en assez forte baisse les estimations des services agricoles concernant les féculents (tubercules, bananes plantain) et à rectifier en légère hausse les évaluations des céréales.

Les « perspectives décennales » signalaient une grande surabondance apparente en quantité (plus de 3 kg par personne et par jour) de produits alimentaires végétaux. Il est vrai que ce chiffre était estimé avant déduction des semences et pertes, postes parfois considérables.

Les estimations actuellement admises conduisent à retenir comme production vivrière ayant une valeur (donc comparable aux autres productions nationales) celle correspondant à une ration calorifique normale. Le tableau n° 5 aboutit, pour les principaux produits végétaux recensés par les statistiques, à une ration correspondant, à très peu de chose près, aux normes internationales (F.A.O.), compte tenu de la composition par âge de la population du pays et du climat.

Il n'est pas douteux :

— qu'en plus des pertes en cours de stockage, des cultures « de sécurité » non récoltées restent chaque année sur pied (principalement manioc et banane plantain) ;

— que les produits non saisissables par les statistiques (épices, feuilles, etc.) et les produits animaux, s'ils augmentent peu la ration calorifique apportée par les produits de base, jouent au contraire un rôle déterminant dans la composition qualitative de la ration (protides, vitamines). Le rôle du poisson est aussi très important.

Malgré ces produits, la ration reste insuffisante en protéines animales et en vitamines.

b) La couverture des besoins alimentaires par leur propre production reste la préoccupation première de la grande majorité des producteurs

On a certes noté que le développement des cultures industrielles a conduit certaines régions rurales à limiter au strict minimum leur production vivrière et à devenir légèrement importatrices de produits alimentaires. Cette tendance s'explique très bien par le fait que les cultures comme le café et le cacao rémunèrent le travail nettement mieux que les féculents ou le riz. La tendance observée est donc très logique sur le plan économique. Mais, davantage que le profit maximum, les agriculteurs, en grande majorité, cherchent la sécurité de leur approvisionnement de base. C'est pourquoi on constate qu'aucune région rurale n'a poussé l'évolution logique à son terme et n'en est venue à se spécialiser dans la culture la plus rentable et à importer l'essentiel de sa nourriture.

Aussi longtemps que les circuits commerciaux ne seront pas assez améliorés pour apporter à chaque paysan la même sécurité d'approvisionnement que lui donne l'autofourniture, le comportement autoconsommateur subsistera. Il serait extrêmement aventuré, pour les pouvoirs publics, de bousculer sans précautions cet état de choses.

c) A la faveur de l'élévation du niveau de vie et de l'urbanisation, quatre denrées produites ou pouvant être produites en Côte-d'Ivoire se détachent des autres et voient leur demande augmenter beaucoup plus vite que la population.

Il s'agit du riz, du sucre, de la viande et du poisson. Les importations croissantes attestent l'augmentation de la demande, la production nationale étant inexistante (sucre), stagnante (élevage) ou même croissante (riz). Seule la production de poisson arrive à suivre la demande.

En conséquence, ces produits font l'objet de programmes particuliers de développement.

Pour les autres denrées vivrières productibles localement, aucune évolution marquante n'a pu être saisie, et aucun commerce extérieur notable ne marque

## RATION ALIMENTAIRE DE BASE CORRESPONDANT AUX EQUILIBRES QUANTITATIFS
### admis pour 1965
(produits agricoles principaux seulement, recensés par les statistiques agricoles)

Tableau N° 5

| | Consommation humaine tonnes | Kilos/ hab/ an | Grammes/ hab/ jour | Calories/ gramme | Calories/ hab/ jour | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Paddy | 324.300 | 45,9 * | 126 * | 3,59 | 452 | * riz = paddy × 0,62 |
| Maïs | 153.300 | 35,1 | 96 | 3,56 | 342 | |
| Sorgho | 9.520 | 2,2 | 6 | 3,11 | 19 | |
| Mil | 29.120 | 6,7 | 18 | 3,12 | 56 | |
| Fonio | 5.950 | 1,4 | 4 | 3,10 | 12 | |
| Sous-total céréales | 522.190 | 91,3 | 250 | | 881 | |
| Igname | 747.000 | 171,2 | 469 | 0,90 | 422 | |
| Manioc | 500.000 | 114,6 | 314 | 1,09 | 342 | banane = régime × 1/ 1,13 |
| Patate | 16.400 | 3,8 | 10 | 0,97 | 10 | |
| Taro | 112.140 | 25,7 | 70 | 0,86 | 60 | |
| Banane plantain | 518.000 | 105,1 | 288 | 0,75 | 216 | |
| Sous-total féculents | 1.893.540 | 420,4 | 1.151 | | 1.050 | |
| Arachide | 21.235 | 4,9 | 13 | 3,88 | 50 | |
| Pois de terre | 11.600 | 2,7 | 7 | 3,65 | 26 | |
| Karité | 2.815 | 0,6 | 2 | 8,84 | 17 | |
| Huile de palme | 23.000 | 5,3 | 15 | 8,84 | 132 | |
| Sous-total oléagineux | 58.650 | 13,5 | 37 | | 225 | |
| TOTAL produits recensés | | 525,2 | 1.438 | | 2.156 | |

l'apparition de déficits ou d'excédents importants. Seule une augmentation visible de la culture du maïs fait admettre un progrès léger de cette céréale.

L'augmentation de la ration per capita en riz (et en blé) donne à penser que la consommation par personne en féculents (produits moins aisément transportables et conservables, et plus longs à préparer) diminue légèrement.

Cette évolution doit cependant être lente et, au stade actuel des prévisions, elle n'a été prise en compte qu'avec prudence.

d) Les principes retenus pour la projection des principaux vivriers découlent des considérations précédentes.

— Pour la viande, le poisson, le riz et le maïs des estimations spécifiques ont été faites, qui sont indiquées dans les paragraphes consacrés à ces produits.

— Pour les autres produits vivriers faisant l'objet de statistiques, on a admis que les consommations per capita, en milieu urbain et en milieu rural, resteraient respectivement constantes.

— Enfin, pour les produits divers simplement estimés (fruits et légumes, boissons traditionnelles, etc.) une projection purement indicative a été faite, axée sur l'évolution de la population (voir tableau récapitulatif).

La prudence des hypothèses est due au danger déjà signalé d'intervenir brutalement dans des systèmes alimentaires qui ont le mérite d'exister, et à l'incertitude des statistiques en la matière, qui rend illusoire toute prévision précise.

Sous ces réserves, et comme conséquence des hypothèses prudentes dont les principes viennent d'être exposés, la ration alimentaire apportée par les principaux produits vivriers aura assez peu évolué en 1980, avec toutefois un mouvement significatif en faveur des céréales et au détriment des féculents (voir tableau n° 6). Il est probable que l'évolution réelle sera plus rapide que cette prévision.

e) *La prudence nécessaire en matière de politique vivrière* ne doit pas faire oublier que la spécialisation progressive des régions de forêt dans les cultures « riches » qu'elles peuvent seules pratiquer, est un moyen de faire indirectement profiter les régions de

savane de cette richesse. En effet, le « Nord » pourrait devenir le grenier du « Sud ».

Cette évolution suppose toutefois :

— un grand progrès des circuits commerciaux. Une amélioration sensible de ces circuits est de toute manière souhaitable pour assurer à bon compte l'approvisionnement des grandes villes :

— un grand progrès de productivité dans les exploitations agricoles de savane. Avec les procédés culturaux actuels, il semble que les exploitations de savane se heurteraient rapidement à une insuffisance de leurs ressources en travail.

C'est pourquoi l'évolution ne peut être ni rapide ni spontanée.

## RATION ALIMENTAIRE DE BASE CORRESPONDANT AUX EQUILIBRES QUANTITATIFS ADMIS POUR 1980

Tableau N° 6

| | Consommation humaine tonnes | kilos/ Hab./ An | Grammes/ Hab./ jour | Calories/ Gramme | Calories/ Hab./ jour |
|---|---|---|---|---|---|
| Riz décortiqué | 375.000 | 52,8 | 144,6 | 3,59 | 519 |
| Maïs | 245.000 | 34,5 | 94,5 | 3,56 | 336 |
| Farine de maïs pour panification | 32.400 | 4,5 | 12,3 | 3,56 | 44 |
| Mil et sorgho | 59.000 | 8,3 | 22,7 | 3,12 | 71 |
| Fonio | 9.000 | 1,2 | 3,2 | 3,10 | 10 |
| Sous-total céréales | 720.400 | 101,3 | 277,3 | | 980 |
| Igname | 1.060.000 | 149,3 | 409,0 | 0,90 | 368 |
| Manioc | 714.000 | 100,6 | 275,6 | 1,09 | 300 |
| Patates | 25.000 | 3,5 | 9,5 | 0,97 | 9 |
| Taro | 160.000 | 22,5 | 61,6 | 0,86 | 53 |
| Banane plantain | 692.000 | 97,5 | 267,1 | 0,75 | 200 |
| Sous-total féculents | 2.651.000 | 373,4 | 1.022,8 | | 930 |
| Arachide | 35.500 | 5,0 | 13,6 | 3,88 | 53 |
| Pois de terre | 20.000 | 2,8 | 7,6 | 3,65 | 28 |
| Huile de palme | 35.500 | 5,0 | 13,6 | 8,84 | 120 |
| Karité | 3.400 | 0,5 | 1,3 | 8,84 | 11 |
| Sous-total oléagineux | 94.400 | 13,3 | 36,1 | | 212 |
| TOTAL des produits recensés | | 488,0 | 1.336,2 | | 2.122 |

f) En dehors du riz et du maïs, il n'est pas prévu de programme spécifique portant sur les cultures vivrières, ce qui ne signifie pas qu'elles soient négligées.

En région de savane, les cultures vivrières seront intégrées dans un assolement comportant le coton, le riz pluvial ainsi que l'arachide et le maïs. Elles bénéficieront donc d'une amélioration technique ne fût-ce que par l'arrière effet de l'engrais appliqué sur les cultures qui les précèdent.

En région forestière ou préforestière, les seules interventions concernant les cultures vivrières auront lieu dans les zones d'installation dirigée de la région du Bandama et du Sud-Ouest.

Par ailleurs, l'amélioration des circuits de commercialisation, qui portera sur le maïs, l'igname et la banane plantain, devrait se traduire par une réduction assez sensible des pertes au stockage et à la commercialisation.

Il conviendra de plus de poursuivre, tant au niveau des stations de recherche, que des secteurs de prévulgarisation, les travaux concernant les assolements culturaux, la sélection de variétés plus productives et de meilleure valeur alimentaire (teneur en protéines et acides aminés surtout), la fertilisation minérale et la protection des cultures et des récoltes. Une attention devrait être accordée également à l'amélioration des techniques de stockage et de conservation, par des procédés simples et peu coûteux, accessibles à la grande masse des paysans.

## 2. - *Le riz*

### a) Motivation du programme rizicole

La consommation de riz se développe en Côte-d'Ivoire à un rythme accéléré, sous l'effet de l'urbanisation et de l'élévation des revenus, qui entraînent une désaffection de la consommation de féculents au profit des céréales.

La consommation moyenne par tête en milieu rural et semi-urbain est évaluée en 1967 à 35 kg environ par an. Cette moyenne masque cependant des disparités régionales importantes : 10 à 15 kg dans l'Est et le Centre, 72 kg dans l'Ouest.

Dans les centres urbains importants, la consommation atteint 70 kg par tête et progresse au rythme annuel moyen de 2,5 % par an.

Compte tenu de l'évolution prévisible des populations urbaine et rurale, la demande de riz passera de 230 000 tonnes en 1970 à 300 000 tonnes en 1975 et 375 000 tonnes en 1980.

La production locale n'a jusqu'à présent pu suivre l'évolution de la consommation. Cela a entraîné un développement considérable des importations qui sont passées de 1 900 tonnes en 1950 à 42 000 tonnes en 1960 et 60 000 tonnes en 1965. Grâce aux actions entreprises par la SATMACI en faveur de la riziculture, les importations de riz se stabilisent actuellement à un niveau de l'ordre de 50 000 tonnes par an.

Pour combler le déficit actuel et faire face à l'accroissement de la demande, il faudrait produire d'ici 1975 un peu moins de 200 000 tonnes de paddy en plus, ce qui revient à accroître la production actuelle de plus de 50 %.

### b) Les objectifs de production

Le tableau n° 7 indique les objectifs de production établis en fonction de l'évolution prévisible de la consommation.

En raison de contraintes techniques et humaines de réalisation, il ne sera possible d'éliminer totalement les importations qu'après 1975.

### c) Le programme proposé

L'action de la SATMACI a jusqu'ici porté, d'une part, sur la modernisation des techniques rizicoles traditionnelles : culture pluviale et de bas-fonds, riziculture inondée et, d'autre part, sur l'introduction de la riziculture irriguée intensive sur petits aménagements hydro-agricoles.

D'excellents résultats ont été obtenus en culture irriguée : avec maîtrise complète de l'eau, on obtient

OBJECTIFS DE PRODUCTION DE PADDY

Tableau N° 7 (quantités en milliers de tonnes)

| Consommation (1) Années | 1966 | 1971 | 1976 | 1981 |
|---|---|---|---|---|
| Consommation de riz | 177 | 229 | 301 | 375 |
| Consommation équivalent paddy | 295 | 381 | 501 | 625 |
| **Production** **Années** | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Pertes et semences | 33 | 42 | 50 | 55 |
| Production brute nécessaire | 328 | 423 | 551 | 680 |
| Déficit de production | 78 | 64 | 27 | - |
| Production effective | 250 | 359 | 524 | 680 |
| Valeur de la production (millions de F. CFA) au prix de 20 F/Kg | 5.000 | 7.180 | 10.480 | 13.600 |

(1) Les quantités consommées l'année n sont les quantités produites l'année n-1.

actuellement sur de grandes superficies un rendement moyen de 4 tonnes par cycle de culture à l'hectare. Ceci conduit à envisager une nouvelle orientation du programme riz.

En ce qui concerne la région forestière, la riziculture irriguée est plus intéressante que la culture pluviale, là où existent des bas-fonds aménageables à faible coût. Elle procure en effet au paysan un revenu à la journée de travail de 400 à 450 francs, alors qu'on obtient à peine 250 à 300 francs en culture pluviale améliorée ; et, grâce à la culture continue, elle assure une meilleure répartition des revenus dans l'année.

En outre, la culture irriguée exige peu de surface : on obtient 8 à 10 tonnes de paddy, par ha et par an, pour deux à trois cycles de culture, alors que pour obtenir cette quantité en culture pluviale améliorée, il faut une surface de 10 à 15 ha, en tenant compte des jachères.

L'irrigation permet donc de limiter les défrichements forestiers et de freiner, de la sorte, la dégradation du patrimoine foncier. La culture irriguée nécessite, sans doute, au départ, un investissement important en partie subventionné, mais les charges d'encadrement par tonne de paddy produite représentent la moitié à un tiers de celles nécessaires en riziculture pluviale.

Pour la région forestière, il est prévu d'aménager de 1971 à 1975 environ 7 300 ha de rizières dont 3 300 ha dans l'Ouest et le Centre-Ouest, 2 500 ha dans le Sud-Ouest, 1 000 ha dans la région de Yamoussoukro et 500 ha dans l'Est. L'encadrement de la riziculture pluviale se poursuivra dans le département de Dimbokro où les possibilités d'aménagement sont réduites.

En région de savane, la riziculture irriguée est moins avantageuse qu'en région forestière car le coût des aménagements est généralement plus élevé.

surtout lorsqu'il faut régulariser le débit des cours d'eau par une retenue de stockage. D'autre part, la riziculture pluviale peut être pratiquée en assolement avec d'autres cultures : coton, maïs, arachide et céréales traditionnelles, ce qui réduit les charges d'encadrement.

Les actions retenues en zone de savane porteront sur le développement de différents types de rizicultures :

— modernisation des systèmes traditionnels de culture irriguée par la création de petits aménagements complémentaires dans la région de Korhogo (2 500 ha) et dans la région de Bouaké-Katiola (2 500 ha) ;

— poursuite de la riziculture mécanisée sur grandes plaines d'inondation dans la région d'Odienné et en bordure du Haut-Bandama ;

— riziculture pluviale mécanisée dans les secteurs de Brobo-Diabo et Mankono (cf. opérations de développement intégré) ;

— culture pluviale, en assolement avec le coton, sur l'ensemble de la zone C.F.D.T. de savane.

Il est en outre prévu de créer, sur le Haut-Bandama, dans la région de Korhogo, un barrage qui permettrait l'aménagement, par tranches successives, de 7 000 ha de rizières et fournirait l'eau d'irrigation nécessaire au complexe sucrier de Ferkessédougou. Ce projet a été retenu sur la base d'une reconnaissance sommaire. Les études techniques qui débuteront fin 1970 et s'achèveront au début de 1972, devront toutefois en déterminer les caractéristiques précises.

La réalisation de l'aménagement considéré offre un grand intérêt à moyen terme car, situé en bordure de la zone dense de Korhogo, il permettra d'en favoriser le décongestionnement.

Les superficies et les productions, par type de cultures, sont présentées au tableau n° 8.

Tableau N° 8

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| SUPERFICIES en HA | | | | |
| Riz irrigué | 8.000 | 11.000 | 27.000 | 37.000 |
| Riz pluvial encadré (1) | - | 7.000 | 30.000 | 60.000 |
| Riz pluvial non encadré | 251.000 | 285.000 | 240.000 | 210.000 |
| Total superficies | 259.000 | 303.000 | 297.000 | 307.000 |
| PRODUCTION en tonnes de paddy | | | | |
| Riz irrigué | 16.000 | 40.000 | 186.000 | 276.000 |
| Riz pluvial encadré | - | 14.000 | 60.000 | 150.000 |
| Riz pluvial non encadré | 234.000 | 305.000 | 278.000 | 254.000 |
| Total production | 250.000 | 359.000 | 524.000 | 680.000 |

(1) Avec engrais.

La culture irriguée portera, au cours du quinquennat 1971-1975, essentiellement sur de petits aménagements. En 1975 les disponibilités en sites aménageables à peu de frais seront pratiquement épuisées, sauf dans le Sud-Ouest. Il faudra alors, pour assurer l'expansion de la production, envisager la création de grands aménagements :

— Haut-Bandama, vallée de la Marahoué (Centre) et éventuellement vallées du Bafing (Ouest) et du Cavally (Sud-Ouest). La période 1971-1975 devra donc être consacrée à l'inventaire précis des possibilités hydro-agricoles et aux études techniques et économiques de projets.

d) Le personnel nécessaire

Le personnel d'encadrement de la SATMACI évoluera comme suit :

Tableau N° 9

(unités)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 7 | 7 | 7 |
| Chefs de zone | 23 | 23 | 23 |
| Assistants | 93 | 90 | 90 |
| Encadreurs | 550 | 439 | 400 |

La réduction du nombre d'encadreurs, en 1975 et 1980, résulte de l'abandon par la SATMACI de l'encadrement du riz pluvial en savane et de l'allégement progressif des effectifs en riziculture irriguée.

Il convient de signaler que le personnel prévu, au titre du programme coton et des opérations mécanisées, consacrera une partie de son temps à la riziculture pluviale (voir coton et opérations intégrées).

e) Coût du programme riz

Les dépenses de la SATMACI exprimées en millions de F CFA sont évaluées comme suit :

Tableau N° 10

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 5 780 | 3 000 |
| Fonctionnement | 2 944 | 1 910 |
| TOTAL | 8 724 | 4 910 |

Pour la période 1971-1975, elles sont fondées sur une estimation assez précise du coût des actions qui

ont été décrites précédemment. Pour la période 1976-1980, par contre, le montant des dépenses est indicatif, car le programme repose sur la création de grands aménagements hydro-agricoles dont le coût doit être précisé par des études à entreprendre de 1971 à 1975.

Pour la période 1971-1975, les investissements se décomposent comme suit :

— 2 380 millions pour la création et l'aménagement de 3 000 ha du complexe hydro-agricole du Haut-Bandama ;

— 1 250 millions pour la réalisation de petits aménagements dans la région de Korhogo ;

— 1 575 millions pour la région du Centre et Yamoussoukro ;

— 475 millions de petits aménagements dans le reste de la zone forestière ;

— 100 millions de dépenses diverses.

Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais de gestion et d'encadrement (80 % du total), la formation, la multiplication de semences, le fonctionnement des centres d'approvisionnement et du service des aménagements.

### 3. - *Le maïs*

a) Justification du programme maïs

Les perspectives d'évolution de la demande sur le marché intérieur sont favorables, notamment en ce qui concerne l'industrie.

Par suite du développement de l'aviculture moderne (voir chapitre élevage), les besoins en maïs des fabriques d'aliments du bétail passeront de 5 000 tonnes en 1970 à 30 000 tonnes en 1980.

D'autre part, il est envisagé de créer une maïserie par voie sèche, dans le but de produire une farine de maïs raffinée qu'on pourra incorporer à la farine de blé dans une proportion de 15 % à 20 %. Compte tenu de l'évolution prévisible de la consommation de farine panifiable et du taux d'incorporation retenu, les besoins de la maïserie seront de 22 500 tonnes de maïs en 1975 et de 32 000 tonnes en 1980.

Quant à la consommation humaine de maïs, elle progressera assez lentement.

Les besoins globaux, par année, sont présentés dans le tableau n° 11.

PREVISION DES BESOINS EN MAIS

Tableau N° 11 (en tonnes)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| 1.- Consommation humaine | | | | |
| Groupe urbanisé | | | | |
| - indice | (100) | (161) | (243) | (330) |
| - tonnes | 9.300 | 15.000 | 23.000 | 31.000 |
| Groupe rural | | | | |
| - indice | (100) | (110) | (121) | (133) |
| - tonnes | 161.000 | 177.000 | 195.000 | 214.000 |
| Total | 170.300 | 192.000 | 218.000 | 245.000 |
| 2.- Consommation industrielle | | | | |
| Aliments du bétail | 3.000 | 5.000 | 12.500 | 30.000 |
| Maïserie | - | - | 22.500 | 32.000 |
| Total | 3.000 | 5.000 | 35.000 | 62.000 |
| 3.- Exportations | 2.700 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 4.- Besoins totaux | 176.000 | 200.000 | 256.000 | 310.000 |
| 5.- Pertes et semences | 24.000 | 21.000 | 23.000 | 26.000 |
| 6.- Production nécessaire | 200.000 | 221.000 | 279.000 | 336.000 |

b) Objectifs de production

Pour satisfaire les besoins locaux les objectifs suivants sont fixés :

Tableau N° 12

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Production en tonnes | 200 000 | 221 000 | 279 000 | 336 000 |
| Valeur en millions de F (au prix de 12 F/kg) | 2 400 | 2 650 | 3 348 | 4 032 |

c) Le programme proposé

Seules les grandes orientations sont actuellement fixées. Un programme concret d'action devra être établi dans le courant de 1970.

La réalisation du programme nécessitera une action conjuguée sur le développement de la production et sur l'organisation de la commercialisation.

En ce qui concerne la production, la culture du maïs sera développée dans les départements de Bouaké et Séguéla, ainsi que dans la région de Korhogo. Ce sont en effet les seules zones de savane d'où le transport sur Abidjan, principal centre de consommation, est peu coûteux, ce qui permet de payer le maïs au producteur à un prix rémunérateur.

Dans les départements de Bouaké et Séguéla, il est prévu de cultiver le maïs en premier cycle, avant le coton qui vient en second cycle. Ce système présente deux avantages pour le paysan :

— le calendrier agricole est mieux équilibré, les cultures de premier cycle sont actuellement peu pratiquées faute de débouchés ;

— la culture du maïs, en premier cycle, améliore le rendement à l'ha du coton et réduit pour cette culture les travaux de préparation du sol et de sarclage.

L'encadrement de la culture sera assuré par la C.F.D.T., dont le personnel est sous-employé de mai à juin, car la saison de culture du coton s'étend de juillet à décembre.

Dans la région de Korhogo, la culture du maïs sera développée dans la zone cotonnière, en assolement avec le coton et éventuellement le riz et d'autres cultures vivrières traditionnelles. L'encadrement incombera à la C.F.D.T. Dans la zone dense, le maïs sera cultivé de façon intensive, avec l'emploi de variétés hybrides et d'engrais, ce qui permettra à la fois d'accroître les revenus monétaires des paysans et de satisfaire leurs besoins alimentaires. A cette fin, un encadrement spécialisé sera mis en place qui s'occupera également de l'amélioration des techniques traditionnelles de stockage.

Divers problèmes techniques sont toutefois à résoudre en ce qui concerne la production.

Le maïs destiné à la farine de panification doit être de type blanc et présenter des caractéristiques déterminées et homogènes. Certaines variétés locales peuvent convenir dans une première phase. Elles seront remplacées plus tard par des variétés hybrides plus productives. L'expérimentation de telles variétés est en cours à la station de l'I.R.A.T. à Bouaké.

Les fabricants d'aliments pour volaille utilisent, par contre, du maïs jaune. Actuellement leurs préférences vont aux variétés locales cultivées dans la région de Gagnoa. Il conviendra donc de diffuser des variétés adaptées dans les régions où une action sur la culture du maïs est envisagée.

Un autre problème à étudier concerne la production de maïs de premier cycle dans le centre du pays. Au moment de la récolte, en juillet, l'hygrométrie naturelle est élevée, ce qui rend difficile le séchage et la conservation. Il sera donc nécessaire de recourir au séchage artificiel et d'assurer la conservation en silos.

Enfin, pour intéresser le paysan à la production de maïs, il faudra lui garantir un débouché stable et un prix rémunérateur. Pour le maïs destiné à la panification, la maïserie pourra se charger de la commercialisation, soit directement, soit par l'intermédiaire d'acheteurs agréés. Pour les autres types de maïs, alimentation du bétail et consommation des centres urbains, il faudra mettre au point un système de commercialisation adapté.

En définitive, la réalisation du programme maïs est conditionnée par un ensemble d'actions portant sur la recherche agronomique, la mise au point de techniques de séchage et de conservation, l'organisation de la commercialisation, et enfin, pour partie, par la création d'une maïserie par voie sèche.

d) Les moyens nécessaires à la réalisation du programme

La culture du maïs étant pratiquée dans le cadre d'un assolement, il n'est pas prévu de dépenses spécifiques concernant l'encadrement. Celles-ci sont comprises dans le coût du programme coton et de l'opération de développement intégré de la région de Korhogo.

4. - *Les cultures maraichères*

a) Justification d'un programme maraîcher

La production maraichère est très mal connue en Côte-d'Ivoire. Les chiffres qui figurent au tableau récapitulatif de la branche 01 sont à considérer avec beaucoup de prudence ; ils donnent tout au plus un ordre de grandeur de la production.

Au cours de la prochaine décennie, il est permis de penser que la production destinée à la satisfaction des besoins ruraux et des petits centres urbains s'adaptera sans difficultés à la demande.

Par contre, pour l'approvisionnement d'Abidjan et de certaines villes de plus de 30 000 habitants, il sera nécessaire d'organiser la production et la commercialisation, cette dernière étant actuellement très déficiente.

Cette action permettra, en outre, de promouvoir la culture maraichère en région de savane où les conditions écologiques sont favorables à la production de certains types de légumes.

Enfin, les perspectives d'exportation sur l'Europe, pendant les mois d'hiver, sont favorables. La Côte-d'Ivoire est bien placée pour fournir certains types de légumes tels que aubergines, poivrons et haricots verts. Il est donc nécessaire qu'elle prenne rapidement place sur ce marché.

b) Perspectives de consommation et d'exportation

Faute d'information statistique valable, il n'est pas possible, concernant les légumes, de fixer d'objectifs précis, par catégorie, pour l'ensemble du pays.

Afin d'avoir une idée de l'ampleur du programme à entreprendre, pour l'approvisionnement d'Abidjan,

on peut avancer quelques chiffres sur les perspectives d'évolution de la consommation de légumes :

Tableau N° 13

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Quantités réelles consommées (tonnes) | 10 500 | 18 000 | 24 000 |
| Quantités en équivalent frais (tonnes) | 21 000 | 35 000 | 49 000 |
| Valeur estimée de la consommation en millions de F CFA | 1 470 | 2 450 | 3 430 |

La consommation actuelle est établie à partir d'enquêtes récentes réalisées sur les principaux marchés de la ville, tandis que les prévisions se fondent sur la croissance urbaine et sur une augmentation de la consommation par tête, due à l'amélioration des revenus.

En ce qui concerne l'exportation, elle se pratique déjà à petite échelle, mais la production est insuffisante. La SODEFEL, qui est responsable de la culture maraîchère, a reçu en 1970 des demandes d'importateurs européens, portant sur un total de mille tonnes environ.

Des objectifs de production ambitieux ont été retenus, qui nécessitent éventuellement une action de promotion commerciale en Europe.

Tableau N° 14

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Quantités de légumes exportés (tonnes) | 5 000 | 10 000 |
| Valeur en millions de F (prix FOB) | 250 | 500 |

c) Le programme maraîcher

L'organisme responsable de l'exécution de ce programme est la SODEFEL, société d'Etat créée en 1968.

Les interventions porteront sur :

— l'assistance technique aux maraîchers traditionnels, situés à proximité des grands centres urbains, cette action est déjà en cours ;

— la création de nouveaux périmètres maraîchers où les conditions de production seront améliorées par l'irrigation, soit en bas-fonds, soit sur terre sèche. Ces périmètres seront essentiellement localisés dans les régions de Ferkessédougou, de Bouaké, de San Pedro, ainsi que dans la région d'Abidjan pour les légumes d'exportation ;

— l'organisation de la commercialisation, qui portera sur le groupage et le conditionnement des produits et la création éventuelle de boutiques pilotes SODEFEL sur les principaux marchés d'Abidjan. Une amélioration sensible des conditions de commercialisation sera, d'autre part, obtenue par la création à Abidjan d'une halle centrale des fruits et légumes, équipée d'installations d'arrivée et d'expédition des produits, de moyens d'entreposage et de conservation sous froid. Les modalités précises d'organisation de la commercialisation sont toutefois à étudier.

d) Les moyens nécessaires

— *personnel*

Tableau N° 15 (unités)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 2 | 3 | 3 |
| Assistants | 4 | 8 | 10 |
| Encadreurs | 9 | 40 | 50 |

— *dépenses*

Tableau N° 16 en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 146 | 120 |
| Fonctionnement | 548 | 584 |
| TOTAL | 694 | 704 |

Les investissements concernent essentiellement les travaux d'aménagements hydro-agricoles, tandis que les dépenses de fonctionnement sont constituées par l'encadrement des maraîchers et la gestion des centres horticoles.

5. - *Les fruits destinés à la consommation intérieure*

Il convient de noter que les programmes relatifs aux fruits d'exportation, tels que la banane, l'ananas, les agrumes à essence, l'anacardier et l'avocat sont décrits au chapitre de l'agriculture industrielle et d'exportation.

Ce sont des considérations analogues à celles exposées à propos des légumes qui motivent une action en faveur de la culture fruitière destinée au marché local.

Les interventions de la SODEFEL porteront sur l'amélioration des techniques de culture : agrumes dans les régions de Sassandra, Odienné, Séguéla et Korhogo ; mangues dans le Centre-Nord ; fruits divers dans le Centre.

La commercialisation des fruits sera organisée conjointement à celle des légumes (cf. paragraphe 4).

Les moyens à mettre en œuvre sont évalués aux tableaux n^os^ 17 et 18 :

a) Personnel

Tableau N° 17

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 1 | 1 | 2 |
| Assistants | 2 | 5 | 7 |
| Encadreurs | 15 | 30 | 50 |

b) Coût du programme

Tableau N° 18 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 28 | 25 |
| Fonctionnement | 177 | 255 |
| TOTAL | 205 | 280 |

*6. - L'élevage*

a) Motivation du programme élevage

La production animale est relativement peu développée en Côte-d'Ivoire, par rapport aux besoins du marché intérieur. Actuellement les importations couvrent les deux tiers de la demande globale de viande, mais le taux d'importation est de 85 % pour la viande bovine et de 60 % pour la viande d'ovins-caprins.

Le déficit est en totalité comblé par les pays voisins du Nord : Mali, Haute-Volta et, dans une moindre mesure, le Niger.

Une étude prospective, réalisée par la SEDES pour le compte du Conseil de l'Entente, sur l'approvisionnement en viande de l'Afrique du Centre-Ouest, indique que les pays excédentaires du Nord risquent, à partir de 1975, de ne pouvoir satisfaire la demande de la zone, en raison d'un décalage croissant entre l'évolution de la demande intérieure et la production, et cela en dépit des efforts qui pourraient être entrepris dans les pays intéressés en matière de modernisation des techniques d'élevage. La situation est particulièrement inquiétante pour les bovins dont le cycle de reproduction est lent.

Dans les pays côtiers tels que la Côte-d'Ivoire, la trypanosomiase a pendant longtemps été considérée comme un frein irréductible au développement de l'élevage bovin, mais cette situation est dépassée. Tout d'abord, d'importants progrès ont été réalisés dans la sélection des races trypanotolérantes, la race Ndama en particulier, ainsi que dans le domaine de la chimiothérapie préventive et curative. De plus, il s'avère que les ressources fourragères ainsi que les disponibilités en eau des pays infestés de trypanosomiase, compensent très largement, sur le plan économique, les performances zootechniques plus faibles des races trypanotolérantes, encore que d'importants progrès soient escomptés en matière de sélection. Il reste toutefois que le bétail trypanotolérant est assez sensible à la péripneumonie mais les moyens de lutte s'améliorent constamment.

En outre, dans le cas de la Côte-d'Ivoire, un vaste effort de développement de l'élevage bovin et des petits ruminants présente un intérêt tout particulier du point de vue de l'équilibre économique régional, car la zone de savane présente des conditions naturelles plus favorables que la région forestière.

Quant à la production avicole, elle a pris en Côte-d'Ivoire un essor remarquable, mais celui-ci n'intéresse encore que les élevages modernes situés en périphérie des grandes agglomérations. Il s'agit donc d'amplifier et d'étendre le mouvement aux zones rurales. Un effort en faveur de l'aviculture est d'autant plus souhaitable qu'à moyen terme l'écart entre la demande et l'offre de viande bovine entrainera une hausse de prix, qui devrait favoriser la demande de produits avicoles.

b) Objectifs de production animale

La production animale est mal connue. Les statistiques du cheptel sont assez bonnes en ce qui concerne les bovins, mais très imprécises pour les autres espèces animales. De plus, le taux d'exploitation du cheptel, dans les conditions traditionnelles d'élevage, n'est connu que très approximativement.

Les données quantitatives présentées ci-après concernant l'année de référence pourront donc être revues à la suite d'études et d'enquêtes ultérieures.

- Les bovins

Les objectifs retenus figurent au tableau n° 20 ci-après. Ils sont exprimés en tonnes de carcasses et non pas en nombre d'animaux, car les actions de développement envisagées auront pour effet d'accroitre simultanément la productivité numérique et pondérale du cheptel.

Les objectifs se fondent sur les taux annuels de croissance suivants :

Tableau N° 19

| | 1968-1970 | 1970-1975 | 1975-1980 |
|---|---|---|---|
| Croissance de l'effectif bovin | 3 % | 3,2 % | 4,0 % |
| Croissance de la productivité par tête | 0 % | 0,8 % | 3,5 % |

Ces taux paraissent modestes, mais ils tiennent compte de contraintes zootechniques (le cycle « reproduction » des bovins est de 3 à 4 ans en élevage

extensif amélioré), de contraintes humaines pour l'amélioration de l'élevage traditionnel, et du délai de mise en place d'un secteur de production moderne (ranches).

## PREVISION DE PRODUCTION BOVINE

Tableau N° 20

| | 1965 | 1968 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| 1.- Effectif en 1000 têtes | 322 | 385 | 408 | 478 | 582 |
| dont taurins | - | 335 | 355 | 416 | 506 |
| zébus | - | 50 | 53 | 62 | 76 |
| 2.- Productivité par tête en Kg de viande carcasse | | | | | |
| taurins | 10,5 | 10,0 | 10,0 | 10,4 | 12,4 |
| zébus | | 14,0 | 14,0 | 14,6 | 17,3 |
| 3.- Production de viande en carcasse (tonnes) | 3380 | 4050 | 4300 | 5200 | 7600 |
| 4.- Valeur de la production (en millions de F.) base : 150 F/Kg carcasse | 507 | 608 | 645 | 780 | 1140 |

### • Autres espèces

Les objectifs figurent au tableau n° 22. Ils tiennent compte :

— pour les ovins et caprins des possibilités d'amélioration de l'élevage traditionnel ;

— pour les porcins, des contraintes de progression de la demande qui interdisent un accroissement potentiellement bien supérieur de la production :

— pour les volailles, de l'évolution prévisible de la demande intérieure de viande et d'œufs qui se développera à un rythme très rapide. Il est à noter que l'accroissement de production proviendra surtout de l'aviculture moderne dont l'évolution suivante est envisagée :

Tableau N° 21

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Production de viande, en tonnes | 1 600 | 3 500 | 5 700 |
| Production d'œufs en millions | 26 | 50 | 94 |

Ces chiffres paraîtront sans doute fort ambitieux mais ils s'appuyent :

— sur l'évolution récente de la production avicole ;

— sur les prévisions des industriels de l'alimentation animale ;

— sur l'effort éducatif qui est mené dans le pays en faveur de la consommation d'œufs (poulaillers scolaires).

## OBJECTIFS DE PRODUCTION DE L'ELEVAGE

(Quantités en tonnes de carcasses ou milliers d'unités
Prix en Kg net sur pied
Valeur en millions de F.)

Tableau N° 22

| | 1965 | 1968 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| A.- QUANTITES | | | | | |
| - Viande (carcasse) | | | | | |
| bovins | 3.380 | 4.050 | 4.300 | 5.200 | 7.600 |
| ovins et caprins | 3.760 | 4.000 | 4.160 | 5.800 | 8.400 |
| porcins | 2.660 | 3.650 | 4.100 | 5.800 | 7.500 |
| volaille | 6.200 | 8.400 | 10.000 | 16.500 | 23.600 |
| - Oeufs ($10^6$ unités) | 22 | 26 | 46 | 80 | 134 |
| B.- VALEUR (millions de F.) | | | | | |
| - Viande | | | | | |
| bovins 150 F/Kg | 507 | 608 | 645 | 780 | 1 140 |
| ovins-caprins 150 F/Kg | 564 | 600 | 624 | 870 | 1.260 |
| porcins (1) | 293 | 424 | 478 | 683 | 897 |
| volaille (2) | 930 | 1.305 | 1.580 | 2.650 | 3.825 |
| TOTAL VIANDE | 2.294 | 2.937 | 3.327 | 4.983 | 7.122 |
| - Oeufs (3) | 190 | 340 | 438 | 800 | 1.422 |
| - Sous-Produits animaux (lait, peaux) | 120 | 120 | 140 | 180 | 230 |
| - Accroissement du chaptel (4) | 175 | 200 | 220 | 300 | 480 |
| TOTAL PRODUCTION ANIMALE | 2.779 | 3.597 | 4.125 | 6.263 | 9.254 |

(1) 110 F/kg porc de race locale, 140 F/kg porc charcutier.
(2) 150 F/kg race locale, 200 F/kg race améliorée.
(3) 5 F élevage traditionnel, 13 F élevage moderne. Pièce.
(4) Estimation.

### • Objectifs globaux

La valeur de la production de l'élevage doublerait de 1970 à 1980 passant de 4.1 milliards à 9,3 milliards (tableau n° 22).

Le tableau n° 23 établit une comparaison entre les perspectives de production découlant des objectifs retenus et de la consommation intérieure. Les chiffres du tableau sont exprimés en viande + abats.

On note que la production nationale pourra satisfaire la demande de viande de volaille et de porc, mais que, par contre :

— le déficit en viande bovine doublera en valeur absolue et augmentera en valeur relative. Il représente 86,5 % de la consommation en 1970 et en couvrira 88,1 % en 1980 :

— que le déficit en viande d'ovins et de caprins augmentera faiblement en valeur absolue, mais diminuera en valeur relative : 63,4 % de la consommation en 1970 et 53,1 % en 1980.

Ces projections de consommation sont toutefois établies à partir des tendances passées dans un système de prix qui s'est maintenu relativement stable.

Or, à partir de 1975, les disponibilités en bovins des pays sahéliens risquent de diminuer. Si cette hypothèse se confirmait, il en résulterait une hausse du prix de la viande qui réduirait la consommation prévue de viande bovine et accroîtrait la demande d'autres viandes. Il est à prévoir que la substitution

s'effectuera en faveur de la viande de volaille, ce qui est un argument de plus en faveur d'une intensification de l'aviculture.

PERSPECTIVES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DE VIANDE D'ELEVAGE

Tableau N° 23 (quantités en tonnes de viande + abats) (1)

| | | 1968 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| BOVINS | Consommation | 35.000 | 40.000 | 59.300 | 80.000 |
| | Production | 5.100 | 5.400 | 6.500 | 9.500 |
| | Déficit | 29.900 | 34.600 | 52.800 | 70.500 |
| OVINS et CAPRINS | Consommation | 12.800 | 14.200 | 18.000 | 22.400 |
| | Production | 5.000 | 5.200 | 7.250 | 10.500 |
| | Déficit | 7.800 | 9.000 | 10.750 | 11.900 |
| PORCINS et DIVERS | Consommation | 4.000 | 4.400 | 6.200 | 8.000 |
| | Production | 3.900 | 4.400 | 6.200 | 8.000 |
| | Déficit | 100 | - | - | - |
| TOTAL VIANDE de BOUCHERIE | Consommation | 51.800 | 58.600 | 83.500 | 110.400 |
| | Production | 14.000 | 15.000 | 19.950 | 28.000 |
| | Déficit | 37.800 | 43.600 | 63.550 | 82.400 |
| VOLAILLES | Consommation | 10.500 | 12.500 | 17.400 | 23.600 |
| | Production | 8.400 | 10.000 | 16.500 | 23.600 |
| | Déficit | 2.100 | 2.500 | 900 | - |
| TOTAL VIANDE FRAICHE | Consommation | 62.300 | 71.100 | 100.900 | 134.000 |
| | Production | 22.400 | 25.000 | 36.450 | 51.600 |
| | Déficit | 39.900 | 46.100 | 64.450 | 82.400 |

(1) Les chiffres d'exportation ont été obtenus à partir des abats alors que ceux du tableau n° 22 sont exprimés en carcasses. Les abats représentent 25 % du poids carcasses pour les bovins, ovins et caprins et 7 % pour les porcins.

c) Les actions envisagées

Le programme proposé comprend un ensemble coordonné et indissociable d'actions. Celle-ci se répartissent en deux groupes :

— les actions visant à accroitre directement la production : création de ranches de production, développement de l'élevage dans le Nord, extension de l'élevage bovin par diffusion de noyaux d'élevage, amélioration et vulgarisation avicole ;

— les actions agissant indirectement sur la production : recherche et expérimentation, renforcement de la protection sanitaire, ranches de multiplication des races bovines améliorées, production de poussins d'un jour.

● La protection sanitaire

Elle constitue le préalable à toute autre action de développement. Comme ses effets apparents ne sont pas spectaculaires et sont difficilement mesurables en courte période, les crédits mis à la disposition du service de l'élevage sont trop fréquemment soumis aux aléas de la conjoncture budgétaire.

Il parait donc souhaitable, afin de protéger le capital reproducteur et d'assurer la conservation de sa descendance, de constituer un *Fonds autonome de protection sanitaire* dont le mode de fonctionnement est à étudier.

Il est à noter également que la principale zone d'élevage bovin étant traversée par les grandes pistes de transit du bétail venant des pays du Nord, une harmonisation des actions sanitaires avec les pays voisins est indispensable.

Les dispositions à prendre dans ce sens seront facilitées par la création de la *Communauté Economique du Bétail et de la Viande* des Etats de l'Entente proposée par les techniciens de ces Etats à la conférence de Niamey (février-mars 1970). Cette Communauté servira de cadre aux accords sanitaires, législatifs et commerciaux à passer entre les Etats membres de l'Entente et avec leurs associés.

Les actions prévues dans le cadre du Plan en matière de protection sanitaire porteront sur :

— l'intensification de la lutte contre les maladies contagieuses et parasitaires :

— le contrôle sanitaire aux frontières :

— la réduction de la mortalité des jeunes bovins par déparasitage interne et externe, qui débutera dans le nord du pays.

● La recherche et l'expérimentation

L'effort prévu en matière de développement de la production exige d'intensifier les travaux de recherche. Les principaux domaines d'activités prévus sont :

— l'inventaire et l'étude des maladies animales par le laboratoire de pathologie animale de Bingerville, en cours de construction avec l'aide du P.N.U.D., qui sera équipé pour les diagnostics et la mise au point des méthodes de prophylaxie et de traitement adaptées aux conditions locales :

— la poursuite de la sélection des races locales Ndama et Baoulé :

— la création de races à haute productivité pour la viande et le lait :

— la recherche sur la sélection, le cycle reproducteur et la zootechnie des ovins et caprins dont l'élevage moderne en Côte-d'Ivoire pose des problèmes particuliers :

— la poursuite des travaux de l'ORSTOM et du CRZ sur les plantes fourragères :

— l'embouche bovine herbagère sur pâturages irrigués et l'embouche à partir de sous-produits industriels (feed-lot) :

— la poursuite des essais d'élevage sous palmeraie (programme P.N.U.D.).

● La multiplication des races améliorées

Deux ranches de multiplication de la race Ndama, d'une capacité de 3 000 têtes chacun ont été créés dans le but de fournir des géniteurs et des reproductrices en milieu paysan.

Le ranch d'Abokouamekro atteindra en 1975 sa production de croisière (440 mâles, 280 génisses et 150 vaches de réforme). Le troupeau du ranch de Sipilou, de création plus récente, est encore en phase de constitution.

Pour alléger l'incidence des charges fixes sur le coût de multiplication il est envisagé d'accroître la capacité d'Abokouamekro.

Le mode d'exploitation de Sipilou, initialement prévu en pâturage extensif, est à revoir en raison de la richesse du sol. Une exploitation en « mixed farming », associant l'agriculture à l'élevage, valoriserait mieux les potentialités et serait transposable dans le milieu rural environnant.

Une étude portant sur cette reconversion et sur l'agrandissement des deux ranches pour accroître leur rentabilité est prévue dès 1970.

Les animaux issus des ranches de multiplication sont destinés à subvenir aux besoins des trois programmes qui sont exposés ci-après.

● Ranches de production

La zone de savane comprend de vastes espaces inoccupés où la création de ranches modernes de grande dimension est envisageable.

Les possibilités de ranching sont toutefois encore mal définies.

Une étude générale financée par le FED, qui s'étendra de début 1970 à la mi-1971, procédera à un inventaire exhaustif des aires aménageables en fonction des ressources fourragères, du taux d'occupation humaine, des conditions sanitaires et des ressources hydrauliques. Simultanément, seront étudiées les possibilités d'achat de génisses pour la constitution du troupeau du ranch. Selon une étude préliminaire effectuée en 1968-1969, il semble que les disponibilités en génisses de race trypanotolérantes soient assez restreintes (1 500 têtes par an) ce qui permettrait de créer un ranch de 20 000 têtes de capacité tous les quatre ans.

L'étude générale sera suivie de projets concrets de réalisation. Les travaux d'établissement de la première unité de ranching débuteront en 1972 au plus tôt.

La création de ranches de grande dimension aura des effets secondaires sur l'amélioration de la race bovine et les techniques d'élevage. Dès 1980, les ranches produiront près d'un millier de géniteurs améliorés pour la diffusion en élevage traditionnel. De plus, en périphérie des grands ranches, il sera possible de créer de petites unités de ranching familial moderne.

● Développement de l'élevage traditionnel dans le Nord

La zone nord du pays, qui comprend les départements d'Odienné, Boundiali, Ferkessédougou et les sous-préfectures de Tehini et Bouna, englobe les trois quarts de l'effectif bovin de la Côte-d'Ivoire et un tiers des petits ruminants.

Trois facteurs motivent une action dans cette zone :

— seul un effort de modernisation de l'élevage traditionnel est susceptible d'accroître sensiblement, d'ici 1980, la production de viande et d'atteindre les objectifs fixés ; la production des ranches modernes ne deviendra sensible qu'à partir de 1980 ;

— l'élevage est une source importante de revenus : le gain de production brute peut être évalué pour les seuls ruminants à près d'un demi-milliard de F CFA en 1980 ;

— il est prévu de développer la culture attelée dans les départements de Boundiali et Korhogo ce qui amènera un grand nombre de paysans à s'intéresser à l'élevage.

Les modalités concrètes d'une telle action ne sont pas encore précisées. Une étude technique et économique est à entreprendre dans le courant de 1970.

Le programme débutera dans la région de Korhogo en 1971. Il sera ensuite étendu progressivement à Boundiali et Odienné d'une part, et à Bouna-Tehini d'autre part.

Les principales actions prévues sont :

— le renforcement de la protection sanitaire ;

— l'augmentation de la productivité numérique et pondérale du cheptel par la réduction de la mortalité des jeunes (déparasitage interne et externe) et le croisement améliorateur ;

— l'amélioration des conditions d'abreuvement par la réalisation d'un programme d'hydraulique pastorale ;

— l'intensification de l'élevage par l'amélioration des parcours et un complément d'alimentation des veaux (zone dense de Korhogo).

Il s'agit donc d'un programme très ambitieux mais qui sera progressif. Sa réalisation nécessitera une action politique et d'animation soutenue car la modernisation de l'élevage se heurte à des obstacles humains et sociologiques.

• L'extension de l'élevage bovin

Une opération dite « noyaux d'élevage » est en cours qui a pour but de diffuser l'espèce bovine en dehors de la zone traditionnelle. Elle consiste à fournir en métayage un taureau et 5 à 20 génisses dont le remboursement est effectué, selon un échéancier déterminé, sur le croît du troupeau.

Les résultats actuels ne sont pas très encourageants, car l'octroi de noyaux s'est effectué en ordre assez dispersé, ce qui ne permettait pas d'assurer aux nouveaux éleveurs l'assistance technique nécessaire.

Une réorientation paraît souhaitable :

priorité devrait être accordée à quelques zones bien définies où un encadrement renforcé serait mis en place pendant plusieurs années. Parmi les zones prioritaires devraient figurer : les secteurs de mécanisation de Brobodiabo et Mankono, la zone de Kouladio-Bineda et le périmètre de l'A.V.B., qui toutes disposeront d'un encadrement dense (voir le chapitre sur les opérations de développement intégré);

malgré tout l'intérêt que peut présenter la diffusion de l'élevage bovin en zone forestière, les besoins de la zone de savane sont à satisfaire en priorité si l'on cherche, conformément à la politique officielle, à atténuer les disparités de revenus entre le Nord et le Sud du pays.

• L'aviculture

L'élevage avicole moderne connaît, depuis 1965, un essor remarquable. La vente de poussins d'un jour est passée de 338 000 unités en 1965 à 700 000 unités en 1968 et dépassera le million d'unités en 1970.

Le Ministère de la Production Animale dispose d'un service de vulgarisation très efficace.

Toutefois l'élevage avicole moderne n'est encore développé que dans la région d'Abidjan et dans la périphérie de quelques centres importants.

Pour réaliser les objectifs ambitieux qui ont été fixés, tant pour la production d'œufs que de viande de volaille, l'opération actuelle doit être amplifiée et élargie à l'ensemble du territoire.

Deux actions sont prévues :

— la première porte sur l'agrandissement des couvoirs de Bingerville, Bouaké et Korhogo afin d'éliminer les importations et de satisfaire la demande qui est évaluée à 3 millions de poussins en 1980 ;

— la seconde consiste à accroître les effectifs et les moyens du service de vulgarisation avicole dont l'action s'exerce surtout à l'intérieur du pays où l'élevage moderne est encore peu répandu.

d) Les structures

Compte tenu de l'importance des travaux de recherche pour l'avenir de l'élevage en Côte-d'Ivoire, il serait nécessaire de créer, au sein du Ministère de la Production Animale, une Division de la Recherche, dotée d'un budget propre et d'un personnel compétent. Cette proposition est motivée par la nécessité de poursuivre un programme de recherche selon une ligne directrice précise, en évitant les expérimentations en ordre dispersé ou qui ne présenteraient pas la rigueur scientifique souhaitable. La Division de Recherche pourrait passer des conventions d'assistance avec des instituts, tels que l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux qui détient une solide expérience en la matière.

Pour la mise en œuvre des programmes, il sera créé une société parapublique, la SODELVAGE, dotée de l'autonomie financière et dépendant du Ministère de la Production Animale, qui reprendrait les activités suivantes :

— la gestion des centres de multiplication d'animaux : ranches de la SATMACI et centres avicoles ;

— l'ensemble des actions de vulgarisation et d'assistance aux éleveurs : noyaux d'élevage, modernisation de l'élevage dans le Nord, amélioration et vulgarisation avicoles, et, d'une manière générale, la fourniture de géniteurs, de semences fourragères, de produits vétérinaires et aliments du bétail ;

— la gestion des marchés et abattoirs.

La création d'une société parapublique permettra d'exécuter les programmes avec plus de souplesse, et de financer plusieurs opérations sur recettes propres ou sur emprunts.

Le Ministère de la Production Animale conserverait cependant toutes les activités de service public (protection sanitaire, inspection sanitaire), ainsi qu'évidemment toutes les activités qui relèvent normalement de services administratifs.

La gestion des ranches de production et, si les essais sont concluants, celle des unités d'embouche industrielle, pourraient être confiées à une section autonome de la SODELVAGE ; mais cela présenterait l'inconvénient d'alourdir la gestion de celle-ci. On pourrait plutôt envisager la création d'une *société d'économie mixte* qui serait gérée avec la participation de groupes privés disposant d'une grande expérience en matière d'élevage de type industriel.

e) Commercialisation et transformation

La Côte-d'Ivoire se trouve devant un double problème.

Il lui faut d'une part rendre le marché du bétail aussi attractif que possible, afin de stimuler la production intérieure et maintenir les approvisionnements de l'extérieur, et, d'autre part, satisfaire les besoins des consommateurs sans grever trop lourdement les budgets des classes les plus dévaforisées.

Un premier ensemble de mesures à prendre consiste :

— à réduire les marges de commercialisation du bétail par l'amélioration des conditions d'acheminement des animaux et l'assainissement des circuits de vente :

— à abaisser les coûts de transformation et de distribution de la viande par la modernisation des abattoirs et des installations de stockage et de vente.

Parallèlement à ces mesures, il conviendra d'instituer un système de prix différencié selon les qualités, afin d'offrir aux producteurs nationaux, et parmi eux aux ranches et unités d'élevage industriel, un débouché rémunérateur pour des viandes de qualité dont la demande existe et s'accroît, avec l'élévation des niveaux de vie dans les grandes agglomérations.

De plus, et sans accabler pour autant les budgets familiaux, le prix des viandes de grande consommation devrait être ajusté à l'indice général des prix et au S.M.I.G., afin de maintenir l'attrait du marché ivoirien tant pour les viandes d'importation que pour les viandes locales et d'assurer ainsi l'approvisionnement de la population.

f) Les moyens à mettre en œuvre

Le coût précis du programme élevage ne peut actuellement être évalué que très approximativement car trois grandes opérations doivent faire l'objet d'études préalables :

— la création des grands ranches de production ;

— le développement de l'élevage dans le Nord ;

— l'extension des ranches de multiplication existants.

Le montant des dépenses du programme élevage, dont le détail figure au tableau n° 24, est évalué à :

— 3,6 milliards pour la période 1971-1975 ;

— 4,2 milliards pour la période 1976-1980.

DEPENSES DU SECTEUR ELEVAGE

Tableau N° 24 (millions de francs)

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| DEPENSES GLOBALES | | |
| 1 - Création et fonctionnement de la SODELVAGE | 100 | 60 |
| 2 - Etudes, recherche et expérimentation | 500 | 500 |
| 3 - Laboratoire de Pathologie Animale | 270 | 200 |
| 4 - Equipement des services et protection sanitaire | 500 | 450 |
| 5 - Ranches de multiplication | 300 | 400 |
| 6 - Ranches de production | 590 | 1.050 |
| 7 - Développement de l'élevage dans le Nord | 480 | 350 |
| 8 - Extension de l'élevage bovin («Noyaux d'élevage») | 50 | 100 |
| 9 - Amélioration et vulgarisation avicole | 350 | 420 |
| 10 - Production de poussins d'un jour | 460 | 700 |
| TOTAL | 3.600 | 4.230 |
| Dont : Investissement | 1.324 | 1.215 |
| Fonctionnement | 2.276 | 3.015 |

## OBJECTIFS DE PRODUCTION AGRICULTURE VIVRIERE ET ELEVAGE BRANCHE 01

Tableau N° 25

| PRODUITS | Quantités (tonnes) | | | | Valeur (en prix à la production) millions de F.CFA (prix 1968/69) | | | | Prix unitaires en F/Kg |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| Paddy | 250.000 | 359.000 | 524.000 | 680.000 | 5.000 | 7.180 | 10.480 | 13.600 | 20 |
| Mils et sorgho | 46.000 | 52.000 | 58.000 | 65.000 | 747 | 845 | 948 | 1.056 | 16,25 |
| Fonio | 7.000 | 8.000 | 9.000 | 10.000 | 140 | 160 | 180 | 200 | 20 |
| Maïs | 200.000 (1) | 221.000 | 279.000 | 336.000 | 2.400 | 2.650 | 3.348 | 4.032 | 12 |
| Total céréales | 503.000 | 616.000 | 837.000 | 1.095.000 | 8.287 | 10.835 | 14.956 | 18.888 | |
| Igname | 1.300.000 | 1.432.000 | 1.578.000 | 1.790.000 | 16.900 | 18.616 | 20.514 | 23.270 | 13 |
| Manioc | 500.000 | 562.000 | 635.000 | 714.000 | 4.000 | 4.496 | 5.080 | 5.712 | 8 |
| Plantain | 600.000 | 674.000 | 760.000 | 855.000 | 4.800 | 5.392 | 6.080 | 6.840 | 8 |
| Taro | 160.000 | 172.000 | 185.000 | 200.000 | 1.120 | 1.204 | 1.295 | 1.400 | 7 |
| Patates | 20.000 | 22.000 | 25.000 | 28.000 | 160 | 176 | 200 | 224 | 8 |
| Pois de terre | 13.000 | 15.000 | 17.000 | 20.000 | 91 | 105 | 119 | 140 | 7 |
| Total féculents | 2.593.000 | 2.877.000 | 3.200.000 | 3.607.000 | 27.071 | 29.989 | 33.288 | 37.586 | |
| Fruits et légumes traditionnels | 120.000 | 160.000 | 210.000 | 280.000 | 3.000 | 4.000 | 5.250 | 7.000 | 25 |
| Agrumes à essence (2) | | 8.000 | 27.000 | 60.000 | - | 80 | 270 | 600 | 10 |
| Légumes d'exportation | - | - | 5.000 | 10.000 | - | - | 250 | 500 | 50 |
| Divers végétaux | - | - | - | - | 335 | 400 | 500 | 650 | - |
| Boissons traditionnelles | - | - | - | - | 2.500 | 2.750 | 3.000 | 3.300 | - |
| Total divers | - | - | - | - | 5.835 | 7.230 | 9.270 | 12.050 | |
| Bovins (viande carcasse) | 3.380 | 4.300 | 5.200 | 7.600 | 507 | 645 | 780 | 1.140 | 150 |
| Ovins et caprins (viande carcasse) | 3.760 | 4.160 | 5.800 | 8.400 | 564 | 624 | 870 | 1.260 | 150 |
| Porcins (viande carcasse) | 2.660 | 4.100 | 5.800 | 7.500 | 293 | 478 | 683 | 897 | variable (3) |
| Volaille (viande carcasse) | 6.200 | 10.000 | 16.500 | 23.600 | 930 | 1.580 | 2.650 | 3.825 | variable (3) |
| Oeufs (en $10^6$ unités) | 22 | 46 | 80 | 134 | 190 | 438 | 800 | 1.422 | variable (3) |
| Chasse et cueillettes | 23.000 | 18.000 | 16.000 | 14.000 | 1.840 | 1.440 | 1.280 | 1.120 | 80 |
| Produits animaux divers | | | | | 120 | 140 | 180 | 230 | - |
| Accroissement du cheptel | | | | | 175 | 220 | 300 | 480 | |
| Total élevage et chasse | | | | | 4.619 | 5.565 | 7.543 | 10.374 | |
| Total branche 01 | | | | | 45.812 | 53.619 | 65.057 | 78.898 | |

(1) pour le maïs, la production retenue en 1965 est différente de celle de la comptabilité Nationale (180.000 t). Le chiffre de 200.000 t est celui qui figure dans les statistiques rurales les plus récentes.

(2) bien que destinés à l'industrie, ces produits figurent dans la comptabilité Nationale à la branche 01.

(3) selon la qualité des produits : élevage moderne et élevage traditionnel.

## B. - L'AGRICULTURE ORIENTÉE VERS LES EXPORTATIONS ET LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Si les possibilités de croissance sont, dans l'ensemble, limitées lorsqu'il s'agit de cultures vivrières et d'élevage, elles sont beaucoup plus importantes, nous l'avons vu, dans le secteur des cultures destinées à l'exportation ou à la transformation industrielle.

Les problèmes qu'elles posent seront, le plus souvent, ceux des débouchés extérieurs et locaux, mais également celui de la généralisation de méthodes modernes de culture et de plantation qui en conditionnent la rentabilité pour le pays et les exploitants.

Nous examinerons successivement chacun des produits de ce groupe.

### 1. - *Le café*

a) Situation actuelle de la production et tendances d'évolution

En Côte-d'Ivoire la production de café est marquée par une extrême irrégularité ainsi que l'indiquent les chiffres des dernières campagnes :

Tableau N° 26

| Campagnes | Tonnes | Campagnes | Tonnes |
|---|---|---|---|
| 1962-1963 | 199 000 | 1965-1966 | 273 000 |
| 1963-1964 | 262 000 | 1966-1967 | 131 000 |
| 1964-1965 | 202 000 | 1967-1968 | 288 000 |

Il est, dans ces conditions, difficile de situer le niveau moyen de la production et de dégager une tendance précise d'évolution.

Divers éléments permettent cependant de supposer que la caféière ivoirienne est entrée dans une phase de stagnation.

La Sous-direction des statistiques rurales du Ministère de l'Agriculture a entrepris, depuis 1967, une série d'enquêtes couvrant l'ensemble de la zone caféière et portant sur les superficies et les rendements par classes d'âge.

Pour la campagne 1969-1970, les superficies et les indices de rendement peuvent être évalués comme suit :

Tableau N° 27

| Classes d'âges | Superficies en hectares | Indice de rendement |
|---|---|---|
| 3 ans - 4 ans | 30 200 | 63 |
| 5 ans - 9 ans | 86 400 | 77 |
| 10 ans - 14 ans | 239 100 | 100 |
| 15 ans - 19 ans | 182 500 | 93 |
| 20 ans - 25 ans | 113 800 | 90 |
| 26 ans et plus | 68 000 | 70 |
| TOTAL | 720 000 | |

Les superficies non en production sont estimées à 60 000 ha environ. On voit que la pyramide d'âge est déséquilibrée. La tranche de 10 à 20 ans représente près de 60 % de la superficie totale. Elle correspond aux plantations réalisées entre 1950 et 1960, à l'époque de la haute conjoncture des cours du café. A partir de 1960, le rythme des plantations a diminué par suite de la baisse des prix et, depuis 1965, en raison des mesures prises, visant à limiter les extensions.

Ces données permettent d'établir des prévisions concernant le potentiel de production de la caféière existante. La production théorique, obtenue en éliminant l'effet des fluctuations annuelles, peut être estimée à 240 000 tonnes en 1969-1970. Elle devrait plafonner à 247 000 tonnes en 1972-1973 pour décroître à 222 000 tonnes en 1979-1980. Ces chiffres de production théorique sont, en valeur absolue, très indicatifs car ils dépendent des années de référence utilisées. Néanmoins, leur variation relative donne une idée assez valable de la tendance d'évolution.

b) Le marché du café

L'année 1969-1970 a été marquée par une modification conjoncturelle entre l'offre et la demande qui s'est produite à la suite de gelées au Brésil. Les prix du café devraient se maintenir à un niveau élevé au cours des prochaines années, mais devraient retrouver un niveau d'équilibre vers 1975.

c) Objectifs de production

Ils ont été fixés en tenant compte de l'évolution prévisible des quotas d'exportation imposés par l'Accord International du Café et d'une légère progression des ventes sur les marchés hors quota.

Ces objectifs sont :
— 1970 : 240 000 tonnes :
— 1975 : 260 000 tonnes :
— 1980 : 305 000 tonnes.

d) Le programme

Il est établi en fonction de l'écart en 1980 entre l'objectif fixé et la production escomptée de la caféière existante. Cet écart est de 65 000 tonnes.

Les travaux de recherche de l'I.F.C.C. ont abouti à la mise au point de nouvelles variétés qui donnent en station un rendement de l'ordre de 2 000 à 3 000 kg/ha, avec entrée en production à l'âge de 3 ans.

L'expérimentation de ces variétés en milieu paysan est encore pratiquement inexistante. On sait seulement qu'au prix de techniques culturales intensives, il devrait être possible d'obtenir un rendement moyen de l'ordre de 1 500 kg, avec une rémunération intéressante de la journée de travail. Toutefois, le nombre d'agriculteurs susceptibles d'accéder rapidement au niveau technique requis paraît limité. En outre, la réalisation d'un programme à vaste échelle conduirait à dépasser rapidement les objectifs de production fixés.

Comme il est souhaitable de distribuer tous les plants améliorés disponibles, afin d'accroître la pro-

ductivité des plantations et de prémunir le producteur contre une éventuelle dégradation des cours, la réalisation d'un second programme intéressant la grande masse des planteurs est envisagée. Les nouvelles variétés seront plantées selon des techniques améliorées : choix judicieux des terres, densité de plantation et écartements adéquats, mise en place soignée et bon entretien des plantations dans le jeune âge. A partir de l'entrée en production, les caféières seront exploitées selon les techniques traditionnelles : entretien réduit et pas de taille. Ce système devrait conduire à un rendement moyen de l'ordre de 700 kg/ha à partir de la cinquième année alors que le rendement moyen des caféières tout-venant traditionnelles est de 300 kg/ha environ. Le revenu de la journée de travail du planteur sera nettement amélioré.

Les plantations établies par ce procédé pourront, moyennant une amélioration ultérieure des méthodes d'exploitation (taille rationnelle et meilleur entretien), atteindre un rendement moyen comparable à celui des plantations établies directement en système intensif.

En définitive, deux programmes distincts sont prévus :

— un programme A de culture caféière intensive, dont le rendement à l'ha sera de 700 kg en année 3, 1 000 kg en année 4, 1 300 kg en année 5 et 1 500 kg à partir de la 6e année ;

— un programme B de culture avec plantation soignée et exploitation, à partir de l'entrée en production, selon les méthodes traditionnelles. Les rendements escomptés sont de 200 kg/ha en année 3, 550 kg en année 4 et 700 kg à partir de la 5e année.

Signalons enfin que l'I.F.C.C. dispose de semences polyclonales améliorées qui donnent un rendement de 50 % supérieur à celui des variétés traditionnelles. Ces semences, disponibles en quantités limitées (4 000 ha/an), seront distribuées dès 1970 pour l'établissement de plantations traditionnelles.

Les programmes prévus et les effets escomptés sur la production sont présentés aux tableaux nos 28, 29 et 30.

PROGRAMME DE PLANTATION CAFEIERE (ha)

Tableau N° 28

| Campagne | Plantations tradition-nelles | Plantations en matériel sélectionné | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Tranche annuelle | dont B | dont A | |
| 1967/68 | 20.000 | | | | 20.000 |
| 1968/69 | 20.000 | | | | 20.000 |
| 1969/70 | 20.000 | 1.000 | 1.000 | | 21.000 |
| 1970/71 | (1) 13.000 | 7.000 | 6.500 | 500 | 20.000 |
| 1971/72 | 9.000 | 10.000 | 9.000 | 1.000 | 19.000 |
| 1972/73 | 4.000 | 16.500 | 15.000 | 1.500 | 20.500 |
| 1973/74 | 4.000 | 17.000 | 15.000 | 2.000 | 21.000 |
| 1974/75 | 4.000 | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 21.500 |
| 1975/76 | | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 17.500 |
| 1976/77 | | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 17.500 |
| 1977/78 | | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 17.500 |
| 1978/79 | | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 17.500 |
| 1979/80 | | 17.500 | 15.000 | 2.500 | 17.500 |

(1) sur les 13.000 ha en 1970/71 et les 9.000 ha en 1971/72, 4.000 ha sont des plantations polyclonales à rendement supérieur par rapport au matériel traditionnel.

PROGRESSION DES SUPERFICIES ET DES PRODUCTIONS DE CAFE

Tableau N° 29

| Campagnes | Nature des plantations | Superficie plantée (Ha) | Superficie en production (Ha) | Rendement moyens à l'ha (kg) | Production de la campagne (tonnes) | Années calendaires | Production de l'année (tonnes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1969-70 | Traditionnelles | 780.000 | 720.000 | 332 | 239.000 | 1970 | 240.000 |
| | Sélectionnées | | | | | | |
| | - Type B | 1.000 | - | - | - | | |
| | - Type A | - | - | - | - | | |
| | TOTAL | 781.000 | 720.000 | 332 | 239.000 | | 240.000 |
| 1974-75 | Traditionnelles | 796.000 | 784.000 | 320 | 251.100 | 1975 | 251.500 |
| | Sélectionnées | | | | | | |
| | - Type B | 61.500 | 16.500 | 370 | 6.100 | | 7.000 |
| | - Type A | 7.500 | 1.500 | 800 | 1.200 | | 1.500 |
| | TOTAL | 865.000 | 802.000 | 322 | 258.400 | | 260.000 |
| 1979-80 | Traditionnelles | 746.000 | 746.000 | 314 | 234.300 | 1980 | 234.000 |
| | Sélectionnées | | | | | | |
| | - Type B | 135.500 | 91.500 | 593 | 54.300 | | 55.500 |
| | - Type A | 20.000 | 12.500 | 1.200 | 15.000 | | 15.500 |
| | TOTAL | 901.500 | 850.000 | 357 | 303.600 | | 305.000 |

## VALEUR DE LA PRODUCTION DE CAFE

Tableau N° 30 (quantités en tonnes et valeur en millions de F. CFA)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Quantités produites (tonnes) | 213.000 | 240.000 | 260.000 | 305.000 |
| Valeur à la production (m de F CFA) (95 F/kg) | 18.757 (1) | 22.800 | 24.700 | 28.975 |
| Quantités usinées (tonnes) | | | | |
| - café soluble | | 4.500 | 9.000 | 18.000 |
| - café torréfié | | 750 | 1.000 | 1.500 |
| Total | 1.600 | 5.250 | 10.000 | 19.500 |
| Mise en stocks | • | 2.000 | 2.500 | 3.000 |
| Quantités exportées (tonnes) | | | | |
| - quotas | | 165.000 | 190.000 | 210.000 |
| - hors-quotas | | 63.680 | 55.700 | 72.500 |
| - brisures | | 4.070 | 1.800 | - |
| Total | • | 232.750 | 247.500 | 282.500 |
| Valeur des ventes aux entreprises locales (m de FCFA) | 130 (1) | 429 | 812 | 1.581 |
| Valeur des stocks (m de FCFA (115,8 F/kg) | 1.419 (1) | 230 | 290 | 350 |
| Valeur des Exportations (m de F. CFA) | | | | |
| - quotas (208 F/kg) (FOB) | | 34.820 | 39.520 | 43.680 |
| - hors quotas (133 F/kg FOB) | | 8.469 | 7.408 | 9.642 |
| Total | 25.890 (1) | 43.289 | 46.928 | 53.322 |
| Valeur de la production commercialisée (m de FCFA) | 27.439 (1) | 43.948 | 48.030 | 55.253 |
| Droits de sortie (m de F.CFA) | • | 7.350 | 7.881 | 9.037 |
| Prélèvement de la caisse de stabilisation (2) (m de F.CFA) | • | 6.683 | 8.498 | 9.158 |

(1) aux prix de 1965 (valeurs figurant dans les comptes économiques)
(2) après déduction des frais de transport, tiers détention et indemnité de stockage supportés par la Caisse et s'élevant à 1.550 millions en 1970, 1.700 en 1975 et 1.900 en 1980.
• Données ne figurant pas dans les comptes économiques.

e) Modalités de réalisation

● La distribution des variétés sélectionnées

Le matériel végétal actuellement disponible n'est reproductible que par bouture.

Un réseau de centres de bouturage est déjà en place : il existait en 1969 quatre centres principaux et 17 centres secondaires, dont la capacité annuelle totale correspond à 7 000 ha de plantation. La mise en place de nouveaux centres en 1970 permettra de planter 10 000 ha par an. Pour satisfaire aux besoins du programme, la capacité des centres de bouturage devra être doublée d'ici 1972.

Le matériel végétal sera livré aux planteurs sous forme de boutures enracinées, protégées par emballage plastique. L'élevage des jeunes plants s'effectuera en pépinières collectives de village sous la supervision des agents d'encadrement de la SATMACI.

L'I.F.C.C. s'efforce actuellement de produire des semences biclonales possédant des caractéristiques

similaires à celles du matériel actuellement diffusé. Les premières semences pourraient être distribuées à partir de 1974-1975, mais elles ne seront disponibles en quantités suffisantes, pour la plantation de 15 à 20 000 ha par an, qu'à partir de 1978-1979.

Il convient, cependant, de signaler que l'I.F.C.C. poursuit actuellement des essais d'hybridation de café robusta avec l'arabica. Les premiers résultats sont encourageants. Il est possible que la distribution de ces hybrides, en milieu paysan, débute avant 1980.

• Les méthodes de culture

Dans une première phase, la réalisation du programme A de culture intensive sera limitée aux zones d'accueil des populations déplacées par la mise en eau du barrage de Kossou et aux périmètres villageois d'installations dirigées du Sud-Ouest. Dans la zone de l'A.V.B. également, le comportement des nouvelles variétés sera testé en culture paysanne irriguée. Des rendements atteignant jusqu'à 4 000 kg de café à l'ha pourraient être obtenus.

Le programme B intéressera par contre l'ensemble de la zone caféière.

Les méthodes de plantation seront identiques dans les deux programmes. Pour assurer au matériel végétal sélectionné un bon potentiel de production, les opérations suivantes seront effectuées avec soin :

— le choix des terrains sous le contrôle de prospecteurs ;

— la plantation : piquetage, trouaison, mise en place des plants seront effectués avec l'aide de l'encadrement en respectant les normes techniques.

Les plantations du programme A feront, cependant, l'objet d'un entretien plus soigné que celles du programme B.

Afin de limiter les travaux d'établissement, les plantations seront effectuées avec cultures vivrières intercalaires la première année. Après l'entrée en production, les plantations du programme A seront conduites avec entretien soigné, taille et recépage. Il n'est pas prévu d'appliquer d'engrais (les essais en station ne sont pas concluants) ou de pratiquer de traitement phytosanitaire. Les plantations du programme B seront, par contre, exploitées selon les méthodes traditionnelles.

• Organismes responsables

La fourniture de matériel végétal sélectionné sera assurée par l'I.F.C.C.

La multiplication des boutures et l'encadrement des producteurs incomberont à la SATMACI qui disposera d'une section spéciale pour le café - cacao.

f) Les moyens nécessaires

— *Personnel*

Tableau N° 31

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 1 | 2 | 2 |
| Chefs de zone | 21 | 25 | 25 |
| Encadreurs | 10 | 340 | 350 |

Le personnel prévu au titre du programme café est principalement destiné à encadrer la production de boutures et l'établissement des plantations. Dans chacun des programmes, il est prévu de mettre en place un encadreur par 100 ha à l'année de la plantation. Cet encadreur supervisera, la seconde année, l'entretien des 100 ha plantés et contrôlera la plantation d'une seconde tranche de 100 ha. Dès l'entrée en production des caféiers, l'encadrement sera retiré pour le programme B.

Les planteurs qui pratiquent la culture intensive (programme A) recevront, après l'entrée en production de leurs plantations, l'assistance du personnel prévu au titre des opérations ARSO et AVB décrites plus loin.

g) Dépenses

Leur évalution est très sommaire, le programme café, pour la période 1971-1975, n'étant pas encore établi dans le détail.

Les dépenses, exprimées en millions de F CFA, ont été évaluées comme suit :

Tableau N° 32

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements | 142 | 100 |
| Fonctionnement | 2 010 | 2 206 |
| TOTAL | 2 152 | 2 306 |

2. - *Le cacao*

a) La cacaoyère existante

La cacaoyère ivoirienne est relativement jeune. A partir des données d'enquête de la Division des Statistiques Rurales, la superficie plantée en 1969-1970 peut être évaluée à 481 700 ha, se décomposant comme suit :

Tableau N° 33

| Classes d'âges | Superficies | % |
|---|---|---|
| 0 an - 7 ans | 108 400 | 22,5 |
| 8 ans - 15 ans | 119 600 | 24,8 |
| 16 ans - 25 ans | 117 800 | 24,5 |
| 26 ans - 35 ans | 84 600 | 17,6 |
| 36 ans - 45 ans | 51 300 | 10,6 |

Le cacaoyer tout-venant actuel entre en rapport à l'âge de 8 ans. La production atteint son maximum vers 11 à 13 ans puis décroît régulièrement jusqu'à l'âge de 40 à 45 ans où elle devient négligeable.

Depuis 1963, la cacaoyère fait l'objet d'une action de régénération, encadrée par la SATMACI, qui porte sur l'entretien des plantations, l'égourmandage, le contrôle de l'ombrage, l'élimination des essences arbustives antagonistes et le traitement phytosanitaire contre les capsides.

A la campagne 1969-1970, la superficie cultivée selon les techniques de régénération se montait à 204 000 ha, ce qui représente 55 % de la superficie en production.

La régénération de la cacaoyère entraine une amélioration sensible de la production. Selon les enquêtes effectuées par la Division des Statistiques Rurales, le rendement moyen passe de 300 kg/ha en culture traditionnelle à 600 - 700 kg/ha en culture régénérée. Ces observations sont par ailleurs confirmées par une hausse continue du rendement moyen national.

Connaissant la pyramide d'âge, ainsi que les rendements par classe d'âges, et compte tenu de la poursuite de l'opération de régénération jusqu'à atteindre 60 % de la superficie en production, le potentiel de production de la cacaoyère existante peut être évalué comme suit :

— 1969-1970 : 168 000 tonnes ;

— 1974-1975 : 218 000 tonnes ;

— 1979-1980 : 228 000 tonnes.

b) Justification du programme cacao

Les perspectives du marché international sont actuellement favorables et cette situation pourrait durer encore quelques années. Au-delà, l'évolution du marché dépendra essentiellement des programmes de plantation dans les pays producteurs.

Dans ces conditions, la Côte-d'Ivoire a intérêt à développer sa production mais, afin d'améliorer le niveau de vie des planteurs et de se prémunir contre une éventuelle dégradation des cours, il conviendra d'envisager un système de culture à haute productivité.

Or, les travaux de sélection de l'I.F.C.C. viennent d'aboutir à la mise au point d'une variété hybride à caractéristiques exceptionnelles : entrée en production à 3 ans et rendement de 2 500 kg à 6 ans en station de recherche.

Bien que ce matériel n'ait été distribué que depuis peu en milieu paysan, il est permis d'escompter en culture bien conduite un rendement de 1 500 kg/ha.

En zone traditionnelle, les paysans sont intéressés par l'extension des plantations, en raison notamment de la hausse récente du prix du cacao de 70 F à 80 F/kg. Ils ont, en outre, été préparés par l'opération de régénération à des techniques de culture améliorées.

La Côte-d'Ivoire dispose, de plus, de vastes zones favorables au cacaoyer dans l'Ouest et le Sud-Ouest. L'extension de la culture dans ces zones contribuerait à atténuer les disparités régionales de revenus.

c) Les actions envisagées

Elles portent sur :

— la poursuite de l'opération de régénération ;

— l'extension des superficies par la plantation de variétés hybrides à haut rendement.

● Le programme de régénération

Il est prévu de porter les superficies encadrées de 204 000 ha en 1970 à 251 000 ha en 1975, selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| — 1971 | 12 000 ha |
| — 1972 | 8 000 ha |
| — 1973 | 9 000 ha |
| — 1974 | 9 000 ha |
| — 1975 | 9 000 ha |
| TOTAL | 47 000 ha |

En 1975 les superficies régénérées représenteront 60 % de la superficie en production, limite au-delà de laquelle l'opération n'est plus intéressante. A partir de 1975, l'encadrement sera progressivement allégé.

● Le programme de plantation

La plantation d'hybrides à haut rendement débutera en 1970. Elle portera sur 86 500 ha de 1971 à 1975 et 84 750 ha de 1976 à 1980, comme l'indique le tableau n° 34.

Au cours de la période 1971-1975, le programme portera plus spécialement sur la partie Ouest de la zone forestière où les conditions écologiques sont particulièrement favorables. La répartition régionale suivante des superficies est envisagée :

— Sud-Ouest (ARSO) ..... 36 750 ha

— Ouest ..... 13 450 ha
— Centre-Ouest ..... 11 350 ha
— Sud ..... 14 850 ha
— Autres régions ..... 10 100 ha

Dans le Sud-Ouest, il est prévu de planter 27 000 ha de 1971 à 1975 dans les périmètres villageois d'installation dirigée. L'exécution de ce programme est toutefois conditionnée par l'arrivée effective des migrants attendus.

Il convient de signaler enfin que le programme portera sur l'établissement de nouvelles plantations. La replantation de vieilles cacaoyères n'est pas envisagée dans un avenir proche. Cela ne sera possible que lorsque les planteurs auront perçu, par eux-mêmes, l'intérêt des nouvelles variétés.

## EVOLUTION DES SUPERFICIES PLANTEES PAR ANNEE (Ha)

Tableau N° 34

| Années | Plantation de cacaoyers tout-venants en système traditionnel | Programme de plantation en variétés hybrides | Total |
|---|---|---|---|
| 1970 | 7.800 | 5.600 | 13.400 |
| 1971 | 6.100 | 9.050 | 15.150 |
| 1972 | 5.500 | 12.300 | 17.800 |
| 1973 | 4.500 | 16.100 | 20.600 |
| 1974 | 3.600 | 21.650 | 25.250 |
| 1975 | 1.200 | 27.400 | 28.600 |
| 1976 | - | 19.950 | 19.950 |
| 1977 | - | 17.700 | 17.700 |
| 1978 | - | 15.700 | 15.700 |
| 1979 | - | 15.700 | 15.700 |
| 1980 | - | 15.700 | 15.700 |

Les disponibilités en matériel végétal sélectionné ne permettront pas de satisfaire avant 1975 l'ensemble des besoins, ce qui explique la poursuite des plantations en matériel tout-venant au tableau n° 34.

Une réduction du rythme de plantation est prévue à partir de 1976, car on aboutirait sans cela en 1985 à une production de plus d'un demi-million de tonnes incompatible avec les besoins du marché mondial.

Le rythme de plantation pourrait cependant être maintenu à un niveau plus élevé, 20 000 ha par exemple, si un mouvement d'abandon des cacaoyères marginales se produisait, ce qu'il est difficile de prévoir actuellement.

### d) Objectifs de production

En tenant compte de l'évolution prévisible de la production de la cacoyère existante et des programmes envisagés, on aboutit aux objectifs suivants dont le mode de calcul figure au tableau n° 35 :

— 1970 : 175 000 tonnes ;
— 1975 : 230 000 tonnes ;
— 1980 : 365 000 tonnes.

(ces chiffres sont arrondis).

La valeur de la production au stade planteur passera de 14 milliards de francs en 1970 à 18,4 milliards en 1975 et 29,2 milliards en 1980 (voir tableau n° 36).

## PROGRESSION DES SUPERFICIES ET DES PRODUCTIONS DE CACAO

Tableau N° 35

| Campagnes | Hectares plantés | Hectares en production | Production (tonnes) | Années Calendaires | Production (tonnes) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1969/70 | T. 481.695<br>H. 5.600 | 373.295<br>- | 168.000<br>- | 1970 | |
| | TOTAL 487.295 | 373.295 | 168.000 | | 174.760 |
| 1974/75 | T. 486.330<br>H. 92.080 | 428.830<br>26.940 | 209.000<br>9.000 | 1975 | |
| | TOTAL 578.410 | 455.770 | 218.000 | | 228.000 |
| 1979/80 | T. 459.080<br>H. 176.830 | 449.780<br>129.730 | 228.000<br>114.000 | 1980 | |
| | TOTAL 635.910 | 579.510 | 342.000 | | 362.700 |

T = traditionnel
H = hybride

## OBJECTIFS DE PRODUCTION CACAO

Tableau N° 36 — Quantités en tonnes et valeurs en millions de F. CFA

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| - Production | N.D. | 175.000 | 230.000 | 365.000 |
| - pertes et brisures | | - 3.500 | - 4.500 | - 7.300 |
| - Production disponible | 115.000 | 171.500 | 225.500 | 357.700 |
| - Valeur à la production (80 F/kg) | (1) 7.086 | 14.000 | 18.400 | 29.200 |
| - Quantités livrées aux usines | 10.000 | 30.000 | 50.600 | 71.100 |
| - Quantités exportées (2) | 116.000 | 141.500 | 174.900 | 286.600 |
| - Valeur des ventes aux usines locales | (1) 772 | 3.150 | 5.315 | 7.470 |
| - Valeur des exportations (182 F/kg FOB) | (1) 9.738 | 25.753 | 31.832 | 52.161 |
| - Valeur de la production commercialisée | (1) 10.510 | 28.903 | 37.147 | 59.631 |
| - Droits de sortie | 2.618 | 6.532 | 8.220 | 13.642 |
| - Prélèvement de la Caisse de stabilisation (3) | - 2.068 | 6.603 | 8.690 | 13.837 |

(1) Au prix 1965 (valeurs figurant dans les comptes économiques)
(2) Sorties de stocks
(3) Après déduction des frais de transport et de tiers détention supportés par la Caisse et s'élevant à 600 millions en 1970, 760 en 1975 et 1.140 en 1980.

e) Modalités de réalisation

Le programme 1971-1975 a fait l'objet d'un projet précis et détaillé de réalisation. Le financement sera obtenu dans le courant de 1970.

La fourniture de matériel sélectionné sera assurée par l'I.F.C.C. qui apportera son concours technique à la réalisation de l'ensemble de l'opération.

L'encadrement des producteurs, la fourniture de matériel et de produits, l'octroi de crédit et la réalisation de divers travaux d'infrastructure incomberont à la SATMACI.

● La production de matériel sélectionné

Le programme prévu jusqu'en 1973 correspond aux possibilités de production des champs semenciers existants de l'I.F.C.C. Une extension est en cours afin de subvenir aux besoins ultérieurs.

● La plantation

Le matériel végétal sera distribué aux planteurs sous forme de cabosses. Des pépinières collectives seront établies à proximité des zones de plantation sous la supervision des agents d'encadrement de la SATMACI.

Le cacaoyer hybride étant très exigeant au point de vue écologique, une attention particulière sera accordée au choix des terres à planter. Les conseillers ruraux qui procéderont à ce choix seront assistés par des prospecteurs spécialisés.

Les plantations seront établies selon des normes très strictes : mise en place soignée, densité et écartement adéquats, élimination des essences antagonistes, contrôle et régulation de l'ombrage, bon entretien des jeunes plants. Les jeunes cacaoyers recevront de l'engrais et feront, le cas échéant, l'objet de traitements phytosanitaires. A partir de l'entrée en production, les cacaoyers seront conduits selon les techniques utilisées pour la régénération. On cherchera toutefois à généraliser progressivement l'application d'engrais.

Un crédit de 60 000 F/ha, remboursable avec différé de 4 ans, sera octroyé aux planteurs pour l'achat des cabosses, des engrais et des atomiseurs nécessaires à l'établissement et à l'entretien des plantations.

Le programme de plantation nécessitera la mise en place d'un encadrement dense. Il est prévu un conseiller rural pour 100 ha pour l'année de plantation, 1 pour 200 ha les trois années suivantes, 1 pour 400 ha les années 4 et 5. L'encadrement de base sera ensuite allégé.

La fourniture d'engrais, d'insecticides et de matériel de traitement s'effectuera par le réseau des centres d'approvisionnement de la SATMACI, sauf dans le Sud-Ouest où il est à mettre en place.

Signalons enfin que la réalisation des deux programmes de régénération et de plantation exigera la création ou l'amélioration de pistes de desserte (500 km) ainsi que la construction de puits ou points d'eau (1 200 unités) pour les traitements phytosanitaires et la préparation du cacao marchand.

f) Les moyens nécessaires

— *Personnel d'encadrement*

Tableau N° 37

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 3 | 3 | 3 |
| Chefs de zone | 21 | 21 | 21 |
| Assistants | 115 | 193 | 162 |
| Conseillers ruraux | 510 | 847 | 410 |

A partir de 1975, les effectifs en personnel de niveau subalterne se réduiront sensiblement par suite de l'arrêt du programme de régénération et de la réduction du rythme des extensions de superficies.

— *Les dépenses*

Les dépenses des programmes seront les suivantes :

Tableau N° 38 — en millions de F. CFA

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| Encadrement | 3.874 | 3.829 |
| Formation et recyclage | 601 | 555 |
| Prospections et cadastrage | 399 | - |
| Pistes et points d'eau | 883 | 632 |
| Fonctionnement des centres d'approvisionnement | 415 | 415 |
| Subventions aux planteurs pour l'achat de cabosses et sachets | 135 | 107 |
| TOTAL | 6.307 | 5.538 |
| dont investissement | 2.538 | 1.394 |
| dont fonctionnement | 3.769 | 4.144 |

3. - *Le palmier à huile*

Le programme proposé porte uniquement sur la plantation de palmiers sélectionnés.

On admet que la palmeraie naturelle maintiendra sa production actuelle qui est estimée à environ 250 000 tonnes de régimes par an.

a) Justification du programme palmier

Les débouchés sur le marché international paraissent, à moyen et long termes, favorables pour autant que l'on puisse produire à des coûts compétitifs.

De plus la demande du marché ivoirien n'est pas négligeable et se développe rapidement (savonnerie et huiles alimentaires).

Les conditions écologiques de la Côte-d'Ivoire sont favorables au palmier. Le matériel végétal et les méthodes de culture mises au point par l'I.R.H.O. permettent d'obtenir des rendements élevés : jusqu'à 16 tonnes de régimes à l'ha en grandes plantations, et par conséquent un coût de production compétitif.

La SODEPALM qui est responsable de l'ensemble du programme palmier, plantations industrielles et villageoises et traitement des régimes, dispose d'une organisation bien rodée et efficace.

Aux conditions actuelles du marché, la rentabilité du palmier est suffisante pour intéresser des groupes privés et des organismes d'aide extérieure.

Enfin le développement de la culture du palmier constitue un facteur important de diversification de l'économie agricole nationale et régionale.

b) Le programme

L'extension des plantations du secteur privé sera pratiquement négligeable.

Le programme de la SODEPALM, dont les caractéristiques figurent au tableau n° 39, porte sur 10 320 ha de blocs industriels et 17 660 ha de plantations villageoises au cours de la période 1971-1975, et sur 20 000 ha de chaque type de plantation de 1976 à 1980.

En ce qui concerne les plantations industrielles, la SODEPALM achèvera en 1970 et 1971 le programme d'extension des blocs existants dont neuf sont situés dans le Sud, et trois dans le Sud-Ouest.

A partir de 1974, la création de nouveaux blocs reprendra au rythme de 4 000 ha/an mais uniquement dans le Sud-Ouest, car les disponibilités en terres aménageables dans le Sud seront épuisées.

Quant aux plantations villageoises, il est prévu de planter de 3 500 à 4 000 ha par an. Le programme Sud-Ouest, en dehors des zones situées autour des blocs industriels existants, débutera à partir de 1975 et portera sur la création de 1 500 ha environ par an.

c) Les objectifs de production

Les objectifs découlent des réalisations existantes et du programme proposé (tableau n° 40).

La production de régimes des plantations modernes passera de 236 000 tonnes en 1970, à 841 000 tonnes en 1975, pour atteindre 1 240 000 tonnes en 1980.

Les données de production sont fondées sur les évaluations de rendement, effectuées par la SODEPALM, par type de plantations (blocs industriels et plantations villageoises), par classe d'âges et par région écologique.

## PROGRAMME DE PLANTATION DE PALMIERS SELECTIONNES (EN HA)

Tableau N° 39

| | Situation fin 1968 | Programme 1969-70 | Situation fin 1970 | Programme 1971-75 | Situation fin 1975 | Programme 1976-80 | Situation fin 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Hectares plantés | | | | | | | |
| Blocs industriels SODEPALM | 27.380 | 9.510 | 36.890 | 10.320 | 47.210 | 20.000 | 67.210 |
| Plantations villageoises | 12.460 | 8.000 | 20.460 | 17.660 | 38.120 | 20.000 | 58.120 |
| Total SODEPALM | 39.840 | 17.510 | 57.350 | 27.980 | 85.330 | 40.000 | 125.330 |
| Plantations privées | 10.470 | 530 | 11.000 | 280 | 11.280 | | 11.280 |
| TOTAL | 50.310 | 18.040 | 68.350 | 28.260 | 96.610 | 40.000 | 136.610 |
| Hectares en Production | | | | | | | |
| Blocs industriels | 2.682 | | 13.630 | | 39.210 | | 51.210 |
| Plantations villageoises | 2.045 | | 5.880 | | 24.120 | | 42.120 |
| Plantations privées | 7.950 | | 9.000 | | 11.280 | | 11.280 |
| TOTAL | 12.677 | | 28.510 | | 74.610 | | 104.610 |

OBJECTIFS DE PRODUCTION (en Tonnes)

Tableau N° 40

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| A) Régimes | | | | |
| 1. Plantations modernes | | | | |
| Blocs industriels | | 95000 | 484000 | 649000 |
| Plantations villageoises | | 41000 | 226000 | 451000 |
| Total SODEPALM | | 136000 | 710000 | 1100000 |
| Plantations privées | | 100000 | 131000 | 140000 |
| TOTAL Plantations modernes | 74000 | 236000 | 841000 | 1240000 |
| 2. Palmeraie naturelle | | | | |
| Régimes auto-consommés | | 154000 | 162000 | 174000 |
| Régimes traités (artisanat) | | 110000 | 86000 | 86000 |
| TOTAL Palmeraie naturelle | 255000 | 264000 | 248000 | 260000 |
| TOTAL REGIMES | 329000 | 500000 | 1089000 | 1500000 |
| B) Huile de Palme | | | | |
| Huileries industrielles | 9800 | 44600 | 165900 | 245600 |
| Production artisanale | 7700 | 7700 | 6000 | 6000 |
| TOTAL Huile | 17500 | 52300 | 171900 | 251600 |
| C) Palmistes | | | | |
| Plantations modernes | 4300 | 11100 | 41500 | 61400 |
| Palmeraie naturelle | 12200 | 9800 | 8400 | 8400 |
| TOTAL Palmistes | 16500 | 20900 | 49900 | 69800 |

### d) Valeur de la production

Le prix d'achat au producteur du kg de régime varie selon qu'il s'agit de palmeraie naturelle ou sélectionnée.

Les prix retenus pour la période 1970-1980 sont :

— 3.30 F CFA par kg de régime de palmeraie naturelle :

— 4.00 F CFA par kg de régime de palmeraie sélectionnée.

La valeur de la production évoluera comme suit :

Tableau N° 41 (millions de F.CFA)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Plantations modernes | | | | |
| Blocs industriels | n.d. | 380 | 1.936 | 2.596 |
| Plantations villageoises | n.d. | 164 | 904 | 1.804 |
| Plantations privées | n.d. | 400 | 525 | 560 |
| Total | 296 | 944 | 3.365 | 4.960 |
| Palmeraie naturelle | 842 | 872 | 820 | 858 |
| Valeur totale | 1.138 | 1.816 | 4.185 | 5.818 |

Pour apprécier l'importance que prendra le secteur du palmier dans l'économie ivoirienne, il faut signaler que la valeur totale de la production d'huile et palmistes passera de 2,4 milliards en 1970 à 9,1 milliards en 1975 et atteindra 13,5 milliards en 1980.

e) Les organismes responsables de la réalisation

Le Ministère de l'Agriculture, par le canal de la Direction Générale du Développement Agricole, est responsable de la conception et de l'exécution du plan palmier. En ce qui concerne sa réalisation, trois sociétés se partagent depuis 1969 les attributions de l'ancienne SODEPALM, ce sont :

— La SODEPALM (Société pour le Développement et l'Exploitation du Palmier à huile), société d'Etat au capital de 400 millions de F CFA. Elle est propriétaire des blocs industriels et apporte son assistance technique aux plantations villageoises, dont elle achète les régimes à 4 F CFA le kg.

— PALMINDUSTRIE, société à participation majoritaire de l'Etat, au capital de 2 500 millions : elle est propriétaire des usines.

— PALMIVOIRE, société à participation minoritaire de l'Etat, au capital de 50 millions. Elle assure la gestion des ensembles agricoles et industriels de SODEPALM et PALMINDUSTRIE et la commercialisation de leurs produits.

Quant à la recherche, l'expérimentation et les prospections intéressant le palmier, elles incombent à l'I.R.H.O. (Institut de Recherche des Huiles et Oléagineux).

f) Les moyens de réalisation

• Personnel

La plantation des palmiers sélectionnés et leur exploitation mobiliseront les effectifs indiqués dans le tableau n° 42.

Tableau N° 42

| Catégorie de Personnel | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Blocs industriels | | | | |
| Chefs de blocs | 11 | 12 | 14 | 19 |
| Assistants B.I. | 18 | 42 | 48 | 63 |
| Surveillants | | | | |
| - SODEPALM | 94 | 85 | 127 | 158 |
| - plantations privées | | 23 | 24 | 24 |
| Chefs d'équipe | | | | |
| - SODEPALM | 283 | 255 | 381 | 475 |
| - plantations privées | | 69 | 71 | 71 |
| Ouvriers | | | | |
| - SODEPALM | 5.500 | 5.090 | 7.620 | 9.505 |
| - plantations privées | | 1.375 | 1.420 | 1.430 |
| Plantations villageoises | | | | |
| Chefs de région | | 3 | 6 | 11 |
| Chefs de secteur | 6 | 21 | 34 | 51 |
| Assistants de collecte | | 3 | 6 | 11 |
| Moniteurs | 18 | 70 | 125 | 195 |
| Commis de collecte | | 21 | 34 | 51 |

• Dépenses publiques

La réalisation du programme palmier nécessitera des dépenses très importantes qui sont évaluées comme suit :

Tableau N° 43 (millions de F.CFA)

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| 1 - Investissements | | |
| blocs industriels SODEPALM | 3.798 | 6.910 |
| plantations villageoises | 2.118 | 2.275 |
| pistes de collecte | 1.500 | 1.500 |
| divers | 790 | 1.152 |
| TOTAL | 8.206 | 11.837 |
| 2 - Fonctionnement | | |
| encadrement et gestion | 1.662 | 2.426 |
| main-d'oeuvre des blocs industriels | 1.791 | 2.547 |
| TOTAL | 3.453 | 4.973 |
| 3 - Dépenses totales | 11.659 | 16.810 |

Les dépenses des pistes de collecte sont établies à partir d'une évaluation sommaire du coût de mise en état du réseau desservant les plantations villageoises existantes. Pour l'établissement des futurs programmes, il faudra rechercher une implantation rationnelle des plantations par rapport au réseau routier et favoriser le regroupement en blocs de superficie importante. Cela permettrait de réduire notablement le montant des dépenses prévues.

Il convient de noter que la production des blocs industriels fournira des recettes à la SODEPALM dont le montant peut être évalué à 3,8 milliards de F CFA, au cours de la période 1971-1975 et 5,2 milliards pour 1976-1980. Ces recettes couvriront les charges d'exploitation et serviront à amortir les emprunts contractés.

D'autre part, pour les plantations villageoises, la SODEPALM récupère 78 000 F par ha sur un montant de frais engagés de 130 000 F environ.

4. - *Le cocotier*

a) Justification du programme cocotier

Les facteurs qui justifient la réalisation du programme sont analogues à ceux évoqués à propos du palmier :

— les perspectives de débouchés sont intéressantes;

— l'écologie de la Côte-d'Ivoire est favorable ;

— le développement de cette production est un facteur de diversification agricole.

D'importants progrès ont, en outre, été obtenus en matière de sélection. L'I.R.H.O. dispose actuellement de variétés hybrides qui entrent en production à cinq ans et donnent 3 200 kg de coprah à partir de la huitième année, alors que les variétés sélectionnées utilisées jusqu'ici donnaient 2 700 kg à partir de la onzième année, avec entrée en production à sept ans.

b) Le programme

Selon une étude de l'I.R.H.O., la superficie plantable, d'ici 1980, représente 63 000 ha dans la zone littorale du Sud-Est (58 000 ha) et la région de Tiassalé-Toumodi (5 000 ha). Les prospections concernant le Sud-Ouest sont en cours.

Le programme SODEPALM a débuté en 1967. A la fin de 1970, les blocs-plantations auront une superficie de 4 770 ha et les plantations villageoises 3 000 ha. A cela s'ajoutent 16 000 ha de plantations familiales, dont une partie est encadrée par la SODEPALM (programme engrais et distribution de plants).

La création de plantations villageoises sur le modèle du palmier n'a, jusqu'à présent, pas rencontré auprès des paysans le succès escompté. Cela est dû à des difficultés dans le domaine foncier et au délai relativement long d'entrée en production des variétés sélectionnées distribuées jusqu'ici. Aussi, dans les prochaines années, est-il envisagé un rythme annuel de plantation relativement modeste, 1 000 ha par an jusqu'en 1976, qui passera ensuite à 3 500 ha, lorsque les variétés hybrides plus précoces et plus productives seront disponibles en grandes quantités.

## PROGRAMME DE PLANTATION DE COCOTIERS (ha)

Tableau N° 46

| | Situation fin 1970 | Programme 1971-75 | Situation fin 1975 | Programme 1976-80 | Situation fin 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| Hectares plantés | | | | | |
| Plantations villageoises | | | | | |
| - tout venant | 16.000 | - | 16.000 | - | 16.000 |
| - sélectionnés | 3.000 | 5.000 | 8.000 | 1.000 | 9.000 |
| - hybrides | | | | 12.000 | 12.000 |
| Total | 19.000 | 5.000 | 24.000 | 13.000 | 37.000 |
| Bloc industriels | | | | | |
| - sélectionnés | 4.370 | - | 4.370 | - | 4.370 |
| - hybrides | 400 | 10.000 | 10.400 | 11.500 | 21.900 |
| Total | 4.770 | 10.000 | 14.770 | 11.500 | 26.270 |
| Plantations privées | 665 | 170 | 835 | - | 835 |
| Total planté | 24.435 | 15.170 | 39.605 | 24.500 | 64.105 |
| Hectares en production | | | | | |
| Plantations villageoises | | | | | |
| - tout venant | 9.100 | | 13.600 | | 16.000 |
| - sélectionnés | | | | | 6.000 |
| - hybrides | | | | | - |
| Total | 9.100 | | 13.600 | | 22.000 |
| Blocs industriels - sélectionnés | | | 2.282 | | 4.370 |
| - hybrides | | | 400 | | 10.400 |
| Total | | | 2.682 | | 14.770 |
| Plantations privées | | | 665 | | 835 |
| Total en production | 9.100 | | 16.947 | | 37.605 |

Le programme de plantation dont le détail figure au tableau n° 46 porte sur :

— 15 000 ha environ de 1971 à 1975 dont 10 000 ha en blocs industriels et 5 000 ha de plantations villageoises ;

— 24 500 ha de 1976 à 1980, dont 11 500 ha de blocs industriels et 13 000 ha de plantations villageoises.

La répartition régionale suivante (en ha) est prévue pour la période 1971-1975 :

Tableau N° 44

| | Sud | Sud-Ouest |
|---|---|---|
| Blocs industriels | 6 000 | 4 000 |
| Plantations villageoises | 4 000 | 1 000 |
| TOTAL | 10 000 | 5 000 |

Les modalités de réalisation sont analogues à celles décrites à propos du palmier. Le programme est exécuté par une section spécialisée de la SODEPALM.

c) Objectifs de production

L'exécution du programme envisagé conduit aux productions suivantes, exprimées en tonnes de coprah :

Tableau N° 45

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Plantations villageoises (1) | 3.500 | 6.400 | 11.000 | 30.000 |
| Blocs industriels | | | 1.700 | 29.100 |
| Plantations privées | | | 1.300 | 2.900 |
| TOTAL PRODUCTION (Tonnes) | 3.500 | 6.400 | 14.000 | 62.000 |
| VALEUR (millions de francs) (28 F.Kg) | 98 | 180 | 392 | 1.736 |

(1) y compris les plantations non encadrées par la SODEPALM.

d) Les moyens du programme

• Personnel

Les effectifs nécessaires, résumés au tableau n° 47, comprennent uniquement le personnel SODEPALM.

Tableau N° 47

| | | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| Encadrement SODEPALM | | | | | |
| Chefs de blocs | B.I. | 4 | 6 | 9 | 14 |
| Chefs de secteur | P.V. | 4 | 6 | 9 | 14 |
| Assistants | B.I. | 1 | 5 | 15 | 20 |
| Surveillants | B.I. | 3 | 4 | 21 | 47 |
| Surveillants | P.V. | 12 | 18 | 27 | 42 |
| Chefs d'équipe | B.I. | 7 | 11 | 62 | 140 |
| Ouvriers des blocs industriels | | 139 | 220 | 1.200 | 2.750 |

B.I. : Blocs industriels
P.V. : Plantations villageoises

• Coût du programme

Tableau N° 48 (Millions de F.CFA)

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| 1.- Investissement | | |
| Blocs industriels | 2.930 | 3.468 |
| Plantations villageoises | 602 | 1.186 |
| Divers | 409 | 627 |
| Total | 3.941 | 5.281 |
| 2.- Fonctionnement | | |
| Encadrement et gestion | 234 | 497 |
| Main-d'oeuvre des blocs industriels | 16 | 469 |
| Total | 250 | 966 |
| 3.- Dépenses totales | 4.191 | 6.247 |

L'investissement est essentiellement représenté par la création de plantations. Le coût à l'ha jusqu'à l'entrée en production est de 355 000 F pour les blocs industriels et de 128 000 F pour les plantations villageoises dont 60 000 F sont à rembourser par les planteurs.

5. - *L'hévéa*

a) Motivations du programme hévéa

La tendance à long terme de la demande de caoutchouc naturel est difficilement prévisible car elle dépendra de l'évolution de la technologie du caoutchouc synthétique. Il semble toutefois que la demande de produit naturel puisse se maintenir, voire progresser, à condition que les prix ne dépassent pas un niveau relativement bas. Le développement de l'hévéaculture n'est donc envisageable que dans un système basé sur une très haute productivité.

Or, à cet égard, la Côte-d'Ivoire est bien placée. Les conditions écologiques dans le Sud et surtout le Sud-Ouest sont favorables. Le pays dispose d'une expérience en matière d'hévéaculture et est doté d'un institut de recherches du caoutchouc, l'IRCA, qui a mis au point des clones sélectionnés d'hévéa et des méthodes de culture permettant d'obtenir près de 2 000 kg/ha de caoutchouc sec en plantation industrielle et 1 500 kg/ha en plantation villageoise. Des améliorations de rendement et de précocité sont à prévoir au cours des prochaines années.

Des progrès ont été obtenus, ou sont à prévoir, dans le domaine de la préparation du caoutchouc, qui se traduiront par une amélioration sensible de la qualité. Déjà, une partie du caoutchouc ivoirien est vendue sur spécifications techniques garanties, ce que préfèrent les utilisateurs.

Par ailleurs, des groupes privés internationaux, tels que Michelin et Good-Year, s'intéressent au développement de l'hévéaculture en Côte-d'Ivoire. Ils seraient prêts à apporter leur concours technique à la réalisation de programmes de plantation, à condition cependant que le financement de ceux-ci soit assuré par l'Etat ivoirien ou par des organismes d'aide extérieurs. La participation de groupes privés apporterait certaines garanties quant à l'écoulement de la production.

Enfin, l'extension de la culture de l'hévéa contribuerait à la diversification des activités agricoles et des exportations.

b) Le programme envisagé

Deux types de réalisation sont prévus :

— la création ou l'extension de grandes plantations modernes ;

— la création de plantations villageoises autour des blocs modernes qui leur fourniront l'appui technique et assureront la préparation du caoutchouc brut.

Le programme hévéa n'est pas encore définitivement établi, car il dépendra en grande partie de la participation de groupes privés.

Dans le sud du pays les réalisations concernent :

— un programme d'extension des plantations de la S.A.P.H., société privée, sur 3 500 ha de 1973 à 1976 :

— un programme de 3 000 ha de plantations villageoises à réaliser de 1972 à 1976.

En ce qui concerne le Sud-Ouest, région très favorable à l'hévéaculture, le gouvernement est en pourparlers avec deux groupes privés : Michelin pour la réalisation de 10 000 ha et Good-Year pour la réalisation de 11 000 ha en blocs industriels dont 7 000 ha seront ultérieurement lotis en plantations villageoises. Au cas où les négociations n'aboutiraient pas, il pourra être fait appel à d'autres partenaires, ou alors le programme sera réalisé directement par une société d'Etat.

Le tableau n° 49 indique les réalisations prévues selon le calendrier le plus vraisemblable.

PROGRAMME DE PLANTATION (ha)

Tableau N° 49

| | | Situation fin 1970 | Programme 1971/75 | Situation fin 1975 | Programme 1976/80 | Situation fin 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Blocs industriels | Sud . . . . . | 12.600 | 2.750 | 15.350 | 750 | 16.100 |
| | Sud-Ouest . | - | 4.000 | 4.000 | 18.000 (1) | 22.000 |
| | Total . . . . | 12.600 | 6.750 | 19.350 | 18.750 | 38.100 |
| Plantations villageoises | Sud . . . . . | 235 | 2.400 | 2.635 | 600 | 3.235 |
| Total planté . . . . . | | 12.835 | 9.150 | 21.985 | 19.350 | 41.335 |
| Total en production . . . . | | 10.000 | | 12.000 | | 18.000 |

(1) dont une partie sera ultérieurement lotie en plantations villageoises.

La réalisation d'un programme de plantations villageoises est motivée par diverses considérations. La culture de l'hévéa suscite un certain intérêt parmi les paysans situés en bordure des plantations industrielles existantes. Le revenu à la journée de travail sur plantations en plein rapport, donnant 1 500 kg de caoutchouc sec à l'ha, est de l'ordre de 1 500 F CFA ce qui est très élevé. Une famille peut sans difficulté exploiter 3 ha procurant au prix de 80 F/kg un revenu brut de 360 000 F CFA et un revenu net de 345 000 F CFA (charges d'amortissement de la plantation exclues). Néanmoins le délai d'entrée en production est très long, presque dix ans. Il conviendra donc de mettre en place un système de crédit approprié.

Dans le Sud-Ouest où l'installation des populations sera dirigée, une partie des blocs industriels prévus sera ultérieurement lotie en plantations familiales.

La réalisation du programme hévéa incombera à une société d'Etat spécialisée, la SODHÉVÉA, qui sera créée dans le courant de l'année 1970. Cette société pourra sous-traiter l'exécution matérielle de certains programmes à des groupes privés.

c) Perspectives de production

Tableau N° 50

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Production en tonnes de caoutchouc sec | 2 900 | 10 750 | 17 000 | 23 000 |
| Valeur en millions de F au prix de 80 F/kg | 232 | 860 | 1 360 | 1 840 |

Compte tenu du délai relativement long d'entrée en rapport de l'hévéa, l'accroissement de production résultera pour une large part des extensions de superficies réalisées avant 1971.

d) Les besoins en personnel

Les données suivantes sont très estimatives.

Tableau N° 51

| | | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Ingénieurs | B.I. | 3 | 5 | 7 |
| | P.V. | - | 1 | 1 |
| Chefs de blocs | B.I. | 4 | 10 | 10 |
| Chefs de zones | P.V. | 3 | 3 | 3 |
| Assistants | B.I. | 10 | 26 | 33 |
| Surveillants | B.I. | 20 | 64 | 76 |
| Encadreurs | P.V. | 3 | 18 | 18 |
| Chefs d'équipe | B.I. | 150 | 240 | 270 |
| Ouvriers | | 4.000 | 5.800 | 6.400 |

e) Coût du programme

Les dépenses publiques sont évaluées comme suit :

Tableau N 52 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Blocs industriels | 2 421 | 4 536 |
| Plantations villageoises | 309 | 277 |
| TOTAL | 2 730 | 4 813 |

Pour les blocs industriels, les dépenses se fondent sur un coût total à l'ha de 410 000 F CFA échelonnés de l'année — 2 à l'année 6

Les dépenses des plantations villageoises comprennent la fourniture de matériel végétal et les frais d'encadrement nécessaires à l'établissement des plantations.

*b — La banane*

Le marché mondial se caractérise par une forte concurrence provenant notamment des pays d'Amérique du Sud et exerçant une pression continuelle sur les prix qui tendent à baisser lentement. La demande, pour ce fruit, est assez élastique par rapport aux prix et aux revenus, c'est-à-dire que, si les prix baissent ou si les revenus des consommateurs s'accroissent, la consommation augmente sensiblement. C'est ce qui s'est passé au cours des dix dernières années en Italie et au Japon ; des augmentations aussi spectaculaires peuvent se produire dans les pays de l'Est.

a) Motivations du programme bananier

— En concentrant ses exploitations à proximité des ports (réduction des frais de transport) et en les intensifiant, la Côte-d'Ivoire pense être en mesure de soutenir la concurrence internationale et de développer raisonnablement ses exportations.

— Les très bas prix pratiqués par l'Equateur, concurrent le plus dangereux, ne peuvent guère que remonter si la situation sociale de ce pays s'améliorait.

— Le développement de la banane contribuerait à la diversification des productions agricoles et des exportations.

— La bonne qualité de l'emballage ivoirien et l'efficacité d'un système bien rodé de commercialisation (COFRUCI et O.C.P.) constituent des atouts dans la compétition internationale.

b) Les objectifs de production

Les objectifs de production concernent la banane destinée à l'exportation, dont une partie n'est d'ailleurs pas exportée (refus au conditionnement, surproduction temporaire). Ces quantités non exportées vont, en faible part, à la consommation locale (dont l'estimation reste approximative) et sont, en majeure partie, perdues.

La banane produite, de manière dispersée, pour l'autoconsommation et les marchés locaux n'est pas considérée ici (elle apparaît dans la rubrique fruits divers de la branche 01).

Les objectifs fixés au tableau n° 53, pour les exportations de la Côte-d'Ivoire reposent sur deux conditions :

— La Côte-d'Ivoire maintiendra, voire augmentera, ses positions sur ses marchés traditionnels (France, Italie, Algérie). Elle devra, de plus, conquérir de nouveaux marchés et, notamment, le marché allemand que des accords réservent en presque totalité aux producteurs d'Amérique du Sud depuis 1958. Cela nécessitera une politique commerciale active.

— Elle ne pourra se maintenir sur les marchés conquis que si un effort important est fait, en matière de productivité et de prix (surtout si le marché français, actuellement protégé, est ouvert aux pays tiers dans les années à venir). Cela implique une reconversion des structures de production.

OBJECTIFS DE PRODUCTION BANANE

Tableau N° 53

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Quantités en tonnes | | | | |
| a) banane d'exportation exportations (cartons) | 105.000 (1) | 130.000 | 143.000 | 164.000 |
| écarts et pertes au conditionnement | 45.000 (30 %) | 52.500 (29 %) | 46.000 (24 %) | 52.000 (24 %) |
| production | 150.000 | 182.500 | 189.000 | 216.000 |
| b) banane de consommation locale-production | 10.000 | 11.000 | 12.000 | 13.000 |
| c) production totale | 160.000 | 193.500 | 201.000 | 229.000 |
| Valeur de la production (millions de F.) prix 20 F/Kg | 3.200 | 3.870 | 4.020 | 4.580 |

(1) en 1965 les exportations s'effectuaient en régimes (128.000 tonnes)

c) Le programme de reconversion envisagé

Afin de réduire au maximum les coûts de collecte et de transport, il sera nécessaire de regrouper les plantations à proximité d'Abidjan, seul port équipé pour l'exportation des bananes (la création d'un périmètre bananier dans la région de San Pedro étant écartée pour le moment).

Ce regroupement nécessitera l'abandon de zones bananières trop éloignées : Sassandra, Divo, Tiassalé, Adzopé et une partie de la région d'Agboville. Les planteurs de bananes devront :

— soit s'orienter vers de nouvelles spéculations : café, cacao, agrumes à essence (Sassandra), ananas de conserverie ou d'exportation (Tiassalé) ;

— soit être réinstallés sur de nouveaux périmètres bananiers.

La reconversion des planteurs, dans les zones d'abandon, est déjà en cours, mais les tentatives de regroupement sur de nouveaux périmètres (Nzi-Bandama et Ano) n'ont pas rencontré le succès espéré.

Dans la zone bananière restante (Abidjan, Aboisso, Azaguié et une partie d'Agboville), il s'agira, afin d'accroître la compétitivité de la banane ivoirienne sur les marchés extérieurs, d'améliorer les méthodes de culture et la productivité. Les efforts porteront essentiellement sur la modernisation des petites exploitations (1 000 à 1 500 environ) dont la plupart pratiquent une culture de type traditionnel extensif, fournissant des fruits de qualité médiocre. Ces exploitations assurent près du quart de la production actuelle.

L'abandon des zones trop éloignées d'Abidjan entraînera une perte de production de l'ordre de 20 000 tonnes qu'il s'agira de compenser par la création de nouveaux périmètres bananiers.

Les modalités concrètes de réalisation du programme de reconversion ne sont pas encore clairement définies pour la période 1971-1975. Un programme précis et détaillé d'action est à établir avant la fin de l'année.

L'action technique d'encadrement et de regroupement des planteurs sera conduite par la SODEFEL qui a, en 1969, repris les activités menées initialement par la SATMACI.

Deux grandes zones de reconversion ont été retenues :

— dans la zone lagunaire : Agneby et vallées lagunaires ;

— à l'intérieur : quelques périmètres de production concentrée (Nzi-Bandama et Ano).

Les travaux de reconversion ont déjà commencé et devront se poursuivre. A condition d'être exploités aux dates prévues, les nouveaux périmètres fourniront 15 500 tonnes de régimes en 1975 et 18 000 tonnes en 1980.

Pour atteindre les objectifs fixés, en tenant compte d'une progression spontanée de la production dans la zone de culture existante, il faudra aménager de nouveaux périmètres : 350 ha de 1970 à 1974 et 650 ha de 1975 à 1979.

Les superficies cultivées, en tenant compte des objectifs de production retenus et d'une progression constante des rendements, pourraient évoluer comme suit :

Tableau N° 54

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Production en tonnes | 150 000 | 182 500 | 188 500 | 216 000 |
| Rendement en tonnes/ha | 20 | 25 | 30 | 33 |
| Superficies en ha | 7 500 | 7 300 | 6 300 | 6 500 |

D'autres organismes, nouvellement créés, participeront activement aux actions de reconversion et de commercialisation de la production bananière. Il s'agira :

— de la COFRUCI (Coopérative de production bananière et fruitière de la Côte-d'Ivoire) qui tient la comptabilité des planteurs, fait des réservations de fret et assure les traitements phytosanitaires ;

— de la SONACO (Société Nationale de Conditionnement), société anonyme à capitaux mixtes (Etat, planteurs, organismes de vente) qui a le monopole du tri et de l'emballage ;

— de l'O.C.P. (Organisme de Commercialisation de la Production), dans lequel la Caisse de Stabilisation a une participation de 40 %, et dont l'objet est la recherche de débouchés et la passation de contrats de vente sur le marché européen.

d) Moyens nécessaires à la réalisation du programme

En ce qui concerne le personnel, l'effectif de la SODEFEL devrait évoluer comme suit :

Tableau N° 55

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Chef d'opération | 1 | 1 | 1 |
| Adjoint | 1 | 1 | 1 |
| Chefs de région | 2 | 2 | 2 |
| Chefs de secteur | 5 | 7 | 8 |
| Assistants | 8 | 9 | 10 |
| Encadreurs | 27 | 36 | 41 |

Quant aux dépenses, elles sont évaluées comme suit :

Tableau N° 56 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Création de nouveaux périmètres (investissement) | 517 | 428 |
| Encadrement des planteurs (fonctionnement) | 527 | 550 |
| TOTAL | 1 044 | 978 |

Les dépenses des nouveaux périmètres sont évaluées de façon très approximative. Leur financement pourrait faire l'objet de prêts de la BNDA.

7. - *L'ananas*

En Côte-d'Ivoire, la production d'ananas était, jusqu'à une date récente, principalement destinée à la conserverie (tranches et jus).

Cette production s'est développée, à partir de 1950, à la faveur du système de prix protégés de la zone franc. La libéralisation du commerce français a entraîné, à partir de 1963, une baisse substantielle du prix des fruits frais livrés aux usines : de 12 F/kg avant 1963 ce prix est tombé à 7 F/kg en 1965. La tendance à la baisse des prix a, dans une certaine mesure, été compensée par une extension des capacités d'usinage, tandis que l'effet de la baisse au niveau du producteur a été amorti par une amélioration constante de la productivité.

Depuis quelques années, se développe un secteur de production d'ananas frais pour l'exportation qui, en raison de débouchés importants, devrait prendre une extension considérable.

a) Justification du programme ananas

La demande de conserves d'ananas dans la Communauté Economique Européenne, principal marché intéressant la Côte-d'Ivoire, se développe à un rythme moyen annuel de 6 %.

Les conserveries ivoiriennes écoulent la moitié de leur production sur le marché français où elles ont une position privilégiée. Le reste est vendu dans les autres pays de la C.E.E., surtout l'Allemagne, où les produits ivoiriens affrontent, malgré une protection tarifaire avantageuse, la concurrence de pays tels que Formose, les Philippines, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Tout accroissement rapide de production des conserves ivoiriennes exigera donc un effort soutenu de promotion commerciale sur le marché européen.

La consommation d'ananas frais dans la C.E.E. est encore faible : 20 000 tonnes en 1968, mais elle a doublé en quatre ans.

L'ananas frais cesse actuellement d'être un fruit de luxe et il est permis de prévoir, pour la prochaine décennie, un développement de la consommation comparable à celui d'autres fruits tropicaux.

La Côte-d'Ivoire a donc intérêt à prendre rapidement place sur ce marché car elle détient plusieurs atouts par rapport à ses concurrents actuels ou potentiels :

— le sud du pays présente des conditions écologiques favorables et est desservi par un réseau routier permettant l'évacuation rapide et à faible coût des produits sur Abidjan ;

— dans les conditions actuelles, la culture de l'ananas frais est d'un rapport intéressant ;

— la présence d'un organisme de recherche fruitière, l'I.F.A.C., permet d'améliorer constamment les méthodes de production et la qualité des fruits.

b) Objectifs de production

Ils se fondent sur l'extension des capacités de traitement des conserveries et, pour l'ananas frais, sur une hypothèse résolument optimiste de l'évolution de la demande.

Tableau N° 57

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Production en tonnes d'ananas frais | | | | |
| . de conserverie | 31.600 | 120.000 | 175.000 | 220.000 |
| . d'exportation | 6.400 | 15.000 | 40.000 | 80.000 |
| . de consommation locale | 6.000 | 7.000 | 8.000 | 9.000 |
| TOTAL | 44.000 | 142.000 | 223.000 | 309.000 |
| Valeur de la Production en millions de francs | | | | |
| . ananas de conserverie 7 F/kg | 221 | 840 | 1.225 | 1.540 |
| . ananas d'exportation 35 F/kg | 224 | 525 | 1.400 | 2.800 |
| . ananas de consommation locale 7 F/kg | 42 | 49 | 56 | 63 |
| TOTAL | 487 | 1.414 | 2.681 | 4.403 |

On voit que la culture d'ananas est appelée à prendre une extension considérable. La valeur de la production triplera en dix ans, elle atteindra en 1980 un niveau comparable à celui de la banane.

Il est cependant possible que le prix au producteur, de l'ananas d'exportation, subisse une légère baisse, à partir de 1975, dans le cas où se manifesterait une forte concurrence sur les marchés extérieurs.

c) Le programme correspondant aux objectifs

- L'ananas de conserverie

Il existe actuellement deux conserveries fonctionnant depuis plusieurs années, la SALCI à Ono et la SAFCO à Tiassalé. Des travaux d'agrandissement sont

prévus qui porteront leurs capacités respectives de traitement en 1972 à : 120 000 tonnes et 15 000 tonnes.

Une troisième unité la SIACA, située à Bonoua, est entrée en service en 1970. Sa capacité est de 40 000 tonnes.

Les deux premières usines possèdent chacune un secteur de production propre destiné à assurer un approvisionnement minimum et à expérimenter les techniques de culture. La plus grande partie des approvisionnements est cependant fournie par des plantations villageoises, réparties en périphérie des usines.

L'achat de leur production est garanti par contrat, moyennant certaines clauses concernant les techniques de production et le calendrier de culture. L'encadrement des planteurs est assuré par la SODEFEL.

La SIACA ne dispose pas de plantation propre ; elle traite la production de planteurs villageois groupés en une coopérative unique, la SOCABO (Société Coopérative Agricole de Bonoua). Un programme de plantation est en cours. La SOCABO bénéficie au départ d'une assistance technique allemande qui fera progressivement place à celle de la SODEFEL.

- Ananas d'exportation

La culture de fruits d'exportation est exclusivement pratiquée dans des plantations privées situées dans la région d'Abidjan, de Tiassalé et de Divo. La production qui est actuellement de 12 000 tonnes devrait atteindre 20 000 tonnes en 1975.

La culture d'ananas d'exportation étant particulièrement intéressante en système paysan — le revenu à la journée de travail pour un rendement de 40 tonnes à l'ha est évalué à 1 500 F — il est envisagé d'entreprendre un programme de plantation visant à produire 20 000 tonnes en 1975.

Le projet de réalisation est en cours d'étude. Le calendrier de plantation suivant est prévu : 210 ha en 1971, 420 ha en 1972 et 420 ha en 1973. Les secteurs de production seront localisés en fonction du réseau routier : axe Tiassalé-Abidjan et région d'Abidjan.

La réalisation du programme et l'encadrement des producteurs incomberont à la SODEFEL.

La collecte, le conditionnement et la commercialisation des fruits seront à organiser selon un système analogue à celui qui a été mis en place pour la banane.

Compte tenu de l'impact économique considérable de ce projet, qui distribuera 700 millions de revenus aux paysans, il conviendra de prendre toutes les dispositions nécessaires afin que l'exécution du programme se réalise dans les délais prévus.

Pour atteindre l'objectif de 80 000 tonnes, la poursuite du programme est à envisager au cours de la période 1976-1980.

Il est à rappeler enfin que le succès du programme ananas d'exportation est conditionné, avant tout, par la mise en œuvre d'une promotion commerciale dynamique sur les marchés extérieurs.

- Les superficies nécessaires

Le tableau n° 58 indique l'évolution des superficies en production. Elles ont été évaluées sur la base d'un rendement de 75 tonnes/ha pour les blocs industriels, 65 tonnes/ha pour les plantations villageoises d'ananas de conserve et 40 à 50 tonnes/ha pour l'ananas frais d'exportation.

SUPERFICIE EN PRODUCTION

Tableau N° 58

hectares

| | Situation 1965 | Extension 1966-70 | Situation 1970 | Extension 1971-75 | Situation 1975 | Extension 1976-80 | Situation 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Conserves | | | | | | | |
| Blocs industriels | 160 | 120 | 280 | 0 | 280 | 0 | 280 |
| Plantations villag. | 291 | 1.349 | 1.640 | 800 | 2.440 | 150 | 2.590 |
| Total | 451 | 1.469 | 1.920 | 800 | 2.720 | 150 | 2.870 |
| Exportations | 160 | 215 | 375 | 625 | 1.000 | 1.000 | 2.000 |
| TOTAL | 611 | 1.684 | 2.295 | 1.425 | 3.720 | 1.150 | 4.870 |

Les superficies totales consacrées à l'ananas représentent trois fois les superficies en production.

d) Moyens nécessaires

• Personnel

Les besoins sont récapitulés au tableau n° 59. Pour l'ananas frais, les données sont indicatives, le projet de plantations villageoises étant encore au stade d'ébauche. Le personnel employé sur les plantations privées n'a pu être évalué de façon précise

Tableau N° 59

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Chefs d'opération . . . | 2 | 3 | 4 |
| Chefs de secteur . . . | 4 | 9 | 11 |
| Assistants . . . . . | 24 | 50 | 60 |
| Encadreurs . . . . . | 96 | 200 | 240 |

• Les dépenses

Les évaluations du tableau n° 60 sont essentiellement indicatives, faute de données précises, concernant les modalités de réalisation du projet SOCABO pour l'ananas de conserve, et du projet de plantations villageoises pour l'ananas d'exportation.

Le coût global du programme ananas est évalué comme suit :

Tableau N° 60 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 1 340 | 1 000 |
| Fonctionnement | 1 020 | 1 500 |
| TOTAL | 2 360 | 2 500 |

Les investissements concernent les frais de plantation et l'encadrement afférent, tandis que les dépenses de fonctionnement portent sur l'assistance aux exploitations en rapport.

8. - *Les agrumes à essence*

Bien que, par convention, cette activité fasse partie, dans la Comptabilité Nationale, de la branche 01, fruits divers, il paraît plus logique de la présenter sous la rubrique de l'agriculture orientée vers l'exportation et l'industrie locale.

a) Examen de la situation actuelle

L'agrumiculture à essence est principalement localisée dans la région de Sassandra, où elle a débuté il y a vingt ans. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1962 qu'elle s'est réellement développée par suite des difficultés rencontrées dans l'écoulement de la production bananière.

Les agrumes à essences cultivés (citrons, bergamotes et bigarades) sont traités dans de petites installations artisanales d'extraction. Le tonnage de fruits livré en 1968 atteignait 6 650 tonnes représentant une valeur de 65 millions de francs environ.

En 1969 s'est implantée à Sassandra une société dénommée «Complexe Agro-Industriel de Sassandra», société privée contrôlée par la SIAN (Société Industrielle et Agricole du Niari) dont l'objet est de promouvoir la culture des agrumes à essences et des plantes à parfum.

Les activités du complexe porteront :

— sur le traitement industriel de la production d'agrumes. Dans le courant de 1970, sera mise en service une usine moderne d'extraction d'essences, équipée en outre d'installations de traitement des sous-produits (jus concentrés et marcs) lesquels seront exportés :

— sur l'exploitation d'une plantation de 300 ha d'agrumes, destinée à fournir à l'usine un volant d'approvisionnement et à expérimenter les techniques de culture :

— sur l'introduction et la culture de divers fruits tropicaux à jus et de plantes à parfums :

— sur l'assistance technique aux planteurs de la région, laquelle s'effectuera en liaison avec la SODEFEL.

b) Objectifs de production et modalités de réalisation

Pour 1975, on s'est basé sur une estimation raisonnable du potentiel de production existant et, pour 1980, sur la réalisation d'un programme d'extension et d'intensification de la culture qui devra être entrepris de 1971 à 1975.

Tableau N° 61

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Quantités d'agrumes traitées en tonnes . . . . . | 3.950 | 8.000 | 27.000 | 60.000 |
| Valeur de la production agricole en millions de F. CFA au prix moyen de 10 F CFA/kg . . . . . | 40 | 80 | 270 | 600 |
| Valeur de la production industrielle (essences et sous-produits) en millions de F CFA . . . . . | 67 | 158 | 539 | 1.184 |

A cette production issue de l'agrumiculture, s'ajoutera celle des fruits tropicaux à jus et des plantes à parfums. Il est cependant difficile d'en prévoir l'importance et l'évolution, car cela dépendra du succès des essais culturaux et de la vulgarisation parmi les planteurs. L'effet global de cette production est cependant pris en compte dans les objectifs fixés pour les plantes diverses dans les tableaux récapitulatifs du secteur de l'agriculture.

La culture d'agrumes est à présent exclusivement pratiquée par des planteurs privés. Les techniques de culture sont, dans l'ensemble, assez médiocres, mais cela tient au fait que la plupart des planteurs sont dans une situation financière difficile, la reconversion de leur activité s'étant opérée à la suite de la crise bananière. Il est indispensable, pour atteindre les objectifs fixés, que soit pratiquée une politique de crédit à moyen terme très souple, afin de favoriser l'amélioration des méthodes de culture et les extensions de superficie.

La création d'un secteur de plantations villageoises est prévue, mais aucun programme précis n'a encore été établi. Il conviendrait qu'une étude de projet soit entreprise sans délais par la SODEFEL, en collaboration avec les responsables du complexe agro-industriel.

Les superficies plantées sont évaluées pour 1970 à 2 000 ha environ. Pour atteindre l'objectif 1980, en tenant compte d'une amélioration du rendement des plantations existantes, il faudra planter de 1971 à 1975 environ 1 000 ha. Pour assurer l'expansion de la production au-delà de 1980, on peut envisager la plantation de 1 000 à 1 500 ha de 1976 à 1980.

Faute d'une connaissance précise du secteur de production et d'études de projets, il n'est pas possible d'évaluer les emplois et les dépenses nécessaires. Ces dernières ont été évaluées globalement pour l'ensemble de la culture fruitière au chapitre fruits divers de la branche 01.

9. - *Le coton*

a) Justification du programme coton

Le secteur de l'industrie textile ivoirienne connaîtra, au cours de la prochaine décennie, une extension considérable. La consommation de fibres passera en effet de 4 400 tonnes en 1970 à 33 000 tonnes en 1980.

D'autre part, la demande sur le marché de la Communauté Européenne devrait progresser régulièrement, malgré la concurrence des fibres synthétiques.

Le coton est, avec le riz, une des rares spéculations pouvant être largement développées en région de savane. La production a progressé à un rythme rapide : de 5 600 tonnes en 1964-1965 elle est passée à 42 000 tonnes en 1968-1969.

Le développement de la culture du coton en zone de savane constitue, en outre, un facteur très important de transformation des mentalités et des comportements des exploitants agricoles. Pratiquée en système de production, impliquant le semis en ligne à une époque précise, le traitement phytosanitaire et l'utilisation d'engrais, la culture du coton initie le paysan à des techniques agricoles semi-intensives, qui seront ensuite plus facilement étendues à d'autres cultures telles que le riz, le maïs, ou l'arachide.

b) Les objectifs de production

Tableau N° 62

| | 1965 (1) | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Production de coton-graine (tonnes) | | | | |
| Allen | 5.500 | (2) 52 000 | 95 000 | 143 000 |
| Mono | 6.900 | 3 000 | 1.500 | - |
| TOTAL | 12.400 | 55.000 | 96.500 | 143.000 |
| Valeur de la production (millions de F) | | | | |
| Allen (33,5 F/kg) | 185 | 1 742 | 3 183 | 4 790 |
| Mono (27 F/kg) | 186 | 81 | 40 | - |
| TOTAL | 371 | 1 823 | 3 223 | 4 790 |
| Production de fibres (tonnes) | | | | |
| Allen | 2 300 | 20 500 | 38 000 | 57 200 |
| Mono | 2 000 | 1 000 | 500 | - |
| TOTAL | 4 300 | 21 500 | 38 500 | 57 200 |

(1) Aux prix 1968/1969

(2) Production théorique en année agricole normale

Les objectifs fixés au tableau n° 62 appellent quelques commentaires.

Tout d'abord, la variété de coton Mono, cultivée traditionnellement en système extensif, disparaîtra progressivement car elle est peu intéressante pour le planteur. En outre, la qualité technologique de la fibre est médiocre.

En ce qui concerne la variété ALLEN, la production réelle de 1970, qui est le résultat de la campagne agricole 1969-1970, sera très inférieure à 52 000 tonnes, car la climatologie a été marquée par une sécheresse exceptionnelle. Celle-ci a entraîné un retard du calendrier des travaux culturaux et par conséquent des mises en culture du coton. Le chiffre retenu pour 1970 indique donc la production théorique qui aurait été obtenue, si les circonstances avaient été normales.

Les objectifs de production pour 1975 et 1980 sont en outre ambitieux : ils supposent que les modalités de réalisation décrites ci-après soient appliquées, et que les actions, portant sur la mécanisation des cultures, soient couronnées de succès.

Au stade du producteur :

— la valeur de la production cotonnière devrait presque tripler au cours de la prochaine décennie : de 1,8 milliard en 1970 elle passera à 4,8 milliards en 1980.

c) Le programme et ses modalités de réalisation

Seule la culture du cotonnier Allen fait l'objet d'une action de développement dont la réalisation incombe à la C.F.D.T.

Le programme suivant est envisagé :

Tableau N° 63

| | 1969-1970 | 1974-1975 | 1979-1980 |
|---|---|---|---|
| Superficies en ha | 58 000 | 95 000 | 130 000 |
| Rendement en kg/ha | 900 | 1 000 | 1 100 |
| Production en tonnes de coton graine | 52 000 | 95 000 | 143 000 |

Les superficies se répartiront pour moitié dans le nord de la zone de savane, pour un quart dans les départements de Séguéla, Touba et Biankouma et pour le quart restant dans les anciens départements du Centre, du Centre-Ouest et de l'Est.

Le rapport des superficies entre zones restera à peu près constant.

Pour tenir compte des progrès prévisibles dans les méthodes de culture, désherbage chimique notamment, et les techniques de fertilisation, il a été admis une progression continue des rendements à l'ha.

Le développement de la production cotonnière se doublera d'une action pour moderniser l'ensemble de l'exploitation agricole de savane et non pas simplement la culture du coton. Les facteurs qui motivent cette orientation sont analysés en détail au chapitre traitant des opérations de développement intégré et à celui se rapportant à la modernisation du monde rural.

Dans la zone à double cycle de précipitation, le coton sera progressivement intégré dans un assolement comportant :

en premier cycle : l'arachide ou le maïs ;

en second cycle : le coton.

Les cultures seront pratiquées, pendant une ou deux campagnes, en alternance avec l'igname ou le riz pluvial.

Dans la zone à cycle unique de précipitation, l'assolement sera : coton pendant un ou deux ans, suivi de riz ou d'autres cultures vivrières.

La C.F.D.T. encadrera l'ensemble des cultures entrant dans les assolements décrits, elle reprendra notamment, dans la zone cotonnière, les activités de rizieculture pluviale qui étaient précédemment du ressort de la SATMACI.

Le système cultural ainsi défini permettra de couvrir les besoins alimentaires du paysan et, en améliorant la productivité globale de l'exploitation, d'accroître sa production et ses revenus.

Cependant, pour atteindre les objectifs qui ont été fixés, spécialement pour le coton, il faudra agir sur l'amélioration de la productivité du travail car, déjà actuellement, se manifestent des goulots d'étranglement saisonniers que seule la mécanisation permet de supprimer. Les actions prévues dans ce domaine sont décrites au chapitre des opérations intégrées de Brobo-Diabo, Mankono, Boundiali et Korhogo. Les deux premières portent sur la culture motorisée et les deux autres sur la culture attelée.

d) Le personnel nécessaire

Les moyens récapitulés au tableau n° 64 se rapportent à la C.F.D.T. Comme celle-ci encadre plusieurs cultures, ils concernent le coton mais aussi le riz pluvial, l'arachide et le maïs. Une ventilation précise par type de culture n'est pas possible car elle est forcément arbitraire.

Le personnel nécessaire est évalué comme suit :

Tableau N° 64

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Ingénieurs de direction et adjoints | 3 | 3 | 4 | 4 |
| Chefs de régions et adjoints | 3 | 4 | 6 | 6 |
| Chefs de secteurs | 10 | 17 | 22 | 24 |
| Chefs adjoints et chefs de zones | 40 | 79 | 112 | 120 |
| Moniteurs | 300 | 671 | 833 | 600 |

Cet effectif ne comprend pas le personnel d'encadrement des opérations de culture mécanisée de Brobo-Diabo et Mankono.

e) Les dépenses du programme

Sont exclues des évaluations présentées au tableau n° 65, les dépenses propres aux quatre opérations intégrées précitées.

— Le coût estimatif du programme s'établit comme suit :

Tableau N° 65 (millions de francs)

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| A. Investissement | | |
| pulvérisateurs et véhicules | 159 | 219 |
| magasins de village | 72 | 87 |
| hangars de stockage | 364 | 287 |
| logements et bâtiments | 135 | 22 |
| TOTAL | 730 | 615 |
| B. Fonctionnement | | |
| personnel d'encadrement | 2461 | 2207 |
| formation démonstration et recherche | 159 | 159 |
| avertissement phytosanitaire | 180 | 180 |
| semences et insecticides | 2172 | 2927 |
| TOTAL | 4972 | 5473 |
| C. Dépenses totales | 5702 | 6088 |

La culture du coton est en partie subventionnée. L'Etat prend à sa charge la multiplication et la distribution de semences et les traitements phytosanitaires, dont le coût à l'ha est de 5 200 F CFA environ. L'engrais est par contre payé par le planteur. Les dépenses subventionnées, qui sont financées par la Caisse de Stabilisation, se montent à 2 247 millions pour la période 1971-1975 et à 3 069 millions pour 1976-1980, ce qui représente la moitié environ du coût total du programme.

L'accroissement de la production nécessitera une augmentation sensible des magasins et hangars de stockage entrainant, comme l'indique le tableau, des dépenses assez importantes.

10. - *Le tabac*

La culture du tabac en Côte-d'Ivoire est surtout envisagée comme une production d'appoint susceptible d'augmenter le revenu des paysans en zone de savane.

On distingue :

— une production traditionnelle de tabac dit « artisanal » écoulée sur les marchés locaux sans transformation industrielle. Cette production est de loin la plus importante : 3 000 tonnes environ ;

— une production de type moderne dite « industrielle », encadrée par une société privée spécialisée, la CAITA, est destinée aux manufactures ivoiriennes et à l'exportation (350 tonnes environ).

a) Justification du programme tabac

Le marché ivoirien est en expansion constante. On estime le taux d'accroissement de la demande à :

— 3 % par an environ, pour le tabac artisanal ;

— 7 % par an pour le tabac à cigarettes, ce qui est très élevé.

Le taux d'incorporation du tabac local dans les mélanges à cigarettes est actuellement faible : 20 % environ. Mais une amélioration de la qualité des tabacs existants, ainsi que l'introduction de nouvelles variétés, permettraient de porter ce taux à 25 % en 1975 et 30 % en 1980. Les besoins de la M.T.C.I. (Manufacture de Tabacs de Côte-d'Ivoire), en tabacs susceptibles d'être produits sur place sont évalués à 500 tonnes en 1970, 755 tonnes en 1975 et 1 270 tonnes en 1980.

A l'exportation le seul marché pouvant intéresser la Côte-d'Ivoire est la Communauté Economique Européenne où les pays associés bénéficient depuis peu de protections tarifaires. Il est possible de placer sur ce marché plusieurs milliers de tonnes de tabac ivoirien, mais celui-ci doit être d'excellente qualité.

En ce qui concerne le producteur ivoirien, la culture du tabac est intéressante, mais à condition d'obtenir une excellente qualité et un rendement élevé (1 500 kg). La rémunération à la journée de travail atteint dans ces conditions environ 300 F CFA, ce qui place le tabac en tête des cultures de savane. Procurant un revenu élevé sur une faible superficie, la culture du tabac est particulièrement intéressante dans les zones surpeuplées (région de Korhogo et de Bouaké) où le développement de la culture du coton ou du riz pluvial n'est pas possible.

b) Objectifs de production

● Tabac artisanal

La production s'ajustera à l'évolution de la demande, ce qui conduit aux prévisions suivantes :

Tableau N° 66 en millions de F CFA

| Années | Quantités - tonnes | Valeurs |
|---|---|---|
| 1965 | 2 061 | 247 |
| 1970 | 3 250 | 390 |
| 1975 | 3 800 | 456 |
| 1980 | 4 500 | 540 |

● Tabac industriel

Les objectifs retenus, dont le détail figure au tableau n° 67, sont volontairement ambitieux : 350 tonnes de tabac en feuilles sèches en 1970, 1 000 tonnes en 1975 et 2 000 tonnes en 1980. La production se répartira pour moitié dans le

Centre-Nord et pour moitié dans le Centre. Cette répartition est motivée par la nécessité de réaliser un équilibre entre les qualités propres à chaque région ; les tabacs du Nord sont de qualité inférieure pour des raisons écologiques.

Ces objectifs permettront de couvrir les besoins de la M.T.C.I. et d'exporter 145 tonnes en 1975 et 530 tonnes environ en 1980.

Compte tenu d'une amélioration constante de la qualité, la valeur de la production de tabac fermenté passera de 46 millions en 1970 à 135 millions en 1975 et 280 millions en 1980.

OBJECTIFS DE PRODUCTION DU TABAC INDUSTRIEL

Tableau N° 67

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| 1) PRODUCTION DE TABAC SECHE (tonnes) | | | | |
| - Zone centre | 326 | 200 | 500 | 1.000 |
| - Zone Nord | 13 | 150 | 500 | 1.000 |
| TOTAL | 339 | 350 | 1.000 | 2.000 |
| 2) DISPONIBLE EN TABAC FERMENTE (tonnes) | | | | |
| - Perte de 10% à la fermentation | 305 | 315 | 900 | 1.800 |
| 3) DESTINATION DU TABAC (tonnes) | | | | |
| - Achats M.T.C.I. | 200 | 315 | 755 | 1.270 |
| - Exportations | 40 | - | 145 | 530 |
| - Mise en stocks | 65 | - | - | - |
| 4) VALEUR (Millions de F CFA) (1) | | | | |
| - Tabac séché | 20 | 23 | 70 | 150 |
| - Tabac fermenté | 45 | 46 | 135 | 280 |

(1) Par convention, on a considéré que les opérations de fermentation faisaient partie de l'activité agricole. En conséquence, la valeur inscrite dans les tableaux récapitulatifs est celle du tabac fermenté.

c) Modalités et conditions de réalisation

Seul le tabac industriel, encadré par la CAITA, fait l'objet d'un programme d'intervention.

Pour atteindre les objectifs qui ont été fixés, la promotion de la culture nécessitera, de la part des organismes responsables, plus de dynamisme que par le passé. La production nationale est en effet stagnante depuis 1965 : elle est en régression dans le Centre mais en progression dans le Nord.

Tout d'abord, la CAITA, qui est chargée de l'encadrement des producteurs, sera réorganisée. Son activité restera limitée aux actuels départements de Bouaké, Séguéla et Katiola, et à la région de Korhogo, du moins dans la période 1971-1975.

Un effort sera entrepris en vue d'accroître la productivité au niveau du planteur, en particulier dans le Centre, par :

— l'introduction de variétés plus productives et de meilleures qualités technologiques ;

— la diffusion des engrais, qui sera généralisée à partir de 1975 ;

— la propagande en faveur d'une cueillette plus sélective et l'amélioration des techniques de séchage.

Un programme d'essais agronomiques sera établi en collaboration avec l'I.R.A.T. portant sur :

— la recherche de nouvelles variétés et l'amélioration des techniques culturales ;

— les possibilités de culture des variétés Kentucky, Havane et Virginie qui entrent actuellement dans la composition des mélanges de tabac à cigarettes de la M.T.C.I. ;

— la prospection de nouveaux besoins en tabacs.

Compte tenu des délais d'expérimentation, la production de nouvelles variétés ne deviendrait cependant importante qu'à partir de 1975.

Ainsi que l'indique le tableau n° 68, l'amélioration des techniques de culture devra se traduire par une augmentation sensible des rendements à l'ha.

SUPERFICIES ET PRODUCTION

Tableau N° 68

| | | | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| 1) CENTRE | - Superficies | Ha. | 200 | 400 | 660 |
| | - Rendement | Kg. | 1.000 | 1.250 | 1.500 |
| | - Production | tonnes | 200 | 500 | 1.000 |
| 2) NORD | - Superficies | Ha. | 150 | 500 | 830 |
| | - Rendement | Kg. | 1.000 | 1.000 | 1.200 |
| | - Production | tonnes | 150 | 500 | 1.000 |
| 3) ENSEMBLE | - Superficies | Ha. | 350 | 900 | 1.490 |
| | - Production | tonnes | 350 | 1.000 | 2.000 |
| SUPERFICIES AVEC ENGRAIS | | | | 700 | 1.490 |

d) Les moyens à mettre en œuvre

Le personnel de la CAITA chargé d'assister les planteurs évoluera comme suit :

Tableau N° 69

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Ingénieur | — | 1 | 1 | 1 |
| Chefs de zone | 1 | 2 | 4 | 6 |
| Moniteurs | 4 | 32 | 50 | 80 |

Les dépenses de la CAITA sont évaluées à 247 millions pour la période 1971-1975 et à 352 millions pour la période 1976-1980.

En vertu de la convention entre la CAITA et le gouvernement de la Côte-d'Ivoire, les dépenses d'encadrement de la société sont financées par la marge entre la valeur de vente du tabac fermenté et celle de l'achat de feuilles au producteur, marge qui couvre également les frais de collecte et de fermentation.

11. - *L'arachide*

Le programme porte sur la création d'un secteur de production d'arachide d'huilerie dans la zone cotonnière du Centre.

En plus de celui-ci subsistera un secteur de culture traditionnelle dont la production évoluera faiblement :

— 1970 : 35 000 tonnes ;
— 1975 : 40 000 tonnes ;
— 1980 : 47 000 tonnes.

a) Motivation du programme arachide d'huilerie

Dans la zone à double cycle de précipitation, le calendrier agricole est mal équilibré.

En l'état actuel des techniques agricoles, les seules cultures praticables en premier cycle sont l'arachide et le maïs dont les débouchés sont limités et aléatoires.

Or la culture arachidière est intéressante à divers points de vue :

— pratiquée avec le coton, elle en améliore le rendement à l'ha de 15 % à 20 % environ et réduit les travaux de préparation du sol et les sarclages ;

— elle résiste bien aux courtes périodes de sécheresse qui caractérisent la pluviométrie capricieuse du premier cycle de culture et peut donner, en culture paysanne, un rendement moyen annuel de 1 400 kg/ha de coques ;

— au prix de 14 F CFA/kg, elle assure un revenu brut d'exploitation de 19 600 F CFA/ha, soit un revenu net de 17 000 F CFA qui s'ajoute à celui procuré par le coton (25 000 F CFA) en seconde culture.

Du point de vue du traitement industriel, la production arachidière est également intéressante car elle permet d'assurer l'approvisionnement continu d'une huilerie polyvalente utilisant les graines de coton, les amandes palmistes et le coprah.

Ces diverses considérations ont conduit à envisager la promotion de la culture d'arachide d'huilerie en zone à double cycle de précipitation, dont la production sera utilisée par une huilerie de graines polyvalente d'une capacité totale de 200 000 tonnes par an permettant de traiter 20 000 tonnes d'arachides décortiquées. La mise en service de l'huilerie aura lieu en 1973.

L'huile d'arachide produite sera, pour une large part, destinée à la consommation intérieure. L'excédent exporté ne concurrencera pratiquement pas la production des pays sahéliens grands producteurs d'arachides, tels que le Sénégal et le Niger.

b) Modalités de réalisation

L'arachide sera cultivée en avant-culture du coton dans les départements de Bouaké (partie nord) et de Séguéla où le double cycle de précipitation est bien marqué.

L'extension de la culture aux zones à cycle unique offre peu d'intérêt, car elle concurrencerait inutilement les productions de riz et de coton. De plus, la dispersion de la production accroîtrait les coûts de commercialisation, ce qui entraînerait un prix moins rémunérateur pour le paysan.

L'encadrement de la culture arachidière d'huilerie sera assuré par la C.F.D.T. dont le personnel est sous-employé de février (marchés de coton) à juillet-août (labours et semis de coton), ce qui n'entraînera pas de dépenses d'encadrement supplémentaires pour l'Etat.

La production de semences sélectionnées exigera quelques dépenses complémentaires, mais celles-ci seront négligeables par rapport au montant des dépenses du programme coton.

Les modalités de la commercialisation de l'arachide n'ont pas encore fait l'objet d'une étude approfondie. La solution la plus réaliste consiste à supposer que les achats s'effectueront par l'huilerie de graines, soit directement, soit par le canal d'acheteurs agréés. La C.F.D.T. ne peut se charger de l'opération car, à l'époque de la commercialisation, son personnel est occupé à plein temps par la culture du coton.

c) Objectifs de production

Ceux-ci sont liés au programme coton.

*En 1975*, la superficie cotonnière, dans les départements de Bouaké (partie nord) et de Séguéla, atteindra environ 30 000 ha. En admettant que la moitié de la surface d'avant-culture soit cultivée en arachides, soit 15 000 ha (l'autre étant en maïs) (1), et que le rendement à l'ha soit de 1 400 kg de coques, la production atteindrait 21 000 tonnes.

D'autre part, les secteurs de culture motorisée de Brobo-Diabo et Mankono produiront environ 7 500 tonnes en 1975.

Il est donc permis d'escompter une production totale de l'ordre de 30 000 tonnes, soit environ 20 000 tonnes d'arachide décortiquée.

*En 1980*, la superficie cotonnière atteindra, dans la zone considérée, 40 000 ha environ. Sur la base des hypothèses retenues pour 1975, la production arachidière représentera 28 000 tonnes. Les secteurs

(1) Pour l'auto-consommation ou la vente.

de culture motorisée produiront environ 15 000 tonnes. On peut donc retenir, pour 1980, une production totale de l'ordre de 45 000 tonnes, soit 30 000 tonnes environ d'arachide décortiquée.

Les objectifs de production des deux secteurs de production, arachide d'huilerie et arachide de culture traditionnelle, sont récapitulés au tableau n° 70.

La valeur globale de la production passera de 700 millions de F CFA en 1970 à 1 220 millions en 1975 et à 1 570 millions en 1980.

Tableau N° 70

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| - Production (en tonnes de coques sèches) : | | | | |
| . arachide d'huilerie | - | - | 30.000 | 45.000 |
| . culture traditionnelle | 32.000 | 35.000 | 40.000 | 47.000 |
| TOTAL | 32.000 | 35.000 | 70.000 | 92.000 |
| - Valeur en millions de F : | | | | |
| . arachide d'huilerie (14 F/kg) | - | - | 420 | 630 |
| . arachide traditionnelle (20 F/kg) | 640 | 700 | 800 | 940 |
| TOTAL | 640 | 700 | 1.220 | 1.570 |

On peut raisonnablement compter sur plus de 55 000 tonnes en 1975 et plus de 70 000 tonnes en 1980.

La canne étant cultivable en savane, et requérant de vastes exploitations avec usine intégrée, sa production serait l'occasion d'introduire, dans les régions relativement défavorisées du pays, un ou deux foyers de production intensive pouvant jouer un rôle de pôle de développement.

La production de la canne permet de supprimer des importations et de diversifier les revenus agricoles.

Tableau N° 71 .

| En tonnes | Moyenne annuelle 1965-67 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Avec taux d'acc = taux mondial (+ 2,7 % an) . . . | 32.800 | 55.900 | 69.900 |
| Avec taux d'acc = taux Afrique (+ 3,7 % an) . . . | 32.800 | 61.500 | 81.400 |
| Prévisions accord OCAM . . . . . | 32.800 | 55.000 | ? |
| Etude « American Factors » . . . . . | 32.800 | 57.000 | 63.000 |



Avec le riz, la viande et le poisson, le sucre est l'une des denrées alimentaires pouvant être produites en Côte-d'Ivoire, pour laquelle il existe une demande solvable déjà notable et assurée d'une bonne croissance.

Mais alors que pour les trois autres denrées citées, une production nationale existe déjà, il n'y a aucune production ivoirienne de canne à sucre (les quelques cannes poussant sans grand soin et consommées en l'état pouvant être négligées).

a) Justification d'un programme de canne à sucre

La motivation déterminante est l'existence d'un marché intérieur important et croissant, actuellement couvert en totalité par des importations.

La consommation de sucre par habitant croît régulièrement avec le niveau de vie dont elle constitue d'ailleurs un indicateur usuel.

Compte tenu de l'évolution passée des consommations par tête, des perspectives démographiques et de l'élévation probable du niveau de vie, la demande globale de sucre en Côte-d'Ivoire peut être estimée comme indiqué ci-après (la consommation en 1965 était de 31 000 tonnes soit 7,34 kg/personne).

b) Objectifs de production envisagés

Ces considérations ont conduit les pouvoirs publics à entreprendre depuis 1960 des essais d'introduction de cannes et de comportement de celles-ci dans les diverses conditions écologiques du pays. Les résultats étant concluants, on a procédé, à partir de 1965, à la recherche de sites favorables à l'implantation d'un complexe sucrier. Deux périmètres ont été retenus : l'un en bordure du Bandama à une dizaine de kilomètres au Sud de Ferkessédougou, l'autre sur la vallée de la Marahoué à proximité de Bouaflé. Sur chacun de ces périmètres ont été entrepris des essais de production industrielle de canne afin d'établir un coût prévisionnel de production de sucre.

Il se dégage des études techniques et économiques que le site de Ferkessédougou est de loin le plus avantageux, ce qui a conduit à le retenir pour l'implantation du premier complexe sucrier.

La capacité de production du complexe sucrier sera fonction des besoins du marché intérieur. L'exportation de sucre n'est pas envisageable car, bien que satisfaisantes, les conditions de production en Côte-d'Ivoire ne sont pas exceptionnelles. Il y a en outre surproduction de sucre dans le monde et dans les pays de l'O.C.A.M. qui, avec la France, ont constitué un marché protégé.

Compte tenu de l'évolution de la consommation ivoirienne et des engagements pris à l'égard de la Haute-Volta portant sur l'achat de 10 000 tonnes. dès l'entrée en service de la sucrerie de Banfora, les objectifs de production suivants ont été fixés :

Tableau N° 72

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| - Production de canne en tonnes . . . | 450.000 | 600.000 |
| - Quantité de sucre en tonnes . . . . . | 45.000 | 60.000 |
| - Valeur estimée de la canne en millions de F. au prix de 1.600 F/t . . | 720 | 960 |
| - Valeur du sucre en millions de F. CFA au prix de 42.500 F/t sortie usine . . . . . | 1.913 | 2.550 |

Seule la valeur de la canne est à prendre en considération au titre des activités agricoles, le traitement de celle-ci étant imputé au secteur de l'industrie.

c) Le programme envisagé

Les travaux débuteront fin 1970 et la sucrerie entrera en service pour la campagne 1972-1973.

La canne sera cultivée en culture sèche pendant les premières années, puis avec irrigation par pompage dans le Bandama.

La superficie en culture, établie sur la base d'un rendement moyen de 90 tonnes de cannes à l'ha. s'élèvera à 5 000 ha en 1975 et 6 500 ha en 1980.

Pour la mise en œuvre du programme sucrier il sera constitué, dans le courant de 1970, une société d'Etat qui, pour la réalisation, pourra faire appel au concours technique de sociétés privées spécialisées.

Les dépenses du programme, pour la seule partie agricole, sont provisoirement évaluées comme suit :

Tableau N° 73 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement . . . . . | 3 843 | 1 920 |
| Fonctionnement . . . . . | 1 148 | 2 310 |
| TOTAL . . . . . | 4 991 | 4 230 |

L'exploitation agricole du complexe sucrier fournira en 1975 un total de 1 000 emplois salariés permanents et 500 emplois saisonniers environ pour la récolte de la canne. A cela s'ajoutent 500 emplois environ pour la partie industrielle. En 1980 les emplois seront de 1 300 permanents et 650 saisonniers.

13. - *Le kénaf*

Le kénaf est une plante à fibre de sacherie substituable au jute, qui s'adapte bien à des conditions climatiques et pédologiques variées.

La mise en œuvre d'un programme kénaf répond à trois types de préoccupations :

— poursuivre la politique de diversification des cultures ;

— accroitre les revenus des paysans du Nord ;

— éliminer les importations de fibres de sacherie qui sont actuellement de 6 000 tonnes.

En son état initial, le projet prévoyait la création d'un secteur agricole mécanisé produisant 16 000 tonnes de fibre ainsi que l'implantation d'une sacherie de 6 000 tonnes orientée vers l'exportation.

Il a été créé à cette fin la S.I.V.A.K. (Société Ivoirienne Agricole et Industrielle du Kénaf), société d'économie mixte au capital initial de 350 millions de F (30 % groupe GARDELLA. 70 % Gouvernement ivoirien) qui est chargée de l'ensemble de l'opération de production agricole et de l'exploitation de la future usine textile.

Le groupe GARDELLA s'engage à commercialiser la fibre brute et les produits finis. Une partie de la fibre serait toutefois livrée à la sacherie de la FILTISSAC en remplacement du jute importé.

Dans le domaine agricole, la S.I.V.A.K. dispose au sud de Ferkessédougou d'une plantation où sont expérimentées la culture mécanisée du kénaf (500 ha en 1969-1970), ainsi que les techniques de rouissage de la fibre. Les résultats obtenus après deux années d'activité, tant sur le plan technique que sur le plan économique, ne sont pas concluants. Les principaux problèmes à résoudre sont :

— la récolte :

— le délanièrage mécanique :

— le rouissage des fibres.

Les techniques de culture et l'organisation de la production demandent également à être améliorées.

Il conviendra donc de poursuivre les essais techniques et d'établir un bilan économique précis avant de passer à la réalisation proprement dite du projet.

La culture du kénaf devrait également être expérimentée en milieu paysan, car elle paraît intéressante.

Dans le cas où l'on aboutirait à produire du kénaf à un prix de revient compétitif, les objectifs suivants pourraient être envisagés :

Tableau N° 74

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Quantités de fibres brutes (tonnes) ..... | 500 | 16 000 | 20 000 |
| Valeur en millions de F CFA au prix de 44 F/kg ..... | 22 | 704 | 880 |

Dans le cas contraire le projet initial sera abandonné et un programme plus modeste, limité à la satisfaction du marché intérieur (5 000 tonnes de fibre), serait retenu, vraisemblablement en plantations villageoises.

La réalisation du projet de culture mécanisée nécessitera des dépenses considérables :

Tableau N° 75 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement ..... | 3 635 | 700 |
| Fonctionnement ..... | 900 | 2 220 |
| TOTAL ..... | 4 535 | 2 920 |

Les investissements sont, dans la première période, essentiellement constitués par les frais de défrichement mécanique, la construction de pistes de desserte, les installations de rouissage et l'achat de machines agricoles.

Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais d'exploitation qui seront couverts par la vente des fibres.

Au cas où un secteur de plantations villageoises serait créé, les dépense seraient notablement réduites.

### 14. - *L'anacardier*

a) Justification du programme anacardier

C'est pour le reboisement et la protection des terres dégradées du Nord que l'anacardier a principalement été utilisé jusqu'à présent. A partir de 1962, les Eaux et Forêts ont encouragé l'établissement de plantations villageoises dans le but de fournir aux populations un revenu d'appoint.

Il y aurait actuellement 8 000 ha d'anacardiers en Côte-d'Ivoire, dont 1 000 à 1 500 ha de reboisements forestiers et 6 500 à 7 000 ha de plantations paysannes : mais ce dernier chiffre est contestable car il est basé sur les distributions de semences. De plus ces dernières années, en raison d'une commercialisation déficiente, nombre de plantations ont été abandonnées ou détruites par le feu.

La production de noix commercialisée s'est élevée à 225 tonnes environ en 1969. Elle pourrait, à condition que les mesures proposées ci-après soient appliquées, atteindre 3 000 tonnes en 1975.

Les débouchés sur le marché international de l'amande, qui est extraite de la noix, sont favorables. La demande progresse à un rythme moyen de 5 % par an. Les cours ont, dans les dernières années, été relativement stables par rapport à la plupart des produits tropicaux et cette tendance devrait se maintenir.

La création d'une unité industrielle de décorticage est rentable à partir d'une production de 3 000 tonnes par an. Elle serait donc à envisager vers 1975.

Il y a de plus intérêt à ne pas construire une usine trop tôt car de nouveaux procédés de décorticage sont expérimentés dans plusieurs pays. En attendant, la commercialisation des noix peut être organisée sur l'Inde. On pourrait aussi envisager le décorticage artisanal selon un procédé mis au point à Madagascar par l'I.F.A.C.

b) Le programme proposé

Toute action sur la production requiert au préalable que la commercialisation soit organisée sur des bases saines, afin que le producteur soit assuré de vendre ses noix à un prix rémunérateur. Des mesures sont à prendre pour la campagne 1971.

Dans le domaine de la culture, deux actions simultanées sont envisagées :

— la restauration des plantations existantes ;

— l'extension de la culture par la plantation de 2 000 ha par an.

Pour éviter d'alourdir les marges de commercialisation du produit dont la valeur unitaire est relativement faible, le programme sera limité aux régions de Korhogo et Katiola qui offrent des conditions écologiques favorables et sont bien desservies au point de vue transport.

Les nouvelles plantations seront établies en système villageois avec l'assistance d'encadreurs spécialisés.

En culture bien conduite sur de bons sols, une plantation d'anacardiers devrait donner, dans les conditions de la Côte-d'Ivoire, une production de 1 000 kg/ha à l'âge de 8 à 10 ans, procurant un revenu de 15 000 F CFA.

Une famille de taille moyenne peut sans difficultés exploiter une plantation de 4 ha, procurant un revenu de 60 000 F/an ce qui est élevé pour la région de savane.

Compte tenu des plantations existantes et du programme proposé, la production évoluerait comme suit :

Tableau N° 76

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Production de noix en tonnes ..... | 3 000 | 10 000 |
| Valeur de la production en millions de F CFA au prix de 15 F/kg ..... | 45 | 150 |

La production de 1980 résultera pour moitié des plantations existantes et pour moitié du programme de plantation 1971-1975.

Les modalités du programme anacardier ne sont pas encore définies. L'élaboration d'un projet détaillé est à entreprendre dans le second semestre de 1970. La réalisation du programme incombera à la SODEFEL qui encadre diverses opérations dans le Nord : cultures maraîchères et fruits divers.

Les moyens nécessaires à la mise en œuvre du programme sont évalués approximativement comme suit :

Personnel

Tableau N° 77

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Ingénieurs I.T.A. ..... | 1 | 2 |
| Assistants ..... | 2 | 3 |
| Encadreurs ..... | 20 | 30 |

Dépenses

Tableau N° 78 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement ..... | 7 | 8 |
| Fonctionnement ..... | 80 | 120 |
| TOTAL ..... | 87 | 128 |

15. - *L'avocat*

L'avocatier est très répandu en Côte-d'Ivoire où il est cultivé en plantations disséminées pour les besoins du marché intérieur. Il existe de multiples variétés fournissant des fruits hétérogènes qui satisfont cependant la demande locale.

La consommation de l'avocat est en forte expansion en Europe où des pays producteurs tels qu'Israël et l'Afrique du Sud mènent une propagande commerciale très active. Il y a donc pour la Côte-d'Ivoire une place à prendre sur ce marché.

La création d'un secteur de plantations modernes orientées vers l'exportation contribuerait à diversifier les activités agricoles et les exportations. Les surplus de fruits et les écarts de triage seraient traités industriellement pour la production d'huile d'avocat, utilisée pour la fabrication des cosmétiques.

Si la culture de l'avocat pour les besoins locaux ne pose pas de problèmes particuliers, il n'en est pas de même pour la culture destinée à l'exportation qui exige des fruits répondant à des caractéristiques bien définies de qualité, supportant bien le transport et le stockage.

Afin de mettre au point les techniques de culture, d'établir la rentabilité économique de la produotion avocatière d'exportation et d'étudier les problèmes relatifs à la commercialisation, il a été constitué une société pour la production de l'avocat en Côte-d'Ivoire (SOPRODAVCI) qui travaille en étroite relation avec l'I.F.A.C.

Deux plantations expérimentales de 35 ha chacune, situées dans des conditions écologiques différentes, ont été établies, l'une à Bingerville, l'autre près de Katiola. Ces plantations entreront en rapport à partir de 1971. On en escompte un rendement de 6 500 kg/ha à l'âge de 7 ans.

Sous réserve d'aboutir à des résultats satisfaisants dans des délais assez rapprochés, les objectifs suivants ont été retenus pour l'avocat d'exportation :

Tableau N° 79

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Production exportée en tonnes ..... | 200 | 1 000 | 3 000 |
| Valeur des exportations en millions de F CFA (à 100 F/kg) ..... | 20 | 100 | 300 |

Pour 1975, ces chiffres tiennent compte de la production des plantations de la SOPRODAVCI et de celle des planteurs privés.

La réalisation du programme avocatier SOPRODAV est financée par une subvention du F.E.D. de 145 millions. Les plantations nouvelles seront financées sur emprunt de la B.N.D.A.

Si les essais de culture sont concluants, on peut envisager de créer un secteur de plantations villageoises encadrées par la SODEFEL. Comme pour les agrumes à essence, les dépenses sont globalement prises en compte dans celles prévues au chapitre fruits divers de la branche 01.

## OBJECTIFS DE PRODUCTION DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION
## BRANCHE 02

Tableau N° 80

| PRODUITS | Quantités (tonnes) | | | | Valeur en prix à la production millions de F CFA en prix 1968/69 | | | | Prix unitaires en F/kg |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 (1) | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| Café | 213.000 | 240.000 | 260.000 | 305.000 | 20.235 | 22.800 | 24.700 | 28.975 | 95 |
| Cacao | 115.000 | 175.000 | 230.000 | 365.000 | 9.200 | 14.000 | 18.400 | 29.200 | 80 |
| Régimes de Palme | | | | | | | | | |
| - Sélectionnés | 74.000 | 236.000 | 841.000 | 1.240.000 | 296 | 944 | 3.365 | 4.960 | 4 |
| - Naturels | 255.000 | 264.000 | 248.000 | 260.000 | 842 | 872 | 820 | 858 | 3,3 |
| Coprah | 3.500 | 6.400 | 14.000 | 62.000 | 98 | 180 | 392 | 1.736 | 28 |
| Latex | 2.900 | 10.750 | 17.000 | 23.000 | 232 | 860 | 1.360 | 1.840 | 80 |
| Banane : | | | | | | | | | |
| - d'exportation | 150.000 | 182.500 | 189.000 | 216.000 | 3.000 | 3.650 | 3.780 | 4.320 | 20 |
| - cons. locale | 10.000 | 11.000 | 12.000 | 13.000 | 200 | 220 | 240 | 260 | 20 |
| Ananas | | | | | | | | | |
| - conserverie | 31.600 | 120.000 | 175.000 | 220.000 | 221 | 840 | 1.225 | 1.540 | 7 |
| - exportation | 6.400 | 15.000 | 40.000 | 80.000 | 224 | 525 | 1.400 | 2.800 | 35 |
| - cons. locale | 6.900 | 7.000 | 8.000 | 9.000 | 42 | 49 | 56 | 63 | 7 |
| Cola | 37.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 740 | 800 | 900 | 1.000 | 20 |
| Amande de Karité | 2.800 | 3.000 | 3.300 | 3.400 | 67 | 72 | 79 | 82 | 24 |
| Coton | | | | | | | | | |
| - Allen | 5.500 | 52.000 | 95.000 | 143.000 | 185 | 1.742 | 3.183 | 4.790 | 33,5 |
| - Mono | 6.900 | 3.000 | 1.500 | - | 186 | 81 | 40 | - | 27 |
| Tabac | | | | | | | | | |
| - industriel | 339 | 350 | 1.000 | 2.000 | 45 | 46 | 135 | 280 | 130-135-140 (2) |
| - artisanal | 2.061 | 3.250 | 3.800 | 4.500 | 247 | 390 | 456 | 540 | 120 |
| Arachide | | | | | | | | | |
| - d'huilerie | - | | 30.000 | 45.000 | - | - | 420 | 630 | 14 |
| - cons. locale | 32.000 | 35.000 | 40.000 | 47.000 | 640 | 700 | 800 | 940 | 20 |
| Canne à sucre | - | - | 450.000 | 600.000 | - | - | 720 | 960 | 1,6 |
| Kénaf | - | 500 | 16.000 | 20.000 | - | 22 | 704 | 880 | 44 |
| Noix d'anacarde | - | - | 3.000 | 10.000 | - | - | 45 | 150 | 15 |
| Avocats | - | 200 | 1.000 | 3.000 | - | 20 | 100 | 300 | 100 |
| Divers | - | - | - | | 200 | 250 | 300 | 400 | |
| TOTAL branche 02 | | | | | 36.900 | 49.063 | 63.620 | 87.504 | |
| BRANCHE 01 | | | | | | | | | |
| Agrumes à essence | - | 8.000 | 27.000 | 60.000 | - | 80 | 270 | 600 | 10 |
| Légumes d'expor. | - | - | 5.000 | 10.000 | | | 250 | 500 | 50 |

(1) Les quantités 1965 sont celles de la comptabilité nationale.
(2) Amélioration de la qualité.

## C. - Les opérations de développement intégré

### 1. - *Justification des opérations intégrées*

Le développement de l'agriculture ivoirienne a, jusqu'à présent, été envisagé dans une optique sectorielle.

Les efforts ont porté sur la diffusion ou la modernisation de cultures déterminées telles que le cacao, le palmier à huile, le cocotier, le coton, l'ananas et la banane. A cette fin ont été créées ou introduites diverses sociétés parapubliques, spécialisées dans une ou plusieurs cultures, telles que la SATMACI, la SODEPALM, la SODEFEL, la C.F.D.T. et la CAITA.

Cette optique était, dans le passé, justifiée, car il convenait de développer par priorité les cultures qui contribuent le plus à l'augmentation des revenus des paysans et à la croissance économique du pays.

Mais l'agriculture ivoirienne accède à un stade où il est, dans certains cas, nécessaire d'agir sur l'ensemble du système de production et sur l'environnement agricole, d'où la nécessité d'opérations intégrées de développement.

Deux grandes opérations sont déjà en cours. Il s'agit de :

— l'aménagement de la vallée du Bandama qui a pour but immédiat de reclasser, dans les meilleures conditions, les populations qui seront déplacées par la mise en eau du barrage de Kossou ;

— l'aménagement du Sud-Ouest qui est destiné, par la mise en valeur agricole rationnelle d'une zone actuellement peu peuplée, à créer un pôle de développement autour du port de San Pedro, de manière à réaliser un meilleur équilibre entre l'Est et l'Ouest forestiers.

D'autre part, la nécessité d'agir sur l'ensemble du système de production s'impose dans la zone de savane où se pratique une succession de cultures annuelles, les unes destinées à subvenir aux besoins alimentaires du paysan, les autres lui procurant un revenu monétaire.

Or, jusqu'à présent, les actions sectorielles n'ont intéressé qu'un nombre limité de cultures : riz, coton et tabac, ce qui aboutit à une distorsion du système d'exploitation et à un blocage très rapide de son évolution. En outre, l'exploitant est sollicité par plusieurs agents d'encadrement différents ce qui entraîne un gaspillage des moyens d'action.

Une situation analogue se présente également en zone forestière, mais elle est moins grave car les cultures industrielles arbustives sont nécessairement dissociées des cultures vivrières annuelles ou pluriannuelles et le calendrier des travaux agricoles est mieux réparti dans l'année.

Une première solution au problème posé en zone de savane consistera à coordonner l'activité des sociétés sectorielles d'encadrement et à élargir leur champ d'activité. C'est ainsi qu'il est prévu de confier à la C.F.D.T., dans les zones cotonnières, l'encadrement des cultures d'arachide et de maïs dans la zone à double cycle de culture, et des cultures vivrières dans la zone à cycle unique.

Mais, un autre problème commence à se poser en région de savane qui exige une forme d'intervention nouvelle. Dans plusieurs régions, l'expansion de la production agricole est bloquée par l'insuffisance de la main-d'œuvre disponible. Seule la mécanisation permet de supprimer le goulot d'étranglement. Or, elle n'est rentable que dans la mesure où elle s'applique à l'ensemble du système de production, d'où la nécessité de l'introduire dans le cadre d'une opération intégrée.

Dans l'état actuel des techniques, la culture motorisée est rentable dans la zone à double cycle de culture, comme l'a démontré l'expérience des secteurs pilotes de la région du centre. Il s'agit donc de poursuivre l'expérience en vraie grandeur. C'est à cette fin que sont prévues deux opérations intégrées, basées sur la culture motorisée, l'une dans la région de Bouaké (sous-préfectures de Brobo et Diabo), l'autre dans la région de Mankono.

En ce qui concerne la partie nord de la savane, à cycle unique de culture, les perspectives de motorisation agricole sont, dans l'état actuel des techniques, plutôt limitées. L'utilisation du tracteur est rentable en riziculture inondée sur des superficies continues de 100 ha au moins. Quelques problèmes techniques restent encore à résoudre, tels que le désherbage et la récolte mécaniques.

Toutefois les plaines rizicoles ont une étendue limitée et n'intéressent qu'un nombre restreint de cultivateurs.

Sur les terres de plateau, qui représentent la majeure partie des superficies cultivables du Nord, l'utilisation du tracteur n'est actuellement pas rentable car, contrairement à la zone à deux saisons de pluies, il n'est pas possible de pratiquer deux cycles de culture dans l'année, ce qui réduit fortement la durée annuelle d'utilisation du tracteur : 600 heures par an en grande vulgarisation contre 1 000 heures en zone à double cycle. En outre, les travaux de sarclage du coton et du riz pluvial, qui constituent le principal goulot d'étranglement des travaux agricoles, sont difficilement réalisables au tracteur dans l'état actuel des techniques. Il en résulte que les dépenses de travaux mécaniques ne peuvent être

compensées par un accroissement de la superficie exploitée. Sans doute, le désherbage chimique du coton, qui est en cours d'expérimentation, permettrait de réduire le goulot d'étranglement du sarclage et d'accroître ainsi la surface cultivée par exploitant, mais cela ne résoudrait pas pour autant le problème du faible taux d'utilisation du tracteur.

En attendant de nouveaux progrès techniques, il est envisagé de développer la culture attelée qui offre les avantages suivants :

— la superficie cultivable peut être doublée par l'utilisation de la charrue pour la préparation du sol et de la houe tractée pour les sarclages. Cette technique est largement répandue dans plusieurs pays d'Afrique ;

— le prix de revient des travaux avec la traction animale, est très inférieur à celui des travaux motorisés. Le coût annuel d'un attelage est, toutes charges calculées, de 12 000 F à 15 000 F CFA pour 4 ha cultivés, soit 3 000 à 4 000 F/ha (non compris les travaux de défrichement) ;

— l'utilisation d'animaux de trait permet d'intéresser progressivement les agriculteurs à l'élevage ;

— la culture attelée, d'un niveau technologique accessible à la grande masse des paysans, créera une nouvelle mentalité d'exploitant agricole qui permettra un passage ultérieur très rapide à la culture motorisée.

Deux opérations de développement intégré, basées sur la culture attelée, sont envisagées, l'une dans la région de Boundiali, l'autre dans la région de Korhogo.

Il convient de noter que les opérations intégrées, surtout celles portant sur la mécanisation, se traduiront par une modification radicale des méthodes d'exploitation. Pour aboutir à des résultats durables, il faudra susciter parmi les paysans une véritable mentalité d'exploitant agricole moderne. Ceci conduit à accorder une grande importance à la formation et à l'animation rurale.

La formation portera non seulement sur l'apprentissage des techniques culturales mais aussi sur l'entretien, la réparation et la gestion du matériel agricole. Des groupements seront constitués pour l'utilisation des matériels ; ils se chargeront également de la collecte et de la vente des produits agricoles.

Quant à l'animation rurale, elle aura pour but de sensibiliser les paysans aux nouvelles techniques, de promouvoir la création de groupements et d'inciter les paysans à participer progressivement à la gestion de l'opération. L'animation portera également sur l'ensemble des activités sociales et culturelles du milieu rural (cf. § V. La modernisation du monde rural).

Avant de passer en revue chacune des opérations de développement, il convient de noter que seules deux opérations, Brobo-Diabo et Mankono, ont fait l'objet d'un projet concret de réalisation.

Pour les autres opérations, seules les grandes orientations sont esquissées, dont certaines d'entre elles sont susceptibles d'être revues à l'issue des études qui se dérouleront dans le courant de 1970.

Les éléments contenus dans la présentation détaillée ci-après sont dès lors à considérer comme provisoires, ils se fondent sur les informations disponibles en février 1970.

2. - *L'aménagement de la vallée du Bandama*

a) Contenu du programme

La zone d'action de « l'Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama » (A.V.B.), organisme chargé de l'opération, comprend la moitié Ouest du département de Bouaké et la totalité du département de Bouaflé.

Dans le domaine de l'activité rurale, qui seule est considérée ici, l'opération consiste, dans une première phase, à organiser le transfert et l'installation des populations déplacées par la mise en eau du barrage de Kossou, en vue d'un aménagement rationnel du territoire. Dans une seconde phase, les activités de l'A.V.B. seront essentiellement consacrées au développement régional.

Le transfert des populations, qui se déroulera de 1970 à 1974, en fonction du calendrier de montée des eaux, intéressera, selon une estimation encore provisoire, 60 000 à 80 000 individus environ.

Les modalités concrètes de déplacement et de transfert sont à l'étude. A l'heure actuelle, seules les grandes orientations du programme sont fixées.

Dans le domaine rural, l'intervention de l'A.V.B. portera :

— sur la recherche et l'étude des terroirs d'accueil ;

— sur le déplacement et l'installation proprement dite des populations : construction de villages et de pistes agricoles, attribution des terres, encadrement des migrants pour l'établissement des cultures vivrières et des cultures de rapport : cacao, café, riz, coton, tabac ;

— sur l'empoissonnement du lac de Kossou et l'organisation de la pêche. Cette opération qui présente un caractère particulier est présentée au paragraphe E sur la pêche.

En marge de ces actions, l'A.V.B. entreprendra des études et des expérimentations, afin de diversifier les activités de la région, qui porteront notamment sur l'élevage intensif et l'irrigation des cultures.

L'action de l'A.V.B. s'adressera dans les terroirs d'accueil aussi bien aux populations existantes qu'aux populations installées.

b) Moyens en personnel

L'A.V.B. disposera d'une structure d'intervention propre pour réaliser le transfert et l'installation des populations. Son personnel d'encadrement sera secondé par celui des sociétés spécialisées, SATMACI, C.F.D.T. et CAITA pour les cultures qui relèvent de leur compétence.

L'opération de transfert et d'installation, qui se déroulera de 1970 jusque vers 1976, exigera un personnel important qui devrait être ensuite progressivement réduit.

Une évaluation provisoire de l'évolution des effectifs est donnée au tableau n° 81 :

Tableau N° 81

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 1 | 2 | 1 |
| Chefs de zone | 3 | 6 | 3 |
| Assistants | 10 | 23 | 12 |
| Encadreurs | 100 | 234 | 120 |

Il est à noter que le personnel du programme pêche n'est pas pris en compte ici, l'opération étant présentée au chapitre des pêches.

c) Les dépenses

Comme le programme de l'A.V.B. est encore à un stade d'élaboration provisoire, les évaluations de dépenses présentées au tableau n° 82 sont à considérer comme indicatives. Elles correspondent aux informations disponibles en février 1970 et reposent, concernant l'encadrement et les coûts, sur des normes générales adoptées pour l'élaboration des projets.

Elles concernent les seules activités liées à l'agriculture :

— les études de terroirs d'accueil ;
— la prospection et le cadastrage des terres de culture ;
— la fourniture de semences et de plants ;
— la création des pistes de desserte agricole ;
— le défrichement mécanique des terres de culture ;
— les études et expérimentations diverses ;
— le personnel d'encadrement indiqué ci-dessus.

Sont exclues :

— les dépenses d'indemnisation, de construction de villages ou d'habitations, d'infrastructure routière autres que les pistes de desserte des périmètres d'accueil ;
— les dépenses d'encadrement des sociétés spécialisées qui sont prises en compte dans les programmes sectoriels ;
— les dépenses du programme pêche.

Tableau N° 82 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 1 340 | 300 |
| Fonctionnement | 1 227 | 503 |
| TOTAL | 2 567 | 803 |

La plus large part des investissements est constituée par les frais de défrichement mécanique, tandis que le fonctionnement concerne surtout le personnel d'encadrement.

Il convient de noter que la création d'éventuels aménagements rizicoles est prise en compte au titre du programme rizicole.

3. - *L'aménagement de la région du Sud-Ouest*

a) Le contenu du programme

La région du Sud-Ouest comprend le département de Sassandra ainsi que les sous-préfectures de Fresco, Taï et Guiglo. L'organisme responsable de sa mise en valeur est « l'Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest », A.R.S.O.

L'aménagement du Sud-Ouest comprend plusieurs opérations distinctes :

— la construction du port de San Pedro et la mise en place de l'infrastructure urbaine ;
— la création d'un réseau routier desservant la région et son arrière-pays ;
— la mise en valeur agricole de la région.

Le programme agricole du Sud-Ouest, qui seul est exposé ici, est encore à l'état d'ébauche. En voici les grandes orientations :

Dans la zone actuellement inhabitée, située à l'Ouest du fleuve Sassandra, seront créés cinq « périmètres villageois » où, au cours de la période 1970-1975, seront installés 25 000 migrants, dont une partie proviendra de la région de Kossou. La capacité totale d'accueil des périmètres est évaluée à 73 000 individus. La mise en valeur reposera essentiellement sur la création de plantations de cacaoyers et de caféiers sélectionnés, ainsi que sur le développement de cultures vivrières.

Dans la zone située à l'Est du fleuve Sassandra, on cherchera à promouvoir parmi les populations en place ou les migrants qui s'y installeront spontanément, la création de plantations de cacaoyers, de caféiers ou d'agrumes à essence, ainsi que l'établissement de plantations villageoises de palmiers ou de cocotiers.

En ce qui concerne les plantations industrielles, le programme prévoit, dans une première phase, l'achèvement des blocs existants de palmiers et de cocotiers à l'Est du Sassandra, et, à partir de 1974 et 1975, la création de plantations de palmiers, de cocotiers et d'hévéas, à l'Ouest du Sassandra.

Dans le but d'approvisionner les villes et de satisfaire les besoins alimentaires des populations rurales, une action de développement de la riziculture sur petits aménagements est envisagée dans l'ensemble de la région.

Une action importante est prévue dans le domaine des pêches : la modernisation des techniques de pêche artisanale en bordure des côtes et la création d'un armement de pêche à San Pedro, dont le port sera aménagé à cet effet.

Enfin, autour des principales villes de la région, seront établis des périmètres maraîchers ainsi que des exploitations avicoles modernes.

Le tableau n° 83 donne un aperçu des principales réalisations agricoles prévues dans l'état actuel du schéma d'aménagement du Sud-Ouest :

Tableau N° 83

| Plantations prévues en Ha. | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| Café | 2.500 | à 6.000 à 18.000 |
| Cacao | 37.000 | 35.000 |
| Palmier blocs industriels | 8.800 | 20.000 |
| Plantations villageoises | 3.100 | 7.500 |
| Cocotier | 5.000 | 2.000 |
| Hévéa | 6.500 | 16.500 |
| Riz irrigué | 2.500 | non précisé |

b) Personnel

Dans le domaine agricole, l'intervention directe de l'A.R.S.O. se limitera à l'installation des migrants dans les périmètres villageois. Le personnel de l'A.R.S.O. sera secondé, pour l'établissement des plantations de café et cacao, par des agents spécialisés de la SATMACI.

Dans le reste du Sud-Ouest, les réalisations incomberont aux sociétés spécialisées : SATMACI, SODEPALM, SODEFEL et plus tard SODHEVEA, dont les programmes d'action seront établis sous la direction de l'A.R.S.O.

Les effectifs de l'A.R.S.O. devraient évoluer comme suit :

Tableau N° 84

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ingénieurs | 1 | 3 | 5 |
| Chefs de bloc | 1 | 10 | 12 |
| Assistants | 10 | 46 | 61 |
| Encadreurs | 70 | 310 | 310 |

c) Les dépenses

Seules sont prises en considération ici les dépenses d'intervention de l'A.R.S.O. dans le domaine agricole qui comprend :

— la prospection et le cadastrage des périmètres villageois ;

— la création des pistes de desserte à l'intérieur de ceux-ci ;

— l'encadrement et les dépenses nécessaires à la mise en valeur agricole des périmètres (à l'exclusion des plantations arbustives) par les agriculteurs qui y seront installés ;

— la création et le fonctionnement des bases de multiplication de matériel végétal.

Les dépenses de routes d'accès aux périmètres, la construction des villages et autres travaux d'habitat sont pris en compte au chapitre de l'infrastructure économique.

Au stade actuel d'avancement des projets, les dépenses sont évaluées comme suit :

Tableau N° 85 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissement | 1 349 | 863 |
| Fonctionnement | 483 | 639 |
| TOTAL | 1 832 | 1 502 |

L'investissement concerne essentiellement les opérations de prospection, cadastrage, pistes de desserte, ainsi que les frais de défrichement mécanique.

4. - *Opération de développement intégré dans les sous-préfectures de Brobo et Diabo* (région de Bouaké)

a) Contenu du projet

Les essais réalisés dans les secteurs pilotes de prévulgarisation du Centre, ont abouti à la mise au point de types d'exploitations agricoles mécanisées qui procurent au paysan un revenu monétaire net quatre fois supérieur à celui obtenu en culture traditionnelle.

L'opération proposée consiste à appliquer, à l'ensemble de deux sous-préfectures, les résultats obtenus

dans quelques villages-pilotes, afin d'en tirer les enseignements nécessaires pour la diffusion de la mécanisation à plus grande échelle.

Le projet qui débutera en 1971 prévoit de créer, en l'espace de six ans, 2 400 exploitations mécanisées, réparties sur 72 villages. L'exploitation-type comporte l'assolement suivant :

— première année : 0,2 ha d'igname + 0,8 ha de riz ;

— deuxième année : 1 ha d'arachide ou maïs suivi de 1 ha de coton ;

— troisième année : 1 ha de riz ;

— quatrième et cinquième années : jachère pâturée à stylosanthès.

La superficie totale cultivée, jachère comprise, sera de 5 ha par exploitation, soit 12 000 ha pour les 2 400 exploitations concernées.

Le revenu monétaire brut par exploitation s'élèvera à 130 000 F et le revenu monétaire net à 95 000 F.

Le projet sera réalisé par un organisme de gestion autonome dont les activités seront multiples : exécution des travaux de défrichement et des travaux agricoles mécanisés, animation et formation des paysans, fourniture de matériel et de produits, commercialisation des produits agricoles, amélioration des conditions d'habitat.

Les paysans seront progressivement initiés à l'exécution des travaux mécanisés et à la gestion du matériel. A une échéance qu'il est difficile de fixer, l'organisme de gestion se déchargera totalement de l'exécution des travaux mécaniques.

Il s'agit donc d'un projet très ambitieux, mais qui n'est pas irréaliste puisqu'il existe déjà à Odienné des entrepreneurs de travaux agricoles. L'expérience de Brobo-Diabo, compte tenu de l'enjeu qu'elle représente pour l'avenir des zones de savane, doit cependant être rigoureusement suivie.

La production de la zone de Brobo-Diabo atteindra en phase de croisière vers 1978 : 8 000 tonnes de paddy, 3 400 tonnes d'arachides, 2 600 tonnes de coton et environ 500 tonnes de viande sur pied, ce qui représente une valeur brute de l'ordre de 350 millions de F CFA.

b) Les moyens nécessaires

La réalisation du projet nécessitera un encadrement important :

Tableau N° 86

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Ingénieurs | 6 | 5 |
| Ingénieurs I.T.A. | 6 | 4 |
| Conducteurs et moniteurs | 18 | 18 |
| Conseillers ruraux | 75 | 72 |

Les dépenses sont estimées comme suit :

Tableau N° 87 — en millions de F. CFA

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| Investissement | | |
| - défrichements mécaniques | 689 | 355 |
| - pistes de dessertes | 153 | - |
| - bâtiments et équipements | 44 | - |
| - véhicules, tracteurs et machines | 152 | 86 |
| TOTAL | 1.038 | 441 |
| Fonctionnement | | |
| - personnel d'encadrement | 347 | 294 |
| - véhicules, tracteurs et machines | 184 | 372 |
| TOTAL | 531 | 666 |
| TOTAL des dépenses | 1.569 | 1.107 |

Les travaux mécaniques seront facturés aux paysans selon un barème qui tiendra compte des charges réelles. Pour les défrichements, il sera perçu un loyer annuel modique.

Les dépenses de défrichement atteignent, on le voit, un montant considérable. Aussi conviendra-t-il de rechercher des techniques permettant d'en réduire fortement le coût.

5. - *Opération de développement intégré de la région de Mankono*

a) Contenu du projet

Ce projet intéresse les sous-préfectures de Mankono, Dianra et Tienigboué, situées dans le département de Séguéla.

De toutes les régions de Côte-d'Ivoire, c'est celle de Mankono où le développement de la culture cotonnière a été la plus rapide. La superficie cultivée par tête s'élève actuellement à 0,20 ha ce qui constitue le maximum en culture manuelle. Pour assurer la poursuite du développement agricole d'une région particulièrement dynamique, il est nécessaire d'envisager la mécanisation.

La région de Mankono présente des conditions écologiques semblables à celle de Bouaké. Aussi le projet présente-t-il à peu près les mêmes caractéristiques que celui de Brobo-Diabo.

Le nombre des exploitations concernées est plus important, 4 000, et une plus large part est faite au coton. L'exploitation-type, comprendra : 1,5 ha de coton, 0,5 ha d'igname, 1 ha d'arachide et 1 ha de riz ainsi que 2 ha de jachère pâturée à stylosanthès.

La réalisation débutera en 1972 et le régime de croisière sera atteint vers 1978.

A ce moment la production sera de 7 100 tonnes de coton, 7 200 tonnes de riz et 6 000 tonnes d'arachides en coques, représentant une valeur brute de l'ordre de 500 millions de F CFA.

Les modalités de réalisation et de gestion de l'opération sont strictement comparables à celles de l'opération Brobo-Diabo.

b) Les moyens nécessaires

La gestion de l'opération sera confiée à la C.F.D.T. qui dispose d'une organisation étendue dans la zone de Mankono.

Les besoins en personnel seront de ce fait moins importants, en valeur relative, que pour l'opération précédente :

Tableau N° 88

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Ingenieurs I.T.A. | 3 | 3 |
| Assistants | 11 | 11 |
| Moniteurs | 100 | 100 |

De même les dépenses seront, compte tenu du nombre d'exploitations agricoles mécanisées, moins élevées que dans le projet Brobo-Diabo.

En effet :

— les défrichements s'effectueront sur terres déjà cultivées ;

— la structure de l'exploitation nécessitera moins de travaux mécanisés ;

— le personnel d'encadrement sera moins dense.

Tableau N° 89 en millions de F. CFA

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| 1 - Investissements | | |
| défrichements mécaniques | 411 | 189 |
| tracteurs et machines | 118 | 102 |
| divers | 109 | 38 |
| TOTAL | 638 | 329 |
| 2 - Fonctionnement | | |
| personnel d'encadrement | 429 | 422 |
| tracteurs et machines | 55 | 190 |
| TOTAL | 484 | 612 |
| 3 - Dépenses totales | 1.122 | 941 |

*6. - Développement intégré de la région de Boundiali-Tingréla*

a) Contenu du programme

La zone comprend l'ensemble du département de Boundiali qui compte 106 000 habitants.

Tout comme dans la région de Mankono, la culture du coton connaît un essor remarquable, mais celui-ci risque d'être, à brève échéance, bloqué par l'existence, au niveau de l'exploitation agricole, de goulots d'étranglement saisonniers.

Il faut donc mécaniser, mais l'utilisation du tracteur en culture cotonnière n'est pas rentable, du moins dans l'état actuel des techniques agricoles. Aussi est-il envisagé de développer, à titre transitoire, la culture attelée.

L'opération sera conçue dans l'optique d'un développement intégré, elle portera sur :

— l'amélioration technique de l'ensemble de l'exploitation agricole ;

— la distribution de moyens de production (semences, engrais, insecticides, animaux et matériel de culture attelée) ;

— l'octroi de crédits de campagne et d'équipement ;

— la constitution de groupements coopératifs pour la vente du riz et du maïs ;

— la formation des paysans et l'animation rurale.

Il est par ailleurs prévu dans la région une action en faveur de l'élevage bovin (voir chapitre élevage).

Les modalités de l'opération de développement intégré ne sont pas encore définies ; un programme d'action précis est en cours d'élaboration.

Pour la culture attelée, il a été admis de mettre en place 1 000 attelages de 1971 à 1975 et 2 000 attelages supplémentaires de 1976 à 1980, l'effectif total atteindra donc 3 000 attelages en 1980.

Sur la base de 4 ha par attelage, les superficies cultivées mécaniquement s'élèveront à 4 000 ha en 1975 et à 12 000 ha en 1980. Cela apportera un gain de production de 3 000 tonnes de coton en 1975 et de 10 000 tonnes en 1980.

b) Les moyens nécessaires

L'opération sera réalisée par la C.F.D.T. qui, dans cette zone cotonnière, dispose d'un encadrement dense, dont l'effectif a été pris en compte au titre du programme coton.

Il faut prévoir la mise en place d'un encadrement spécialisé complémentaire pour l'animation rurale

et la formation des paysans, ainsi que pour le fonctionnement des centres de dressage et la vulgarisation de la culture attelée.

Les besoins en personnel sont par année :

Tableau N° 90

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Ingénieur I.T.A | 1 | 1 |
| Assistants | 7 | 2 |
| Encadreurs | 48 | 10 |

A partir de 1976, le personnel spécialisé de culture attelée sera progressivement réduit, la vulgarisation étant directement assurée par les moniteurs C.F.D.T.

Le coût de l'opération est évalué comme suit :

Tableau N° 91 (millions de F. CFA)

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| 1 - Investissement | | |
| défrichements mécaniques | 300 | 600 |
| achats d'animaux et de matériel | 100 | 200 |
| divers | 24 | 10 |
| TOTAL | 424 | 810 |
| 2 - Fonctionnement | 106 | 60 |
| 3 - Dépenses totales | 530 | 870 |

Il convient de noter que les animaux et le matériel seront remboursés par les paysans sur quatre ans environ.

*7. - Opération de développement intégré de la région de Korhogo*

a) Caractéristiques de la région

La région qui englobe les départements de Korhogo et Ferkessédougou, compte une population de 250 000 habitants environ.

Elle comprend deux zones distinctes.

La première, dénommée « zone dense », s'étend dans un rayon de 50 km environ autour de la ville de Korhogo. Elle comprend la moitié de la population de la région, 125 000 habitants, et la densité atteint par endroit jusqu'à 50 habitants au km². Les sols, fortement dégradés par l'occupation humaine, donnent une production agricole qui permet à peine de satisfaire les besoins alimentaires de la population. La zone dense de Korhogo est certainement la plus déshéritée de la Côte-d'Ivoire. Une opération de décongestionnement vers la périphérie a été tentée, entre 1965 et 1969, mais sans grands résultats.

La seconde zone, située en périphérie de la première, a une densité démographique assez faible. Depuis cinq ans, la culture du coton et du riz y a pris une extension très rapide. La zone présente de vastes potentialités agricoles dans les vallées alluvionnaires du Haut-Bandama et du Solomogou, mais celles-ci ne sont que faiblement exploitées en raison de l'onchocercose dont les essais d'éradication sont restés, jusqu'à présent, sans résultats appréciables.

b) Les perspectives de développement

Plusieurs opérations concernant la région de Korhogo ont été présentées dans le chapitre des actions sectorielles.

Parmi les plus importantes citons :

— la création du complexe sucrier de Ferkessédougou ;

— le projet kénaf, localisé à proximité du complexe sucrier, dont la production prévue est de 16 000 tonnes de fibres en 1975. Sa réalisation est toutefois conditionnelle ;

— les actions de développement du coton, du riz et du tabac ;

— la plantation de 10 000 ha d'anacardiers de 1971 à 1975 ;

— la création d'un périmètre maraicher en bordure du Bandama ;

— une vaste opération de modernisation de l'élevage.

Il est, en outre, prévu de créer sur le Haut-Bandama un vaste aménagement hydro-agricole qui permettra d'irriguer le complexe sucrier et d'aménager, selon une évaluation provisoire, environ 7 000 ha de rizières. Les études techniques débuteront au second semestre de 1970.

La régulation du débit du Bandama aboutira vraisemblablement à réduire l'onchocercose dans la zone située en aval, ce qui facilitera l'installation des populations provenant de la zone dense.

De par l'ampleur et la diversité des réalisations prévues, la région de Korhogo est appelée à devenir, au cours de la prochaine décennie, le principal pôle de développement du Nord.

Pour faciliter cette évolution, il est nécessaire de coordonner l'ensemble des opérations sectorielles et de prévoir quelques actions complémentaires, qui seront exposées ci-après, et cela dans le cadre d'un programme de développement régional intégré dont la conception et la mise en œuvre seraient confiées à un organisme régional autonome.

Les actions complémentaires proposées pour la région de Korhogo porteront sur diverses activités :

— l'animation rurale et la formation des paysans ;

— la poursuite et l'élargissement de l'opération de culture attelée entreprise par la SATMACI depuis 1966, dont les résultats sont encourageants. Rappelons que le développement de la culture attelée est envisagé sur les seules terres de plateau ou sur de petits aménagements rizicoles, en attendant que les essais de culture motorisée aboutissent à des résultats techniques et économiques concluants.

Il est provisoirement admis de mettre en place 1 260 attelages de 1971 à 1975, en plus des 240 attelages existants en 1970, ce qui portera à 1 500 unités l'effectif total de 1975. En 1980 la région devrait compter 3 000 attelages environ.

— la diffusion d'engrais et de variétés améliorées pour les cultures vivrières de la zone dense (maïs principalement) ; elle devrait accroître la sécurité alimentaire des populations, tout en fournissant un appoint de revenu monétaire ;

— l'amélioration des techniques traditionnelles de stockage des céréales et l'organisation de la commercialisation du maïs, dont les débouchés sur Abidjan croîtront rapidement (cf. chapitre maïs).

c) Les moyens nécessaires

Seuls sont pris en compte ici les moyens nécessaires au titre des actions complémentaires. Pour les autres actions, on se reportera au chapitre des programmes sectoriels.

Le personnel à mettre en place est évalué comme suit :

Tableau N° 92

| | 1975 | 1980 |
|---|---|---|
| Ingénieurs I.T.A | 1 | 1 |
| Assistants | 9 | 3 |
| Encadreurs | 45 | 20 |

Quant au coût du programme, il est estimé comme suit :

Tableau N° 93 — en millions de F. CFA

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| 1 - Investissement | | |
| défrichements | 302 | 600 |
| achat d'animaux et matériel | 126 | 250 |
| divers | 26 | 10 |
| TOTAL | 454 | 860 |
| 2 - Fonctionnement | 151 | 85 |
| 3 - Dépenses totales | 605 | 945 |

Comme pour le programme de Boundiali, les dépenses d'animaux et de matériel sont remboursables par le paysan.

8. - *Mise en valeur agro-pastorale de Koulodio-Binéda* (région de Bouna)

a) Contenu du projet

Le projet concerne la mise en valeur d'une vaste zone inhabitée située au Sud de Bouna et limitée, au Nord et au Sud, par deux cours d'eau, le Koulodio et le Binéda, à l'Est par la frontière du Ghana et à l'Ouest par la route Bondoukou-Bouna.

Le but de l'opération est d'installer des populations Lobi qui, dans la zone peuplée de la région de Bouna, manquent de terres. Cela permettra simultanément de mettre au point des types d'exploitations modernes adaptés aux conditions particulières de la région : climat relativement sec et éloignement des principaux centres d'activité du pays.

Le projet prévoit les interventions suivantes :

— la mise en place d'une infrastructure d'accueil des migrants : pistes d'accès et de desserte, plateformes de village, puits et centres de vulgarisation agricole ;

— le regroupement des cultures sur des blocs de 25 ha, et le développement de la riziculture de bas-fonds ;

— la création de groupements de vente des produits ;

— l'introduction de noyaux d'élevage Ndama, ainsi que l'amélioration de l'élevage traditionnel. Dans une phase ultérieure et en fonction des résultats obtenus, on cherchera à mettre au point des méthodes de ranching familial.

La réalisation du projet incombera à la section des secteurs de prévulgarisation du Ministère de l'Agriculture. Le personnel en place recevra l'assistance des agents de la SATMACI, de la C.F.D.T. et du service de l'Elevage.

b) Moyens de réalisation

Le projet n'a pas encore fait l'objet d'une étude précise, en ce qui concerne les modalités de l'intervention.

A partir de l'étude préliminaire, les dépenses peuvent être évaluées comme suit :

Tableau N° 94 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements (infrastructure et achats d'animaux) | 65 | 100 |
| Fonctionnement | 50 | 200 |
| TOTAL | 115 | 300 |

Le coût réel de l'opération dépendra toutefois, pour une large part, du calendrier d'installation des migrants.

Il convient de noter que les résultats obtenus, dans le secteur de Koulodio-Binéda, permettront d'entreprendre, au cours de la période 1976-1980, une opération de développement intégré couvrant l'ensemble de la région de Bouna.

C'est à cette fin qu'il a été inscrit 300 millions au titre des dépenses prévues pour la période 1976-1980.

9. - *Opérations intégrées 1976-1980*

Les opérations prévues, au cours de la période 1971-1975, devront permettre de définir une politique cohérente d'intervention dans les zones de savane, et de mettre au point, tout particulièrement, les techniques de mécanisation des cultures.

Il paraît donc normal de prévoir, pour la période 1976-1980, la réalisation de nouvelles opérations intégrées qui intéresseront des régions telles que Odienné, Séguéla, Katiola et Bouaké.

En supposant que soient réalisées deux opérations portant sur la motorisation et deux sur la culture attelée, les besoins en personnel pour 1980 seront de :

— 4 ingénieurs ;
— 12 ingénieurs I.T.A. ;
— 45 assistants ;
— 300 encadreurs.

Suivant la même hypothèse, pour la période 1976-1980 les dépenses peuvent être évaluées comme suit :

Tableau N° 95 — en millions de F CFA

| | Investissement | Fonctionnement | Total |
|---|---|---|---|
| Opérations motorisées | 1.700 | 1.000 | 2.700 |
| Opérations de culture attelée . . . . . | 900 | 200 | 1.100 |
| TOTAL . . . . . | 2.600 | 1.200 | 3.800 |

## D. - L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

1. - *Importance des activités du bois*

Entreprise depuis une trentaine d'années, l'exploitation forestière a connu un essor prodigieux au cours de la dernière décennie. La production de bois a été multipliée par quatre, passant de 1 million de mètres cubes en 1960 à 4 millions de mètres cubes en 1969.

Sur le marché international, la Côte-d'Ivoire vient en tête des exportateurs de grumes africains, devant le Gabon. Pour les demi-produits ligneux, elle se place en seconde position après le Ghana.

En 1968, le chiffre d'affaires du secteur de l'exploitation forestière s'élevait à près de 24 milliards dont 21,5 milliards à l'exportation. La valeur ajoutée de la branche se montait à 12,85 milliards et le secteur procurait au trésor ivoirien 4,4 milliards de recettes, non compris l'I.G.R. perçu sur les salaires distribués.

Un quart environ de la production étant transformé sur place, l'activité forestière entretient un secteur d'industries primaires du bois très actif. En 1968, le chiffre d'affaires du secteur était de 8,5 milliards et sa valeur ajoutée de 3,5 milliards.

En résumé, l'apport de l'ensemble des activités du bois à l'économie ivoirienne en 1968 se traduisait par les chiffres suivants :

— valeur ajoutée globale : 16,35 milliards ;
— exportations de grumes et demi-produits ligneux : 25,9 milliards ;
— salaires distribués : 6,3 milliards.

En outre, il faut souligner le rôle dynamique que les activités du bois jouent dans la mise en valeur du pays. C'est ainsi :

— que les scieries ont longtemps été les seules activités industrielles notables implantées hors d'Abidjan et de Bouaké ;

— que les chantiers et les transports de grumes sont la cause des progrès de l'infrastructure routière et d'activités annexes (garages, pompes) dans une grande partie de la zone forestière ;

— que, par le biais de l'ouverture des pistes, l'exploitation forestière ouvre aux agriculteurs les régions forestières peu peuplées. Elle apparaît aussi comme ayant un rôle déterminant dans l'évolution du paysage ivoirien, et dans l'utilisation du sol.

2. - *Evolution des conditions de l'exploitation forestière*

Le rapide essor de l'exploitation forestière a été obtenu par prélèvement sur un capital naturel (arbres en place), sans que, jusqu'à une époque récente, aucun effort notable n'ait été entrepris pour remplacer ce capital.

Les graves inconvénients de cet état de choses, signalés par les « Perspectives Décennales 1960-1970 » ont conduit les pouvoirs publics, au cours des cinq dernières années, à entreprendre des opérations de reboisement (création de la SODEFOR) et à faire dresser des inventaires du potentiel en bois.

a) Inventaires du potentiel en bois d'œuvre

Ces inventaires ont été réalisés de juin 1965 à avril 1967 par la S.E.D.E.S. pour l'ensemble de la Côte-d'Ivoire, par le C.T.F.T. pour la Côte-d'Ivoire moins le Sud-Ouest, et par D.R.C. (*Development and Resources Corporation*) pour le Sud-Ouest. Les méthodes et les critères diffèrent d'une étude à l'autre, de sorte qu'une estimation d'ensemble est délicate. Une synthèse a toutefois pu être réalisée, moyennant de nombreuses précautions, par les services du Plan. Elle aboutit aux résultats ci-après, qui sont donnés sous réserve d'amélioration ultérieure. (Voir tableau n° 96).

Les « catégories » notées dans ce tableau sont celles définies par la réglementation forestière en vigueur.

Les « classes » ont été définies par le C.T.F.T. :

— classe 1 = diamètre de 62 à 80 cm ;

— classe 2 = diamètre de 36 à 61 cm.

Les chiffres concernant la catégorie III sont donnés globalement car ces essences sont très faiblement

ENSEMBLE COTE-D'IVOIRE VOLUME UTILE EN MILLIONS $M^3$

Tableau N° 96

| | Volume exploitable immédiatement | | | Volume exploitable dans le futur | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | COTE D'IVOIRE moins SUD OUEST | SUD OUEST | TOTAL | COTE D'IVOIRE moins SUD OUEST | | | SUD OUEST et CLASSES 1 et 2 | TOTAL |
| | | | | CLASSE 1 | CLASSE 2 | S/ TOTAL | | |
| Aboudikrou (Sapelli) | 2,7 | 2,5 | 5,2 | 2,0 | 1,1 | 3,1 | 4,6 | 7,7 |
| Acajou | 2,7 | 2,0 | 4,7 | 1,8 | 1,6 | 3,4 | 3,8 | 7,2 |
| Assaméla | 0,4 | - | 0,4 | ? | – | - | - | - ? |
| Avodiré | 1,2 | 0,1 | 1,3 | 3,5 | – | 3,5 | - | 3,5 |
| Bété | 6,2 | 0,5 | 6,7 | 37,2 | – | 37,2 | 1,0 | 38,2 |
| Bossé | 0,8 | 0,7 | 1,5 | 3,9 | 1,0 | 4,9 | 1,6 | 6,5 |
| Dibétou | 0,5 | 1,0 | 1,5 | 1,9 | 1,0 | 2,9 | 1,8 | 4,7 |
| Linguè / Azodau | 1,4 | 0,1 | 1,5 | 1,5 | 0,8 | 2,3 | 0,2 | 2,5 |
| Kossipo | 1,4 | 1,1 | 2,5 | 0,8 | 0,2 | 1,0 | 2,2 | 3,2 |
| Makoré | 1,6 | 1,1 | 2,7 | 0,4 | 0,2 | 0,6 | 2,0 | 2,6 |
| Niangon | 2,3 | 3,8 | 6,1 | 7,4 | – | 7,4 | 6,8 | 14,2 |
| Sipo | 5,8 | 1,2 | 7,0 | 1,5 | 0,8 | 2,3 | 2,4 | 4,7 |
| Total catégorie I | 27,0 | 14,1 | 41,1 | 61,9 | 6,7 | 68,6 | 26,4 | 95,0 |
| Fraké | 14,8 | 3,8 | 18,6 | 11,0 | ? | 11,0 | 3,0 | 14,0 |
| Framiré | 2,2 | 1,4 | 3,6 | 0,5 | 0,6 | 1,4 | 1,0 | 2,1 |
| Iroko | 8,9 | 1,1 | 10,0 | 2,5 | 2,1 | 4,6 | 0,8 | 5,4 |
| Samba | 34,5 | 9,0 | 43,5 | 24,8 | 15,2 | 40,0 | 7,2 | 47,2 |
| Tiama | 2,7 | 1,8 | 4,5 | 1,5 | 1,0 | 2,5 | 1,6 | 4,1 |
| Total catégorie II | 63,1 | 17,1 | 80,2 | 40,3 | 18,9 | 59,2 | 13,6 | 72,8 |
| Total catégorie III | 70,0 | 24,0 | 94,0 | ? | ? | ? | ? | ? |

exploitées et leur potentiel semble, dans ces conditions, illimité.

Si l'on prend le total des catégories I et II, des inventaires C.T.F.T. et D.R.C., on constate que le potentiel du Sud-Ouest serait le tiers de celui du reste (31 millions de mètres cubes contre 90 millions de mètres cubes) pour une superficie de 19 000 $km^2$ contre 70 000 $km^2$ (aires de forêt dense seulement). En gros, pour ces essences, la densité serait de 16,3 $m^3$/ha pour l'ensemble moins le Sud-Ouest, contre 20 $m^3$/ha pour le Sud-Ouest, ce qui, compte tenu de la mise en exploitation récente du Sud-Ouest, n'est pas aberrant.

b) Le mode actuel d'exploitation forestière

L'exploitation forestière a été, dans les années récentes, marquée par une activité intense et désordonnée qui risque, si elle se poursuit, d'épuiser rapidement les ressources du pays.

Les exportations de 1969 ont atteint un niveau exceptionnel : environ 3,3 millions de mètres cubes. En ajoutant environ 1 million de mètres cubes livrés à l'industrie locale, il aurait été exploité environ 4,2 millions de mètres cubes de grumes en 1969, ce qui représente une augmentation de 63 % par rapport à 1966. La composition de la production par espèce pour l'année 1969 figure au tableau n° 98.

Tableau N° 97

| Quantités en milliers de $m^3$ | 1960 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Grumes exportées . | 840 | 1.905 | 1.822 | 2.172 | 2.620 | 3.286 |
| Grumes livrées à l'industrie locale . | 220 | 700 | 778 | 850 | 850 | 952 |
| TOTAL . . . . . | 1.060 | 2.605 | 2.600 | 3.022 | 3.470 | 4.238 |

Le fait le plus inquiétant pour l'avenir, est que l'exploitation s'effectue, pour une large part, aux dépens des essences dont les réserves sont faibles. Ceci ressort clairement de la comparaison entre les tableaux indiquant les réserves par essences et les productions actuelles (tableaux n$^{os}$ 96 et 98).

## PRODUCTION DE GRUMES EN 1969 (1)

Tableau N° 98 — Grumes milliers de $m^3$

| | Exportations | Ventes locales | Total |
|---|---|---|---|
| Aboudikrou. . . . . | 182,9 | 81,9 | 264,8 |
| Acajou. . . . . | 211,7 | 52,9 | 264,6 |
| Assaméla. . . . . | 48,0 | 21,9 | 69,9 |
| Avodiré . . . . . | 4,2 | - | 4,2 |
| Bété . . . . . | 178,4 | 16,3 | 194,7 |
| Bossé . . . . . | 32,8 | 8,3 | 41,1 |
| Dibétou . . . . . | 93,0 | 22,8 | 115,8 |
| Lingué . . . . . | 9,6 | - | 9,6 |
| Makoré . . . . . | 158.0 | 4,9 | 162.9 |
| Mangon . . . . . | 84,8 | 6,1 | 90,9 |
| Sipo . . . . . | 638,3 | 213,7 | 852.0 |
| Kossipo . . . . . | - | 53,6 | 53,6 |
| Total Catégorie I. | 1.641,7 | 482,4 | 2.124,1 |
| Fraké . . . . . | 8,5 | 1,3 | 9,8 |
| Framiré . . . . . | 55,6 | 10,6 | 66,2 |
| Iroko. . . . . | 84,3 | 38,7 | 123,0 |
| Samba . . . . . | 909,7 | 142,6 | 1.052,3 |
| Tiama . . . . . | 195,9 | 53,3 | 249,2 |
| Total Catégorie II. | 1.254,0 | 246,5 | 1.500,5 |
| Ilomba. . . . . | 39,7 | | 39,7 |
| Fromager . . . . . | 38,4 | 64,6 | 103,0 |
| Autres . . . . . | 312,8 | 158,5 | 471,3 |
| Total Catégorie III. | 390,9 | 223,1 | 614,0 |
| TOTAL . . . . . | 3.286,6 | 952,0 | 4.238,6 |

(1) Les chiffres d'exportation ont été obtenus à partir des statistiques douanières, les chiffres de livraisons locales ont été obtenus à la suite d'une enquête réalisée par le service des Eaux et Forêts auprès des scieries et des industries du bois ivoiriennes.

Cinq essences sont d'ores et déjà menacées d'extinction, dans un délai de cinq à quinze ans, si le rythme d'abattage actuel se poursuit, il s'agit de l'assaméla (qui est déjà virtuellement épuisé), du sipo, de l'aboudikrou, de l'acajou et du makoré.

Cette situation a conduit le gouvernement à prendre, à la fin de 1969, un ensemble de mesures visant à limiter l'exploitation des essences menacées, afin de prévenir une crise dans le secteur forestier qui risquerait d'avoir de sérieuses répercussions économiques et sociales.

Une première mesure avait d'abord été envisagée : le contingentement des cinq espèces précitées ; mais son application pratique eût soulevé de grandes difficultés. Un quota par espèce devant être fixé pour chaque exploitant forestier, il eût fallu mettre en place une organisation administrative très lourde.

La solution qui a été retenue consiste à agir sur la fiscalité, bien que l'effet direct sur la limitation de l'exploitation soit plus difficile à contrôler.

Un décret, publié en date du 30 décembre 1969, a relevé de 11 % à 13 % les droits de sortie des essences menacées, et augmenté pour l'ensemble des essences, la taxe de contribution nationale (de 2 % à 4 %) ainsi que la taxe de reboisement (de 2 % à 3 %). Le prélèvement fiscal global qui était de 15 % sur la valeur mercuriale des bois exportés, avant la parution du décret, est ainsi porté à 20 % pour les essences menacées et à 18 % pour les autres bois.

En outre, pour les cinq essences menacées, le droit de sortie des bois débités sur la valeur déclarée en douane est porté de 0,5 % à 2,5 %, les droits sur les autres bois débités demeurant inchangés.

Enfin, la valeur mercuriale des bois a été augmentée fin 1969, mais il s'agit là d'un ajustement dicté par la conjoncture favorable des prix sur le marché international.

L'ensemble des mesures précitées, joint à une baisse récente des cours sur le marché international, devrait rétablir en 1970 la production forestière à un niveau voisin de 3.5 millions de mètres cubes.

Il va sans dire que les mesures fiscales prises en 1969 devront périodiquement être revues en fonction des résultats obtenus.

### 3. - *Evolution du marché des bois*

#### a) Les marchés extérieurs

Pour plus de 80 % les grumes et demi-produits sont exportés sur l'Europe.

On peut donc en première approximation se contenter d'analyser les perspectives du marché européen, qui donneront une idée de la tendance à moyen terme.

Voici les conclusions générales (extrapolées à partir des importations 1960 de bois tropicaux) d'une étude faite par la F.A.O.

Tableau N° 99 — millions de m³

| | 1960 | Croissance de la consommation | 1975 | Essences principales |
|---|---|---|---|---|
| Bois pour contreplaqué | 2,7 | × 2 | 5,5 | Okoumé, acajou, samba |
| Bois pour placage et tranchages | 0,6 | × 3 | 1,5 | Acajou, sipo, teck, aboudikrou, makoré, tiama, assaméla. |
| Bois pour sciages.. | 2,0 | × 1,5 | 3,0 | Sipo, niangon iroko, tiama, samba, framiré, bossé. |
| TOTAL | 5,3 | | 10,0 | |

Face à ce marché, il semble que les possibilités d'exportation des pays africains en 1975 soient faibles : probablement 50 % dont une grande partie fournie par le Gabon (surtout okoumé).

Ce n'est pas en fait le potentiel absolu africain qui est insuffisant, mais le marché demande des bois de valeur, dont les réserves sont limitées. En outre, les essences les plus demandées jusqu'à présent sont automatiquement celles qui ont été les plus exploitées et tendent, de ce fait, à devenir rares.

Bien sûr on peut espérer que, en dehors de l'okoumé, acajou et samba, d'autres bois déroulables seront utilisés plus qu'actuellement : fraké, framiré, aiélé, ako. Sur ce point, tout dépend des réserves d'okoumé que le Gabon peut commercialiser, car l'okoumé sera toujours en position prédominante sur le marché européen.

En conclusion, il faut retenir qu'en 1975 :

— les marchés étrangers seront en forte expansion, surtout en ce qui concerne les bois de valeur (déroulage, tranchage). Prévisions globales : 10 millions de mètres cubes ;

— les pays africains, principaux fournisseurs de ce marché, ne pourront le couvrir : (5 à 6 millions de mètres cubes en 1975) ;

— cependant, il faut nuancer ces prévisions en déterminant dans quelle mesure le marché international acceptera des reconversions d'essences ;

— de toute façon, il semble certain que la pression de l'offre va devenir très faible, garantissant ainsi une évolution favorable des prix pour les producteurs.

b) L'évolution du marché ivoirien

Le marché ivoirien revêt une grande importance pour plusieurs raisons :

— sa capacité d'absorption est un facteur de rentabilité des usines de transformation ;

— son augmentation permettra de mieux exploiter la forêt ivoirienne par la commercialisation de bois secondaires.

Ce marché est examiné en détail dans le chapitre 4 sur l'expansion industrielle, branche 15, les industries du bois.

4. - *Les objectifs de production*

Les objectifs dépendent de la politique d'exploitation forestière que l'on se propose de suivre.

Une première solution consisterait à revenir en 1975 au niveau de production atteint en 1967, à savoir 3 millions de mètres cubes et à s'y maintenir jusqu'en 1980.

Cette politique aurait de graves conséquences économiques et sociales sur le secteur de l'exploitation forestière, sur les recettes de l'Etat et sur l'ensemble de l'activité générale du pays. Les effets directs peuvent être évalués comme suit :

Tableau N° 100

| | Quantités millions de m³ | | Valeurs millions de F. CFA | |
|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1970 | 1975 |
| Grumes exportées . . . . . | 2.500 | 1.700 | 20.500 | 14.000 |
| Grumes usinées . . . . . | 1.000 | 1.300 | 3.000 | 4.300 |
| TOTAL . . . . . | 3.500 | 3.000 | 23.500 | 18.300 |

La perte de production atteindrait 5,2 milliards de F CFA et provoquerait la suppression de 5 000 emplois environ.

Un argument peut toutefois être avancé en faveur d'une réduction du volume de bois exploité : le maintien de l'exploitation au rythme de 3,5 millions de mètres cubes accélérera l'épuisement des espèces menacées et de toute façon une crise grave interviendra entre 1975 et 1980. Cet argument admet impli-

citement que la Côte-d'Ivoire adopte une attitude passive à l'égard du marché international du bois et des exploitants forestiers.

Or, le pays dispose de vastes ressources de bois qui sont actuellement peu demandées sur le marché international, non pas à cause de leur moindre valeur technologique, mais en raison des habitudes des utilisateurs. L'évolution de la demande de bois, au cours de la dernière décennie, indique que la promotion commerciale de nouvelles espèces peut être entreprise avec succès. Il faut se rappeler que le sipo et l'okoumé étaient à peu près inconnus il y a 15 à 20 ans.

En outre, les exportations d'essences dont les réserves sont abondantes en Côte-d'Ivoire, croissent rapidement et leur pourcentage, par rapport au volume exporté total, augmente :

Tableau N° 101

| Exportations en milliers de m3 | 1965 | 1968 | 1969 |
|---|---|---|---|
| Catégorie I Bété et Niangon . . . | 104 | 175 | 263 |
| Catégorie II toutes espèces . . . | 607 | 962 | 1.254 |
| Catégorie III toutes espèces . . . | 82 | 244 | 391 |
| TOTAL . . . . . | 793 | 1.381 | 1.908 |
| Pourcentage par rapport au total exporté . . . . . | 42 % | 53 % | 58 % |

L'année 1969 n'est cependant pas très représentative d'une situation moyenne car le marché international du bois a été marqué par des prix exceptionnellement élevés. Toutefois les chiffres du tableau n° 101 indiquent nettement la tendance.

En conséquence, il est permis de penser que, moyennant une action de promotion commerciale efficace des essences secondaires et à condition de prendre les mesures qui seront exposées ci-après, il est possible de maintenir la production totale à 3,5 millions de mètres cubes en 1975, tout en maintenant l'exploitation des espèces menacées à un niveau compatible avec les réserves existantes.

Pour 1980, il a été admis une légère progression de la production de bois d'œuvre par rapport à 1975. En outre, la création d'une industrie de pâte à papier est prévue dès 1975 qui permettra de valoriser les ressources forestières du pays (voir le chapitre 4 sur l'expansion industrielle, branche 15).

Les objectifs de production retenus figurent au tableau n° 102.

## OBJECTIFS DE PRODUCTION

Tableau N° 102

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| A) Production (1.000 $m^3$) | | | | |
| 1. bois d'œuvres | | | | |
| - grumes exportées . . | 1.905 | 2.500 | 2.200 | 2.300 |
| - grumes usinées . . . | 700 | 1.000 | 1.300 | 1.700 |
| TOTAL . . . . . | 2.605 | 3.500 | 3.500 | 4.000 |
| 2. bois de pâte à papier | - | - | 450 | 2.150 |
| PRODUCTION TOTALE . . | 2.605 | 3.500 | 3.950 | 6.150 |
| B) Valeur de la production (millions de F CFA) | | | | |
| 1. bois d'œuvre | | | | |
| - grumes exportées . | 15.620 | 20.500 | 18.400 | 18.800 |
| - grumes usinées . . . | 2.100 | 3.000 | 4.600 | 6.250 |
| Total . . . . . | 17.720 | 23.500 | 23.000 | 25.050 |
| 2. bois de pâte à papier | - | - | 1.000 | 4.950 |
| VALEUR TOTALE . . . . | 17.720 | 23.500 | 24.000 | 30.000 |

*5. - La politique forestière*

Les mesures concernant la limitation des essences menacées ont été exposées précédemment. Elles devront être adaptées en fonction de l'évolution de la situation.

Il reste à examiner plus en détail l'ensemble des actions qui permettent de tirer le meilleur parti des ressources forestières existantes, tout en assurant un développement important au secteur des activités du bois.

a) Mesures pratiques à court et moyen termes

- La commercialisation des bois

L'action du gouvernement et de la profession doit porter sur la promotion des essences dont les réserves sont abondantes et cela tant sur les marchés extérieurs que sur le marché intérieur, bien que celui-ci absorbe encore une faible partie de la production.

Un programme précis de promotion sur les marchés extérieurs doit être établi. Il pourrait s'insérer dans le cadre général de la promotion des produits ivoiriens à l'étranger, mais sa mise en œuvre sera confiée à un personnel possédant la qualification et l'expérience nécessaires.

Bien que l'on connaisse à peu près les essences à promouvoir, il conviendra, après une étude approfondie du marché, d'en établir l'inventaire précis, les utilisations possibles, l'importance des débouchés et de connaître surtout les obstacles commerciaux et psychologiques à surmonter.

Il est possible que la promotion commerciale, par elle-même, ne suffise pas pour obtenir l'effet recherché. Dans ce cas, des mesures sélectives d'exonération fiscale pourraient être envisagées, du moins à titre transitoire.

Sur le marché intérieur, le remplacement des essences menacées par des essences abondantes, de valeur technologique équivalente, devra activement être recherché. Des dispositions immédiates sont à prendre concernant les marchés administratifs qui exigent l'emploi de sipo, par exemple, dans des cas où celui-ci pourrait être remplacé par d'autres essences.

En outre, sur le marché local, le bois peut avantageusement se substituer à d'autres matériaux dans nombre d'utilisations, telles que la construction ou l'ébénisterie. Ceci élargirait la gamme des essences exploitées et améliorerait la rentabilité des chantiers forestiers.

• Action au niveau des exploitations forestières

La limitation de certains bois de catégorie I risque, dans l'immédiat, d'entraîner une réduction de l'exploitation des essences de deuxième ou troisième catégories, bien que celles-ci ne soient pas limitées par leurs réserves. Cela tient au fait que, en fonction des prix des bois de diverses catégories, les entreprises sont tenues de respecter certaines proportions entre les quantités produites de chaque type, pour aboutir à une exploitation rentable.

Si les mesures de limitation entraînaient une chute trop brutale du niveau d'activité forestière, on pourrait envisager, à titre transitoire, une réduction de la fiscalité sur les essences secondaires.

Dans les zones où l'exploitation forestière est suivie d'une mise en valeur agricole, il y aurait lieu d'autoriser avec plus de facilité la coupe des bois de diamètre inférieur à 80 cm, puisque ces essences sont de toutes façons perdues. Cette mesure pourrait systématiquement être appliquée dans les opérations d'aménagement du territoire du Sud-Ouest et du périmètre de l'A.V.B.

Enfin, dans le but d'obtenir une gestion plus rationnelle et complète des chantiers forestiers, il y aurait lieu de rechercher des méthodes susceptibles de limiter les abandons de bois sur coupe et tout autre gaspillage (notamment les grumes abandonnées le long des pistes).

• Action au niveau des industries de transformation

Les scieries en Côte-d'Ivoire demandent à être réorganisées complètement. Les unités de sciage sont en nombre trop important, de taille trop réduite et souvent mal situées, par rapport aux zones d'exploitation.

• Diversification

La création d'une industrie papetière permettrait une valorisation rationnelle des ressources forestières et contribuerait à atténuer les effets sociaux qu'entraînerait la réduction progressive de l'activité forestière d'exportation.

C'est dans ce but qu'il est prévu de créer, dans le Sud-Ouest, un complexe papetier dont les caractéristiques sont présentées dans le chapitre 4, sur l'expansion industrielle.

Toutes les dispositions doivent être prises afin d'encourager la création de ce type d'activité. Dans l'immédiat, il conviendra de veiller à la bonne exécution et à la coordination des études et recherches préalables à l'implantation.

b) Mesures destinées à conserver le capital forestier à long terme

En raison des délais d'entrée en production des essences à bois d'œuvre, variant en général de 50 à 80 ans, et de la rapide évolution des techniques, on n'est pas certain que les arbres plantés maintenant trouveront dans 50 ans un débouché. Cependant la prudence commande d'être prévoyant et de reconstituer le patrimoine forestier.

En outre, de nombreuses raisons d'ordre climatique et hydrologique, ainsi que l'aménagement de l'espace en liaison avec les activités agricoles, obligent à conserver une certaine superficie de forêts.

• Conservation du domaine forestier

Depuis longtemps, la Côte-d'Ivoire possède une législation tendant à protéger un certain nombre de domaines forestiers, contre les défrichements agricoles et contre les abattages.

Dans l'ensemble, cette législation est difficile à appliquer, il faut en effet un personnel considérable, et cela surtout dans les zones où les disponibilités en terres cultivables se réduisent.

Pour concilier au mieux les exigences contradictoires de la conservation forestière et de l'exploitation agricole, un réaménagement du domaine forestier est indispensable.

Le Ministère de l'Agriculture a établi à cet effet un vaste programme, dont le financement sera assuré par une taxe dite de contribution nationale, d'un montant de 4 % sur la valeur mercuriale des bois exportés.

Après étude approfondie, chaque domaine classé fera l'objet d'une nouvelle délimitation matérialisée par des bornes ou layons. Dans les parties qui s'y prêtent, on procédera au reboisement en essences de haute valeur. La surveillance des forêts sera renforcée.

● Le reboisement

Un programme est en cours depuis 1966. La SODEFOR, qui est chargée de la réalisation, a procédé à la plantation de diverses essences : framiré, niangon, okoumé, samba et teck. Le teck apparaît actuellement l'essence la plus intéressante du point de vue économique.

Depuis 1968, il en est planté annuellement 2 500 ha, dont le financement est fourni par la taxe de reboisement de 3 % sur les bois exportés. Les plantations devraient produire dans un délai de 50 à 60 ans environ 750 000 mètres cubes de bois par an. Ce volume est évidemment faible, si l'on imagine quels pourraient être alors les besoins de la Côte-d'Ivoire. Mais il ne paraît pas recommandable d'affecter une masse trop importante des ressources de l'Etat à des investissements dont la rentabilité est à échéance aussi lointaine, alors que l'évolution de la technologie des bois et de ses substituts éventuels est très incertaine.

6. - *Les dépenses du secteur forestier*

Les dépenses s'élèvent, ainsi que l'indique le tableau n° 103, à 3 milliards pour la période 1971-1975 et à 5 milliards pour la période 1976-1980.

L'usine de pâte à papier sera alimentée, dans sa phase initiale d'exploitation, par les ressources de la forêt naturelle. Mais il conviendra de planter, dès que l'usine entrera en production, des essences papetières à croissance rapide (15 à 20 ans) qui assureront son approvisionnement ultérieur. La pâte obtenue à partir des plantations sera, en outre, de qualité très supérieure à celle obtenue à partir des essences locales.

Compte tenu du montant considérable des dépenses prévisibles dans le secteur forestier, il conviendrait d'intéresser des organismes publics extérieurs à leur financement, surtout en ce qui concerne le reboisement en bois d'œuvre dont la rentabilité est à échéance très lointaine.

DEPENSES DU SECTEUR EXPLOITATION FORESTIERE

Tableau N° 103 (en millions de F.CFA)

| Nature des dépenses | | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|---|
| Délimitation et conservation du domaine forestier | | 1.012 | 1.000 |
| Reboisement | | 1.740 | 2.000 |
| Pâte à papier : | études techniques | 266 | |
| | boisement | | 2.000 |
| Total | | 3.018 | 5.000 |

## E. - La pêche

1. - *Motivation du programme pêche*

Le poisson constitue, avant la viande, la principale source de protéines dont dispose la Côte-d'Ivoire. C'est grâce à cette ressource que l'état nutritionnel des populations du Sud est relativement satisfaisant.

La demande de poisson est importante et augmente rapidement sous l'effet de l'amélioration du niveau de vie et du développement d'un réseau routier permanent dans l'intérieur du pays. C'est ainsi que le tonnage débarqué par la pêche industrielle et consommé localement est passé de 5 000 tonnes de poisson frais en 1955 à 47 800 tonnes en 1967. Avec le riz et la viande, le poisson est donc assuré d'une demande solvable importante et croissante comme l'indique le tableau n° 104 :

Tableau N° 104

| Années | Population en milliers | Consommation en kg par tête | Consommation en tonnes |
|---|---|---|---|
| 1960 | 3.735 | 17,0 | 64.000 |
| 1965 | 4.300 | 18,3 | 78.500 |
| 1970 | 5.100 | 20,0 | 102.000 |
| 1975 | 6.000 | 23,0 | 138.000 |
| 1980 | 7.100 | 25,0 | 178.000 |

2. - *Perspectives de production*

a) Pêche maritime

En ce qui concerne la pêche industrielle au chalut, les ressources du plateau continental ivoirien sont en légère régression et cette situation affecte l'ensemble des pays qui bordent le golfe de Guinée. Toutefois, une réglementation plus rigoureuse des techniques de capture, alliée à une exploitation plus rationnelle des fonds marins, permettra de maintenir la production de poissons de chalut au niveau actuel de 18 000 à 20 000 tonnes.

La pêche maritime artisanale, qui utilise des moyens de capture différents, pourrait accroître sa production de 10 000 tonnes en 1969 à 15 000 tonnes en 1975 et au-delà. L'accroissement de la production résultera pour l'essentiel de l'amélioration des techniques de pêche dans le Sud-Ouest.

Les ressources de la faune pélagique, sardinelles et espèces voisines, sont, au large des côtes ivoiriennes, pleinement exploitées et même en légère régression.

Les perspectives d'accroissement des captures dans le golfe de Guinée paraissent, de plus, limitées. C'est au large des côtes comprises entre la Casamance et le Rio de Oro que subsistent les réserves de poisson les plus intéressantes, mais les Etats riverains (Sénégal en particulier) ont de vastes projets de développement de la pêche, tandis que les flottilles européennes ou étrangères s'y multiplient rapidement. C'est dans ces eaux que l'armement ivoirien devra pêcher l'essentiel de l'accroissement de la production prévu pour 1980. Le tonnage débarqué passera de 37 000 tonnes en 1970 à 65 000 tonnes en 1975, pour atteindre 90 000 tonnes en 1980.

Quant aux thonidés, il est difficile d'en évaluer les stocks. Les captures dans l'Atlantique tropical sont en progression constante, ce qui porte à croire que le seuil maximum d'exploitation n'est pas encore atteint.

Le port d'Abidjan est devenu un centre important de transit vers l'Europe du thon débarqué par les armements étrangers, en majorité français.

La demande de thon s'accroît sur le marché international à un rythme accéléré. Pour satisfaire les besoins du marché français, il est prévu de développer la production de conserves de thon en Côte-d'Ivoire. D'après les objectifs fixés au chapitre de l'industrie, les besoins en thon frais seront de 3 000 tonnes en 1970, 10 000 tonnes en 1975 et 30 000 tonnes en 1980.

Un armement thonier national est en cours de constitution. La S.I.P.A.R. disposera en fin d'année de deux senneurs à utilisation mixte sardinelle et thon, dont le potentiel de capture sera de 2 000 tonnes de thon par an.

La création d'un armement national spécialisé pose de nombreux problèmes. Les techniques de pêche sont en pleine évolution ; elles font appel à des moyens de repérage et de capture de plus en plus élaborés qui nécessitent du personnel spécialisé et des investissements considérables.

Il est peu probable que des privés investissent dans ce secteur, car la pêche au thon est monopolisée par des groupes internationaux qui contrôlent la production, la transformation et la commercialisation. La création d'un armement national exige donc la participation de l'Etat.

Compte tenu des contraintes techniques et financières et des problèmes de formation du personnel, il paraît peu réaliste d'envisager que les besoins de la conserverie soient satisfaits en totalité par l'armement national au cours de la prochaine décennie.

Toutefois des objectifs ambitieux peuvent être retenus : 1 000 tonnes en 1970, 8 000 tonnes en 1975 et 20 000 tonnes en 1980.

b) La pêche lagunaire

La production, évaluée à 6 000 tonnes, est en stagnation depuis 1960. La modernisation des techniques de pêche artisanale, ainsi que l'élevage pisciccole lagunaire, permettent d'envisager un accroissement sensible de la production : 15 000 tonnes en 1975 et 25 000 tonnes en 1980. Ces perspectives s'appuyent sur les résultats encourageants obtenus dans plusieurs pays en élevage marin, mais les techniques sont encore à expérimenter en Côte-d'Ivoire où l'alimentation du poisson, à partir de déchets industriels peu coûteux, devrait donner de bons résultats.

c) Pêche fluvio-lacustre

La production est évaluée à 4 000 tonnes en 1969 et il semble que les ressources des eaux existantes soient pleinement exploitées. La création du barrage de Kossou ouvre de nouvelles possibilités. La retenue formera un lac artificiel de 1 800 km² dont la production potentielle de poisson est évaluée à 15 000 tonnes.

Ceci a conduit à retenir, pour l'ensemble de la pêche fluvio-lacustre, les objectifs suivants :

— 1970 : 4 000 tonnes ;
— 1975 : 8 000 tonnes ;
— 1980 : 20 000 tonnes.

d) La production de crustacés (crevettes)

La quantité de crevettes pêchée en mer et en lagune était en 1969 de 600 tonnes environ. Moyennant une amélioration des techniques de pêche, en lagune notamment, les captures pourraient augmenter jusqu'à 1 500 tonnes au plus.

C'est toutefois dans l'élevage de crevettes en lagune que les perspectives sont les plus intéressantes.

A l'issue d'une mission d'étude d'experts japonais, spécialistes de ces techniques, la Compagnie Générale Transatlantique a établi un projet d'élevage de crevettes. Pour le réaliser, il a été créé une société anonyme d'économie mixte : la Compagnie Ivoirienne d'Elevage Marin (C.I.E.M.), dans laquelle l'Etat détient une participation de 40 %.

Un premier centre d'élevage est en cours de création à Grand-Bassam. Ses activités porteront sur l'expérimentation et la mise au point des techniques d'élevage de crevettes.

Les possibilités d'élevage d'autres crustacés seront également étudiées.

La production de crevettes d'élevage atteindra 1 000 tonnes par an à partir de 1975. Le produit sera congelé sur place et exporté en Europe.

Le programme de la C.I.E.M., au-delà de 1975, n'est pas encore défini. La Compagnie envisage de développer la production en constituant, sur l'ensemble du système lagunaire, des coopératives villageoises qui procéderaient à l'élevage de jeunes crevettes fournies par la société. Celle-si mettrait en place un service d'assistance technique aux coopératives et créerait un réseau d'unités de congélation pour le traitement des produits. La production totale de crevettes d'élevage devrait atteindre 3 500 tonnes en 1980.

Au total, la production de crustacés passera de 800 tonnes en 1970 à 2 500 tonnes en 1975 pour atteindre 5 000 tonnes en 1980.

e) La production globale

Le tableau n° 106 indique l'évolution en quantités et valeurs des produits de la pêche. La croissance du secteur pêche sera remarquable :

— la valeur de la production triplera de 1970 à 1980 ;

— la valeur ajoutée croîtra à un taux annuel moyen de 13,5 % de 1970 à 1975 et de 10,1 % de 1975 à 1980.

Si l'on excepte le thon qui est, en presque totalité, destiné à l'industrie et exporté en conserves, la production et la consommation évolueront comme suit :

Tableau N° 105 (en tonnes)

| | Consommation | Production | Importations |
|---|---|---|---|
| 1965 | 78 500 | 65 000 | 13 500 |
| 1970 | 102 000 | 77 000 | 25 000 |
| 1975 | 138 000 | 123 000 | 15 000 |
| 1980 | 178 000 | 170 000 | 8 000 |

Les importations de poisson fumé et séché du Mali sont actuellement, exprimées en poisson frais, de 12 000 tonnes environ par an. Il y a tout lieu de penser qu'elles se poursuivront, mais elles devraient diminuer progressivement en raison de l'accroissement probable de la consommation malienne. Depuis quelques années, le Sénégal fournit de grandes quantités de poisson à la Côte-d'Ivoire, car l'armement ivoirien n'a pu faire face à l'accroissement de la demande.

Dans la détermination des objectifs de production, il a été admis une réduction progressive des importations du Sénégal. Cependant l'armement ivoirien devra de plus en plus s'approvisionner au large des côtes sénégalaises et il est possible que le Sénégal conditionne l'accès de ses eaux territoriales à un maintien de ses exportations sur la Côte-d'Ivoire.

3. - *Les modalités de réalisation et les moyens*

a) Le secteur privé

L'armement de pêche ivoirien subira, tout d'abord, une profonde reconversion. En raison de l'éloignement constant des zones de pêche, une partie de la flotte actuelle sera déclassée au profit d'unités plus importantes, équipées de moyens de capture modernes et pourvues d'installations frigorifiques de grande capacité. De plus, pour faire face à l'accroissement de la demande, l'effectif de la flotte devra être considérablement accru. Les investissements du secteur privé seront très importants, mais il est difficile d'en évaluer le montant.

b) Secteur public

L'essentiel de l'intervention du secteur public consiste en activités d'études, d'appui technique et de formation dont plusieurs sont en cours.

Les interventions dans le domaine de la *pêche maritime* et lagunaire sont du ressort du Service des Pêches qui dépend du Ministère de la Production Animale. Le Service reçoit l'appui scientifique et technique du Centre de Recherches océanographiques d'Abidjan.

Les actions porteront sur :

— la poursuite des études océanographiques, destinées à évaluer les ressources de poisson et à rationaliser les techniques de capture, dont le programme sardinelle constitue l'opération la plus importante ;

— l'expérimentation des techniques d'élevage et de pisciculture lagunaire ;

— la modernisation des techniques de pêche maritime artisanale qui intéresse l'ensemble du littoral ivoirien, mais qui, au cours de la période 1971-1975, portera principalement sur le Sud-Ouest ;

— la modernisation des techniques de pêche et l'introduction de la pisciculture lagunaire ;

— la promotion d'un petit armement ivoirien de pêche industrielle (cordiers et palangriers) dans le Sud-Ouest où la configuration des fonds marins se prête mal au chalutage par de grandes unités ;

— la formation d'équipages ivoiriens (Centre d'Apprentissage Maritime d'Attiécoubé) ;

— la poursuite des études sur la commercialisation et la conservation du poisson, ainsi que des actions d'amélioration des techniques de fumage auprès des pêcheurs traditionnels.

Le montant des dépenses prévisibles du Service des Pêches est indiqué, par type d'opération, au tableau n° 107.

Il est à noter, qu'en vue du développement de la pêche, d'importants travaux sont prévus dans le domaine de l'infrastructure portuaire : agrandissement du port de pêche d'Abidjan et création d'un port de pêche à San Pedro, avec toutes les installations annexes.

Dans le domaine de la *pêche continentale*, qui est de la compétence du Service des Eaux et Forêts, l'action la plus importante concerne le développement de la pêche sur le lac de Kossou dont la production potentielle est évaluée à 15 000 tonnes de poisson par an.

Le programme dont la réalisation matérielle incombera à l'A.V.B. n'est pas encore définitivement

établi. Une étude conduite par le Centre Technique Forestier Tropical est en cours.

L'empoissonnement du lac débutera dès la mise en eau du barrage à partir de 1971. Il faudra, au préalable, procéder à une élimination partielle de la végétation arbustive de la zone d'inondation afin de créer des couloirs permettant la pêche au filet. L'A.V.B. débutera à partir de 1972, parmi les populations riveraines du lac, une action de promotion de la pêche qui comprendra :

— l'apprentissage des techniques de pêche :

— la constitution de groupements de pêcheurs et leur équipement en matériel ;

— la vulgarisation des techniques de préparation du poisson (séchage ou fumage) ainsi que la commercialisation du poisson.

La pêche constituera une activité très importante pour la région de Kossou : la valeur de la production atteindra en phase de croisière plus d'un demi-milliard de francs.

Le tableau n° 107 donne une évaluation des dépenses pour l'ensemble du secteur des pêches.

Ce tableau appelle les commentaires suivants :

— les dépenses du secteur de la pêche maritime de 1971 à 1975 comprennent deux opérations importantes : le programme d'étude sardinelle, de 120 millions qui se terminera en 1973 ; la création et l'équipement du centre de pêche de San Pedro :

Tableau N° 107

| | 1971-75 | 1976-80 |
|---|---|---|
| a) Pêche maritime et lagunaire. | | |
| - recherches océanographiques. . | 135 | 25 |
| - expérimentation en lagunes. . . | 16 | |
| - encadrement des pêcheurs . . . | 127 | 75 |
| b) Pêche continentale | | |
| - programme KOSSOU . . . . . | 1.034 | 463 |
| - encadrement des autres secteurs | 25 | 25 |
| c) TOTAL des DEPENSES . . . . . | 1.337 | 588 |
| d) Décomposition : - investissement | 960 | 272 |
| - fonctionnement | 377 | 316 |

— le programme Kossou comprend des investissements importants : 550 millions pour le défrichement des aires de pêche de 1971 à 1975 et 250 millions environ, par quinquennat, pour : l'équipement des pêcheurs (dépenses remboursables), l'infrastructure d'appui technique et les installations de débarquement et de traitement du poisson. Les dépenses de fonctionnement sont évaluées à 200 millions par quinquennat, elles seront notablement réduites par la suite.

## TABLEAU RECAPITULATIF DE LA BRANCHE 04 - PECHES

Tableau N° 106

| | Quantités en tonnes | | | | Valeurs en millions de F. CFA Prix 1968-69 | | | | Prix unitaire en F/kg |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A) Poisson | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | |
| 1. Pêche maritime | | | | | | | | | |
| - pêche industrielle | | | | | | | | | |
| . poisson de chalut . . . | 17.000 | 18.000 | 20.000 | 20.000 | 850 | 900 | 1.000 | 1.000 | 50 |
| . sardinelle . . . . . | 28.000 | 37.000 | 65.000 | 90.000 | 1.120 | 1.480 | 2.600 | 3.600 | 40 |
| . thon . . . . . | 400 | 1.000 | 8.000 | 20.000 | 36 | 90 | 720 | 1.800 | 90 |
| | 45.400 | 56.000 | 93.000 | 130.000 | 2.006 | 2.470 | 4.320 | 6.400 | |
| - Pêche artisanale . . . . | 10.000 | 10.000 | 15.000 | 15.000 | 450 | 450 | 675 | 675 | 45 |
| Total pêche maritime . . . . | 55.400 | 66.000 | 108.000 | 145.000 | 2.456 | 2.920 | 4.995 | 7.075 | |
| 2. Pêche lagunaire . . . . . | 6.000 | 8.000 | 15.000 | 25.000 | 270 | 360 | 675 | 1.125 | 45 |
| 3. Pêche fluvio-lacustre . . | 4.000 | 4.000 | 8.000 | 20.000 | 180 | 180 | 360 | 900 | 45 |
| TOTAL poisson . . . . . | 65.400 | 78.000 | 131.000 | 190.000 | 2.906 | 3.460 | 6.030 | 9.100 | |
| B) Crustacés (crevette) | | | | | | | | | |
| Pêche . . . . . | - | 800 | 1.500 | 1.500 | - | 240 | 450 | 450 | 300 |
| Elevage lagunaire . . . . . | - | - | 1.000 | 3.500 | - | | 300 | 1.050 | 300 |
| TOTAL crustacés . . . . . | - | 800 | 2.500 | 5.000 | - | 240 | 750 | 1.500 | |
| TOTAL Secteur pêche | - | - | - | - | 2.906 | 3.700 | 6.780 | 10.600 | |

## III. - REGIONALISATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL

L'importance des disparités régionales a été soulignée par l'annexe V de la Loi-Plan 1967-1970, qui insiste sur la nécessité de mettre en œuvre une politique susceptible de les réduire.

Il s'agit de dépasser le stade d'une planification sectorielle, dans le cadre de laquelle il est difficile d'intervenir efficacement contre les distorsions liées à la localisation des activités économiques.

Cette volonté s'est traduite concrètement par la création récente des Commissions Régionales de Développement, de façon à tenir compte, aussi largement que possible, des besoins de chaque région.

Il est donc apparu nécessaire d'insérer dans le plan de développement agricole un chapitre consacré à la mesure de l'évolution des disparités régionales, en fonction des objectifs sectoriels actuellement retenus pour chaque région.

Le cadre régional utilisé pour l'analyse des disparités régionales correspond à celui dans lequel ont travaillé les Commissions Régionales de Développement, c'est-à-dire les six anciens départements, le Sud-Ouest étant isolé du reste du département Sud, ainsi qu'Abidjan. Les limites de la région du Sud-Ouest ont dû être modifiées pour tenir compte des agrandissements du périmètre confié à l'A.R.S.O. L'aire considérée est représentée actuellement par les anciennes sous-préfectures de Grabo, Grand-Béréby, Sassandra, Tabou, Buyo, Soubré, Taï, Guiglo et Fresco.

### A. - Présentation par région des programmes agricoles

Ci-après est présentée une description sommaire des actions qui seront menées dans les différentes régions au cours du quinquennat 1971-1975, produit par produit.

#### 1. - *Région du Sud*

*L'élevage :*

Le cheptel bovin étant à peu près inexistant, la principale action concerne le développement de l'aviculture qui trouve sur les marchés d'Abidjan et des grands centres urbains un débouché assuré. A cet effet, le couvoir de Bingerville sera agrandi et les moyens du service de vulgarisation agricole seront accrus.

*Les cultures maraîchères :*

En vue d'approvisionner le marché d'Abidjan et des grands centres urbains de la région, la SODEFEL assurera l'assistance technique au maraîchage traditionnel.

En outre les possibilités d'écoulement de certains légumes (aubergines, poivrons, haricots verts) sur le marché européen, pendant les mois d'hiver, permettent d'envisager la création de périmètres maraîchers dont la production sera destinée à l'exportation.

*Le café :*

Le programme de plantation de café, variété améliorée, devrait permettre un léger accroissement de la production : 58 500 tonnes en 1970 et 63 300 tonnes en 1975.

*Le cacao :*

En matière de cacao, deux actions seront conduites pendant le quinquennat 1971-1975 : la plantation de 14 800 hectares de cacao hybride et la poursuite du programme de régénération cacaoyère sur 13 000 hectares environ.

*Le palmier à huile :*

Cette culture trouve dans la région du Sud les conditions les plus favorables pour fournir un produit compétitif sur le marché mondial (écologie parfaitement adaptée à la culture, frais de transport réduits). Le programme de plantation sera donc poursuivi.

Les superficies plantées pendant la période 1971-1975 s'élèvent à :

| | |
|---|---|
| — Plantations villageoises | 14 560 ha |
| — Blocs industriels | 1 500 ha |
| — Plantations privées | 200 ha |

*Le cocotier :*

Cette culture constitue un excellent élément de diversification de l'agriculture du Sud. L'obtention de nouvelles variétés plus précoces et plus productives permettra de poursuivre le programme déjà lancé et de planter, pendant la période 1971-1975, les superficies suivantes :

| | |
|---|---|
| — Plantations villageoises | 4 000 ha |
| — Blocs industriels | 6 000 ha |
| — Plantations privées | 170 ha |

*L'hévéa :*

La S.A.P.H. prévoit de réaliser un programme d'extension de ses plantations industrielles, qui portera, de 1971 à 1975, sur 2 750 hectares.

En outre la création de plantations villageoises, sur 2 400 hectares, est envisagée, mais compte tenu de l'entrée en production tardive de l'hévéa, il conviendra de mettre en place un système de crédit adapté.

*La banane :*

En vue d'améliorer la compétitivité de la production bananière ivoirienne, qui rencontre une grande concurrence surtout de la part des pays latino-américains, un regroupement des plantations de banane, dans des zones plus proches du port d'Abidjan, est prévu. Cette reconversion géographique devrait permettre de porter la production environ à 200 000 tonnes en 1980.

*L'ananas :*

Un important programme de production est prévu pour l'ananas industriel : création d'une nouvelle usine à Bonoua et extension de l'usine d'Ono.

En outre, les conditions particulièrement favorables d'écoulement de l'ananas frais sur le marché européen permettent d'envisager un programme de plantations villageoises dont la production atteindra 20 000 tonnes en 1975.

2. - *Région de l'Est*

*Le riz :*

Le développement rizicole sera basé sur le maintien des actions en matière de riz pluvial et sur la réalisation, pendant la période 1971-1975, de 500 hectares d'aménagement de bas-fonds.

*L'élevage :*

Vu l'intérêt économique que revêt le développement de l'élevage, plusieurs actions en faveur de la production animale sont envisagées :

— la protection sanitaire, grâce à l'accroissement des moyens du service de l'élevage ;

— l'amélioration des méthodes d'élevage traditionnel dans les sous-préfectures de Téhini et Bouna, en vue d'augmenter la productivité du cheptel ;

— la distribution des noyaux d'élevage, en donnant la priorité toutefois à l'opération de développement intégré de Bouna (Koulodio-Binéda) ;

— le développement de l'aviculture par l'accroissement des effectifs et des moyens du service de vulgarisation avicole.

*Le café :*

Le programme de plantation des variétés améliorées de café devrait permettre de faire croître la production de 30 500 tonnes en 1970 à 33 000 tonnes en 1975.

*Le cacao :*

Pendant le premier quinquennat 3 500 hectares de cacao seront plantés avec du matériel végétal sélectionné plus précoce et plus productif. En outre l'opération régénération cacaoyère sera poursuivie sur 8 200 hectares environ pendant la même période.

Le programme de plantation pourrait être augmenté dans la mesure où le rythme de peuplement effectif du Sud-Ouest ne permettrait pas la réalisation du programme qui est prévu pour cette région.

Pour le second quinquennat, en outre, (1976-1980), aucun programme n'étant encore fixé, on peut raisonnablement penser que la région de l'Est bénéficiera d'une certaine priorité.

*Le coton :*

Dans la partie de savane de la région de l'Est, le développement de la culture du coton sera poursuivi. La production devrait passer de 400 tonnes en 1970 à 2 000 tonnes en 1975.

3. - *Région du Centre-Ouest*

*Le riz :*

Les efforts porteront surtout sur la riziculture irriguée qui est susceptible d'accroître rapidement la production rizicole de la région.

Pendant le quinquennat 1971-1975, environ 1 800 hectares de bas-fonds seront aménagés.

*L'élevage :*

Le développement de la production animale sera essentiellement basé sur l'aviculture qui bénéficiera d'un accroissement des moyens et des effectifs du service de vulgarisation avicole.

*Les cultures maraîchères :*

L'approvisionnement en légumes de Daloa et Gagnoa sera assuré par la mise en place d'une assistance technique de la SODEFEL.

*Le café :*

Le programme de plantation de variétés améliorées réalisé pendant le quinquennat 1971-1975 fera passer la production de 30 100 tonnes en 1970 à 32 700 tonnes en 1975.

*Le cacao :*

Entre 1971 et 1975, 11 300 hectares de cacao seront plantés avec les nouvelles variétés hybrides. En outre, la régénération cacaoyère, actuellement en cours, se poursuivra sur 4 200 hectares pendant la même période.

L'accroissement de la production de cacao constituera un des principaux facteurs d'amélioration du revenu régional.

*Le coton :*

Le programme d'encadrement de la culture cotonnière sera maintenu. Toutefois, l'augmentation de production croîtra faiblement car la culture du coton est fortement concurrencée par le café et le cacao.

*4. - Région du Centre*

*Le riz :*

Les actions retenues en matière de développement rizicole sont :

— l'encadrement de la riziculture pluviale dans la région de Dimbokro ;

— l'aménagement de 1 000 hectares, en zone de forêt (région de Yamoussoukro) ;

— l'aménagement de 2 500 hectares en zone de savane (région de Bouaké et de Katiola) ;

— la production de riz pluvial mécanisé dans les secteurs de développement intégré de Brobo-Diabo.

*Le maïs :*

Cette culture constitue, dans les zones à double cycle de précipitations, un excellent précédent cultural pour le coton. Pour cette raison, il est envisagé de confier à la C.F.D.T. l'encadrement de ces deux cultures dans les départements de Bouaké et Katiola.

L'organisation de la commercialisation sera menée parallèlement au programme de production.

*Les cultures maraîchères :*

Cette spéculation est intéressante pour la région de Bouaké parce que les conditions écologiques sont favorables et que le chemin de fer permet un transport peu onéreux sur Abidjan.

Les actions suivantes sont envisagées :

— assistance au maraîchage traditionnel à la périphérie de Bouaké, en vue d'assurer son approvisionnement ;

— la création de périmètres maraîchers qui écouleront leur production essentiellement sur Abidjan ;

— la création d'un centre de conditionnement des fruits et légumes.

*L'élevage :*

Plusieurs actions seront menées dans ce domaine :

— protection sanitaire du bétail ;

— agrandissement du ranch d'Abokouamékro ;

— distribution de noyaux d'élevage en donnant toutefois une priorité aux zones de développement intégré de Brobo-Diabo et de l'A.V.B. ;

— développement de l'aviculture par l'extension du couvoir de Bouaké et par l'accroissement des moyens et des effectifs du service de la vulgarisation avicole.

*Le café :*

Un programme de plantation de variétés améliorées de café sera réalisé pendant le quinquennat 1971-1975. La production passerait de 89 500 tonnes en 1970 à 96 700 tonnes en 1975.

*Le cacao :*

De 1971 à 1975, 6 600 hectares de cacao seront plantés avec des variétés hybrides, et l'opération de régénération cacaoyère se poursuivra sur 20 600 hectares environ.

Le programme de plantation de cacao pourrait être augmenté dans la mesure où le rythme de peuplement du Sud-Ouest ne permettrait pas la réalisation du programme prévu.

*Le coton :*

L'action de développement de la culture cotonnière sera intensifiée. La production de la région devrait passer de 10 600 tonnes de coton Allen en 1970 à 27 000 tonnes en 1975.

*L'arachide :*

Comme le maïs, l'arachide constitue un excellent précédent cultural pour le coton. Dans les départements de Bouaké et Katiola le développement de l'arachide sera confié à la C.F.D.T. qui se chargera d'intégrer les deux cultures. La commercialisation sera organisée parallèlement au programme de production.

*Le tabac :*

La culture du tabac industriel sera étendue et sa productivité augmentée par l'emploi notamment de la fumure et de variétés améliorées. Ceci devrait porter la production de 240 tonnes en 1970 à 500 tonnes en 1975.

*L'anacardier :*

Des plantations d'anacardiers existent dans le nouveau département de Katiola mais sont partiellement exploitées faute de débouchés. Il est prévu, afin de valoriser le patrimoine existant, de restaurer les anciennes plantations, de planter 2 000 hectares pendant le quinquennat 1971-1975 et d'organiser la commercialisation.

*Opération intégrée de Brobo-Diabo et A.V.B.* (cf. le paragraphe C « Les opérations de développement intégré » de la section II « Objectifs et actions de développement agricole »).

5. . *Région du Nord*

*Le riz :*

Les actions retenues pour la période 1971-1975 sont :

— la modernisation des systèmes traditionnels de culture irriguée, 2 500 hectares de petits aménagements seront réalisés dans la région de Korhogo ;

— la réalisation d'un barrage qui permettrait l'aménagement, par tranches successives, de 7 000 hectares de rizières environ ;

— la poursuite de la riziculture mécanisée sur grandes plaines d'inondation dans la région d'Odienné et en bordure du Haut-Bandama ;

— le démarrage de la riziculture pluviale mécanisée dans le secteur de développement intégré de Mankono ;

— l'encadrement de la culture pluviale, en assolement avec le coton, sur l'ensemble de la zone.

*Le maïs :*

La production sera développée, dans la région de Séguéla-Mankono, en avant-culture du coton, et, dans la région de Korhogo, en assolement avec diverses cultures.

*Les cultures maraîchères :*

Les conditions écologiques particulièrement favorables et la présence d'une main-d'œuvre habile et laborieuse permettent d'envisager des programmes ambitieux pour le développement des cultures maraîchères.

Les principales actions sont :

— l'assistance au maraîchage traditionnel à la périphérie de Korhogo par la mise en place d'un encadrement SODEFEL ;

— la création de périmètres maraîchers irrigués dans la région de Ferkessédougou, dont la production sera essentiellement écoulée sur Abidjan ;

— l'organisation de la commercialisation par la construction d'un centre de conditionnement des fruits et légumes à Ferkessédougou. L'écoulement de la production sera facilité par la construction d'une halle centrale des fruits et légumes à Abidjan.

*L'élevage :*

Le développement de l'élevage dans la région du Nord, facteur important de la réduction des disparités régionales, se réalisera grâce aux actions suivantes :

— la protection sanitaire du cheptel ;

— le développement de l'élevage traditionnel dans les départements d'Odienné, Boundiali et Ferkessédougou, en vue d'augmenter la productivité du bétail ;

— la distribution de noyaux d'élevage dans les secteurs de développement intégré (Mankono, Boundiali, Korhogo) ;

— la création de ranches pour la production industrielle de viande bovine. La localisation de ces ranches n'est toutefois pas encore arrêtée ;

— le développement de l'aviculture, par deux actions :

- l'agrandissement du couvoir de Korhogo ;
- l'accroissement des effectifs et des moyens du service de vulgarisation avicole.

*Le coton :*

Le programme actuel de développement de la culture cotonnière sera poursuivi et intensifié.

*Le tabac :*

La culture du tabac industriel se développe favorablement dans la région de Korhogo. Le programme actuel sera élargi en vue d'obtenir une production de 500 tonnes en 1975. Un certain équilibre devra être maintenu entre les récoltes du Nord et du Centre afin d'obtenir un mélange de tabac convenable pour la fabrication de cigarettes.

*La canne à sucre :*

Les conditions écologiques particulièrement favorables du site de Ferkessédougou et la volonté de réduire les disparités régionales ont conduit à retenir la région du Nord pour l'installation d'un complexe sucrier.

La réalisation de ce projet contribuera en partie au décongestionnement de la zone dense de Korhogo.

*Le kénaf :*

Si les résultats des expériences en cours sont concluants, il sera possible de réaliser un complexe agro-industriel dans la région de Ferkessédougou dont l'objectif de production pour 1975 serait de 16 000 tonnes de fibre.

*L'anacardier :*

Plusieurs actions sont envisagées pour le développement de l'anacardier :

— organisation de la commercialisation, afin d'assurer un prix rémunérateur au planteur ;

— la restauration des plantations existantes ;

— l'extension et l'encadrement de la culture par la plantation de 8 000 hectares. Le programme de plantation sera limité à la région de Korhogo qui offre des conditions écologiques favorables et qui est bien desservie au point de vue transport.

*Opérations intégrées :*

Trois programmes de développement intégré seront lancés pendant la période 1971-1975 dans les zones

suivantes : Mankono, Boundiali et Korhogo ; ils sont décrits en détail dans le paragraphe traitant des opérations de développement intégré.

### 6. - *Région de l'Ouest*

*Le riz :*

Un effort particulier sera fait en matière de riziculture irriguée en vue d'accroître rapidement la production rizicole et d'améliorer l'approvisionnement de la rizerie de Man.

Pendant le quinquennat 1971-1975, environ 1 500 hectares de bas-fonds devraient être aménagés pour réaliser au moins deux cycles de culture par an.

*Les cultures maraichères :*

Un encadrement de la SODEFEL sera mis en place pour développer le maraichage traditionnel à la périphérie de Man et assurer son approvisionnement en légumes frais.

*L'élevage*

Dans le domaine de la production animale plusieurs actions seront menées :

— protection sanitaire ;

— accroissement du potentiel de production du ranch de Sipilou ;

— distribution de noyaux d'élevage ;

— développement de l'aviculture par l'accroissement des moyens et effectifs du service de la vulgarisation avicole.

*Le café :*

Pendant le quinquennat 1971-1975, un programme de plantation de café avec des variétés améliorées hautement productives sera réalisé. La production de café devrait passer de 28 400 tonnes en 1970 à 30 800 tonnes en 1975.

*Le cacao :*

La région de l'Ouest produit actuellement peu de cacao, malgré de grandes disponibilités en terres à cacao. Pour ces raisons, un programme important de plantation avec des variétés hybrides sera réalisé pendant le quinquennat 1971-1975 (13 500 hectares). L'accroissement de la production de cacao sera le facteur principal de l'élévation du revenu régional.

### 7. - *Région du Sud-Ouest*

Une description détaillée des programmes agricoles qui seront réalisés dans la région du Sud-Ouest a été faite dans le paragraphe traitant des opérations de développement intégré.

## B. - Evolution de la production et des revenus agricoles par région

La régionalisation des objectifs ou prévisions de production se heurte aux difficultés déjà soulignées lors de l'exposé du Plan au niveau national, entre autres : le caractère très estimatif des données de production de l'agriculture vivrière dont notamment les féculents, les fruits et légumes, les produits de cueillette, certaines productions animales.

Les tableaux n$^{os}$ 108 et 109 résument l'évolution de la production agricole des différentes régions. Les produits ont été regroupés comme suit :

— a : céréales ; b : féculents et divers ; c : élevage ; d : café et cacao ; e : plantations industrielles de palmier à huile, cocotier, hévéa, kénaf et canne à sucre ; f : plantations villageoises de palmier à huile, cocotier, hévéa ; g : cultures fruitières : banane, ananas, cola, karité, anacarde, avocat ; h : coton, tabac, arachide.

On note une croissance rapide de la production du Sud-Ouest, qui résultera des investissements importants effectués pendant la décennie 1970-1980, ainsi qu'une expansion remarquable des cultures industrielles dans le Nord où la production de la branche 2 passera de 2.2 milliards de F CFA en 1970 à 7 milliards en 1980. Cette croissance suivra la réalisation des programmes de développement du coton en culture paysanne, et des projets de canne à sucre et de kénaf en plantations industrielles.

La production agricole de l'Ouest et du Centre-Ouest connaitra, comme l'indique le tableau n° 109, une lente évolution de 1971 à 1975, puis une forte progression de 1976 à 1980, résultant de l'important programme de plantation de cacaoyers hybrides réalisé au cours du premier quinquennat.

Le Sud manifeste par contre un taux de croissance élevé et stable au cours de la décennie 1970-1980.

Dans le Centre et l'Est, la croissance se poursuivra à un rythme moyen de 3,3 %.

Le tableau n° 108 indique également, pour chaque région, la part commercialisée de la branche 1 et la production paysanne de la branche 2, ainsi que les perspectives démographiques au niveau régional. La population rurale résidente représente exclusivement les ressortissants ivoiriens, tandis que la population rurale présente tient compte aussi des étrangers, essentiellement manœuvres agricoles.

L'ensemble de ces données permet de mesurer l'évolution de la production agricole et de la production agricole commercialisée per capita.

Le tableau n° 110 présente une comparaison entre régions de la production agricole par résident rural, ainsi que les taux de croissance correspondants. On

voit que le plan de développement agricole, tel qu'il a été conçu, se traduit par une réduction importante des disparités entre régions pendant la période 1970-1980. En effet, l'écart maximum enregistré en 1970 (Sud : 50 800 F CFA et Sud-Ouest : 13 100 F CFA) se resserre en 1980 (Est : 59 300 F CFA et Ouest : 27 400 F CFA).

Les régions actuellement les moins favorisées montrent un taux de croissance important entre 1970 et 1980 : pour le Nord 7,2 % et 7,5 %, pour le Sud-Ouest 9,8 % et 11,8 %. La croissance de l'Ouest, lente jusqu'en 1975, s'accélère pendant le deuxième quinquennat pour atteindre un taux de 7,3 %.

La production agricole, par résident rural, ne rend pas compte des revenus monétaires en milieu paysan, car elle englobe l'autoconsommation et les autofournitures dont la valeur par région est assez arbitraire et elle intègre la production des plantations industrielles qui, au niveau régional, ne laissent que les salaires des manœuvres employés.

Le tableau n° 111 donne une comparaison entre régions de la production paysanne commercialisée par rural présent.

On peut remarquer que l'écart maximum entre les régions en 1970 (28 000 F CFA pour le Sud et 8 300 F CFA pour le Nord) se réduit en 1980 (34 600 F CFA et 19 300 F CFA pour les mêmes régions).

Les taux d'accroissement sont importants pour les régions Sud-Ouest et Nord, mais il faut souligner que la population de cette dernière diminuera pendant la décennie.

L'accroissement du Sud et de l'Est, stable et relativement faible, résulte de l'augmentation importante de population qui aura lieu entre 1970 et 1980.

Les principales conclusions à tirer de l'examen des objectifs agricoles au niveau régional sont donc les suivantes :

— la croissance rapide de la production agricole en zone forestière (principalement dans le Sud) permet seulement une amélioration très lente du revenu monétaire per capita pour la population paysanne. Ceci peut s'expliquer par la part croissante de la production des blocs industriels et par l'immigration importante de main-d'œuvre qui devrait avoir lieu dans les plantations du Sud ;

— un important accroissement de revenu monétaire est possible dans le Nord mais cela suppose que soient réalisés tous les objectifs. Il ne faudrait pas négliger les problèmes de force de travail disponible auxquels ces objectifs risquent de se heurter.

Malgré les améliorations de rendement espérées, en particulier sur le riz et le coton, les déficits de main-d'œuvre en savane risquent d'atteindre 20 % à 30 % des besoins correspondant aux objectifs entre 1975 et 1980.

L'espoir de développement de la savane, qui apparaît à travers les estimations ci-dessus, repose donc en grande partie sur la réussite des opérations de développement intégré et des efforts de mécanisation qui y seront tentés.

ANALYSE REGIONALE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

| | SUD | | | EST | | | CENTRE-OUEST | | | CENTRE | | | NORD | | | OUEST | | | SUD-OUEST | | | TOTAL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (millions de F CFA) | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 |
| BRANCHE 1 a | 448 | 528 | 962 | 298 | 360 | 441 | 1.312 | 1.694 | 2.156 | 2.354 | 3.556 | 4.627 | 4.275 | 5.612 | 6.720 | 2.022 | 2.542 | 3.332 | 126 | 564 | 650 | 10835 | 14956 | 18888 |
| b | 7.000 | 8.626 | 10.739 | 3.819 | 4.185 | 4.690 | 1.825 | 2.177 | 2.479 | 16.008 | 17.371 | 19.486 | 5.849 | 6.327 | 7.365 | 2.172 | 2.431 | 2.730 | 546 | 1.441 | 2.157 | 37219 | 42558 | 49646 |
| c | 1.187 | 2.061 | 3.263 | 526 | 767 | 874 | 392 | 514 | 686 | 1.283 | 1.611 | 2.240 | 1.623 | 1.907 | 2.205 | 488 | 600 | 802 | 68 | 183 | 291 | 5567 | 7543 | 10361 |
| TOTAL | 8.635 | 11.215 | 14.964 | 4.643 | 5.312 | 6.005 | 3.529 | 4.385 | 5.321 | 19.645 | 22.538 | 26.353 | 11.747 | 13.846 | 16.290 | 4.682 | 5.573 | 6.864 | 740 | 2.188 | 3.098 | 53621 | 65057 | 78895 |
| dont : non commercialisé | 6.011 | 6.443 | 7.642 | 3.899 | 4.272 | 4.630 | 2.464 | 2.875 | 3.369 | 16.522 | 17.244 | 18.338 | 8.695 | 9.776 | 10.629 | 2.945 | 3.358 | 3.820 | 448 | 1.242 | 1.409 | 40984 | 45210 | 49837 |
| commercialisé | 2.624 | 4.772 | 7.322 | 744 | 1.040 | 1.375 | 1.065 | 1.510 | 1.952 | 3 123 | 5.294 | 8.015 | 3.052 | 4.070 | 5.661 | 1.737 | 2.215 | 3.044 | 292 | 946 | 1.689 | 12637 | 19847 | 29058 |
| BRANCHE 2 d | 9.877 | 11.301 | 13.265 | 4.177 | 7.695 | 9.363 | 3.900 | 4.835 | 7.675 | 13.574 | 15.330 | 18.010 | 43 | 47 | 44 | 2.726 | 3.134 | 5.910 | 503 | 757 | 3.908 | 36800 | 43099 | 58175 |
| e | 1.640 | 3.492 | 4.480 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 22 | 1.424 | 1.840 | – | – | – | – | 414 | 1.308 | 1662 | 5330 | 7628 |
| f | 657 | 1.454 | 2.898 | 8 | 10 | 11 | 75 | 75 | 75 | 311 | 283 | 302 | 26 | 26 | 26 | 126 | 126 | 126 | 8 | 56 | 168 | 1213 | 2030 | 3606 |
| g | 6.152 | 7.733 | 10.291 | 18 | 20 | 22 | 88 | 100 | 110 | 46 | 50 | 56 | 82 | 174 | 382 | 36 | 40 | 44 | 8 | 8 | 11 | 6428 | 8125 | 10916 |
| h | 4 | 6 | 6 | 45 | 113 | 318 | 73 | 77 | 182 | 758 | 1.593 | 1.929 | 2.043 | 3.204 | 4.697 | 36 | 41 | 49 | – | – | – | 2959 | 5084 | 7181 |
| TOTAL | 18.330 | 23.986 | 30.940 | 6.248 | 7.838 | 9.714 | 4.136 | 5.087 | 8.042 | 14.689 | 17.256 | 20.297 | 2.216 | 4.875 | 6.989 | 2.924 | 3.341 | 6.129 | 519 | 1.235 | 5.395 | 49062 | 63618 | 87506 |
| dont : produc. des blocs indust | 1.640 | 3.492 | 4.480 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 22 | 1.424 | 1.840 | – | – | – | – | 414 | 1.308 | 1662 | 5330 | 7628 |
| production paysanne | 16.690 | 20.494 | 26.460 | 6.248 | 7.838 | 9.714 | 4.136 | 5.087 | 8.042 | 14.689 | 17.256 | 20.297 | 2.194 | 3.451 | 5.149 | 2.924 | 3.341 | 6.129 | 519 | 821 | 4.087 | 47400 | 58288 | 79878 |
| Production agricole totale BRANCHES 1 + 2 | 26.965 | 35.201 | 45.904 | 10.891 | 13.150 | 15.719 | 7.665 | 9.472 | 13.363 | 34.334 | 39.794 | 46.650 | 13.963 | 18.721 | 23.279 | 7.606 | 8.914 | 12.993 | 1.259 | 3.423 | 8.493 | 102683 | 128675 | 166401 |
| Production agricole paysanne commercialisée | 19.314 | 25.266 | 33.782 | 6.992 | 8.878 | 11.089 | 5.201 | 6.597 | 9.994 | 17.812 | 22.550 | 28.312 | 5.246 | 7.521 | 10.810 | 4.661 | 5.556 | 9.173 | 811 | 1.767 | 5.776 | 60037 | 78135 | 108906 |
| (milliers) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Population rurale résidente | 530 | 685 | 875 | 235 | 245 | 265 | 290 | 305 | 330 | 945 | 890 | 925 | 667 | 635 | 550 | 459 | 463 | 474 | 96 | 164 | 208 | 3222 | 3387 | 3627 |
| Population rurale présente | 690 | 810 | 975 | 375 | 400 | 455 | 320 | 375 | 420 | 1.070 | 1.110 | 1.200 | 667 | 640 | 559 | 459 | 463 | 474 | 96 | 164 | 208 | 3677 | 3952 | 4291 |

a : céréales ; b : féculents et divers ; c : élevage ; d : café et cacao ; e : plantations industrielles de palmier à huile, cocotier, hévéa, kénaf et canne à sucre ; f : plantations villageoises de palmier à huile, cocotier, hévéa ; g : cultures fruitières : banane, ananas, cola, karité, anacarde, avocat ; h : coton, tabac, arachide.

Tableau N° 109

| REGIONS | Production agricole (millions de F CFA) | | | Taux de croissance (%) | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970-1975 | 1975-1980 |
| Sud | 26.965 | 35.201 | 45.904 | 5,5 | 5,5 |
| Est | 10.891 | 13.150 | 15.719 | 3.7 | 3.7 |
| Centre-Ouest | 7.665 | 9.472 | 13.363 | 4,3 | 7,2 |
| Centre | 34.334 | 39.794 | 46.650 | 2.9 | 3,1 |
| Nord | 13.963 | 18.721 | 23.279 | 6,1 | 4,4 |
| Ouest | 7.606 | 8.914 | 12.993 | 3,1 | 7,8 |
| Sud-Ouest | 1 259 | 3.423 | 8.493 | 23.0 | 20,0 |
| TOTAL | 102.683 | 128.675 | 166.401 | 4,6 | 5,3 |

Tableau N° 110

| REGIONS | Production agricole par résident rural (en F. CFA) | | | Taux de croissance (%) | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970-1975 | 1975-1980 |
| Sud | 50.800 | 51.400 | 52.400 | 0,2 | 0,4 |
| Est | 46.300 | 53.400 | 59.300 | 2,9 | 2,2 |
| Centre-Ouest | 26.400 | 31.000 | 40.500 | 3,2 | 5,5 |
| Centre | 36.300 | 44.700 | 50.400 | 4,2 | 2,4 |
| Nord | 20.900 | 29.500 | 42.300 | 7,2 | 7,5 |
| Ouest | 16.500 | 19.200 | 27.400 | 3,0 | 7,3 |
| Sud-Ouest | 13.100 | 20.900 | 40.800 | 9,8 | 11,8 |
| MOYENNE NATIONALE | 31.800 | 38.000 | 45.900 | 3,6 | 3,8 |

Tableau N° 111

| REGIONS | Production agricole commercialisée par rural présent (en F. CFA) | | | Taux de croissance (%) | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970-1975 | 1975-1980 |
| Sud | 28.000 | 31.100 | 34.600 | 2,1 | 2,2 |
| Est | 18.900 | 22.200 | 24.300 | 3,2 | 1,8 |
| Centre-Ouest | 16.400 | 17.600 | 23.800 | 1,5 | 6,2 |
| Centre | 16.700 | 20.300 | 23.600 | 3,9 | 3,0 |
| Nord | 8.300 | 11.700 | 19.300 | 7,1 | 10,5 |
| Ouest | 10.400 | 12.000 | 19.400 | 2,9 | 10,1 |
| Sud-Ouest | 8.500 | 10.800 | 27.700 | 4,9 | 17,0 |
| MOYENNE NATIONALE | 16.300 | 19.700 | 25.400 | 3,8 | 5,2 |

## IV. - LES MOYENS NECESSAIRES A LA REALISATION DU PLAN

Les moyens à mettre en œuvre ont été décrits lors de la présentation détaillée de chaque programme. Il convient, à présent, d'en faire la synthèse.

Se plaçant au niveau de l'exploitation agricole, on examinera d'abord l'ensemble des facteurs de production nécessaires : terre, travail, produits et équipements.

Ensuite, seront récapitulées les dépenses et les moyens en personnel à prévoir.

Pour terminer, on résumera les diverses propositions qui ont été formulées concernant la recherche agricole, les structures et méthodes d'interventions, le crédit et la commercialisation.

### A. - Les facteurs de production nécessaires

#### 1. - *Evolution des superficies cultivées*

L'estimation des superficies cultivées se heurte aux difficultés habituelles : cultures associées, cultures de premier cycle, cultures de vivriers sous plantations pérennes. Néanmoins, les statistiques de la Direction des Produits du Ministère de l'Agriculture, les diverses enquêtes régionales et les programmes d'intervention permettent :

a) une répartition approximative des productions par département ;

b) une estimation assez précise des superficies occupées par les plantations pérennes et les cultures destinées à l'exportation ou autres cultures pures ;

c) une estimation des rendements moyens des principales cultures vivrières, selon les régions.

Sur ces bases, un tableau des superficies cultivées en 1965 peut être établi, étant admis que les chiffres retenus pour les vivriers ne sont pas additifs de façon simple.

Pour la projection de ce tableau en 1970, 1975 et 1980, le progrès technique et l'accroissement de productivité peuvent être pris en compte, pour les produits faisant l'objet d'un programme d'intervention.

L'hypothèse de la stagnation des rendements a été retenue pour les autres cultures traditionnelles, bien que, en région de savane, leur intégration dans un système d'assolement comportant des cultures de rapport telles que le riz et le coton devrait se traduire par une amélioration des rendements. Faute d'expérience dans ce domaine en Côte-d'Ivoire, les hypothèses que l'on pourrait formuler sont trop incertaines pour être prises en compte.

Ces réserves étant faites, les résultats sont présentés ci-après.

Les superficies du tableau n° 112 réellement occupées par les cultures du groupe 3 sont évidemment inférieures au total apparent. Le coefficient de contraction tendra à croître en fonction de la généralisation des avant-cultures de maïs et d'arachides sur soles de coton.

Les superficies réellement occupées par l'ensemble des cultures du groupe 4 sont en fait beaucoup plus faibles que le total apparent en raison des associations. Les normes retenues pour l'estimation des superficies ci-dessus indiquées et la confrontation des résultats obtenus avec ceux des études régionales permettent de situer le coefficient de réduction entre 0,5 et 0,7.

Au total l'ensemble des superficies effectivement cultivées passerait de 2 100 000 hectares en 1965 à 2 450 000 hectares en 1970, 2 800 000 hectares en 1975 et 3 100 000 hectares en 1980.

Compte tenu de la superficie de la Côte-d'Ivoire (32 millions d'hectares dont au moins 80 % utilisables pour l'agriculture ou la forêt), les surfaces cultivées à un moment donné apparaissent tellement faibles que l'on peut mettre en doute l'intérêt des estimations qui précèdent.

Il n'en est plus de même si on tient compte des surfaces en jachère qui doivent accompagner les cultures pour permettre à celles-ci de se poursuivre. Or une caractéristique essentielle des techniques culturales traditionnelles, est précisément la très grande étendue de jachères nécessaires à la reconstitution des sols.

Malgré son importance, la question des jachères n'a pratiquement pas été étudiée en Côte-d'Ivoire, sans doute à cause des difficultés propres à ce genre d'études et parce que, aussi longtemps que le sol est partout surabondant, ce problème n'est pas urgent.

## SUPERFICIES CULTIVEES (en hectares)

**Tableau N° 112**

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| 1) Plantations pérennes | | | | |
| - Café | 679.680 | 781.000 | 865.000 | 901.500 |
| - Cacao | 423.700 | 487.295 | 578.410 | 635.910 |
| - Palmier à huile | 18.600 | 68.350 | 96.610 | 136.610 |
| - Cocotier | 11.100 | 24.435 | 39.605 | 64.105 |
| - Hévéa | 10.000 | 12.835 | 21.985 | 41.335 |
| - Anacardier | | 8.000 | 18.000 | 28.000 |
| TOTAL | 1.143.080 | 1.381.915 | 1.619.610 | 1.807.460 |
| 2) Cultures d'exportation et autres cultures pures | | | | |
| - Banane | 7.500 | 7.300 | 6.300 | 6.500 |
| - Ananas | 1.830 | 6.885 | 11.160 | 14.610 |
| - Tabac | 8.300 | 9.225 | 11.200 | 13.490 |
| - Kénaf | - | 500 | 16.000 | 20.000 |
| - Riz irrigué | 8.000 | 11.000 | 27.000 | 37.000 |
| - Canne à sucre | - | - | 5.000 | 6.500 |
| TOTAL | 25.630 | 34.910 | 76.660 | 98.100 |
| TOTAL superficies additives | 1.168.710 | 1.416.825 | 1.696.270 | 1.905.560 |
| 3) Cultures entrant dans les assolements | | | | |
| - Riz pluvial | 251.000 | 292.000 | 270.000 | 270.000 |
| - Maïs | 233.000 | 261.000 | 275.000 | 290.000 |
| - Igname | 178.000 | 196.000 | 216.000 | 245.000 |
| - Arachide | 46.700 | 54.000 | 82.000 | 105.000 |
| - Coton Allen | 6.400 | 58.000 | 95.000 | 130.000 |
| TOTAL | 715.100 | 861.000 | 938.000 | 1.040.000 |
| 4) Cultures traditionnelles | | | | |
| - Mils et sorgho | 92.000 | 104.000 | 116.000 | 130.000 |
| - Fonio | 14.000 | 16.000 | 18.000 | 20.000 |
| - Manioc | 93.000 | 103.000 | 115.000 | 128.000 |
| - Patate | 8.900 | 9.800 | 11.200 | 12.600 |
| - Taro | 70.000 | 75.200 | 80.800 | 88.000 |
| - Pois de terre | 21.800 | 25.100 | 28.600 | 33.500 |
| - Banane plantain | 200.000 | 225.000 | 253.000 | 285.000 |
| - Coton mono | 69.000 | 30.000 | 15.000 | - |
| TOTAL | 568.700 | 588.100 | 637.600 | 697.100 |

Une étude concernant les possibilités de reboisement, s'est efforcée d'estimer les superficies « normalement » requises par les jachères, c'est-à-dire celles considérées comme suffisantes lorsque la place ne manque pas.

Cette estimation est rendue difficile par la combinaison de cycles courts (2 à 4 ans culture + 3 à 6 ans jachère) et de jachères arborées (20 à 30 ans). Sur la base des quelques renseignements disponibles, et d'indications fournies directement par les paysans, l'étude précitée estime que pour 1 hectare actuellement cultivé (en plantes annuelles), il y a 5 hectares en jachère naturelle en zone de forêt ; 6 hectares en jachère naturelle en savane moyenne ; 7 hectares en jachère naturelle en zone soudanienne.

Pour les cultures pérennes, la jachère représente seulement une fraction de la surface actuellement occupée.

En appliquant un coefficient moyen de 6 aux cultures annuelles récapitulées plus haut, préalablement réduites (1), on obtient pour les surfaces réellement mobilisées par l'agriculture les ordres de grandeur du tableau n° 113 (en hectares).

SUPERFICIES REELLEMENT MOBILISEES PAR L'AGRICULTURE

Tableau N° 113

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Cultures pérennes et cultures pures (jachères négligées) | 1.168.710 | 1.416.825 | 1.696.270 | 1.905.560 |
| Cultures annuelles réduites . . . . . | 913.300 | 1.041.660 | 1.132.960 | 1.250.260 |
| Jachères . . . . . | 5.479.800 | 6.249.960 | 6.797.760 | 7.501.560 |
| Total . . . . . | 7.561.810 | 8.708.445 | 9.626.990 | 10.657.380 |

L'étude précitée, partant des statistiques agricoles corrigées au vu des enquêtes régionales et travaillant à l'échelon des sous-secteurs agricoles, estimait le « domaine agricole » à 7 300 000 hectares en 1962-1963 et à 9 400 000 hectares en 1975.

Les espaces nécessaires au pâturage ne s'ajoutent pas, dans l'état actuel des choses, au domaine agricole, les animaux pouvant pâturer sur les jachères. Dans l'avenir des superficies non négligeables en elles-mêmes, mais modestes à l'échelon du pays, devraient être réservées à l'élevage en ranching.

Enfin, le domaine forestier « classé » était de 4 933 000 hectares en 1965 et peut être considéré comme stable.

On voit qu'à l'échelon du pays, les disponibilités en terre demeureront importantes en 1980, mais que les superficies mobilisées (agriculture + forêts classées) dépasseront la moitié du territoire national total, soit environ 62 % du territoire utile.

Cette moyenne générale cache d'énormes disparités entre les situations locales. On sait en effet que, dès à présent, il existe des zones critiques où les jachères doivent être réduites, autour de Korhogo, Bouaké et Abidjan. L'étude précitée montre qu'il en va de même des sous-préfectures de Sinfra et Oumé.

Il apparaît ainsi que, même si dans la plus grande partie de la Côte-d'Ivoire, le sol n'est pas encore un facteur rare, il l'est déjà devenu par endroit et devrait le devenir plus encore à l'avenir. L'intensification des cultures vivrières prendra donc, dans de nombreuses régions, un intérêt croissant. Elle ne sera toutefois réalisable que si le travail, facteur rare sur toute l'étendue du territoire, y trouve lui-même une rémunération accrue.

Cette condition ne sera remplie, dans bien des cas, qu'au prix d'un remodelage des structures d'exploitation et rien ne prouve que l'éventail des cultures qui en résultera coïncidera avec les programmes actuels par produit. Une révision des programmes pourrait donc se révéler nécessaire.

Par ailleurs, comme cela a été noté à propos des perspectives forestières, un meilleur contrôle des implantations agricoles dans l'ensemble de la zone forestière pourrait être bénéfique. Il permettrait en effet d'exploiter totalement le potentiel ligneux des surfaces qui doivent être livrées à l'agriculture.

Ainsi, malgré la relative aisance en matière de sol dont la Côte-d'Ivoire continuera de jouir durant la période examinée, il n'apparaît nullement prématuré de recommander que le plan 1971-1975 voie s'amorcer une politique d'aménagement du territoire, tenant compte simultanément des utilisations agricoles, pastorales et forestières de l'espace rural.

Une action, dans ce sens, est déjà amorcée dans le programme de mise en valeur de la région du Sud-Ouest et dans celui de l'aménagement de la vallée du Bandama. Il conviendra de tenir compte des recommandations formulées ci-dessus, lorsque sera élaboré le programme définitif de l'opération intégrée de la région de Korhogo.

(1) Application d'un coefficient de 0,8 aux cultures du groupe 3 et d'un coefficient de 0,6 aux cultures du groupe 4 du tableau.

## 2. - *Le travail agricole*

### a) Généralités

Les évaluations concernant les temps de travaux en agriculture sont entachées de grandes imprécisions. Celles-ci tiennent à l'extrême diversité des conditions de culture et à la difficulté de réaliser des mesures de temps de travaux par des méthodes d'enquête statistique. Les deux principales sources de divergence des estimations concernent :

— les travaux préculturaux, défrichement et préparation du sol, qui dépendent de l'état du couvert végétal, de la nature du sol et de la position de la culture dans l'assolement :

— les travaux post-culturaux tels que le transport de la récolte, le séchage, le triage et la préparation du produit (égrenage du maïs, égoussage de l'arachide, fermentation du café, battage du paddy).

Pour les cultures vivrières traditionnelles, les estimations sont très difficiles du fait qu'elles sont généralement cultivées en associations dont il existe une multitude.

### b) Les besoins en main-d'œuvre en culture familiale

Alors que les ressources en terre ne paraissent pas devoir, à quelques exceptions près, constituer une contrainte au développement agricole, il n'en est pas de même des disponibilités en travail ou main-d'œuvre. Ce problème a déjà été évoqué à plusieurs reprises dans le cours de l'exposé et il convient de l'analyser plus en détail.

L'estimation des besoins globaux en travail cumule les imprécisions relatives à l'évaluation des temps de travaux et, pour les cultures vivrières, celles relatives aux superficies.

Quant à l'estimation de la force de travail disponible, elle souffre des incertitudes sur les données démographiques et, surtout, de la difficile appréciation du nombre de journées consacrées aux travaux agricoles par région, par sexe et par âge.

Néanmoins, l'approche du problème, si imparfaite soit-elle, semble indispensable et permet, les bases de calcul étant explicitées, une première réflexion sur les difficultés qui pourraient apparaître au cours de la prochaine décennie.

**NOMBRE DE JOURNEES DE TRAVAIL NECESSAIRES EN CULTURE FAMILIALE**
**(en 1.000 jours)**

Tableau N° 114

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Mil et sorgho | 4.600 | 5.200 | 5.800 | 6.500 |
| Fonio | 700 | 780 | 860 | 950 |
| Maïs | 23.300 | 26.100 | 27.500 | 29.000 |
| Igname | 53.400 | 58.800 | 64.800 | 73.500 |
| Manioc | 4.650 | 5.150 | 5.750 | 6.400 |
| Plantain | 12.000 | 13.480 | 15.200 | 17.100 |
| Taro | 8.050 | 8.650 | 9.300 | 10.130 |
| Patates | 400 | 450 | 510 | 570 |
| Pois de terre | 3.270 | 3.765 | 4.290 | 5.000 |
| Vin de plame | 5.360 | 5.920 | 6.490 | 7.140 |
| TOTAL | 115.730 | 128.295 | 140.500 | 156.290 |
| Paddy | 37.750 | 44.680 | 46.230 | 48.840 |
| Café | 38.100 | 46.000 | 52.800 | 58.500 |
| Cacao | 21.110 | 24.640 | 34.680 | 42.260 |
| Ananas | 130 | 615 | 1.050 | 1.450 |
| Cola | 3.700 | 4.000 | 4.500 | 5.000 |
| Karité | 280 | 300 | 330 | 340 |
| Coton | 3.720 | 9.900 | 14.850 | 19.500 |
| Tabac | 2.090 | 2.320 | 2.845 | 3.750 |
| Arachide | 7.000 | 8.100 | 13.350 | 17.350 |
| Coprah | 280 | 445 | 550 | 1.350 |
| Palmier sélectionné | 250 | 1.120 | 1.850 | 2.720 |
| Palmier naturel | 2.730 | 2.730 | 2.730 | 2.730 |
| TOTAL | 117.140 | 144.850 | 175.765 | 203.790 |
| TOTAL GENERAL | 232.870 | 273.145 | 316.265 | 360.080 |

Le tableau n° 114 indique l'évolution, par culture, des journées de travail nécessaires à la réalisation des objectifs de production qui ont été fixés. On a distingué dans ce tableau deux groupes :

— le premier groupe englobe l'ensemble des cultures traditionnelles pour lesquelles il n'est pas envisagé d'intervention directe concernant l'amélioration des techniques de production. Il a été admis que le niveau de productivité, par unité de surface ou par quantité produite, se maintiendrait constant pendant la période considérée, bien qu'en région de savane la pratique généralisée des assolements devrait se traduire par un gain de productivité dont il est actuellement difficile de prévoir l'importance ;

— le second groupe concerne les cultures qui font l'objet d'une amélioration des méthodes de production. Les besoins globaux de main-d'œuvre ont été établis en tenant compte des superficies cultivées selon les différents types d'exploitation (culture tradi-

tionnelle, cultures à différents stades de modernisation) et, pour chacun d'eux, des quantités de travail nécessaires.

Une comparaison au niveau national entre les besoins et les disponibilités en travail ne permet pas de juger correctement de l'évolution de la situation, car les structures de production sont dans le pays fort hétérogènes, et les ressources en travail non transférables d'une région à l'autre en dehors de la main-d'œuvre salariée.

Pour tenir compte de cette situation on a tenté, dans le tableau n° 115, une comparaison des besoins et disponibilités en distinguant la région forestière et la région de savane. Bien que très grossière, cette distinction permet une approche intéressante du problème.

Les disponibilités en travail ont été établies sur la base des perspectives démographiques et sur les hypothèses suivantes de travail fourni dans l'année : hommes en forêt 150 jours, hommes en savane 160 jours, femmes 100 jours, enfants 50 jours. Ces dernières données résultent des observations faites au cour des enquêtes régionales.

Du tableau n° 115 se dégagent quelques faits intéressants.

En région forestière, il existe actuellement un déficit de main-d'œuvre de 30 millions de journées de travail qui est effectivement comblé par la présence d'environ 300 000 salariés agricoles en majorité d'origine étrangère. Ce déficit devrait croître au cours de la prochaine décennie.

En région de savane, la situation en 1965 était caractérisée par un véritable sous-emploi, l'excédent théorique se montant à 18 millions de journées. C'est l'existence de cet excédent qui a permis de développer des cultures telles que le coton et le riz à un rythme très rapide de 1965 et 1970.

Les programmes de production qui ont été fixés pour la région de savane conduisent à bouleverser radicalement la situation : le déficit théorique atteindra 12 millions de journées en 1975 et 36 millions en 1980. L'existence de réelles contraintes de travail est déjà manifeste dans certaines régions, celle de Mankono en particulier, où la production cotonnière, après un développement très rapide, plafonne depuis deux ans.

COMPARAISON DES BESOINS ET DES DISPONIBILITES EN TRAVAIL

Tableau N° 115

(en milliers de journées)

| | 1965 | | 1970 | | 1975 | | 1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | F. | S. | F. | S. | F. | S. | F. | S. |
| Besoins en travail . . . . . | 156.800 | 76.100 | 187.100 | 86.100 | 213.200 | 103.000 | 238.900 | 121.200 |
| Disponibilités de travail de la population rurale résidente . . . | 145.200 | 93.900 | 157.200 | 95.400 | 174.500 | 90.600 | 198.300 | 85.400 |
| Déficit. . . . . | 11.600 | | 29.900 | | 38.700 | 12.400 | 40.600 | 35.800 |
| Excédent . . . . . | | 17.800 | | 9.300 | | | | |

F = Forêt S = Savane

Or, le faible revenu procuré par les activités agricoles de la région de savane ne permet pas l'emploi de main-d'œuvre salariée d'origine étrangère et le seul moyen de combler ce déficit consiste à améliorer la productivité du travail. C'est ce qui a conduit à proposer une action intégrant les cultures vivrières dans des assolements comportant le coton et à prévoir le démarrage immédiat d'opérations portant sur la mécanisation.

Ainsi donc, aussi imparfaite que soit l'approche du problème, et aussi critiquables que soient les bases d'évaluation, la méthode utilisée rend compte de l'apparition de réelles contraintes de travail, qui, si elles n'étaient résorbées, remettraient en cause l'ensemble des perspectives de développement des régions de savane.

c) La rémunération du travail paysan

Les évaluations que l'on peut donner dans ce domaine cumulent les imprécisions relatives aux temps de travaux et celles relatives aux rendements et aux prix de certains produits agricoles.

Une grande prudence s'impose donc dans l'interprétation des chiffres qui sont donnés dans le tableau n° 116 ; ceux-ci représentent tout au plus un ordre de grandeur.

La comparaison des rémunérations procurées par les principales cultures pratiquées dans le pays est intéressante car l'expérience montre que le paysan ivoirien, sans pouvoir établir un calcul économique précis, est motivé dans le choix de ses activités par un certain rapport entre le travail fourni et le revenu monétaire procuré. Il faut cependant souligner que le revenu à la journée de travail n'est pas le seul

facteur de décision, d'autres éléments interviennent : la pénibilité de travail fourni, difficilement mesurable quantitativement, la répartition des revenus procurés dans le temps, l'échelonnement des travaux agricoles dans l'année, et, pour les cultures arbustives, le délai d'entrée en production. Des facteurs fonciers sont également à considérer : ainsi, les manœuvres étrangers résidant en région forestière sont rarement autorisés à cultiver le café ou le cacao, et pratiquent la culture du riz ou du coton dont le revenu à la journée de travail est très inférieur.

Les données concernant la rémunération du travail ont été établies comme suit :

— du revenu monétaire brut sont déduits les achats courants, et pour les cultures arbustives un montant représentant la charge d'amortissement. Les salaires ne sont pas pris en compte car on se place dans l'hypothèse d'un exploitant travaillant par ses propres moyens. Pour les plantations arbustives, le revenu se rapporte à la période de pleine production ;

— le travail nécessaire comporte le travail courant en année moyenne, augmenté d'un montant représentant l'amortissement de l'investissement-travail jusqu'à l'entrée en production.

Du tableau n° 116, il ressort que le revenu procuré par les cultures de forêt est nettement supérieur à celui des cultures de savane. La rémunération des salariés étant actuellement de 150 F à 200 F par jour y compris les avantages accordés en nature, on voit que les cultures de savane ne permettent pas l'emploi de main-d'œuvre sauf peut-être, dans certaines conditions, la culture du riz irrigué.

La différence de revenu procuré suscite un flux migratoire important de la savane vers la forêt, en particulier dans l'ensemble de la zone de contact entre celles-ci. Ce phénomène a été pris en compte dans les perspectives démographiques.

Ces considérations renforcent la nécessité d'améliorer la productivité en zone de savane qui évitera à moyen terme une émigration massive de la population.

d) La main-d'œuvre salariée

L'évolution des emplois dans le secteur des plantations industrielles est indiquée au tableau n° 117. Les données pour 1965 paraissent légèrement surestimées notamment pour la banane et le palmier. Toutefois les effectifs plus faibles de 1970 s'expliquent par une amélioration de la productivité en cinq ans : l'établissement des plantations de palmier, qui absorbe la plus grande quantité de main-d'œuvre, est aujourd'hui largement mécanisée, tandis qu'en culture bananière les rendements à l'hectare ont fortement progressé.

Quant aux salariés employés dans les plantations familiales, l'évolution suivante a été retenue : 290 000 en 1970, 355 000 en 1975 et 400 000 en 1980.

## REVENU MONETAIRE NET PAR JOURNEE DE TRAVAIL EN CULTURE FAMILIALE

Tableau N° 116

| CULTURES | | Revenu F/jour |
|---|---|---|
| 1. Riz - irrigué à 1 culture | 4 t/ha | 290 |
| - irrigué à 2 cultures | 8 t/ha | 320 |
| - irrigué à 2 cultures | 10 t/ha | 400 |
| - pluvial amélioré | 2 t/ha | 300 |
| 2. Maïs - culture manuelle | 1 t/ha | 90 |
| - culture manuelle améliorée | 2 t/ha | 235 |
| 3. Café - culture traditionnelle à 350 kg/ha | | 475 |
| - variété sélectionnée à 700 kg/ha | | 640 |
| - variété sélectionnée culture intensive à 1.500 kg/ha | | 560 |
| 4. Cacao - culture traditionnelle | | 525 |
| - culture en régénération à 700 kg/ha | | 730 |
| - variétés sélectionnées à 1.600 kg/ha | | 815 |
| 5. Palmier à huile plantations villageoises à 12 tonnes/ha | | 665 |
| 6. Cocotier - Plantations villageoises sélectionné à 2,7 tonnes/ha | | 870 |
| hybride à 3,2 tonnes/ha | | 930 |
| 7. Hévéa - Plantations villageoises 1.500 kg/ha | | 1.500 |
| 8. Ananas de conserverie à 65 tonnes/ha | | 530 |
| 9. Banane d'exportation à 33 tonnes/ha | | 735 |
| 10. Coton Allen à 1,1 tonne /ha | | 215 |
| 11. Tabac - 1 tonne/ha sans engrais | | 215 |
| - 1,5 tonne/ha avec engrais | | 250 |
| 12. Anacardier à 1 tonne/ha | | 220 |

## NOMBRE DE SALARIES DES PLANTATIONS INDUSTRIELLES

Tableau N° 117

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Ananas | 380 | 795 | 1.000 | 1.300 |
| Banane | 17.000 | 13.300 | 10.800 | 11.200 |
| Hévéa | 3.600 | 4.150 | 6.040 | 6.670 |
| Cocotier | 140 | 230 | 1.260 | 2.890 |
| Palmier sélectionné. | 5.800 | 6.800 | 9.500 | 11.500 |
| Canne à sucre | - | - | 1.500 | 2.000 |
| TOTAL | 26.920 | 25.275 | 30.100 | 35.560 |

3. - *Les produits et équipements à usage agricole*

La modernisation des techniques de production, telle qu'elle est envisagée dans le Plan, nécessitera une consommation accrue de produits et équipements

tels que : engrais, produits phytosanitaires, matériel et outillage.

La récapitulation des besoins par culture est intéressante à divers titres :

— elle donne une indication de l'évolution du degré de technicité des différentes cultures et de l'ensemble du secteur agricole ;

— elle indique les effets d'entraînement que suscite le développement agricole sur certains secteurs du commerce ou de l'industrie liés à l'agriculture.

Il n'a pas été possible de recenser les besoins pour chaque facteur de production. Les indications les plus valables contenues dans les programmes agricoles concernent les engrais, les produits phytosanitaires et les aliments du bétail. Bien que constituant un indicateur intéressant de l'évolution des techniques agricoles liées à l'amélioration de la productivité du travail, un recensement des besoins en matériel agricole n'a pu être fait, en raison de la trop grande diversité des engins, machines et outillages utilisés.

a) Les engrais

Les besoins exprimés en unités d'éléments fertilisants (N.P.K.), en quantités d'engrais et en valeur figurent au tableau n° 118. Ces chiffres sont à considérer avec grande prudence pour certaines cultures.

La plus grande incertitude pèse sur l'évolution de la consommation d'engrais pour le cacaoyer. On a admis que l'emploi de la fumure serait progressivement généralisé dans les cacaoyères plantées en matériel hybride, après l'entrée en production. Les expériences en station de recherche en ont démontré l'intérêt : l'application d'engrais permet de soutenir une production élevée, mais le comportement du paysan est difficilement prévisible.

Dans le cas du riz, la forte progression de la consommation est liée au développement de la culture irriguée qui exige un niveau de fertilisation élevé.

BESOINS D'ENGRAIS PAR CULTURE

Tableau N° 118

| | 1965 | | | 1970 | | | 1975 | | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Quantités | | Valeur | Quantités | | Valeur | Quantités | | Valeur | Quantités | | Valeur |
| | Milliers d'unités N.P.K. | Tonnes d'engrais | millions de F.CFA | Milliers d'unités N.P.K. | Tonnes d'engrais | millions de F.CFA | Milliers d'unités N.P.K. | Tonnes d'engrais | millions de F.CFA | Milliers d'unités N.P.K. | Tonnes d'engrais | millions de F.CFA |
| Riz | 335 | 520 | 15 | 2.182 | 5.520 | 156 | 9.010 | 22.770 | 629 | 11.825 | 22.685 | 836 |
| Maïs | 21 | 102 | 2 | 350 | 1.700 | 37 | 645 | 3.131 | 69 | 766 | 3.720 | 82 |
| Produits maraîchers | - | - | - | - | - | - | P.M. | 1.000 | 30 | P.M | 1.600 | 50 |
| Agrumes et fruits divers | - | - | - | - | - | - | 310 | 1.000 | 30 | 1.860 | 6.000 | 180 |
| S/ total branche 01 | 356 | 622 | 17 | 2.532 | 7.220 | 193 | 9.965 | 27.901 | 758 | 14.451 | 34.005 | 1.148 |
| Cacao | 838 | 1.488 | 34 | 3.600 | 8.000 | 184 | 8.027 | 17.840 | 410 | 28.684 | 63.745 | 1.236 |
| Palmier à huile | 1.231 | 2.187 | 41 | 6.470 | 11.138 | 209 | 8.942 | 15.305 | 285 | 13.121 | 22.625 | 418 |
| Cocotier | 1.059 | 1.875 | 32 | 1.878 | 3.111 | 56 | 3.622 | 6.000 | 108 | 7.412 | 12.277 | 221 |
| Hévéa | 683 | 2.054 | 41 | 248 | 531 | 11 | 1.029 | 2.123 | 44 | 1.518 | 3.242 | 67 |
| Banane | 6.149 | 14.917 | 345 | 9.636 | 22.995 | 556 | 8.289 | 19.782 | 478 | 8.646 | 20.633 | 499 |
| Ananas | 1.376 | 3.254 | 70 | 4.022 | 9.433 | 199 | 6.134 | 14.703 | 321 | 6.741 | 16.812 | 389 |
| Coton | 655 | 1.792 | 49 | 3.928 | 9.280 | 255 | 6.080 | 15.200 | 418 | 8.320 | 20.800 | 572 |
| Arachide d'huilerie | - | - | - | - | - | - | 1.032 | 2.150 | 32 | 1.543 | 3.215 | 48 |
| Canne à sucre | - | - | - | - | - | - | 2.250 | 4.500 | 90 | 3.000 | 6.000 | 120 |
| Kénaf | - | - | - | - | - | - | 960 | 2.400 | 66 | 1.200 | 3.000 | 83 |
| S/ total branche 02 | 11.991 | 27.567 | 612 | 29.782 | 64.488 | 1.470 | 46.365 | 100.003 | 2.252 | 80.185 | 172.349 | 3.653 |
| TOTAL | 12.347 | 28.189 | 629 | 32.314 | 71.708 | 1.663 | 56.330 | 127.904 | 3.010 | 94.636 | 206.354 | 4.801 |

Pour les autres cultures, les prévisions devraient être atteintes dans la mesure où les programmes seront réalisés. Il est cependant possible que l'épuisement des terres ou la recherche d'une meilleure productivité, conduisent à préconiser un niveau de fertilisation plus élevé et une composition différente des formules actuellement utilisées.

Ces réserves étant faites, la consommation d'engrais qui atteindra 70 000 tonnes en 1970 devrait presque tripler en 1980. Ces perspectives favorables ont conduit un groupe privé à construire une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire, qui entrera en activité en 1970 (voir le chapitre 4 sur « L'expansion industrielle »).

b) Les produits phytosanitaires

En raison du développement de cultures particulièrement exposées aux attaques de parasites, telles que le cacaoyer, le cotonnier et le palmier, la consommation de produits phytosanitaires augmentera à un taux de 5 % par an comme l'indique le tableau n° 119. Des ateliers de formulation et de conditionnement existent déjà en Côte-d'Ivoire et leurs activités sont donc appelées à s'étendre.

En plus des produits phytosanitaires, l'utilisation de désherbants chimiques pourrait prendre un développement très rapide au cours de la prochaine décennie. De nombreuses expérimentations sont conduites dans les instituts de recherche qui, dans les prochaines années, déboucheront sur des applications pratiques, notamment pour le palmier, le cocotier, le coton et éventuellement le riz. L'application de désherbants chimiques pourra dans une large mesure pallier les déficits prévisibles de main-d'œuvre dans certaines régions. Il conviendrait donc d'intensifier les recherches dans ce domaine.

BESOINS EN PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Tableau N° 119 (en millions de F.CFA)

| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Cacao | 84 | 502 | 614 | 788 |
| Palmier à huile | 71 | 247 | 349 | 494 |
| Cocotier | P.M. | P.M. | P.M. | P.M. |
| Banane | 140 | 123 | 106 | 110 |
| Ananas | 34 | 129 | 210 | 275 |
| Coton | 358 | 418 | 546 | 618 |
| TOTAL | 687 | 1.419 | 1.825 | 2.285 |

c) Les aliments du bétail

Le principal secteur consommateur d'aliments est l'aviculture moderne qui, comme il a été indiqué à propos du programme élevage, prendra une extension considérable. Les besoins en aliments évolueront comme suit :

Tableau N° 120

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Quantités en tonnes | 10.000 | 25.000 | 60.000 |
| Valeur en millions de F. CFA | 300 | 750 | 1.800 |

B. - Evolution des principales dépenses des programmes agriculture - forêt - pêche

Il convient de rappeler que les dépenses de plusieurs opérations agricoles importantes ont été établies à partir d'évaluations très sommaires, aucun projet détaillé n'étant disponible au moment de l'élaboration du présent document.

Cette remarque concerne quelques grandes opérations sectorielles : café, ananas d'exportation, banane, kénaf, canne à sucre et élevage. Parmi les opérations de développement intégré, il faut signaler que le schéma d'aménagement du Sud-Ouest et le projet de reclassement des populations de Kossou sont encore à l'état d'esquisse, tant en ce qui concerne la nature et le calendrier des réalisations que l'évaluation des dépenses afférentes à chaque type d'action. Il en est de même des opérations de développement intégré des régions de Boundiali et Korhogo. Les dépenses relatives à toutes ces opérations sont donc à considérer comme des ordres de grandeur.

Ainsi que l'indique le tableau n° 121, les programmes qui nécessiteront les dépenses les plus élevées au cours de la période 1971-1975 sont, par ordre d'importance décroissante : le palmier à huile (près de 12 milliards), le riz (près de 9 milliards, mais ceci comprend la création du barrage du Haut-Bandama dans la région de Korhogo), le coton (5,7 milliards), la canne à sucre et le kénaf (5 milliards environ chacun). Il faut noter cependant que les dépenses du palmier en blocs industriels, de la canne à sucre et du kénaf, seront en partie couvertes par les recettes résultant de la vente des produits.

On constate, par ailleurs, que le volume des dépenses au cours du quinquennat 1971-1975 est pratiquement identique à celui de la période 1976-1980, ce qui, à première vue, paraît assez irréaliste et conduirait à mettre en doute les méthodes d'évaluation.

Il faut considérer d'abord que la période 1971-1975 sera marquée par un niveau de dépenses exceptionnel dû :

— au reclassement des populations de la zone d'inondation du lac de Kossou ainsi qu'à la mise en place d'une infrastructure d'accueil des migrants dans le Sud-Ouest ;

— à un rythme élevé de plantation de caféiers et cacaoyers sélectionnés ;

— au démarrage des opérations canne à sucre et kénaf.

La période 1976-1980 se caractérise par contre, pour certains programmes, par une réduction notable des dépenses en valeur absolue ou en valeur relative. Ceci concerne les opérations où un allègement notable de l'encadrement devrait intervenir, telles que : le programme A.V.B. (le reclassement des populations se terminant vers 1975, une contraction de l'effectif du personnel est à prévoir), la régénération cacaoyère et le coton dans les zones où l'opération est en cours depuis 1965-1970.

Les investissements de la période 1976-1980 dépendent, pour les plantations arbustives et les aménagements hydro-agricoles (riz, sucre), des objectifs ou prévisions de 1985.

On a, dans toute la mesure du possible, essayé d'en tenir compte, mais l'exploration de l'avenir à un horizon aussi lointain est malaisée, en raison des

# RECAPITULATION DES DEPENSES DU SECTEUR AGRICULTURE - FORETS - PECHE

Tableau N° 121

(en millions de F CFA)

| PROGRAMMES | 1971 - 1975 | | | 1976 - 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis! | Fonction! | TOTAL | Investis! | Fonction! | TOTAL |
| 1. Agriculture vivrière - élevage (Branche 01) | | | | | | |
| Riz | 5.780 | 2.944 | 8.724 | 3.000 | 1.910 | 4.910 |
| Produits maraîchers | 146 | 548 | 694 | 120 | 584 | 704 |
| Agrumes et fruits divers | 28 | 177 | 205 | 25 | 255 | 280 |
| Elevage | 1.324 | 2.276 | 3.600 | 1.215 | 3.015 | 4.230 |
| TOTAL | 7.278 | 5.945 | 13.223 | 4.360 | 5.764 | 10.124 |
| 2. Agriculture industrielle et d'exportation (Branche 02) | | | | | | |
| Café | 142 | 2.010 | 2.152 | 100 | 2.206 | 2.306 |
| Cacao | 2.538 | 3.759 | 6.297 | 1.394 | 4.144 | 5.538 |
| Palmier à l'huile | 8.206 | 3.453 | 11.659 | 11.837 | 4.973 | 16.810 |
| Cocotier | 3.941 | 250 | 4.191 | 5.281 | 966 | 6.247 |
| Hévéa | 2.730 | - | 2.730 | 4.815 | - | 4.815 |
| Banane | 517 | 527 | 1.044 | 428 | 550 | 978 |
| Ananas | 1.340 | 1.020 | 2.360 | 1.000 | 1.500 | 2.500 |
| Coton Allen | 730 | 4.972 | 5.702 | 615 | 5.473 | 6.088 |
| Arachide p.m. | - | - | - | - | - | - |
| Canne à sucre | 3.843 | 1.148 | 4.991 | 1.920 | 2.310 | 4.230 |
| Kénaf | 3.635 | 900 | 4.535 | 700 | 2.220 | 2.920 |
| Anacardier | 7 | 80 | 87 | 8 | 120 | 128 |
| Avocat p.m. | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 27.629 | 18.119 | 45.748 | 28.098 | 24.462 | 52.560 |
| 3. Opérations de développement intégré | | | | | | |
| Aménagement de la vallée du Bandama | 1.340 | 1.227 | 2.567 | 300 | 503 | 803 |
| Aménagement du Sud-Ouest | 1.349 | 483 | 1.832 | 863 | 639 | 1.502 |
| Operation Brobo-Diabo (Bouaké) | 1.038 | 531 | 1.569 | 441 | 666 | 1.107 |
| Opération Mankono | 638 | 484 | 1.122 | 329 | 612 | 941 |
| Opération Boundiali | 424 | 106 | 530 | 810 | 60 | 870 |
| Opération Korhogo | 454 | 151 | 605 | 860 | 85 | 945 |
| Operation Koulodio-Binéda (Bouna) | 65 | 50 | 115 | 100 | 200 | 300 |
| Opérations intégrées 1976-80 | - | - | - | 2.600 | 1.200 | 3.800 |
| TOTAL | 5.308 | 3.032 | 8.340 | 6.303 | 3.965 | 10.268 |
| 4. Exploitation forestière (Branche 03) | | | | | | |
| Conservation du Domaine Forestier et reboisement | 3.018 | - | 3.018 | 5.000 | - | 5.000 |
| 5. Pêches (Branche 04) | | | | | | |
| Pêche maritime et lagunaire | 130 | 148 | 278 | 20 | 80 | 100 |
| Pêche continentale | 830 | 229 | 1.059 | 252 | 236 | 488 |
| TOTAL | 960 | 377 | 1.337 | 272 | 316 | 588 |
| 6. TOTAL DES DEPENSES | 44.193 | 27.473 | 71.666 | 44.033 | 34.507 | 78.540 |

incertitudes concernant l'évolution de la demande mondiale ou même intérieure qui conditionne la fixation des objectifs de 1985.

Il est possible que les investissements de la période 1976-1980 soient supérieurs à ceux qui ont été retenus dans les domaines suivants :

— café et cacao : dans l'hypothèse où la diffusion des variétés sélectionnées conduirait à un abandon massif des plantations traditionnelles existantes ;

— les grands aménagements hydro-agricoles sur la Marahoué, le Bafing ou le Cavally dont les possibilités de mise en valeur sont inconnues ou encore mal définies.

C. - LE PERSONNEL D'ENCADREMENT

L'emploi de techniques de production de plus en plus élaborées, dans un nombre croissant de cultures, exigera des moyens accrus en personnel d'encadrement.

Aussi convient-il d'en évaluer les besoins par une récapitulation de l'ensemble des programmes.

Les mêmes observations que celles qui ont été faites à propos des dépenses sont à formuler ici : les évaluations sont très grossières, pour un nombre relativement important de projets agricoles.

Il s'y ajoute, dans le cas du personnel, une autre incertitude. Pour les grandes opérations qui ont été lancées à partir de 1965, le personnel d'encadrement au niveau le plus bas devrait progressivement être allégé dans les zones et pour les planteurs qui sont encadrés depuis plus de 5 à 7 ans, et qui, de ce fait, devraient être parvenus à une maîtrise satisfaisante des techniques de culture. Cette hypothèse d'allègement progressif de l'encadrement a été admise en principe dans l'évaluation des besoins en personnel de toutes les opérations agricoles, mais il est évident que, dans le cas où elle ne se réaliserait pas, l'ensemble des prévisions serait à revoir et ceci affecterait en conséquence les dépenses qui sont liées au personnel d'encadrement.

Les possibilités d'alléger l'encadrement des opérations parvenues à ce que l'on pourrait qualifier de régime de croisière, dépendront, pour une large part, de la mise en application des propositions qui seront formulées plus loin sur les méthodes d'encadrement et l'animation rurale. Ces propositions s'inscrivent dans le cadre d'une politique visant à amener le paysan à une participation plus active aux actions de développement, afin de prendre progressivement le relais des organismes d'intervention dans un certain nombre de domaines.

Le tableau n° 122 donne la récapitulation des besoins en personnel concernant les opérations prévues dans le domaine de l'agriculture proprement dite. Il eut été intéressant de donner une prévision des besoins concernant l'élevage, qui fait cependant appel à un personnel de qualification différente, mais les projets d'élevage sont encore trop mal définis, pour qu'une prévision réaliste puisse être établie.

Diverses constatations se dégagent du tableau n° 122.

De 1965 à 1970, le personnel total d'encadrement a triplé. Cela s'explique par la mise en œuvre d'importantes opérations de modernisation agricole nécessitant un effectif nombreux, telles que la régénération cacaoyère, le développement de la riziculture, les programmes coton et palmier.

Pour la période 1971-1980 :

— les effectifs d'encadreurs et de surveillants devraient progresser jusqu'en 1975, puis décroître progressivement. Ceci résulte des hypothèses adoptées concernant l'allègement de l'encadrement de base ;

— les autres effectifs devraient progresser fortement de 1970 à 1975, puis augmenter modérément de 1976 à 1980.

Il convient de signaler que les effectifs d'ingénieurs, et, dans une moindre mesure, ceux d'ingénieurs des travaux agricoles (I.T.A.) sont sous-estimés. Le personnel de direction et de conception de la plupart des sociétés parapubliques n'a pas été pris en compte lorsque son activité n'était pas directement liée à la réalisation d'un programme particulier. C'est le cas notamment pour la SODEPALM et la SODEFEL dont les activités sont multiples. Les besoins réels pour l'ensemble des sociétés d'intervention peuvent être évalués à 35 ingénieurs en 1970, 60 en 1975 et 70 ingénieurs en 1980.

## A) RECAPITULATION DES DIFFERENTS BESOINS EN ENCADREMENT - VULGARISATEURS AGRICOLES

Tableau N° 122

| | Encadreurs. Surveillants | | | | Assistants, Conducteurs, Moniteurs | | | | Chefs de zone I.T.A | | | | Ingénieurs | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Riz | 80 | 550 | 439 | 400 | 10 | 93 | 90 | 90 | 3 | 23 | 23 | 23 | 1 | 7 | 7 | 7 |
| Maïs | - | P.M. | P.M. | P.M. | - | P.M. | P.M. | P.M. | - | P.M. | P.M. | P.M. | - | P.M. | P.M. | P.M. |
| Programme maraîcher | - | 9 | 40 | 50 | - | 4 | 8 | 10 | - | 1 | 2 | 2 | - | 1 | 1 | 1 |
| Agrumes et fruits divers | - | 15 | 30 | 50 | - | 2 | 5 | 7 | - | 1 | 1 | 2 | - | - | - | - |
| Café | - | 10 | 340 | 350 | - | - | - | - | - | 21 | 25 | 25 | - | 1 | 2 | 2 |
| Cacao | 350 | 510 | 847 | 410 | 50 | 115 | 193 | 162 | 15 | 21 | 21 | 21 | 1 | 3 | 3 | 3 |
| Palmier à huile P.V. | 18 | 91 | 159 | 246 | 6 | 24 | 40 | 62 | - | 3 | 6 | 11 | - | - | - | - |
| Cocotier P.V. | 12 | 18 | 27 | 42 | - | - | - | - | 4 | 6 | 9 | 14 | - | - | - | - |
| Hévéa P.V. | - | 3 | 18 | 18 | - | - | - | - | - | 3 | 3 | 3 | - | - | 1 | 1 |
| Banane | - | 27 | 36 | 41 | - | 8 | 9 | 10 | - | 5 | 7 | 8 | - | 4 | 4 | 4 |
| Ananas | 12 | 96 | 200 | 240 | - | 24 | 50 | 60 | - | 4 | 9 | 11 | - | 2 | 3 | 4 |
| Coton | 300 | 671 | 833 | 600 | 40 | 79 | 112 | 120 | 10 | 17 | 22 | 24 | 3 | 7 | 10 | 10 |
| Tabac | 4 | 32 | 50 | 80 | - | - | - | - | 1 | 2 | 4 | 6 | - | 1 | 1 | 1 |
| Anacarde | - | - | 20 | 30 | - | - | 2 | 3 | - | - | 1 | 2 | - | - | - | - |
| S. total | 776 | 2.032 | 3.039 | 2.557 | 106 | 349 | 509 | 524 | 33 | 107 | 133 | 152 | 5 | 26 | 32 | 33 |
| ARSO | - | 70 | 310 | 310 | - | 10 | 46 | 61 | - | 1 | 10 | 12 | - | 1 | 3 | 5 |
| AVB | - | 100 | 234 | 120 | - | 10 | 23 | 12 | - | 3 | 6 | 3 | - | 1 | 2 | 1 |
| Brobo-Diabo | - | - | 75 | 72 | - | - | 18 | 18 | - | - | 6 | 4 | - | - | 6 | 5 |
| Mankono | - | - | 100 | 100 | - | - | 11 | 11 | - | - | 3 | 3 | - | - | - | - |
| Boundiali-Tingréla | - | - | 48 | (1) 10 | - | - | 7 | 2 | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - |
| Korhogo | - | - | 45 | (2) 20 | - | - | 9 | 3 | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - |
| Opérations intégrées 1976-80 | - | - | - | 300 | - | - | - | 45 | - | - | - | 12 | - | - | - | - |
| S. total | - | 170 | 812 | 932 | - | 20 | 114 | 152 | - | 4 | 27 | 36 | - | 2 | 11 | 11 |
| TOTAL | 776 | 2.202 | 3.851 | 3.489 | 106 | 369 | 623 | 676 | 33 | 111 | 160 | 188 | 5 | 28 | 43 | 44 |

(1) Plus le personnel CFDT (2) Plus le personnel SATMACI et CFDT

## B) RECAPITULATION DES DIFFERENTS BESOINS EN ENCADREMENT - PERSONNEL NON VULGARISATEUR

| | Surveillants | | | | Assistants | | | | Chefs de blocs | | | | Ingénieurs | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
| Palmier à huile BI | 94 | 108 | 151 | 182 | 18 | 42 | 48 | 63 | 11 | 12 | 14 | 19 | - | - | - | - |
| Cocotier BI | 3 | 4 | 21 | 47 | 1 | 5 | 15 | 20 | 4 | 6 | 9 | 14 | - | - | - | - |
| Hévéa BI | - | 20 | 64 | 76 | - | 10 | 26 | 33 | - | 4 | 10 | 10 | - | 3 | 5 | 7 |
| Canne à sucre | - | - | 25 | 34 | - | - | 4 | 5 | - | - | 2 | 2 | - | - | 2 | 2 |
| Total | 97 | 132 | 261 | 339 | 19 | 57 | 93 | 121 | 15 | 22 | 35 | 45 | - | 3 | 7 | 9 |
| TOTAL GENERAL A + B | 873 | 2.334 | 4.112 | 3.828 | 125 | 426 | 716 | 797 | 48 | 133 | 195 | 233 | 5 | 31 | 50 | 53 |

PV = Plantations villageoises. BI = Blocs industriels

### D. - Structures et méthodes d'intervention

#### 1. - *Les organismes d'intervention*

Les actions de développement agricole ont, jusqu'à une date récente, été confiées à des sociétés parapubliques spécialisées dans une ou plusieurs cultures.

Cette orientation était motivée par la nécessité de porter en priorité les efforts sur les cultures qui assurent une augmentation rapide des revenus monétaires du paysan et contribuent le plus efficacement à la croissance économique du pays.

Les sociétés actuellement existantes, ainsi que leurs domaines respectifs d'activité sont :

— la S.A.T.M.A.CI, qui comporte une section café-cacao, une section riz et une section ranches de multiplication ;

— la SODEPALM, qui est responsable des programmes palmier et cocotier ;

— la C.F.D.T., qui assure l'encadrement et l'usinage du coton ;

— la SODEFEL, dont le champ d'activité englobe l'ensemble des fruits et légumes.

De nouvelles sociétés spécialisées sont en cours de création ou prévues :

— la SODERIZ, qui reprendra l'activité riz de la SATMACI ;

— la SODESUCRE, qui se chargera du programme sucre ;

— la SODHEVEA, qui assurera la mise en œuvre du programme hévéa ;

— la SODELVAGE qui reprendra la section ranch de la SATMACI et un ensemble d'activités réalisées à l'heure actuelle directement par le Ministère de la Production Animale.

La réalisation de vastes opérations de développement intégré, ainsi que les orientations nouvelles concernant l'intervention en région de savane, nécessitent la création de nouvelles structures et une modification du champ d'activité de certaines sociétés existantes.

Deux sociétés para-publiques ont déjà été créées pour répondre à ces exigences :

— l'Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama (A.V.B.) ;

— l'Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest (A.R.S.O.).

Deux organismes autonomes, dont la nature n'est pas encore précisée, seront créés pour la mise en œuvre des opérations intégrées de Brobo-Diabo (région de Bouaké) et de Mankono.

Pour la réalisation des programmes et opérations intégrées couvrant les départements de Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali et Odienné, il conviendra de mettre en place une structure appropriée, qui pourrait être une société régionale de développement. Une décision devrait assez rapidement être prise en raison de l'ampleur et de la diversité des actions à entreprendre.

Enfin, le champ d'activité de la future SODERIZ et de la C.F.D.T. sera modifié.

Cette dernière société encadrera, outre la culture du coton, les cultures qui entrent en assolement avec celle-ci : le riz pluvial, le maïs, l'arachide d'huilerie. La future SODERIZ abandonnera donc pratiquement l'encadrement du riz pluvial en savane mais conservera cependant le riz irrigué.

2. - *Les méthodes d'intervention*

a) La modernisation agricole

Le chapitre consacré aux opérations intégrées a exposé les raisons pour lesquelles il est indispensable d'agir au niveau de l'exploitation agricole prise dans son ensemble, et non pas sur quelques cultures déterminées, et d'intervenir sur l'environnement agricole pour éliminer certains blocages au développement. Les méthodes et moyens à mettre en œuvre ont été suffisamment explicités pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.

Cette réforme des méthodes d'intervention portera en priorité sur les régions de savane, où elle s'impose avec urgence.

En région forestière où la situation est moins critique qu'en région de savane, les sociétés qui ont la charge des programmes sectoriels devront :

— étudier l'incidence de leur action sur l'ensemble de l'exploitation agricole des paysans qu'elles encadrent, et notamment sur le calendrier des travaux agricoles ;

— éviter une concurrence inutile entre elles au niveau du paysan, par une concertation réciproque. Ceci est particulièrement nécessaire dans le Sud du pays, où existe une grande diversité de spéculations agricoles ;

— intervenir, le cas échéant, dans des domaines qui ne sont pas strictement de leur ressort (cultures vivrières, commercialisation, pistes).

b) L'action sur les paysans

La mise en place d'un encadrement très dense (1 encadreur pour 50 à 100 paysans) a permis, dans la plupart des grandes opérations lancées à partir de 1965, une progression rapide des techniques et cultures nouvelles (culture du coton Allen, régénération cacaoyère, riziculture irriguée, palmier à huile). Mais à mesure que les techniques sont assimilées, l'encadrement doit progressivement être allégé car, sans cela, les dépenses des programmes agricoles deviennent d'un poids excessif pour le budget de l'Etat.

Il faut donc préparer le paysan à prendre progressivement la relève des agents d'encadrement en lui donnant une formation appropriée. Le contenu précis de cette formation sera explicité dans la partie traitant de la modernisation du monde rural. Aussi se bornera-t-on ici à en résumer les principes.

La vulgarisation ne doit pas se limiter à faire exécuter par le paysan des techniques de culture, il faut lui en expliquer la portée, de sorte qu'il en perçoive lui-même l'intérêt et continue d'appliquer ces techniques en l'absence d'agents d'encadrement.

L'agriculture moderne nécessite l'emploi de produits phytosanitaires, d'engrais et de matériel agricole. La distribution de ces facteurs de production est assurée par les sociétés d'intervention qui les cèdent à crédit au paysan et assurent la réparation et l'entretien du matériel. La fourniture de services et de crédit exige un personnel nombreux dont le poids financier pour l'Etat est très lourd. Il faut donc que progressivement les paysans assurent par eux-mêmes leurs approvisionnements, en constituant à cet effet des groupements et, plus tard, des coopératives, qui puissent fonctionner par elles-mêmes. Cela exige une action de formation des paysans concernant

la gestion des exploitations, l'entretien et la réparation du matériel et de l'outillage, l'organisation des achats et les méthodes de crédit agricole. Les groupements de planteurs serviront également à la collecte, à la préparation et à la vente des produits agricoles, assurant ainsi au producteur un revenu plus élevé.

Cette réforme des méthodes d'intervention qui est, dans certains programmes, déjà amorcée, exige qu'on donne une formation adaptée à l'ensemble du personnel d'encadrement.

Pour amener le paysan à participer activement à son propre développement, il conviendra d'agir également sur le comportement de la société rurale dans son ensemble par l'animation rurale. On se reportera à cet effet à l'exposé qui en est donné dans le paragraphe V traitant de la modernisation du monde rural.

3. - *La conception et le contrôle des actions de développement agricole*

La prochaine décennie sera marquée par un nombre croissant d'opérations de développement agricole de caractère de plus en plus complexe (installation de migrants, aménagement du territoire, actions sur l'environnement agricole).

Il faudra donc accorder une attention particulière à la conception et à la préparation des projets, au contrôle de leur exécution et établir un bilan précis de leurs effets économique et sociaux. Ce dernier point est particulièrement important pour les opérations de mécanisation prévues en régions de savane.

Il parait souhaitable de créer à cette fin au sein du Ministère de l'Agriculture une cellule spécialisée d'économie rurale.

E. - LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

1. - *Les produits agricoles d'exportation ou destinés à l'industrie locale*

La plupart de ces produits font l'objet d'une réglementation concernant les prix et les conditions de commercialisation. De plus, un mécanisme de stabilisation des prix fonctionne pour les principaux produits exportés.

Le paysan est donc assuré de pouvoir écouler sa production à un prix qui est fixé au début de chaque campagne.

La constitution de groupements ou de coopératives permettrait cependant d'améliorer les prix de vente et d'accroitre ainsi les revenus des paysans. Une action dans ce sens est entreprise par le Centre National de Promotion des Entreprises Coopératives.

2. - *Les produits destinés à la consommation intérieure*

En dehors du riz, le commerce de ces produits s'effectue par le libre jeu de l'offre et de la demande. En raison des fluctuations de la production agricole, par rapport à une demande relativement stable, et d'une organisation commerciale traditionnelle souvent déficiente et anarchique :

— le paysan n'est pas toujours assuré d'écouler sa production ;

— les prix au producteur connaissent de fortes fluctuations saisonnières et annuelles ;

— les pertes au stockage et en cours de transport sont considérables ;

— les marges commerciales sont excessives.

Cette situation risque, à la longue, de provoquer une désaffection pour certaines productions destinées au marché intérieur.

En outre, au cours de la prochaine décennie, le volume des transactions de produits agricoles devrait croître en fonction de l'évolution de la population urbaine et la demande se concentrera sur quelques villes importantes ; l'agglomération d'Abidjan atteindra, voire dépassera le million d'habitants en 1980.

Il est très improbable que le commerce traditionnel puisse se réorganiser par lui-même et assurer ses fonctions à un coût raisonnable pour la collectivité.

Une intervention de l'Etat est donc nécessaire, mais elle se doit d'être souple et adaptée à chaque type de produits.

Il conviendra, tout d'abord, d'avoir une connaissance très précise du fonctionnement des circuits commerciaux existants. Les informations en ce domaine sont soit inexistantes soit très fragmentaires. Des études sont nécessaires avant de prendre des mesures concrètes sous peine d'aboutir à de graves mécomptes.

Dans l'état actuel de la commercialisation, les produits pour lesquels une intervention de l'Etat s'impose en priorité sont :

— les denrées agricoles périssables telles que les fruits et les légumes et éventuellement la banane plantain et l'igname ;

— le maïs et éventuellement les mils et sorgho ;

— le bétail et la viande.

Concernant les circuits de commercialisation, il conviendra d'organiser en priorité l'approvisionnement de l'agglomération d'Abidjan et de trois ou quatre grandes villes de l'intérieur.

Les actions à entreprendre dans les zones de production porteront sur la constitution de groupements de vente ou de coopératives, la création de marchés de regroupement (produits vivriers et bétail), le conditionnement des produits (fruits et légumes), l'amélioration des techniques traditionnelles de conservation des produits et la mise en place d'installations modernes de stockage.

Au cas où le secteur privé serait totalement déficient dans l'écoulement de certaines productions, la commercialisation pourrait être réalisée directement par les sociétés d'Etat mais cela uniquement à titre transitoire.

Concernant l'agglomération d'Abidjan, il faudrait envisager immédiatement la création d'un marché de gros des produits vivriers ainsi que d'une halle centrale des fruits et légumes équipée d'installations modernes. En outre, un réseau de distribution témoin pourrait être mis en place pour régulariser les prix de détail. Une amélioration du circuit de commercialisation du bétail et de la viande sera obtenue par la construction d'un abattoir frigorifique moderne et par la réorganisation du marché du bétail et de la viande qui est déjà en cours.

Les mesures proposées pour Abidjan seront appliquées, en fonction des circonstances, aux grandes villes de l'intérieur.

### F. - La recherche et l'expérimentation

La Côte-d'Ivoire dispose d'un secteur de recherche agronomique très développé dont les travaux ont permis de réaliser des progrès remarquables dans la plupart des grandes cultures d'exportation (palmier, cocotier, café, cacao, hévéa, fruits). La création d'un secteur de recherche portant sur les cultures vivrières (I.R.A.T.) est plus récente et, de ce fait, les résultats sont encore relativement peu nombreux, mais ce retard devrait être rattrapé rapidement.

Dans le domaine de la production animale, il conviendrait d'intensifier les recherches et, à l'exception du Centre de Recherche Zootechnique de Bouaké, de conduire les travaux avec plus de méthode et de rigueur scientifiques. C'est à cette fin qu'il a été proposé, au chapitre de l'élevage, de créer une division de la recherche au sein du Ministère de la Production Animale.

Une place prioritaire devra être accordée, dans l'ensemble des travaux de recherche, aux techniques susceptibles d'améliorer la productivité du travail et cela spécialement en zone de savane où, pendant la prochaine décennie, de sérieux blocages risquent de se manifester. Parmi les techniques à étudier citons : la mécanisation des travaux culturaux et le défrichement, les désherbants chimiques et les assolements culturaux.

Les secteurs de prévulgarisation, dont le rôle est de mettre en pratique les résultats obtenus en stations de recherche, devront poursuivre et intensifier leurs activités afin de mettre au point des systèmes d'exploitation moderne, en région de savane, qui permettent d'assurer aux producteurs un revenu comparable à celui des régions forestières.

## V. - LA MODERNISATION DU MONDE RURAL

La modernisation du monde rural est l'une des sept options fondamentales du Plan 1971-1975.

Elle touche :
— l'exploitation agricole ;
— le cadre de vie ;
— le mode de vie.

Le problème concerne donc le monde rural dans sa totalité. Il devra s'articuler autour de trois actions principales :
— l'intervention agricole ;
— la promotion des ruraux ;
— l'équipement du monde rural.

Nombreuses sont les expériences d'animation rurale qui, pour n'avoir pris en compte qu'un seul de ces éléments, ont fait naître chez le paysan le besoin de changement sans pouvoir le satisfaire. D'où la nécessité d'une double action à la fois sur les hommes (promotion des ruraux) et sur le milieu (équipement du monde rural).

### A. - La promotion des ruraux

Les actions actuelles de promotion sont de deux types :

#### 1. - *L'encadrement agricole*

Vise à augmenter la productivité du paysan, donc son revenu. Conçu et mis en œuvre par les Sociétés d'intervention (C.F.D.T. - SATMACI), il a surtout consisté en des actions sectorielles dont le but était :
— de lui assurer ses approvisionnements en semences, produits de traitement, engrais et matériel nécessaires à la culture prescrite ;
— de commercialiser les produits de cette culture (exception faite du café et du cacao).

Les résultats de cet encadrement ont été spectaculaires. Le produit brut des exploitations agricoles ivoiriennes a presque doublé en 10 ans.

Cependant des problèmes apparaissent tant au niveau de l'Etat que du paysan :

— Au niveau de l'Etat :

L'accroissement global des revenus des paysans cache des disparités importantes entre les régions et, à l'intérieur des régions, entre les zones. Ces disparités devront être, dans une certaine mesure, corrigées.

L'encadrement agricole nécessite de gros investissements. Un problème de financement risque d'apparaître au cours de la décennie. En outre, la concurrence entre les sociétés d'intervention freine l'augmentation de la production dans certaines zones.

— Au niveau du paysan

La politique sectorielle empêche l'apparition de véritables exploitations agricoles, la surface défrichée pour une culture n'étant pas utilisée, dans le cadre d'un assolement défini, pour une autre culture.

Le système d'encadrement dense est peu éducatif, il fait exécuter des gestes, mais ne modifie pas le comportement individuel. Le paysan a une mentalité d'assisté qui l'empêche de prendre des initiatives.

La famille rurale, unité de production et de consommation et centre d'échanges, n'a pas été considérée en elle-même. On n'a pas cherché à la promouvoir dans son ensemble. Les femmes en particulier ne reçoivent, en milieu rural, aucune formation. Or, on a constaté dans toutes les régions que les réticences des femmes et des jeunes étaient un frein réel à la croissance. D'autre part, l'utilisation des revenus monétaires (quand ils existent) à des fins d'investissement dans l'exploitation agricole ou pour la modernisation du cadre de vie, reste encore très marginale. Une formation globale de la famille rurale devrait remédier à ces insuffisances.

Enfin, des blocages apparaissent au niveau de la productivité. L'étroitesse du calendrier agricole limite en effet les surfaces cultivées et certaines zones cotonnières plafonnent déjà. Comme les cultures pratiquées en savane ne donnent pas un produit brut permettant l'emploi de salariés, les revenus des agriculteurs de ces régions n'augmenteront pas sensiblement. Une première solution à ce type de problème sera recherchée, dans le lancement de quelques « opérations intégrées ».

En forêt, les déficits en force de travail peuvent être comblés par une main-d'œuvre salariée. L'augmentation du coût de cette dernière réduit considérablement les revenus des planteurs. Au Sud comme au Nord, l'exode des jeunes enlève au monde rural ses éléments les plus dynamiques et aggrave le problème.

#### 2. - *La scolarisation*

Sur 60 000 enfants sortant du CM 2, 10 000 à 12 000 sont pris en charge par l'enseignement secondaire technique ou agricole, les 50 000 autres ne reçoivent aucune autre formation. La plupart du temps, ils quittent le monde rural, le privant d'un facteur privilégié de modernisation.

La scolarisation n'a donc pu jouer le rôle de promotion du milieu qui aurait dû être le sien. Son contenu trop étranger à la société rurale n'a eu sur celle-ci qu'un impact négatif.

Cependant, avec la télévision scolaire qui doit s'étendre rapidement à tout le territoire, une réforme

pédagogique capitale devrait être mise en application. On peut espérer qu'elle modifiera radicalement les données actuelles et sera un atout important pour le développement des campagnes ivoiriennes ; surtout si les jeunes, quittant l'école sans pouvoir poursuivre leurs études, sont préparés, dans le cadre d'une animation globale du milieu, à leur futur métier d'exploitant rural.

Ainsi les facteurs actuels de promotion du monde rural apparaissent comme insuffisants et contiennent en eux-mêmes leurs propres limites :

— l'augmentation des revenus risque d'être bloquée si les paysans ne deviennent pas de véritables exploitants agricoles ;

— la scolarisation n'a pas d'impact réel sur la promotion des ruraux puisqu'elle provoque la plupart du temps le départ de ceux qui en bénéficient.

Enfin, dans la politique actuelle, l'intervention de l'Etat change, au besoin par des méthodes coercitives, le mode de vie et de production. Il devrait normalement s'ensuivre, à terme, un changement des mentalités, avec l'apparition d'une classe de paysans entrepreneurs, capables d'initiatives individuelles ou collectives. Or certains paysans accèdent déjà à un niveau de technique relativement élevé et leur nombre ira croissant. Force est de constater qu'actuellement leur participation aux opérations entreprises par l'Etat est purement passive.

L'objectif principal de la promotion du monde rural réside dans la recherche d'une autonomie progressive des paysans vis-à-vis d'un Etat qui pourra de moins en moins intervenir à leur place. Les paysans doivent prendre le relais de l'Etat dans l'initiative économique, technique et sociale et, tout au moins partiellement, dans le financement du développement rural.

## B. - Objectifs de la promotion rurale

Les objectifs de la formation des ruraux peuvent être définis comme suit :

— former des exploitants agricoles ;

— former l'ensemble des ruraux, hommes et femmes, pour qu'ils soient les acteurs du processus de *modernisation du milieu rural* ;

— former les jeunes pour qu'ils introduisent dans ce processus le dynamisme supplémentaire nécessaire;

— promouvoir l'organisation professionnelle du milieu rural.

### 1. - *La formation des exploitants agricoles*

L'encadrement agricole actuel ne constitue pas un système de formation. En effet :

— il est de nature sectorielle alors que la formation de l'exploitant est nécessairement polyvalente ;

— il consiste à apporter aux paysans les semences et les recettes techniques nécessaires au développement d'une culture, alors que la formation doit viser à l'adoption consciente des techniques et à une autonomie progressive de l'agriculteur vis-à-vis de l'encadrement.

Or, l'agriculteur moderne doit :

— utiliser le plus rationnellement possible la surface de son exploitation et développer chacune de ses productions en fonction de la vocation des sols ;

— maintenir entre les différentes spéculations, un équilibre rendu nécessaire pour utiliser au maximum les moyens de production. Un examen attentif du calendrier des travaux, de ses contraintes et des assolements possibles est indispensable avant de décider des productions à mettre en place ;

— chercher à moderniser ses moyens de production ;

— organiser, avec d'autres agriculteurs, ses approvisionnements et la commercialisation des produits de manière à diminuer ses charges et à augmenter ses recettes (achats et ventes groupés).

### 2. - *La formation des jeunes ruraux*

Elle devra s'adresser à l'ensemble des jeunes.

Prolongeant un enseignement primaire radicalement transformé, elle aura un triple objectif :

— aider les jeunes à être des moteurs de la modernisation rurale ;

— les aider à devenir des paysans modernes ;

— faciliter leur insertion dans la vie de la famille et du village.

Ces trois objectifs de formation sont inséparables. Ils partent en effet de l'analyse du même milieu et visent à sa transformation. Notons cependant que la formation des ruraux devra avoir des aspects spécifiques pour les hommes, les femmes et les jeunes. La différenciation sociale des rôles et des fonctions entraîne la mise en place d'un système de formation appliqué de façon spécifique par trois catégories de formateurs.

### 3. - *L'organisation professionnelle du milieu rural*

Une nouvelle structuration du milieu rural est rendue nécessaire pour plusieurs raisons :

— l'encadrement ne devrait plus s'adresser à des individus mais à des groupes. Sans cela son coût sera prohibitif ;

— le crédit, qui se développe très rapidement, ne devra plus être fait à des individus mais à des groupes de paysans qui seront responsables de la distribution du crédit et de son remboursement.

Le groupe de paysans sera le seul interlocuteur de l'organisme de crédit agricole.

*Les avantages de groupements pour l'organisation des approvisionnements et la commercialisation* sont trop connus pour être précisés davantage.

*Enfin* toute la politique d'équipement du monde rural ne pourra prendre un grand essor que si elle repose sur une organisation sociale du milieu rural.

L'objectif est donc de faire passer le milieu rural d'un certain type d'organisation traditionnelle à un autre type capable de résoudre les problèmes posés par la modernisation du monde rural.

Ceci implique que la politique de groupements ne soit ni systématique ni imposée d'en haut. Elle doit avoir pour but, lorsque le milieu rural aura pris conscience de la nécessité d'une organisation d'un type nouveau, d'aider les paysans à s'organiser.

Toute la politique de formation doit viser à provoquer cette nouvelle organisation professionnelle.

## C. - Les moyens a mettre en œuvre

### 1. - *Encadrement agricole et promotion des ruraux*

Ce sont les deux moyens à mettre en œuvre afin de promouvoir de véritables exploitants agricoles et des organisations professionnelles responsables. Ces deux moyens correspondent à des fonctions bien distinctes.

Il est évident que le même homme ne peut transmettre des ordres, des directives précises et solliciter des paysans des avis qui pourront aboutir à leur modification en fonction de conditions locales spécifiques.

Les « interventions » des services techniques en milieu rural ne peuvent jouer un rôle de formation. Qu'elles soient le fait de l'agriculture ou d'autres départements, elles ont une fonction essentielle et déjà difficile à remplir qui est celle de « centrale de services ». La formation des ruraux doit les rendre réellement demandeurs et utilisateurs de ces services.

### 2. - *Pédagogie de la promotion*

Le système pédagogique repose sur deux données principales : la formation des leaders et l'alternance.

Ce qui est recherché c'est une promotion de masse et non de quelques individus préalablement sélectionnés. Mais cette formation de masse ne sera possible que par l'intermédiaire de leaders acceptés par la société traditionnelle. Désignés par les villageois, ils seront les nouveaux meneurs de leur développement et recevront à cette fin une formation spécifique.

Au cours de stages de formation, on examinera les problèmes d'assainissement du village, de santé, d'économie domestique, d'utilisation des revenus, d'éducation des enfants.

Ces stages alterneront avec des études sur le terrain. Les observations faites au village et sur les champs feront l'objet d'analyses au cours de stages conduisant à l'acquisition de vues nouvelles et à l'apprentissage de nouvelles techniques qui seront ensuite appliquées pour le progrès des agglomérations rurales et de leurs terroirs.

Les conseillers d'animation devront tenir compte des problèmes propres aux hommes, aux femmes et aux jeunes.

#### a) Participation des hommes au développement

Dans un village donné, discussions, réunions, visites des champs et de l'agglomération, permettront au conseiller d'animation de se faire une idée des problèmes qui se posent. Il sera alors demandé aux villageois de désigner parmi eux plusieurs représentants qui pourront aller à un premier stage d'animateurs « parler du développement du village en leur nom ».

C'est à l'issue de ce premier stage que sera décidé un premier *programme de transformation du village*, ajusté aux « interventions » décidées par ailleurs.

*Puis suivra l'accompagnement des actions.* Le conseiller visitera aussi souvent que possible les villageois pour résoudre un certain nombre de difficultés, pour vaincre des incompréhensions. A cette fin, il sera amené à étudier certains problèmes sociaux et économiques. C'est à partir de là qu'il verra les manques, les carences et les moyens à mettre en œuvre. C'est dans cette optique qu'il organisera avec les encadreurs des journées rurales portant sur tel ou tel thème mal compris et se déroulant dans le village en cause.

Cette première phase réalisée, *on préparera une phase ultérieure d'action.* Par exemple, après un premier programme comprenant le lancement de la culture du riz et le forage d'un puits (accompagné d'une action d'éducation sanitaire), on décidera d'étendre la culture du riz, d'introduire la culture attelée, de former un groupement coopératif et, dans le domaine de l'équipement, de construire une école.

Les leaders qui auront suivi le premier stage de formation générale, seront repris pour des stages plus courts au centre de formation du secteur. Ce dernier accueillera pour des stages de formation générale d'autres futurs animateurs.

La formation s'ajuste donc en permanence sur l'intervention. Corrélativement, les avis recueillis auprès des paysans pendant les stages et les journées rurales peuvent amener à modifier les programmes d'intervention.

Ainsi un processus a été engagé. L'action préparée et soutenue par le conseiller d'animation rurale est prolongée grâce à lui. S'efforçant de se mettre à la place des paysans, il a pu faire progresser un groupe et l'amener à prendre ses responsabilités. La pédagogie mise en œuvre apparaît ainsi entièrement orientée sur la participation des intéressés au développement de leurs villages et de leurs terroirs. Cette participation amènera, à terme, des groupements professionnels à prendre en charge une partie du personnel d'encadrement et de formation dépendant actuellement de l'Etat ou des sociétés d'intervention.

b) Participation des femmes au développement

Les femmes, comme les hommes, ont à prendre en charge les changements à opérer dans leur mode de vie et de travail. Or, bien souvent les femmes refusent les innovations car elles ne sont pas consultées pour les décisions prises au village. Ce problème de leur participation implique qu'une sorte d'apprentissage de conduites nouvelles leur soit proposé. Ceci nécessitera l'accord préalable des autorités traditionnelles.

Dans un premier temps, il sera capital d'aller des faits aux idées : commencer par enseigner aux femmes des techniques de simplification de leurs tâches. Mises en confiance par des expériences pratiques réussies, elles seront plus facilement amenées à un stade de réflexion sur leur statut et leur rôle au village et dans la famille.

Les femmes prendront conscience de leur valeur, du rôle qu'elles jouent dans la vie sociale et économique de la famille et du village. Elles seront amenées à réfléchir sur leurs attitudes, leurs comportements, leurs activités. Elles souhaiteront le changement nécessaire et désireront le prendre en charge elles-mêmes. Enfin cette pédagogie de la réflexion amènera les femmes à trouver d'elles-mêmes les solutions à leurs problèmes et à déboucher sur l'action.

Un certain nombre d'actions de modernisation sont possibles très rapidement : aménagement des puits existants, moulins à céréales, outils ménagers, utilisation rationnelle des produits traditionnels, garderie des enfants ; toutes ces actions seront organisées dans une perspective globale d'éducation des femmes du village et déboucheront vite sur la nécessité d'une organisation féminine touchant cette fois-ci aux cultures pratiquées par les femmes, à la commercialisation de leurs produits.

Une des premières tâches de cette action pédagogique sera d'amener les femmes des villages à choisir parmi elles des leaders qui représenteront leur collectivité aux stages d'animation et qui démultiplieront l'action des conseillères. Etre animatrice dans un village ne donne aucun droit, aucun privilège, ce nouveau rôle n'impose que des devoirs. Ce sont les animatrices qui feront naître chez les autres femmes le désir d'innover dans la voie du développement.

c) La promotion des jeunes ruraux

Les jeunes se prépareront à devenir des paysans modernes, des agents de la promotion rurale, assumant leurs responsabilités dans la vie de leur famille et celle du village.

Pour cela, ils devront recevoir une formation, personnelle, professionnelle et sociale, directement orientée vers la vie.

Les principes pédagogiques appliqués à l'organisation de l'éducation extra-scolaire des jeunes ruraux seront définis et retenus en fonction des niveaux de formation visés.

● *Ce type de formation s'écartera délibérément de toute ressemblance avec la scolarisation.*

Il se diffusera par les actions de « formation - animation » décrites par ailleurs.

● L'action directe d'animation sera privilégiée : les moyens de communication de masse, telles que la radio et la télévision seront utilisés seulement comme instruments complémentaires.

● *L'éducation devra s'insérer dans la vie du milieu.* Les programmes seront donc variés, définis en fonction des conditions locales, élaborés, dans chaque cas, en rapport étroit avec les problèmes du village.

Ils comporteront des actions spécifiques, mais une part importante de la formation des jeunes se concrétisera dans la participation aux activités économiques et sociales de l'ensemble de la communauté, dans le cadre de son action de promotion rurale.

Cette méthode facilitera l'intégration recherchée des jeunes dans la communauté. Elle permettra une constante adaptation au réel vécu et fournira le champ d'observations et d'activités pratiques nécessaire à l'acquisition des connaissances et aptitudes.

● Dans la préparation de ce programme de participation aux activités du village, *il faudra toutefois prendre en considération la mentalité, la fonction et le statut social des jeunes, face aux adultes.*

On tiendra compte, par exemple, des éléments de conflits entre générations. Le choix des interventions dans la vie du village et des actions spécifiques sera fait en tenant compte de ces éléments, pour éviter d'opposer sans profit les jeunes aux vieux.

Apparemment complexe, cette méthode pédagogique respecte, en fait, une démarche de pensée naturelle et peut être appliquée à des éléments concrets et simples en vue d'une initiation aux disciplines retenues.

La formation portera ainsi sur l'ensemble de la vie rurale. Les thèmes utilisables sont très nombreux. On s'attachera toutefois à les choisir en fonction des possibilités d'intervention. Il sera également indispensable qu'ils sous-tendent en permanence le progrès *économique* des zones concernées. Comme on le verra plus loin, le système proposé en matière d'équipement du monde rural part du principe que l'Etat porte ses efforts principalement sur l'aide économique. Pour ce qui concerne les équipements sociaux et l'infrastructure, la participation de l'Etat aux investissements suppose une participation des villageois. Il faudra donc maintenir le primat de la formation technique et économique, pour faciliter les efforts déployés en matière d'intervention économique.

Ceci est aussi vrai pour les hommes que pour les femmes et pour les jeunes. C'est dans la mesure où le progrès économique, conçu dans le cadre de promotion déjà décrit, sera rapide que les paysans, demandeurs de « social », auront les moyens de le payer.

## D. Les structures

### 1. *L'office de promotion rurale*

*Le service de l'Animation Rurale en tant que service d'exécution* sera transformé en un *Office de Promotion Rurale*. Cet office public sera chargé :

— de la conception des programmes et de la pédagogie des actions de promotion rurale (hommes, femmes et jeunes) ;

— de la formation des cadres d'animation (au centre de formation des cadres existant à Bouaké) ;

— du recyclage du personnel d'encadrement agricole ;

— de fournir aux sociétés de développement intégré, qui mettraient en œuvre des programmes de promotion rurale, le personnel nécessaire ;

— de lancer des opérations de promotion rurale dans les régions où n'interviennent pas de sociétés de développement.

L'Office de Promotion Rurale sera dirigé par un Conseil d'Administration comprenant les Ministères Techniques intéressés à la promotion rurale et notamment les Ministères du Plan, de l'Agriculture, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports, du Travail et des Affaires Sociales, de l'Education Nationale, de la Santé, de l'Enseignement Technique, des Forces Armées et du Service Civique.

Toutes ces administrations pourront ainsi participer à la définition et à la mise en œuvre de programmes d'animation, par nature polyvalents.

a) Niveaux d'intervention

Les cadres géographiques d'intervention se situeront à trois niveaux : pays rural, sous-préfecture, région.

Le niveau de base sera le « pays rural » petite zone groupant en moyenne 5 000 habitants et polarisée par un village-centre. Cette zone comprend en moyenne 10 villages.

Le deuxième niveau sera celui de la *sous-préfecture* ou du *groupe de sous-préfectures*. La population concernée sera de 30 000 habitants en moyenne. Le secteur sera donc divisé en 5 pays ruraux de 5 000 habitants, plus la zone entourant la sous-préfecture.

Le troisième niveau sera celui de la région.

b) Le personnel

A chacun de ces niveaux, le personnel de promotion nécessaire devrait être le suivant :

*Au niveau du pays rural*, trois conseillers d'animation assureront la promotion de base.

*Le niveau « secteur »* (sous-préfecture ou groupe de sous-préfectures) serait placé sous la responsabilité d'un chef de secteur, chargé de la formation des hommes, assisté d'une formatrice et d'un responsable des jeunes. Les stages de formation se dérouleront dans un « Centre de formation des Animateurs Ruraux » (C.F.A.R.).

*Le niveau régional* devrait assurer deux fonctions distinctes et complémentaires : la direction opérationnelle des actions de formation et la formation des cadres.

Pour cela il devrait être doté d'un responsable de la formation des hommes qui assure la direction générale, assisté de deux adjoints, une formatrice et un responsable de la formation des jeunes.

### 2. - *Les organisations professionnelles*

L'un des objectifs majeurs de la promotion est l'organisation professionnelle des ruraux qui leur permettra de prendre progressivement en charge leur propre développement et de se donner une certaine autonomie économique et sociale.

Ceci suppose la création de structures professionnelles aux mêmes niveaux que les structures d'intervention.

Au village, le groupement des cultivateurs devrait organiser le stockage des récoltes et le ravitaillement de ses adhérents en produits et matériels.

Au village-centre, chef-lieu du pays rural, une coopérative devrait desservir les groupements de village et commercialiser leurs productions.

Au chef-lieu de sous-préfecture ou de préfecture devrait naître, avec le temps, des groupements de coopératives.

La récente création du « Centre National de Promotion des Entreprises Coopératives » permet d'envisager la relance du mouvement coopératif sur des bases plus saines que par le passé.

La législation prévoit deux sortes de groupements :

— les groupements à vocation coopérative ;

— les coopératives proprement dites.

Le passage d'un stade à l'autre est subordonné à l'agrément du Gouvernement.

Le premier stade, qui constitue une période probatoire d'un à trois ans, permet d'étudier les conditions économiques et le fonctionnement de la coopérative, de former les coopérateurs et les dirigeants de la coopérative.

A l'heure actuelle, un inventaire se poursuit en vue du recensement des groupements coopératifs qui fonctionnent encore.

Dès janvier 1970, au vu des premiers résultats de cet inventaire, le Centre National de Promotion des Entreprises Coopératives a commencé à fonctionner.

Ce centre est destiné à former : des agents de la sous-direction des coopératives, des dirigeants de coopératives, des animateurs bénévoles sélectionnés parmi les adhérents, des comptables, des secrétaires de coopératives.

Cette action de formation de type professionnel sera complétée par une action d'assistance auprès de toutes les coopératives, au fur et à mesure que leurs dirigeants auront été formés par le Centre.

Dans un premier temps, l'action d'assistance du Centre s'exercera dans des zones sélectionnées et de préférence pour des opérations pilotes entraînant, soit la réorganisation de coopératives anciennes, soit la création de groupements nouveaux.

En particulier, le Centre participera, par ses actions de promotion et de formation, à la création de groupements pré-coopératifs.

Dans les centres urbains, des coopératives de consommation devraient permettre l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés et constituer un marché privilégié pour les produits vivriers.

Dans les centres semi-urbains et urbains, des coopératives d'artisans offriraient à leurs adhérents la possibilité de bénéficier de l'encadrement.

Dans le cadre des opérations d'animation rurale entreprises sur onze sous-préfectures du département du Centre, les actions de promotion de la production agricole sont maintenant accompagnées d'actions d'organisation de la commercialisation par le moyen des centres d'échange. De plus, un certain nombre d'actions visant à changer les conditions de vie au village (habitat, urbanisme villageois, hygiène) sont entreprises. Elles réclament un artisanat qualifié et organisé capable de répondre à la demande paysanne. Or, actuellement, il existe un assez grand nombre d'artisans pour répondre à cette demande. Mais ces derniers sont peu qualifiés, manquent d'organisation dans leur travail, ne sont pas groupés par corps de métier, ne connaissent pas de forme d'organisation interprofessionnelle par secteur (bâtiment par exemple).

Il est donc nécessaire d'entreprendre des *actions de promotion artisanale* qui pourraient revêtir trois formes :

— former de jeunes artisans (apprentissage) ;

— perfectionner des artisans déjà formés ;

— organiser les professions par corps de métier et par secteur (coopératives).

Il semble que l'on puisse maintenant créer un groupe de coopératives (menuiserie, maçonnerie et plus tard mécanique et travail des métaux) dans chacune de ces sous-préfectures. Chaque coopérative serait assistée d'un moniteur.

A partir des résultats de ces expérimentations, le nombre des coopératives sera augmenté au cours du quinquennat 1971-1975 ; l'Office de Promotion de l'Entreprise Ivoirienne sera chargé de leur apporter son assistance technique.

### 3. - *Investissements et frais de fonctionnement*

Les actions d'animation seront d'abord centrées sur les zones d'opérations intégrées, celles couvertes par les sociétés de développement A.V.B., A.R.S.O., les régions du Nord et de l'Ouest.

Les investissements et les frais de fonctionnement à prévoir sont les suivants :

Tableau N° 123 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements | 200 | 400 |
| Frais de fonctionnement | 1 500 | 3 000 |

## VI. - L'EQUIPEMENT DU MONDE RURAL

### A. - Situation actuelle et objectifs

Des hommes, des femmes et des jeunes désireux de prendre leurs responsabilités, de passer d'un monde traditionnel à un monde de progrès, de s'organiser en groupements modernes professionnels ou autres, ne pourront le faire sans un équipement minimum. D'autre part, ils ne pourront accepter de vivre à la campagne que si des possibilités leur sont données d'y avoir des conditions de vie acceptables.

C'est dire que les objectifs d'équipement du monde rural doivent concerner tous les domaines, économiques et socio-culturels.

Nous avons vu l'importance de l'effort à accomplir sur le plan de l'exploitation agricole et des structures professionnelles.

Dans les autres secteurs, éducation nationale, santé publique, information, loisirs, équipement des villages, la situation actuelle se caractérise par le sous-équipement du monde rural par rapport au milieu urbain, et par des disparités entre les régions et à l'intérieur même des régions.

1. - *L'éducation nationale*

La mise en place d'un enseignement télévisé doit rendre les redoublements dans l'école primaire exceptionnels. Les enfants qui fréquenteront cette école auront donc d'ici quelques années entre 7 et 12 ans. Par suite, l'objectif doit être d'obtenir, dans chaque région, un nombre de classes capable d'accueillir les jeunes de ces tranches d'âge. Le rapport des enfants scolarisés à la population scolarisable de 7 à 12 ans donne dès maintenant une indication sur la mesure dans laquelle les différentes régions du pays ont ou non atteint ce stade.

Tableau N° 124

| Régions | Taux d'inscription | Observations |
|---|---|---|
| Centre | 63 % | Le taux d'inscription est le rapport de tous les enfants scolarisés, quel que soit leur âge, à la population scolarisable de 7 à 12 ans. Le taux d'inscription moyen en Côte-d'Ivoire, au 1.1.1970, est de 66 %. |
| Centre-Ouest | 98 % | |
| Est | 65 % | |
| Nord | 28 % | |
| Ouest | 50 % | |
| Sud-Ouest | 70 % | |
| Sud | 106 % | |

On voit combien la partie sud du pays est en avance sur la partie nord et l'effort qui va être demandé aux régions de savane, qui sont les plus pauvres, pour obtenir un taux de scolarisation de 100 % en 1985.

Des écarts importants existent également à l'intérieur des régions, ainsi, dans la région de l'Est, entre le département d'Abengourou où le taux d'inscription dépasse 100 % et celui de Bondoukou où il n'est que de 65 %.

A l'intérieur des régions comme entre celles-ci, l'objectif sera, pendant le plan quinquennal 1971-1975, de réduire les disparités.

2. - *La santé publique*

En matière de Santé Publique, on constate des écarts analogues, dans la couverture sanitaire du pays en 1969 (Abidjan non compris).

*Médecine hospitalière :*

— Médecins

1 pour 34 400 habitants dans le Centre-Ouest
1 pour 88 400 habitants dans l'Ouest

— Sage-femmes

1 pour 34 400 habitants dans le Centre-Ouest
1 pour 128 000 habitants dans le Nord

— Infirmiers

1 pour 4 500 habitants dans le Centre
1 pour 10 000 habitants dans l'Ouest.

*Médecine Sociale*

— Médecins

1 pour 137 700 habitants dans le Centre-Ouest
1 pour 384 800 habitants dans le Nord

— Infirmiers

1 pour 7 100 habitants dans le Centre-Ouest
1 pour 13 300 habitants dans le Nord.

Un des objectifs du second Plan Quinquennal sera de rendre plus homogène la couverture sanitaire du pays.

3. - *L'information*

Les critères du minimum d'information, définis par l'UNESCO sont de : 10 quotidiens pour 100 habitants, 5 récepteurs radio pour 100 habitants.

En 1966, en Côte-d'Ivoire, on comptait pour 100 habitants : 1.75 journal quotidien, 1,7 récepteur radio (55 000 au total) et 0,15 récepteur de télévision (5 000 au total).

L'analphabétisme du monde rural limitera encore longtemps une forte expansion des quotidiens. Cependant, l'élévation du niveau de vie, l'organisation des transports, un pourcentage de plus en plus fort de jeunes scolarisées, joints aux efforts d'alphabétisation, peuvent assurer à moyen terme une augmentation sensible de la diffusion du quotidien national.

C'est évidemment sur la radio et la télévision éducative que l'effort principal portera. Un programme destiné aux adultes devrait suivre l'implantation de la télévision scolaire en milieu rural.

Quant à la Radiodiffusion ivoirienne, son action dans les campagnes doit être beaucoup plus importante qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant. Le rôle éducatif qu'elle peut jouer n'a été qu'ébauché. Elle touche à grande distance des auditeurs de tous âges, lettrés ou non, et l'intensité de l'écoute dans les villages est très grande. Elle est l'expression moderne de l'enseignement oral traditionnel. Elle peut aisément servir à des campagnes d'information et de sensibilisation des masses. C'est dans cette optique qu'il conviendra de mettre en œuvre de véritables programmes régionaux, en langues vernaculaires et française, capables de mobiliser les populations sur des objectifs concrets.

4. - *Les loisirs*

C'est sans doute dans le domaine des loisirs que les besoins des masses sont le moins satisfaits. En effet, les équipements socio-culturels existants s'adressent exclusivement aux populations urbaines et semi-urbaines.

Les jeunes sont particulièrement sensibles à cette carence. De quels loisirs voudraient-ils disposer ?

La liste en est connue : les sports en équipe, le cinéma, la danse en premier lieu, l'expression théâtrale, la lecture, les loisirs éducatifs en second lieu.

En faveur des jeunes comme des adultes, un effort d'équipement et d'organisation du monde rural devra être entrepris dans le domaine socio-culturel, dont on a jusqu'à maintenant trop sous-estimé l'importance.

5. - *L'aménagement des villages*

Des efforts méritoires ont été faits en matière de lotissement, mais ils ont surtout concerné les localités de plus de 2 000 habitants.

Les opérations d'habitat rural entreprises touchent, quant à elles, une minorité et ne sont pas assez adaptées aux possibilités de remboursement des habitants qui en bénéficient.

En ce qui concerne l'hydraulique, si la majeure partie des localités de plus de 2 000 habitants ont été équipées, la plupart des villages restent à munir d'un point d'eau. D'autre part, faute de soins, une partie importante des équipements déjà réalisés ne fonctionne plus.

*En fait, pour les équipements économiques comme pour les équipements sociaux, l'aménagement des villages pose un problème* de hiérarchisation des sites habités. Les efforts entrepris jusqu'à maintenant l'ont été de façon désordonnée. Or, dans chaque petite zone rurale existent plusieurs types d'établissement, chacun justiciable d'une infrastructure déterminée : le campement, le hameau, le village et ce qui semble une agglomération d'un niveau supérieur et qu'on pourrait qualifier de village-centre. Il s'agit dès lors :

— d'organiser les différentes agglomérations en petites zones de 3 000 à 10 000 habitants et d'environ 5 km de rayon, dont les pôles seraient des villages-centre ;

— de définir les grilles d'équipements souhaitables correspondant à chaque type d'agglomération ;

— d'ajuster les programmes aux possibilités de participation des villageois afin, notamment, de voir correctement entretenus les aménagements réalisés ;

— d'aider les régions les plus pauvres à rattraper une partie de leur retard en matière d'équipement.

De la sorte, on devrait pouvoir atténuer les disparités dans les conditions de vie des populations et assurer partout un niveau minimum d'équipement économique et socio-culturel, indispensable pour freiner l'exode rural des jeunes Ivoiriens.

## B. - Moyens et structures de financement

1. - *Les équipements individuels*

L'accroissement des équipements individuels ne peut passer que par une augmentation des crédits aux paysans. Cette question est particulièrement importante pour les jeunes qui manquent le plus souvent du petit capital de départ qui leur permettrait de se mettre à leur compte. Le crédit individuel étant exclu, le problème ne pourra être résolu que dans la mesure où se développeront des *associations villageoises ou intervillageoises* commercialisant les produits de leurs adhérents et constituant *de ce fait une caution valable pour les prêts qui leur auront été consentis.*

2. - *Les équipements collectifs*

Leur diffusion ne peut se faire que dans le cadre d'un aménagement d'ensemble des villages qui prenne en compte non seulement les équipements, mais l'aménagement des terroirs.

Le Ministère du Plan a mis au point une méthode qui permettra de proposer à chaque région *un ensemble de villages-centre devant polariser et desservir des « pays ruraux »* de quelques milliers d'habitants et de quelques kilomètres carrés de superficie.

Des grilles d'équipement adaptables à chaque région seront établies, pour préciser l'infrastructure souhaitable dans chaque type d'agglomération (hameau, village, village-centre). Si des équipements comme les puits, les écoles, la télévision scolaire doivent descendre assez bas, d'autres aménagements seront concentrés dans les villages-centre. Ainsi la quasi-totalité des habitants des régions devrait se trouver à portée de services permettant à chacun d'améliorer ses conditions de vie matérielle et culturelle et aux jeunes d'envisager leur avenir dans le terroir où ils sont nés.

C. - LES FONDS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT RURAL (F.R.A.R.)

Si les aménagements collectifs d'intérêt national ou régional à réaliser en milieu rural doivent naturellement continuer à être financés sur le budget de l'Etat, les équipements collectifs d'intérêt local doivent relever d'un mode de financement particulier. Du fait de leur caractère local, les populations doivent avoir en effet des responsabilités directes dans leur implantation, leur construction et leur entretien. Les autorités nationales sont trop loin de la base pour engager ces responsabilités : il convient donc de faire des régions les maîtres-d'œuvre des programmes à exécuter en ce domaine. Cependant, une aide financière de l'Etat est indispensable. Si les aménagements collectifs d'intérêt local restaient, comme actuellement, en quasi-totalité à la charge des populations rurales, les régions pauvres ne pourraient jamais rattraper leur retard. Pour toutes ces raisons est décidée la création de Fonds Régionaux d'Aménagement Rural.

Un Fonds Régional d'Aménagement sera créé par Région.

Chaque fonds ne s'intéressera qu'aux équipements concernant les habitants des campagnes. Un compte spécial d'affectation sera ouvert au Trésor pour chacun d'eux.

Son Comité Directeur sera présidé par le Président de la Commission Régionale de Développement et comprendra, outre les Préfets responsables des départements concernés, des représentants des Ministères du Plan, des Finances et des principaux Ministères Techniques.

Le secrétariat général du Fonds sera assuré par le Délégué Régional du Plan.

*Chaque fonds sera alimenté par* : une contribution de la collectivité nationale, l'aide extérieure, la participation des populations, qui concernera une partie plus ou moins grande (selon la région et le type d'équipement) des investissements.

Celle-ci donnera lieu, conjointement ou non, à des contributions en espèces (virées au Trésor qui en créditera le Fonds), en journée de travail, ou en apport de matériaux.

*L'Etat fera annuellement à chaque Fonds une dotation globale assortie de pourcentages visant telle ou telle catégorie d'équipements.* Ces pourcentages, qui pourront varier chaque année, indiqueront la part du coût unitaire des ouvrages que l'Etat acceptera de voir imputer sur sa dotation. Il pourra y avoir plusieurs taux à l'intérieur d'une même région afin de faciliter l'équipement de zones particulièrement en retard.

A la base, le village-centre sera, dans la mesure du possible, le niveau auquel sera organisé la programmation. Les fiches de projet remplies à cette occasion seront, une fois le financement décidé par le Comité Directeur du Fonds, de véritables contrats entre la population concernée et l'Administration fixant les engagements de l'une et de l'autre.

Cette régionalisation des procédures d'équipement permettra de garantir aux tâcherons locaux et aux petites entreprises de la région un volume important de travaux. La création d'équipes d'artisans et de petites entreprises sera ainsi encouragée.

1. - *Programme 1971-1975 d'aménagement collectif d'intérêt local*

La période 1971-1975 verra la première phase d'un programme d'équipement qui s'étalera sur une durée d'environ 15 ans. Au bout de ce temps, l'ensemble des pays ruraux devrait bénéficier des aménagements minimum définis plus haut.

Afin de déterminer le montant de l'aide financière que l'Etat devra consacrer à ce programme, le pays a été divisé en quatre zones de revenus :

— la zone 1 comprend la région du Nord, le département de Katiola, celui de Bouaké à l'exception des sous-préfectures de Yamoussoukro, Toumodi, M'Bahiakro, Prikro, celui de Bondoukou à l'exception des sous-préfectures de Bondoukou, Tanda, Yakassé, Koun-Fao ;

— la zone 2 comprend la région de l'Ouest ;

— la zone 3 comprend la région du Centre-Ouest et le département de Bouaflé ;

— la zone 4 le reste du territoire, moins la région du Sud-Ouest qui pourra bénéficier de financements spéciaux.

Le revenu monétaire moyen par tête d'habitant était en 1965 :

— pour la zone 1 de 3 200 francs ;

— pour la zone 2 de 6 400 francs ;

— pour la zone 3 de 13 400 francs ;

— pour la zone 4 de 23 000 francs.

Le nombre des pays ruraux, estimé en prenant pour base la population de 1980 et une moyenne d'un pays rural pour 5 000 habitants, sera de 200 pour la zone 1, 95 pour la zone 2, 100 pour la zone 3 et 310 pour la zone 4, soit 705 au total.

## 2. - *Investissements*

***Le coût des investissements à réaliser annuellement sur une période de 15 uns est estimé dans le tableau ci-après :***

**Tableau N° 125** — en millions de F CFA

| Type d'équipement \ Zone de revenu | I | II | III | IV | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Pistes | 90 | 40 | 45 | 134 | 309 |
| Hydraulique | 287 | 115 | 113 | 214 | 729 |
| Edilité | 47 | 22 | 23 | 74 | 166 |
| Santé | 47 | 22 | 23 | 74 | 166 |
| Enseignement | 190 | 90 | 40 | 210 | 530 |
| Socio-culturel | 14 | 6 | 7 | 20 | 47 |
| Marchés | 7 | 3 | 3 | 11 | 24 |
| Equipement des groupements (stockage, etc.) | 66 | 32 | 34 | 104 | 236 |
| Elevage | 13 | 6 | 7 | 21 | 47 |
| Total | 761 | 336 | 295 | 862 | 2.254 |
| Divers 10 % | 76 | 33 | 30 | 86 | 225 |
| Total général | 837 | 369 | 325 | 948 | 2.479 |

Soit un programme annuel de *2.5 milliards par an* et un programme global de *37 milliards sur 15 ans.*

Pour déterminer la part qui devrait être supportée par l'Etat, on a estimé que les équipements pourraient être subventionnés en moyenne à 85 % dans la zone 1, 70 % dans la zone 2, 35 % dans la zone 3 et 15 % dans la zone 4. Ce dernier pourcentage n'est pas négligeable ; si des aménagements comme les écoles ou les dispensaires sont financés entièrement par la population, il représente pour les autres équipements une participation de l'Etat de 25 %.

L'application de ces pourcentages donnent les résultats suivants :

**Tableau N° 126** — en millions de F CFA

| Zone de revenu | Montant par an du programme | Aide de la puissance publique En pourcentage | Part de l'Etat et de l'aide extérieure | Part des populations |
|---|---|---|---|---|
| Zone I | 837 | 85 % | 708 | 129 |
| Zone II | 369 | 70 % | 260 | 109 |
| Zone III | 325 | 35 % | 116 | 209 |
| Zone IV | 948 | 15 % | 146 | 802 |
| Totaux | 2.479 | | 1.230 | 1.249 |

La part des populations représenterait actuellement par tête d'habitant une contribution annuelle de :

— 110 francs pour la zone 1.
soit 3,3 % du revenu monétaire 1965 ;
— 230 francs pour la zone 2.
soit 3,7 % du revenu monétaire 1965 ;
— 480 francs pour la zone 3.
soit 3,7 % du revenu monétaire 1965 ;
— 700 francs pour la zone 4.
soit 3,0 % du revenu monétaire 1965.

Cette contribution semble aisément supportable. Elle sera d'ailleurs de moins en moins lourde, avec l'élévation du niveau de vie du paysan ivoirien, en particulier dans le Nord du pays où vont être réalisés d'importants programmes de développement agricole.

La mise en œuvre des Fonds Régionaux d'Aménagement Rural nécessitera naturellement quelques années de rodage. On peut dans ces conditions estimer à 3,8 milliards la dotation de l'Etat à ces fonds pendant la période 1971-1975. Le rythme de croisière de 1,2 milliard par an serait atteint au cours du quinquennat suivant et le programme serait réalisé en 17 ans.

CHAPITRE 4

# L'EXPANSION INDUSTRIELLE

# AVANT-PROPOS

Un programme n'est pas seulement une prévision. Il est sûr que les techniques de prévision économique nous renseignent utilement sur les niveaux que pourra atteindre dans l'avenir la consommation des différents produits. Il est sûr également que l'ajustement de la production à la demande obéit souvent à des mécanismes internes sans attendre une intervention étatique. Mais l'idée même de planification présuppose que l'on n'envisage pas de se reposer entièrement sur le « laissez-faire » pour l'évolution économique, et que l'on considère comme nécessaires un certain nombre d'interventions de la Puissance Publique pour accélérer le développement, en surmonter les contradictions et organiser la construction de l'avenir. Les niveaux chiffrés de production industrielle future sont donc à considérer comme conditionnels et l'ensemble des conditions de leur réalisation fait partie intégrante des objectifs du développement industriel.

Aussi, ce chapitre, consacré aux objectifs du secteur secondaire, comprend-il :

— le programme de développement industriel pour le quinquennat 1971-1975, s'insérant dans une perspective de développement 1971-1980 ;

— les conditions à réunir pour mener à bien ce programme.

# NOMENCLATURE

Les diverses activités économiques présentes en Côte-d'Ivoire ont été réparties en 27 branches. Les quatre premières constituent le « secteur primaire » : agriculture, élevage, forêts, pêches. Les quatre dernières constituent le « secteur tertiaire » ou les services : transports et auxiliaires, loyers, autres services, commerce. Le « secteur secondaire », étudié ici, regroupe les activités industrielles et artisanales ; il comporte les 19 branches numérotées de 5 à 23. Chaque branche comporte un certain nombre d'activités industrielles ou artisanales, correspondant chacune à la production d'un bien ou d'un service déterminé, ou d'un groupe de biens ou de services généralement issus d'un même établissement. On se trouve ainsi en présence de plus de 150 rubriques.

*BRANCHE* 5 : Travail des grains et farines.

Mouture du blé, décorticage du riz, traitement du maïs, boulangerie, biscuiterie, pâtes alimentaires.

*BRANCHE* 6 : Conserves, café, cacao.

Mise en conserve de fruits, légumes, poissons, torréfaction et solubilisation du café, extraction du beurre de cacao, solubilisation du cacao.

*BRANCHE* 7 : Boissons, glace.

Production de bières, de boissons gazeuses, d'alcools, de glace pour la pêche et la conservation alimentaire, congélation du thon, exploitation des chaînes de froid.

*BRANCHE* 8 : Autres industries alimentaires, tabac.

Produits laitiers, produits extraits des racines et tubercules, sucrerie, confiserie, chocolaterie, aliments du bétail, cigarettes.

*BRANCHE* 9 : Energie et eau.

Raffinage du pétrole, formulation de lubrifiants, production de bitume, centrales électriques, réseaux de distribution d'eau, collecte du bois de chauffe.

*BRANCHE* 10 : Activités extractives.

Manganèse, diamant, minerai de fer, autres ressources minérales, eau minérale, sel marin.

*BRANCHE* 11 : Première transformation des métaux.

Récupération des métaux, sidérurgie, laminage, galvanisation des tôles, confection d'éléments de couvertures métalliques, travail du fil métallique.

*BRANCHE* 12 : Matériaux de construction.

Ciment, produits à base de ciment, d'amiante-ciment, briqueterie, produits de carrières, taillage de la pierre.

*BRANCHE* 13 : Engrais.

Production de compost, élaboration et formulation d'engrais minéraux.

*BRANCHE* 14 : Chimie, parachimie.

Gaz industriels, silicate, peinture, produits phytosanitaires, huiles essentielles, parfumerie, produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, allumettes, traitement du latex.

*BRANCHE* 15 : Industries du bois.

Scieries, déroulage, tranchage, contre-plaqués, panneaux de particules, caisseries, menuiserie, ébénisterie, éléments préfabriqués et objets divers en bois.

*BRANCHE* 16 : Montage et réparation des véhicules.

Montage d'autos et camions, fabrication de bicyclettes et de vélomoteurs, de remorques et fardiers, réparation et entretien des véhicules.

*BRANCHE* 17 : Autres industries mécaniques et électriques.

Chaudronnerie-tôlerie, constructions et réparations navales, emballages et bouchages métalliques, mobilier métallique, réfrigérateurs et climatiseurs, articles de ménage métalliques, fonderie, articles divers en tôle découpée, usinés à froid ou à chaud, assemblages d'appareils et instruments divers, robinetterie, montages électroniques, moteurs et appareillages électriques, accumulateurs et piles électriques, réparations mécaniques et électriques.

*BRANCHE* 18 : Textiles.

Egrenage, filature, tissage, teinture, impression, confection, bonneterie, corderie-ficellerie, sacherie, confection de bâches.

*BRANCHE* 19 : Chaussures et cuir.

Confection de sandales, de chaussures, tannage du cuir.

*BRANCHE* 20 : Corps gras, savons et détergents.

Huilerie de pression ou d'extraction, raffineries d'huiles, margarine, savons, poudres détergentes.

*BRANCHE* 21 : Articles en caoutchouc et en matières plastiques.

Production et rechapage de pneumatiques, objets divers en caoutchouc moulé, en latex, transformation des matières plastiques par injection, extrusion, calandrage.

*BRANCHE* 22 : Produits industriels divers.

Pâte à papier, papiers et cartons, emballages en papier et carton, imprimerie et polygraphie, verrerie, céramique.

*BRANCHE* 23 : Bâtiments et travaux publics.

Tous travaux de construction et d'infrastructure.

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

## A. - La croissance 1960-1968

### 1. - *Résultats globaux*

La Côte-d'Ivoire se trouve placée dans des conditions qui apparaissent a priori peu favorables à un développement industriel poussé : le marché intérieur est étroit, la main-d'œuvre peu spécialisée et relativement coûteuse, les ressources naturelles sans caractère exceptionnel. Toutefois la croissance de la production industrielle a été importante depuis 1960, comme le montrent les quelques chiffres ci-après, extraits des Comptes de la Nation (les sommes sont en millions de F CFA, monnaie courante) :

Tableau N° 1

| BRANCHES 5 à 22 | Prix courants | | Taux de croissance moyen annuel (*) |
|---|---|---|---|
| | 1960 | 1968 | |
| Production, aux prix à la production : | | | |
| Industrie | 15 141 | 82 150 | 24,0 % |
| Artisanat | 8 880 | 16 629 | 7,9 % |
| Ensemble | 24 021 | 98 779 | 18,0 % |
| Valeur ajoutée, aux prix du marché : | | | |
| Industrie | 7 450 | 36 239 | 21,2 % |
| Artisanat | 5 608 | 9 358 | 6,0 % |
| Ensemble | 13 058 | 45 597 | 14,7 % |
| Valeur ajoutée, aux coûts des facteurs : | | | |
| Industrie | 6 400 | 22 980 | 16,2 % |
| Artisanat | 5 608 | 9 261 | 6,0 % |
| Ensemble | 12 008 | 32 241 | 12,6 % |
| RAPPORT : Valeur ajoutée aux prix du marché / Production aux prix à la production : | | | |
| Industrie | 49,2 % | 44,1 % | |
| Artisanat | 63,2 % | 56,2 % | |
| Ensemble | 54,3 % | 46,1 % | |
| RAPPORT : Valeur ajoutée aux coûts des facteurs / Production aux coûts des facteurs : | | | |
| Industrie | 45,4 % | 33,4 % | |
| Artisanat | 63,2 % | 56,0 % | |
| Ensemble | 52,3 % | 37,7 % | |
| Production intérieure brute totale | 130 530 | 299 122 | 10,4 % |
| Part dans la P.I.B. globale : | | | |
| de l'industrie | 5,7 % | 12,1 % | |
| de l'artisanat | 4,3 % | 3,1 % | |
| de l'ensemble | 10,0 % | 15,2 % | |

(*) Ces taux de croissance ont été calculés par la méthode de la droite de régression (sur les logarithmes des productions annuelles).

a) Le secteur secondaire prend une place croissante dans l'ensemble de l'économie ivoirienne. Ce fait est dû essentiellement aux activités industrielles, les activités artisanales croissant moins vite que l'ensemble.

b) La production industrielle et artisanale, aux prix à la production (c'est-à-dire la somme des chiffres d'affaires des diverses entreprises) a été multipliée par plus de 4 en huit ans. Mais les évaluations des Comptes de la Nation étant effectuées en monnaie courante, l'effet des hausses de prix se trouve englobé dans cette progression.

En valeur réelle, la production industrielle a été multipliée par 3 environ en huit ans.

c) La valeur ajoutée propre aux industries a progressé moins vite que la production industrielle. Ce fait traduit une part croissante prise dans le potentiel industriel par des entreprises à faible valeur ajoutée, en particulier par des entreprises de substitution aux importations traitant des demi-produits importés. Toutefois cette approche globale ne prend pas en compte les valeurs ajoutées entrainées par certaines industries de valorisation des ressources locales au niveau de la production primaire.

d) La valeur ajoutée aux coûts des facteurs, c'est-à-dire nette d'impôts indirects, augmente moins fortement que la valeur ajoutée aux prix du marché. Cette évolution discordante résulte de l'importance croissante de la charge fiscale sur la production : la masse des impôts indirects s'est accrue brusquement en 1965, avec la mise en service de la raffinerie de pétrole, du fait des droits et taxes sur les dérivés du pétrole.

En 1960 : les impôts indirects représentaient 14 % de la valeur ajoutée aux prix du marché.

En 1968 : ils en constituent 36,6 %, dont 20,1 % au titre des droits et taxes sur produits pétroliers.

e) La valeur ajoutée artisanale a progressé moins vite que la production artisanale. Les activités artisanales qui se développent le plus sont donc des artisanats de type moderne, transformant des produits importés (par exemple l'artisanat de la réparation automobile). L'artisanat totalement intégré (par exemple filature-tissage de coton) occupe une place de moins en moins importante.

## 2. - *Résultats par branche*

La croissance de la valeur ajoutée aux prix à la production est inégale selon les branches, comme le montre le tableau ci-après :

**Tableau N° 2**

| BRANCHES | Valeur ajoutée industrielle millions de F CFA | | Taux de croissance moyen annuel en prix courants(*) |
|---|---|---|---|
| | 1960 | 1968 | |
| 5 Grains et farines | 286 | 1 581 | 24.6 % |
| 6 Conserves, café, cacao | 191 | 1 651 | 33.0 % |
| 7 Boissons, glaces | 706 | 1 302 | 4.5 % |
| 8 Autres industries alimentaires, tabac | 501 | 2 172 | 12.6 % |
| 9 Energie, eau | 782 | 12 032 | 43.9 % |
| 10 Activités extractives | 779 | 869 | 0.5 % |
| 11 Métaux | 91 | 273 | 13.5 % |
| 12 Matériaux de construction | 270 | 906 | 16.3 % |
| 13 Engrais | — | 1 | — |
| 14 Chimie, parachimie | 82 | 1 134 | 38.3 % |
| 15 Industries du bois | 863 | 2 895 | 18.3 % |
| 16 Véhicules | 902 | 2 730 | 14.0 % |
| 17 Autres industries mécaniques et électriques | 499 | 1 337 | 15.0 % |
| 18 Textiles | 773 | 4 235 | 20.0 % |
| 19 Cuir, chaussures | 22 | 784 | 53.2 % |
| 20 Corps gras, savons | 530 | 1 413 | 14.6 % |
| 21 Caoutchouc, matières plastiques | 15 | 322 | 27.0 % |
| 22 Produits industriels divers | 158 | 602 | 18.0 % |
| Ensemble | 7 450 | 36 239 | 21.2 % |

(*) Taux de croissance calculés par régression.

On voit que les progrès les plus importants ont eu lieu dans les domaines suivants :

— Branche 19 : La production, négligeable en 1960, s'est développée considérablement pour répondre à une demande croissante en articles chaussants.

— Branche 9 : L'implantation de la raffinerie de pétrole a entraîné une forte augmentation de la production et des recettes fiscales.

— Branche 14 : en 1960 elle produisait de l'oxygène et de l'acétylène, de l'eau de Javel, du silicate pour savonnerie ; depuis se sont créées des usines de peinture, de parfumerie, de produits phytosanitaires.

— Branche 6 : dont la production a bénéficié de l'essor de la conserve d'ananas, de la création de la conserverie de poisson, des usines de café en poudre et de beurre de cacao.

— Branche 21 : la création de la cartonnerie, en 1966, a provoqué une vive croissance de la production.

— Branche 5 : avec la mise en route de la minoterie de blé.

Par contre, les branches à faible développement sont les suivantes :

— Branche 13 : où la seule activité présente en 1965 est la production de compost à Abidjan.

— Branche 10 : où aucune mise en exploitation n'a eu lieu depuis l'installation en 1960 de l'extraction de manganèse et qui a été affectée par la baisse des cours mondiaux du manganèse.

— Branche 7 : où la production de bière a diminué, en particulier à cause d'une forte diffusion du vin ordinaire.

— Branche 8 : marquée par l'échec d'un important projet d'élaboration de produits laitiers.

— Branche 11 : où aucune réalisation importante n'a été entreprise pendant la période.

— Branches 16 et 17 : le développement des activités de montage à faible valorisation n'a pas engendré une croissance parallèle de la valeur ajoutée.

— Branche 20 : dont la valeur ajoutée en 1960 était déjà élevée (974 millions) : la consommation de savon a peu progressé ; les seules créations nouvelles entre 1960 et 1965 sont l'huilerie de Cosrou et une usine de détergents en poudre.

## 3. - *Circonstances de la croissance industrielle*

Ce développement industriel soutenu s'est effectué à la faveur de certaines conditions particulières, qui sont les suivantes :

— un climat politique libéral dans un régime stable ;

— des ressources financières publiques relativement importantes, alimentées en particulier par un niveau assez élevé d'exportations de produits primaires, qui ont permis un octroi assez généreux d'avantages aux investisseurs privés ;

— des possibilités d'investissement industriel peu prospectées jusqu'alors ;

— une situation tous comptes faits plus favorable que dans certains pays avoisinants, moins bien équipés pour l'exportation, plus hésitants dans l'accueil à offrir à l'initiative privée.

Mais ce développement comporte aussi certains défauts qui devront être corrigés si l'on veut voir s'améliorer l'impact du développement industriel.

Les entreprises se cantonnent souvent dans des activités terminales à faible valeur ajoutée relative. C'est que le motif de l'investissement industriel est alors la sauvegarde d'un marché d'importateur, menacé par une ouverture commerciale vers d'autres pays, ou par une création industrielle à l'initiative d'un concurrent. L'essentiel pour l'importateur est alors de produire sur place, même si le processus de production est simplifié à l'extrême.

Certains établissements ne subsistent qu'à l'abri d'un régime de protection généreux, et sont menacés de disparition à l'échéance de leur délai d'agrément.

Les structures commerciales intérieures ne favorisent pas l'écoulement des produits industriels locaux, des marges plus élevées étant possibles dans la commercialisation des produits importés.

Aux entreprises existantes s'ouvrent des perspectives souvent limitées. En particulier, pour certaines fabrications faciles à implanter, la diminution des débouchés vers les pays avoisinants, qui s'équipent ou s'équiperont progressivement, jouera en sens inverse de la croissance de la demande intérieure.

La productivité des industries existantes est faible, et les entrepreneurs cherchent peu à l'améliorer ; ils trouvent souvent plus de profit à obtenir et maintenir un régime de protection.

## B. - La croissance 1970-1980

Ce programme a été établi sur la base de premières projections élaborées dans les esquisses antérieures. Elles ont fait l'objet de révisions et de mises à jour successives à la suite d'une large consultation des représentants du secteur industriel ivoirien et pour tenir compte des données nouvelles relatives à l'évolution du marché et des projets nouveaux d'implantation industrielle. A cette occasion, on a pu enregistrer nombre de remarques et d'observations relatives à des difficultés spécifiques ou d'ordre général qui font obstacle au développement industriel.

Il est illusoire de compter sur une détermination précise des niveaux de production futurs. Les chiffres que comporte le programme d'industrialisation sont ceux qui ont paru les plus probables. L'incertitude qui les entache tient aux aléas de la conjoncture et au degré de probabilité des créations industrielles projetées.

L'inventaire des productions possibles, en ce qui concerne les industries de substitution aux importations, est effectué par examen des importations actuelles et potentielles, compte tenu en particulier des consommations intermédiaires des principaux projets. La méthode est facilement exhaustive.

Pour les industries de valorisation des ressources locales, on est moins certain d'en avoir dressé un état exhaustif, particulièrement en ce qui concerne les ressources potentielles.

Par ailleurs il est possible que les industries puissent prendre place en Côte-d'Ivoire sans y rechercher ni un débouché, ni une matière de base, à la faveur d'un avantage géographique ou fiscal, ou d'une disponibilité de main-d'œuvre.

Il faut donc se garder d'une conception trop rigide du programme industriel ; il est certainement plus important de voir clairement selon quelle méthode provoquer la création d'industries nouvelles, et on accueillera tout projet pourvu qu'il soit sain même s'il ne figure pas au programme.

### 1. - *Objectifs globaux*

Le programme de développement du secteur secondaire pour la décennie 1970-1980 se présente globalement comme suit :

Tableau N° 3 — en milliards de F CFA 1968 (*)

| | 1960 | 1960-1965 croissance moyenne (**) | 1965 | 1965-1970 croissance moyenne | 1970 | 1970-1975 croissance moyenne | 1975 | 1975-1980 croissance moyenne | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Production aux prix à la production. Branches 5 à 22 : | | | | | | | | | |
| Industrie | 18.4 | 21.2 % | 48.6 | 16.9 % | 106.2 | 15.8 % | 221.0 | 12.2 % | 392.1 |
| Artisanat | 10.8 | 5.9 % | 14.9 | 3.2 % | 17.4 | 4.9 % | 22.1 | 4.5 % | 27.5 |
| TOTAL | 29.2 | 16.4 % | 63.5 | 14.2 % | 123.6 | 14.5 % | 243.1 | 11.5 % | 419.6 |
| Valeur ajoutée aux prix à la production. Branches 5 à 22 : | | | | | | | | | |
| Industrie | 9.1 | 17.7 % | 20.7 | 18.9 % | 49.3 | 15.5 % | 101.2 | 12.5 % | 182.2 |
| Artisanat | 6.8 | 3.6 % | 8.1 | 4.1 % | 9.9 | 4.4 % | 12.3 | 4.5 % | 15.4 |
| TOTAL | 15.9 | 12.5 % | 28.9 | 15.5 % | 59.2 | 13.9 % | 113.5 | 11.7 % | 197.6 |
| Valeur ajoutée aux coûts des facteurs. Branches 5 à 22 : | | | | | | | | | |
| Industrie | 7.8 | 15.2 % | 15.3 | 15.6 % | 31.5 | 18.0 % | 72.0 | 14.0 % | 138.4 |
| Artisanat | 6.8 | 3.6 % | 8.1 | 3.9 % | 9.8 | 4.4 % | 12.1 | 4.6 % | 15.2 |
| TOTAL | 14.6 | 10.2 % | 23.4 | 12.0 % | 41.3 | 15.3 % | 84.1 | 12.8 % | 153.6 |
| RAPPORT VA PM / Production aux prix à la production : | | | | | | | | | |
| Industrie | 49.5 % | | 42.6 % | | 46.4 % | | 45.8 % | | 46.5 % |
| Artisanat | 63.0 % | | 54.4 % | | 56.9 % | | 55.7 % | | 56.0 % |
| TOTAL | 54.5 % | | 45.5 % | | 47.9 % | | 46.7 % | | 47.1 % |
| RAPPORT VA CF / Production aux coûts des facteurs : | | | | | | | | | |
| Industrie | 45.6 % | | 35.4 % | | 35.6 % | | 37.5 % | | 39.7 % |
| Artisanat | 63.0 % | | 54.4 % | | 56.6 % | | 55.3 % | | 55.7 % |
| TOTAL | 52.3 % | | 40.3 % | | 39.1 % | | 39.4 % | | 40.8 % |
| Production intérieure brute totale | 159.0 | 7.6 % | 229.5 | 9.1 % | 354.2 | 7.7 % | 513.3 | 8.1 % | 758.1 |
| Part dans la P.I.B. globale : | | | | | | | | | |
| Industrie | 5.7 % | | 9.0 % | | 13.9 % | | 19.6 % | | 23.9 % |
| Artisanat | 4.3 % | | 3.5 % | | 2.8 % | | 2.4 % | | 2.0 % |
| TOTAL | 10.0 % | | 12.5 % | | 16.7 | | 22.0 % | | 25.9 % |

(*) Pour exprimer les valeurs 1960 et 1965 en prix 1968, on les a multipliées respectivement par 1,218 et 1,077, la dépréciation monétaire ayant été estimée à 2,5 % par an.

(**) Taux de croissance calculés par la méthode de la droite de régression (sur les logarithmes des productions annuelles).

a) La place du secteur secondaire dans l'ensemble de l'économie ivoirienne continuera à croître, essentiellement du fait des activités industrielles. A partir de 1975, le secteur secondaire devient plus important que le secteur primaire.

b) La production industrielle, au prix à la production (en francs constants), sera multipliée par plus de 7 en quinze ans, de 1965 à 1980. Les perspectives chiffrées font apparaître un certain ralentissement entre 1975 et 1980 ; mais il faut l'attribuer à l'éloignement de l'horizon 1980. En effet toutes les possibilités n'ont pu être inventoriées et de nouvelles occasions d'investir devraient amener, au cours des années à venir, à réviser en hausse la croissance industrielle 1976-1980.

c) Sur l'ensemble de la période 1970-1980, la valeur ajoutée propre aux industries progressera sensiblement autant que la production industrielle.

2. - *Objectifs de production par branches*

La place relative des diverses branches apparaît dans le tableau suivant :

Tableau N° 4

| BRANCHES | Valeur ajoutée aux prix du marché millions de F CFA 1968 | | | Indice base 100 en 1968 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 |
| 5 Grains et farines | 2 800 | 5 553 | 9 352 | 120 | 238 | 400 |
| 6 Conserves, café, cacao | 1 987 | 3 698 | 6 801 | 120 | 224 | 412 |
| 7 Boissons, glaces | 1 579 | 2 518 | 3 606 | 121 | 193 | 277 |
| 8 Autres industries alimentaires, tabac | 2 548 | 5 287 | 8 445 | 117 | 243 | 388 |
| 9 Energie, eau | 19 028 | 29 109 | 44 117 | 135 | 207 | 313 |
| 10 Activités extractives | 651 | 2 633 | 10 734 | 75 | 302 | 1 230 |
| 11 Metaux | 644 | 1 638 | 2 826 | 156 | 398 | 686 |
| 12 Materiaux de construction | 1 620 | 2 754 | 4 238 | 145 | 247 | 380 |
| 13 Engrais | 94 | 397 | 610 | 140 | 293 | 647 |
| 14 Chimie, parachimie | 1 496 | 2 934 | 6 740 | | | |
| 15 Industries du bois | 4 569 | 7 923 | 12 368 | 125 | 217 | 338 |
| 16 Vehicules | 3 942 | 6 956 | 11 919 | 118 | 208 | 356 |
| 17 Autres industries mécaniques et électriques | 2 589 | 6 372 | 12 098 | 148 | 363 | 689 |
| 18 Textiles | 9 188 | 18 327 | 31 161 | 131 | 262 | 445 |
| 19 Cuir, chaussures | 1 199 | 2 015 | 3 361 | 120 | 202 | 337 |
| 20 Corps gras, savons | 2 606 | 7 298 | 11 345 | 155 | 434 | 675 |
| 21 Caoutchouc, matieres plastiques | 531 | 2 712 | 5 298 | 160 | 818 | 1 598 |
| 22 Produits industriels divers | 2 156 | 5 347 | 12 548 | 121 | 297 | 701 |
| Ensemble | 59 227 | 113 471 | 197 567 | 130 | 249 | 433 |

Au cours du prochain quinquennat, les progrès les plus importants auront lieu dans les domaines suivants :

Branche 21 : avec le développement de la transformation des matières plastiques et la création d'une industrie des pneumatiques pour véhicules automobiles.

Branche 20 : avec le développement des huileries de palme et de l'huilerie de graines.

Branche 11 : avec la création d'un laminoir, de fours à ferrailles, d'une galvanisation pour tôles de couverture.

Branche 17 : avec l'entrée en service d'unités nouvelles de fabrication et de montage (piles électriques, accumulateurs...).

Branche 10 : avec la mise en exploitation du gisement de minerai de fer de Bangolo, pour l'exportation sous forme de pellets pré-réduits.

Branche 22 : avec la mise en route de la production de pâte à papier pour l'exportation.

Les branches les plus importantes pour leur valeur ajoutée seront en 1980 les suivantes :

— Branche 9 : la forte consommation d'hydrocarbures et d'énergie électrique étant une conséquence du développement industriel.

— Branche 18 : le textile étant un poste important de la consommation finale des ménages et offrant de larges possibilités d'exportation.

Les branches dans lesquelles on attend un essor plus modéré sont :

— Branche 7 : où des mesures d'ordre réglementaire pourraient favoriser une reprise de consommation de la bière locale.

— Branche 19 : car on a prévu une saturation progressive du marché des articles chaussants.

— Branche 16 : où l'activité de montage incorpore peu de valeur ajoutée.

— Branche 9 : en raison de la croissance modérée du programme de production de la raffinerie de pétrole et du développement relativement lent de la consommation d'eau.

— Branche 15 : où les industries de première transformation du bois ont atteint un niveau élevé ; les abattages de grumes ne pourront pas se maintenir dans l'avenir au rythme des années passées (un contingentement pour certaines essences a été instauré).

3. - *Objectifs d'exportation*

Ce programme ne pourra se réaliser que si l'on trouve à exporter, vers les pays avoisinants ou hors d'Afrique, une partie notable de la production industrielle.

a) Les chiffres de 1965 sont les exportations effectivement enregistrées ; elles contiennent des réexportations, ce qui explique que pour certaines

branches (17, 22, 10, 8 et 16) les exportations prévisibles dans l'avenir soient inférieures au niveau de 1965.

b) Les exportations de produits manufacturés devront croître fortement, jusqu'à atteindre en 1980 près de la moitié en valeur des exportations totales.

Néanmoins cette évolution remarquable ne doit pas masquer le fait que l'on inclut dans ces exportations des produits agricoles qui subissent une très faible transformation industrielle (exemple : la coagulation du latex dont le taux de valorisation industrielle n'est que de 13 %). Si dans l'avenir les efforts d'exportation étaient insuffisants ou infructueux, le rythme de la croissance pourrait s'en trouver fortement compromis.

c) Les domaines qui devront apporter la contribution la plus importante à l'accroissement du rythme des exportations sont les suivants :

— Branche 6 : avec les exportations de conserves d'ananas, de poisson, de beurre de cacao, de café soluble.

— Branche 20 : grâce à l'huile de palme, puis aux huiles de graines et aux tourteaux.

— Branche 18 : où les projets de complexes textiles impliquent de fortes exportations de tissus et d'imprimés.

— Branche 10 : avec le minerai de fer.

— Branche 22 : où la réalisation des projets de production de pâte à papier est subordonnée à la possibilité de placer de fortes quantités de pâte sur les marchés européens.

Tableau N° 5

| BRANCHES | EXPORTATIONS millions de F CFA 1968 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1965 (prix courants) | 1970 | 1975 | 1980 |
| 5 Grains et farines | 113 | 160 | 750 | 1 260 |
| 6 Conserves, café, cacao | 3 287 | 9 170 | 16 380 | 27 330 |
| 7 Boissons, glaces | 97 | 110 | 280 | 500 |
| 8 Autres industries alimentaires, tabac | 255 | 150 | 770 | 1 610 |
| 9 Energie, eau | 403 | 1 650 | 2 100 | 3 010 |
| 10 Activités extractives | 1 794 | 1 000 | 3 830 | 15 560 |
| 11 Métaux | 215 | 420 | 640 | 980 |
| 12 Matériaux de construction | 7 | 150 | 310 | 480 |
| 13 Engrais | 5 | | | 160 |
| 14 Chimie, parachimie | 873 | 1 820 | 3 260 | 5 050 |
| 15 Industries du bois | 3 492 | 4 750 | 8 800 | 13 860 |
| 16 Véhicules | 373 | 280 | 890 | 2 870 |
| 17 Autres industries mécaniques et électriques | 1 101 | 140 | 910 | 6 390 |
| 18 Textiles | 657 | 4 090 | 10 210 | 26 580 |
| 19 Cuir, chaussures | 111 | 260 | 430 | 1 580 |
| 20 Corps gras, savons | 785 | 2 440 | 11 600 | 19 030 |
| 21 Caoutchouc, matières plastiques | 28 | 50 | 1 170 | 2 850 |
| 22 Produits industriels divers | 224 | 30 | 2 510 | 14 570 |
| Exportations des branches 5 à 22 | 13 820 | 26 610 | 64 470 | 143 670 |
| Exportations totales | 73 459 | 131 157 | 182 563 | 296 339 |
| Rapport exportations des branches 5 à 22 / Exportations totales | 18,8 % | 20,3 % | 35,3 % | 48,5 % |
| Indice des exportations industrielles | 100 | 193 | 459 | 1 040 |
| Indice des exportations totales | 100 | 165 | 216 | 320 |

4. - *Investissements nécessaires*

Ils ont été évalués par tranche quinquennale, pour chacune des branches 5 à 22. Les chiffres présentés ici comprennent les dépenses de bâtiment et de génie civil, d'équipement et de montage. Ils ne comprennent pas, pour les créations nouvelles, les frais de premier établissement ni le fonds de roulement.

## INVESTISSEMENTS

Tableau N° 6

en millions de F CFA (prix 1968)

| INVESTISSEMENTS NETS PAR BRANCHE | 1966 - 1970 | 1971 - 1975 | 1976 - 1980 | TOTAL 1966 - 1980 |
|---|---|---|---|---|
| 5 Grains et farines | 2 370 | 1 040 | 5 000 | 8 610 |
| 6 Conserves, cafe, cacao | 1 490 | 2 050 | 3 580 | 7 120 |
| 7 Boissons, glaces | 570 | 570 | 1 480 | 2 620 |
| 8 Autres industries alimentaires, tabac | 420 | 4 600 | 2 910 | 7 930 |
| 9 Energie, eau | 16 780 | 35 630 | 37 770 | 90 180 |
| 10 Activites extractives | 660 | 23 270 | 28 520 | 52 450 |
| 11 Metaux | 690 | 520 | 2 630 | 3 840 |
| 12 Materiaux de construction | 1 030 | 1 550 | 1 580 | 4 160 |
| 13 Engrais | 1 200 | | 1 010 | 2 210 |
| 14 Chimie, parachimie | 760 | 600 | 3 030 | 4 390 |
| 15 Industries du bois | 1 960 | 4 770 | 7 560 | 14 290 |
| 16 Vehicules | 830 | 1 630 | 2 420 | 4 880 |
| 17 Autres industries mecaniques et electriques | 1 300 | 2 500 | 4 510 | 8 310 |
| 18 Textiles | 6 170 | 15 320 | 24 190 | 45 680 |
| 19 Cuir, chaussures | 380 | 550 | 770 | 1 700 |
| 20 Corps gras, savons | 5 090 | 5 230 | 4 880 | 15 200 |
| 21 Caoutchouc, matieres plastiques | 710 | 3 200 | 2 370 | 6 280 |
| 22 Produits industriels divers | 460 | 14 360 | 27 910 | 42 730 |
| Total investissements nets | 43 070 | 117 390 | 162 120* | 322 580 |
| Investissements de renouvellement | 13 770 | 32 200 | 73 350 | 119 320 |
| Total investissements bruts | 56 840 | 149 590 | 235 470 | 441 900 |

Les investissements les plus lourds seront effectués dans les secteurs suivants :

Branche 9 : avec la construction du barrage de Kossou, l'achevement de la centrale de Vridi, la construction des centrales nécessitée par le développement industriel du Sud-Ouest.

Branche 10 : avec l'equipement de la mine de fer, l'installation d'un tube ou d'une voie ferree pour le transport du minerai a la côte, la construction d'une usine de pelletisation.

Branche 22 : avec la création de deux unités importantes pour la production de pâte à papier et de papier kraft.

— Branche 18 : avec la création d'usines d'égrenage, de filatures et tissages, et l'expansion des activités d'impression et de transformation des textiles.

— Branche 20 : avec la construction des huileries de palme et de graines.

### 5. - *Emplois créés*

L'évaluation des emplois créés au cours de chaque quinquennat est récapitulée ci-après :

Tableau N° 7

## NOMBRE D'EMPLOIS NOUVEAUX CREES

| BRANCHES | 1966 - 1970 | 1971 - 1975 | 1976 - 1980 | TOTAL 1966 - 1980 |
|---|---|---|---|---|
| 5 Grains, farines | 730 | 1 200 | 1 350 | 3 280 |
| 6 Conserves, cafe, cacao | 940 | 1 350 | 1 860 | 4 150 |
| 7 Boissons, glace | 220 | 190 | 390 | 800 |
| 8 Autres industries alimentaires, tabac | 100 | 590 | 810 | 1 500 |
| 9 Energie, eau | 380 | 510 | 660 | 1 550 |
| 10 Activites extractives | 300 | 1 560 | 2 460 | 3 720 |
| 11 Metaux | 100 | 290 | 290 | 680 |
| 12 Materiaux de construction | 220 | 400 | 510 | 1 130 |
| 13 Engrais | 40 | 30 | 30 | 100 |
| 14 Chimie, parachimie | 240 | 500 | 680 | 1 420 |
| 15 Industries du bois | 2 570 | 3 880 | 4 080 | 10 530 |
| 16 Vehicules | 2 370 | 4 030 | 4 730 | 11 130 |
| 17 Autres industries mecaniques et electriques | 1 430 | 1 920 | 3 310 | 6 660 |
| 18 Textiles | 2 920 | 7 520 | 11 150 | 21 590 |
| 19 Cuir, chaussures | 410 | 440 | 650 | 1 500 |
| 20 Corps gras, savons | 510 | 1 230 | 900 | 2 640 |
| 21 Caoutchouc, matieres plastiques | 430 | 940 | 1 050 | 2 420 |
| 22 Produits industriels divers | 360 | 1 720 | 2 180 | 4 260 |
| Ensemble | 13 670 | 28 300 | 37 090 | 79 060 |
| Arrondi à | 13 700 | 28 300 | 37 100 | 79 100 |

L'emploi en 1965 dans le secteur secondaire étant évalué à 29 000 personnes, le niveau atteint en 1980 sera de 108 000 emplois environ. Les secteurs où l'augmentation du nombre d'emplois sera la plus importante sont :

— la branche 18 : industrie textile, dont les besoins de main-d'œuvre sont généralement élevés ;

— la branche 16 : véhicules, du fait de l'extension des activités de réparation et d'entretien ;

— la branche 15 : développement des scieries et de la menuiserie artisanale.

6. - *Conditions de réussite du programme*
*La politique d'industrialisation*

Le développement industriel au cours de la décennie passée a bénéficié d'un ensemble de circonstances favorables ; il a été accéléré par quelques incitations émanant de la puissance publique. Mais s'il est laissé à ces seuls ressorts, ce développement verra dans l'avenir sa croissance se ralentir et sa vigueur s'atténuer.

En particulier :

*On n'atteindra pas les objectifs* sans maintenir un climat favorable à l'afflux des capitaux privés d'origine extérieure, au réinvestissement sur place des profits des entreprises, au fonctionnement normal de l'activité industrielle.

*On n'atteindra pas les objectifs* si l'on ne poursuit pas, à la fois, la mise en évidence d'occasions d'investir, et une promotion dynamique stimulant et canalisant les initiatives privées vers les objectifs les plus intéressants économiquement.

*On n'atteindra pas les objectifs* si l'appareil industriel est constitué d'entreprises aspirant à subsister à l'abri de protections constamment renouvelées ou renforcées.

*On n'atteindra pas les objectifs* sans un élargissement considérable des exportations de produits industriels, tant au niveau africain que vers les pays industrialisés.

Les conditions, développées ci-après, constitueront les bases sur lesquelles s'appuiera la politique d'industrialisation.

a) Le climat économique

Le maintien d'un climat favorable au développement industriel implique la poursuite, dans la stabilité politique, d'un progrès économique régulier. Les investisseurs privés attachent un poids important au risque politique ; mais il faut bien situer où se trouve le risque contre lequel l'industriel étranger souhaite se prémunir : moins peut-être qu'un risque de destruction ou d'expropriation, il craint une évolution conduisant un jour à une situation économique récessive ou à un climat défavorable pouvant aboutir à rendre précaire la rentabilité de ses installations industrielles. S'ils ne sont pas mis en confiance, les industriels ne réaliseront que des investissements à forte rentabilité et à bref délai de récupération.

Leur capacité d'autofinancement, ainsi que la part de celle-ci qu'ils envisagent de réinvestir sur place dépendent à la fois de la conjoncture économique et du climat politique, les deux étant finalement en liaison étroite.

Il est évident en particulier que la poursuite de l'industrialisation entraînera un accroissement de la population expatriée, les moyens de formation ne pouvant suffire à alimenter les créations d'emplois de spécialistes, de techniciens, d'ingénieurs, de gestionnaires...

Il serait illusoire d'espérer qu'aucun conflit n'opposera dans l'avenir les travailleurs de divers milieux, de diverses nationalités, ou les salariés et ceux qui les emploient. Mais il est important pour l'avenir du pays que n'apparaisse pas un mécontentement latent s'aggravant progressivement. Tous les problèmes de cet ordre doivent être réglés rapidement et totalement, les parties en présence étant incitées à exprimer face à face leurs points de vue et à consentir des concessions réciproques dans un esprit de franchise et d'équité sociale.

b) La programmation et la promotion

Les perspectives industrielles ont pour bases à la fois le développement des unités existantes, la réalisation de projets qui en sont actuellement à divers stades d'élaboration, la mise en forme de projets à partir d'idées d'industrialisation dont la recherche et l'approfondissement sont à poursuivre. La programmation nécessite ainsi une analyse continue des possibilités industrielles nouvelles, en liaison avec les activités de recherche, prenant en compte l'évolution des techniques et des marchés nationaux et internationaux, mettant en évidence des projets bien identifiés qui seront la base de départ indispensable pour tous les efforts de promotion.

Les fonctions des organismes de promotion embrassent toutes les étapes qui lient l'apparition d'un projet à sa réalisation. En effet le programme de développement industriel resterait lettre morte s'il n'était pas systématiquement pris en charge par une équipe compétente et dynamique, multipliant les contacts dans le but de trouver des réalisateurs pour les investissements programmés, des débouchés aussi larges

que possible pour les produits de l'industrie ivoirienne, en Afrique comme hors d'Afrique : coordonnant les interventions de diverses initiatives ; se préoccupant de faire avancer les projets ; veillant à l'exécution des études complémentaires nécessaires ; prenant en charge le rassemblement de tous les éléments techniques et financiers qui doivent concourir à la meilleure réalisation des créations projetées.

Les initiatives ainsi stimulées peuvent être étrangères ; elles doivent aussi être africaines et la promotion de l'entreprise ivoirienne doit revêtir une forme particulière, adaptée avec souplesse aux circonstances propres à chaque projet, apportant un appui plus précis et plus détaillé dans les domaines de la conception technique et de l'organisation de la production.

c) La dynamisation des entreprises

Les entreprises doivent évoluer dans une recherche constante de progrès : abaissement des prix de revient, croissance des débouchés intérieurs par amélioration de l'aptitude à concurrencer les importations, élargissement des débouchés extérieurs par accroissement de la compétitivité vis-à-vis des industries situées dans les pays voisins ou dans les pays déjà industrialisés.

Dans cette recherche d'un progrès de productivité, l'emploi des capacités en place, les industries existantes ont besoin du soutien et de la stimulation des Pouvoirs publics.

d) La stimulation des exportations

L'industrie tournée vers le marché intérieur vise à la satisfaction d'une demande dont la croissance restera limitée. L'appareil industriel ne favorisera le maintien à long terme des taux de croissance élevés auxquels aspire la Côte-d'Ivoire que si l'on parvient à développer fortement les exportations de produits manufacturés vers les pays avoisinants et l'extérieur de l'Afrique.

L'organisation des marchés au niveau régional africain peut se construire à partir d'une mise en commun des efforts d'industrialisation dans certains domaines. Les liens entre les Etats du Conseil de l'Entente favorisent la mise en œuvre d'une politique de développement industriel intégré : l'accroissement de marché qui en résultera deviendra plus considérable si la mise en commun, autour d'une production, englobe le Ghana et le Libéria : les dimensions du marché intérieur ivoirien, le degré d'utilisation des appareils productifs en place peuvent être accrus et il devient possible de concevoir progressivement un certain nombre de projets industriels nouveaux non viables au niveau d'un seul Etat. Les projets nouveaux seront à répartir entre les divers Etats considérés et quelques-uns pourront être localisés en Côte-d'Ivoire.

Mais la réalisation de cette politique régionale soulève un grand nombre de difficultés. Même si l'on passe sous silence les réticences d'ordre psychologique, il reste un grand nombre d'obstacles à évoquer :

— l'accroissement de la dimension des marchés entraîne un accroissement des coûts de distribution ;

— l'abaissement des droits de porte qu'exige l'harmonisation restreint les ressources publiques des Etats, d'une façon très sensible pour certains ;

— la localisation la plus économique conduit à une polarisation sur les centres actuellement les plus industrialisés et une distribution géopolitique des localisations, en déformant l'optimum de localisation, diminue l'avantage économique global que peut apporter un programme harmonisé ;

— la répartition équitable des avantages liés au fonctionnement des industries pose des problèmes fort complexes et exigera sans doute la mise en place, combien délicate, d'un organisme interétatique.

En tout état de cause, il s'agit toujours de satisfaire une demande intérieure africaine, dont la croissance reste limitée : après la hausse de production correspondant à la mise en place de ces industries, leur développement ultérieur sera restreint. Ce mode d'industrialisation, qu'il ne faut certes pas écarter, n'est pas, en définitive, empreint du dynamisme que peut apporter le développement des exportations hors d'Afrique.

Les produits industriels que la Côte-d'Ivoire aspire à exporter résultent soit de la valorisation de ses ressources intérieures, soit du transfert en Côte-d'Ivoire d'activités industrielles non liées à une matière première spécifiquement africaine.

La réalisation de ces industries d'exportation doit apporter à l'économie ivoirienne des avantages considérables : elle provoque l'accroissement des productions agricoles correspondantes ; elle permet de rééquilibrer la structure du commerce extérieur et constitue un abri contre la détérioration des termes de l'échange ; elle permet d'échapper à la contrainte de la faiblesse du pouvoir d'achat intérieur.

Des possibilités importantes peuvent ainsi s'ouvrir dans le domaine de l'industrie textile (tissage, confection) ; de la transformation du bois (contreplaqués et placages, éléments préfabriqués pour le bâtiment, industrie du meuble, pâte à papier) ; de l'industrie de la conserve (fruits, légumes, viande, poisson...) et des préparations diverses de l'industrie agricole et alimentaire.

Conquérir un marché, c'est d'abord connaître son extension, sa répartition géographique, son degré de saturation, sa réaction par rapport aux variations de

prix : c'est aussi créer un circuit de commercialisation si l'on vise un marché nouveau, ou, s'il s'agit d'un marché déjà approvisionné, détourner le circuit de commercialisation existant pour le connecter avec une nouvelle source d'approvisionnement. Ces opérations sont souvent fort délicates : l'importance de l'enjeu nécessite qu'une attention particulière soit apportée aux conditions de création et de développement des industries exportatrices ; l'aide en leur faveur aura des aspects réglementaires : elle pourra prendre aussi la forme d'un appui plus direct, avec le concours des organismes de promotion.

e) Le développement des industries de main-d'œuvre

Une attention toute particulière doit être portée au problème des industries de main-d'œuvre.

● On classe, sous ce nom, une catégorie particulière d'entreprises, indépendantes du marché local et des ressources locales, c'est-à-dire qui importent des produits pour les réexporter après transformation, en tirant profit de la disponibilité d'une main-d'œuvre moins coûteuse qu'en pays industrialisé. Ces transferts d'activités peuvent ne porter que sur une seule étape de fabrication, celle qui a la plus forte charge de main-d'œuvre, l'atelier de montage par exemple. L'apport de ces industries à l'économie du pays où elles sont implantées est constitué par de la valeur ajoutée sous forme de salaires et, éventuellement, de profits non transférés.

● Or, l'industrie de la Côte-d'Ivoire a vu sa croissance s'effectuer jusqu'ici sous la seule impulsion ou presque, des activités d'import-substitution. La réussite même de cette forme d'industrialisation et l'étroitesse du marché ivoirien réduisent progressivement les possibilités d'extension et de diversification dans ce domaine.

● Pour réaliser les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixée dans son programme décennal 1971-1980, la Côte-d'Ivoire est obligée de baser son expansion industrielle sur les industries d'exportation. Celles-ci consistent, soit dans la valorisation des ressources naturelles locales, soit, faute de ressources propres, dans l'emploi des facteurs de production disponibles, c'est-à-dire de la main-d'œuvre locale.

● Les possibilités de valorisation des ressources nationales pour l'exportation sont effectivement suffisantes pour que, combinées avec les potentialités encore inutilisées de l'import-substitution, elles garantissent un taux de croissance satisfaisant pendant la période 1970-1975.

● Par contre, pour le quinquennat 1976-1980, faute d'occasions d'investir dans les industries d'import-substitution qui soient suffisamment importantes et rentables et compte tenu de ce que la valorisation des ressources naturelles ne peut croître qu'au rythme de leur production, c'est-à-dire lentement puisqu'il s'agit le plus souvent de spéculations agricoles, le développement des industries de main-d'œuvre reste le seul recours qui permette un taux de croissance industrielle conforme aux aspirations du pays.

● Il est essentiel que l'importance de l'enjeu soit parfaitement comprise et que soit reconnu le caractère impératif de la promotion des industries de main-d'œuvre en Côte-d'Ivoire.

● La situation à laquelle on va être confronté peut être illustrée par le fait suivant : le taux de croissance industrielle, pour la période 1975-1980, n'a pu être porté à 14 % par an (contre respectivement 15,6 % et 18 % pour les quinquennats 1965-1970 et 1970-1975) qu'en inscrivant pour 1980, au titre des industries de main-d'œuvre, des objectifs de production dont le montant global s'élève à 15 milliards de francs (Branches 17, 18, 19 et 21). La prise en compte de ces objectifs nous a permis d'éviter un taux de croissance inférieur à 10 %, ce qui, dans le contexte ivoirien, correspondrait à une quasi-stagnation.

f) La concentration de l'intervention économique de l'Etat

Les possibilités financières d'intervention de l'Etat restant globalement limitées, elles seront concentrées en priorité sur les projets qui apparaissent particulièrement importants, soit au titre de leur valeur ajoutée, soit parce qu'ils conditionnent l'essor ultérieur de l'industrie ivoirienne. Les domaines d'action ainsi privilégiés seront la valorisation du bois et particulièrement la pâte à papier, les industries textiles et de l'habillement, les industries alimentaires et de valorisation des produits agricoles, les industries chimiques, les activités minières. En premier examen, les projets les plus importants sont les suivants :

Tableau N° 8 — en milliards de F CFA 1968

| | Investissements avant 1975 | Chiffre d'affaires en 1975 | Valeur ajoutée en 1975 |
|---|---|---|---|
| 1 Extraction et pelletisation du minerai de fer | 23,0 | 2,7 | 1,8 |
| 2 Pâte à papier | 9,2 | 3,0 | 1,3 |
| 3 Filature, tissage | 9,0 | 10,6 | 5,3 |
| 4 Sucrerie | 3,9 | 2,3 | 0,9 |
| 5 Pneus pour automobiles | 2,7 | 1,8 | 0,8 |
| 6 Production d'engrais | 1,2 | 1,1 | 0,4 |
| 7 Conserves d'ananas | 1,1 | 4,7 | 1,1 |
| 8 Sidérurgie, laminage | 0,8 | 1,4 | 0,5 |
| 9 Valorisation de fruits divers, de tubercules | 0,4 | 1,2 | 0,7 |
| 10 Conserves de thon | 0,4 | 2,2 | 0,5 |
| Ensemble | 51,7 | 31,0 | 13,3 |

En réalité l'incidence de ces dix ensembles industriels au niveau de la valeur ajoutée sera supérieure à 13.3 milliards de F CFA, à cause de la valeur ajoutée entraînée par certains d'entre eux, en particulier au niveau des productions primaires (ananas, bois à pâte, pêche, canne à sucre, hévéaculture, cultures fruitières et de tubercules, culture du coton).

*7. - Mesures à prendre*

Elles sont orientées en vue de la réalisation des conditions énumérées ci-avant. Elles comportent diverses actions administratives, des modifications de lois et de règlements, des stimulations de consommation, de productivité, des améliorations sur le plan commercial, des interventions financières publiques et la recherche d'une mobilisation efficace de l'épargne locale.

a) Dans le domaine politico-administratif

Il importe que l'Etat se dote des moyens nécessaires pour exercer envers les entreprises en place les actions de soutien et de stimulation qui sont indispensables, sous forme d'aide pour résoudre les difficultés diverses et les problèmes de tous ordres qui se posent aux entrepreneurs : relations avec les services administratifs, organisation de la commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur, recherche d'amélioration de la productivité, etc.

La mesure la plus importante pour la mise en place de nouveaux équipements industriels a été sans conteste la création d'un organisme de promotion des investissements. Le programme industriel comporte nombre d'objectifs qui restent conditionnels et qui ne pourront être atteints sans une promotion dynamique.

L'élargissement des débouchés africains pour l'industrie ivoirienne s'appuiera sur la création d'une commission d'industrialisation régionale au niveau du Conseil de l'Entente. Cette commission aura pour fonction d'élaborer une harmonisation des programmes industriels des divers Etats de l'Entente, tenant compte des vocations spécifiques pouvant se dessiner. L'organisme international ainsi créé, à caractère essentiellement technique, sera la meilleure base de départ pour amorcer une coopération économique avec les autres pays avoisinants, en particulier avec le Ghana, ce qui ouvrira des possibilités de développement de plus grande amplitude.

Pour accroître les débouchés, sur les pays industrialisés, des produits de l'industrie ivoirienne, il convient d'exercer une action sur les gouvernements des pays industrialisés, pour qu'ils orientent dans le sens voulu leur politique de coopération. L'aide à requérir dans le cadre des relations entre la C.E.E. et les Etats associés, peut porter aussi bien sur des avantages contingentaires que sur des facilités dans le domaine du financement des investissements ou des aides de diverses formes contribuant à l'abaissement des prix de revient africains. (La dernière conférence de Yaoundé a été décevante à cet égard).

La mise en œuvre d'une politique coordonnée de formation contribuera aussi, directement et indirectement, au développement industriel en mettant à la disposition des entreprises les gestionnaires et les spécialistes nécessaires, d'une qualification convenable.

b) Dans le domaine juridique et réglementaire

L'aide de l'Etat aux investisseurs privés est un outil de développement et doit à ce titre s'adapter toujours mieux aux conditions de chaque étape du développement. Il est devenu indispensable, en particulier, de modifier la loi de 1959 régissant les entreprises prioritaires. La législation actuelle aboutit à un éparpillement des sacrifices fiscaux, ce qui diminue les moyens d'intervention que l'on pourrait appliquer aux projets les plus importants. En particulier, elle désavantage les productions de biens intermédiaires par rapport aux industries de produits finis, pour lesquelles il est parfois préférable d'aménager une hausse des prix à la consommation plutôt qu'un dégrèvement de l'entreprise. Tout octroi d'avantages se traduisant par un manque à gagner ou une perte pour les finances publiques, il importe, après mesure du sacrifice global que peut consentir l'Etat, de moduler les avantages accordés selon l'intérêt économique des entreprises qui les demandent. Ces avantages doivent inciter les entreprises à une amélioration rapide de leurs conditions de fonctionnement, de manière à les rendre progressivement compétitives et capables de poursuivre leur développement lorsqu'elles seront rentrées dans le régime de droit commun.

A cet égard, il convient d'adopter comme règle générale le principe de la dégressivité des avantages accordés aux entreprises prioritaires ; ceci afin de les amener peu à peu à une situation de libre concurrence qui sanctionnera leur viabilité économique.

La fiscalité est aussi à considérer comme un instrument de développement. En particulier la tarification douanière doit être modulée de manière à favoriser l'industrialisation, les produits finis devant se trouver plus lourdement taxés à l'entrée que les produits moins élaborés et l'échelle étant inversée pour les droits de sortie. Certains aménagements sont à apporter, sans qu'il s'ensuive une diminution de recettes fiscales. Dans l'optique de l'harmonisation industrielle au niveau régional, on s'efforcera d'obtenir l'atténuation des disparités entre les fiscalités des divers Etats avoisinants ; il faut viser à une égalisation progressive des droits de porte dans les divers pays africains.

Enfin diverses mesures d'ordre réglementaire faisant obstacle à la création ou au développement de certaines activités seront à réexaminer. On sera conduit à assouplir certaines exigences relatives à la qualité des produits (lait reconstitué), à réviser certaines limitations (degré en alcool de la bière, charge par essieu des véhicules lourds). On freinera par contre certaines importations en essor inquiétant comme le vin, la friperie. On réexaminera la réglementation à appliquer dans certains domaines (exploitation des bois d'œuvres).

c) Dans le domaine économique et commercial

Pour permettre le développement de certaines activités, la consommation intérieure des produits correspondants est à stimuler. Ces actions de promotion, qui pourront employer des techniques publicitaires, concerneront des biens de consommation finale comme les farines précuites, les articles de confection et de bonneterie ordinaires en coton, ou de consommation intermédiaire comme la brique, les panneaux de particules, les éléments préfabriqués en bois, l'ameublement de fabrication locale. De plus, les marchés administratifs devront accentuer leur orientation vers les produits de l'industrie locale, dans le domaine de la briqueterie, des éléments préfabriqués en bois, de l'ameublement, et aussi dans celui de l'imprimerie et des pneus rechapés.

Mais l'appareil commercial a un rôle essentiel à jouer dans cette stimulation de la consommation intérieure des produits locaux. D'une part, une révision des marges commerciales permettra au commerce de tirer de la vente des produits locaux des avantages analogues à ceux qu'apporte la distribution des produits importés. D'autre part, le commerce traditionnel, dont le rayonnement et le pouvoir de pénétration sont étendus, mérite une attention particulière : bien orienté, il peut contribuer de façon efficace à la diffusion des produits de l'industrie ivoirienne.

Une série d'actions sera entreprise en vue d'analyser la productivité des industries ivoiriennes, de la comparer à celle d'entreprises étrangères ; on déterminera ainsi les moyens appropriés pour améliorer cette productivité, pour diminuer le coût des facteurs de production, pour permettre l'essor de l'industrie actuelle et l'implantation de nouvelles activités aux exigences élevées en matière de compétitivité.

d) Dans le domaine financier

Les interventions financières de l'Etat seront articulées de manière à obtenir l'effet de stimulation le plus efficace.

Les sommes pouvant être affectées à ces interventions dépendent du manque à gagner fiscal que l'on consentira dans l'octroi d'agréments prioritaires. Comme elles resteront limitées, l'effort financier sera à concentrer en priorité sur les projets reconnus les plus importants, sur les entreprises dont l'essor est conditionné par une amélioration de l'aptitude à la compétition, même s'il faut alors laisser certains projets de moindre intérêt se réaliser sans l'aide de l'Etat. Les interventions seront modulées selon l'intérêt économique des projets ; elles seront diversifiées et pourront consister non seulement en prises de participation, mais en octroi de facilités au démarrage, de prêts spéciaux, de bonifications d'intérêt, etc.

Certaines actions seront également entreprises en faveur de la mobilisation de l'épargne privée : rétrocession auprès des épargnants de prises de participation contractées par des organismes financiers publics ou parapublics ; création d'une société d'investissements privée, peut-être initialement à caractère semi-public et devenant progressivement autonome.

## II. LES OBJECTIFS DES BRANCHES 5 à 22

### TRAVAIL DES GRAINS ET FARINES
(Branche 5)

#### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de la branche concernent la production de farine à partir de blé importé, le décorticage du riz paddy de provenance locale, la panification, la biscuiterie et la production de pâtes alimentaires.

Les produits de la branche sont destinés, pour l'essentiel, au marché intérieur ivoirien. Les exportations sont négligeables puisqu'elles ne portent que sur les issues de blé, soit 2 % de la production.

La valeur ajoutée aux coûts des facteurs de la branche représente 7 % de la valeur ajoutée de l'industrie ivoirienne.

*Evolution passée*

L'évolution de la branche, au cours de la dernière décennie, a été marquée par une croissance soutenue.

une transformation notable des structures de production, une diversification de ces productions et, surtout, une extension remarquable de la couverture du marché intérieur.

Le taux de croissance a été de 21 % par an, en prix courants ; les activités proprement industrielles se sont développées plus rapidement que les activités artisanales et fournissent actuellement 66 % de la production totale de la branche contre 48 % en 1960.

La diversification des productions a été graduelle. En 1960, le riz décortiqué et le pain constituaient les seuls produits de la branche. La fabrication de farine de blé a été entreprise dès 1963. La production de biscuits et de pâtes alimentaires a débuté en 1969.

Le phénomène le plus intéressant concerne la part croissante prise par la branche dans la couverture des besoins du marché intérieur. La production locale de riz décortiqué et farine assure désormais 66 % des besoins intérieurs contre 22 % seulement en 1960. Malgré le fort accroissement du revenu national, la valeur des importations a baissé, passant de 2 400 millions par an en 1960-1963 à 2 200 millions ces dernières années.

*Perspectives*

Les résultats obtenus à ce jour sont conformes aux objectifs de la politique d'import-substitution. Les seuls développements prévisibles, dans le cadre de cette politique, auront pour effets l'élimination complète des importations de riz et, peut-être, le remplacement partiel de la farine de blé importé, par de la farine de maïs local.

Les débouchés à l'exportation, dans les domaines d'activité de la branche, paraissent négligeables. On a néanmoins retenu la possibilité d'une production de fécule de maïs pour exportation, entre 1976 et 1980.

En définitive, il faut s'attendre désormais à un ralentissement de la croissance de la branche. Il se reflète d'ailleurs dans les prévisions de production pour les deux prochains quinquennats :

— 1971-1975 : + 13 % par an,
— 1976-1980 : + 9,5 % par an.

Par contre, le caractère industriel de la branche ira en s'accentuant, compte tenu de l'urbanisation croissante de la population et de l'exigence accrue en produits élaborés de qualité.

B. — Les objectifs

*Minoterie de blé*

Depuis 1964 la Côte-d'Ivoire est autonome en ce qui concerne la consommation intérieure de farine de blé. La minoterie d'Abidjan, doublée récemment, peut actuellement broyer 110 000 tonnes de blé et arrivera vraisemblablement à saturation vers 1975. Il n'y a pas d'exportation de farine de blé ; ceux des pays voisins qui n'ont pas de minoterie s'approvisionnent à meilleur compte en farines d'origine européenne.

Les issues de blé font l'objet d'une petite consommation locale pour l'alimentation des volailles. Mais l'essentiel est réexporté. La mise en place récente d'une chaîne d'agglomération des issues, sous forme de briquettes, en facilite la conservation et la commercialisation à l'extérieur. Il est possible toutefois que cette exportation pose dans l'avenir quelques problèmes face à un marché relativement saturé. Le principal débouché est actuellement l'Irlande.

L'incorporation d'autres farines dans le pain pourra apparaître intéressante si elle n'entraîne pas d'altération de la qualité. Il pourrait en résulter une diminution des importations de blé extra-africain. On peut songer à y substituer par exemple :

— du manioc, mais le pronostic n'est pas favorable : des essais d'incorporation de farine de manioc, à 10 ou 15 %, effectués il y a une trentaine d'années, durant la dernière guerre, ont donné un très mauvais produit.

— du mil, il faudra se tenir informé des essais de production de farine panifiable, actuellement effectués, sur l'initiative de la F.A.O., à la minoterie de Zinder (Niger).

— du maïs, il faudra se limiter à certaines variétés bien sélectionnées et à l'utilisation de farine de fine mouture : le rendement farine/graine est alors assez bas (de l'ordre de 40 %) et il faut trouver un débouché pour les productions simultanées (semoules, farines de finesse insuffisante, son...).

— du riz.

On étudie actuellement la possibilité « maïs », qui présenterait l'avantage de stimuler cette production de l'agriculture ivoirienne ; les débouchés actuellement limités du maïs empêchent la généralisation de cette avant-culture du coton. Les prévisions de consommation de farine de maïs sont basées sur une hypothèse, à valeur purement indicative, d'incorporation de farine de maïs dans le pain, à raison de 15 % en 1975, et de 20 % en 1980. Leur réalisation est subordonnée à la poursuite des recherches et expériences, à la décision qui sera prise et à la fixation des modalités réglementaires qui s'ensuivront.

*Boulangeries*

Les prévisions correspondent à une croissance parallèle à celle de la consommation de farine, déduction faite de quelques autres emplois peu importants (biscuiterie, pâtes alimentaires). La ventilation

des prévisions entre boulangeries industrielles et boulangeries artisanales s'appuie en particulier sur une étude effectuée en 1966 par la chambre d'Industrie.

La structure des entreprises est en cours d'évolution ; la préparation du pain tend à se rapprocher des consommateurs, et les boulangeries industrielles à four tunnel et à débit continu tendent à faire place à des boulangeries plus nombreuses, plus dispersées, équipées de fours traditionnels. Il se serait ainsi créé, dans les quatre dernières années, 40 boulangeries nouvelles. La dimension moyenne reste toutefois plus élevée qu'en France : la dimension la plus courante est de 1 tonne/jour de pain contre 0,3 à 0,6 tonne/jour en France.

*Biscuiterie et pâtes alimentaires*

La consommation de biscuits en Côte-d'Ivoire est irrégulière. Elle se situe actuellement au voisinage de 800 tonnes/an (biscuits importés). Les tonnages ci-dessous sont relatifs aux rubriques douanières :

— 19 08 25 : biscuits secs sans cacao ;
— 19 08 29 : autres produits de biscuiterie.

Tableau N° 9

| Années | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Import. moins réexport., tonnes .... | 286 | 485 | 322 | 399 | 541 | 535 | 522 | 601 | 807 |

La croissance moyenne sur ces 9 années s'établit à 10,6 % par an. La prolongation de cette tendance conduirait à une consommation intérieure voisine de 1 000 tonnes en 1970, dépassant 1 600 tonnes en 1975 et 2 700 tonnes en 1980.

Les importations concernent actuellement une grande diversité de modèles, secs et fourrés, et de qualités ; le prix moyen, au niveau CAF, s'établit actuellement au voisinage de 150 à 180 F CFA/kg. Mais la création d'une production nationale, si elle s'oriente vers un produit bon marché de qualité courante, peut stimuler fortement la consommation intérieure et donner lieu à des réexportations vers les pays avoisinants.

Tableau N° 10

| Années | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Import. moins réexport., tonnes .... | 250 | 264 | 253 | 317 | 335 | 424 | 533 | 516 | 729 |

Elles ont progressé durant ces années à un taux supérieur à 14 % par an.

Il s'y ajoute la production d'une entreprise qui produit des pâtes alimentaires depuis 1957, sans faire de conditionnement au détail ; elle a une capacité installée de l'ordre de 500 kg/jour et a vendu à des collectivités 70 à 90 tonnes/an de pâtes alimentaires ces dernières années.

La consommation intérieure pourrait dépasser 800 tonnes en 1970 et approcher 3 000 tonnes en 1980. De nombreux types, marques et qualités de pâtes alimentaires sont introduits sur le marché.

Une fabrication de biscuits et de pâtes alimentaires, accompagnée d'une production de confiserie, a été mise en route récemment, avec une capacité de 6 tonnes/jour de biscuits et 6 tonnes/jour de pâtes.

*Décorticage du riz*

Le tableau suivant résume les perspectives de satisfaction de la consommation ivoirienne de riz.

Il subsistera des importations, particulièrement de biscuits de qualité supérieure.

La fabrication locale pourra utiliser, outre de la farine de blé et du sucre, du manioc, peut-être sous forme de farine précuite, et des crèmes et parfums divers pouvant provenir du traitement des fruits locaux.

L'I.T.I.P.A.T. pourrait prêter son concours à la détermination de formules de biscuits utilisant les ressources locales de manioc et de fruits.

La consommation intérieure de pâtes alimentaires est fortement croissante. Les importations (n° de nomenclature 19 03) corrigées des réexportations ont été les suivantes :

Tableau N° 11

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Consommation totale ..... | 362 | 475 | 616 |
| fournie par : | | | |
| — Décorticage manuel ou artisanal .... | 283 | 317 | 300 |
| — Usinage en rizerie industrielle ..... | 15 | 136 | 316 |
| — Importation ..... | 64 | 22 | — |

en milliers de tonnes de paddy

Les chiffres cités ici correspondent à une production « normale » et, de ce fait, les quantités réellement produites sur place sont soumises à des influences diverses, à caractère cyclique. En particulier, il est vraisemblable qu'en 1970 la production réelle sera inférieure à la « normale ». La consommation fera par contre plus largement appel à l'importation. Il importe de noter que les productions

industrielles et artisanales de riz décortiqué, pour une année donnée, correspondent aux productions agricoles de paddy de l'année précédente.

Il existe actuellement quatre rizeries industrielles, sises à Man, Korhogo, Bouaké et Gagnoa. Une tranche de trois rizeries (Bongouanou, Daloa, Séguela) sera en état de marche en 1970 et une huitième usine (Yamoussoukro) sera créée avant 1975. La capacité installée atteindrait ainsi 125 000 à 165 000 tonnes/an en 1975 et de nouvelles rizeries devront apparaître après 1975.

Pour un fonctionnement normal de ce potentiel industriel de nombreux problèmes restent à régler : au niveau de l'agriculture (uniformisation et amélioration de la qualité végétale), de la collecte (diminution des impuretés, réduction du taux d'humidité), de la gestion des usines (diminution du prix de revient) et de la commercialisation des produits.

Des recherches sur la valorisation des sous-produits du riz permettraient la mise en place de certaines productions nouvelles ; on cite par exemple : l'extraction de l'huile de son, l'introduction de marc de son dans la composition d'aliments pour les animaux, l'utilisation de paille de riz dans la préparation de certaines qualités de papiers ou de cartons.

*Maïserie, voie sèche*

La réalisation d'un projet de mouture de maïs est subordonnée à un accroissement suffisant des débouchés des produits correspondants. Elle dépend en particulier de la réponse qui sera donnée à la suggestion d'incorporation, dans le pain, de farine de maïs (voir ci-avant le paragraphe relatif à la minoterie de blé). Elle dépend également des possibilités d'écoulement des autres productions simultanées (semoule, farine de grosse mouture, son de maïs) à commercialiser, peut-être en mélange avec d'autres produits, sous forme d'aliments infantiles et d'aliments pour le bétail.

De plus, une telle réalisation nécessitera une sélection variétale au niveau de l'agriculture, une diffusion de méthodes de conservation et de stockage permettant en particulier de régulariser les cours.

Des recherches sur la valorisation des sous-produits du maïs pourraient conduire à quelques réalisations : on cite, en particulier comme possibilité à examiner, le traitement des rafles de maïs pour la production de furfurol (solvant), de résines furanées, etc.

*Maïserie, voie humide*

Une réalisation dans ce domaine dépend des possiblités de trouver des débouchés rémunérateurs à l'exportation pour l'amidon de maïs. Il n'est pas certain, non plus, que le marché mondial des fécules et amidons offre des débouchés prometteurs. Ces problèmes sont à l'étude.

## RECAPITULATION — BRANCHE 5

Tableau N° 12

Quantités : mT pour milliers de tonnes
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Minoterie | | | | | | | | | | | | | | | |
| - blé | 250 | 20 | 86 mT | | | 200 | 20 | 106 mT | | | 500 | 20 | 131 mT | | |
| - farine | | | 65 mT | 2 400 | | | | 81 mT | 3 000 | | | | 100 mT | 3 700 | |
| - issues | | | 19 mT | 160 | 140 | | | 23 mT | 190 | 170 | | | 29 mT | 240 | 210 |
| Boulangerie industrielle | 250 | 450 | 61 mT | 3 510 | | 400 | 400 | 88 mT | 5 070 | | 500 | 450 | 117 mT | 6 740 | |
| Biscuiterie | 130 | 40 | 500 T | 140 | 20 | | 20 | 1 350 T | 370 | 100 | 80 | 20 | 2.7 mT | 730 | 220 |
| Pâtes alimentaires | 100 | 30 | 680 T | 100 | | | 10 | 1 300 T | 190 | 40 | 20 | 10 | 2 mT | 290 | 90 |
| Maïserie voie sèche | | | | | | | | | | | | | | | |
| - maïs | | | | | | 140 | 230 | 35 mT | | | 170 | 150 | 62 mT | | |
| - farine | | | | | | | | 14 mT | 520 | | | | 25 mT | 930 | |
| - autres | | | | | | | | 19.3 mT | 310 | 40 | | | 34.3 mT | 540 | 80 |
| Maïserie voie humide | | | | | | | | | | | 1 310 | 160 | | 680 | 660 |
| Rizerie | 1 740 | 40 | 9 mT | 450 | | 100 | 120 | 85.7 mT | 4 290 | | 2 170 | 140 | 205.4 mT | 10 270 | |
| Boulangerie artisanale | 100 | 150 | 17 mT | 980 | | 200 | 400 | 25 mT | 1 440 | | 250 | 400 | 32,5 mT | 1 870 | |
| Riz décortiqué artisanal | | | 54 mT | 1 950 | | | | 70.2 mT | 2 530 | | | | 60 mT | 2 160 | |
| TOTAUX | 2 570 | 730 | | 9 690 | 160 | 1 040 | 1 200 | | 17 910 | 350 | 5 000 | 1 350 | | 28 150 | 1 260 |

## CONSERVES. CAFE. CACAO
## (Branche 6)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de cette branche comprennent les productions de conserves d'ananas, de café soluble et torréfié, de conserves de poisson, de beurre et tourteau de cacao.

Elle a une vocation exclusivement exportatrice : 95 % de ses productions sont exportées.

Son caractère industriel et moderne est marqué par la concentration des activités de la branche. Cinq entreprises assurent 98 % de la production :

— SALCI et SAFCO : conserves d'ananas ;
— CAPRAL : café soluble ;
— SCODI : conserves de thon et sardines ;
— SACO : beurre et tourteau de cacao.

La valeur ajoutée de la branche participe pour 5 % à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien. Les immobilisations brutes s'élevaient en 1968 à 3 200 millions et les emplois créés à 2 120.

*Evolution passée*

Le développement de la branche est exemplaire de la réussite d'une politique d'exportation fondée sur la valorisation des ressources naturelles locales (ananas, café, cacao...).

La production s'est accrue, entre 1960 et 1968, au rythme annuel moyen de 39 % en prix courants. Mais, la valeur ajoutée n'a pas augmenté dans les mêmes proportions : 33 % en moyenne. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, elle est passée de 34 % en 1960-1964 à 23 % en 1965-1968. Cette baisse du taux de valorisation industrielle résulte essentiellement de l'introduction, à partir de 1964, d'une production de beurre et tourteau de cacao, dont la valeur ajoutée n'atteint que 17 %.

Les productions se sont diversifiées progressivement. En 1960, la branche ne produisait que des conserves d'ananas (95 %) et du café torréfié (5 %). La conserverie de poisson est entrée en fonctionnement en 1961 ; le café soluble a été fabriqué à partir de 1962, le beurre et le tourteau de cacao à partir de 1964. Actuellement, les productions principales sont représentées par le beurre et le tourteau de cacao (50 %), les conserves d'ananas (30 %) et le café soluble (10 %).

La contribution de la branche aux exportations industrielles est passée de 13 % en 1960 à 35 % en 1968.

*Perspectives*

Le rôle bénéfique de la branche pour l'économie ivoirienne se manifeste sous le double aspect de son importante contribution à la croissance des exportations et de la promotion des activités agricoles. Cette politique de valorisation des ressources naturelles doit s'intensifier et s'étendre à d'autres productions agricoles. A cet égard, on a prévu la création d'unités de production de concentrés de jus d'ananas, de noix de cajou et baume d'anacardier, de crevettes congelées, de jus et pulpes de fruits divers, de cacao soluble.

Les perspectives chiffrées conduisent à une croissance de 10 % en prix constants de 1970 à 1975. Ce taux prévisionnel est en retrait par rapport à celui de la dernière décennie. Mais il s'explique par la dépendance de la branche vis-à-vis des productions agricoles qu'elle traite et dont la mise en œuvre et l'essor n'ont pas le caractère dynamique des développements industriels.

### B. - Les objectifs

*Traitement industriel de l'ananas*

La Côte-d'Ivoire met en boîtes métalliques des tranches d'ananas baignant dans un sirop ; pour une valorisation plus complète des fruits, on met également en boîtes des brisures en morceaux ou broyées et des jus.

D'autres méthodes de conservation comme le séchage ont été essayées, mais ne sont pas développées actuellement. L'évolution de la technologie conduira peut-être à un déclassement progressif des conserves de type actuel, avec un développement d'autres modes de conservation et de conditionnement. Les effets éventuels de cette évolution ne sont pas pris en compte dans les prévisions de production.

Jusqu'à présent la France était le principal client des conserveries ivoiriennes d'ananas ; les prix pratiqués sur les autres marchés européens, moins élevés, n'étaient pas suffisamment rémunérateurs. L'objectif ivoirien est de conquérir ces marchés, en réalisant des unités de mise en conserve de capacité élevée et de productivité suffisante. Une des entreprises existantes double sa capacité et doit atteindre 120 000 tonnes de fruits traités en 1972 ; une nouvelle unité, d'une capacité de traitement de 40 000 tonnes de fruits, a été mise en place.

Les tonnages de fruits traités indiqués en perspectives (120 000 tonnes en 1970 et 175 000 tonnes en 1975) ont été comptés aux valeurs FOB de 1968 ; en réalité les fluctuations de prix qu'enregistre ce produit pourront entraîner des écarts par rapport à ces prévisions de valeurs.

La production de jus d'ananas qu'il est possible d'atteindre dépasse très largement les possibilités d'absorption du marché. La dernière entreprise créée n'envisage pas de commercialisation des jus. Les autres entreprises disposent de forts excédents. Un procédé de concentration sous forme de jus limpides a été proposé : on prévoit qu'il pourrait être mis en œuvre avant 1975, produisant 2 500 tonnes de concentré pour l'exportation, à partir de 10 000 tonnes de jus.

Après la mise en conserve de l'ananas, il reste une quantité considérable de déchets (peut-être 60 000 tonnes en 1970) dont les possibilités de valorisation sont à explorer. Diverses idées ont été émises, diverses productions ont été expérimentées en laboratoire : récupération des sucres, production de vins et vinaigres, extraction de la bromédine... Les données sur ces valorisations éventuelles ne sont pas suffisantes pour que l'on puisse établir des prévisions chiffrées.

*Traitement des fruits autres que l'ananas*

Les spécialistes de l'Institut pour la Technologie et l'Industrialisation des Produits Agricoles Tropicaux (I.T.I.P.A.T.) procèdent depuis plusieurs années à l'étude expérimentale des valorisations de céréales, de légumes, de tubercules, de fruits produits localement. Ces travaux de laboratoire doivent normalement aboutir à des réalisations industrielles, élaborant des produits commercialisables sur les marchés africains ou exportables vers des transformateurs européens.

Un certain nombre de lignes de recherche ont ainsi été ouvertes, qu'on a commencé à prolonger jusqu'à la prospection active de débouchés. En sens inverse, les contacts entamés systématiquement auprès des plus importantes industries agricoles et alimentaires françaises peuvent conduire à orienter les recherches vers des productions différentes de celles étudiées jusqu'à présent, mais conformes à la demande des industriels utilisateurs.

En ce qui concerne la valorisation des fruits, un certain nombre de possibilités ont été mises en évidence ; pour des motifs techniques ou économiques, l'intérêt se porte en particulier sur les points suivants :

Traitement de la noix de cola, avec essai d'isolement du produit stimulant qu'elle contient. Les essais et recherches intéressent l'industrie pharmaceutique, pour la préparation de stimulants de l'effort présentés sous diverses formes (boissons, gomme à mâcher...).

Décorticage de l'anacarde pour l'extraction de l'amande et du baume, avec, de plus, une valorisation éventuelle du pédoncule. Dans le choix d'une méthode de décorticage, il faudrait écarter les procédés entraînant une cuisson du baume. La production ivoirienne pourrait, dès avant 1975, justifier l'installation d'une industrie de décorticage.

Traitement de la mangue, dont la production dans le nord sera très importante d'ici quelques années. Mais la récolte des mangues dure peu et son traitement s'effectue en quelques semaines. On étudie actuellement la possibilité de valoriser ces fruits sous forme de jus, de purées, on peut également envisager leur incorporation dans des macédoines de fruits tropicaux divers mis en boîte dans un bain de sirop.

Valorisation des écarts de triage de la banane : au stade actuel des études, il semble difficile de déterminer des valorisations rentables. Les crèmes de banane ont actuellement un faible débouché ; il en serait de même pour les jus, les sirops, ou les vins et vinaigres de banane obtenus en laboratoire. Pour se placer sur le marché européen de la banane séchée il faut être compétitif face aux productions de l'Équateur. Les expérimentations et les études se poursuivent.

Valorisation des fruits tropicaux divers (banane, goyave, papaye, mangue...) qui peuvent être présentés sous forme de flocons, de jus concentrés, de sirop ou de crèmes stabilisés au sucre ou à la farine de manioc ; leur valorisation peut être liée à la mise en œuvre de techniques de lyophilisation (séchage par sublimation après congélation). La technique de lyophilisation est encore en cours d'évolution. Des appareillages à bon rendement (lyophilisation en continu) pourraient être au point dans quelques années et la Côte-d'Ivoire aura intérêt à se placer au rang des premiers utilisateurs importants de cette technique. On note toutefois qu'actuellement seuls les produits chers peuvent prétendre à la lyophilisation. Cette liste n'est pas limitative. On pourra y ajouter par exemple la production de coco râpé. On doit évoquer aussi le traitement des jus et pulpes d'agrumes cultivés pour l'essence d'écorce (les objectifs dans ce domaine figurent en branche 14 avec ceux des huiles essentielles).

Au titre du traitement des fruits divers, outre le décorticage de l'anacarde, on a chiffré arbitrairement une perspective de production d'une valeur de 400 millions de F CFA en 1975, quoique l'on ignore encore la nature et le volume des productions dont une prospection active des débouchés et des investisseurs potentiels aura favorisé la mise en place.

*Conserves de tomates*

D'après les statistiques d'importation, il semble que la consommation de conserves de tomates ait pris un essor rapide depuis une dizaine d'années :

Tableau N° 13 IMPORTATIONS DE CONSERVES DE TOMATES

| Années | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Quantités en tonnes | 41 | 518 | 1 083 | 1 253 | 1 603 | 1 977 | 2 160 | 2 429 | 2 197 | 2 657 | 2 742 | 2 823 |
| Valeurs en millions CFA | 4 | 33 | 59 | 85 | 111 | 129 | 148 | 184 | 182 | 216 | 203 | 216 |

La production locale de conserves de tomates n'a pas encore été mise au point. Elle semble difficile à réaliser, en raison des faibles rendements obtenus en Côte-d'Ivoire (environ 20 t/ha), du coût élevé de la culture (prix des piquets), de la fréquence des flétrissures bactériennes, etc. De plus une usine de concentré de tomates exige des fruits de forme régulière et riches en pulpe : d'où la nécessité d'une sélection variétale rigoureuse.

Face au bas prix des concentrés importés, il n'est pas certain qu'une production locale atteigne aisément la rentabilité, d'autant que le traitement de la tomate est une activité saisonnière : il faudra s'efforcer de trouver, dans le traitement d'autres fruits ou légumes, la possibilité d'utiliser hors saison l'appareillage de conserverie des tomates.

En raison de toutes ces difficultés, on n'a inscrit une prévision de production (400 millions de F) qu'au-delà de 1975.

Dans le cadre d'une harmonisation industrielle au sein du Conseil de l'Entente, peut-être le marché ivoirien devra-t-il s'ouvrir à une production de concentré en provenance de Haute-Volta ou du Niger.

En particulier le projet de Banfora en Haute-Volta, objet d'essais nombreux et suivis depuis plusieurs années, pourrait, après son entrée en production, fournir une partie du marché ivoirien.

*Poissons et crustacés*

La production de conserves de sardinelles d'Adiaké se substituera progressivement à l'importation de boîtes de sardines. Une exportation vers les pays de l'intérieur est à rechercher, une fois consolidée l'amélioration de qualité.

Dans le domaine de la conserve de thon, le marché intérieur n'offre pas des débouchés considérables : mais les quantités de thon pêchées annuellement au large des côtes ivoiriennes justifient que l'on cherche la possibilité d'exporter des conserves de thon. Le marché des U.S.A. est à considérer comme inaccessible : les entrées de conserves de thon y sont frappées d'un droit élevé. Des débouchés sont à rechercher au niveau de la CEE, en France, en Italie, en Allemagne fédérale ; ce qui présuppose une participation active aux négociations pour l'organisation du marché européen des conserves de poisson.

On a indiqué pour objectif 1975 le traitement de 10 000 tonnes de poisson : on ignore pour l'instant si cet objectif est surestimé ou peut être dépassé.

La production de « nuoc mam », intéressante à cause de sa richesse en protéines, est entreprise depuis peu à proximité d'Abidjan. Les quantités que l'on parviendra à commercialiser doivent s'accroître et atteindre 400 000 litres en 1975 (valeur 50 F/l).

La pêche de crevettes à proximité du littoral ivoirien, l'élevage de crevettes en lagune à partir de larves importées du Japon, alimenteront des ateliers de traitement et de conditionnement : on prévoit le traitement de 500 tonnes de crevettes en 1970 et de 900 tonnes en 1975.

*Farine de poisson*

La farine de poisson utilisée principalement pour la fabrication d'aliments pour les animaux, est l'objet d'échanges internationaux assez actifs. La consommation mondiale est irrégulièrement croissante. La production mondiale est dominée par le Pérou qui assurait, vers 1962-1965, 34 à 42 % des productions totales de farine dans le monde ; mais les fluctuations provoquées par des variations dans le succès des campagnes de pêche ont favorisé la recherche de protéines de substitution (tourteaux de soja enrichis en acides aminés de synthèse, protéines de pétrole ou de synthèse).

On ne peut pas envisager de produire en Côte-d'Ivoire de la farine de poisson pour l'exportation : en effet, pour se placer sur le marché mondial, une farine doit être de qualité suffisante et régulière ; il en découle la nécessité d'alimenter les usines en poisson frais, pêché spécialement à cet effet ; d'autre part cette farine se placera à un prix relativement bas, de l'ordre de 30 F CFA/kg FOB (120 $/t). La pression exercée sur les prix de la farine de poisson par les produits de substitution ne laisse pas de perspective de hausse des cours.

Alors une industrie locale, d'une capacité de l'ordre de 1 500 t/an de farine (7 500 à 8 000 t/an de poisson), n'atteindra sa rentabilité qu'avec des approvisionnements en poisson frais parvenant à l'usine à un prix de l'ordre de 3 à 4 F CFA/kg au maximum : rentabiliser à ce niveau une activité de pêche au voisinage des côtes ivoiriennes apparaît impossible ;

la pêche des chalutiers ivoiriens se commercialise actuellement à 40 ou 45 F CFA/kg : le prix de revient de ce poisson, dans les conditions les plus favorables, ne peut certainement pas descendre au-dessous de 10 à 15 F CFA/kg.

Il ne reste alors que la possibilité de fournir le marché intérieur. Dans un ensemble intégré de traitement des produits de la pêche, si les marchés extérieurs permettent d'envisager une conserverie de thon de grande dimension (15 000 à 25 000 t/an de thon frais), il sera concevable de prévoir, peut-être pour 1975, une unité de 1 200 à 1 500 t/an de farine, alimentée en déchets de conserverie, absorbant, de plus, les espèces péchées non comestibles et les invendus. Cette production serait destinée en premier lieu à approvisionner l'industrie locale de préparation d'aliments composés pour les animaux.

L'utilisation de la farine de poisson pour l'alimentation humaine sort peu à peu du stade expérimental ; son développement sera à surveiller. Si l'emploi de la farine de poisson en nutrition humaine venait à se généraliser, il pourrait en résulter à terme certaines modifications dans la structure de la production et des échanges de ce produit, à l'issue desquelles les possibilités ivoiriennes d'interventions pourraient être reconsidérées. Il est fort probable toutefois que le marché continuerait à être dominé par les pays les mieux placés en fait de ressources ichtyologiques.

En conclusion, la farine de poisson, dans les conditions ivoiriennes, pourra apparaître comme une valorisation de sous-produits, à usage local, mais certainement pas comme une industrie à ravitaillement autonome et orientée sur les marchés extérieurs.

*Café soluble*

L'entreprise actuelle est loin de fonctionner à pleine capacité. Elle fait état de difficultés commerciales, de perte des marchés nord-africains, de concurrence des productions brésiliennes. Le Brésil, en effet, qui avait deux unités de production en 1964, a considérablement augmenté son potentiel de traitement et vend des poudres à bas prix sur les marchés américains et européens.

L'entreprise existante cherche à développer ses ventes vers les pays de l'Est et à améliorer son niveau de production, portant sa capacité à 2 360 t/an de poudre, soit environ 7 000 t/an de café vert.

Pour le développement des productions ivoiriennes, on ne peut songer au séchage par lyophilisation, qui convient mal au Robusta, car il conserve le caractère amer de cette variété.

*Café torréfié*

La possibilité de placer 1 000 tonnes de production en 1975 dépendra de la croissance de la consommation du café. L'exportation, notable vers la Haute-Volta, le Niger, est plus faible vers le Nigeria, le Ghana. Un essai de reprise est tenté vers le Mali. La consommation intérieure croit lentement, mais les circuits de commercialisation pourraient être améliorés.

On commercialise deux qualités principales de café torréfié. Le café bon marché est obtenu à partir des brisures de robusta. Le café au meilleur goût, pour la clientèle plus exigeante, est obtenu par un mélange du robusta local avec des arabicas éthiopiens ou camerounais.

Le prix du café torréfié est grevé par des frais de conditionnement élevés : sous le climat ivoirien, l'oxydation est rapide et il faut procéder au conditionnement sous vide dès torréfaction.

*Beurre et tourteau de cacao*

Des analyses approfondies effectuées sur cette activité conduisent aux conclusions suivantes :

— l'intérêt de triturer les fèves sur place est incontestable lorsqu'il s'agit de fèves classées « sous-grade », difficilement exportables ou inexportables en l'état. D'une part elles sont ainsi valorisées, d'autre part leur élimination permet une amélioration efficace de la qualité des exportations de fèves ;

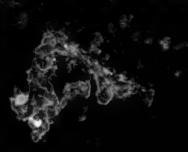
— du point de vue des avantages économiques, la trituration des fèves de grade exportable est d'un intérêt à peu près nul, et s'accompagne d'un manque à gagner fiscal important, nécessaire toutefois pour assurer une rentabilité de l'entreprise ;

— du point de vue de l'industriel, il apparaît impossible de se limiter à la trituration des « sous-grades », et un équilibre correct des fabrications est obtenu avec un pourcentage d'au moins 50 % de grades exportables.

Le développement excessif du traitement sur place des fèves exportables, en période de haute conjoncture pour le marché du cacao, handicape la Côte-d'Ivoire dans ses relations avec les clients traditionnels et dans sa recherche de nouveaux clients.

Ce ne serait qu'en période d'offre excédentaire qu'il pourrait apparaître intéressant, pour régulariser le marché, d'en distraire certaines quantités de fèves et de les traiter industriellement, quitte d'ailleurs à stocker le beurre et les tourteaux ainsi produits.

Ces considérations conduisent à prévoir un objectif de broyage égal à environ 20 % de la récolte de fèves escomptée, les quantités correspondantes étant en réalité susceptibles de varier selon la situation du marché du cacao.



Les tonnages prévisionnels ont été valorisés ici à un niveau de prix inférieur à celui de 1968. En réalité les prix du beurre et des tourteaux sont influencés par les cours des fèves, et le repère 1968 correspond à une période de cours élevés. A cette incidence s'ajoute celle de la récente dévaluation. Les chiffres d'affaires futurs pourront de ce fait accuser une différence importante par rapport aux prévisions.

*Cacao soluble*

Le tourteau de cacao dégraissé acquiert la propriété d'être soluble ; il peut alors être utilisé pour la confection de déjeuners cacaotés et de préparations alimentaires diverses.

La production ivoirienne, actuellement minime, devrait croître dans l'avenir, au prix d'efforts pour la commercialisation sur les marchés extérieurs.

## RECAPITULATION — BRANCHE 6

Tableau N° 14

Quantités : mT pour milliers de tonnes
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V |
| Conserves d'ananas | 860 | 600 | 120 mT | 3 360 | 3 350 | 230 | 250 | 175 mT | 4 650 | 4 630 | 410 | 200 | 220 mT | 5 020 | 6 000 |
| Concentré de jus d'ananas | | | | | | 60 | 30 | 2 mT | 140 | 140 | | 5 | 2,5 mT | 180 | 180 |
| Jus, pulpe de fruits, divers | | | | | | 130 | 120 | | 300 | 390 | 320 | 245 | | 1 200 | 1 190 |
| Conserves de tomates | | | | | | | | | | | 330 | 100 | 5 mT | 400 | |
| Conserves de poisson : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - sardinelle | | | 600 T | 70 | | 400 | 300 | 1,5 mT | 170 | | 560 | 400 | 2 mT | 230 | |
| - thon | | | 3 mT | 450 | 420 | | | 10 mT | 1 500 | 1 470 | | | 30 mT | 4 500 | 4 450 |
| Condition. de crevettes | 130 | 150 | 500 T | 300 | 300 | 50 | 100 | 900 T | 540 | 540 | 40 | 100 | 1 500 T | 900 | 900 |
| Café torréfié | | | 750 T | 150 | 50 | 50 | 20 | 1 mT | 200 | 80 | 60 | 20 | 1,5 mT | 300 | 100 |
| Café soluble | 200 | 40 | 1 500 T | 1 260 | 1 100 | 100 | 100 | 3 mT | 2 520 | 2 390 | 920 | 200 | 4,5 mT | 3 040 | 4 860 |
| Beurre de cacao | 300 | 150 | 30 mT (fèves) | 1 900 | 1 190 | 100 | 150 | 50 mT (fèves) | 6 500 | 6 480 | 500 | 100 | 70 mT (fèves) | 6 100 | 9 070 |
| Cacao soluble | | | | | | 200 | 50 | 500 T | 80 | 60 | 60 | 10 | 640 T | 100 | 70 |
| Anacarde | | | | | | 170 | 250 | 3 mT | 200 | 200 | 330 | 480 | 5,5 mT | 520 | 410 |
| TOTAUX | 1 490 | 940 | | 6 490 | 9 410 | 2 050 | 1 350 | | 16 900 | 16 380 | 2 580 | 1 860 | | 23 490 | 27 [illegible] |

## BOISSONS ET GLACES
(Branche 7)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les entreprises de la branche produisent de la bière, des boissons gazeuses et de la glace. Une activité de congélation, entreposage et transbordement des produits de la pêche y a été incorporée, par souci de simplification comptable (production subsidiaire de glace).

La branche est assez concentrée puisque 4 entreprises fournissent l'ensemble de la production :

— BRACODI : bière, boissons gazeuses, glace.
— SOLIBRA : bière, boissons gazeuses, glace.
— SOBOCI : boissons gazeuses.
— SOGIP : congélation, glace.

Les immobilisations brutes s'élevaient, en 1968, à 2 550 millions et les emplois à 860.

Les exportations sont limitées aux pays voisins. Mais ceux-ci s'équipent progressivement dans les mêmes industries et les débouchés se restreignent en conséquence. Les exportations ne représentent plus que 6 % de la production contre 15 % en 1960-1961.

La valeur ajoutée de la branche est élevée, relativement à la production : 63 %, et contribue pour 3,5 % à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

Les possibilités à l'exportation étant réduites, le développement de la branche s'inscrit dans le cadre d'une politique d'import-substitution. Or, on est obligé de constater une dégradation du taux de couverture du marché intérieur, qui est passé de 54,5 % en 1960-1962 à 50 % en 1966-1968. La croissance moyenne de la branche n'a d'ailleurs été que de 5 %, en prix courants, de 1960 à 1968. Le faible taux d'accroissement est imputable à la diminution de la production de bière (150 000 hl en 1968 contre 171 000 en 1960).

La production de boissons gazeuses, par contre, a connu un développement satisfaisant : + 12 % par an.

La concurrence des produits importés (bière, vins, alcools) s'est trouvée renforcée par les goûts de luxe qui résultent normalement de la hausse des niveaux de vie individuels, et, sans doute aussi, par l'effet d'imitation des habitudes européennes. Cette tendance ne peut être combattue qu'au niveau des entreprises locales, par un effort soutenu d'amélioration de la qualité des produits et de promotion des ventes.

*Perspectives*

Compte tenu des remarques que suggère l'évolution passée de la branche, les perspectives chiffrées conduisent à un taux de croissance prévisionnel relativement optimiste : de 10,5 % en prix constants, entre 1970 et 1975.

Elles supposent donc que les entreprises locales manifestent dans l'avenir une compétitivité plus franche vis-à-vis des produits importés.

Par ailleurs, on devrait assister à un fort développement des activités de congélation et d'entreposage des produits de la pêche, engendré par l'extension prévue du réseau de commercialisation des poissons frais à l'intérieur du pays.

B. - LES OBJECTIFS

*Bière*

La bière est fabriquée localement par deux brasseries dont l'une s'est installée en 1952 ; l'autre est entrée en production en 1962. Toutes deux sont situées à Abidjan : l'une a installé à Bouaké une station d'embouteillage. Naguère exportatrices, en particulier sur la Haute-Volta, les brasseries d'Abidjan ont vu s'annuler leurs débouchés extérieurs, du fait de la création de brasseries dans les pays voisins.

EXPORTATIONS DE BIERE LOCALE

Tableau N° 15 — en milliers d'hectolitres

| Années | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 34 | 48 | 33 | 53 | 38 | 0 | 2 | 4 | 2 |

La consommation intérieure de bière, après avoir fortement crû jusqu'en 1958 où elle atteignait près de 190 milliers d'hectolitres, a marqué ensuite une tendance générale à la baisse, à un taux moyen de 3,5 % par an entre 1958 et 1966 ; un redressement s'est amorcé depuis 1967. La reprise de la consommation de bière en 1967 est d'ailleurs imputable en partie à une hausse de la taxation du vin. Mais elle tient également à une série d'améliorations accomplies par les brasseurs, portant sur la qualité et sur la commercialisation de la bière. Les brasseurs ont entrepris un contrôle plus serré des circuits de distribution, avec livraison directe aux détaillants ; la mise en place de la distribution de bière-pression à Abidjan a été effectuée.

La production locale devrait remonter à 185 milliers d'hectolitres en 1970 et progresser ensuite à un taux de l'ordre de 8 % par an, pour atteindre 270 milliers d'hectolitres en 1975.

Il reste exclu toutefois pour le proche avenir qu'une brasserie se crée à Bouaké : le ravitaillement de cette ville se fait aisément depuis Abidjan par la route. D'autres stations d'embouteillage pourront être implantées dans l'intérieur du pays. En brasserie la capacité installée (300 000 hl/an) devrait suffire jusqu'au-delà de 1975.

CONSOMMATION INTERIEURE DE BIERE

Tableau N° 16 — en milliers d'hectolitres

| Années | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bière locale | 174 | 130 | 137 | 153 | 122 | 127 | 140 | 109 | 116 | 128 | 148 |
| Bière import (2203) | 13 | 6 | 7 | 8 | 6 | 11 | 10 | 14 | 13 | 16 | 16 |
| TOTAL | 187 | 136 | 144 | 161 | 128 | 138 | 150 | 123 | 129 | 144 | 164 |

Simultanément, la consommation de vin apparaît fortement croissante ; de 1960 à 1966 les importations de vin non conditionné se sont accrues à un taux moyen annuel de 8,6 % ; le mouvement de croissance s'est ralenti depuis.

## IMPORTATIONS DE VINS NON CONDITIONNES, DE 12° AU MOINS (n°s 2205 11 et 2205 12)

Tableau N° 17

| Années | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Quintaux | 193 | 273 | 247 | 283 | 351 | 324 | 331 | 277 | 341 |
| Valeur CAF, millions F CFA | 431 | 613 | 675 | 785 | 991 | 918 | 896 | 803 | 996 |

Parmi les boissons consommées, le vin joue donc un rôle considérable puisque les importations de vin ordinaire s'élèvent à environ 1 milliard de F CFA par an au niveau CAF, ce qui représente, au niveau des prix à la consommation, un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,5 à 4 milliards de F CFA, contre 0,7 à 0,9 milliard pour la bière vendue par les deux brasseries locales.

Il n'est pas certain que la bière et le vin soient parfaitement substituables, mais il est incontestable qu'une forte taxation sur le vin entrainera une baisse de cette consommation, qui se reportera, au moins en partie, sur la bière.

*Boissons gazeuses*

La projection a été basée sur un taux de croissance annuel de 8 % entre 1970 et 1975. Les trois établissements existants ont une capacité globale de 280 000 hectolitres ; des créations nouvelles, en cours ou projetées, permettront d'atteindre l'objectif 1975 de 430 000 hectolitres.

Les productions locales de sodas pourraient employer les extraits secs ou les jus concentrés de fruits locaux qui pourraient être produits dans l'avenir, selon les techniques de l'I.T.I.P.A.T. ou selon d'autres techniques.

*Glace*

La glace hydrique, commercialisée en 1967 dans la région d'Abidjan, représente un tonnage de 72 000 tonnes, ainsi réparti :

— livraison aux unités de pêche : 46 000 tonnes ;
— livraison en ville : 26 000 tonnes.

Elle est produite par trois établissements dont la capacité atteint actuellement environ 100 000 t/an. Après mise en route du nouvel entrepôt frigorifique au port de pêche, elle dépassera 130 000 t/an.

La pêche industrielle maritime pourrait atteindre :

— en 1970 : 65 000 tonnes ;
— en 1975 : 100 000 tonnes ;
— en 1980 : 135 000 tonnes.

Mais une part croissante de ces captures sera assurée par des navires congélateurs.

Si l'on suppose pour les livraisons en ville une croissance dans l'avenir de 8 % par an, la commercialisation de glace par les industries pourra atteindre les niveaux suivants :

Tableau N° 18

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Quantités (tonnes) livrées à la pêche | 60 000 | 80 000 | 100 000 |
| livrées en ville | 30 000 | 50 000 | 70 000 |
| Total | 90 000 | 130 000 | 170 000 |
| Valeur (millions de F CFA 3 F CFA/kg) | 270 | 390 | 510 |

Il existe un certain nombre d'installations plus ou moins importantes situées dans les villes de l'intérieur.

Les machines à faire de la glace en pains, construites par une entreprise d'Abidjan, permettront progressivement le ravitaillement des centres secondaires.

La glace carbonique est produite depuis peu à Abidjan, mais se commercialise difficilement : l'usage de la glace sèche n'est pas entré dans les mœurs. L'entreprise productrice comptait ravitailler les compagnies aériennes, mais celles-ci au contraire ravitaillent Port-Bouet en glace carbonique acquise hors taxe en Europe.

*Congélation-entreposage*

Actuellement 20 000 t/an environ de thon transitent par Abidjan : ils sont stockés, avant réembarquement sur navires frigorifiques, au rythme de 120 t/jour pour une congélation à — 18°. 1 600 tonnes peuvent être stockées à — 20°.

Les installations du nouvel entrepôt frigorifique au port de pêche, dont la construction commence (470 millions de F CFA d'investissements) seront en service en 1970 et pourront être accrues ensuite. Les caractéristiques seront les suivantes :

— Réfrigération en saumure ..... 120 t/j
— Stockage à 0° ..... 400 t
— Congélation à — 18° ..... 60 à 90 t/j
— Stockage à — 20° ..... 3 000 t
— Stockage de vivres frais ..... 300 t
— Fabrication de glace ..... 100 t/j

On a compté que le transit du thon atteindrait 30 000 tonnes en 1970, 110 000 tonnes en 1975.

Les objectifs de congélation et d'entreposage du thon seront à revoir en diminution si les flottes de pêche s'équipent en thoniers congélateurs transbordant directement leurs récoltes à bord de cargos frigorifiques.

Les projets de chaîne du froid, destinés principalement à ravitailler en poisson frais les villes de l'intérieur, sont encore à préciser. L'initiative privée a déjà mis en route quelques circuits avec des camions frigorifiques et quelques petites installations de stockage. Mais l'état de certaines routes gêne leur activité (poussière, chocs, risque de pannes). Par ailleurs, le poisson frais est souvent acheté par des revendeurs qui le sèchent ou le fument avant de le commercialiser : il apparaît préférable d'améliorer les circuits de commercialisation du poisson séché à la côte.

*Eaux de table*

Des sources d'eau naturelle de bonne qualité existent en Côte-d'Ivoire. Leur exploitation permettrait de réduire les importations d'eaux européennes. Mais elles nécessitent des études préalables d'une grande ampleur, car il faut acquérir des certitudes de régularité à long terme de la qualité de ces eaux et du débit des sources.

Une société d'étude a été constituée : les brasseurs locaux sont intéressés. L'eau minérale pourrait servir à la production d'eaux de table, gazéifiées ou préparées de diverses façons.

Les chiffres proposés ici, en l'absence d'études suffisamment avancées, ont une valeur indicative.

## RECAPITULATION — BRANCHE 7

Quantités : mT pour milliers de tonnes
mhl pour milliers d'hectolitres
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 19

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Bières | 330 | 200 | 185 mhl | 1 080 | 10 | | | 270 mhl | 1 580 | 10 | 870 | 200 | 380 mhl | 2 220 | 10 |
| Boissons gazeuses | 40 | | 290 mhl | 1 030 | 10 | 180 | 120 | 430 mhl | 1 530 | 20 | 360 | 150 | 600 mhl | 2 130 | 40 |
| Glace | | | 90 mT | 270 | | | | 130 mhl | 390 | | | | 170 mT | 510 | |
| Congélation Entrepos. thon | 200 | 20 | 30 mT | 110 | 90 | 340 | 50 | 110 mT | 400 | 250 | 190 | 20 | 160 mT | 650 | 450 |
| Eaux de table | | | | | | 50 | 20 | | 50 | | 60 | 20 | | 100 | |
| TOTAUX | 570 | 220 | | 2 490 | 110 | 570 | 190 | | 3 950 | 280 | 1 480 | 390 | | 5 610 | 500 |

## AUTRES INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET TABAC

(Branche 8)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de la branche recouvrent les productions de tabac à fumer et cigarettes, produits laitiers, confiserie et aliments pour la volaille.

La part du tabac est prédominante : 86,5 % de la valeur de la production, mais les impôts indirects sur la vente de ce produit représentent, à eux seuls, 58 % du chiffre d'affaires de la branche.

Les exportations, 4 % de la production, sont constituées uniquement par les ventes de tabac dans les pays limitrophes.

La valeur ajoutée de la branche, en raison de la forte charge d'impôts indirects sur le tabac, est très élevée. Elle représente 75 % de la production de la branche et 6 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

Les immobilisations brutes atteignaient, en 1968, 1 100 millions et le nombre d'emplois 300 environ.

*Evolution passée*

Le taux de croissance de la branche a été, en moyenne, de 13 % par an, en prix courants, de 1960 à 1968. Il a donc été assez largement inférieur à celui de la production industrielle dans son ensemble (+ 24 %).

Cette déficience de la branche peut être attribuée à l'échec d'un important projet industriel de fabrication de produits laitiers.

Le taux de couverture du marché intérieur est resté stable, mais à un niveau relativement bas : 42 % en 1968 contre 41 % en 1960-1962.

Les débouchés à l'exportation, pour le tabac, se sont fortement réduits avec l'installation d'industries concurrentes dans les pays voisins. Les exportations de tabac ont donc sensiblement diminué, passant de 560 millions de F en 1961 à 120 millions en 1968.

*Perspectives*

Deux projets importants, dont la réalisation est prévue dans les cinq prochaines années, devraient donner un vigoureux essor à cette branche, actuellement en perte de vitesse. Ils concernent l'implantation d'une sucrerie produisant 45 000 tonnes en 1975 et traitant des cannes à sucre cultivées dans le pays et celle d'une usine de fabrication de lait concentré.

On ne peut pas espérer un développement significatif des exportations. Mais ces projets cadrent parfaitement avec l'objectif d'import-substitution et de promotion des activités agricoles. En effet, les importations de lait concentré et de sucre constituent, respectivement, 27 % et 36 % du montant total des importations de la branche et les plantations de canne à sucre devraient accroître sensiblement le revenu des populations agricoles.

Enfin, des résultats intéressants sont attendus des projets « Attiéké », produit à partir du manioc, et « Foutouprêt » fabriqué à partir de l'igname.

Le taux de croissance prévisionnel pour 1971-1975 est donc résolument optimiste : + 22,5 % par an, en prix constants.

B. - Les objectifs

*Produits laitiers*

L'industrie laitière en Côte-d'Ivoire n'est pas basée sur le cheptel local, mais sur de la poudre de lait importée.

La première activité consiste à régénérer le lait pour le commercialiser sous forme de produits frais : lait, yaourts, fromages blancs... Une des entreprises existant à Abidjan, qui aspirait à un chiffre d'affaires élevé (600 millions de F CFA/an), a dû cesser son activité, pour des motifs techniques et commerciaux.

Une autre activité consiste à produire un lait sous la forme où il connaît la plus grande diffusion : lait concentré en boîte, sucré ou non. Il apparaît effectivement que cette transformation, d'une forme pulvérulente en une forme liquide, se traduit par une diminution de la valeur des importations de produits laitiers et par une création de valeur ajoutée intérieure non négligeable. Des projets de production de lait concentré sont à l'étude.

Dans ces régénérations du lait, une certaine baisse du prix de revient pourrait être obtenue par une modification de la réglementation ivoirienne : la Côte-d'Ivoire continue d'appliquer la législation française qui impose au lait régénéré, au yaourt, au fromage, à la crème glacée, l'adjonction exclusive, à titre de matière grasse, de crème de lait, produit coûteux à importer. Bien des pays admettent la diffusion de produits laitiers où l'apport de matière grasse provient d'huiles végétales : arachide, coprah...

Le « filled milk » ainsi obtenu peut avoir des qualités organoleptiques voisines de celles du lait complet. Il peut être moins nutritif, ce n'est pas un inconvénient en Afrique où le lait est utile non pas par les matières grasses, mais par son apport de protéines et de calcium. Le « filled milk » n'est pas utilisé en Europe. Il a pris naissance aux Etats-Unis : son usage s'est fortement développé aux Philippines, au Nigeria, au Ghana. Il faut utiliser dans sa fabrication des matières grasses désodorisées, mais le prix en reste moins élevé que celui de la crème de lait déshydratée, qu'il faut importer.

L'introduction des matières grasses d'origine végétale dans les crèmes glacées est actuellement interdite en France et en Allemagne fédérale ; dans les autres pays d'Europe de l'Ouest elle est autorisée, même dans les pays laitiers comme la Hollande ou les pays scandinaves.

La mise en route du Marché Commun nécessitera une unification des règlements des pays membres, relatifs à la qualité des biens de consommation ; il est vraisemblable que la France se trouvera conduite à admettre l'incorporation de matières grasses végétales dans les produits laitiers.

Une modification de la législation ivoirienne pourrait intervenir dès maintenant ; il pourrait en résulter une plus grande diffusion de produits laitiers d'un prix modique.

Les possibilités d'exportation des produits laitiers ivoiriens semblent réduites : le Niger, la Haute-Volta ont une production locale de lait commercialisée au stade des villes à un prix de l'ordre de 30 F/l.

La commercialisation des produits laitiers d'Abidjan à l'intérieur du pays est handicapée par des prix de transport élevés, tenant en particulier aux conditions précaires actuelles d'exploitation des chaînes de froid.

A propos de l'industrie laitière, il faut noter que le traitement des noix de coco fraîches permet d'obtenir, après extraction d'huile vierge, un lait de coco,

liquide épais analogue à un lait concentré et ayant la même valeur nutritive. Des recherches sur ce produit se poursuivent à l'I.T.I.P.A.T.

*Racines et tubercules*

Il s'agit des possibilités de valorisation du manioc, de l'igname, etc., sous forme de farines, de fécules, de produits diététiques et alimentaires divers. L'objectif de 750 millions de F CFA en 1975 a une valeur indicative.

Un premier projet consiste en la préparation de « foutouprêt », purée d'igname précuite, déshydratée, présentée sous forme de poudre instantanée. Une installation expérimentale est prévue ; elle pourrait être suivie de la mise en place d'une production à grande échelle, d'une capacité de traitement de 25 000 tonnes de racine. On prévoit simultanément la fourniture, sous forme de poudres, des sauces d'accompagnement.

Il y a un projet analogue pour le traitement du manioc qui serait présenté sous forme d'attiéké prêt à la consommation.

La possibilité de réaliser une féculerie de manioc pour l'exportation est également à l'étude. Les chances de réalisation dépendent de l'évolution prévisible du marché mondial des fécules et amidons. Un choix sera sans doute à faire entre la fécule de manioc et l'amidon de maïs.

*Sucre*

Les projets sucriers sont encore à l'étude. On prévoit qu'une production industrielle aura été mise en place avant 1975 et qu'elle pourra alors produire 45 000 tonnes.

Ces 45 000 tonnes de sucre pourront être absorbées par le marché intérieur qui atteindra ou dépassera à l'époque 60 000 tonnes. L'engagement pris auprès de la Haute-Volta, relatif à l'achat de 10 000 t/an de sucre de Banfora, sera ainsi respecté.

Il n'est certainement pas possible de viser l'exportation en Afrique où tous les pays s'équipent en sucreries ou projettent de le faire.

La valorisation des sous-produits est à étudier conjointement aux projets de sucreries, peut-être avec le concours de l'I.T.I.P.A.T. Par tonne de sucre on obtient environ 3 tonnes de bagasse et 0,4 tonne de mélasse équivalant à 100 litres d'alcool.

Avec la bagasse, on peut envisager de faire de la pâte à papier, des panneaux ou des containers divers en particules agglomérées ; la moelle de bagasse peut servir à l'alimentation du bétail.

La mélasse est utilisable en distillerie (tafias, alcool éthylique ; difficultés d'écoulement) ; en levurerie ; elle peut être à la base de préparation de divers acides organiques, elle peut être utilisée pour la préparation d'aliments du bétail, pour la coagulation du latex ou simplement comme combustible. Les vinasses de distillation ont une valeur fertilisante.

*Confiserie*

La production intérieure de confiserie continue à croître et à se diversifier : bonbons, pastilles, chewing-gum, etc. On ne peut guère accéder à l'exportation : les pays voisins sont tous équipés en confiserie.

*Chocolaterie*

Le projet d'une chocolaterie, intégrée dans l'usine de trituration des fèves de cacao, est à l'étude : cet atelier produira plusieurs sortes d'articles : chocolat de ménage, au lait, aux arachides, confiseries au chocolat, entre autres sous forme de bâtonnets bon marché. La production devra d'abord satisfaire la consommation locale, mais celle-ci est actuellement minime (importations actuelles de l'ordre de 40 t/an). Il est possible que la réponse de la clientèle à l'offre de ces produits locaux ne suffise pas à atteindre les objectifs formulés (1 300 tonnes en 1975).

Les conditions climatiques ne favorisent pas la production de chocolat, qui devra s'effectuer dans des locaux dotés d'une régulation de l'hygrométrie et de la température.

*Aliments pour animaux*

Jusqu'ici les aliments préparés sont utilisés en Côte-d'Ivoire exclusivement pour l'élevage des volailles. La production en est effectuée dans des ateliers dispersés, privés ou administratifs (Service de l'Elevage) ; elle atteint actuellement environ 7 à 8 000 t/an d'aliments à base de maïs (50 %) et de tourteaux d'arachides souvent importés.

La consommation devrait croître fortement dans l'avenir et atteindre 25 000 tonnes d'aliments complets en 1975, d'une valeur à la production d'environ 30 F CFA/kg.

La rentabilité de l'élevage des porcs est jugée insuffisante pour qu'on les nourrisse avec des aliments artificiels. Pour l'élevage bovin, on se tourne plutôt vers des solutions basées sur l'alimentation naturelle : peut-être l'embouche avant abattage consommera-t-elle de faibles quantités d'aliments artificiels.

On risque donc d'avoir fort peu d'utilisation locale possible des nombreux sous-produits dont la valorisation actuelle est l'alimentation animale : tourteaux

d'oléagineux, drèches de brasserie, issues de meunerie, brisures de rizeries, rafles de maïs, mélasses de sucreries, déchets de traitement des fruits, des racines et tubercules, farine de poisson, sous-produits d'abattoir (farines d'os, farines de sang...).

Les possibilités de placement de ces sous-produits sur des marchés extérieurs déjà encombrés sont réduites ; il faudra réserver à l'exportation les sous-produits les plus riches comme le tourteau de graine de coton (sous réserve d'une bonne élimination du gossypol) et d'arachide (sous réserve d'élimination des risques d'aflatoxine).

On note toutefois que l'on pratique actuellement au niveau du laboratoire, un certain nombre de recherches sur l'utilisation de matières d'origine locale comme charges renforçantes dans la préparation des caoutchoucs. On pourrait y trouver des possibilités d'utilisation pour des protéines : déchets de poissons, peut-être tourteaux d'oléagineux...

*Cigarettes*

La croissance de la consommation intérieure s'établit en moyenne à 6,2 % par an. On a compté que la production locale en représenterait un pourcentage croissant :

— 75 % en 1970 ;
— 78 % en 1975 ;
— 80 % en 1980.

On a compté également que les exportations pourraient se maintenir au niveau de 10 % de la production (niveau de 1965).

L'entreprise ivoirienne exporte vers l'usine de Bobo-Dioulasso qui ne pratique que les stades terminaux de la fabrication de cigarettes et s'alimente en préparations à Bouaké. Cette entreprise ivoirienne a accru son équipement pour élargir sa gamme de productions et fournir des cigarettes à goût anglais.

## RECAPITULATION — BRANCHE 8

Tableau N° 20

Quantités : mT pour milliers de tonnes
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Produits laitiers | 100 | 10 | | 150 | | 220 | 50 | | 1 000 | 50 | 230 | 40 | | 2 000 | 60 |
| Racines et tubercules | | | | | | 210 | 80 | | 750 | 100 | 640 | 480 | | 2 000 | 500 |
| Sucre | | | | | | 3 900 | 300 | 45 mT | 2 310 | | 1 250 | 100 | 60 mT | 3 050 | |
| Confiserie | 150 | 30 | | 200 | | 50 | 40 | | 450 | | 190 | 30 | | 600 | |
| Chocolaterie | | | | | | 150 | 50 | 1 300 T | 390 | 370 | 150 | 50 | 2 400 T | 720 | 700 |
| Aliments pour animaux | 50 | 40 | 10 mT | 300 | | 30 | 30 | 25 mT | 150 | | 70 | 60 | 60 mT | 1 800 | |
| Cigarettes | 60 | 20 | 1 560 T | 2 900 | 150 | 40 | 40 | 2 200 T | 4 100 | 250 | 380 | 50 | 3 050 T | 5 680 | 350 |
| TOTAUX | 420 | 100 | | 3 550 | 150 | 4 600 | 590 | | 9 750 | 770 | 2 910 | 810 | | 15 850 | 1 610 |

## ENERGIE ET EAU — BRANCHE 9

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

La branche est productrice d'électricité, d'eau, d'hydrocarbures et de lubrifiants.

Elle comporte également une activité artisanale de production de bois de chauffe, en grande partie autoconsommée, qui a fait l'objet d'une évaluation.

La haute technicité de la branche, son caractère de service public, le rôle crucial qu'elle joue dans l'économie du pays et l'importance des capitaux engagés obligent à une concentration des productions dans des entreprises à forte intensité de capital et placées sous tutelle étatique.

— L'EECI produit l'énergie électrique.

— La SODECI et l'EECI assurent la production et la distribution d'eau.

— La SIR raffine les pétroles bruts importés.

Les immobilisations brutes s'élevaient en 1968 à environ 22 milliards et le nombre d'emplois à 1 830.

La valeur ajoutée est importante, compte tenu des droits et taxes sur les dérivés du pétrole. Elle atteint 71,5 % de la valeur de la production dont 44 % au titre des taxes. Elles contribue pour 1/3 à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

L'évolution de cette branche est significative du développement industriel du pays et de l'augmenta-

tion du revenu de ses habitants. La croissance de sa production a été, en moyenne annuelle, de 44 % en prix courants de 1960 à 1968. Mais elle n'a pas été régulière. En effet, la création de l'usine de raffinage de la SIR, en 1965, a complètement transformé la structure de la branche et immédiatement provoqué une forte augmentation de la production, qui a doublé entre 1964 et 1965 et a été multipliée par 2.5 entre 1965 et 1966.

La croissance de la consommation d'électricité HT à usages industriels, est révélatrice de l'essor des activités industrielles : + 21 % par an en prix courants de 1960 à 1968.

Pendant la même période, les consommations d'électricité BT, à usages domestiques, et d'eau se sont accrues de 17 % environ, traduisant l'augmentation continue du revenu des ménages.

Les productions d'énergie électrique et d'eau constituaient, en 1960, les seules activités de la branche, les proportions respectives étant de 55 % pour l'énergie de BT, 25 % pour l'énergie HT et 20 % pour l'eau. En 1968, les productions de la branche se répartissaient de la manière suivante : BT 15 %, HT 8,5 %, eau 5 %, hydrocarbures 70 %.

Les échanges avec l'extérieur concernent uniquement les produits pétroliers bruts et raffinés. Leur solde est toujours négatif, mais n'a que faiblement augmenté, passant de 1 880 millions par an en 1960-1962 à 2 350 millions en 1966-1968. Il est désormais imputable aux seules importations de pétrole brut.

*Perspectives*

Les chiffres prévisionnels de production traduisent un taux de croissance de 15,5 % par an, en prix constants, entre 1970 et 1975, qui concorde parfaitement avec la croissance prévue pour l'ensemble des activités industrielles.

L'un des phénomènes les plus marquants de la prochaine décennie sera constitué par le développement accéléré de l'électrification du pays et les imposants investissements programmés à cet effet. Après une phase de production ponctuelle, l'EECI va orienter son action dans trois directions :

— poursuite du développement des gros moyens de production (Kossou, centrales thermiques) ;

— interconnexion centrée sur Kossou entraînant l'élimination des petites centrales locales trop onéreuses ;

— intensification de l'électrification rurale construite sur l'ossature de l'interconnexion.

B. - LES OBJECTIFS

*Raffinerie de pétrole*

Démarrée en 1965, la raffinerie de pétrole de Vridi (S.I.R.) a une capacité de traitement variable selon la nature du brut traité, voisine de 700 000 t/an de pétrole. Elle comporte essentiellement une unité de distillation et une unité de reforming catalytique. Elle fonctionnera en 1970 au voisinage de la pleine capacité, traitant environ 700 000 tonnes de brut.

Une extension de la raffinerie sera construite en 1972. Les adjonctions envisagées comportent notamment un vis-breaking et ses annexes.

L'investissement correspondant s'élèvera à environ 2 milliards de F CFA.

Le programme de production de la raffinerie pour 1975 est le suivant :

Tableau N° 21

| | Marché intérieur (en tonnes) | Exportation (en tonnes) |
|---|---|---|
| Butane | 5 900 | 1 200 |
| Super carburant | 44 100 | 1 500 |
| Essence auto | 87 600 | 73 200 |
| Carburéact. et lampant | 99 700 | 23 600 |
| Gas-oil | 198 100 | 19 000 |
| Distillate diesel oil | 89 000 | 53 000 |
| Fuel-oil 1 500 | 123 000 | 3 000 |
| Fuel-oil 3 500 | 110 000 | |
| | 757 400 | 174 500 |

Cette production correspondra au traitement d'environ 1 million de tonnes de pétrole brut.

Toutes taxes comprises, la valeur de la production pour le marché intérieur s'élèvera environ à 20 480 millions de F CFA.

En supposant une prolongation régulière de la tendance au-delà de 1975, on parvient aux objectifs suivants :

Tableau N° 22

| | Tonnes de brut traité | Valeur taxes comprises marché local M CFA | Valeur exportations M CFA |
|---|---|---|---|
| 1970 | 700 000 | 15 000 | 1 400 |
| 1975 | 1 000 000 | 20 480 | 1 800 |
| 1980 | 1 400 000 | 28 080 | 2 600 |

Il semble nécessaire d'envisager des études sur les développements possibles de la raffinerie en direction de la pétrochimie, compte tenu des échanges qui pourraient s'envisager avec les pays avoisinants comme le Ghana.

*Production de bitume*

Le développement du marché sera influencé par un certain nombre de choix techniques et économiques (concernant l'extension et l'amélioration du réseau routier).

Les investissements inscrits correspondent à la réalisation d'une unité adjointe à la raffinerie et traitant du fuel. Mais d'autres solutions peuvent être techniquement préférables.

*Lubrifiants*

Il existe actuellement deux ateliers de formulation et conditionnement de lubrifiants ; leur capacité totale est de l'ordre de 15 000 m³/an.

*Production d'électricité*

Les indications portées ici n'ont pas d'intention normative.

Les prévisions de consommation ont été fournies par l'EECI. Mais on y a ajouté :

— pour le traitement du minerai de fer (avec l'hypothèse du transport par chemin de fer) à raison de 60 kWh/tonne de pellets :
  — 60 millions de kWh en 1975 ;
  — 300 millions de kWh en 1980 ;

— pour la production de pâte à papier, à raison de 1 200 kWh/tonne de pâte dont 800 autoproduits :
  — 40 millions de kWh en 1975 ;
  — 200 millions de kWh en 1980.

Une décroissance des prix moyens du kWh à la consommation a été prévue ici : 12.5 F en 1970, 11,5 F en 1975 et 11 F en 1980.

Cette décroissance prolonge la tendance des années passées : elle résulte de l'accroissement des capacités installées et de l'augmentation des consommations industrielles par rapport aux consommations des particuliers.

Au terme du quinquennat 1966-1970, la Côte-d'Ivoire disposera d'une puissance installée équivalente à 170 000 kW, fournie par les unités ci-après :

En milliers de kilowatts de puissance installée :

— *CENTRALES HYDROELECTRIQUES* :

| | |
|---|---|
| AYAME I | 20 |
| AYAME II | 30 |

— *CENTRALES THERMIQUES* :

| | |
|---|---|
| ABIDJAN | 30 |
| VRIDI I | 32 |
| VRIDI II | 32 |
| BOUAKE | 8 |
| DIVERS INTERIEUR | 18 |

Le barrage de Kossou sera équipé de 3 groupes de 58 MW ; sa construction a débuté en 1970 et devrait se poursuivre jusqu'en 1973. Mais l'énergie produite par ce barrage ne pourra satisfaire la demande nationale que pendant un laps de temps relativement court. Il convient donc d'envisager dès à présent les études d'électrification de la période suivante.

Le programme d'investissements pour le quinquennat 1971-1975 devrait s'élever à environ 29 400 millions de F dont la première ventilation peut être trouvée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 23

en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1971-1975 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUCTION** | | | | | | |
| Renforcement centrales existantes | 140 | 80 | 80 | 100 | 120 | 520 |
| Kossou (1) | 7 500 | 4 000 | 1 500 | | | 13 000 |
| Fer solution thermique | | | | | 4 000 | 4 000 |
| Papier | | | | | 2 100 | 2 100 |
| **TRANSPORT** | | | | | | |
| Programme canadien | 1 200 | 1 200 | | | | 2 400 |
| Lignes 90 KV | 100 | 30 | 250 | 650 | 350 | 1 380 |
| Lignes 30 KV | | 50 | 60 | | 100 | 210 |
| **DISTRIBUTION** | | | | | | |
| Extension réseau BT - MT | 280 | 300 | 320 | 350 | 380 | 1 630 |
| Electrification rurale (surtaxe) | 280 | 310 | 340 | 380 | 420 | 1 730 |
| Electrification nouvelles | 200 | 200 | 150 | 100 | 100 | 750 |
| **IMMOBILIER** | 60 | 30 | 30 | 190 | 40 | 350 |
| **INVESTISSEMENTS COURANTS** | | | | | | |
| Véhicules | 60 | 60 | 70 | 70 | 70 | 330 |
| Matériel compteurs, mobilier, transformateurs | 200 | 190 | 200 | 200 | 210 | 1 000 |
| | 10 020 | 6 450 | 3 000 | 2 040 | 7 890 | 29 400 |

(1) Y compris la ligne de 225 KV d'Abidjan et celle de 90 KV de Bouaké.

Ces précisions d'investissements sont basées sur les hypothèses suivantes :

Construction entre 1971 et 1975 du barrage de Kossou et de deux centrales pouf l'alimentation du fer et de la papeterie (à l'exclusion de l'énergie autoproduite) soit :

— 2 groupes de 30 MW à Man ;

— 2 groupes de 15 MW à San Pedro.

On prévoit entre 1975 et 1980 l'accroissement du potentiel du réseau interconnecté Abidjan-Kossou par deux groupes de 60 MW (Vridi III et IV) et l'extension des centrales de Man et San Pedro avec un groupe de 30 MW à Man, et deux groupes supplémentaires de 30 MW à San Pedro. L'ensemble des investissements correspondants s'élèvera à environ 30 000 millions de F.

Les progres dans la technique nucleaire permettront peut-être d'envisager, au-delà de 1975, des applications en Côte-d'Ivoire : en Europe on en arrive maintenant à la concurrence avec le thermique sur fuel pour une puissance installée de 500 à 600 MW.

La recherche d'une bonne régularité de la courbe de charge des groupes vapeur pourra conduire l'EECI à réviser la tarification à l'avantage des consommateurs industriels d'heures creuses (broyage de clinker, électrométallurgie).

*Production d'eau*

Les accroissements de consommation sont basés sur les tendances des années passées. Toutefois la consommation future d'eau est à examiner de plus près. Le réseau EECI (centres secondaires) est en extension rapide, par croissance à la fois du nombre de centres desservis et du nombre de consommateurs par centre. Le réseau SODECI (Abidjan) devra assurer la relève des forages industriels privés (Treichville-Koumassi) et alimenter les nouvelles implantations industrielles (+ 11.4 millions de $m^3$/an, entre 1965 et 1975).

## RECAPITULATION — BRANCHE 9

Quantités : Gwh pour millions de Kwh
M pour millions
m pour milliers
V : Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 24

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Raffinerie de pétrole | | | 700 mT | 15 000 | 1 400 | 2 070 | 30 | 1 000 mT | 20 480 | 1 800 | 3 500 | 40 | 1 400 mT | 28 080 | 2 600 |
| Production de bitume | | | | | | | | | | | 500 | 50 | 45 mT | 320 | 60 |
| Lubrifiants | 130 | 30 | 12 mm | 680 | 250 | 60 | 10 | 15. 5 mm | 880 | 300 | 170 | 10 | 20.5 mm | 1 150 | 350 |
| Production d'électricité | 14 350 | 200 | 440 Gwh | 5 460 | | 29 400 | 270 | 1 020 Gwh | 11 350 | | 30 000 | 340 | 2 070 Gwh | 20 920 | |
| Eau | | | | | | | | | | | | | | | |
| EECI | 900 | | 2.7 Mm³ | 210 | | 2 000 | 50 | 4.6 Mm³ | 360 | | 1 400 | 50 | 7.2 Mm³ | 570 | |
| SODECI | 1 400 | 150 | 23.7 Mm³ | 1 070 | | 2 100 | 150 | 29.6 Mm³ | 1 330 | | 2 200 | 170 | 38.6 Mm³ | 1 740 | |
| Bois de chauffe | | | | 2 200 | | | | | 2 600 | | | | | 3 100 | |
| TOTAUX | 16 780 | 380 | | 24 620 | 1 650 | 35 630 | 510 | | 37 000 | 2 100 | 37 770 | 660 | | 55 880 | 3 010 |

## ACTIVITES EXTRACTIVES — BRANCHE 10

### A. — Présentation

*Situation actuelle*

Cette branche regroupe toutes les activités minières du pays. Celles-ci se limitent, actuellement, à l'extraction et l'exportation de diamants bruts et de manganèse.

La production est partagée en 70 % pour le diamant et 30 % pour le manganèse. Elle est concentrée entre les mains de quatre entreprises :

— MOKTA, à Grand-Lahou, pour le manganèse ;
— SARIEMCI et SMB à Tortiya et SODIAMCI à Séguéla pour le diamant.

La production de la branche est entièrement exportée mais ne représente plus que 6 % des exportations industrielles.

Les importations sont réduites (230 millions en 1968), et portent essentiellement sur le sel et le soufre.

L'importance des immobilisations brutes, qui atteignent 3 650 millions en 1968, tient à la nature des

activités de la branche, le nombre des emplois est également élevé : 1 370 en 1968.

La valeur ajoutée représente 65 % de la production de la branche, mais 2 % seulement de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La production de la branche a beaucoup varié d'une année sur l'autre. Mais en moyenne tendancielle, de 1960 à 1968, elle n'a crû que de 3 % par an, en prix courants, ce qui correspond à une véritable stagnation en prix réels. Les fluctuations de la production sont en relation avec les variations des cours mondiaux. On assiste actuellement à un effondrement des cours du manganèse qui, ajouté à la faiblesse et l'épuisement progressif des gisements du pays, a conduit à la fermeture de l'exploitation.

De toute manière, l'importance relative de la branche dans l'économie ivoirienne est en nette régression. Sa part dans les exportations industrielles est passée de 22 % en 1960, à 13 % en 1965 et 6 % en 1968.

*Perspectives*

Aucun chiffre de production de manganèse n'a été retenu dans les perspectives du plan pour 1970 et 1975; compte tenu de l'incertitude qui pèse sur la poursuite de l'exploitation. L'extraction du diamant a été maintenue constante, au niveau de 200 000 carats par an, malgré l'épuisement des réserves.

Par contre, la réalisation du projet d'exploitation du minerai de fer de Bangolo et de pelletisation, après enrichissement mécanique, doit entrainer une très forte croissance de la branche : + 33 % par an en prix constants, entre 1970 et 1975. En même temps, elle contribuera efficacement au développement de la région de Man et du port de San Pedro en les équipant d'une importante infrastructure de communications.

Par ailleurs, la SODEMI doit poursuivre ses recherches de gisements miniers nouveaux sur la base d'indices reconnus. Des perspectives intéressantes restent ouvertes en ce qui concerne le cuivre et le molybdène.

B. - LES OBJECTIFS

*Minerai de fer*

Les objectifs inscrits s'inspirent des premières données approximatives relatives au projet Pickands Mather. Une première convention a été signée à la suite de laquelle des études et recherches complémentaires sont mises en route : possibilités de concentration et de traitement du minerai, cubage des réserves... On sait que l'idée consiste à exploiter le gisement de Bangolo.

C'est un minerai pauvre mais facile à enrichir ; il sera entièrement broyé, transporté jusqu'à la côte (280 km) sous forme de pulpe dans un pipe-line, décanté à l'arrivée et traité au four pour être exporté sous forme de pellets préréduits. La production pourrait atteindre 1 million de t/an de pellets dès 1975. Ultérieurement la production pourrait passer à 5 millions de t/an de pellets.

La viabilité de ce projet dépend en particulier des débouchés possibles, dont le volume sera variable selon les qualités des pellets obtenus. La mise en service de nombreux gites nouveaux pourrait faire naître dans l'avenir des excédents de minerai et une chute des cours. Une exploitation, pour être viable, devra s'appuyer sur des contrats de fournitures à long terme.

Une solution alternative de transport du minerai par voie ferrée est en cours d'étude.

Compte tenu des délais d'étude et de réalisation, la mise en route éventuelle pourrait intervenir aux alentours de 1975, sans qu'une date précise puisse être actuellement avancée. A titre indicatif, on a retenu pour 1975 une production de un million de tonnes de pellets, correspondant à une activité d'essai et de démarrage.

Il existe dans la région de Monogaga un gisement de 100 millions de tonnes de minerai difficile à traiter. Il pourrait cependant donner naissance à une petite sidérurgie africaine de 100 000 t/an par exemple, en employant un procédé de réduction directe qui permettrait d'obtenir des briquettes à 90 % (sortes d'éponges de fer) utilisables comme ferraille pour l'alimentation d'une aciérie électrique. Des recherches complémentaires sont en cours et les résultats seront connus dans quelques mois.

Cependant, la réduction directe des pellets préréduits provenant de Bangolo serait sans doute plus avantageuse.

*Manganèse*

L'exploitation actuelle connait de grosses difficultés, qui ont commencé en juillet 1967 avec la grève de l'électrométallurgie américaine. Le ralentissement de l'activité industrielle a entrainé un stockage considérable, puis une chute des cours. Les ventes ivoiriennes sont descendues à 122 000 tonnes en 1967, 119 000 tonnes en 1968 et 71 000 tonnes en 1969. La conjoncture actuelle au niveau mondial est de moins en moins favorable au maintien en exploitation de gisement de petite dimension comme celui

de Grand Lahou. Il est improbable que d'autres gisements puissent prendre le relai et il est vraisemblable que, sans amélioration sensible des cours, l'exploitation ne pourra se poursuivre.

Le gisement d'Odienné fait actuellement l'objet d'un examen. Une partie pourrait être exploitée comme minerai à pile. Le minerai de qualité métallurgique pourrait donner lieu à la production de silicomanganèse, sous réserve de disposer de charbon de bois, de quartz et d'une énergie à très bas prix.

*Diamant*

Des recherches sont en cours actuellement sur les kimberlites. Si elles devaient conduire à une exploitation souterraine, ce ne serait qu'après 1975. On a retenu une constance de la production à 200 000 carats jusqu'en 1980. Les procédés d'extraction permettent de traiter des gisements à teneur de plus en plus faible. Une petite activité de taille du diamant est possible. Elle emploierait un personnel peu nombreux mais hautement spécialisé.

*Autres ressources minérales*

La tantalite d'Issia pourra donner lieu à une petite exploitation semi-artisanale au rythme d'environ 20 t/an, sous réserve que les cours soient suffisamment élevés. Le minerai est utilisé par l'industrie spatiale, en particulier pour sa résistance aux très hautes températures.

L'exploitation des placers de tantalite entraîne une petite production de *béryl*.

*Faluns* : des possibilités de valorisation locales sont mises en œuvre (charges insecticides) ou à l'étude (amendements agricoles, ajouté pour liants hydrauliques, chaux vive ou éteinte, stabilisation des sols...).

*Ilmenite* : les gisements d'Addah et de Grand-Lahou sont actuellement étudiés par une Société minière.

*Cuivre* : des indices sont à l'étude et les prospections se poursuivront sans doute, au moins jusqu'en 1975.

*Or* : l'or alluvionnaire a une trop faible teneur pour être exploitable. Il existe un gisement contenant 12 t d'or dans la région d'Issia. La teneur de 17 à 18 g/t n'est pas assez élevée pour que ce gisement soit exploitable au cours actuel de l'or (35 dollars l'once).

Il faudra une teneur d'au moins 20 à 25 g/t ou l'exploitation simultanée d'autres métaux (cuivre, molybdène...) pour que l'exploitation de ce gisement soit envisageable.

Des recherches sont en cours dans le prolongement géologique des mines d'or du Ghana.

*Sel*

Le projet ivoirien d'extraction du sel à partir de l'eau de mer a été abandonné, les études effectuées ayant été, paraît-il, négatives. On envisage maintenant la purification sur place de sel brut importé.

*Pétrole*

Les zones de recherches ont été délimitées. Des sondages sismiques et quelques forages vont être entrepris au large, sur le plateau continental du golfe de Guinée.

## RECAPITULATION — BRANCHE 10

Q : Quantités : cs pour carats
M pour millions
m pour milliers

V : Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 25

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Minerai de fer en pellets | | | | | | 23 000 | 1 500 | 1 MT | 2 720 | 2 720 | 27 500 | 1 500 | 5 MT | 13 600 | 13 600 |
| Manganèse | | —300* | | | | | | | | | 100 | 300 | 100 mT | 500 | 500 |
| Diamant | 660 | | 200 mcs | 1 000 | 1 000 | | | 200 mcs | 1 000 | 1 000 | | | 200 mcs | 1 000 | 1 000 |
| Tantalite | | | | | | | | | | | 60 | 60 | 20 T | 60 | 60 |
| Béryl | | | | | | | | | | | | | 200 T | 20 | 20 |
| Falons | | | | | | 200 | 30 | 50 000 T | 100 | | 100 | | 80 000 T | 160 | |
| Or | | | | | | | | | | | 750 | 600 | 1 T | 250 | 250 |
| Sel | | | | | | 70 | 30 | 32 000 T | 290 | 110 | 10 | | 36 000 T | 320 | 130 |
| TOTAUX | 660 | —300* | | 1 000 | 1 000 | 23 270 | 1 560 | | 4 110 | 3 830 | 28 520 | 2 460 | | 15 910 | 15 560 |

(*) Arrêt provisoire de l'extraction de manganèse.

## PREMIERE TRANSFORMATION DES METAUX
(Branche 11)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de la branche concernent la transformation de matières premières importées en clous, fils de fer et tôles, ainsi que la récupération des ferrailles et leur conditionnement pour l'exportation.

Deux entreprises fournissent 71 % de la production de la branche :

— SOTREC : tréfilerie, pointerie, grillage.

— IVOIRAL : tôles et bacs en aluminium.

Le reste de la production est constitué par la récupération de ferraille, activité partiellement artisanale.

Les immobilisations brutes s'élevaient en 1968 à 310 millions et les emplois à 200.

La valeur ajoutée des activités purement industrielles de la branche représente 40 % de la production, mais moins de 1 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La croissance de la branche, entre 1960 et 1968, a été satisfaisante : + 20 % par an, en prix courants. Elle est surtout imputable au développement de la production des tôles en aluminium.

Néanmoins, le taux de couverture du marché intérieur ne s'est pas sensiblement amélioré : 16 % en 1966-1968 contre 11 % en 1960-1962. Une explication de cette carence tient à l'activité même de première transformation des métaux, destinée à fournir aux autres branches des produits semi-finis pour usinage définitif. La protection dont jouit cette activité n'est pas aussi complète que celle des productions destinées à la consommation finale des ménages.

L'essor de la construction immobilière et la forte demande en boîtes de conserves (ananas, café soluble, etc.) ont, par contre, entrainé une rapide augmentation des importations de la branche (profilés en fer ou acier, tôles d'acier laminé, tôles en aluminium).

*Perspectives*

Dans le cadre de la politique d'import-substitution, deux projets sont en cours de réalisation. Un ensemble industriel de laminage fabriquant des ronds à béton à partir de billettes importées doit entrer en exploitation sous peu. Elle envisage de s'adjoindre par la suite une petite unité sidérurgique, utilisant les ferrailles actuellement exportées de Côte-d'Ivoire.

De même, une entreprise de fabrication de tôles galvanisées ondulées est prête à fonctionner.

La croissance de la branche devrait alors passer à + 22 % par an en prix constants de 1970 à 1975.

Les exportations seront toujours limitées aux pays voisins et, donc, ne pourront atteindre un montant appréciable.

Le développement de cette branche ne peut résulter que d'un effort d'intégration verticale des activités productives nationales, en vue d'accroître le taux de transformation locale. Il se pose alors un problème de dimension du marché, pour des entreprises dont la rentabilité suppose de longues séries de production, mais aussi d'aménagement du code des investissements pour les mieux protéger contre la concurrence étrangère.

### B. - Les objectifs

*Récupération des métaux*

La ferraille récupérée est supposée exportée en 1970, elle sera consommée localement dès l'installation sur place d'un four à ferraille ; l'utilisation locale posera un problème de tri et de sélection des ferrailles, donc de moyens d'analyse et de volumes de stockage, peut-être assez malaisé à résoudre.

Pour l'approvisionnement d'un four à ferraille, en cas d'insuffisance des disponibilités locales et compte tenu de la difficulté d'effectuer un tri convenable, une possibilité mérite examen : il s'agirait d'acheter de vieux navires désarmés et de procéder à leur découpage. Outre la sidérurgie, cette activité concernerait les chantiers navals et stimulerait la production locale d'oxygène et d'acétylène. Cette production de ferraille pourrait éventuellement s'orienter vers l'exportation.

La récupération de plomb alimentera la fabrication locale des batteries d'automobile.

Le cuivre récupéré est en principe exporté ; toutefois l'installation d'une robinetterie, équipée d'une fonderie de laiton, permettra l'utilisation sur place de métaux cuivreux de récupération.

## EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS FERREUX (EN TONNES)

Tableau N° 26

| | | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7310/99 | Barres ac. laminé | 6 387 | 6 015 | 4 009 | 10 970 | 7 034 | 9 576 | 6 287 | 13 108 | 10 093 | 10 117 | 13 902 | 18 320 |
| 7311 | Profilés | 4 185 | 4 632 | 3 921 | 5 289 | 5 731 | 5 921 | 3 307 | 7 195 | 6 872 | 6 491 | 6 957 | 11 008 |
| 7314 | Fil fer et acier | 554 | 701 | 557 | 825 | 774 | 1 754 | 3 969 | 4 756 | 3 702 | 3 871 | 3 395 | 3 823 |
| 7326 | Ronces, barbelés | 22 | 21 | 13 | 51 | 59 | 57 | 17 | 17 | 56 | 73 | 44 | 34 |
| 7327 | Toiles, grillages | 369 | 287 | 229 | 404 | 444 | 306 | 204 | 318 | 329 | 283 | 910 | 633 |
| 7328 | Treillis | 67 | 119 | 58 | 88 | 96 | 104 | 112 | 125 | 132 | 231 | 133 | 129 |
| 7331 | Pointes, clous | | 169 | 121 | 83 | 82 | 86 | 225 | 244 | 504 | 556 | 594 | 267 |
| TOTAUX | | 11 584 | 11 944 | 8 908 | 17 710 | 14 220 | 17 804 | 14 121 | 25 764 | 21 688 | 21 584 | 25 935 | 34 214 |

*Laminoir et four à ferraille*

Les importations des produits que pourrait partiellement fournir un laminoir local, directement ou indirectement, sont croissantes.

La croissance, assez irrégulière, s'établit à un taux moyen annuel de 9,2 % pour la période 1960-1968.

En moyenne, les importations de 1970 s'établissent à 36 400 tonnes :

barres 19 500 tonnes ; il s'agit principalement de ronds à béton, pouvant être laminés sur place en quasi-totalité ;

profilés 11 000 tonnes ; il s'agit de fers U, de fers I, de cornières, de fers T. Les petites dimensions, inférieures à 70 mm, représentent 3 500 tonnes et peuvent être produites en un laminoir de petite dimension. Avec ajouté d'un train dégrossisseur, on peut envisager le laminage de fers allant jusqu'à 200 mm et le programme de fabrication s'accroît de 3 500 tonnes ;

articles de tréfileries 5 900 tonnes ; on estime à 80 % la proportion de ces articles pouvant être produits à partir de fil laminé sur place (4 700 tonnes).

Il n'est pas certain que la mise en place d'un train dégrossisseur, permettant de produire des moyens profilés (70 à 200 mm), soit justifiée avant 1980. Mais on peut tabler sur l'exportation vers les pays avoisinants, en particulier vers la Haute-Volta, de certaines quantités de ronds à béton et de profilés (15 % de la consommation ivoirienne).

Si la consommation de ces articles évolue comme la formation brute de capital, le programme de production d'un laminoir pourrait être le suivant :

1975 pour le marché local :

| | |
|---|---|
| fers à béton | 24 000 t |
| profilés | 4 000 t |
| fil machine | 6 000 t |
| Total | 34 000 t |
| pour une valeur de 1 250 millions | |
| Pour l'exportation | 3 000 t |
| pour une valeur de 100 millions | |

1980 pour le marché local :

| | |
|---|---|
| fers à béton | 33 000 t |
| profilés | 14 000 t |
| fil machine | 9 000 t |
| Total | 56 000 t |
| pour une valeur de 2 090 millions | |
| Pour l'exportation | 5 000 t |
| pour une valeur de 170 millions | |

On aurait pu concevoir une réalisation en trois phases successives :

— installation d'un laminage pour ronds à béton et petits profilés, capacité 25 000 à 30 000 t/an, équipé d'un four de réchauffage et transformant des billettes importées ;

— adjonction d'une aciérie, produisant des lingots de relaminage à partir des chutes et des ferrailles collectées sur place ou importées ;

— ultérieurement, lorsque le marché aura atteint un développement suffisant, adjonction d'un laminoir à profilés de moyenne dimension (entre 1976 et 1980).

Au titre de la première phase, une industrie métallurgique est en cours d'installation : c'est un laminoir à ronds à béton, utilisant des billettes importées. La capacité installée peut atteindre 24 000 t/an en marche à deux postes.

Dans un deuxième temps, cette entreprise est déterminée à adjoindre au laminoir une unité sidérurgique, utilisant les ferrailles actuellement disponibles en Côte-d'Ivoire et éventuellement le minerai de fer ivoirien.

La rentabilité de la seconde phase est à confirmer : elle dépend de l'évolution des cours relatifs des ferrailles et des billettes ; des possibilités d'utilisation en laminoir des billettes de second choix ; des possibilités de collecte de ferrailles locales de qualité convenable, correctement triées, en quantités suffisantes. Cette rentabilité est à étudier en fonction de la meilleure technique à adopter, four électrique ou four chauffé au fuel. Il est possible que l'alimentation en énergie dans le cas d'un four électrique

puisse être effectuée à un prix avantageux compte tenu de l'intérêt que représente, pour la charge d'une centrale thermique, un consommateur industriel important et régulier.

*Perspectives sidérurgiques*

L'exploitation locale du minerai de fer n'en est plus au stade des déclarations d'intention. Une décision de réalisation pourrait intervenir vers 1972, avec entrée en production vers 1975 au plus tôt.

On produirait alors, en une usine qui serait située sur la côte Ouest, peut-être à San Pedro, des pellets préréduits à 66 %.

Il serait alors techniquement possible d'envisager la réduction en Côte-d'Ivoire d'une partie de ces pellets, avec production de fonte, par exemple dans un haut fourneau de dimensions réduites. Mais il faudrait qu'existent sur place des débouchés suffisants ; en première approximation on les évalue à un minimum de 150 000 t/an (capacité du haut fourneau de Menzel Bourguiba en Tunisie). Si l'on ne peut compter que sur le marché intérieur ivoirien, la consommation utilisable sur place n'atteindra certainement pas un tel niveau avant 1990.

Il resterait alors à rallier autour d'une fabrication ivoirienne de fonte et d'acier un marché suffisamment large ; cette possibilité dépendra en grande partie de l'évolution des projets et réalisations des pays avoisinants. Si tous les relaminages projetés s'équipent d'aciéries et s'orientent vers l'utilisation des ferrailles, ils ne seront pas demandeurs de fonte. Mais, s'ils utilisent des billettes, la Côte-d'Ivoire pourra les fournir en acier.

Cette possibilité n'apparaîtra que si le projet libérien n'est pas réalisé. Quoique bénéficiant du soutien du Secrétariat Exécutif de la C.E.A., ce projet a rencontré de fortes oppositions : le Nigeria, qui dispose de minerai, d'énergie et d'un marché important, peut réaliser une sidérurgie totalement intégrée de dimensions moyennes sans s'appuyer nécessairement sur une exportation ; les Etats riverains du fleuve Sénégal espèrent justifier la construction d'un barrage à Gouina en y associant une aciérie électrique ; la Côte-d'Ivoire, en cas de réalisation du projet Pickands Mather, disposera d'éléments comparables à ceux du Libéria et, en outre, d'une consommation intérieure plus développée.

Tous ces éléments, en somme, sont négatifs, ils concourent à bloquer le projet libérien et à rendre impossible la réalisation d'une grande sidérurgie africaine. C'est qu'un projet collectif n'apparaît pas nécessaire dans le domaine des fers à béton et des petits et moyens profilés, réalisables à une échelle nationale.

Le cas des tôles est différent. Lorsque le marché ouest-africain des tôles se sera suffisamment développé, l'installation d'un laminoir à tôles sur le continent africain deviendra envisageable et l'échelle d'une telle opération dépassera nécessairement un cadre national, comme elle dépasse actuellement, en Europe, le cadre de l'entreprise isolée. C'est alors que la Côte-d'Ivoire pourrait faire valoir ses atouts et obtenir la préférence parmi les divers pays d'Afrique de l'Ouest. Elle doit prendre conscience du rôle qu'elle pourra être amenée à jouer ultérieurement dans le domaine sidérurgique en Afrique. La conduite à tenir dans l'immédiat pourrait se définir ainsi : accumuler des données, favoriser la maturation des idées.

*Tôles et bacs en fer ou acier galvanisé*

Une entreprise de galvanisation des tôles est en cours d'installation. Son démarrage aura lieu dans le courant de l'année 1970.

Les possibilités futures du marché dépendent de plusieurs facteurs, comme l'effort de rénovation de l'habitat rural, la concurrence possible entre plusieurs types de couverture :

— acier, couverture traditionnelle mais assez lourde et pouvant être concurrencée par l'aluminium dans les régions éloignées ;

— aluminium, plus cher à Abidjan, mais plus léger : le choix dépend en particulier des architectes ;

— fibrociment, amiante-ciment, matériau plus fragile et dont le marché local est en déclin ;

— plastique, peut-être plastique translucide, utilisable par exemple pour le bardage ou la toiture des bâtiments industriels ;

— carton imprégné de brai, éventuellement revêtu d'une pellicule d'aluminium ; l'idée est émise par un bureau privé d'Abidjan ; on pourrait utiliser le schiste bitumeux du gisement situé près d'Assini ;

— éléments de couverture en schistes bitumeux, effectués par mélange de produits bitumeux avec des charges minérales. On obtient ainsi des plaques planes relativement souples, pouvant avoir des colorations diverses, dont l'utilisation est assez développée en Amérique du Nord.

Actuellement les deux modes de couverture les plus utilisés, tôles galvanisées et en aluminium, sont tous deux en essor.

*Tôles et bacs en aluminium*

La capacité installée peut atteindre 250 t/mois en marche à un seul poste, chiffre variable selon l'épaisseur des tôles traitées.

La production locale a dépassé 2 000 tonnes en 1968 ; compte tenu de ce résultat et des efforts

accomplis pour la promotion de l'aluminium en construction, la production en 1975 pourrait atteindre 3 800 tonnes.

L'entreprise locale diversifiera ses productions en créant un atelier d'huisserie métallique : construction d'encadrements de portes, fenêtres, etc., par assemblage de profilés importés.

*Pointes, treillages, ronces*

L'entreprise existante a accru récemment ses capacités de production en tréfilerie, pointerie, grillages et s'équipe pour produire des vis, des fils galvanisés, des treillis soudés pour béton armé.

Elle pourra être alimentée en fil-machine par l'atelier de laminage après démarrage de ce dernier.

L'entreprise existante a subi, en 1967, le contrecoup d'importations de clouterie à bas prix en provenance d'Italie ; elle a dû réduire son activité, licencier une partie de son personnel et baisser de 10 % ses prix de pointerie en septembre 1967. Elle s'efforce depuis de reconquérir le marché.

*Ferromanganèse*

En cas de mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao, en Haute-Volta, le minerai sera transporté par la RAN et exporté par Abidjan. Il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure ce minerai pourrait être transformé partiellement à Abidjan et exporté, sous forme de ferromanganèse par exemple.

L'opération s'effectue au four électrique, avec ajouté de fondant calcaire (falun), de carbone réducteur (coke, peut-être charbon de bois) et éventuellement de ferraille. La consommation d'électricité est d'environ 3 000 kWh par tonne de ferromanganèse carburé au titre de 75-80 %.

L'opération ne peut se rentabiliser qu'avec un prix de kWh très bas, certainement inférieur à 2 F CFA.

*Câbles en acier*

Cette fabrication n'a pas été envisagée jusqu'à présent, en particulier à cause de la sécurité que doivent garantir les producteurs de câbles pour traction et levage. Il n'est toutefois pas impensable qu'une production locale de câbles en fil d'acier dur galvanisé, à âme métallique ou textile, puisse s'implanter en Côte-d'Ivoire, peut-être sous licence étrangère.

Les importations de câbles et cordages en fer et acier (73 25) sont en hausse. En 1968 elles atteignaient près de 1 200 t/an soit plus de 130 millions au stade CAF.

Tableau N° 27

| Années | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tonnes | 369 | 464 | 596 | 583 | 721 | 794 | 800 | 826 | 1 017 | 1 192 |

Il n'est certainement pas possible de prétendre à une substitution totale des importations ; une fabrication locale devra se limiter aux dimensions et qualités courantes. Il faudra attendre une forte progression du marché pour qu'une entreprise puisse s'installer. Cela pourrait se faire après 1975.

## RECAPITULATION — BRANCHE 11

Quantités : mT pour milliers de tonnes
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 28

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Récupérations : | | | | | | | | | | | | | | | |
| ferraille | | | 7 mT | 50 | 50 | | | 10 mT | 80 | | | | 14 mT | 110 | |
| plomb | | | 320 T | 10 | | | | 440 T | 20 | | | | 620 T | 20 | |
| cuivre | | | 800 T | 160 | 160 | | | 1 120 T | 220 | 190 | | | 1 540 T | 310 | 260 |
| Sidérurgie-Laminage | 410 | 60 | 4 mT | 160 | | 420 | 220 | 37 mT | 1 350 | 100 | 1 940 | 110 | 56 mT | 2 260 | 170 |
| Tôles galvanisées | 230 | 20 | 3 mT | 240 | | | 30 | 14 mT | 1 140 | 80 | 230 | 30 | 24 mT | 1 950 | 160 |
| Tôles et bacs aluminium | | 20 | 2 500 T | 600 | 140 | 50 | 10 | 3 800 T | 910 | 180 | 90 | 20 | 6 mT | 1 440 | 280 |
| Pointes, treillages, ronces | 50 | | 4 400 T | 330 | 70 | 50 | 30 | 6 300 T | 470 | 90 | 70 | 30 | 8 100 T | 670 | 110 |
| Câbles en acier | | | | | | | | | | | 300 | 100 | 2 000 T | 300 | |
| TOTAUX | 690 | 100 | | 1 550 | 420 | 520 | 290 | | 4 190 | 640 | 2 630 | 290 | | 7 060 | 980 |

## MATERIAUX DE CONSTRUCTION
## (Branche 12)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

L'activité de la branche concerne l'extraction des produits de carrière (latérite, granite, sable, gravier) et la fabrication de matériaux de construction (ciment, béton préfabriqué, briques, agglomérés, revêtements de sol).

La production des matériaux de construction représente 94 % de l'activité industrielle de la branche, les 6 % restants sont constitués par les produits de carrière. Une activité artisanale d'extraction a été incluse, elle a été évaluée à 250 millions de F en 1968.

Trois entreprises assurent 87 % de la production de la branche :

— S.C.A. et S.C.I.M. : cimenteries,

— S.A.B.M. : fabrication de béton précontraint.

Les immobilisations brutes atteignaient, en 1968, 1 550 millions de F et la branche employait 630 personnes.

La valeur ajoutée représente 38 % de la production et participe pour 2,5 % à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La croissance de la production a été forte : + 28 % par an en prix courants entre 1960 et 1968. Elle a naturellement suivi l'essor de la construction en Côte-d'Ivoire.

Il faut néanmoins noter que pendant la seule année 1966, où les cimenteries de la S.C.A. et de la S.C.I.M. sont entrées en exploitation, la production a doublé par rapport à 1965.

La croissance de la branche correspond donc, non seulement à l'augmentation normale de la demande en provenance du secteur de la construction, mais également à une satisfaction plus complète de cette demande aux dépens des produits importés.

Le taux de couverture du marché s'est d'ailleurs accru considérablement, puisqu'il est passé de 32 % en 1960-1962, à 64,5 % en 1966-1968.

L'introduction, en 1966, des cimenteries dans les activités de la branche a également eu pour effet une chute de la valeur ajoutée, exprimée en pourcentage de la production. Celle-ci est passée de 65 % en 1960-1962 à 36 % en 1966-1968. La valorisation apportée par les cimenteries se révèle, en effet, assez faible (35 %) puisque leur activité se limite au broyage du clinker et du gypse importés. Il en résulte que la croissance de la valeur ajoutée de la branche a été nettement moins élevée que celle de la production (16,5 % contre 28 % entre 1960 et 1968).

*Perspectives*

La croissance de la branche doit se poursuivre sur la lancée de l'évolution passée, en raison de l'essor prévu de la construction et des travaux publics en Côte-d'Ivoire.

Le développement de la branche s'inscrit dans le cadre de la politique d'import-substitution, les perspectives à l'exportation restant très réduites en raison du caractère pondéreux des produits.

On a par ailleurs retenu des objectifs de production fondés sur la valorisation des ressources locales : briques, pierres d'ornementation destinées à l'exportation, argile expansée pour pallier le manque de gravier en Côte-d'Ivoire.

Le taux de croissance prévisionnel entre 1970 et 1975 devrait, dans ces conditions, s'élever à environ 10 % par an en prix constants.

### B. - Les objectifs

*Ciment*

La consommation ivoirienne de ciment dans les années a crû irrégulièrement :

Tableau N° 29

| Années | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations de ciment, milliers de tonnes ..... | 114 | 120 | 124 | 111 | 128 | 150 | 136 | 169 | 172 | 244 | 255 | 266 | 265 | 338 |

De 1955 à 1963 la croissance s'établit autour d'un taux moyen annuel de 5,4 %.

Mais les importations voltaïques ont subi un saut entre 1960 et 1961 ; ce qui laisse penser que jusqu'en 1960 inclus les importations ivoiriennes couvraient une part du marché voltaïque : la croissance du marché ivoirien entre 1955 et 1963 aurait ainsi été supérieure à 5,5 % par an.

## IMPORTATIONS DE CIMENT EN HAUTE-VOLTA

Tableau N° 30 — en milliers de tonnes

| Années | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations ..... | 2 | 3 | 2 | 1 | 6 | 3 | 22 | 27 | 27 | 26 |

Entre 1963 et 1964 se produit un saut important dans les importations ivoiriennes ; augmentation de 40 %, sans doute imputable aux efforts de rénovation de l'habitat rural.

Au début de 1966 a eu lieu la mise en route de la première unité de broyage du clinker à Abidjan ; la seconde usine a démarré en 1967.

Le classement dans le même poste douanier du ciment importé et du clinker importé par les usines de broyage ne permet pas de saisir l'évolution d'activité de ces entreprises. A partir de 1968, ces importations ont été décomptées séparément. On observe un nouveau bond de la consommation entre 1967 et 1968.

Les objectifs ont été établis dans l'hypothèse d'une croissance de la consommation de ciment, au-delà de 1970, parallèle à celle de la branche Bâtiment — T.P. (branche 23).

On est conduit ainsi aux prévisions de production suivantes :

— 1970 : 400 000 tonnes.
— 1975 : 535 000 tonnes.
— 1980 : 760 000 tonnes.

Les deux entreprises de broyage de clinker existantes ont produit en 1967 environ 250 000 tonnes de ciment, et plus de 300 000 tonnes en 1968.

Leurs ventes ne sont pas étalées régulièrement sur l'année ; faute de moyens de stockage suffisants, un broyeur d'une capacité théorique de 150 000 t/an ne peut fournir que 130 000 à 135 000 t/an.

Leurs possibilités d'exportation sont freinées par des difficultés de transport, le potentiel-wagons de la RAN étant à certaines époques absorbé entièrement par d'autres transports (café, engrais).

On ne produit sur place qu'une seule qualité de ciment. Il serait pourtant possible de produire des liants à maçonner, de moindre résistance, par ajouté au clinker, lors du broyage, de chaux éteinte (la fabrication locale d'acétylène en produit 400 à 500 t/an ; la cuisson des faluns peut en fournir) ou simplement de calcaire (falun broyé, non décarbonaté). Des études sont en cours relativement aux possibilités d'utilisation des faluns.

Les capacités de broyage ont été récemment accrues ; la mise en place d'un atelier de broyage à San Pedro est prévue pour les prochaines années ; l'ensemble représentera un potentiel largement suffisant pour couvrir la consommation jusqu'en 1980.

On n'espère pas trouver sur le territoire ivoirien des ressources suffisantes en calcaire pour procéder sur place à la cuisson du clinker. On s'oriente actuellement vers une fourniture de clinker à partir d'une cimenterie de grande capacité qui s'implanterait sur le gisement de calcaire d'Aveta au Togo. La possibilité de réaliser cette cimenterie est actuellement à l'étude.

*Eléments de couverture à base de ciment*

Un groupement européen de producteurs d'articles en amiante-ciment avait projeté l'installation d'une usine à Abidjan ; mais le marché des plaques de couverture est en baisse ; il sera de plus en plus concurrencé par la couverture métallique. Ce groupement, toutefois, continue de surveiller l'évolution du marché et se dit prêt à intervenir dès que la demande sera suffisante : il faut 8 000 t/an pour rentabiliser une usine de plaques.

Il est prêt à intervenir également si un concurrent se présente : ce fut le cas lorsqu'un autre groupe déposa un projet de fabrication de tuyaux en amiante-ciment. Ce projet a depuis été abandonné ; le seuil de rentabilité est aussi très élevé, le marché est insuffisant et sans essor.

A titre indicatif, on a inscrit en objectif la création d'une usine de plaques en amiante-ciment ou fibrociment au-delà de 1975.

*Briqueteries*

L'essor de l'industrie de la brique est en retard par rapport aux prévisions antérieures. Après sa modernisation, la briqueterie de Dabou, d'une capacité de 8 000 à 10 000 t/an, a placé difficilement sa production en 1966 ; sa situation s'est toutefois améliorée en 1967 et en 1968 où elle a pu vendre environ 8 000 t/an de produits cuits.

La nouvelle briqueterie qui est entrée en production en juillet 1968 pensait produire 30 000 tonnes dès 1969 et espérait pousser sa production à 40 000 t/an.

Dès son démarrage, elle a éprouvé les plus grandes difficultés à placer ses produits. Il faudrait que l'usage de la brique entre dans les habitudes des

entrepreneurs et des architectes. Des actions de propagande ont été entreprises et commencent à donner quelques résultats. Mais souvent les entrepreneurs préfèrent fabriquer eux-mêmes leurs parpaings sur les chantiers, cette solution ayant des avantages de souplesse et simplifiant les approvisionnements.

*Préfabriqués en béton*

Les entreprises existantes produisent des tuyaux, des parpaings, des éléments de planchers, etc.

Parmi les préfabriqués, les carreaux de granito occupent une place à part : ils sont produits dans des entreprises spécialisées. Leurs matières premières sont le ciment ordinaire, le ciment blanc et le gravier de marbre. Le gravier de granite, trop dur, trop difficile à polir, ne peut convenir. Le marbre actuellement utilisé est importé d'Europe : le marbre voltaïque reviendrait trop cher semble-t-il ; toutefois son prix rendu à Abidjan serait à mieux préciser. Même à prix abordable, il ne pourrait se substituer totalement aux importations ; il n'est pas assez blanc et ne permet pas de produire des gammes de teintes suffisamment variées.

L'industrie du carreau en granito est gênée dans son expansion par les importations massives de grès cérame (400 000 m² en 1967) dont l'usage tient en particulier aux habitudes des entrepreneurs et des architectes ; les prix du grès cérame et du granito sont pourtant analogues.

*Produits de carrière*

Les objectifs ont été établis par prolongation de la tendance des années passées.

Des investissements sont à prévoir, compte tenu du prochain épuisement de certaines carrières. Toutefois, la prolifération de petites exploitations artisanales entraîne une forte irrégularité des prix du marché ; face à cette situation l'ouverture d'une carrière sur des bases industrielles est trop aléatoire.

*Argile expansée*

Il existe de nombreux et bons gisements d'argile en Côte-d'Ivoire (les dernières recherches entreprises dans la région de San Pedro se sont révélées favorables). La fabrication de petites boulettes en argile expansée utilisables comme agrégats dans l'élaboration du béton permettrait de pallier le déficit de gravier de la Côte-d'Ivoire. Par extrusion de petits boudins d'argile, malaxés puis mis en boulettes, par adjonction de faluns, fermentation et vitrification de surface des boulettes, on obtient un gravier artificiel de densité 0.5 à 0.7 qui peut servir à la fabrication du béton. La consommation de la Côte-d'Ivoire pourrait être de l'ordre de 200 000 m³ en 1975, nécessitant environ 5 000 à 6 000 tonnes de faluns.

La Société des ciments Lambert s'intéresse à ce procédé et est en train de construire une usine en France. A noter que l'argile expansée fait actuellement 20 % du marché américain des agrégats.

*Pierres d'ornementation*

On envisage d'utiliser certaines pierres locales à valeur décorative, pour l'exportation sous forme de blocs bruts ou de feuilles sciées brutes ou polies. Les quantités pouvant être placées sur les marchés extérieurs sont mal connues et les objectifs indiqués ici (70 000 tonnes en 1975) ont une valeur indicative.

## RECAPITULATION — BRANCHE 12

Quantités : m pour milliers
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 31

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Ciment | 590 | 70 | 400 mT | 2 600 | 150 | 300 | 20 | 535 mT | 3 480 | | 280 | 30 | 760 mT | 4 940 | |
| Eléments de couverture à base de ciment | | | | | | | | | | | 250 | 100 | 6 mT | 210 | 10 |
| Briques | 280 | 50 | 20 mT | 90 | | 300 | 50 | 50 mT | 230 | | 380 | 50 | 80 mT | 360 | |
| Préfabriqués en béton | | | | 500 | | 40 | 100 | | 360 | | 70 | 150 | | 1 230 | |
| Produits de carrières | 160 | 100 | 600 mm³ | 660 | | 100 | 60 | 800 mm³ | 880 | | 200 | 130 | 1 400 mm³ | 1 540 | |
| | | | | | | 650 | 70 | 200 mm³ | 220 | | 320 | 30 | 300 mm³ | 330 | |
| Argile expansée. | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pierres d'ornementation | | | | | | 160 | 100 | 70 mT | 390 | 340 | 80 | 20 | 95 mT | 520 | 470 |
| TOTAUX | 1 030 | 220 | | 3 850 | 150 | 1 550 | 400 | | 6 060 | 340 | 1 580 | 510 | | 9 130 | 480 |

## ENGRAIS
## (Branche 13)

### A. - Présentation

Les activités de la branche concernent la production d'engrais. Celle-ci est actuellement limitée à la transformation des ordures ménagères en compost, par la Société d'Economie mixte HUMUCI ; son chiffre d'affaires est négligeable : 1 million en 1968.

Les engrais consommés en Côte-d'Ivoire sont donc totalement importés. Ces importations ont plus que doublé en valeur de 1960 à 1968 où elles s'élevaient à 500 millions de F.

Une unité de production d'engrais, la SIVENG, doit produire à partir de 1970 et être en mesure de satisfaire progressivement la majeure partie des besoins de l'agriculture. Le taux de croissance atteindra alors : + 32 % par an en prix constants entre 1970 et 1975.

Cette implantation participe de l'effort de promotion des productions d'import-substitution.

### B. - Les objectifs

*Compost*

L'entreprise de traitement des ordures ménagères, installée en 1963, ne traite qu'une faible proportion des ordures collectées à Abidjan ; le reste est mis en dépotoir. D'ailleurs ces ordures sont loin d'être toutes transformables en compost.

Les emplois du compost restent assez faibles et la clientèle est difficile à trouver. Même avec une croissance de 6 % l'an, la capacité installée sera encore excédentaire en 1980 ; le chiffre d'affaires étant minime (inférieur à 10 millions de F CFA), ces objectifs n'ont pas été repris dans les tableaux. A vrai dire, il s'agit beaucoup plus d'un service public municipal que d'une industrie productive.

*Production d'engrais*

L'usine projetée en 1970, aura une production faible cette année-là, et atteindra 61 000 tonnes au bout de cinq ans. Au-delà, la croissance retenue découle des perspectives de consommation d'engrais par l'agriculture.

La possibilité de placer des engrais dans les pays avoisinants dépendra de l'essor des activités rurales dans ces pays.

Outre la production d'engrais, l'usine projetée pourrait fournir en oléum ou en acide sulfurique d'autres utilisateurs de la place ; on pourrait l'utiliser par exemple en huilerie pour la neutralisation, dans la préparation des détergents pour la sulfonation des dérivés benzéniques.

Selon l'essor des consommations d'engrais et l'évolution des formules utilisées, la consommation d'ammoniac atteindra dans l'avenir un volume plus ou moins élevé ; si la miniaturisation des ateliers de synthèse a fait alors des progrès suffisants, la fabrication locale d'ammoniac pourrait être envisagée, utilisant peut-être des gaz de raffinerie, de l'azote provenant de la production d'air liquide.

### RECAPITULATION — BRANCHE 13

Tableau N° 32

Quantités en milliers de tonnes
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Compost (pour mémoire) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Engrais | 1 200 | 40 | 15 mT | 260 | | | 30 | 61 mT | 1050 | | 1 010 | 30 | 93 mT | 1 610 | 160 |

## CHIMIE - PARACHIMIE
## (Branche 14)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

L'activité de la branche consiste en la fabrication et le conditionnement des produits chimiques :

Sa production est partagée dans les proportions suivantes :

- Insecticides ..... 25 %
- Peinture ..... 20 %
- Caoutchouc ..... 20 %
- Parfums ..... 15 %
- Allumettes ..... 10 %
- Gaz industriels ..... 10 %

Une douzaine d'entreprises font partie de la branche. Leurs immobilisations brutes s'élevaient, en 1968, à 1 500 millions de F, et elles employaient 900 personnes.

La valeur ajoutée représente 35 % de la production de la branche et 3 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

L'évolution de la branche, entre 1960 et 1968, a été caractérisée par une forte croissance et une large diversification des produits fabriqués.

La croissance de la production a été, en moyenne, de 52 % par an, en prix courants. En fait, elle a été irrégulière puisque cette production a triplé de 1961 à 1962, avec la mise en service des usines de peinture, insecticides et parfums. Elle a encore doublé entre 1963 et 1964, avec l'introduction du traitement du latex local. Le taux de croissance très élevé de la branche s'explique également par le faible niveau de la production au départ : 120 millions de F en 1960.

La gamme des fabrications s'est très vite élargie. En 1960, la branche ne produisait que des allumettes et des gaz industriels. En 1962, il s'y est ajouté la production de peinture, insecticides et parfums. Enfin, en 1964, une activité nouvelle de traitement du latex a été introduite.

Ces différentes productions incorporent des valeurs ajoutées variables, mais on constate que la valorisation est d'autant plus faible que l'industrie est de création plus récente.

Tableau N° 33

| | Date de création | % de la valeur ajoutée |
|---|---|---|
| Gaz industriels .... | avant 1960 | 64 % |
| Allumettes ..... | avant 1960 | 60 % |
| Parfums ..... | 1962 | 52 % |
| Peinture ..... | 1962 | 43 % |
| Insecticides ..... | 1962 | 20 % |
| Caoutchouc ..... | 1964 | 8 % |

Certains de ces taux de valorisation sont explicables par la nature de l'activité correspondante. La production d'insecticides (valeur ajoutée 20 %) consiste uniquement en des opérations de formulation et de conditionnement. La production de caoutchouc (valeur ajoutée : 8 %) se limite à une simple coagulation du latex.

En définitive, l'extension des activités de la branche a entraîné une baisse du taux global de valorisation de la branche, il est passé de 53 % en 1960-1962 à 35 % en 1966-1968.

La croissance de la valeur ajoutée a donc été inférieure à celle de la production : 38 % par an contre 52 %.

Par contre, le taux de couverture du marché intérieur a évolué favorablement puisqu'il a crû de 11,5 % en 1960-1962 à 36,5 % en 1966-1968.

Les exportations sont importantes (1 300 millions en 1968) mais constituées, à 50 %, par du caoutchouc.

*Perspectives*

Le développement de la branche devrait s'exercer dans les deux directions qui correspondent à l'objectif d'indépendance économique du pays :

— renforcement de l'import-substitution par la création de productions nouvelles : produits pharmaceutiques, fils de nylon et de polyester, etc ;

— croissance des exportations par la valorisation des ressources naturelles locales : caoutchouc à partir de l'hévéaculture et huiles essentielles à partir de l'agrumiculture et de la floriculture.

De même, des efforts seront à entreprendre en vue d'accroître le taux de transformation locale de certaines activités (cas des insecticides).

Les perspectives chiffrées conduisent, pour la branche, à un taux de croissance moyen de 13 % par an, en prix constants entre 1970 et 1975.

B. - Les objectifs

*Gaz industriels*

Les objectifs ont été établis par la prolongation des tendances passées en ce qui concerne la consommation intérieure d'oxygène et d'acétylène.

Le pourcentage de la production allant à l'exportation croissant jusqu'en 1963 (16 % en quantité) a décru depuis avec la mise en route de l'usine de Bamako en août 1967. Tôt ou tard, la Haute-Volta s'équipera pour subvenir à ses propres besoins.

Il est envisagé de créer un atelier de production à San Pedro ; Sassandra et le Sud-Ouest seront ainsi desservis. L'investissement atteindra 80 à 100 millions de F CFA. De plus, quelques transformations à l'usine d'Abidjan permettront de distribuer l'oxygène sous forme liquide et non plus en gaz comprimé. Cette usine produit un peu de glace carbonique (voir branche 7). Elle dispose, en sous-produit de la fabrication d'acétylène, de 400 à 500 t/an de chaux éteinte, qui pourrait être valorisée sous forme de liant à maçonner par les producteurs de ciment (voir branche 12).

*Silicate*

Le principal débouché actuel est en savonnerie et en préparation de détergents. L'industrie textile en consommera un peu.

L'accroissement pourrait être plus important si des débouchés nouveaux apparaissaient : enrichissement de minerais par flottation, stabilisation de sols routiers, cartonnerie.

Le silicate est produit à partir de silicate vitreux importé. On avait espéré un moment que le silicate vitreux pourrait être produit par la verrerie projetée : mais ce genre de production ne s'envisage qu'en fin de campagne d'un four, avant la réfection du briquetage, soit peut-être une fois tous les deux ans : il se poserait d'une part, un problème de financement des stocks, et d'autre part, un problème de conservation du produit qui risque de prendre en masse.

*Peinture*

La consommation de peinture croit en fonction du développement des activités de bâtiment : les autres débouchés sont assez faibles (tôlerie automobile, cycles). L'exportation, maintenue à environ 10 % en valeur dans les objectifs, ira peut-être en diminuant en réalité : il existe des projets de production locale en Haute-Volta, au Niger : une création a eu lieu en 1967 au Dahomey qui alimentera le Togo. Le Liberia possède une usine, au Ghana il en existe deux.

Les trois usines existantes ont actuellement une capacité de 5 600 tonnes : deux entreprises agréées, de 2 400 t/an chacune, et une troisième de création récente dont la capacité actuelle est de 800 t/an. La valeur moyenne de la production est de l'ordre de 195 F CFA/kg, T.V.A. comprise. L'équipement des usines augmentera au fur et à mesure de la demande, et la capacité totale pourrait atteindre 8 500 t/an en 1975 : la création d'une nouvelle usine jusqu'à cette échéance est exclue.

Actuellement, les entreprises travaillent bien au-dessous de leur capacité : en 1968, la production globale de la branche avoisine 3 200 tonnes, exportations comprises, face à 650 tonnes d'importations.

*Produits phytosanitaires*

Le chiffre d'affaires des entreprises existantes a cru très rapidement pour atteindre 785 millions de F CFA en 1968. Les objectifs s'appuient sur les perspectives de consommation de l'agriculture.

Pour les produits en poudre, les entreprises utilisent des charges inertes de production locale : faluns broyés... Mais la valeur ajoutée locale reste très faible : toutes les possibilités d'intégration sont à rechercher.

Lors de la soumission d'appels d'offre, les entreprises locales se trouvent en concurrence avec des importations généralement détaxées : l'agrément prioritaire n'apparait plus alors comme un bénéfice.

*Parfumerie*

Le taux élevé de la T.V.A. ralentit le développement du marché grignoté par de nombreux pseudo-établissements produisant des articles de parfumerie en échappant peut-être à la taxation normale.

La concurrence ghanéenne se fait sentir sur le marché ivoirien.

*Huiles essentielles*

Les exportations accusent une forte hausse depuis 1964 et dépassent les prévisions antérieures :

Exportations :

— 1960 : 12 millions de F CFA, 7,6 tonnes ;
— 1963 : 11 millions de F CFA, 5,9 tonnes ;
— 1964 : 38 millions de F CFA, 17,1 tonnes ;
— 1965 : 51 millions de F CFA, 19,8 tonnes ;
— 1966 : 44 millions de F CFA, 16,7 tonnes ;
— 1967 : 87 millions de F CFA, 35 tonnes ;
— 1968 : 115 millions de F CFA, 43 tonnes.

Ces exportations correspondent aux productions d'essences d'écorce ; les plantations d'agrumes sont en plein développement, en particulier dans la région de Sassandra.

Pour l'amélioration du produit et pour une valorisation plus complète des fruits, un projet d'usine de traitement a été élaboré. Il est en cours de réalisation. Ce projet prévoit le traitement des citrons, bergamotes, bigarades et limes pour l'extraction mécanique des essences d'écorce : la récupération et la concentration des jus de citron et de lime ; le traitement et le séchage des calottes de citron, bergamote et bigarade qui seraient ainsi rendues utilisables pour la production de pectines.

Cette unité, tout en favorisant le développement des cultures, servira également de base à l'expérimentation et à l'adaptation en Côte-d'Ivoire d'espèces fruitières ou végétales diverses.

Outre l'agrumiculture, quelques cultures de plantes donnent lieu en Côte-d'Ivoire à l'extraction d'essences par distillation : ces productions pourront connaître dans l'avenir un certain développement (vétiver, patchouli, menthe, géranium).

*Produits pharmaceutiques*

La demande de produits pharmaceutiques, actuellement fournie uniquement par les importations, est fortement croissante ; l'évolution des rubriques douanières les plus importantes est reprise ici en valeur (les tonnages dans ce domaine ont peu de signification).

## IMPORTATIONS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Tableau N° 34 — millions de F CFA

| Années | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vaccins, sérums | 4.1 | 10.6 | 15.6 | 34.6 | 69.3 | 96.6 | 87.6 | 105.6 | 111.9 |
| Médic. codex n.c. | 3.8 | 7.1 | 1.7 | 8.1 | 6.9 | 18.6 | 41.3 | 66.7 | 32.3 |
| Aut. médic. autor. SCPH n.c. | 0.2 | 43.9 | 323.8 | 102.7 | 220.4 | 206.3 | 329.7 | 582.6 | 330.6 |
| Aut. spéc. pharm. condit. | 341.7 | 388.3 | 449.9 | 473.9 | 591.3 | 597.8 | 735.1 | 816.1 | 829.5 |
| Médic. sur ordonn. | 3.0 | 0.1 | 1.0 | 0.5 | 7.2 | 12.1 | 3.0 | 39.1 | 111.7 |
| Ouate, gaze... autor. SCPH | 13.0 | 33.1 | 24.0 | 14.0 | 32.4 | 15.1 | 17.0 | 15.2 | 13.3 |
| Aut. art. imprégnés | 20.7 | 30.7 | 20.4 | 19.7 | 29.2 | 66.3 | 63.2 | 52.3 | 41.4 |
| Ligatures autor. SCPH | 10.2 | 6.5 | 14.7 | 0.4 | 10.4 | 13.9 | 4.9 | 17.7 | 6.6 |
| TOTAUX | 396.7 | 520.3 | 851.1 | 653.9 | 967.1 | 1 026.7 | 1 281.8 | 1 695.3 | 1 477.3 |

La croissance des importations est de l'ordre de 20 % par an en francs courants, soit, compte tenu de l'érosion monétaire, un rythme de doublement des quantités en cinq ans environ.

Des ateliers de formulation et de conditionnement de produits pharmaceutiques existent déjà dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier au Ghana (2 laboratoires) ; un projet a été élaboré au Sénégal, avec le concours de Valda qui produit déjà des pastilles dans son usine de Rufisque.

Un projet de préparation locale de produits pharmaceutiques avait été étudié en 1962 sur l'initiative de pharmaciens privés ivoiriens. Le projet n'est pas parvenu à réalisation ; les laboratoires français participant au capital, qui ont travaillé à l'élaboration du projet, se sont retirés en arguant de l'insuffisance du marché.

Devant une demande aussi fortement croissante, il est pourtant possible d'installer une production locale dont l'activité sera au début surtout du conditionnement, et qui orientera progressivement ses opérations vers des élaborations plus poussées.

On a donc conservé un objectif de production locale pour l'industrie pharmaceutique : 600 millions de F CFA de chiffre d'affaires en 1975, dont 50 millions à l'exportation dans les pays avoisinants. La réalisation de cet objectif reste subordonnée à une action de promotion, qui devra tenir compte des réglementations édictées dans ce domaine. (Code de la Santé Publique).

Un tel laboratoire pourra servir de support à des études sur la pharmacopée locale. L'utilisation à des fins pharmaceutiques de plantes locales est fort développée dans les milieux traditionnels ; mis à part la récolte d'écorce de quinquina de Man, actuellement abandonnée, et les expérimentations actuellement en cours sur l'extraction de principes actifs de la noix de kola, le secteur moderne ne s'est guère préoccupé jusqu'à présent d'une exploitation systématique de la pharmacopée africaine. Une action dans ce domaine serait à envisager en deux phases :

1. - Dépouillement de documentation : il existe dans ce domaine nombre de rapports et de comptes rendus ; il existe aussi des travaux de recensement détaillé de la flore existante, avec analyse de ses propriétés. Des spécialistes, par l'examen de ces documents, pourraient établir une liste de quelques plantes auxquelles il y aurait lieu de s'intéresser en priorité.

2. - Mise au point des traitements à envisager pour l'extraction sur place des principes actifs.

Une entreprise de création récente produit du coton hydrophile, des bandes à pansement, des compresses, des serviettes hygiéniques, à partir de déchets de coton et de déchets de filature. Ultérieurement une diversification est prévue : production de pansements adhésifs, etc.

*Allumettes*

Les ventes intérieures de l'usine de production d'allumettes ont progressé très rapidement ; elles ont atteint près de 70 millions de boîtes en 1968, soit une moyenne d'environ 16 boîtes par habitant et par an.

Les hypothèses de croissance présentées ici se basent sur les consommations par tête suivantes, pour le marché intérieur :

— 1970 : 17 boîtes par tête.
5 millions de consommateurs ;

— 1975 : 20 boîtes par tête.
5.7 millions de consommateurs ;

— 1980 : 23 boîtes par tête.
6.7 millions de consommateurs.

Les débouchés extérieurs se rétrécissent : le Mali possède une usine et la Haute-Volta entreprend la

finition locale des allumettes, à partir d'éléments en provenance d'Abidjan. On a supposé toutefois que les exportations se maintiendraient.

En effet, l'entreprise d'Abidjan est la seule en Afrique à utiliser les bois locaux ; elle est donc en mesure de vendre aux autres usines africaines des tiges préfabriquées, des boîtes préformées.

La capacité de l'entreprise existante, qui atteindrait 180 à 220 millions de boîtes en marche à deux postes, devrait suffire jusqu'au-delà de 1980.

*Traitement du latex*

Rappelée ici pour mémoire, la coagulation du latex est en dépendance directe de l'hévéaculture. Les usines de traitement se trouvent à proximité des plantations en exploitation ; leurs prévisions de production suivent celles du latex frais, déduction faite des utilisations directes de latex frais par l'industrie locale.

*Fibres et fils synthétiques*

Un examen des marchés actuels et futurs de la bonneterie en filés synthétiques, de la confection en tissus synthétiques..., laisse penser à la possibilité de mettre en place en Côte-d'Ivoire, avant 1980, une industrie produisant des fils continus synthétiques, par exemple :

— fil de nylon pour la bonneterie, obtenu par polymérisation-filage du caprolactame ; autres consommateurs possibles : fils pour tissu d'habillement, pour tissu enduit, pour pneumatiques...

— fil de polyester pour tissus d'habillement, obtenu à partir de granulés.

*Divers*

La production d'eau de Javel (à partir de chlore liquide et de soude importés) fait l'objet d'un chiffre d'affaires minime. Son emploi en Côte-d'Ivoire est peu répandu. La consommation croît à moins de 3 % par an. C'est un produit très instable du fait de la température.

La fabrication de soude et de chlore sera intégrée dans les entreprises utilisatrices (pâte à papier).

Diverses autres possibilités sont à examiner, sans que l'on puisse placer de grands espoirs dans leur réalisation : matières plastiques, matières actives phytosanitaires du genre DDT, etc. Ces voies sont à prospecter, avec le conseil de techniciens spécialisés.

## RECAPITULATION — BRANCHE 14

Quantités : m pour milliers
M pour millions

Tableau N° 35 — Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Gaz industriels | 220 | 30 | | 260 | 30 | | 30 | | 450 | 40 | 120 | 20 | | 670 | 50 |
| Silicate | | | | 60 | | | | | 100 | | | | | 150 | |
| Peinture | 50 | | 4.2 mT | 750 | 80 | | 20 | 6.4 mT | 1 150 | 120 | 100 | 40 | 9.9 mT | 1 760 | 180 |
| Produits phytosanitaires | 40 | 10 | | 1 020 | 300 | 40 | 20 | | 1 700 | 500 | 80 | 30 | | 3 000 | 700 |
| Parfumerie | | 20 | | 500 | 100 | 60 | 60 | | 1 000 | 200 | 100 | 60 | | 1 600 | 300 |
| Huiles essentielles | | | | | | | | | | | | | | | |
| - agrumes | 200 | 30 | | 460 | 160 | 90 | 15 | | 540 | 500 | 160 | 20 | | 1 180 | 1 100 |
| (dont jus de fruits) | | | | (50) | | | | | (170) | | | | | (430) | |
| - plantes | | | | | | 80 | 90 | | 130 | 100 | 100 | 80 | | 260 | 200 |
| Produits pharmaceutiques | | | | | | 100 | 125 | | 600 | 100 | 130 | 100 | | 1 200 | 100 |
| Coton hydrophile, pansements | 30 | 20 | | 40 | | 10 | 10 | | 80 | | 50 | 20 | | 160 | |
| Allumettes | 20 | 30 | 115 Mb | 440 | 110 | 20 | 30 | 135 Mb | 600 | 150 | 20 | 30 | 205 Mb | 800 | 200 |
| Traitement du latex | 200 | 100 | 10 640 T | 1 060 | 1 040 | 200 | 100 | 16.4 mT | 1 640 | 1 550 | 480 | 100 | 21.8 mT | 2 180 | 2 000 |
| Fils nylon | | | | | | | | | | | 900 | 90 | 1 mT | 740 | 70 |
| Fils polyester | | | | | | | | | | | 790 | 90 | 1 mT | 1 490 | 150 |
| TOTAUX | 760 | 240 | | 4 290 | 1 820 | 600 | 500 | | 7 990 | 3 260 | 3 030 | 680 | | 13 190 | 5 050 |

## INDUSTRIES DU BOIS
## (Branche 15)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

La branche regroupe :

— les industries de première transformation du bois : sciages, déroulés, contre-plaqués : sous-branche 1 ;

— les industries de seconde transformation du bois : menuiserie, ébénisterie, construction navale : sous-branche 2.

Une activité artisanale est incluse dans cette dernière sous-branche.

Les industries de première transformation fournissent 83 % de la production de la branche ; le reste est constitué par la fabrication de produits élaborés.

La branche est très dispersée : une soixantaine de petites et moyennes entreprises produisent des sciages et placages.

Les immobilisations étaient évaluées à 5 300 millions de F en 1968 et le nombre d'emplois à 7 500.

La valeur ajoutée de la branche représente 40 % de la production et environ 8 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La croissance de la production a été, en moyenne, de 23 % par an, en prix courants, de 1960 à 1968. On constate, cependant, un net ralentissement au cours de ces dernières années. En effet, la production a quadruplé entre 1960 et 1965, mais n'a augmenté que de 10 % entre 1965 et 1968.

Par ailleurs, la croissance de la valeur ajoutée n'a pas suivi celle de la production : 18.5% contre 23%. Ce phénomène traduit une baisse de la rentabilité des entreprises de la branche, imputable, peut-être, à une mauvaise localisation des scieries qui se trouvent de plus en plus éloignées de leurs sources d'approvisionnement en bois. Il tient également à une croissance plus forte des activités de première transformation (V.A. : 41 %) par rapport à celle des produits plus élaborés (V.A. : 46 %).

La branche est naturellement exportatrice, mais presque exclusivement de produits de première transformation. En effet, sciages et placages représentent 95 % de ses exportations. Celles-ci ont connu un vif essor puisqu'elles ont augmenté, en moyenne, de 31 % par an en prix courants entre 1960 et 1968.

Ce paradoxe d'une exportation qui croit plus vite que la production (31 % contre 23 %) résulte, en fait, du développement hétérogène de la branche. Si, en effet, la production de sciages et placages a quintuplé entre 1960 et 1968, celle de menuiserie et ébénisterie industrielles n'a fait que quadrupler et la même production, mais artisanale, n'a pu que tripler. Les achats de sciages par les industries locales de deuxième transformation ont donc diminué, en valeur relative, et ont permis, en contrepartie, d'accroître la part des exportations de sciages qui est passée de 46 % en 1960-1962 à 65 % en 1966-1968.

Cette évolution discordante des activités de première et deuxième transformation du bois s'effectue dans un sens contraire à l'objectif de valorisation locale maximale.

Par contre, un développement intéressant est l'augmentation de la part de la production de bois en grumes vendue à la branche : 26 % en 1967-1968 contre 21 % en 1960-1961.

En conclusion, le taux de transformation locale des productions forestières a augmenté, mais il se situe à un niveau insuffisant au regard des possibilités.

*Perspectives*

On a prévu une croissance de la production de 10.4 % par an, en prix constants, entre 1970 et 1975. Trois contraintes nous ont obligés à retenir ce taux, qui peut paraître relativement modeste, compte tenu de l'importance de la branche dans l'économie ivoirienne.

1. - La nécessité de réduire le rythme d'exploitation des réserves forestières. On s'est imposé les limites suivantes : 3 500 000 m³ de grumes en 1970, 3 500 000 m³ en 1975 et 4 000 000 m³ en 1980.

2. - Le maintien du volume des grumes exportées, qui est réputé impératif pour assurer la rentabilité des entreprises de transformation du bois, la clientèle européenne n'acceptant d'acheter des produits transformés qu'à condition d'être servie également en grumes. A cette raison d'ordre commercial s'ajouterait un motif économique : la vente de grumes en l'état est plus rémunératrice que la vente de bois travaillés. L'exportation de grumes permettrait, donc, de compenser la rentabilité insuffisante des scieries et menuiseries.

On a retenu un volume d'exportation de grumes de 2 500 000 m³ en 1970, 2 200 000 m³ en 1975 et 2 300 000 m³ en 1980.

3. - La volonté de faire croître la production de la branche et d'augmenter la part de grumes traitées localement. Le cubage de grumes à usiner sur place résulte des limites que l'on s'est fixé précédemment, soit 1 000 000 m³ en 1970, 1 300 000 m³ en 1975 et 1 700 000 m³ en 1980 correspondant respectivement

à 29 %, 37 % et 43 % de la production de grumes. Cette évolution serait favorisée par la création de scieries modernes à haut rendement en sciages (60 %, comme en Europe, contre 40 % actuellement en Côte-d'Ivoire) qui constitue un facteur décisif de la rentabilité d'une exploitation.

Le développement des activités terminales, menuiserie, ébénisterie, est conditionné par la croissance de la demande intérieure.

## B. - Les objectifs

*Industries du bois*

L'avenir de la branche dépend essentiellement de l'option prise en matière d'abattage : des mesures visant à préserver le patrimoine forestier de la Côte-d'Ivoire et à permettre un meilleur approvisionnement des scieries viennent d'être décidées par le gouvernement.

Elles imposent notamment que 30 % des grumes abattues (l'abattage est plafonné à 3 600 000 m³/an) soient transformés localement, et qu'un certain pourcentage des essences contingentées (en général 30 %) passe obligatoirement par les scieries ivoiriennes.

Ces différentes mesures devraient permettre une exploitation plus rationnelle de la forêt dans les prochaines années. Il est du reste de l'intérêt des industriels, qui ont investi dans l'abattage, le sciage et la transformation du bois, d'assurer, jusqu'à échéance des délais d'amortissement, l'utilisation normale de leurs équipements.

*Bois débités*

Pour les entreprises intégrées, abattant des grumes et en sciant certaines, les quantités pouvant être envoyées en scierie dépendent de celles qu'il est possible d'exporter en l'état. En effet, il est rémunérateur d'exporter des grumes mais seule une péréquation imputée par les exploitants aux grumes exportées permet de fournir aux usines des bois à des prix suffisamment bas pour rentabiliser l'opération de sciage. L'équilibre financier d'un ensemble intégré exige que 70 % au moins des grumes soient réservés à l'exportation.

A cette condition financière s'ajoutent des motifs techniques : certaines essences à la limite de la première catégorie (framiré, kossipo, tiama, peut-être makoré) peuvent encore s'exporter en grumes mais pas en sciages : peut-être pour certaines la valorisation en contre-plaqué est-elle possible.

Cette condition financière tient aux cours relatifs, sur les marchés clients, des grumes et des sciages ; les prix respectifs d'une grume et des sciages correspondants sont liés, bien entendu, par le prix de revient du sciage en Europe ; or celui-ci est très différent de ce qu'il est en Afrique.

Scier en Afrique revient plus cher que scier en Europe, parce que les dimensions des usines sont beaucoup plus faibles en Afrique où les réserves forestières insuffisantes ne permettent pas la création de grosses unités (10 000 à 15 000 m³/an contre 50 000 m³/an ou plus en Europe). Le personnel technique est beaucoup plus onéreux. L'énergie est beaucoup plus coûteuse. La main-d'œuvre africaine est chère, dès qu'elle atteint la moindre qualification, presque aussi chère que la main-d'œuvre de même qualification en Europe, avec des conditions de moindre productivité. A ces facteurs défavorables à l'Afrique s'ajoute la nécessité d'opérer en Côte-d'Ivoire des amortissements rapides à cause de la faiblesse des réserves rendant l'avenir incertain.

Parmi les raisons qui freinent l'exportation des sciages, on note :

— La nature de la demande française. La France, a d'abord utilisé du bois local et s'est équipée en conséquence. Elle demande maintenant des grumes pour alimenter son important équipement en scierie.

— Les tarifs des compagnies de navigation beaucoup plus élevés pour les produits finis que pour les grumes.

— La présentation médiocre des produits débités face à la concurrence asiatique dont les sciages sont soumis à un octroi de label.

Les cours sur les marchés extérieurs, tant des grumes que des sciages, se maintiennent à un bas niveau, l'offre asiatique exerçant une pression sur les cours (Malaisie, Philippines). Le Sud-Est asiatique bénéficie de plus fortes densités et de peuplements forestiers plus homogènes.

*Bois tranchés, déroulés, contre-plaqués*

Il y a plus d'avenir du côté des bois déroulés que du côté des sciages. En effet, bien des essences secondaires inutilisables en sciages peuvent être déroulées et exportées ou transformées en contre-plaqué. Mais le marché du contre-plaqué est fluctuant et peu rémunérateur, et l'offre ivoirienne est désavantagée par la diversité des essences qu'il faut valoriser et les courtes séries relatives à chaque essence.

*Panneau aggloméré*

La construction et l'ameublement local seront sans doute conduits à absorber, d'ici dix ans, une assez forte quantité de panneaux de particules, en substitution des sciages.

Mais ce développement de l'usage du panneau est subordonné aux efforts de promotion qui auront été faits auprès des architectes et des entrepreneurs.

*Caisserie*

L'essor de la caisse bois paraît compromis à long terme ; compte tenu de la substitution qui devrait se produire au bénéfice du carton, des matières plastiques, des particules agglomérées.

Peut-être existe-t-il une possibilité d'exportation pour des caisses en bois déroulés ; les marchés européens, israéliens, sud-africain seraient à prospecter.

*Menuiserie-Ebénisterie*

Ce titre recouvre aussi bien la fabrication de portes, fenêtres et de leurs encadrements que celle de maisons et éléments de construction préfabriqués, de meubles et d'objets divers en bois.

Les constructions préfabriquées pourraient se développer par exemple sous forme d'éléments standardisés préfabriqués à la disposition des paysans pour la réalisation d'habitations rurales à bon marché.

Pour les meubles et les objets divers en bois, les possibilités d'exportation sont à prospecter systématiquement. Elles peuvent porter sur des meubles démontables, par exemple sous forme d'éléments à combinaisons multiples, ou sur des meubles et éléments de style, en bois travaillé, aussi bien que sur des pieds de lampe, plats, coupes, objets décoratifs ou utilitaires divers.

*Charbon de bois*

Certaines activités industrielles requérant l'emploi de carbone réducteur (métallurgie, industries chimiques...) pourraient utiliser du charbon de bois au lieu d'importer du coke métallurgique. Il est intéressant de connaître dès maintenant quel peut être le prix de revient prévisionnel d'un charbon de bois préparé artisanalement, à la meule, en fortes quantités.

*Remarque sur la normalisation*

L'industrie du bois est particulièrement handicapée par la grande diversité des dimensions qui lui sont demandées : largeurs, épaisseurs et longueurs de planches, dimensions des portes et fenêtres, des panneaux de façade, des meubles, des bureaux et casiers, etc. L'établissement de normes qui seraient admises à la fois par les usagers et les producteurs faciliterait les fabrications. En augmentant la longueur des séries, la normalisation abaisse les prix de revient et favorise la substitution aux importations.

## RECAPITULATION — BRANCHE 15

Quantités : m pour milliers
M pour millions
Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 36

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| S/Branche 1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bois débités, sciages | 400 | 500 | 340 m³ | 6 140 | 3 420 | 800 | 1 000 | 465 m³ | 8 390 | 4 390 | 1 500 | 1 000 | 605 m³ | 10 920 | 5 150 |
| Bois déroulés | 250 | 200 | 45 m³ | 770 | 740 | 330 | 200 | 80 m³ | 1 620 | 1 560 | 550 | 200 | 110 m³ | 2 690 | 2 290 |
| Contre-plaqués | 500 | 500 | 20 m³ | 670 | 420 | 820 | 700 | 37 m³ | 1 680 | 1 250 | 1 020 | 700 | 50 m³ | 2 680 | 1 970 |
| Panneaux de particules | 150 | 50 | 10 m³ | 250 | | 950 | 200 | 22 m³ | 1 250 | 250 | 1 140 | 230 | 50 m³ | 2 500 | 1 000 |
| s/totaux | | | | (7830) | (4580) | | | | (12 940) | (7450) | | | | (18 790) | (10 410) |
| S/Branche 2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Caisserie | 110 | 100 | | 200 | 10 | 60 | | | 200 | 10 | 70 | | | 200 | 10 |
| Menuiserie-ébénisterie industrielle | 400 | 180 | | 1 210 | 150 | 1 000 | 450 | | 2 070 | 500 | 1 500 | 450 | | 3 960 | 1 500 |
| Eléments préfabriqués | 50 | 40 | | 400 | 10 | 150 | 80 | | 550 | 20 | 190 | 100 | | 780 | 40 |
| Parqueterie | | | | | | 530 | 250 | | 840 | 820 | 1 430 | 400 | | 1 930 | 1 900 |
| Menuiserie-ébénisterie artisanale | 100 | 1 000 | | 2 800 | | 130 | 1 000 | | 3 800 | | 160 | 1 000 | | 5 300 | |
| s/totaux | | | | (4610) | (170) | | | | (7460) | (1350) | | | | (12 170) | (3450) |
| TOTAUX | 1 960 | 2 570 | | 12 440 | 4 750 | 4 770 | 3 880 | | 20 400 | 8 800 | 7 560 | 4 080 | | 30 960 | 13 860 |

## VEHICULES ET CYCLES
## (Branche 16)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

L'activité de la branche concerne le montage et la réparation de voitures et de cycles à partir de pièces importées.

Elle inclut une activité artisanale de réparation (garages artisanaux).

La production industrielle se décompose en :

| | |
|---|---|
| — Montage de voitures | 20 % |
| — Montage de cycles | 5 % |
| — Montage de remorques | 4 % |
| — Mécanique industrielle | 4 % |
| — Garages industriels | 67 % |

Les immobilisations brutes s'élevaient en 1968 à environ 550 millions de F et les emplois industriels à 450.

La valeur ajoutée de la branche représente 34 % de la production et contribue pour 8 % à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

En 1960, la réparation des véhicules constituait la seule activité de la branche. En 1961, trois entreprises industrielles ont été créées :

— SAFAR : montage de véhicules Renault,
— MAC : montage de cycles et de vélomoteurs,
— SERIA : fabrication de remorques et fardiers.

La croissance de la production de la branche entre 1960 et 1968 a été assez vive : 20 % par an, en prix courants, et régulière, sauf entre 1963 et 1964 où l'on a assisté à une brusque montée de 40 % environ. Mais, la valeur ajoutée n'a pas augmenté dans les mêmes proportions : 14 % par an, en moyenne. Cette discordance des deux taux de croissance est due au développement accéléré des activités de montage dont la valorisation locale est relativement faible :

| | *taux de la valeur ajoutée* |
|---|---|
| — montage de voitures | 16 % |
| — montage de cycles | 24 % |
| — montage de remorques | 35 % |
| — garages industriels | 47 % |

Cependant, le taux de couverture du marché intérieur s'est nettement amélioré passant de 34 % en 1960-1962 à 47 % en 1966-1968.

*Perspectives*

La croissance prévisionnelle de la production est estimée à 12,5 % par an, en prix constants, entre 1970 et 1975.

Le montage de véhicules divers (autos, camions, cars) devrait plus que doubler entre 1970 et 1975, avec une part plus forte d'exportations sur les pays limitrophes.

Mais il faudrait surtout s'efforcer d'obtenir une intégration verticale plus poussée des activités de montage, par la fabrication sur place de certaines pièces détachées, et permettre par là-même un accroissement du taux de valorisation locale.

### B. - Les objectifs

*Montage de véhicules automobiles*

Le parc automobile actuel en Côte-d'Ivoire compte environ 70 000 véhicules dont 3/5 en voitures de tourisme et 2/5 en camions et véhicules utilitaires. Son évolution est irrégulière et la croissance s'est accélérée en particulier pour les voitures légères dont les achats annuels ont atteint environ :

— 4 400 unités en 1965,
— 4 850 unités en 1966,
— 5 000 unités en 1967,
— 5 950 unités en 1968.

Les achats annuels de camions et de camionnettes se situant au voisinage de 3 000 unités par an.

Les avantages apportés par l'entreprise actuelle de montage ont surtout un caractère indirect ; comme elle est conçue principalement pour la fourniture du marché national, elle est fiscalement coûteuse et le restera, au moins à moyen terme ; l'offre sur le marché ivoirien d'une gamme très diversifiée de marques et de modèles ne favorise pas la rentabilité de l'unité de montage ivoirienne. Une politique à long terme est certainement à élaborer pour conduire progressivement l'industrie automobile africaine vers une situation intéressante économiquement.

Les premières lignes directrices d'une telle politique pourraient se dessiner ainsi :

1. - Mettre l'accent sur le montage des poids lourds, dans lesquels l'intégration d'éléments de provenance nationale peut être plus élevée que pour les voitures de tourisme. Avec des investissements relativement restreints, une entreprise de montage de camions envisage de produire dès 1970 environ 55 véhicules.

2. - Rechercher un modèle adapté à l'Afrique. Les modèles offerts sur le marché sont conçus en

fonction d'une clientèle et d'une infrastructure de pays industrialisé et certains modèles, qui sont apparus bien adaptés à l'Afrique, disparaissent du marché parce qu'ils ne conviennent plus aux acheteurs européens.

Diverses solutions sont à rechercher ; par exemple on pourrait envisager la reprise dans une usine africaine de ces modèles adaptés à l'Afrique, éventuellement modifiés pour ne pas apparaître comme déclassés. Une solution un peu analogue est tentée par une initiative privée ; elle consiste à habiller un ensemble châssis-moteur importé avec une carrosserie sobre, légère et dont la réalisation ne nécessite pas d'outillage coûteux (tôles pliées).

3. - Viser à l'élargissement des marchés ; sans compter initialement sur un « marché commun africain de l'automobile » dont les délais de mise en place ne peuvent pas être brefs, il faut d'abord favoriser tous les efforts d'exportation vers les pays voisins des véhicules montés sur place. Les projets qui se réaliseront en 1970 et au-delà (montage de camions, véhicules légers adaptés à l'Afrique...) ont des objectifs d'exportation croissants en 1975 et 1980.

*Pièces détachées pour automobiles*

Au fur et à mesure de l'accroissement du nombre de véhicules montés sur place, les possibilités d'intégration s'accroîtront :

— les radiateurs, les réservoirs seront produits localement, ainsi que les batteries, peut-être les bougies pour moteurs ;

— certains planchers ainsi que des carcasses tubulaires de siège seront formés sur place dès 1970 ;

— la production sur place de certaines pièces en caoutchouc, de coussins de siège et de tapis est à l'étude ;

— la préfabrication sur place de câblages électriques a été envisagée ;

— la production locale de certaines pièces en matière plastique, en carton et même en métal est à étudier.

*Fabrication de bicyclettes*

Le marché de la bicyclette est assez fluctuant. Les ventes de l'usine locale ont évolué comme suit (chiffres ronds) :

— 1961-1962 : 15 600 unités ;
— 1962-1963 : 17 000 unités ;
— 1963-1964 : 31 000 unités ;
— 1964-1965 : 32 000 unités ;
— 1965-1966 : 24 000 unités ;
— 1966-1967 : 17 000 unités ;
— 1967-1968 : 26 000 unités.

Le principal facteur de variation est le succès de la traite. Les achats portent principalement sur trois mois de l'année, de fin décembre à fin mars. C'est en fonction des prévisions de récolte de café que s'établit le programme de production annuel.

Mis à part ces effets conjonctuels, le développement du marché dépend en particulier de l'accroissement des effectifs de la main-d'œuvre agricole.

Les possibilités d'exportation sont réduites. Une industrie analogue à celle d'Abidjan existe en Haute-Volta et au Dahomey.

*Fabrication de vélomoteurs*

Le marché intérieur est actuellement au niveau de 13 000 à 14 000 unités par an, et la production de l'usine est de l'ordre de 4 000 ; s'y ajoute celle de plusieurs ateliers de montage dont l'activité n'a pas un caractère industriel.

La demande se développe lentement.

L'usine existante ne pense pas produire plus de 5 000 à 6 000 unités en 1970 et la rentabilité est trop faible pour attirer de nouveaux investisseurs. La demande intérieure est freinée par les exigences en matière de permis : celui-ci est difficile à acquérir et la sévérité des contrôles décourage les candidats cyclomotoristes. Pour tenter de stimuler la demande, l'entreprise existante organise des cours gratuits pour la préparation à l'examen d'octroi du permis.

*Pièces détachées pour cycles*

Leur fabrication est intégrée dans l'usine de cycles. Elle se développe progressivement. Elle porte déjà sur les cadres, les fourches, les rayons, les garde-boue... Un atelier d'emboutissage sera bientôt mis en place. La fabrication de certaines pièces est répartie entre Abidjan et Bobo-Dioulasso et donne lieu à des échanges croisés.

Les productions portées en prévisions ne concernent que les pièces commercialisées et excluent celles qui sont intégrées dans la production intérieure de cycles et de motocycles.

*Remorques, bennes, fardiers*

Cette activité, en développement rapide, diversifie ses productions (semi-remorques pour marchandises, citernes, semi-remorques bennes) et cherche à élargir ses exportations vers les pays avoisinants pouvant être desservis par terre.

On pourrait effectuer sur place la construction de bennes pour camions si la structure des barèmes douaniers n'y faisait obstacle : la fiscalité réduite sur les camions-bennes les rend moins chers à l'achat que les châssis-cabines. Cette singularité douanière est en cours de révision.

## RECAPITULATION — BRANCHE 16

Q : Quantités : u pour unités
m pour milliers
V : Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

Tableau N° 37

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export. V |
| Montage, autos, camions | 400 | 150 | 3.1 mu | 1 970 | 230 | 500 | 230 | 6.4 mu | 4 350 | 790 | 750 | 330 | 13.5 mu | 8 740 | 2 700 |
| Pièces détachées pour automobiles | | | | | | 40 | 20 | | 100 | | 30 | 10 | | 170 | |
| Fabrication de bicyclettes | | | 26 mu | 260 | | | | 30 mu | 300 | | | | 35 mu | 350 | |
| Fabrication de vélomoteurs | | 40 | 5 mu | 180 | | 300 | 50 | 8 mu | 290 | | 380 | 50 | 13 mu | 470 | |
| Pièces détachées pour cycles | | | | 60 | 20 | | | | 180 | 60 | | | | 360 | 120 |
| Remorques, fardiers | 30 | 30 | | 400 | 30 | 40 | 30 | | 500 | 40 | 70 | 40 | | 650 | 50 |
| Réparation industrielle | 300 | 1 750 | | 6 500 | | 600 | 3 200 | | 11 500 | | 1 000 | 3 700 | | 20 000 | |
| Réparation artisanale | 100 | 400 | | 1 600 | | 150 | 500 | | 2 500 | | 190 | 600 | | 3 500 | |
| TOTAUX | 830 | 2 370 | | 10 970 | 280 | 1 630 | 4 030 | | 19 720 | 890 | 2 420 | 4 730 | | 34 240 | 2 870 |

# INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES METAUX ET INDUSTRIES ELECTRIQUES

(Branche 17)

## A. — PRÉSENTATION

*Situation actuelle*

L'activité de la branche est très diversifiée, puisqu'elle englobe toutes les industries mécaniques et électriques, à la seule exception des industries de montage de véhicules qui font l'objet de la branche 16.

Elle inclut également une activité artisanale de forge, fonderie et réparation.

Une classification sommaire des productions industrielles permet de distinguer :

Tableau N° 38

| | % de la production de la branche |
|---|---|
| Emballages métalliques | 32 % |
| Chaudronnerie et mécanique générale | 30 % |
| Construction navale | 15 % |
| Mobilier et lits métalliques, réfrigérateurs, articles ménagers | 15 % |
| Appareillage et réparation électriques | 8 % |

La variété des fabrications engendre une grande dispersion de la branche ; on y relève, au moins, 21 entreprises.

Trois d'entre elles :
— CARENA : construction navale
— SIEM : emballages métalliques
— MECANEMBAL : emballages métalliques
effectuent 47 % du chiffre d'affaires de la branche (artisanat exclu).

Les investissements s'élevaient, en 1968, à environ 1 300 millions et le nombre d'employés à 1 250.

La valeur ajoutée représente 38 % de la production de la branche et fournit 4 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La croissance de la production a été importante entre 1960 et 1968 : 21 % par an, en moyenne, en prix courants. En réalité, il faut distinguer trois périodes :

— 1960-1964 : augmentation de 50 % en 5 ans ;
— 1964-1966 : doublement en 2 ans ;
— 1966-1968 : stagnation au niveau de 3 300 à 3 400 millions.

De plus, la valeur ajoutée de la branche a augmenté nettement moins vite que la production : 15 % seulement. Cette différence résulte de la structure hétérogène de la branche. D'une manière géné-

rale, les entreprises nouvelles et celles qui se développent le plus rapidement sont d'un faible rapport du point de vue de la valorisation locale. A titre d'exemple, la fabrication d'emballages métalliques dont la croissance est très forte (conserves d'ananas, de café, etc.) n'incorpore que 23 % de valeur ajoutée, alors que des activités traditionnelles et moins dynamiques dégagent au contraire une plus forte proportion de valeur ajoutée : chaudronnerie et mécanique générale : 41 %, construction navale : 57 %.

C'est ainsi que la valeur ajoutée de la branche, exprimée en % de la production industrielle, est passée de 52 % en 1960-1962 à 38 % en 1966-1968.

Le taux de couverture du marché intérieur a très peu progressé : 17 % en 1966-1968 contre 12 % en 1960-1962. Mais il est évident que le caractère hautement technique de la branche n'est pas de nature à favoriser une importante substitution aux importations. L'ampleur de ces dernières se manifeste, d'ailleurs, par la part substantielle qu'elles occupent dans l'ensemble des importations industrielles, 23 % en 1968.

*Perspectives*

Le taux de croissance prévisionnel de la branche, entre 1970 et 1975, a été fixé à 19 % en prix constants.

Des productions nouvelles ont été inscrites dans les perspectives du plan, qui se situent dans le cadre de la politique d'import-substitution : bouchons métalliques, articles de ménage galvanisés, articles en tôle (serrures, lampes tempête, tuyaux métalliques), montage de tracteurs et outillage agricole, robinetterie, accumulateurs.

Des possibilités de transfert d'industries des pays européens vers la Côte-d'Ivoire existent certainement. Il pourrait s'agir par exemple du montage d'ensembles mécaniques et électriques destinés aux marchés extérieurs, pour lequel la Côte-d'Ivoire offre l'avantage d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse. Une campagne de prospection et promotion est actuellement en cours à cet effet.

## B. - Les objectifs

*Tôlerie, chaudronnerie, mécanique générale, traitement des métaux*

Les activités de cette sous-branche concernent :

— la réparation et l'entretien du matériel industriel, dont l'activité croîtra en fonction de l'équipement industriel du pays ;

— la construction d'équipements industriels ; cette seconde classe d'activités est freinée par un certain nombre d'obstacles qui représentent, d'après les professionnels concernés, un manque à gagner de 350 à 400 millions de F CFA par an.

Premier obstacle, les créateurs d'industries utilisent rarement les disponibilités locales. Ou les usines sont vendues « clefs en mains », ou les plans sont dessinés par des bureaux d'engineering localisés en dehors du pays et effectuant naturellement des consultations auprès d'entreprises situées à leur proximité. La création de petits ateliers industriels, progressivement, se décidera et s'étudiera en Côte-d'Ivoire, utilisant les services de quelques bureaux d'études et de conseils industriels qui commencent à naître.

L'autre obstacle est celui de la fiscalité douanière ; il s'agit de la possibilité, pour une industrie locale de biens d'équipement normalement taxée, de concurrencer des importations d'équipements détaxés ou bénéficiant de droits réduits. En particulier lorsqu'ils soumettent une réponse à des appels d'offre internationaux, les entrepreneurs de la place se trouvent en concurrence avec les entrepreneurs étrangers bénéficiant parfois d'aides à l'exportation dans leur pays d'origine et en plus d'une exemption de droits d'entrée ou d'une réduction du taux de la T.V.A. à l'importation en Côte-d'Ivoire.

Les délais demandés pour la fourniture d'équipements sont souvent courts, et difficilement compatibles avec les délais de démarches pour importer les matières premières nécessaires dans les meilleures conditions.

La chaudronnerie et la mécanique générale contribuent actuellement, pour respectivement 5 % et 25 % à la production de la branche. Leur rythme de croissance devrait suivre celui du reste de la branche, soit un doublement en 5 ans.

*Construction et réparation navales*

Les objectifs inscrits visent à atteindre un chiffre d'affaires de 1 000 millions de F CFA en 1975. Ils ne seront atteints que si l'on surmonte les difficultés que rencontre cette activité.

Les difficultés sont de deux ordres :

1. - Problème de la concurrence avec les importations en ce qui concerne la construction neuve. L'anomalie est encore d'admettre l'importation hors taxes d'un matériel pouvant être produit localement. Un armateur en France paie des droits sur les navires qu'il achète à l'étranger : un armateur en Côte-d'Ivoire peut importer des bateaux de pêche neufs, équipés, hors taxes. Une entreprise locale de construction navale peut importer en exonération une certaine part des matières qui sont nécessaires, mais tous les accessoires qu'elle utilise paient les droits d'entrée et le bénéfice de l'importateur.

2. - Problème des moyens de mise à sec nécessaires pour le carénage : slips, docks flottants, cales sèches. Il n'existe pas de cale sèche actuellement à Abidjan ; les plus proches sont celles de Takoradi, de construction toute récente, de grandes dimensions (200 m et 250 m). Le port de Dakar utilise les cales de l'arsenal militaire. Il existe à Abidjan, en baie du Banco, un dock flottant privé d'une capacité de 600 tonnes. Il existe plusieurs slips également, le plus important, d'une capacité de 1 000 tonnes, étant d'un accès malaisé depuis la construction de la digue de Biétri. Dans presque tous les ports du monde, les cales seches, les docks, les gros slips appartiennent aux gouvernements ou à des collectivités publiques, qui les ont financés à fonds perdus ; la location payée par les utilisateurs couvre les frais d'entretien et de fonctionnement, à l'exclusion des amortissements et des intérêts.

La situation est analogue dans le secteur de la construction navale, où le suréquipement est important dans la plupart des pays : les chantiers navals bénéficient de subventions, pour des motifs sociaux et compte tenu des difficultés de reconversion.

Le développement de l'activité d'entretien et de réparation navale à Abidjan devra faire face à l'accroissement du port de pêche ; de plus, ce développement sera plus ou moins important selon l'effet d'attirance exercé sur les navires étrangers croisant au large des côtes ouest-africaines (chalutiers, petits cargos). Or les services d'entretien et de réparation effectués à Abidjan sont considérés comme chers. D'après les entreprises cela tient à la nécessité où elles sont de facturer (soit directement, soit en aggravant les factures de réparation) l'amortissement des moyens de mise à sec.

On pourrait en conclure que l'essor des activités de carénage nécessite la réalisation par la puissance publique (port d'Abidjan) d'un moyen de mise à sec d'une capacité de 3 000 tonnes, placé à la disposition des entreprises souhaitant l'utiliser, dont l'usage serait facturé au-dessous du prix de revient réel, l'amortissement restant à la charge de l'Etat.

Mais il n'est pas évident que l'activité industrielle privée doive être soutenue au prix d'un déficit des entreprises publiques, même si l'on tient compte des effets d'entraînement et des avantages liés à une plus grande fréquentation du port. Le fait que bon nombre de pays se trouvent conduits à exploiter leurs équipements dans des conditions non économiques ne justifie absolument pas que l'on se place en Côte-d'Ivoire dans la même situation : il faut se garder de la tentation de les concurrencer à tout prix.

Toutefois, compte tenu du développement des flottilles de pêche aussi bien ivoiriennes qu'étrangères, et de l'augmentation des dimensions moyennes des navires, la Direction du port envisage, après avis favorable du BCEOM, la construction d'un dock flottant de 1 500 tonnes et d'un slip de 800 tonnes. Le dock, implanté à l'ouest de la baie du Banco, serait la propriété du port et financé sur prêts internationaux. Son exploitation serait concédée à une société privée, à charge pour celle-ci de construire un slip de 800 tonnes pouvant accueillir les engins portuaires.

Une entreprise peut difficilement se spécialiser dans les seules activités de réparation navale : pour pouvoir répondre rapidement à une demande d'entretien ou de réparation, les entreprises doivent disposer de moyens importants en hommes et en outillage, dont l'utilisation n'est pas constante ; il est donc nécessaire de pouvoir les affecter, durant les temps creux, à d'autres activités : construction navale, construction industrielle.

*Emballages et bouchages métalliques*

La production intérieure de boîtes de conserve fait 95 % de son chiffre d'affaires avec l'ananas et le café en poudre. Au développement de ces productions, s'ajouteront les consommations de boîtes liées aux projets nouveaux comme la conserverie de thon de forte capacité.

Une autre entreprise produit un grand nombre de modèles divers, en assez courtes séries, jouant un peu le rôle d'une « station d'essai » d'emballage, ce qui accroît à la fois les investissements nécessaires et les temps morts correspondant aux changements de fabrication. Cette entreprise traite le métal et le plastique.

Compte tenu du développement des entreprises utilisatrices, on a prévu un chiffre d'affaires global de 3 000 millions de F CFA en 1975 pour les emballages métalliques.

En réalité on sait mal le point qu'aura alors atteint l'évolution technique en matière d'emballages ; il est possible que les fûts, bidons et boîtes en matière plastique aient remplacé le métal dans un certain nombre de ses utilisations actuelles.

La production de bombes pour aérosols ne peut pas être envisagée, en raison du seuil de rentabilité extrêmement élevé : de l'ordre de 10 millions d'unités par an.

La production de capsules de bouchage métalliques pourrait être entreprise avant 1975 et atteindre alors un chiffre d'affaires de l'ordre de 120 millions de F CFA, avec quelques exportations sur les pays avoisinants.

*Mobilier métallique et literie*

Pour les meubles métalliques, la croissance de la production a été volontairement prise assez faible :

chaque fois que le choix sera possible, la préférence sera donnée au mobilier en bois de production locale.

Pour la production de lits métalliques, les entreprises de quelque importance résistent difficilement à la concurrence exercée par de nombreux petits fabricants, utilisant des cornières de faibles dimensions, produisant des articles légers peu solides et à bas prix.

Les marchés extérieurs disparaissent, avec la mise en route de fabrications analogues en Haute-Volta, au Niger. Le marché intérieur subit l'effet des irrégularités de revenus des paysans.

Si l'on voulait promouvoir cette production dans les villes de l'intérieur, sans doute faudrait-il pouvoir en même temps proposer une reconversion d'activité aux entreprises industrielles de literie d'Abidjan.

La fabrication de lits pliants, du genre lits de camp, en bois ou tubes métalliques et toile lourde, n'a pas été étudiée jusqu'à présent ; elle pourrait faire l'objet d'une petite entreprise.

*Réfrigération-climatisation*

Une entreprise construit actuellement des machines à produire de la glace en pains, et effectue le montage de climatiseurs importés en pièces détachées. Elle manifeste l'intention d'intégrer progressivement ce montage, en fabriquant sur place un certain nombre d'éléments.

La construction de réfrigérateurs est à concevoir comme associée à d'autres activités faisant appel au travail de la tôle : meubles de bureau métalliques, cuisinières...

*Articles de ménage métalliques*

Une entreprise produit à Abidjan des articles de ménage en aluminium, sur tours à repousser. La production a été fortement croissante ces dernières années, en particulier du fait de la diversification des productions, mais la gamme des articles fabriqués ne s'élargira plus sensiblement dans l'avenir. Il subsistera une importation d'articles en tôle épaisse.

L'entreprise a une petite fonderie, basée sur la récupération des déchets et produisant des anses et des poignées ; mais la production d'articles de ménage en fonte d'aluminium nécessiterait une fonderie à pression : le moulage sur sable donne de mauvais résultats. Le seuil de rentabilité d'une fonderie à pression est élevé : on ne l'atteindra qu'en produisant une grande diversité d'objets : articles d'huisserie, de quincaillerie, couverts de table...

Le marché ivoirien est parfois perturbé par des entrées, généralement non contrôlées, d'articles en provenance du Ghana.

Le marché des articles de ménage en fonte de fer ou d'acier est faible (importations de l'ordre de 20 millions de F CFA par an) et en décroissance. Une entreprise ivoirienne a envisagé la production de marmites et l'a jugée inintéressante.

Les prévisions du marché pour les articles de ménage émaillés sont difficiles à formuler, la demande passée ayant été freinée par un contingentement. La mise en route d'une émaillerie a eu lieu récemment et les résultats qu'elle obtiendra permettront de mieux fixer le marché ultérieur.

Le marché des articles galvanisés semble stagnant : l'essor de la consommation se porte sur le plastique et l'aluminium (seaux, cuvettes) ; il semble qu'il y ait place pour une production de l'ordre de 700 t/an, d'une valeur ex-usine évaluée à 170 millions de F CFA.

*Articles métalliques en fonte et en alliages moulés*

La fonderie de fonte existante s'efforcera de diversifier sa production. Sa capacité, de 400 t/an actuellement, pourra être portée à 1 000 t/an.

*Articles en tôles d'acier, tôles et tubes d'alliages non ferreux*

Les fabrications envisagées sous cette rubrique sont :

— les articles de serrurerie ;
— les ferrures de bâtiment, de charpente et menuiserie, d'ameublement ;
— les lanternes tempête ;
— les couverts ;
— la coutellerie.

Les efforts de promotion accomplis dans ce domaine sont restés jusqu'à présent sans résultats.

De l'avis des professionnels consultés, elles nécessitent des outillages spécialisés, coûteux, à amortir sur des séries importantes et débordant de loin les dimensions du marché local. De plus, les approvisionnements en matières premières, qu'il faudra importer, porteront sur de faibles quantités ne permettant pas de conclure des marchés aux meilleures conditions.

En ce qui concerne la taillanderie (coutellerie), il serait difficile de concurrencer la production européenne, généralement exécutée, dans de petites entreprises alimentées en énergie à faible prix, par une main-d'œuvre à forte dextérité, spécialisée de longue date.

Pour les lanternes tempête, les prévisions de marché sont incertaines ; la croissance de la demande intérieure, irrégulière, peut être stoppée par un développement important de l'électrification rurale. Il

semble actuellement improbable qu'un projet puisse être réalisé avant 1970 ; ultérieurement, cette fabrication pourrait être promue par l'Office des petites et moyennes entreprises.

Pour les autres fabrications, une production locale ne pourrait être justifiée qu'au cas où les débouchés extérieurs atteindraient un niveau élevé, au moins égal à la consommation intérieure : de gros marchés sont à rechercher (Ghana, Nigeria, Sénégal).

*Articles en métal usinés à froid et à chaud*

Les fabrications envisagées sont :

— les bascules et balances : envisagée depuis 1963, cette fabrication est à étudier sur le plan technico-économique ;

— la visserie-boulonnerie ; la fabrication à froid, par matriçage, de vis de petites dimensions, du genre vis à bois, est en cours de réalisation ; la fabrication de boulons de toutes sortes, rivets, écrous, tiges filetées, par forgeage, filetage à chaud ou par décolletage, est à l'étude ;

— les ressorts à lames : envisagée depuis 1963, cette fabrication relèverait de l'activité d'une forge ; aucun projet n'a été élaboré jusqu'à présent ;

— l'outillage à main : une fabrication de machettes fonctionne actuellement au rythme de 300 000 unités par an ; un groupe privé a effectué récemment une prospection du marché intérieur des haches, pioches, pelles, ferrures pour la manutention des grumes, pour le montage des voies ferrées, des lignes électriques, etc. : ce marché apparaissant trop restreint, il n'y a pas de réalisation envisagée pour l'instant.

*Robinetterie*

Les importations d'articles de robinetterie sont croissantes : inférieures à 100 t/an en 1958, elles sont actuellement de l'ordre de 200 à 250 t/an.

Une production de robinetterie mettrait en jeu à la fois les techniques de fonderie et d'usinage. Elle serait alimentée par des récupérations de cuivre et de métaux cuivreux. Elle pourrait être étudiée et réalisée en association avec des maisons européennes spécialisées.

Il est possible que les exportations dépassent les objectifs indiqués, par exemple en cas d'entente avec le Ghana s'il ne se pose pas de problème insurmontable (normes en matière de dimensions et de pas de vis...).

*Assemblage de pièces importées avec des éléments fabriqués localement*

Tracteurs : une chaîne de montage devrait pouvoir se mettre en place à brève échéance ; la marque, le modèle, les quantités annuelles à produire ne peuvent être fixés qu'en accord avec les Services de l'Agriculture ; les chiffres prévisionnels pris en objectif (environ 420 tracteurs en 1975) ont une valeur indicative.

L'intégration sera poussée aussi loin que possible, par la production locale de pièces et d'éléments sous-traités à des entreprises locales (pièces de fonderie, tubulures, radiateurs, ressorts, câblages électriques, etc.).

La fabrication de tracteurs devra surmonter le handicap que représente l'importation en franchise de taxes d'un bon nombre de tracteurs.

Brouettes et diables : la fabrication de brouettes a été étudiée par plusieurs entreprises locales ; l'une a déjà effectué quelques montages, avec importation de caisses métalliques préformées par emboutissage. Cette activité apparaît actuellement peu rentable, les pièces nécessaires étant commandées par faibles quantités.

Machines et appareils pour l'agriculture : la production actuelle est le fait d'une entreprise qui construit des décortiqueurs, des batteuses, des pompes... et qui étudie la production de roues et d'essieux pour charrettes. Il existe des importations non négligeables de machines agricoles de divers types : charrues, semoirs, épandeurs d'engrais, pulvérisateurs, poudreuses, etc.

La prévision des besoins est à effectuer en liaison avec les Services de l'Agriculture.

La fabrication ou le montage local de ce genre d'appareils est actuellement étudié.

*Montage de récepteurs radio et télévision*

Une entreprise existante effectue le montage de récepteurs ainsi que celui de pylones, antennes et équipements radio professionnels. Elle exporte des appareillages pour les liaisons hertziennes.

Dans le montage de récepteurs radio, elle apparaît comme sous-traitante des diverses marques introduites sur le marché intérieur.

*Montage de moteurs électriques*

Cette fabrication est à étudier. Les importations de moteurs et génératrices de puissance inférieure à 20 CV représentent un montant CAF d'une centaine de millions de F CFA par an ; ce chiffre ne comprend pas les moteurs intégrés dans des machines ou des appareillages. Mais les modèles existant sur le marché sont extrêmement nombreux : malgré la normalisation, on dénombre quelque 500 modèles différents dans les puissances inférieures ou égales à 10 CV.

**Il est possible qu'une réalisation dans ce domaine ne soit viable qu'en liaison avec un appareillage d'usage courant et de dimension uniforme qui serait produit sur place (groupes moto-pompes, ventilateurs...).**

*Petit appareillage électrique*

Le petit appareillage d'usage courant pourrait être produit localement : interrupteurs, douilles, prises de courant, transformateurs, sectionneurs, boîtes de dérivation... Cette fabrication a été étudiée. Une réalisation pourrait intervenir prochainement.

Les importations d'interrupteurs, commutateurs, etc. (85 19) atteignent un montant annuel CAF de 250 à 300 millions de F CFA.

*Piles électriques, accumulateurs*

Une production de piles électriques doit démarrer prochainement. Un atelier de production d'accumulateurs sera bientôt implanté.

*Divers*

La fabrication de cartouches de chasse, étudiée en 1963, est citée pour mémoire. Le marché intérieur est décroissant.

La fabrication de disques (les disques sont classés dans cette branche quoique en matière plastique) devrait pouvoir être entreprise sur place, à l'instar de ce qui se fait à Madagascar ou au Congo-Kinshasa.

La réparation électrique fait l'objet de quelques entreprises locales, qui s'équipent de mieux en mieux, et sont à même de réparer des moteurs de plus en plus importants (motrices de la RAN, moteurs de broyeurs à ciment...).

La fabrication d'électrodes de soudure a été envisagée par une entreprise d'Abidjan.

## RECAPITULATION — BRANCHE 17

Tableau N° 39

Q : Quantités : u pour unités, T pour tonnes
V : Valeurs en millions de F CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V | Investis. neufs | Empl. nouv. | Production Q | Production V | Export V |
| Chaudronnerie, grosse tôlerie | 30 | 100 | | 1 000 | | 150 | 80 | | 2 000 | | 375 | 150 | | 4 000 | |
| Mécanique générale | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction et réparation navales | 100 | 200 | | 700 | | 200 | 100 | | 1 000 | | 250 | 150 | | 1 470 | |
| Emballages métalliques | 350 | 150 | | 1 800 | 100 | 200 | 100 | | 3 000 | 150 | 250 | 100 | | 4 500 | 200 |
| Bouchons métalliques | | | | | | 120 | 30 | | 120 | 10 | 25 | 20 | | 160 | 20 |
| Mobilier métallique | 105 | 140 | 650 T | 160 | | 10 | 15 | 860 T | 210 | | 10 | 15 | 1 000 T | 250 | |
| Lits métalliques, lits pliants, lits de camp | 20 | 50 | | 180 | | 40 | 90 | | 380 | | 60 | 60 | | 680 | |
| Réfrigération, climatisation | 115 | 60 | 4 600 u | 250 | | 60 | 30 | 9 400 u | 500 | | 75 | 30 | 14 600 u | 780 | |
| Articles de ménage : | | | | | | | | | | | | | | | |
| aluminium | 10 | 30 | | 140 | 10 | 10 | 25 | | 210 | 10 | 25 | 25 | | 310 | 20 |
| émail | 100 | 360 | 2 000 T | 450 | | 40 | 100 | 3 000 T | 670 | | 50 | 100 | 4 500 T | 1 000 | |
| galvanisé | | | | | | 30 | 30 | 700 T | 170 | | | | 700 T | 170 | |
| Articles en fonte et alliages : | | | | | | | | | | | | | | | |
| moulés | 15 | 10 | | 150 | | 15 | 10 | | 170 | | 10 | 10 | | 210 | |
| Articles tôle : | | | | | | | | | | | | | | | |
| serrures, ferrures | | | | | | | | | | | 225 | 130 | 640 T | 300 | 20 |
| lanternes tempête, couverts, couteaux | | | | | | | | | | | 130 | 60 | | 100 | 10 |
| tuyaux métalliques | | | | | | 170 | 20 | 3 000 T | 210 | 30 | 125 | 20 | 4 500 T | 350 | 50 |
| Articles usinés : | | | | | | | | | | | | | | | |
| bascules, balances, ressorts | | | | | | | | | 110 | | | | | 160 | |
| visserie, boulonnerie | | | | | | 160 | 110 | | 450 | 40 | 50 | 40 | | 600 | 50 |
| outils à main | 100 | 100 | | 40 | | 100 | 20 | | 240 | 20 | 25 | 20 | | 280 | 30 |
| Assemblage : | | | | | | | | | | | | | | | |
| tracteurs | | | | | | 400 | 100 | 430 T | 1 000 | 100 | | | 530 T | 1 300 | 150 |
| machines agricoles | | | | | | 450 | 450 | | 680 | 30 | 60 | 50 | | 920 | 40 |
| Robinetterie | | | | | | 65 | 80 | 170 T | 240 | 20 | 50 | 40 | 230 T | 320 | 20 |
| Postes radio, télévision | 25 | 30 | | 350 | 30 | | 100 | | 700 | 100 | 40 | 100 | | 1 040 | 170 |
| Moteurs électriques | | | | | | | | | | | 230 | 40 | | 400 | 40 |
| Interrupteurs, commutateurs | | | | | | | | | | | 150 | 50 | | 180 | 20 |
| Câblerie | | | | | | | | | | | 210 | 60 | 1 150 T | 300 | 30 |
| Accumulateurs | | | | | | 60 | 30 | 40 000 u | 230 | | 25 | 10 | 60 000 u | 340 | |
| Piles électriques | 300 | | | | | 200 | 200 | | 1 000 | 400 | 120 | 50 | | 1 300 | 520 |
| Pressage de disques | | | | | | | | | | | 40 | 10 | | 50 | |
| Industries de main-d'œuvre | | | | | | | | | | | 1 880 | 1 770 | | 5 000 | 5 000 |
| Réparations artisanales | 30 | 200 | | 450 | | 20 | 200 | | 650 | | 20 | 200 | | 950 | |
| Forgerons artisans | | | | 300 | | | | | 300 | | | | | 300 | |
| TOTAUX | 1 300 | 1 430 | | 5 970 | 140 | 2 500 | 1 920 | | 14 240 | 910 | 4 510 | 3 310 | | 27 720 | 6 390 |

En usine non prioritaire, le prix de revient serait de 30 à 35 % supérieur à l'actuel prix des importations rendues magasin. Ce projet serait à reprendre ultérieurement si la croissance du marché le permet ou si des accords avec les pays avoisinants apparaissent possibles.

*Industries de main-d'œuvre*

Dans le cadre des « transferts d'industrie » ou du développement de la sous-traitance, un certain nombre d'activités pourront se développer dans l'avenir : production d'éléments ou de sous-ensembles à incorporer dans divers appareillages, montage de ces appareils. On cite dans cette ligne : le montage de machines à écrire, à calculer, à coudre, d'appareils électroménagers, de chargeurs de batteries, etc.

Une action promotionnelle intense va être entreprise en vue de susciter l'implantation d'industries de main-d'œuvre. Un objectif de production de 5 milliards de F CFA a été inscrit en 1980 à titre purement indicatif.

## INDUSTRIES TEXTILES
## (Branche 18)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

La branche rassemble toutes les productions textiles du pays. Son activité est complètement intégrée puisqu'elle comprend l'égrenage du coton, la filature, le tissage, ainsi que la confection et la bonneterie.

Elle inclut également une activité artisanale d'égrenage, tissage et confection (2 820 millions de F en 1968).

La branche est assez concentrée puisque quatre entreprises fournissent 70 % de la production industrielle :

— CFDT : égrenage du coton ;
— ERG : filature, tissage ;
— ICODI : impression ;
— SOTEXI : impression.

Les activités de la branche sont partagées entre :

— Egrenage ..... 22 %
— Filature-tissage ..... 23 %
— Impression ..... 26 %
— Confection-bonneterie ..... 21 %
— Ficellerie, sacherie, bâches ..... 8 %

La valeur ajoutée représente 41 % de la production et participe pour 10 % à la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

Les investissements s'élevaient, en 1968, à 6 350 millions et le nombre d'employés à 5 400.

*Evolution passée*

La croissance de la branche a été, en moyenne, de 23,5 % par an en prix courants entre 1960 et 1968. Mais, en réalité, le rythme d'augmentation a varié dans le temps. Il y a eu d'abord un triplement de la production de 1960 à 1966, soit en 7 ans, où elle est passée de 1 600 à 5 000 millions de F. Puis, de 1966 à 1968, c'est-à-dire en 2 ans, elle a doublé. Cette accélération de la croissance est due à la création des usines d'impression et à la forte extension des activités d'égrenages du coton.

Comme on le constate dans la plupart des autres branches industrielles, le phénomène de moindre croissance de la valeur ajoutée par rapport à la production se répète ici aussi. En effet, la valeur ajoutée n'a augmenté que de 20 % entre 1960 et 1968, contre 23,5 % pour la production. Cette évolution dissemblable résulte de la création ou du développement d'activités incorporant un taux de valeur ajoutée plus faible que celui des industries traditionnelles.

Tableau N° 40

| | % de la valeur ajoutée |
|---|---|
| Filature-tissage ..... | 51 % |
| Ficellerie, sacherie, bâches .. | 51 % |
| Confection, bonneterie ..... | 44 % |
| Impression ..... | 40 % |
| Egrenage ..... | 31 % |

Or, ce sont précisément les activités d'impression et d'égrenage qui ont permis le doublement de la production entre 1966 et 1968. Le taux de valorisation de la branche est passé de 49 % en 1960-1962 à 41 % en 1966-1968.

Par contre, le taux de couverture du marché intérieur a augmenté considérablement, de 20 % en 1960-1962 à 39 % en 1966-1968. Une autre caractéristique remarquable de la branche est la part élevée des exportations : 28 % de la production, constituée, pour les 2/3, par des fibres et graines de coton.

La branche se présente donc sous le double aspect d'une activité d'import-substitution et exportatrice.

On note également que son caractère industriel s'accentue fortement, la part de l'artisanat baissant de 63 % en 1960-1962 à 37 % en 1966-1968.

*Perspectives*

La production va connaître une forte croissance dans les prochaines années, puisqu'on prévoit un taux d'augmentation de 17 % par an, en prix constants.

Le développement de la branche s'effectuera dans les trois directions privilégiées qui commandent l'indépendance économique du pays :

— import-substitution où les potentialités sont importantes puisque les importations représentent encore 17,5 % du total des importations industrielles et 61 % des ressources de la branche ;

— valorisation des ressources naturelles locales : coton, kénaf et fibres de coco ;

— exportation portant désormais, non plus sur les matières premières de base, mais sur des produits plus élaborés : filés, tissés, imprimés, tissus teints, articles de confection.

Dans le but de réaliser ces objectifs, on prévoit l'implantation de gros complexes textiles.

## B. - Les objectifs

*Egrenage du coton*

Toute la production agricole ivoirienne de coton est égrenée sur place, qu'elle soit destinée à l'exportation ou qu'elle soit transformée par l'industrie locale.

Les prévisions de production de coton dépassent de loin les perspectives de consommation intérieure : une part non négligeable de la fibre produite, supérieure à 15 000 tonnes en 1975, devra être exportée, sur un marché mondial qui tend à la saturation, en concurrence avec des productions africaines qui partout promettent d'être excédentaires.

Les usines d'égrenage actuellement en service sont au nombre de quatre :

Tableau N° 41

| | Capacité de coton graine |
|---|---|
| Bouaké | 22 000 t |
| Mankono | 20 000 t |
| Boundiali | 22 000 t |
| Korhogo | 18 000 t |
| Total | 82 000 t |

D'autres usines seront implantées au fur et à mesure du développement de la production cotonnière.

Le tableau ci-après indique les prévisions d'activité des usines d'égrenage :

Tableau N° 42

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Quantités (tonnes) | | | |
| Coton-graine traité | | | |
| - Mono | 3.000 | 1.500 | - |
| - Allen | 52.000 | 95.000 | 143 000 |
| Production de fibre : | | | |
| - Mono | 1.000 | 500 | - |
| - Allen | 20.500 | 38.000 | 57.200 |
| dont : consommation intérieure | 4.700 | 21.800 | 35.300 |
| - exportations | 16.800 | 16.700 | 21.900 |
| Production de graines | 27.500 | 48.250 | 71.500 |
| Valeur (millions de F CFA) | | | |
| Consommation intérieure : | | | |
| Fibre Mono 100 F/kg | 100 | 50 | - |
| Fibre Allen 130 F/kg | 480 | 2.770 | 4.590 |
| Graines 15 F/kg | - | 480 | 710 |
| Exportation : | | | |
| Fibre Allen 130 F/kg (FOB) | 2.180 | 2.170 | 2.850 |
| Graines 17 F/kg (FOB) | 460 | - | - |
| Valeur totale (fibre + graine) | 3.220 | 5.470 | 8.150 |

*Filature, tissage du coton*

A l'origine, seule l'activité de filature était entreprise en Côte-d'Ivoire, dans l'usine de Bouaké. La production alimentait essentiellement les tissages artisanaux, fort répandus dans le nord du pays comme en Haute-Volta et au Mali.

Depuis, l'usine de Bouaké a diversifié ses productions, entreprenant en particulier le tissage pour la confection, la production de linge de maison, la fourniture de filés pour la bonneterie, de fil à coudre.

Enfin, dans une extension récemment mise en place, cette usine produit de la cretonne à imprimer en partie transformée dans un atelier d'impression, en partie vendue aux usines d'impression d'Abidjan.

Grâce en particulier à l'amélioration des fibres cultivées en Côte-d'Ivoire, l'activité de filature et de tissage du coton doit connaître, dans les années à venir, une très forte croissance. Le premier objectif est la fourniture de tissus aux usines d'impression : les supports d'impression sont en majorité importés, du fait des dégrèvements dont bénéficient les transformateurs et du prix de revient actuellement élevé du tissage ivoirien ; par une production massive, que permet en particulier l'importance du marché des imprimés, on parviendra à une productivité suffisante pour substituer la production nationale à ces importations.

Le second objectif de ce développement est la possibilité pour l'Afrique de créer des usines textiles, compétitives sur les marchés des pays industrialisés ; tandis que les exportations vers les pays voisins vont s'arrêter, ou se compenser, car tous les pays africains s'équipent en industrie textile cotonnière, il apparaît possible, avec des unités de forte dimension, bien gérées, s'appuyant sur un réseau commercial efficace, d'exporter vers l'Europe des tissus de divers types (linge de maison, tissus de confection...) et de divers niveaux de finition (écrus, blanchis, teints, confectionnés).

Les objectifs de production en filature et tissage de coton sont détaillés ci-dessous (quantités en tonnes, valeur en millions de F CFA).

Tableau N° 43

| | 1970 | | 1975 | | 1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Q | V | Q | V | Q | V |
| Marché intérieur | | | | | | |
| . Filés | 700 | 350 | 1.200 | 600 | 1.600 | 800 |
| . Tissus à imprimer | 680 | 400 | 6.310 | 2.860 | 10.700 | 4.760 |
| . Tissus à teindre | | | 2.500 | 1.370 | 4.000 | 2.160 |
| . Tissus divers | 1.670 | 1.500 | 3.300 | 3.000 | 4.600 | 4.150 |
| Total marché intérieur | 3.050 | 2.250 | 13.310 | 7.830 | 20.900 | 11.870 |
| Exportations | | | | | | |
| . Filés | 800 | 380 | 1.100 | 440 | 1.200 | 480 |
| . Linge de maison | 550 | 500 | 3.000 | 1.310 | 7.000 | 3.070 |
| . Tissus bleu de travail | | | 3.000 | 1.030 | 4.000 | 1.370 |
| Total export | 1.350 | 880 | 7.100 | 2.780 | 12.200 | 4.920 |
| Total global | 4.400 | 3.130 | 20.410 | 10.610 | 33.100 | 16.790 |

*Teinture et impression*

Cette activité terminale est rentable, en raison de la forte demande intérieure, et des possibilités d'approvisionnement sur le marché mondial en cretonne à bas prix, de provenance sud-asiatique en particulier. Au fur et à mesure du développement de la production intérieure de cretonne, les importations diminueront, pour disparaître entre 1975 et 1980.

On indique en objectifs une forte exportation de tissus imprimés. Les productions analogues qui se développent dans les pays limitrophes pourraient freiner les exportations sur le marché africain ou les ramener à des échanges compensés. Le développement des exportations hors d'Afrique sera alors à rechercher ; il pourra nécessiter l'utilisation, comme supports, d'autres tissus que la cretonne.

*Tissage de fibres synthétiques*

Quoique productrice de coton, la Côte-d'Ivoire ne doit pas combattre le développement des fibres synthétiques. Une unité de tissage fonctionne depuis peu à Bouaké ; elle s'alimente actuellement en fils importés ; avec la mise en place d'une élaboration locale de fils nylon ou polyester (voir branche 14), possible au-delà de 1975, elle diminuera son recours à l'importation.

Le tissage fournit certaines des variétés utilisées par les entreprises nationales de confection.

*Confection*

Il existe actuellement deux entreprises industrielles consacrées à la confection ; le tissage de Bouaké produit également quelques articles de confection.

Le développement de leur marché ne se heurte plus à la concurrence de la friperie, mais il est freiné par certaines importations à très bas prix d'articles de fin de séries en provenance d'Europe. La protection contre ces importations est difficile : leurs prix CAF sont trop bas pour qu'une fiscalité même proportionnellement élevée empêche de les vendre à prix compétitifs.

La confection industrielle ivoirienne produit des articles assez élaborés. Les principales entreprises de confection traitent principalement ou exclusivement des tissus synthétiques. La confection sur place d'articles exportables vers les pays industrialisés, à partir de tissus de coton local ou de tissus artificiels et synthétiques importés est déjà amorcée et devrait prendre dans l'avenir un essor important.

Les approvisionnements portent sur 30 ou 40 variétés de tissus, que le tissage de tissus synthétiques de Bouaké ne pourra pas fournir en totalité.

Il faudrait que la confection industrielle puisse alimenter le marché en articles de coton, classiques, standardisés et d'un prix abordable pouvant toucher la clientèle à bas revenus. Peut-être des campagnes publicitaires appropriées aideraient-elles au développement du marché de la confection en tissu de coton.

*Bonneterie*

Les problèmes en bonneterie sont analogues à ceux de la confection : orientation progressive vers le synthétique, forte concurrence des importations à bas prix.

Sur le chiffre d'affaires commercial de la bonneterie, les importations conservent une part assez élevée : un quart environ en 1963, un tiers depuis 1964. La consommation dans l'avenir croîtra fortement et une production locale bien organisée devrait en satisfaire une part croissante.

Il faudrait comme pour la confection prévoir des productions en coton classiques, à bas prix, en relancer l'intérêt, et protéger le marché intérieur au moins pour les articles de grande diffusion.

*Corderie - Ficellerie*

La production dans l'avenir subira l'influence des modifications d'usage. L'entreprise de Bouaké a perdu le marché de la banane (changement de conditionnement), voit diminuer celui des cordages marins par préférence pour le nylon. L'entreprise s'efforce de développer ses exportations vers le Ghana, le Nigeria ; elle pense produire 800 tonnes en 1970, 1 100 ou 1 200 tonnes en 1975.

*Sacherie*

L'importance que pourra atteindre réellement dans le futur la production nationale dépendra de plusieurs facteurs :

1. - la remise en ordre de la filature, tissage de jute ; les dirigeants de cette usine s'emploient à aplanir les nombreuses difficultés auxquelles ils se heurtent depuis le démarrage ;

2. - l'extension que prendra l'utilisation de la sacherie en polypropylène : par extrusion et étirage d'un film de polypropylène, on obtient un fil pouvant être tissé. Le prix de revient de cette production pourrait être suffisamment bas pour concurrencer même les importations de sacs vides usagés en jute.

*Confection de bâches*

La confection de bâches et de stores en toile lourde (deux entreprises existantes) est faite à partir de toiles de lin ou de coton importées, assemblées par couture, ou de toiles de nylon enduit de PVC, assemblées par soudure.

Le chiffre d'affaires de ces entreprises englobe une activité de location de bâches.

*Filets de pêche*

Cette fabrication est mentionnée ici pour mémoire. Elle a été étudiée par la C.E.E. La rentabilité d'une fabrication industrielle ne peut guère être atteinte à moins de 150 t/an. Les importations officielles actuelles sont faibles et décroissantes (68 tonnes en 1959, 14 tonnes en 1965, 28 tonnes en 1967).

Le marché est sans doute alimenté en partie par des entrées en provenance du Ghana. Une telle fabrication ne peut donc s'envisager que dans un cadre élargi englobant les Etats avoisinants.

*Kénaf*

On a prévu pour 1975 la réalisation du projet Kénaf qui devrait produire 16 000 tonnes de fibres dont 6 000 seraient tissées localement. La majeure partie de la production devrait être exportée.

*Fibre de coco*

Les projets d'extraction et de valorisation de la fibre de coco n'ont pas encore pris de forme définitive. On a néanmoins admis une production de 4 400 tonnes de fibres à traiter en filatures pour 1980.

*Industries de main-d'œuvre*

Dans le cadre des activités d'exportation fondées sur la transformation des produits semi-finis importés, on a fixé pour 1980 un objectif de production de 8 000 millions de F.

Fonctionnant sur le modèle des industries similaires de certains pays d'Asie et même d'Europe (Hong-Kong, Taïwan, Yougoslavie, Italie) ces entreprises devraient tirer profit de la disponibilité d'une main-d'œuvre peu coûteuse comparativement aux pays fortement industrialisés. Les articles, dont la fabrication pourrait, dans cet ordre d'idées, faire l'objet d'une promotion, concernent essentiellement la bonneterie (tricots, maillots, chaussettes, gants...) et la confection vestimentaire (pantalons, chemises, robes...).

## RECAPITULATION - BRANCHE 18

Tableau N° 44

Quantités : mm pour milliers de mètres
MT pour milliers de tonnes
Valeurs en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Production | | | | | Production | | | | | Production | | |
| | Investis. neufs | Emplois nouv. | Q | V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Q | V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Q | V | Exports V |
| Egrenage | | | | | | | | | | | | | | | |
| - coton graine | 1.000 | 600 | 55 MT | | | 450 | 400 | 96,5 MT | | | 970 | 600 | 143 MT | | |
| - fibre | | | 21,5 MT | 2.760 | 2.180 | | | 38,5 MT | 4.990 | 2.170 | | | 57,2 MT | 7.440 | 2.850 |
| - graine | | | 27,5 MT | 460 | 460 | | | 48,25MT | 480 | | | | 71,5 MT | 710 | |
| Filature-tissage de coton | 500 | 400 | 4.400 T | 3.130 | 880 | 9.000 | 3.900 | 20.400T | 10.610 | 2.780 | 11.250 | 3.900 | 33.100 T | 16.790 | 4.920 |
| (dont Filés commercialisés) | | | (1.500T) | (730) | (380) | | | (2.300T) | (1.040) | (440) | | | (2.800T) | (1.280) | (480) |
| Impression fancy | 3.300 | 860 | 2.700 T | 2.830 | 320 | 2.300 | 800 | 6.000 T | 5.840 | 2.340 | 3.630 | 800 | 9.000 T | 8.590 | 4.290 |
| wax | | | 500 T | 720 | | | | 1.360 T | 1.900 | 300 | | | 1.700 T | 2.360 | 600 |
| Tissus teints | | | 800 T | 620 | | | | 2.500 T | 1.910 | 360 | | | 4.000 T | 3.020 | 930 |
| Tissage fibres synthétiques | 170 | 35 | 360 mm | 290 | | 600 | 100 | 1.200mm | 970 | | 750 | 100 | 2.100mm | 1.700 | |
| Confection industrielle | 250 | 400 | 920 T | 1.530 | 150 | 250 | 600 | 2.250 T | 3.750 | 750 | 310 | 600 | 3.560 T | 5.930 | 1.180 |
| Bonneterie | 300 | 200 | 390 T | 600 | 50 | 600 | 450 | 1.400 T | 2.140 | 370 | 750 | 450 | 2.380 T | 3.640 | 610 |
| Corderie - ficellerie | | | 800 T | 140 | | 20 | 20 | 1.200 T | 210 | | 40 | 30 | 1.800 T | 320 | |
| Sacherie (jute,sisal) | 605 | 275 | | 750 | | 500 | 400 | | 1.410 | | 620 | 400 | | 1.800 | |
| Confection de bâches | 15 | | | 150 | 50 | 30 | 30 | | 300 | 150 | 40 | 30 | | 500 | 300 |
| Sacs polypropylène | | | | | | 130 | 90 | 400 T | 170 | | 90 | 50 | 600 T | 260 | |
| Filature tissage de Kénaf | | | | | | 1.300 | 480 | 6 MT | 890 | 890 | 2.730 | 800 | 18 MT | 2.670 | 2.670 |
| Filature de fibres de coco | | | | | | 100 | 50 | 4,4 MT | 100 | 100 | 120 | 60 | 10 MT | 230 | 230 |
| Industries de main-d'œuvre | | | | | | | | | | | 2.830 | 3.080 | | 8.000 | 8.000 |
| Artisanat | | | | | | | | | | | | | | | |
| - filature - tissage intégré | 30 | 150 | | 350 | | 40 | 200 | | 350 | | 60 | 250 | | 350 | |
| - tisserands | | | | 1.400 | | | | | 1.500 | | | | | 1.600 | |
| - confection - teinture | | | | 2.800 | | | | | 3.600 | | | | | 4.600 | |
| TOTAUX | 6.170 | 2.920 | | 18.330 | 4.090 | 15.320 | 7.520 | | 41.120 | 10.210 | 24.190 | 11.150 | | 70.610 | 26.580 |

# CUIRS ET ARTICLES CHAUSSANTS
## (Branche 19)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de la branche recouvrent les productions industrielles d'articles chaussants (85 %) et d'articles de maroquinerie (15 %).

Elles incluent également une production artisanale (cordonnerie) évaluée forfaitairement, faute d'informations précises, à 300 millions par an depuis 1964.

Cette branche est très concentrée puisque deux entreprises y assurent 80 % de la production (Bata et Allibert Superior).

La valeur ajoutée de la branche correspond à environ 2 % de la valeur ajoutée du secteur industriel ivoirien.

Les investissements bruts s'élèvent à 820 millions et les emplois industriels à 1 030.

*Evolution passée*

Deux aspects de cette évolution retiennent l'attention : un taux de croissance impressionnant de 48 % par an, en prix courants, et une amélioration du taux de couverture des besoins intérieurs remarquable puisque, de 1960 à 1968, il est passé de 12 à 60 %.

Cette croissance exceptionnelle du secteur industriel s'explique par la faiblesse initiale de la production (68 millions en 1960 contre 1 508 millions en 1968), mais elle est due surtout à la profonde transformation des habitudes vestimentaires de la population ivoirienne.

*Perspectives*

Le développement passé de la branche satisfait pleinement les objectifs de la politique d'import-substitution. La poursuite des efforts dans ce sens ne peut qu'avoir des effets limités puisque, déjà, 60 % du marché sont couverts par la production locale. La possibilité de débouchés sur l'exportation dépend de la compétitivité des produits nationaux. Une activité nouvelle de tannage du cuir a été inscrite dans les perspectives du plan 1971-1975. Sa production serait presque entièrement exportée.

Les chiffres prévisionnels de production pour les cinq prochaines années traduisent un ralentissement de la croissance : + 11,3 % par an, en prix constants, de 1970 à 1975. Ils peuvent paraître sous-estimés, compte tenu de l'évolution passée de la branche, mais il a fallu prendre en considération les effets d'une saturation progressive du marché.

### B. - Les objectifs

*Chaussures de cuir*

Jusqu'en 1967, la production locale portait sur des sandales et des samaras ; maintenant commence la production de chaussures de ville et de chaussures fantaisie. Une certaine partie de la production ivoirienne, peut-être 30 à 40 %, part vers le Ghana par des circuits non contrôlés.

La production locale pourrait atteindre 4,5 millions de paires en 1975. Il n'est pas impossible d'envisager une exportation vers les pays industrialisés.

*Chaussures caoutchouc - toile*

La demande de sandales de tennis semble en régression. Ce genre d'articles convient mal au climat local ; il se détériore en stock. On a conservé toutefois un objectif de production, portant sur des tennis de qualité supérieure (250 000 paires en 1975) et sur d'autres chaussures de brousse ou de sport (basket, foot) (150 000 paires en 1975).

*Chaussures en caoutchouc*

La consommation de « thongs » est élevée. Elle est fournie en partie par la production locale (semelles importées, brides moulées sur place, assemblage sur place) et en partie par des entrées non contrôlées d'articles japonais (par le Togo et le Ghana) et de productions ghanéennes. La production locale pourrait atteindre 600 000 paires en 1975.

*Chaussures en matière plastique*

Ces chaussures sont obtenues par moulage en une ou plusieurs pièces. Elles sont produites à Abidjan par plusieurs entreprises.

Depuis cinq ans environ, la vente de ces articles est restée stationnaire. On estime que les utilisateurs de chaussures en plastique représentent une classe transitoire : naguère marchant pieds nus, bientôt utilisateurs de sandales ou de chaussures en cuir. On a conservé un objectif stable de 2,5 millions de paires par an.

*Tannage du cuir*

La consommation locale de cuirs et de peaux tannées ne justifie pas la mise en place d'une tannerie ; cette consommation est très faible et même la fabrication des chaussures de cuir fait appel, de façon presque exclusive, à des produits de synthèse.

Par contre il faut chercher à développer les exportations des cuirs et des peaux pouvant être collectés sur place. On en exporte déjà une certaine quantité (400 à 500 t/an de cuirs) à l'état séché ou salé ; mais il semble techniquement difficile de pratiquer sur place, avant exportation, un tannage complet :

— les peaux de reptiles et de sauriens, très recherchées, ne peuvent être tannées sur place, les techniques à utiliser étant trop particulières ;

— les peaux de moutons, de chèvres pourraient s'exporter sous forme « simplement tannée », les pays européens en important actuellement d'Inde, du Pakistan... Après une dépouille correcte, elles devraient être mises à sécher à l'ombre sur cadre ; leur collecte serait à organiser. Après un tannage au chrome, elles seraient ensachées sous plastique, de façon à ne pas se dessécher et à pouvoir être remises au travail correctement à l'arrivée. Les spécialistes déconseillent de viser l'exportation des peaux finies ;

— pour les cuirs de bovins on pourra les utiliser convenablement que lorsque leur découpe sera correcte. Il faudra alors les exporter en salé. Le tannage sur place se heurterait à des difficultés climatiques : il est difficile d'éviter des fermentations au tannage et un produit de qualité médiocre ne pourrait se placer en Europe ; on ne peut affronter la concurrence de l'Argentine qu'avec des produits d'excellente qualité.

*Industries de main-d'œuvre*

Au titre de ces activités à vocation exportatrice, mais basées sur la transformation de matières premières ou produits semi-finis importés, on a retenu pour 1980 un objectif de production de 1 000 millions de F. Il pourrait s'agir, comme le prouve l'exemple d'autres pays en voie de développement, du transfert en Côte-d'Ivoire d'étapes de fabrication nécessitant l'emploi d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse (découpage, assemblage et finition des chaussures ou articles de maroquinerie).

RECAPITULATION - BRANCHE 19

Tableau N° 45

Quantités : MP pour millions de paires
Valeurs en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V |
| Chaussures : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - cuir | | | 2,2 MP | 1.100 | 100 | | | 4,5 MP | 2.250 | 180 | | | 7,0 MP | 3.510 | 250 |
| - toile, sport | | | 0,1 MP | 30 | | | | 0,4 MP | 150 | | | | 0,6 MP | 230 | |
| - caoutchouc | 350 | 350 | 0,55MP | 85 | | 350 | 300 | 0,6 MP | 90 | | 440 | 300 | 0,65MP | 100 | |
| - plastique | | | 2,5 MP | 375 | 50 | | | 2,5 MP | 380 | 50 | | | 2,5 MP | 380 | 50 |
| Tannage du cuir | | | | | | 180 | 80 | | 120 | 120 | 60 | 20 | | 170 | 160 |
| Maroquinerie | 30 | 60 | | 300 | 50 | 20 | 60 | | 400 | 80 | 30 | 80 | | 550 | 120 |
| Artisans-cordonniers | | | | 300 | | | | | 350 | | | | | 450 | |
| Industries de main-d'œuvre | | | | | | | | | | | 240 | 250 | | 1.000 | 1.000 |
| TOTAUX | 380 | 410 | | 2.190 | 200 | 550 | 440 | | 3.740 | 430 | 770 | 650 | | 6.390 | 1.580 |

## CORPS GRAS, SAVONS ET DETERGENTS

(Branche 20)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Les activités de la branche recouvrent les productions d'huiles de palme et de palmistes, d'huiles de table, de savons et de produits détergents.

Elles sont industrielles à 90 %. Une production d'huiles de palme artisanales fournit 10 % du chiffre d'affaires de la branche.

Le marché intérieur absorbe 85 % de la production, le solde étant exporté.

Les produits élaborés destinés à la consommation des ménages, qui excluent donc les huiles brutes, représentent 75 % de la production de la branche et sont fabriqués par trois entreprises :

— H.S.L. : savon, huile neutralisée blanchie, tourteaux et glycérine ;

— F.A.R. : huile de table, margarine ;

— SAPROCSY : détergents en poudre et liquides.

Les immobilisations brutes étaient évaluées, en 1968, à 2 000 millions et les emplois créés à 2 800.

La valeur ajoutée de la branche représente 25 % de sa production et constitue 4 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

La croissance de la branche, entre 1960 et 1968, a été largement inférieure à celle de l'ensemble du secteur industriel 13,5 % contre 24 % par an en prix courants. Il est vrai que la branche avait déjà acquise une grande importance au début de la décennie (valeur de la production en 1960 : 2 900 millions) et qu'il s'agit d'une activité devenue traditionnelle en Côte-d'Ivoire. De même, le taux de couverture du marché intérieur atteignait déjà 76 % en 1960 ; les progrès dans l'import-substitution ne pouvaient donc être que limités et, en effet, ce taux de couverture est passé, en 1968, à 82 %.

*Perspectives*

La mise en œuvre des plans « Palmiers à huile » et « cocotiers » et l'extension du programme « coton » vont déboucher, au cours des prochaines années, sur une importante production de régimes de palme, coprah et graines de coton qui subiront un traitement industriel dans les huileries de palme et huileries de graines.

La branche va donc connaître un nouveau départ ; après une phase d'import-substitution dont les objectifs ont été pleinement réalisés (taux de couverture du marché intérieur 82 %), elle va désormais contribuer à la politique d'exportation fondée sur la valorisation des ressources naturelles.

Alors qu'en 1968, 15 % de la production étaient exportés, ce pourcentage doit passer à :

— 33 % en 1970 ;

— 58 % en 1975 ;

— 63 % en 1980.

Le taux de croissance prévisionnel, pour les cinq prochaines années, doit s'élever à 20 % par an en prix constants ; il dépassera donc le taux de croissance prévu pour l'ensemble des activités industrielles qui est de 15 % environ.

### B. - Les objectifs

*Huile de palme*

Avec la réalisation du plan palmier, la production d'huile de palme atteindra des niveaux élevés, près de 170 000 tonnes en 1975 et de 250 000 tonnes en 1980.

Les palmistes correspondants, ainsi que ceux qui correspondent à l'huile de palme artisanale, représenteront un tonnage total voisin de 50 000 tonnes en 1975 et de 70 000 tonnes en 1980.

Les huiles de palme et de palmiste ont été valorisées respectivement à 48 500 et 60 000 F/tonne, évaluations sans doute trop optimistes correspondant à une période de cours favorables.

*Huile de graines*

L'huilerie d'Abidjan est actuellement équipée pour traiter le palmiste, ainsi que le coprah, l'arachide et la graine de coton. On projette de créer une seule huilerie équipée pour l'extraction par solvant. Elle aurait ainsi à traiter en 1975 :

| | |
|---|---|
| — palmistes | 50 000 t |
| — coprah | 13 000 t |
| — arachide | 20 000 t |
| — graine de coton | 48 000 t |
| | 131 000 t |

Une grande partie des huiles ainsi produites est destinée à l'exportation. Il semble que cette très forte concentration, avec les économies d'échelle qu'elle permettra, soit à l'avantage de la collectivité. Le projet est trop important pour que le gouvernement ne s'y intéresse pas directement.

La production d'huile atteindra 50 000 tonnes en 1975 et près de 100 000 tonnes en 1980 (en sus de l'huile de palme).

La production de tourteaux (près de 65 000 tonnes en 1975 et de 110 000 tonnes en 1980) sera peut-être difficilement exportable. La préférence pour le soja et la mise au point de protéines artificielles à partir du pétrole, dévaloriseront les tourteaux à l'avenir. Ainsi, par prudence, on ne les a comptés en prévision qu'à 10 F/kg quoique les ventes actuelles se négocient à 20 ou 30 F/kg.

Les premiers tourteaux à placer à l'exportation seront ceux de graine de coton : 24 000 tonnes en 1975. Leur teneur élevée en protéine leur assure en effet une cote élevée. Toutefois, dans la conjoncture actuelle, caractérisée par une forte demande japonaise pour les graines de coton, le traitement en huilerie est moins rémunérateur que la vente des graines.

Le programme de traitement du coprah pourrait se trouver modifié si le traitement de la noix fraîche, étudié par l'I.T.I.P.A.T., aboutissait à une valorisation intéressante (huile vierge de coco, lait de coco dégraissé).

*Huile de table et margarine*

Avec un taux d'accroissement de 8 %, la consommation intérieure atteindra près de 22 000 tonnes en 1975 ; et si ce taux se maintient au-delà, on atteindra 32 000 tonnes en 1980.

Il existe actuellement une raffinerie de 18 000 t/an de capacité. Elle sera bientôt remplacée par une unité moderne en continu. Elle suffira à alimenter la consommation locale. Cette unité de traitement des corps gras a été conçue pour valoriser au maximum les produits et sous-produits de l'huile de palme.

*Savonnerie*

La consommation intérieure de savon est restée pratiquement stagnante ces dernières années. C'est l'effet de la concurrence des poudres synthétiques, importées ou formulées localement. Soutenu par une publicité importante, cet essor pourra poser à plus ou moins longue échéance, des problèmes de pollution des eaux. La préférence pour les poudres de synthèse n'est pas tellement justifiée en Côte-d'Ivoire : d'abord l'eau en général douce, s'accommode de lessives à base de corps gras ; d'autre part, la Côte-d'Ivoire a intérêt à valoriser d'abord les produits de son sol et à pousser la consommation de savon à base d'oléagineux locaux. La disparition de cette consommation mettrait en difficulté les raffineries d'huile alimentaires qui ne trouveraient plus de débouchés pour leurs sous-produits.

Les exportations de savon vont en diminuant au fur et à mesure de l'équipement des pays clients. Elles seront pratiquement nulles au-delà de 1970.

Si la consommation intérieure de savon reprend à 4 % par an, elle pourrait approcher 19 000 tonnes en 1975 et 24 000 tonnes en 1980.

*Poudres détergentes*

L'équipement actuel a une capacité maximale de 12 000 t/an. Le placement de la production en Côte-d'Ivoire et à l'exportation est difficile face aux importations à bas prix de poudres étrangères soutenues par une publicité puissante. Après de grandes difficultés de vente durant les premières années de marche, la production intérieure dépasse maintenant 1 000 t/an ; elle devrait pouvoir atteindre 2 500 tonnes en 1975 (480 millions de F CFA).

*Fabrication de bougies*

On cite ici pour mémoire cette production effectuée depuis peu par deux entreprises locales. La production actuelle serait de l'ordre de 200 t/an. Les exportations trouvent un débouché au Mali et en Haute-Volta.

*Colle*

On prévoit la mise en place prochaine d'une industrie pratiquant la formulation et le conditionnement de divers types de colles, à usages essentiellement industriels : menuiserie, ébénisterie, liant pour panneaux de particules...

## RECAPITULATION — BRANCHE 20

Tableau N° 46

Quantités : m pour milliers
Valeurs en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V |
| 1 - Huile de palme industrielle : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Régimes | | | 236 mT | | | | | 840 mT | | | | | 1.240mT | | |
| - Huile | 3.810 | 350 | 44 mT | 2.100 | 1.070 | 3.520 | 900 | 166 mT | 8.050 | 6.500 | 4.340 | 800 | 246mT | 12.000 | 10.000 |
| - Palmistes | | | 11 mT | 270 | 100 | | | 41,5mT | 1.040 | | | | 61,5mT | 1.540 | |
| 2 - Huilerie de graines | | | | | | | | | | | | | | | |
| - de palmiste : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Graines | | | 7 mT | | | | | 49,9mT | | | | | 69.900T | | |
| Huile | | | 3,5 mT | 210 | 210 | | | 24.950T | 1.500 | 1.450 | | | 34.950T | 2.100 | 2.040 |
| Tourteaux | | | 3,5 mT | 30 | 30 | | | 24.950T | 250 | 250 | | | 34.950T | 350 | 350 |
| - de coprah : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coprah | | | | | | | | 13 mT | | | | | 60mT | | |
| Huile | | | | | | | | 8.450 T | 510 | 510 | | | 39mT | 2.340 | 2.340 |
| Tourteaux | | | | | | | | 4.550 T | 40 | 40 | | | 21mT | 210 | 210 |
| - d'arachides : | | | | | | 1 000 | 210 | | | | 250 | 50 | | | |
| Graines | | | | | | | | 20mT | | | | | 30mT | | |
| Huile | | | | | | | | 9mT | 540 | 540 | | | 13,5mT | 800 | 800 |
| Tourteaux | | | | | | | | 11mT | 100 | 100 | | | 16,5mT | 160 | 160 |
| - de coton : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Graines | | | | | | | | 48.250T | | | | | 71.500T | | |
| Huile | | | | | | | | 7.235T | 360 | 360 | | | 10.725T | 540 | 540 |
| Tourteaux | | | | | | | | 24.125T | 240 | 240 | | | 35.750T | 360 | 360 |
| 3 - Valorisation diverse des huiles | | | | 1.200 | 960 | 180 | 40 | | 1.700 | 1.360 | 50 | 10 | | 2.300 | 1.840 |
| 4 - Huile de table | 200 | 130 | 15 mT | 1 560 | | 200 | 20 | 21 700T | 2.360 | | | | 31.800T | 3.310 | |
| 5 - Margarine | | | 150 T | 20 | | | | 210T | 20 | | | | 300T | 30 | |
| 6 - Savons | | | 16 mT | 1 540 | 60 | 300 | 50 | 19.300T | 1.860 | 70 | 120 | 20 | 23.500T | 2.260 | 80 |
| 7 - Lessives | | | 1,5 mT | 290 | 10 | | | 2.500T | 480 | 20 | | | 4 mT | 770 | 40 |
| 8 - Colle | 80 | 30 | 300 T | 50 | | 30 | 10 | 3.600T | 540 | 160 | 120 | 20 | 6 mT | 900 | 270 |
| 9 - Huile de palme artisanale : | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Huile | | | 7.740T | 390 | | | | 6 mT | 300 | | | | 6 mT | 300 | |
| - Palmistes | | | 9,8 mT | 240 | | | | 8,4 mT | 210 | | | | 8,4 mT | 210 | |
| TOTAUX | 5.090 | 510 | | 7.900 | 2.440 | 5.230 | 1.230 | | 20.000 | 11.600 | 4.880 | 900 | | 30.480 | 19.030 |

## ARTICLES EN CAOUTCHOUC ET EN MATIERES PLASTIQUES
(Branche 21)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

Cette branche produit les articles en caoutchouc (pneus rechapes en caoutchoucs industriels) et en matières plastiques (articles de ménage, sachets, gaines, flacons).

La valeur de la production est relativement faible (600 millions en 1968). Elle est composée pour 25 % d'articles en caoutchouc et pour 75 % d'articles en matière plastique. La gamme des produits est étendue, ce qui entraîne une large dispersion de la branche. Neuf entreprises participent à la production; la plus importante a un chiffre d'affaires de 150 millions, les deux plus petites ont, chacune, une production de 18 millions seulement.

Les exportations, uniquement vers les pays limitrophes, sont négligeables : 7 % de la production.

Les immobilisations brutes atteignaient, en 1968, 380 millions environ pour 340 emplois créés.

La valeur ajoutée de la branche, exprimée en pourcentage de la production, est relativement élevée : 54 % mais, rapportée à la valeur ajoutée du secteur industriel ivoirien, elle en représente à peine 1 %.

*Evolution passée*

La croissance de la branche a été forte entre 1960 et 1968, 23 % par an en moyenne, en prix courants ; la valeur ajoutée a augmenté au rythme de 27 %, ce qui témoigne d'une meilleure rentabilité des entreprises. Il y a lieu de noter, cependant, que la production au départ était très faible puisqu'elle ne dépassait pas 125 millions en 1960.

Le taux de couverture du marché intérieur s'est amélioré, mais reste encore largement insuffisant, 25 % en 1968 contre 15 % en 1960-1962.

*Perspectives*

L'implantation prévue d'une usine de fabrication de pneus devrait modifier profondément la physionomie de la branche.

Le taux de croissance devrait atteindre 40 % par an en prix constants entre 1970 et 1975. De plus, la couverture des besoins intérieurs, dans l'optique de l'import-substitution, serait très avancée puisque les pneus et les chambres à air représentent actuellement 70 % des importations de la branche. Enfin, celle-ci deviendrait largement exportatrice (22 % de la production en 1975) et consommatrice de ressources naturelles locales (latex).

Des fabrications nouvelles de tuyaux et tubes plastiques et d'objets divers en plastique stratifié ont été également inscrites dans les perspectives du plan.

## B. - Les objectifs

### 1. - *Caoutchouc*

*Pneus d'autos*

Les objectifs ont été établis dans l'hypothèse de l'implantation, après 1970, d'une usine de pneus d'automobiles et de camions, d'une capacité initiale de 300 000 enveloppes et autant de chambres, dont la production serait exportée pour moitié environ.

La réalisation de cet investissement suppose que, sur le plan technique, on envisage la fabrication de pneus à carcasse radiale, éventuellement à carcasse entièrement métallique (pour les poids lourds). Il est évident que cette fabrication devra, en plus du latex local, utiliser du caoutchouc synthétique, seul susceptible de donner les qualités de résistance au vieillissement et à l'usure qui sont celles des pneus actuellement importés.

Certains producteurs étrangers, contactés, estiment que le marché n'est pas encore suffisamment développé ; il faudrait pouvoir rassembler des garanties d'écoulement dans les pays avoisinants ; les marchés ghanéen et nigerian, déjà approvisionnés par des industries locales, ne peuvent pas être visés pour cette extension de débouchés ; c'est sans doute le marché sénégalais qu'il faudra conquérir. Par contre, le marché ivoirien est menacé par le projet du Libéria, qui souhaiterait approvisionner la Côte-d'Ivoire en pneumatiques, en échange d'importations de produits textiles.

Néanmoins le marché intérieur ivoirien devrait déjà suffire à lancer certaines séries.

*Pneus pour cycles*

Aux termes d'un accord passé avec le gouvernement voltaïque, le marché ivoirien sera alimenté par les productions d'une usine à implanter en Haute-Volta, qui se ravitaillera en latex ivoirien.

Indépendamment de ce projet, il existe à Abidjan un montage de chambres à air pour cycles, à partir de tubes importés qui sont découpés et collés sur place.

*Rechapage de pneus*

L'installation d'une usine de pneumatiques pour voitures et camions ne ralentira pas l'activité de l'usine locale de rechapage, qui utilise du latex local. Elle pourrait produire 50 000 pneus en 1970 et atteindre le niveau de 75 000 enveloppes en 1975.

L'administration ivoirienne, qui n'utilise pas de pneus rechapés, manque au nombre des clients de cette entreprise.

Cette entreprise produit elle-même sa gomme de rechapage, à partir du latex local, et en exporte une certaine quantité. Dans cette production, la Côte-d'Ivoire peut concurrencer l'Europe sur la côte Ouest-Africaine, du Sénégal en Angola, et les débouchés peuvent s'accroître. Le Nigeria produit également de la gomme de rechapage, mais les utilisateurs locaux (80 rechapeurs) consomment toute la production locale.

*Caoutchouc industriel*

Une entreprise produit à Abidjan des articles en caoutchouc moulé, à usage principalement industriel. Elle projette de diversifier ses productions et de faire en particulier des semelles, des plaques multicellulaires, des tuyaux, des seaux, des auges, des pièces automobiles... Les importations d'articles divers en caoutchouc sont assez élevées : on les estimait à environ 1 550 tonnes en 1968. La production locale se substituera progressivement aux articles importés les plus courants : elle pourrait atteindre le niveau de 300 tonnes en 1970 et 900 tonnes en 1975.

*Articles en latex*

Une fabrication de matelas en mousse de latex, installée il y a quelques années, produit des articles de bonne qualité mais dont la diffusion commerciale est actuellement restreinte. La fixation du prix de cession du latex frais, pris à la plantation sans passage dans les usines de coagulation, soulève un problème particulier actuellement à l'étude.

On projette une diversification progressive des productions à base de latex frais : les articles envisagés sont par exemple des jouets (balles et ballons), articles d'hygiène, tapis, pièces pour autos et cycles, semelles et sandales... ; l'imprégnation sur toiles permettrait également de produire des courroies, des bâches...

## 2. - *Matières plastiques*

L'industrie de transformation des matières plastiques, exception faite de la production d'articles chaussants examinée ailleurs (branche 19), ne connait encore en Côte-d'Ivoire qu'un développement limité. On escomptait il y a quelques années que le chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises de transformation pourrait avoisiner 1 500 millions de F CFA en 1970 : tandis qu'en réalité il reste actuellement au voisinage de 500 à 600 millions de F CFA par an.

### *Articles moulés par injection*

Un investissement en moule est toujours élevé et ne peut s'amortir que sur un grand nombre d'unités produites. Par suite, les entreprises équipées pour l'injection se limitent actuellement à des objets de grande série, principalement des articles de ménage. Les possibilités de nouvelles diversifications des productions devraient croître fortement dans l'avenir.

### *Sachets et gaines*

La principale utilisation était naguère l'enveloppe des régimes de bananes exportées. Avec le conditionnement en boîtes carton, l'usage du polyéthylène a décru. Il pourrait toutefois reprendre si l'on généralise la mise sous gaine des régimes, soit pour les protéger sur l'arbre, soit comme premier emballage avant la mise en carton. Il y a en outre de nombreuses autres utilisations, dont la croissance pourra être assez soutenue (emballages de jeunes plantes, de chaussures, de produits textiles ou alimentaires, etc.).

Les plantations d'ananas offrent un autre débouché au polyéthylène en feuilles : on en étend sur le sol avant plantation. Mais les entreprises agricoles importent leurs fournitures en exonération de droits et taxes et la fabrication locale n'est pas actuellement compétitive sur ces marchés.

### *Articles extrudés divers*

En extrusion les outillages sont moins coûteux qu'en injection, aussi des séries plus courtes sont-elles possibles.

Outre des articles divers (poignées de bicyclettes, profilés souples ou rigides pour divers usages, lames de stores vénitiens) l'industrie locale peut fournir du tube PVC rigide jusqu'au diamètre 63, bientôt jusqu'au diamètre 100. Les architectes sont acquis à cette utilisation pour adduction-évacuation d'eau (parfois la circulation d'eau chaude pose des problèmes de ramollissement des conduites).

Des extensions sont possibles pour la production de tuyaux d'arrosage.

Une entreprise qui produisait du tube d'isolation électrique a mis pour l'instant cette activité en sommeil.

Le flaconnage en plastique, déjà utilisé pour l'huile, pourrait l'être également pour le vin et divers autres produits (pharmacie, parfumerie, produits pétroliers).

L'extrusion de feuilles pour imperméables n'est pas effectuée localement à l'heure actuelle. La confection d'imperméables est peu développée.

### *Calandrage*

La production de feuilles pour maroquinerie par calandrage exige des investissements coûteux et ne se justifie que face à des débouchés massifs : le marché exige en réalité une grande diversité de produits, différents par leur nature, leur épaisseur, leur gravure. Par contre l'enduction sur métier, que l'on peut envisager par imprégnation de latex, peut être utilisée également pour la production de tissus plastifiés.

### *Plastiques expansés isolants*

Ils auront un débouché dans la production des réfrigérateurs, peut-être aussi en construction. Une entreprise produit actuellement des blocs en polystyrène expansé.

### *Objets divers en plastiques stratifiés*

Effectués en plaquant, sur une forme, des couches successives de plastique et de fibre (laine de verre, fibre de coco...), ces fabrications demandent un équipement relativement sommaire et permettent de produire une gamme variée d'articles : objets ménagers ; plaques de revêtement planes, ou ondulées, opaques ou translucides ; coques de bateaux... Ces activités devraient prendre de l'expansion dans le proche avenir.

### *Mousse de polyester*

Cette fabrication, très simple à mettre en œuvre, connaît un certain développement depuis un an ou deux. On produit ainsi des matelas, des coussins, des blocs de types divers pour la fabrication de sièges. De moins bonne qualité, de moindre confort que la mousse de latex, ce produit la concurrence facilement par son bas prix de revient.

### *Crayons à bille*

Une entreprise de création récente produit des crayons à bille, mais ne fournit qu'une part réduite

du marché ivoirien. Elle compte se placer sur les marchés voltaïque et sénégalais en bénéficiant du régime d'admission temporaire.

### 3. - *Industries de main-d'œuvre*

On a supposé l'implantation d'industries travaillant exclusivement pour l'exportation, à partir de produits intermédiaires importés. On a inscrit, à ce titre en 1980, un objectif de production de 1 000 millions de F. Les entreprises s'installeraient en Côte-d'Ivoire en tirant avantage d'un personnel d'exécution moins coûteux qu'en Europe. Il est vraisemblable que dans le domaine des articles en caoutchouc et matières plastiques, des opportunités de transferts de fabrications existent lorsque les séries sont trop courtes ; la mécanisation étant alors non rentables et les manipulations multipliées (par exemple : jouets, articles de fantaisie et de publicité, bibeloterie...).

RECAPITULATION - BRANCHE 21

Tableau N° 47

Quantités : mpns pour milliers de pneus
Valeurs en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Production Q | Production V | Exports V |
| ARTICLES EN CAOUTCHOUC | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pneus auto | | | | | | 2 700 | 510 | 300 mpns | 1 800 | 690 | 620 | 100 | 380 mpns | 2 300 | 880 |
| Rechapage | } 240 | } 110 | 50 mpns | 180 | | | } 80 | 75 mpns | 270 | | } 100 | } 80 | 80 mpns | 440 | |
| Caoutchouc industriel | | | 300 T | 120 | | | | 900 T | 360 | | | | 1 800 T | 720 | |
| Caoutchouc mousse | 100 | 50 | 120 T | 50 | | 70 | 80 | 600 T | 230 | 130 | 180 | 80 | 1 200 T | 450 | 290 |
| ARTICLES EN MATIERE PLASTIQUE : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Moulés par injection | 100 | 100 | | 200 | 30 | 50 | 50 | | 500 | 50 | 60 | 50 | | 800 | 100 |
| Sachets, gaines | } 100 | } 80 | | 200 | 20 | } 100 | } 50 | | 600 | 50 | } 125 | } 50 | | 800 | 80 |
| Extrudés divers | | | | 50 | | | | | 50 | | | | | 150 | |
| Tuyaux, tubes | | | | | | } 80 | } 25 | | 270 | 100 | } 125 | } 25 | | 500 | 150 |
| Tubes pour isolation électrique | | | | | | | | | | | | | | 150 | |
| Flaconnage | 20 | 10 | | 50 | | 50 | 50 | | 270 | | 90 | 30 | | 600 | 100 |
| Feuilles imperméables pour maroquinerie | | | | | | | | | | | 260 | 70 | | 600 | 100 |
| Confection d'imperméables en plastique | 50 | 30 | | 40 | | 50 | 50 | | 500 | 150 | 60 | 50 | | 900 | 150 |
| Isolants expansés | } 50 | } 30 | | 30 | | } 80 | } 40 | | 100 | | } 60 | } 20 | | 300 | |
| Objets divers en plastique stratifié | | | | | | | | | 100 | | | | | 150 | |
| Mousse polyester | 50 | 20 | | 50 | | 20 | 5 | | 180 | | 40 | 15 | | 300 | |
| INDUSTRIES DE MAIN D'OEUVRE | | | | | | | | | | | 650 | 480 | | 1 000 | 1 000 |
| TOTAUX | 710 | 430 | | 970 | 50 | 1 200 | 940 | | 5 240 | 1 170 | 2 370 | 1 050 | | 10 030 | 2 850 |

## PRODUITS INDUSTRIELS DIVERS CELLULOSE, PAPIER, IMPRIMERIE, VERRERIE, CERAMIQUE, etc.

(Branche 22)

### A. - Présentation

*Situation actuelle*

La production industrielle de la branche est constituée par les imprimeries et les cartonneries.

L'artisanat de la bijouterie, poterie, céramique et objets d'art fait également partie de la branche ; il fournit 52 % de la production.

Les activités industrielles se distribuent en :

| | |
|---|---|
| — cartonnerie | 51 % |
| — imprimeries | 46 % |
| — divers | 3 % |

La SONACO, unique entreprise de cartonnerie, contribue donc, pour plus de la moitié, à la production industrielle de la branche. Par contre, une dizaine d'entreprises participent au secteur de l'imprimerie.

Les immobilisations ont été estimées, en 1968, à 800 millions de F et le nombre d'employés à 620.

La valeur ajoutée représente 42 % de la production et constitue 1,5 % de la valeur ajoutée globale du secteur industriel ivoirien.

*Evolution passée*

Le caractère industriel de la branche s'est affirmé puisque la part de l'industrie est passée de 25 % en 1960-1962 à 48 % en 1966-1968.

Le taux de croissance de la production industrielle a été très rapide : il s'établit, en moyenne annuelle,

à 26 % en prix courants, entre 1960 et 1968. En réalité, le rythme de progression a été irrégulier : dans la seule année 1966, date de la mise en service de la cartonnerie, la production a presque doublé par rapport à 1965. Mais cette entreprise incorpore peu de valeur ajoutée (18 % contre 61 % dans l'imprimerie). Il s'ensuit un taux de croissance plus faible de la valeur ajoutée par rapport à la production : 18 % contre 26 %.

Le taux de couverture du marché intérieur, par la production industrielle, est passé de 15 % en 1960-1962 à 24 % en 1966-1968.

*Perspectives*

La croissance de la branche devrait dépasser 34 % en prix constants, entre 1970 et 1975. Cette augmentation exceptionnellement rapide, résultera de la mise en exploitation simultanée de quatre projets importants :
— pâte à papier ;
— papier carton ;
— verrerie ;
— céramique.

Ces projets sont conçus pour répondre aux trois objectifs de la politique industrielle :
— import-substitution ;
— exportation de pâte à papier ;
— valorisation des ressources locales : bois pour pâte à papier et papier carton.

La production de pâte à papier rendra la branche largement exportatrice : 40 % de la production.

B. — Les objectifs

*Pâte à papier*

Il faut valoriser de toutes les façons possibles la ressource locale que représente la forêt. L'exploitation sous forme de bois d'œuvre n'intéresse qu'une partie infime du bois sur pied : 5 à 7 $m^3$/ha, sur 173 $m^3$/ha ou plus.

Le domaine de la carbochimie semble peu prometteur : il faudrait brûler des quantités considérables de bois et trouver une utilisation pour des quantités considérables de charbon de bois, pour isoler dans les fumées de faibles quantités d'hydrocarbures gazeux.

Il semble plus réalisable de produire de la pâte à papier ; sous réserve d'un approvisionnement régulièrement réparti entre les diverses essences, la pâte de feuillus tropicaux hétérogènes semble de qualité intermédiaire entre la pâte de résineux et celle de feuillus des régions tempérées. En mélange avec de la pâte de résineux importée, éventuellement de la pâte homogène d'eucalyptus, elle pourrait être utilisée dans la production de papiers d'emballage, de cartons, de papiers pour l'impression et l'écriture. Toutefois l'utilisation d'une essence unique, obtenue en plantation, serait techniquement plus aisée, donnerait une pâte plus sûrement homogène, et peut-être de qualité supérieure si l'acclimatation d'une espèce à fibre longue (résineux) s'avère possible.

Le marché mondial des pâtes à papier a été examiné. La consommation mondiale de papiers est en hausse constante. Le déficit européen, qui peut apparaître vers 1975, tient en particulier aux fournitures scandinaves parvenues à la limite de leurs possibilités d'expansion. Mais il n'y a pas de limite du côté des ressources canadiennes, qui peuvent s'amplifier sans accroissement de prix ; les ressources sibériennes, encore peu exploitées, sont considérables ; une pâte africaine, dont la qualité restera inférieure à celle des résineux, ne pourra se placer que si elle est offerte à un prix suffisamment bas.

Sur la base des prix apparaissant possibles, le CTFT montre qu'en première approximation une production pour l'exportation de 100 000 tonnes par an serait d'une rentabilité à peu près nulle ; la rentabilité n'apparaît que vers 150 000 tonnes par an.

La D.R.C., étudiant les possibilités de valorisation du Sud-Ouest ivoirien, aboutit sensiblement au même seuil de rentabilité (170 000 tonnes par an).

La possibilité de production de pâte de feuillus hétérogènes pour l'exportation est étudiée dans plusieurs autres pays africains, notamment le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Cameroun. Toutefois le site de San Pedro, après création du port, présentera des avantages par rapport aux projets que pourraient former d'autres États : la forêt est à proximité immédiate du port, les distances vers l'Europe sont plus courtes.

Les réalisations suivantes ont été inscrites en objectifs :
— pour 1975 : une production de l'ordre de 100 000 t/an de pâte ;
— pour 1980 : une production de l'ordre de 500 000 t/an de pâte.

Cette fabrication, entièrement destinée à l'exportation, pourrait être localisée dans le sud-Ouest (San Pedro) ; placée à proximité du port, alimentée par la forêt environnante, elle bénéficierait des meilleurs conditions pour l'exportation.

L'ensemble de ces productions, d'une valeur approximative de 30 000 F CFA/tonne (au niveau FOB), représenterait un chiffre d'affaires global de 3 milliards de F en 1975, de 15 milliards en 1980. L'importance de ces sommes justifie que des efforts

sérieux soient faits en vue de l'aboutissement de ces réalisations. En particulier des études complémentaires sont nécessaires. Elles ont d'ailleurs été définies dans un avenant au contrat Krupp, signé en 1967 : possibilités d'approvisionnement en bois (établissement d'un schéma de production avec étude de rentabilité) recherche d'un partenaire industriel et de débouchés sûrs.

Les points à préciser sont les suivants :

1. - Prix de revient du bois rendu usine et de la pâte fabriquée, dans les diverses localisations possibles, avec les diverses capacités envisageables : compte tenu de toutes les contraintes techniques (régularité des matières, approvisionnement en eau, en énergie...).

2. - Possibilité de placement sur les marchés extérieurs et en particulier sur l'Europe. La question n'est pas seulement : les marchés présentent-ils globalement une capacité d'absorption ? mais de quelle façon, par quels circuits, peut-on placer sur ces marchés une production ivoirienne ?

Les questions 1 et 2 sont liées ; il est bien certain en effet que si 500 000 tonnes peuvent trouver place, les objectifs ne devront pas se limiter à une production de 150 000 tonnes.

3. - Intérêt de la transformation en pâte d'autres ressources ligneuses : rafles de palmier, bagasses de canne à sucre. La pâte de rafles de palmier à huile a été expérimentée en France par le groupe Progil-Papeteries de Condat et le C.T.F.T.

4. - Possibilité de reforestation et de reconversion ultérieure de la production sur une pâte homogène et si possible de résineux.

*Fabrication de papiers et de cartons*

La fabrication de produits finis (papiers, cartons) pour la consommation africaine a été expérimentée jadis à Bimbresso. Cette papeterie pilote (environ 1 milliard d'investissements) a fonctionné de 1950 à 1954 avec un mélange hétérogène de feuillus tropicaux ; sa capacité était de 3 000 à 6 000 tonnes par an de papiers kraft écrus ou teintés de 30 à 80 g par $m^2$. Sa production était irrégulière en qualité, elle se heurtait à des difficultés d'ordre technique en particulier dans le fonctionnement de la machine à copeaux et de la machine à papier. Sa capacité trop faible ne permettait pas une gestion économique.

En 1964 le Gouvernement ivoirien s'est lié par contrat à un consortium d'équipement dont le leader est la maison allemande Krupp-installations chimiques. Des essais ont été effectués sur des produits exclusivement à base de feuillus tropicaux hétérogènes. Pour obtenir des produits de qualité convenable il apparaît nécessaire d'y incorporer de la pâte de résineux qu'il faudra importer. Les prix, que peut offrir une fabrication limitée à 25 000 tonnes par an, ne sont pas compétitifs. Les études effectuées semblent démontrer que la production locale de papiers d'emballage, pour être viable, doit pouvoir rapidement atteindre 50 000 t/an.

A l'heure actuelle des décisions définitives d'implantation d'une papeterie ne sont pas encore prises ; les divers problèmes (techniques, financiers...) qu'elle soulève sont encore débattus. On a inscrit en perspective une production de 30 000 tonnes de papiers en 1975 et 40 000 tonnes en 1980. Il s'agira exclusivement de papiers d'emballage de diverses qualités, transformés ensuite en cartons ondulés pour la fabrication de caisses, et en sacs de divers types pour le conditionnement de produits pulvérulents (ciment, engrais, farines...).

*Transformation des papiers et cartons*

L'industrie de la cartonnerie a commencé, en Côte-d'Ivoire avec le conditionnement des bananes. Actuellement le carton est ondulé sur place, à partir de « Liner » et de « fluting » importés ; la production nationale de papiers d'emballage mentionnée ci-avant se substituera à ces importations.

Les exportations d'ananas frais, en plein essor, accroissent la demande de cartons et l'industrie locale fournira les caisses en carton correspondantes.

Outre ces deux types, le conditionnement des produits industriels ou agricoles en Côte-d'Ivoire consommera des quantités croissantes de caisses en carton, mais avec une grande variété de formats et de types : ce n'est que progressivement que la production nationale parviendra à fournir une proportion notable de ce marché.

La production de sacs d'emballage en papier de grande contenance a été étudiée. Les débouchés actuels ont été jugés insuffisants, compte tenu du débit nécessairement très élevé d'une machine à sacs : sa mise en place a été différée. Une ouverture sur les marchés des pays voisins, en particulier pour la fourniture des cimenteries et des broyages de clinker, pourrait modifier les conditions de viabilité.

La fabrication d'articles de papeterie (confection de cahiers, registres, bloc-notes, enveloppes...) est déjà effectuée en Côte-d'Ivoire ; d'autres transformations du papier pourraient donner lieu à des activités industrielles de dimensions réduites : papier pour mécanographie, papier ozalid, papier carbone et stencils.

*Polygraphie*

Les imprimeries installées en Côte-d'Ivoire (une quinzaine d'établissements) sont bien équipées ; leur chiffre d'affaires global en 1968 a dépassé 700 millions de F CFA.

Elles sont en mesure de réaliser les objectifs si des commandes suffisantes leurs sont passées.

Mais les commandes sont souvent passées à l'étranger, soit à cause des délais de réalisation sur place, soit pour des raisons fiscales car les journaux, livres et ouvrages imprimés sont importés en franchise.

Pour les livres, brochures, opuscules et imprimés similaires, il n'y a pas d'exemption de T.V.A. à l'impression locale et une fiscalité normale frappe à l'importation les fournitures nécessaires. Aucun imprimeur n'est prioritaire.

Pour certains imprimés, destinés à des entreprises prioritaires ou exportatrices, en particulier pour certaines étiquettes, l'exemption à l'importation interdit la production locale.

Il est possible d'obtenir que les livres scolaires diffusés en Afrique soient imprimés sur place. Cette opération serait à envisager dans le cadre des pays de l'Entente, ou de l'Afrique francophone, ou des pays concernés par l'Institut Pédagogique Africain et Malgache. Cette possibilité est à étudier de manière approfondie. Les dons annuels de livres scolaires par la Coopération française pourraient aussi bien porter sur des livres imprimés à Abidjan.

*Verrerie*

Une usine de verre creux ne peut accéder à la rentabilité qu'avec une production suffisante, sans doute voisine de 7 500 à 8 000 t/an dans les conditions ivoiriennes. L'idée de conditionner le café en poudre en flacons de verre a été abandonnée. L'essor de la brasserie, s'il permet une croissance de la consommation de bouteilles, s'accompagnera sans doute d'une diminution de l'embouteillage local de vin. La possibilité d'exploiter les ressources locales en eaux minérales peut ouvrir un marché supplémentaire à une verrerie locale. Il est important de prendre la mesure de la demande potentielle que représentent les Etats voisins ; le projet de verrerie est sans doute à promouvoir au niveau du Conseil de l'Entente. Le Ghana est équipé en verrerie, même en production de verre plat ; le Sénégal devrait représenter un débouché important pour une fabrication ivoirienne de bouteilles de divers types. Mais la concurrence du flaconnage plastique s'affirmera sans doute dans l'avenir. Un projet de verrerie, bouteillerie, à l'étude depuis plusieurs années, pourrait aboutir avant 1975.

*Céramique*

Le gisement de Gonioubé, à proximité de Bimbresso, contiendrait près de 5 millions de tonnes d'argile cuisant blanc, réparties en plusieurs cuvettes, apte à la production de vaisselle.

L'argile moulée cuite à haute température (1 200 ou 1 300 °C) se trouve grésifiée et peut être vitrifiée. On obtient ainsi des grès cérames. Mais les matières locales, dont la blancheur n'est pas parfaite, ne permettront que des tons crème à brun-noir, et ne se prêteront pas à la coloration en vert, bleu... Une production locale de carreaux de grès cérame concurrencera peut-être difficilement le « granito » produit en Côte-d'Ivoire par quatre ou cinq établissements (voir branche 12).

Plusieurs projets portant sur la production de vaisselle, d'appareils sanitaires, de carrelages muraux et de carreaux de sol sont à l'étude. On a inscrit en objectif la mise en route de cette industrie avant 1975.

*Divers*

On cite ici pour mémoire quelques productions de faible importance, qui peuvent faire l'objet d'activités artisanales ou semi-industrielles.

Matelas à ressorts : une entreprise locale fabrique des matelas, surtout à ressorts : 500 par mois (à 6 000 F l'un), soit le tiers des importations.

Brosserie : une fabrication de brosses et balais, de brosses métalliques, pourrait prendre place sur le marché ivoirien.

Diverses autres possibilités sont à approfondir comme la fabrication de jouets en bois, en plastique, etc.) la fabrication de crayons...

RECAPITULATION - BRANCHE 22

Tableau N° 48

Quantités : m pour milliers
Valeurs en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1966-1970 | | 1970 | | | 1971-1975 | | 1975 | | | 1976-1980 | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Production | | | | | Production | | | | | Production | | |
| | Investis. neufs | Emplois nouv. | Q | V | Exports V | Investis. neufs | Emplois | Q | V | Exports V | Investis. neufs | Emplois nouv. | Q | V | Exports V |
| Pâte à papier | | | | | | 9.200 | 600 | 100 mT | 3.000 | 2.220 | 25.000 | 1.200 | 500 mT | 15.000 | 13.960 |
| Fabrication de papiers, cartons | | | | | | 3.390 | 250 | 30 mT | 1.260 | | 1.050 | 70 | 40 mT | 1.680 | |
| Confection d'emballages papiers | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cartons | 30 | 30 | 17 mT | 1.300 | | 200 | 150 | 27 mT | 2.300 | 150 | 100 | 40 | 35 mT | 3.100 | 300 |
| Imprimerie-édition | 350 | 300 | | 1.000 | 30 | 500 | 400 | | 1.600 | 60 | 1.000 | 700 | | 2.600 | 100 |
| Verrerie | | | | | | 600 | 100 | 9 mT | 420 | 60 | 500 | 50 | 16 mT | 800 | 160 |
| Céramique | | | | | | 450 | 200 | 2,5 mT | 240 | 20 | 190 | 90 | 4 mT | 380 | 50 |
| Fabrication de cahiers | 80 | 30 | | 100 | | 20 | 20 | | 200 | | 70 | 30 | | 350 | |
| Poterie artisanale | | | | 1.400 | | | | | 1.750 | | | | | 2.350 | |
| TOTAUX | 460 | 360 | | 3.800 | 30 | 14.360 | 1.720 | | 10.770 | 2.510 | 27.910 | 2.180 | | 26.260 | 14.570 |

## BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS
## (Branche 23)

La branche « Bâtiment-Travaux Publics » est très hétérogène : elle comprend à la fois de grandes entreprises de travaux publics disposant du matériel moderne nécessaire pour effectuer les travaux importants ou très spécialisés, et un grand nombre de petits artisans occupés surtout par la construction des logements et leur entretien. Cet artisanat est assez mal connu.

On inclut d'autre part, dans la branche, l'ensemble des « Travaux Ruraux » des sociétés d'Etat agricoles (plan palmier, plan cocotier...), et les autres travaux ruraux (défrichements, labours...) réalisés par les entreprises de travaux publics, notamment Motoragri.

Il faut cependant préciser que, par suite du manque de données homogènes, la comptabilité nationale ne retient pas les travaux de plantation exécutés par les paysans eux-mêmes. Ceci explique en partie le bas niveau du coefficient de capital en Côte-d'Ivoire.

On considère les travaux réalisés par l'administration pour son propre compte (entretien des routes), comme étant produits par une « Régie » fictive, pour laquelle a été établi un compte d'exploitation distinct.

L'activité de la branche devrait inclure tous les travaux réalisés par les entreprises pour leur propre compte. Cependant, ceux-ci ne peuvent être évalués dans l'état actuel de l'information statistique et ils n'ont pas été retenus en branche 23. En conséquence, il ne faut pas s'étonner de voir apparaître des consommations de matériaux de construction par les autres branches.

Contrairement aux autres branches du secteur secondaire et aux activités agricoles, la branche « Bâtiment - Travaux publics » n'a pas fait l'objet de projets spécifiques de développement. En effet la production de cette branche est la conséquence directe de la demande d'investissements des autres branches productives de l'économie, des ménages et des administrations, ainsi que du coût d'entretien de ces investissements, et non pas d'une volonté délibérée de développer la branche.

### A. - Développement de la demande

On trouvera dans le tableau 1 l'évolution de la demande des différents agents économiques. Le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée de la branche entre 1970 et 1980 est de l'ordre de 8 % par an, soit à peu près celui de la PIB. Observons toutefois que la valeur ajoutée de la branche augmente légèrement plus vite que le chiffre d'affaires, car la proportion des grands travaux (Kossou, San Pedro), qui ont une consommation intermédiaire plus forte que le reste de la branche, diminue relativement au cours de la période, les années 1970-1972 représentant une pointe dans ce domaine.

On constate des évolutions assez différentes de la demande selon les agents.

Les investissements des administrations croissent à un rythme à peu près constant (près de 7 %) pendant la décennie, tandis que ceux des ménages pour leur logement augmentent plus rapidement pendant le premier quinquennat (10 % par an) que pendant le second (8,5 % par an), ce qui exprime une diminution d'élasticité.

Quant aux investissements des entreprises on constate d'importantes fluctuations imputables à l'existence de projets importants dont l'exécution a lieu pendant des périodes limitées, notamment le barrage de Kossou, le minerai de fer de Bangolo, l'usine de pâte à papier.

Il y a cependant une certaine compensation entre les investissements des différents projets, car ceux-ci s'échelonnent dans le temps, de sorte que la demande globale présente une certaine régularité. Ceci doit permettre d'assurer aux entreprises un volume de travaux assez régulier qui leur évite d'avoir à supporter — et à faire supporter par les projets — les coûts qu'entrainerait la succession de périodes d'activité intense et d'activité réduite.

Au moment de la mise en œuvre des travaux d'investissements il conviendra, dans toute la mesure du possible, d'assurer globalement aux entreprises des volumes de travaux croissant régulièrement ; ceci apparait particulièrement important pour les jeunes entreprises ivoiriennes qui, pour pallier les difficultés dues à des changements de conjoncture, n'auront pas encore la possibilité de transférer sur d'autres chantiers à l'étranger leurs moyens en hommes et en matériel.

### B. - Évolution des sous-branches

#### 1. - *Bâtiment, travaux publics et activités annexes*

On regroupe ici les entreprises de gros œuvre du bâtiment et de travaux publics, ainsi que les activités annexes du bâtiment telles que menuiseries de bâtiment, charpente métallique, serrurerie, couverture, plomberie, peinture, décoration, miroiterie, carrelage, électricité du bâtiment, conditionnement d'air.

La croissance de ce secteur est de 8,4 % par an en moyenne sur la période 1970-1980. Cette expansion est due surtout à une série de grandes actions :

— les investissements administratifs : le réseau routier, l'infrastructure hospitalière, l'éducation... ;

— le développement industriel (barrage de Kossou, génie civil des usines) ;

— le développement de la construction de logements;
— l'essor du tourisme.

*2. - Artisanat*

L'activité de l'artisanat concerne surtout la construction de logement et, dans une moindre mesure, l'entretien des bâtiments.

La croissance de cette sous-branche est relativement faible : 5,8 % en moyenne par an sur la période 1970-1975 et 4,6 % sur la période 1976-1980.

*3. - Travaux ruraux*

L'activité des travaux ruraux est liée au développement du secteur agricole. Rappelons que, par suite du manque d'informations statistiques, les travaux ruraux effectués par les planteurs eux-mêmes ne sont pas pris en compte.

*4. - Travaux effectués en Régie*

La production de la « Régie bâtiments - travaux publics » exécutée par l'administration pour elle-même est évaluée au prix de revient, c'est-à-dire en tenant compte exclusivement des dépenses de matériels et de personnel. Elle concerne surtout les travaux d'entretien des routes.

On trouvera dans les tableaux 49 et 50 la ventilation des utilisations de la production des différentes sous-branches pour les années 1970, 1975 et 1980 et dans le tableau 51 des estimations assez grossières des investissements nécessaires et des emplois créés au cours des deux périodes quinquennales considérées.

UTILISATION DE LA PRODUCTION DE LA BRANCHE «BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS»

Tableau N° 49 — en millions de F 1968

| | 1970 | | | | | 1975 | | | | | 1980 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bâtiments Travaux publics et activités annexes | Artisanat | Travaux ruraux | « Régie Bâtiment Travaux Publics » | Total | Bâtiments Travaux Publics et activités annexes | Artisanat | Travaux | « Régie Bâtiment Travaux Publics » | Total | Bâtiments Travaux Publics et activités annexes | Artisanat | Travaux | « Régie Bâtiment Travaux Publics » | Total |
| Entretien et réparation de bâtiments | 4.500 | 300 | – | – | 4.800 | 6.700 | 400 | – | – | 7.100 | 9.200 | 500 | – | – | 9.700 |
| Formation brute du capital fixe | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 - des Administrations | 12.300 | – | – | 1.700 | 14.000 | 18.100 | – | – | 1.900 | 20.000 | 25.200 | – | – | 2.000 | 27.200 |
| 2 - des ménages | 2.000 | 8.000 | – | – | 10.000 | 4.800 | 11.200 | – | – | 16.000 | 9.500 | 14.500 | – | – | 24.000 |
| 3 - des entreprises | | | | | | | | | | | | | | | |
| primaire | 800 | – | 4.400 | – | 5.200 | 200 | – | 7.500 | – | 7.700 | 700 | – | 7.200 | – | 7.900 |
| secondaire | 8.100 | – | | – | 8.100 | 10.230 | – | – | – | 10.200 | 13.600 | – | – | – | 13.600 |
| tertiaire | 5.500 | 3.800 | – | – | 9.300 | 10.900 | 4.400 | – | – | 15.300 | 16.200 | 5.000 | – | – | 21.200 |
| Ensemble des entreprises | 14.400 | 3.800 | 4.400 | – | 22.600 | 21.300 | 4.400 | 7.500 | – | 33.200 | 30.500 | 5.000 | 7.200 | – | 42.700 |
| TOTAL GENERAL | 33.200 | 12.100 | 4.400 | 1.700 | 51.400 | 50.900 | 16.000 | 7.500 | 1.900 | 76.300 | 74.400 | 20.000 | 7.200 | 2.000 | 103.600 |

## RECAPITULATION DE LA BRANCHE 23

### 1 - Répartition par sous-branche

Tableau N° 50 — (millions de F)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Gros œuvre du bâtiment et Travaux Publics | 25.000 | 37.400 | 53.300 |
| Activités annexes du Bâtiment | 8.200 | 13.500 | 21.100 |
| Artisanat | 12.100 | 16.000 | 20.000 |
| Travaux ruraux | 4.400 | 7.500 | 7.200 |
| Régie « Travaux Publics » | 1.700 | 1.900 | 2.000 |
| TOTAL | 51.400 | 76.300 | 103.600 |

### 2 - Investissements et accroissement d'emplois par période

Tableau N° 51 — (millions de F)

| | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|
| Investissements des entreprises de la branche (millions de F) | 9.000 | 13.000 |
| Accroissements du nombre d'emplois : | | |
| Salariés du secteur moderne | 18.000 | 17.000 |
| Salariés du secteur artisanal | 2.000 | 3.000 |
| Artisans | 2.000 | 2.000 |
| Ensemble | 22.000 | 22.000 |

## III. - RÉGIONALISATION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

### A. - Situation actuelle

Au cours de la décennie écoulée, le développement industriel a été surtout localisé à Abidjan.

En 1968, la valeur ajoutée de l'industrie, à l'exclusion de l'artisanat, provenait, pour 59 %, des entreprises situées à Abidjan. Ce pourcentage s'élève à 64,4 %, si l'on excepte la production d'énergie électrique.

La nature des productions de la période explique leur concentration géographique. En effet, ces industries ont été créées dans le but de substituer aux importations des produits de fabrication locale. Il s'agissait donc d'alimenter un marché de consommateurs et des circuits commerciaux qui avaient leur centre principal à Abidjan. De plus, les produits de consommation intermédiaire, importés pour être transformés sur place, devaient transiter par Abidjan, seul port du pays ouvert au commerce international. La localisation optimale de ces industries, tant du point de vue des débouchés que des approvisionnements, ne pouvait donc être qu'Abidjan.

Néanmoins, certaines implantations industrielles ont été effectuées à l'intérieur du pays. Elles concernent essentiellement les activités de valorisation des ressources naturelles. Situées dans le prolongement direct des actions de développement agricole, elles ont été réalisées à proximité des lieux de production des matières premières à traiter, afin d'éviter le coût souvent prohibitif de leur transport.

Ces industries à vocation régionales sont résumées dans le tableau n° 52.

Les activités régionales restantes sont liées naturellement aux marches locaux qu'elles desservent. Elles sont représentées par :

Tableau N° 53

| Activité industrielle | Branche | % Valeur ajoutée 1968 |
|---|---|---|
| Boulangerie industrielle . . . | 5 | 2,5 |
| Electricité thermique . . . . . | 9 | 1,6 |
| Production d'eau . . . . . | 9 | 0,7 |
| Réparations industrielles . . | 16 | 2,5 |
| TOTAL . . . . . | | 7,3 |

Tableau N° 52

| Activité industrielle | Branche | Matière première | Zones de production | % Valeur ajoutée 1968 |
|---|---|---|---|---|
| Rizerie . . . . . | 5 | Paddy | Centre-Ouest/ Centre/ Nord | 0,2 |
| Conserverie d'ananas . . . . . | 6 | Ananas | Sud | 2,8 |
| Manufacture de tabac . . . . . | 7 | Tabac | Centre | 1,6 |
| Aliments pour la volaille . . . . | 7 | Maïs | Sud | 0,3 |
| Barrage hydro-électrique . . . . | 9 | Eau | Sud | 8,0 |
| Extraction minière . . . . . | 10 | Diamant Manganèse | Sud/ Centre/ Nord | 3,1 |
| Caoutchouc . . . | 14 | Latex | Sud | 0,3 |
| Industries du bois . . . . . | 15 | Grumes | Sud/Est/ Centre-Est/ Centre/ Ouest/ Sud-Ouest | 9,1 |
| Egrenage + filature-tissage . | 18 | Coton | Centre/ Nord | 6,2 |
| Sacherie corderie . . . . . | 18 | Sisal | Centre | 0,8 |
| Huilerie de palmes . . . . | 20 | Régimes de palmes | Sud | 1,3 |
| TOTAL . . . . . | | | | 33,7 |

• En définitive, sur les 41 % de la valeur ajoutée industrielle qui ont été engendrés dans l'intérieur du pays en 1968, 33,7 % correspondent à une valorisation de ressources naturelles et 7,3 % à des activités normales de couverture des besoins locaux.

• Les objectifs du Plan, pour les deux prochains quinquennats, doivent conduire à une répartition plus équilibrée des activités industrielles, au profit des régions de l'intérieur.

• En effet, les industries d'import-substitution ont été motrices dans le développement industriel ivoirien pendant la décennie 1960-1970. On a vu que leur localisation optimale était à Abidjan. Mais la saturation progressive du marché intérieur et l'arrivée à maturité des grands programmes agricoles font de l'exportation, par valorisation des ressources naturelles, le secteur déterminant de l'essor industriel pour la prochaine décennie. Or, ces industries sont géographiquement liées aux zones de production des matières brutes qu'elles doivent traiter.

### B. - Perspectives d'avenir

Le Plan prévoit une extension des activités en cours et la création de nouvelles industries de valorisation, dans les régions de l'intérieur. Elles sont reprises dans le tableau figurant page suivante.

Ces valeurs ajoutées, engendrées par la valorisation des ressources naturelles, représenteront :

— en 1970 . . . . . 81,6 %
— en 1975 . . . . . 86,5 %
— en 1980 . . . . . 83,9 %

de la valeur ajoutée industrielle totale (au coût des facteurs) qui sera créée dans les régions de l'intérieur, si les perspectives du Plan sont réalisées.

Tableau N° 54

| Activité industrielle | Branche | Matière première | Zones de production | Valeur ajoutée au coût des facteurs en millions de F.CFA prix 1968 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 1970 | 1975 | 1980 |
| Rizerie | 5 | Paddy | Centre-Ouest/ Centre/ Nord/ Ouest | 113 | 1584 | 3977 |
| Maïserie voies sèche et humide | 5 | Maïs | Centre | - | 111 | 297 |
| Conserverie d'ananas | 6 | Ananas | Sud | 826 | 1129 | 1505 |
| Beurre et tourteau de cacao | 6 | Cacao | Sud | - | 170 | 240 |
| Jus et pulpes | 6 | Fruits divers | Nord | - | 302 | 906 |
| Noix de cajou et baume | 6 | Anacardier | Nord | - | 40 | 96 |
| Conserverie de tomates | 6 | Tomates | Nord | - | - | 242 |
| Eau de table | 7 | Eau de source | Sud | - | 25 | 51 |
| Manufacture de Tabac | 8 | Tabac | Centre | 426 | 604 | 849 |
| Racines et Tubercules | 8 | Manioc Igname | Centre | - | 164 | 487 |
| Aliments du bétail | 8 | Maïs | Sud/ Centre/ Nord | 89 | 223 | 770 |
| Sucrerie | 8 | Canne à sucre | Nord | - | 898 | 1156 |
| Barrages hydro-électriques | 9 | Eau | Sud/ Centre | 2266 | 5570 | 6630 |
| Extraction minière | 10 | Diamant | Centre/ Nord | 496 | 507 | 507 |
| Extraction minière | 10 | Faluns, Divers | Sud | - | 68 | 416 |
| Extraction minière | 10 | Or | Centre-Ouest | - | - | 220 |
| Extraction minière et Pelletisation | 10 | Fer | Ouest/ Sud-Ouest | - | 1626 | 8405 |
| Caoutchouc | 14 | Latex | Sud | 115 | 191 | 256 |
| Huiles essentielles | 14 | Agrumes, fleurs | Sud-Ouest | 65 | 276 | 607 |
| Industries du bois | 15 | Grumes | Sud/ Est/ Centre-Est Centre/ Ouest/ Sud-Ouest | 2701 | 5247 | 8292 |
| Egrenage et Filature tissage | 18 | Coton | Centre/ Nord | 2368 | 5940 | 9355 |
| Sacherie et corderie | 18 | Sisal | Centre | 184 | 206 | 315 |
| Filature-tissage | 18 | Kénaf | Nord | - | 545 | 1635 |
| Filature | 18 | Fibre de Coco | Sud | - | 48 | 112 |
| Huilerie de palme | 20 | Régimes de palmes | Sud/ Sud-Ouest | 1154 | 4163 | 6389 |
| Huilerie de graines | 20 | Palmiste coprah | Sud | - | 387 | 1072 |
| Huilerie de graines | 20 | Arachide | Centre | - | 143 | 213 |
| Pâte à papier et papier carton | 22 | Bois | Sud-Ouest | - | 1601 | 6935 |
| Céramique | 22 | Argile Silice | Sud | - | 147 | 236 |
| TOTAL | | | | 10803 | 31915 | 62171 |

La distribution géographique des activités industrielles se présentera alors comme suit :

Tableau N° 55

en pourcentages de la valeur ajoutée industrielle au coût des facteurs

| | Abidjan | Sud | Est | Centre Ouest | Centre | Nord | Ouest | Sud Ouest | Total Intérieur | Total National |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1970 | 58,0 | 18,0 | 1,1 | 3,7 | 13,9 | 2,6 | 2,0 | 0,7 | 42,0 | 100,0 |
| 1975 | 48,8 | 13,7 | 0,7 | 3,1 | 16,9 | 4,5 | 4,3 | 8,0 | 51,2 | 100,0 |
| 1980 | 46,5 | 10,8 | 0,6 | 3,2 | 14,1 | 4,8 | 8,3 | 11,7 | 53,5 | 100,0 |

- Les taux de croissance respectifs de chaque région, au cours des deux prochains quinquennats seront :

Tableau N° 56

Taux de croissance annuel moyen

| | Abidjan | Sud | Est | Centre Ouest | Centre | Nord | Ouest | Sud Ouest | Total Intérieur | Total National |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 70-75 | 13,9 % | 11,8 % | 8,5 % | 14,2 % | 22,7 % | 30,8 % | 37,7 % | 93,9 % | 22,7 % | 17,9 % |
| 75-80 | 12,9 % | 8,6 % | 9,8 % | 14,5 % | 9,9 % | 15,8 % | 30,0 % | 23,1 % | 15,0 % | 14,0 % |

• On note que l'activité industrielle d'Abidjan progressera nettement moins vite que celle des régions de l'intérieur :
— 13,9 % contre 22,7 % entre 1970 et 1975 ;
— 12,9 % contre 15,0 % entre 1975 et 1980.

• De plus, certaines régions connaîtront un rythme de développement extrêmement rapide.

1) *Le Sud-Ouest*

Taux de croissance annuels :
+ 93,9 % entre 1970 et 1975
+ 23,1 % entre 1975 et 1980

avec — les projets « pâte à papier » et papier-carton;
— la pelletisation du minerai de fer de Bangolo ;
— l'industrie du bois ;
— la production d'huiles essentielles ;
— la production d'huile de palme ;
— les centrales thermiques pour l'alimentation énergétique des projets « fer » et « pâte à papier ».

2) *L'Ouest*

Taux de croissance annuels :
+ 37,7 % entre 1970 et 1975
+ 30,0 % entre 1975 et 1980

avec — l'exploitation du minerai de fer de Bangolo;
— l'industrie du bois ;
— les centrales thermiques pour l'alimentation énergétique du projet « minerai de fer ».

3) *Le Nord*

Taux de croissance annuels :
+ 30,8 % entre 1970 et 1975
+ 15,8 % entre 1975 et 1980

avec — la sucrerie ;
— l'égrenage du coton ;
— le projet kénaf ;
— la production de jus et pulpes de fruits divers ;
— la production de noix de cajou et baume d'anacardier.

Les investissements programmés pour la période 1971-1975, dans le secteur secondaire, s'élèvent globalement à 117,4 milliards de F CFA. Leur répartition régionale serait la suivante en pourcentages :

Tableau N° 57

| Abidjan | Sud | Est | Centre Ouest | Centre | Nord | Ouest | Sud Ouest | Régions sauf Abidjan | Total Pays |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 23,6 | 8,2 | 1,1 | 1,9 | 21,0 | 6,0 | 20,0 | 18,2 | 76,4 | 100,0 |

Si l'on excepte les investissements relatifs à la production d'énergie électrique, qui s'apparentent à des créations d'infrastructure, la distribution régionale devient, en pourcentages :

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 27,6 | 8,0 | 0,5 | 1,5 | 6,7 | 7,1 | 25,1 | 23,5 | 72,4 | 100,0 |

Les emplois créés au cours de la même période s'élèveront à 28 300, distribués comme suit, en pourcentages :

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 45,8 | 8,7 | 1,3 | 2,7 | 15,3 | 5,6 | 8,3 | 12,3 | 54,2 | 100,0 |

Les implantations industrielles prévues dans l'Ouest et le Sud-Ouest, fer et pâte à papier, sont à forte intensité de capital, ce qui explique les disparités entre les répartitions régionales d'investissements et d'emplois créés.

## DISTRIBUTIONS REGIONALE DES INVESTISSEMENTS

### Branches 5 à 22 - Périodes 1971-1975

Tableau N° 58 (artisanat inclus) en millions de F. CFA

| GROUPES D'ACTIVITES | Abidjan | Sud | Est | Centre Ouest | Centre | Nord | Ouest | Sud Ouest | Total Régions sauf Abidjan | Total Pays |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industries alimentaires. . . | 2.290 | 940 | 30 | 80 | 450 | 4.240 | 130 | 100 | 5.970 | 8.260 |
| Energie-eau . . . . . | 5.130 | 3.030 | 920 | 1.020 | 19.160 | 1.230 | 3.000 | 2.140 | 30.500 | 35.630 |
| Activités extractives-matériaux de construction . | 280 | 1.060 | - | 10 | 20 | - | 19.510 | 3.940 | 24.540 | 24.820 |
| Industries mécaniques . . . | 2.960 | 40 | 10 | 20 | 930 | 20 | 30 | 120 | 1.170 | 4.130 |
| Industries textiles. . . . . | 10.250 | 100 | - | - | 3.560 | 1.410 | - | - | 5.070 | 15.320 |
| Industrie du bois et pâte à papier . . . . . | 360 | 400 | 390 | 1.160 | 130 | 100 | 830 | 14.010 | 17.020 | 17.380 |
| Autres industries . . . . . | 6.420 | 4.020 | - | - | 370 | - | - | 1.040 | 5.430 | 11.850 |
| TOTAL en valeur . . . . . | 27.690 | 9.590 | 1.350 | 2.290 | 24.620 | 7.000 | 23.500 | 21.350 | 89.700 | 117.390 |
| TOTAL en pourcentages. . | 23,6 | 8,2 | 1,1 | 1,9 | 21,0 | 6,0 | 20,0 | 18,2 | 76,4 | 100,0 |

## DISTRIBUTIONS REGIONALES DES EMPLOIS CREES

### Branches 5 à 22 - Période 1971-1975

Tableau N° 59 Nombre d'emplois

| GROUPES D'ACTIVITES | Abidjan | Sud | Est | Centre Ouest | Centre | Nord | Ouest | Sud Ouest | Total Régions sauf Abidjan | Total Pays |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industries alimentaires . . | 950 | 670 | 40 | 120 | 630 | 750 | 60 | 110 | 2.380 | 3.330 |
| Energie-eau . . . . . | 180 | 10 | - | 10 | 200 | 20 | 40 | 50 | 330 | 510 |
| Activités extractives - matériaux de construction | 60 | 230 | - | - | 30 | - | 1.270 | 370 | 1.900 | 1.960 |
| Industries mécaniques. . . | 3.940 | 210 | 40 | 130 | 860 | 100 | 150 | 520 | 2.010 | 5.950 |
| Industries textiles . . . . . | 4.570 | 70 | 10 | 10 | 2.250 | 600 | 10 | - | 2.950 | 7.520 |
| Industrie du bois et pâte à papier . . . . . | 550 | 130 | 290 | 510 | 250 | 110 | 830 | 2.080 | 4.200 | 4.750 |
| Autres industries . . . . . | 2.700 | 1.140 | - | - | 100 | - | - | 340 | 1.580 | 4.280 |
| TOTAL nombre d'emplois | 12.950 | 2.460 | 380 | 780 | 4.320 | 1.580 | 2.360 | 3.470 | 15.350 | 28.300 |
| TOTAL en pourcentages . | 45,8 | 8,7 | 1,3 | 2,7 | 15,3 | 5,6 | 8,3 | 12,3 | 54,2 | 100,0 |

DISTRIBUTION REGIONALE
Par grand
BRANCHES

Tableau N° 60

| GROUPES D'ACTIVITES | | ABIDJAN | | | SUD | | | EST | | | CENTRE-OUEST | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1970 | 1975 | 1980 | 1970 | 1975 | 1980 | 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 |
| Distribution en valeur en millions de F. CFA (prix 1968) | | | | | | | | | | | | | |
| Industries alimentaires | a | 3.913 | 6.529 | 10.444 | 2.248 | 5.473 | 8.738 | 50 | 80 | 130 | 100 | 425 | 1.30 |
| Energie et eau . . . . . | b | 3.480 | 4.776 | 8.674 | 2.326 | 2.189 | 2.081 | 50 | 33 | 53 | 63 | 25 | 4 |
| Activités extractives et matériaux de construction . . . . | c | 874 | 1.136 | 1.726 | 15 | 420 | 1.142 | - | - | - | - | - | 20 |
| Industries mécaniques . . . . . | d | 3.816 | 7.559 | 14.558 | 194 | 314 | 619 | 43 | 64 | 104 | 83 | 157 | 25 |
| Industries textiles | e | 2.245 | 6.073 | 11.410 | - | 48 | 112 | - | - | - | - | - | - |
| Industries du bois et pâte à papier . . . . . | f | 500 | 551 | 870 | 771 | 1.102 | 1.741 | 221 | 371 | 586 | 912 | 1.641 | 2.59 |
| Autres industries . . . . . | g | 3.496 | 8.515 | 16.631 | 115 | 338 | 492 | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL . . . . . | T | 18.324 | 35.139 | 64.313 | 5.669 | 9.884 | 14.925 | 364 | 548 | 873 | 1.158 | 2.248 | 4.41 |
| Distribution en pourcentages | | | | | | | | | | | | | |
| Industries alimentaires . . . . . | a | 54,4 | 57,4 | 34,7 | 31,2 | 31,2 | 29,0 | 0,7 | 0,5 | 0,4 | 1,4 | 2,4 | 4,3 |
| Energie et eau . . . . . | b | 53,8 | 39,8 | 42,4 | 36,0 | 18,2 | 10,1 | 0,8 | 0,3 | 0,2 | 1,0 | 0,2 | 0,2 |
| Activités extractives et matériaux de construction . . . . . | c | 61,2 | 28,1 | 13,8 | 1,1 | 10,4 | 9,1 | - | - | - | - | - | 1,8 |
| Industries mécaniques . . . . . | d | 84,0 | 76,3 | 77,5 | 4,3 | 3,1 | 3,3 | 0,9 | 0,6 | 0,5 | 1,8 | 1,6 | 1,4 |
| Industries textiles . . . . . | e | 44,5 | 51,2 | 51,2 | - | 0,4 | 0,5 | - | - | - | - | - | - |
| Industries du bois et pâte à papier . . . . . | f | 15,6 | 7,5 | 5,4 | 24,1 | 14,8 | 10,8 | 6,9 | 5,0 | 3,6 | 28,5 | 22,0 | 16,0 |
| Autres industries . . . . . | g | 94,9 | 91,9 | 92,4 | 3,1 | 3,7 | 2,7 | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL . . . . . | T | 58,0 | 48,8 | 46,5 | 18,0 | 13,7 | 10,8 | 1,1 | 0,7 | 0,6 | 3,7 | 3,1 | 3,2 |

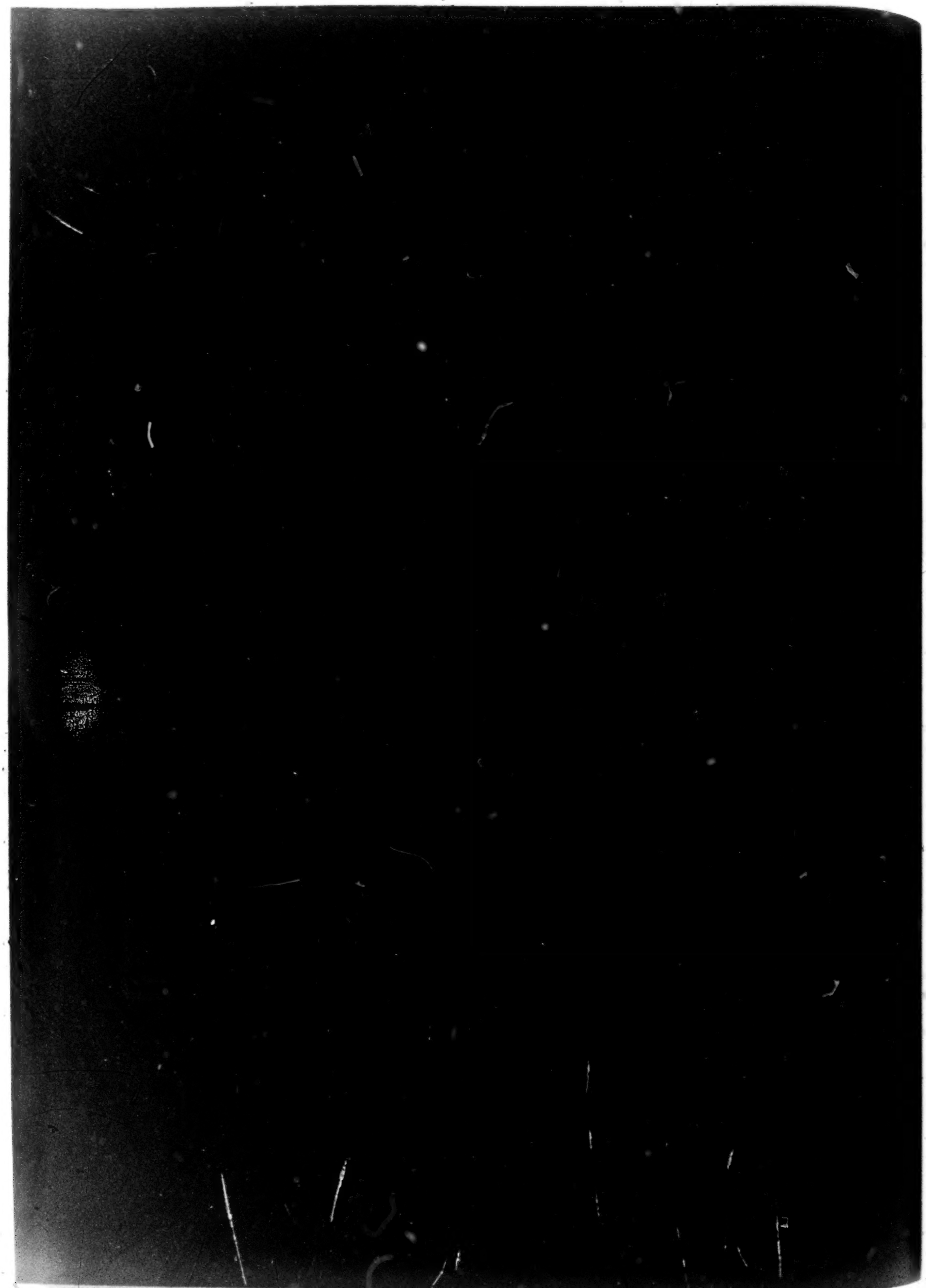
DES VALEURS AJOUTEES AU COUT DES FACTEURS

groupe d'Activités

5 à 22

| CENTRE | | | NORD | | | OUEST | | | SUD-OUEST | | | TOTAL REGIONS (sauf Abidjan) | | | TOTAL PAYS | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 | 70 | 75 | 80 |
| 736 | 2.036 | 3.554 | 91 | 1.802 | 3.799 | 60 | 167 | 612 | | 1.002 | 1.544 | 3.285 | 10.985 | 19.684 | 7.198 | 17.514 | 30.128 |
| 436 | 3.600 | 4.869 | 55 | 68 | 61 | 35 | 657 | 2.032 | 24 | 652 | 2.705 | 2.989 | 7.224 | 11.841 | 6.469 | 12.000 | 20.515 |
| 464 | 480 | 500 | 75 | 76 | 76 | - | 1.382 | 7.060 | - | 543 | 1.770 | 554 | 2.901 | 10.768 | 1.428 | 4.037 | 12.494 |
| 225 | 1.110 | 1.695 | 97 | 153 | 243 | 70 | 157 | 619 | 11 | 399 | 700 | 723 | 2.354 | 4.237 | 4.539 | 9.913 | 18.795 |
| [illegible] | 4.641 | 8.324 | 500 | 1.088 | 2.465 | - | - | - | - | - | - | 2.804 | 5.777 | 10.901 | 5.049 | 11.850 | 22.311 |
| 20 | 244 | 385 | 21 | 29 | 46 | 457 | 719 | 1.136 | 109 | 2.781 | 8.790 | 2.701 | 6.887 | 15.277 | 3.201 | 7.438 | 16.147 |
| 6 | 60 | 200 | - | - | - | - | - | - | 65 | 356 | 687 | 186 | 754 | 1.379 | 3.682 | 9.269 | 18.010 |
| 381 | 13.171 | 19.527 | 839 | 3.216 | 6.690 | 622 | 2.082 | 11.459 | 209 | 5.733 | 16.196 | 13.242 | 36.882 | 74.087 | 31.566 | 72.021 | 138.400 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 11,6 | 11,8 | 1,3 | 10,3 | 12,6 | 0,8 | 0,9 | 2,0 | - | 5,7 | 5,2 | 45,6 | 62,6 | 65,3 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 30,0 | 23,7 | 0,8 | 0,6 | 0,3 | 0,5 | 5,5 | 9,9 | 0,4 | 5,4 | 13,2 | 46,2 | 60,2 | 57,6 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 11,9 | 4,0 | 5,2 | 1,9 | 0,6 | - | 34,2 | 56,5 | - | 13,5 | 14,2 | 38,8 | 71,9 | 86,2 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 11,2 | 9,0 | 2,2 | 1,5 | 1,3 | 1,6 | 1,6 | 3,3 | 0,3 | 4,1 | 3,7 | 16,0 | 23,7 | 22,5 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 39,2 | 37,3 | 9,9 | 9,2 | 11,0 | - | - | - | - | - | - | 55,5 | 48,8 | 48,8 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 3,2 | 2,4 | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 14,3 | 9,7 | 7,0 | 3,4 | 37,4 | 54,5 | 84,4 | 92,5 | 94,6 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 0,6 | 1,1 | - | - | - | - | - | - | 1,8 | 3,8 | 3,8 | 5,1 | 8,1 | 7,6 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| [illegible] | 16,9 | 14,1 | 2,6 | 4,5 | 4,8 | 2,0 | 4,3 | 8,3 | 0,7 | 8,0 | 11,7 | 42,0 | 51,2 | 53,5 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |



CHAPITRE 5

# LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS

# INTRODUCTION

Facteur primordial du développement des échanges de personnes, de marchandises et d'information, le système de transports et de télécommunications constitue à la fois une condition et une conséquence du développement économique et social. L'amélioration de ce système est un élément indispensable d'une politique de développement régional, d'intégration nationale et d'expansion des échanges de toute nature avec les pays voisins. Mais cet instrument est souvent coûteux en raison de l'importance des distances et du niveau parfois réduit des échanges. Aussi importe-t-il que les moyens disponibles soient utilisés de manière à satisfaire les besoins au moindre coût.

C'est dans cet esprit que le gouvernement fait effectuer, aussi bien dans le domaine des télécommunications que dans celui des transports, des études approfondies mettant l'accent sur la qualité des services rendus et permettant d'apprécier la rentabilité des investissements projetés.

Ces études sont effectuées en deux phases, mais on ne dispose actuellement que des conclusions de la première phase de chaque étude. Les travaux de seconde phase ne devraient pas remettre en cause la plus grande partie de ces résultats, mais ils apporteront des précisions susceptibles de conduire à diverses modifications.

Avant d'aborder les programmes de développement des communications, il n'est pas inutile de comparer ce qu'a été l'effort public dans ce secteur avec ce qu'il doit être pendant la prochaine décennie.

Au cours de la période 1960-1966, les infrastructures de communications ont représenté le tiers des investissements publics, la part des routes, des ponts et des bacs étant à elle seule de 18 %. Pour les deux prochains quinquennats, il est prévu que la part des infrastructures de communications ne sera plus que le quart des investissements publics, celle des routes, des ponts et des bacs étant elle-même de l'ordre de 13 %.

Il apparaît en effet normal, après les efforts importants consentis au cours des années qui ont suivi l'indépendance, de limiter quelque peu les crédits attribués à ce secteur. Bien utilisés, ils seront à peu près suffisants pour répondre aux besoins du développement économique.

Le chapitre 5 regroupe tout ce qui a trait aux transports et aux télécommunications. Il apparaît en effet préférable d'utiliser une approche fonctionnelle, plutôt que de distinguer, d'une manière plus ou moins arbitraire, l'infrastructure considérée comme non directement productive (routes), les services publics payants (chemin de fer, ports, téléphone) et les activités privées (transports routiers, transitaires) et de les traiter dans des chapitres différents.

# I. LES TRANSPORTS

La structure des transports va être profondément modifiée par la création du port de San Pedro. Comme l'ouverture du port d'Abidjan vingt ans plus tôt avait entraîné le développement du Sud et du Sud-Est, la mise en service du port de San Pedro va permettre la mise en valeur du Sud-Ouest et améliorer les échanges de toute la partie occidentale du pays. Dans une économie largement ouverte sur l'extérieur comme celle de la Côte-d'Ivoire, la proximité d'un port est en effet un facteur déterminant du développement.

Afin de faciliter le développement des différentes régions, il conviendra de faire des efforts particuliers pour assurer une bonne viabilité de toutes les routes et pour augmenter la densité des pistes de desserte. D'autre part, la modernisation des grands axes de communication, en permettant de diminuer les prix des produits consommés et d'augmenter les prix payés aux producteurs, contribuera à améliorer les niveaux de vie et la compétitivité des productions des régions desservies.

Le Gouvernement a confié à la Société d'Etudes Techniques et Economiques (SETEC) une étude des transports en Côte-d'Ivoire. Cette étude est financée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'agence d'exécution est la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). La première phase est une étude globale du système de transport : elle est maintenant terminée et a fourni un nombre important des données qui faisaient défaut et qui ont été utilisées pour l'élaboration de cette partie du Plan. La seconde phase, qui comprend l'examen des problèmes d'entretien des routes ainsi que des études de factibilité et d'avant-projets, a commencé seulement au début de l'année 1970.

Par ailleurs, d'autres études de factibilité ont été entreprises en ce qui concerne les routes reliant Abidjan à Abengourou et celles de la « Boucle du Cacao », l'axe Man-Soubré et la liaison avec le Ghana.

On examinera successivement le développement des divers modes de transports et des infrastructures correspondantes.

## A. - Les transports routiers et urbains

Selon les conventions de la comptabilité nationale ivoirienne, les services de transports routiers figurant dans la branche 24 concernent, d'une part, les transports publics de voyageurs, d'autre part, l'ensemble des transports de marchandises publics ou privés, à l'exclusion des livraisons en ville.

### 1. - *La situation actuelle*

Les données les plus récentes et les plus précises dont on dispose, en matière de trafic interurbain, résultent des comptages et des enquêtes effectués dans le cadre de l'étude des transports, mais les résultats de la campagne d'enquête, portant sur une année complète, ne sont pas encore publiés. Les seules données disponibles sont les chiffres provenant des premiers mois d'enquête, chiffres qui ont été confrontés avec des estimations directes que l'on pouvait faire à partir des différentes productions, des consommations et des distances de transport.

Les évaluations obtenues à partir de ces deux sources doivent être considérées comme des ordres de grandeur qui seront précisés lorsque l'on connaîtra les résultats de la campagne d'enquête réalisée sur une année entière. Il apparaît d'ores et déjà que, globalement, ils sont cohérents avec les estimations de la comptabilité nationale.

Les données concernant les transports urbains de voyageurs proviennent d'évaluations directes.

#### a) Les trafics 1968 et leur évolution passée

L'estimation des trafics et des chiffres d'affaires des divers modes de transport est donnée dans le tableau N° 1.

Unités de trafic : Voyageurs : millions de voyageurs-kilomètres
Marchandises : millions de tonnes-kilomètres

Tableau N° 1

| Nature du trafic | Volume du trafic en 1968 | Chiffre d'affaires (millions de F.) |
|---|---|---|
| Transport de voyageurs | | |
| - Taxis brousse | 1.395 | 6.768 |
| - Taxis urbains | 120 | 2.359 |
| - SOTRA | 535 | 1.322 |
| Transport de marchandises | 1.085 | 11.465 |

Les principales marchandises transportées sont les bois en grumes qui représentent 58 % des tonnes-kilomètres, les produits élaborés (12 %) et les hydrocarbures (6 %). Les distances moyennes de transport des différents produits sont très voisines et de l'ordre de 275 kilomètres, à l'exception des ananas et des bananes d'exportation (120 kilomètres). Les véhicules les plus utilisés dans les transports interurbains sont ceux de 10 tonnes, pour les marchandises diverses, et les ensembles articulés de plus de 17 tonnes, pour les grumes et les transports spéciaux. On constate que, pour chaque type de transport, la charge

utile moyenne a beaucoup augmenté depuis 1960, en même temps que le diesel remplaçait le moteur à essence.

En ce qui concerne les transports interurbains de personnes, 36 % des voyageurs ont pour origine ou destination la zone d'Abidjan et 17 % celle de Bouaké ; l'influence de ces deux villes est donc prépondérante. Les visites familiales et les autres déplacements non professionnels représentent environ 90 % des déplacements interurbains.

En l'absence de séries statistiques sûres il est difficile d'apprécier l'évolution des transports routiers. On peut seulement avancer des taux moyens de croissance au cours des dernières années :

— transports publics (routiers et urbains) de passagers : 8 % par an ;

— transports publics routiers de marchandises : 10 % par an.

b) Le parc de transport

Les transports privés de marchandises ne font l'objet d'aucun recensement : le parc correspondant est donc mal connu.

D'après les données disponibles, les parcs de transports seraient les suivants (en nombre de véhicules) :

Tableau № 2

| Année | Transports urbains de voyageurs | | Transport public de marchandises | Transport privé de marchandises |
|---|---|---|---|---|
| | Taxis | SOTRA | | |
| 1963 | 1 110 | 65 | 1 725 | 3 430 |
| 1968 | 1 890 | 168 | 3 460 | 5 500 |

Pour les taxis-brousse, on constate, d'une année à l'autre, des variations importantes du nombre des autorisations de transport. Il y aurait 5 700 taxis-brousse autorisés en 1969 contre environ 4 100 en 1963.

La comparaison des données relatives au parc, avec celles qui concernent les trafics, montre que pour les marchandises les transports privés sont utilisés de manière nettement moins intense que les transports publics.

On observe, par ailleurs, que le parc de transport public de marchandises s'est accru plus rapidement que le trafic correspondant, aussi ce parc est-il actuellement excédentaire.

De même le nombre de taxis-brousse dépasse lui aussi les besoins, ce qui explique les mesures visant à limiter le nombre de voyages de chaque véhicule ; ainsi le taux d'occupation est important et la rentabilité de l'exploitation peut être assurée.

2. - *L'exploitation des transports routiers*

a) Transport routier de voyageurs

Le Syndicat National des Transporteurs de Voyageurs et de Marchandises de Côte-d'Ivoire (SNTVMCI) regroupe la quasi-totalité des transporteurs de voyageurs. Il a organisé et harmonisé leur activité. La plupart des lignes partent ou arrivent à des gares routières qui sont, à l'heure actuelle, très rudimentaires.

Les 5 700 taxis-brousse autorisés en 1969 représentent une capacité de 63 500 places. Ils appartiennent en majorité à des entreprises individuelles artisanales : un dépouillement pour le département du Sud a montré que 71,5 % des entreprises (soit environ 45 % des véhicules) ne possèdent qu'un seul véhicule, 2,2 % en possèdent plus de cinq (9,3 % des véhicules).

Les tarifs pratiqués sont bas : entre 3 et 5 francs le voyageur-kilomètre pour les taxis 404 Peugeot et 2,5 et 5 francs pour les taxis type 1 400 kg. Cela s'explique par des taux d'occupation élevés : 95 % pour les 404 et 65 % pour les 1 400 kg qui chargent en outre des quantités importantes de bagages.

Grâce à l'obligation de visites techniques trimestrielles, l'entretien semble satisfaisant.

b) Transport routier de marchandises

Selon les enquêtes effectuées en 1968-1969, la part du transport pour compte propre est importante pour les bois en grumes (41 % du total), les produits élaborés (50 %) et les ciments et matériaux (34 %). Pour tous les autres transports, elle est inférieure à 30 % ; elle n'est même que de 15 % pour le café et le cacao. Les entreprises européennes conservent actuellement une part importante dans les transports spécialisés (grumes, hydrocarbures et bananes).

Même en excluant les transports exigeant un matériel spécialisé (grumes et carburants), les courants de trafic sont extrêmement déséquilibrés : il arrive à Abidjan environ 600 000 tonnes, dont 400 000 de café et cacao, il n'en part que 300 000 tonnes. Ce déséquilibre est aggravé par le fait que l'acheminement du café et du cacao s'opère sur sept mois, avec une pointe marquée pendant trois mois. Le déséquilibre global ne peut être résorbé, mais un effort doit être fait pour l'étalement des trafics café et cacao.

Aussi les parcours à vide sont-ils très importants : 43 % en moyenne pour le parc public (49 % pour les ensembles articulés) et en général plus de 50 % pour le parc privé. Malgré le déséquilibre global des trafics, il apparaît qu'une meilleure organisation doit permettre de diminuer la part excessive de parcours à vide. Les coefficients de remplissage des véhicules chargés sont normaux : 90 %.

La grande majorité des entreprises de transport public sont des entreprises individuelles artisanales : 95 % d'entre elles ont moins de cinq véhicules.

Toutes les entreprises de plus de quinze véhicules sont européennes ; inversement 90 % de celles qui ont moins de cinq véhicules sont africaines.

Les petites entreprises, tant européennes qu'africaines, connaissent des difficultés dues à leur inexpérience et à l'anarchie des tarifs. Cette situation entraine de nombreuses disparitions d'entreprises.

Les parcours annuels constatés pour le parc de transport public vont de 45 000 kilomètres par an, pour les véhicules de 5 à 6 tonnes de charge utile, à 70 000 kilomètres pour les grumiers. Par comparaison avec ceux qui sont observés dans d'autres pays d'Afrique, ces kilométrages sont satisfaisants. Ils peuvent cependant être augmentés.

L'entretien des véhicules est très régulier pour les entreprises importantes, très médiocre en général pour les autres. Les prix pratiqués par les transports publics variaient, en 1969, de 6,5 à 9,5 francs la tonne-kilomètre pour les grumes, de 4,5 à 6 francs pour les marchandises importées et 10 à 15 francs pour les autres produits. Les prix de transport des produits importés et, à un degré moindre, des grumes étaient insuffisants pour assurer la rentabilité des camions.

Un décret vient de fixer des tarifs minima et maxima pour diverses catégories de marchandises. Il implique des hausses importantes par rapport aux tarifs pratiqués. C'est ainsi qu'à l'exception du ciment, les tarifs minima des marchandises ne sont jamais inférieurs à 11 francs. Toutefois, cette nouvelle tarification ne s'applique pas aux distances inférieures à 100 km, aux véhicules de charge utile ne dépassant pas 3,5 tonnes, ainsi qu'à un certain nombre de produits, en particulier de produits agricoles, notamment au café et au cacao.

### 3. - *Eléments d'une politique de transports routiers*

L'étude des transports que le gouvernement a fait effectuer a déjà permis de préciser un certain nombre de données. Il importe que cet effort soit prolongé et, dans ce but, que les moyens nécessaires soient donnés au Ministère des Travaux Publics pour qu'il puisse disposer d'un service d'études, chargé notamment d'élaborer et de tenir à jour les statistiques concernant les transports routiers, d'analyser les prix de revient et les déséquilibres entre l'offre et la demande de transport. Il convient en particulier de disposer de comptages réguliers permettant de connaitre avec une certaine précision l'évolution des trafics routiers. La qualité des comptages manuels périodiques peut être améliorée par la sélection d'un nombre réduit de postes, l'étalement des périodes de comptage et la formation d'équipes peu nombreuses mais bien entraînées. Ces comptages peuvent être complétés par des comptages automatiques.

Un décret récent a créé un bureau de fret qui peut améliorer l'organisation des transports de marchandises ; son organisation et sa mise en place seront étudiées avec soin de manière à atteindre l'objectif souhaité.

La politique actuelle de blocage des autorisations de transport public de marchandises doit être maintenue, l'attribution ultérieure d'autorisations devant se faire, dans la limite d'un contingent fixé, chaque année, par l'Administration, en fonction de l'évolution des besoins.

Afin de diminuer les coûts de transport, il convient d'encourager l'utilisation de cars de grande capacité, sur les lignes les plus chargées. Pour des raisons sociales, cette évolution ne pourra se faire que progressivement.

Il est très important enfin, d'assurer la formation professionnelle des transporteurs en matière d'entretien des véhicules, de prix de revient, de politique commerciale. Cette formation pourrait être assurée par la Direction des Transports Routiers ou par les organisations professionnelles.

En ce qui concerne les transports urbains de voyageurs, les études concernant le plan d'aménagement d'Abidjan ont montré le volume considérable d'investissements qu'il faudrait effectuer, si l'évolution d'Abidjan se prolongeait de la même manière que dans le passé récent. En dehors de la mise en œuvre d'une politique de localisation judicieuse de l'habitat, des emplois, des écoles, etc., et d'étalement des horaires de travail, permettant de limiter et de régulariser les trajets, il convient de promouvoir le développement des transports en commun, de manière à limiter la circulation et par suite les infrastructures nécessaires pour l'absorber. Sans négliger les possibilités offertes par les transports lagunaires, la SOTRA devra assurer une part croissante des déplacements urbains, tandis que le chemin de fer devrait, à plus ou moins longue échéance, jouer un rôle important pour écouler les trafics suburbains Nord-Sud.

### 4. - *Perspectives de développement*

#### a) Les perspectives de trafic

Les perspectives de trafic de voyageurs ont été évaluées en fonction de l'évolution passée, de la croissance démographique selon les régions et des prévisions de dépenses des ménages. Le trafic global des taxis-brousse augmentera en moyenne de 8,5 % par

an, tandis que les taxis urbains suivront la progression de la population urbaine. Quant au trafic de la SOTRA, pour tenir compte de l'extension d'Abidjan et d'une politique de développement des transports en commun, on a retenu un taux moyen de 9 % par an.

Les prévisions de trafic de marchandises ont été établies par catégorie de produits, en fonction des perspectives de production, d'exportation et de consommation par zone. L'ouverture du port de San Pedro et la diminution de distance qui en résultera, notamment pour le transport des grumes, expliquent que le trafic de marchandises augmentera peu entre 1970 et 1975. Par suite de l'accroissement relativement faible de la production forestière, le trafic global augmentera modérément après 1975.

Le tableau n° 3 résume ces diverses perspectives :

Unités de trafic : Voyageurs : millions de voyageurs-kilomètres
Marchandises : millions de tonnes-kilomètres

Tableau N° 3

| Nature du trafic | Trafics | | |
|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 |
| Transports de voyageurs | | | |
| - Taxis brousse | 1.600 | 2.400 | 3.600 |
| - Taxis urbains | 140 | 200 | 280 |
| - SOTRA | 610 | 950 | 1.450 |
| TOTAL | 2.350 | 3.550 | 5.330 |
| Transports de marchandises | 1.240 | 1.350 | 1.800 |

b) Evolution du parc de véhicules

Sur la base de ces prévisions de trafic, en tenant compte de l'excédent actuel de véhicules de transport public et en considérant que le nombre moyen de places des taxis-brousse augmentera d'environ 1 % par an, l'évolution du parc serait la suivante (en nombre de véhicules) :

Tableau N° 4

| Année | Transport de voyageurs | | | Transport de marchandises | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxis urbains | Taxis brousse | SOTRA | Public | Privé | |
| 1970 | 2.200 | 6.000 | 200 | 3.900 | 6.150 | 18.450 |
| 1975 | 3.100 | 8.000 | 320 | 4.700 | 7.300 | 23.420 |
| 1980 | 4.000 | 11.000 | 500 | 5.700 | 8.900 | 30.100 |

c) Prévisions d'investissements

Les perspectives d'investissements bruts pour les transports publics routiers correspondant à la croissance du parc peuvent être estimées ainsi :

Tableau N° 5 (en milliards de F. CFA)

| Nature des investissements | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| - Investissements privés | | | |
| véhicules | 4,7 | 5,8 | 7,0 |
| ateliers, bureaux | 0,1 | 0,2 | 0,3 |
| - Investissements publics (gares routières etc...) | - | 0,1 | 0,2 |

## B. - Le réseau routier

Pour faire face aux besoins de l'expansion économique, pour contribuer au développement régional et à l'intégration nationale, le réseau routier s'est développé de façon très rapide : en vingt ans, sa longueur totale a plus que triplé.

Pour la prochaine décennie, les efforts porteront sur un programme limité de nouvelles routes et de pistes de désenclavement, notamment dans le Sud-Ouest et autour du lac de Kossou, mais surtout sur l'amélioration du réseau existant : réfections et constructions d'ouvrages, entretien et rechargements permettant d'assurer une viabilité permanente, rectifications de tracé et revêtements sur les axes importants.

### 1. - *Le réseau existant*

Les actions entreprises dans le passé ont permis à la Côte-d'Ivoire d'étendre considérablement son réseau, ainsi que le montre le tableau n° 6 ; elle dispose maintenant d'une infrastructure de densité, en général suffisante, de sorte que le rythme d'extension du réseau s'est sensiblement ralenti depuis 1965.

LONGUEUR DU RESEAU ROUTIER,
NON COMPRIS LES PISTES FORESTIERES

Tableau N° 6 Kilomètres

| Type de route | 1948 | 1961 | 1965 | 1968 |
|---|---|---|---|---|
| Pistes | 7.200 | 14.600 | 18.500 | 20.000 |
| Routes en terre | 3.600 | 10.000 | 13.100 | 13.000 |
| Routes revêtues | 50 | 684 | 900 | 1.300 |
| TOTAL | 10.850 | 25.284 | 32.500 | 34.300 |

Avec les programmes en cours, Bouaflé-Daloa et Abengourou-Agnibilékrou, la longueur des routes revêtues atteindra approximativement 1 450 km en 1971, dont environ 300 km pour les voies urbaines.

Le réseau routier est classé en trois catégories administratives :

— les routes de classe A (6 300 km), à grande circulation, qui relient généralement les principaux centres urbains entre eux et aux pays limitrophes ;

— les routes de classe B (7 400 km) d'intérêt régional ;

— les routes, ou pistes, de classe C (20 600 km) d'intérêt local, le plus souvent saisonnières.

Un inventaire routier, exhaustif pour les routes A et B et portant sur le tiers environ des routes C, a permis de faire le point de l'état actuel du réseau :

— Les routes revêtues qui datent de moins de cinq ans sont bonnes, mais les autres ont, en général, un tracé de la chaussée médiocre.

— Les routes en terre de catégorie A ont, dans l'ensemble, des caractéristiques convenables. En saison sèche, la moitié d'entre elles a un bon état de surface, 10 % étant en très mauvais état. Par contre, en saison des pluies, 10 % seulement des routes ont un bon état de surface, plus de la moitié étant en très mauvais état.

— Les routes en terre de catégorie B ont, souvent, un état de surface médiocre, même en saison sèche. En saison des pluies, elles sont fréquemment coupées par suite des dégradations ou des caractéristiques insuffisantes des ouvrages de franchissement.

— Les pistes de catégorie C, enfin, permettent, dans moins de 50 % des cas, le passage dans des conditions normales de circulation.

— D'autre part un certain nombre d'ouvrages de franchissement sont à réparer ou à construire.

Un effort important d'entretien et d'amélioration apparaît donc nécessaire.

*2. - Politique routière*

En dehors de divers besoins propres à certaines zones et à certaines régions, l'étendue du réseau routier permet, dans l'ensemble, d'irriguer convenablement le pays. L'accent doit être mis sur le qualitatif, plus que sur le quantitatif ; c'est-à-dire sur l'amélioration des liaisons existantes, plus que sur la construction de nouveaux kilomètres de routes, qui entraîneraient des charges supplémentaires d'entretien.

a) Entretien et amélioration des routes secondaires

L'état actuel du réseau routier exige que des efforts importants soient faits en matière d'entretien des routes et des pistes, pour leur permettre d'avoir un état de surface convenable en saison des pluies.

Il conviendra notamment d'assurer une bonne évacuation des eaux résiduelles et d'améliorer les parties basses. Il faudra aussi appliquer systématiquement des couches d'amélioration, ce qui implique la définition de programmes pluriannuels de rechargement et le doublement approximatif du nombre des groupes de rechargement.

Pour assurer une bonne viabilité des routes, il sera nécessaire, en outre, de construire, de renforcer ou de reconstruire un certain nombre de ponts.

Ainsi, la plus grande partie du réseau pourra offrir de bonnes conditions de viabilité tout au long de l'année.

b) Constructions de routes et de pistes

Les extensions prévues au cours de la décennie 1971-1980 concernent essentiellement la construction des pistes nécessaires pour désenclaver un certain nombre de zones, la création de nouveaux réseaux dans le Sud-Ouest et autour du lac de Kossou, ainsi que l'instauration de nouvelles liaisons avec les pays voisins. On doit rappeler par ailleurs que les pistes de collecte agricole sont prises en compte dans le développement rural (chapitre 3).

c) Liaisons inter-régionales

Sur un certain nombre de liaisons où la circulation est déjà importante, on devra procéder à des rectifications de tracés, complétées le plus souvent par des revêtements. Il en résultera une diminution très sensible des coûts de transports, qui facilitera les échanges et favorisera le développement des régions éloignées des ports.

Dans cette optique, la pénétration de routes modernes dans le Nord, l'Ouest et le Centre-Ouest apparaît comme devant bénéficier d'une priorité. Les premiers résultats disponibles des études de rentabilité montrent d'ailleurs que ces aménagements sont parmi les plus intéressants du point de vue économique. On peut indiquer, à titre d'exemple, qu'une route revêtue, ayant de bonnes caractéristiques, entre Bouaké et Korhogo, permettra, selon les conditions de chargement et l'itinéraire retenu, une économie de l'ordre de 1 000 à 2 000 F CFA par tonne transportée. De même, la construction de la route revêtue San Pedro - Duékoué conduira à une réduction de coût, dépassant 2 000 F CFA par tonne, pour les transports entre l'Ouest du pays et l'Océan ; ainsi la mise en place de cette infrastructure pourra, entre autres, faciliter l'application de la politique visant à promouvoir l'exportation des bois de seconde catégorie.

Pour ces grands itinéraires, de manière à préserver l'avenir, il conviendra d'adopter des tracés modernes définitifs, à raccordements progressifs respectant la coordination plan-profil en long, même quand ils ne seront pas revêtus.

Il apparaît d'autre part souhaitable que, dans toute la mesure du possible, les marchés soient passés par appels d'offre internationaux d'un montant minimum de l'ordre de 1 milliard de francs, de manière à obtenir les prix les plus intéressants ; l'importance des programmes prévus le permet.

Il faut indiquer, en outre, que les études relatives au passage éventuel à des charges de 13 tonnes par essieu ne sont pas terminées, mais il semble qu'une telle solution doive être écartée, au moins sur la plus grande partie du réseau.

3. - *Programmes routiers*

a) Entretien

Comme il a été indiqué plus haut, une priorité doit être accordée au bon entretien et à l'amélioration des routes, notamment de celles en terre, de manière à assurer une bonne viabilité même en saison des pluies. Aussi le Gouvernement a-t-il fait effectuer une étude complète du problème, dont les conclusions précises ne sont pas encore connues. Au stade actuel des études, il apparaît que les crédits annuels nécessaires à l'entretien de l'ensemble du réseau routier doivent représenter, en prix 1968, 3 milliards de F CFA en moyenne, pendant la période 1971-1975 et probablement 4 milliards entre 1976 et 1980. Ces sommes proviendront en partie du Fonds Routier (environ 1,8 milliard par an pendant la durée du plan et 2,2 milliards par an entre 1976 et 1980), et en partie des crédits de fonctionnement du budget général, qui devront être augmentés en conséquence. Il conviendra en outre que la Direction du Matériel des Travaux Publics puisse disposer de 400 millions de F CFA pour acquérir le matériel supplémentaire nécessaire, dont le renouvellement sera assuré par les crédits disponibles pour l'entretien des routes.

Sous réserve des conclusions définitives des études en cours, les crédits d'entretien prévus doivent notamment permettre d'effectuer, avant 1975, tous les rechargements nécessaires sur toutes les routes en terre de catégories A et B. Ainsi la pratique systématique d'un entretien améliorant assurera une bonne viabilité au réseau routier.

b) Ponts et bacs

Les dépenses nécessaires pour la construction et le renforcement de ponts, pour la mise en service et la modernisation de bacs, ainsi que pour les grosses réparations des équipements existants peuvent être chiffrées à environ 200 millions de F CFA par an, c'est-à-dire à 1 milliard de F CFA au cours de chacun des deux quinquennats. Ces travaux permettront d'éviter beaucoup d'arrêts prolongés de la circulation, spécialement en saison des pluies.

c) Opérations régionales

L'armature du réseau routier du Sud-Ouest sera constituée par les routes qui relient San Pedro à Duékoué et à Issia, mais il apparaît nécessaire de prévoir aussi des routes secondaires et des pistes qui devront relier les zones de développement agricole au réseau routier principal. Les dépenses prévues à cet effet représentent un milliard de F CFA pendant la durée du Plan ; elles seront affectées, approximativement, pour moitié à l'amélioration des pistes forestières et pour moitié aux pistes de liaison entre les villages. On peut retenir en outre un montant de l'ordre de 2 milliards pour la période 1976-1980, mais les réalisations effectives seront à préciser en fonction du rythme d'immigration.

En ce qui concerne la vallée du Bandama, il est nécessaire de construire ou d'aménager un certain nombre de pistes et de routes, d'une part pour desservir les nouveaux villages où la population sera réinstallée, d'autre part pour rétablir les communications qui seront coupées par la montée des eaux. Ce programme est en cours d'élaboration ; il sera coordonné avec les autres actions prévues dans la région. Il faudrait prévoir au total des crédits de l'ordre de 4 milliards de F CFA dont 3 milliards devront être dépensés entre 1971 et 1975.

On obtiendrait ainsi, pour l'ensemble de ces deux opérations régionales, des montants de travaux représentant environ 4 milliards de F CFA entre 1971 et 1975 et 3 milliards entre 1976 et 1980. Rappelons, par ailleurs, que les pistes de desserte agricoles nécessaires à l'aménagement du Sud-Ouest et de la vallée du Bandama ne sont pas examinées ici, puisqu'elles sont envisagées dans le cadre des projets de développement rural.

d) Routes et pistes de désenclavement et d'intérêt touristique

Faute d'un ensemble de projets concrets, il est difficile de préciser les dépenses qui seront nécessaires à ces deux titres ; les estimations ne peuvent donc être qu'assez approximatives. Sous cette réserve, on a retenu des montants de 800 millions de F CFA pour la durée du Plan et de 1 200 millions pour la période 1976-1980.

e) Liaisons inter-régionales

Ces liaisons doivent souvent faire l'objet d'améliorations importantes, pouvant comporter selon les cas des rectifications de tracés, des revêtements, des élargissements, des renforcements.

Après une phase d'étude d'ensemble n'ayant pas pu tenir compte des effets régionaux des aménagements envisagés, diverses études de factibilité sont actuellement en cours. Ces nouvelles études concernent les liaisons suivantes : Man-Yabayo (Soubré), Issia-Daloa, Yabao-Gagnoa, les routes allant de Bouaké à la frontière du Mali, celles qui relient Abidjan à Gagnoa, à Yamoussoukro et à Abengourou, une partie des routes de la « boucle du cacao », celles de la région d'Ono (transport des ananas), ainsi que les liaisons avec le Ghana.

Certains résultats sont déjà disponibles, mais un choix définitif ne pourra être effectué que lorsque les conclusions des différentes études pourront être rassemblées et comparées. Il sera alors possible d'en dégager des éléments de jugement permettant de prendre les décisions.

Sans attendre les résultats complets de ces études, il apparaît clairement que deux programmes qui présentent des taux de rentabilité économique élevés, doivent bénéficier d'une priorité.

Il s'agit d'abord de la construction des routes revêtues reliant San Pedro à Duékoué et à Issia. Ces nouveaux itinéraires permettront à la partie Ouest du pays de bénéficier de liaisons rapides et économiques avec un grand port.

Le second programme prioritaire est celui qui concerne la construction d'une route revêtue, ayant des caractéristiques modernes, de Bouaké à Korhogo et ultérieurement vers Ferkessédougou et les frontières Nord.

Ces programmes prioritaires représentent, en prix 1968, environ 9 milliards de F CFA.

Un certain nombre d'autres routes apparaissent d'un grand intérêt pour assurer les liaisons inter-régionales ; elles devront très probablement être réalisées pendant la décennie 1971-1980. Une grande partie de ces routes sont orientées, grosso modo, dans la direction Nord-Sud, car c'est l'orientation des échanges les plus importants (importations et exportations). Mais il ne faut pas négliger pour autant les liaisons transversales Est-Ouest qui sont nécessaires pour compléter le réseau routier moderne et notamment pour faciliter les échanges avec les pays côtiers limitrophes.

Ces liaisons sont les suivantes :

*Dans la partie Ouest du pays*

— Les routes reliant San Pedro à diverses villes notamment, Man, Daloa, Séguéla, Gagnoa, Tabou et Sassandra.

*Dans la région Nord*

— Le complément des routes devant relier Bouaké et Korhogo à Ferkessédougou et aux frontières voltaïque et malienne.

*Dans les parties Centre et Est de la zone forestière*

— La route Abidjan-Abengourou pour laquelle, au stade actuel des études, le tracé par Agboville serait préférable.

— La liaison Abidjan-N'Douci dont il reste, en tenant compte des effets régionaux et locaux, à préciser le tracé le meilleur : par Dabou, par Agboville, ou par un itinéraire direct d'Abidjan à Sikensi.

— Le renforcement de certaines parties des routes N'Douci-Gagnoa et N'Douci-Yamoussoukro.

— La route Agnibilékrou-Bondoukou.

— Des routes de la « boucle du cacao ».

— Des routes dans la régions d'Ono, pour éviter des pertes sur la production d'ananas. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une liaison inter-régionale, on les a inscrites à l'intérieur de ce programme, car l'étude de factibilité est effectuée en même temps que pour les autres itinéraires.

*Les liaisons transversales Est-Ouest*

— Les routes Bongouanou - Dimbokro - Toumodi ; Daloa - Duékoué - Logouale (ou Man) - Danane, éventuellement Guiglo - Toulépleu.

— Des liaisons transversales à la hauteur de Bouaké - Katiola et de Korhogo.

— Des liaisons avec le Ghana et le Libéria.

Comme on ne dispose pas encore des éléments permettant de préciser les choix, ces différents projets ont été seulement classés en trois groupes :

— *Un programme prioritaire* concernant le Sud-Ouest et le Nord.

— *Un programme optionnel* dont le montant a été déterminé, mais dont le contenu sera précisé ultérieurement. On verra plus loin que les enveloppes financières permettent de lui affecter 6,2 milliards de F pendant la durée du plan. Quand les études seront terminées, il conviendra donc de sélectionner, dans la limite de cette enveloppe financière, les projets qui seront réalisés au cours du plan ; les autres projets du programme, qui représentent 9,5 milliards de F, devront alors être reportés au quinquennat suivant. Cependant, dans la mesure où certains projets que l'on aurait dû reporter apparaîtront très intéressants et où les disponibilités financières s'avéreraient plus importantes que prévues, ces projets pourraient être programmés pour la période du plan.

— *Un programme* 1976-1980 qui s'ajoutera à la partie du programme optionnel qui n'aura pu être retenue pour la période précédente. Ce programme doit être considéré comme provisoire et indicatif.

## PROGRAMME DE LIAISONS INTER-REGIONALES ET INTERNATIONALES

Tableau N°7

Longueurs en km
Coûts en millions de F CFA

| | Programme prioritaire 1971 - 1975 | | Programme optionnel 1971 - 1975 | | Programme complémentaire 1971 - 1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Longueurs | Coût | Longueurs | Coût | Longueurs | Coût |
| SUD-OUEST, OUEST, CENTRE-OUEST | | | | | | |
| San-Pédro - Issia | 225 | 2.900 | | | | |
| Yabayo (Soubré) - Duékoué - Guiglo | 152 | 3.000 | | | | |
| Grand Béréby - Tabou (route en terre) | | | | | 70 | 700 |
| La Méné - Sassandra | | | | | 70 | 700 |
| Duékoué - Man | | | 90 | 1.200 | | |
| Issia - Daloa | | | 50 | 800 | | |
| Yabayo - Gagnoa | | | | | 73 | 1.300 |
| Daloa - Séguéla | | | | | 127 | 1.700 |
| NORD | | | | | | |
| Bouaké - Katiola | 55 | 700 | | | | |
| Katiola - Korhogo | 200 | 2.400 | | | | |
| Korhogo - Ferkessédougou | | | 55 | 600 | | |
| Ferkessédougou (Haute-Volta, Mali) | | | 160 | 2.000 | | |
| CENTRE ET EST DE LA ZONE FORESTIERE | | | | | | |
| Triangle Abidjan - Agboville - N'Douci | | | 240 | 5.500 | | |
| Agboville - Abengourou | | | | | 78 | 2.200 |
| Agnibilékrou - Bondoukou | | | | | 141 | 1.700 |
| Boucle du cacao (Sauf Dimbokro - Bongouanou) | | | | | 185 | 3.000 |
| Renforcements sur N'Douci - Gagnoa et N'Douci - Yamoussoukro | | | 300 | 2.500 | | |
| Routes d'Ono | | | 40 | 500 | | |
| LIAISONS TRANSVERSALES EST-OUEST | | | | | | |
| Bongouanou - Dimbokro | | | 63 | 1.100 | | |
| Dimbokro - Toumodi | | | 42 | 500 | | |
| Daloa - Duékoué | | | | | 101 | 1.700 |
| Lagoualé (ou Man) - Danané | | | | | 74 | 1.300 |
| Liaisons à hauteur de Bouaké - Katiola et de Korhogo | | | | | 200 | 2.000 |
| Liaisons avec le Ghana et le Libéria | | | 100 | 1.000 | | |
| ENSEMBLE | 632 | 9.000 | 1.140 | 15.700 | 1.120 | 16.300 |

Le tableau n° 7 regroupe les projets faisant partie de ces trois programmes. Il faut noter que, par suite des incertitudes qui subsistent sur le contenu et le coût de chaque projet, les chiffres indiqués sont souvent assez approximatifs. Quand il y a plusieurs itinéraires possibles, les longueurs inscrites sont des maximums et correspondent au tracé le plus long. D'autre part, sur les routes déjà revêtues qui doivent faire seulement l'objet de rectifications et de déviations, la distance indiquée correspond aux seuls tronçons sur lesquels il est prévu de faire des travaux.

4. - *Récapitulation des investissements*

En fonction des crédits prévus pour les routes et des coûts des projets contenus dans les trois programmes, on obtient la ventilation suivante des dépenses d'investissement et de gros entretien, pour les deux périodes quinquennales.

## RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS ROUTIERS

Tableau N°8 — Milliards de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements totaux | 30,0 | 42,0 |
| dont - Gros entretien (FER) | 9,0 | 11,0 |
| dont - Nouveaux aménagement | 21,0 | 31,0 |
| Ventilation des nouveaux aménagements : | | |
| - Opérations régionales | 4,0 | 3,0 |
| - Pistes de désenclavement et d'intérêt touristique | 0,8 | 1,2 |
| - Ponts et bacs | 1,0 | 1,0 |
| - Liaisons inter-régionales | 15,2 | 25,8 |
| Ventilation des investissements pour les liaisons inter-régionales: | | |
| - Programme prioritaire | 9,0 | - |
| - Programme optionnel | 6,2 | 9,5 |
| - Programme complémentaire 1976-1980 et opérations à préciser | - | 16,3 |

## C. - Le transport ferroviaire

1. - *L'infrastructure ferroviaire*

a) Situation actuelle

La ligne exploitée par la Régie Abidjan-Niger comporte 1 179 kilomètres, soit 1 145 kilomètres pour la ligne principale Abidjan-Ouagadougou, dont 627 sur le territoire de la Côte-d'Ivoire, 14 kilomètres pour la liaison Abidjan-Vridi et 15 kilomètres pour l'antenne sur la carrière de l'Aké-Béfiat.

Commencée en 1904, la construction s'est poursuivie jusqu'à Tafiré (kilomètre 488) avec des normes qui ne correspondent plus aux exigences du trafic commercial actuel. On y trouve, en effet, les caractéristiques suivantes :

— rampe maximale : 25 millimètres par mètre ;

— rayon minimal : 180 mètres ;

— rails de 25 kilogrammes en éléments de 6 mètres de longueur.

Au-delà de Tafiré, la voie est plus récente et ses caractéristiques sont bonnes.

Pour obtenir partout des conditions d'exploitation rentables, il est donc nécessaire de moderniser la partie la plus ancienne du tracé. Les rectifications sont terminées entre Abidjan et Agboville et sont en cours pour Agboville-Dimbokro, avec les normes adoptées au-delà de Tafiré, à savoir :

— rampe maximale : 10 millimètres par mètre ;

— rayon minimal : 500 mètres ;

— rails de 30 ou 36 kilogrammes en éléments de 12 mètres de longueur.

Les 1 835 ouvrages d'art ont une ouverture totale de 4 258 mètres. Calculés au départ pour des charges de 8 tonnes par essieu jusqu'à Ferkessédougou, ils ont tous, en Côte-d'Ivoire, été renforcés pour supporter des essieux de 20 tonnes.

Les voies de croisement dans les gares sont insuffisantes, tant en nombre (la distance entre deux points de croisement atteint jusqu'à 52 kilomètres) qu'en longueur utile pour les trains à double traction.

L'entretien de la voie est de bonne qualité et les zones réputées mauvaises sont le fait de l'ancienneté et de la déformation des rails en place. Il conviendrait toutefois de pousser la mécanisation des travaux de ballastage et de curage des fossés.

b) Modernisation de la voie

En ce qui concerne la partie ivoirienne de la voie, la modernisation à effectuer de 1971 à 1980 consiste d'abord à terminer les travaux engagés sur la section Agboville-Dimbokro.

Il faudra aussi rectifier le tracé de Dimbokro à Tafiré, c'est-à-dire sur quelque 300 kilomètres, en y posant une voie nouvelle en rails de 36 kilogrammes soudés. Cette opération est indispensable pour assurer une bonne qualité de service et notamment pour réduire les délais de transport, comme le réclame la clientèle. Entre Tafiré et la frontière, les travaux à effectuer consistent en des soudures de voies en place et des reballastages ou des compléments de ballastage.

Les investissements correspondant à ces travaux représentent 1 300 millions de F CFA pour l'achèvement de la section Agboville-Dimbokro et environ 8 milliards pour la partie de la voie au-delà de Dimbokro.

c) Création de lignes nouvelles

Deux nouvelles lignes ou sections de lignes sont envisagées au cours de la prochaine décennie ; toutes les deux sont liées à d'importants projets miniers :

— prolongation de la ligne actuelle pour l'évacuation du minerai de fer de Tambao en Haute-Volta.

Du point de vue infrastructure ce prolongement intéresse surtout la Haute-Volta, mais le trafic supplémentaire apporterait des recettes nouvelles au chemin de fer et au port d'Abidjan :

— création d'une ligne entre San Pedro ou Sassandra et le gisement de fer de Bangolo, près de Man. La construction de cette ligne est liée à l'option choisie en matière d'évacuation du minerai. Il conviendra de faire une étude technique et économique précise pour comparer l'intérêt du chemin de fer et du pipe-line.

Quelle que soit la solution qui sera choisie, le mode d'évacuation du minerai sera intégré à l'exploitation minière. Les investissements nécessaires sont envisagés dans la partie du chapitre 4 consacrée aux activités minières (branche 10).

d) Renforcement de la traversée d'Abidjan

Le développement rapide de la population d'Abidjan et son installation dans les banlieues de la ville, entrainent des déplacements de plus en plus importants des habitants à l'intérieur du grand Abidjan. Un des moyens de résoudre le problème des transports dans la capitale, sans accroître démesurément la voirie, est de développer les transports en commun, notamment l'utilisation de la voie ferrée pour les trajets suburbains Nord-Sud. Ce mode de transport a aussi l'avantage de mi ux utiliser la voie ferrée du pont Houphouët-Boigny et peut permettre de reporter de quelques années l'agrandissement de ce pont ou la construction d'un nouveau pont entre le Plateau et Treichville. Le montant des travaux de renforcement et d'extension vers Abidjan-Lagune, Anyama, Lokodjo, et de desserte des zones industrielles représenterait environ 1 milliard de F CFA. Des études doivent préciser l'emplacement souhaitable de la voie à l'intérieur d'Abidjan (par le Plateau ou par la voie actuelle le long de la baie du Banco) et évaluer les coûts et les avantages des différentes solutions possibles. Les décisions devront être prises dans le cadre du programme d'aménagement d'ensemble d'Abidjan.

2. - *L'exploitation actuelle* (1)

a) Les trafics

L'évolution du trafic total de 1958 à 1968 a été la suivante :

Tableau N° 9

| Année | Voyageurs | | | | Marchandises | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Milliers de voyageurs | Voyageurs-kilomètres | | Distance moyenne de transport (km) | Milliers de tonnes | Tonnes-kilomètres | | Distance moyenne de transport (km) |
| | | Millions | Indice base 100 en 1958 | | | Millions | Indice base 100 en 1958 | |
| 1958 | 1.318 | 171 | 100 | 130 | 423 | 157 | 100 | 370 |
| 1959 | 1.409 | 195 | 114 | 139 | 494 | 189 | 120 | 382 |
| 1960 | 1.524 | 219 | 128 | 144 | 553 | 214 | 137 | 388 |
| 1961 | 1.836 | 324 | 190 | 176 | 740 | 336 | 215 | 455 |
| 1962 | 1.810 | 334 | 195 | 185 | 655 | 318 | 203 | 485 |
| 1963 | 1.880 | 374 | 219 | 199 | 664 | 326 | 208 | 486 |
| 1964 | 2.202 | 470 | 275 | 213 | 710 | 334 | 213 | 470 |
| 1965 | 2.354 | 507 | 297 | 216 | 697 | 326 | 208 | 468 |
| 1966 | 2.370 | 517 | 303 | 218 | 669 | 313 | 200 | 468 |
| 1967 | 2.236 | 479 | 280 | 214 | 670 | 321 | 205 | 478 |
| 1968 | 2.510 | 541 | 317 | 215 | 689 | 342 | 218 | 496 |

L'expansion du trafic voyageurs a été importante et continue de l'être. De 1963 à 1968, le taux moyen annuel d'accroissement a été de 7,8 %.

Après une très forte augmentation en 1961, due à l'arrêt du chemin de fer Dakar-Bamako, le trafic de marchandises a connu jusqu'en 1967 une longue période de stagnation. Depuis 1967, une nette reprise s'est manifestée ; les résultats préliminaires 1969 sont très favorables. Il est donc difficile de dégager des tendances à long terme. Signalons cependant, à titre indicatif, que de 1960 à 1968 le taux annuel d'accroissement a été de 6 % et de l'ordre de 8 % entre 1968 et 1969.

Le trafic concernant la partie du réseau située en Côte-d'Ivoire représente 70 % du trafic voyageurs et près de 75 % du trafic marchandises.

(1) Ce paragraphe concerne l'activité totale de la RAN, en Côte-d'Ivoire et en Haute-Volta.

Les principaux produits transportés sont les hydrocarbures et les produits alimentaires à la montée, le bétail, le coton et les oléagineux (graines de coton, arachides, karité) à la descente.

b) Le matériel et l'exploitation

Le matériel moteur, entièrement diesélisé, était, en 1968, composé de trente-trois locomotives à transmission électrique, quinze autorails et vingt-et-un locotracteurs. Mis à part les locomotives les plus anciennes et maintenant de puissance insuffisante, les parcours annuels sont de l'ordre de 100 000 kilomètres, ou même davantage, ce qui indique que le parc est bien utilisé.

Le matériel remorqué comprend cent quatre unités pour le matériel voyageurs et 1 046 unités pour le matériel marchandises, dont 55 véhicules de service. Les voitures de voyageurs sont bien utilisées, mais la rotation des wagons reste insuffisante, en raison de stationnements prolongés et inutiles, particulièrement au port d'Abidjan.

Après des difficultés initiales, dues à la diesélisation simultanée de l'ensemble du parc moteur, l'entretien du matériel est assuré maintenant de façon satisfaisante dans les ateliers d'Abidjan et de Bobo-Dioulasso.

En 1967, l'annuité correspondant au renouvellement et à l'amélioration du matériel et des installations s'est élevée à 674 millions de francs dont 518 millions provenaient des ressources propres de la RAN et 156 millions de contribution des États de Côte-d'Ivoire (131 millions) et de Haute-Volta (25 millions). L'annuité théorique, établie sur la base des durées de vie des diverses installations, serait supérieure d'environ 20 %. L'amélioration prévue des résultats doit permettre d'atteindre ce niveau.

3. - *Perspectives d'évolution* (2)

a) Prévisions de trafics

Comme pour les transports routiers, les perspectives de trafic de voyageurs ont été évaluées en fonction de l'évolution passée, de la croissance démographique par région et des projections des dépenses des ménages ; on a retenu un accroissement moyen de 7 % par an.

Les prévisions de trafic de marchandises ont été établies, par catégorie de produits, à partir des perspectives de production, d'exportation et de consommation par zone. Elles représentent un taux de croissance de l'ordre de 5,5 % par an en moyenne.

Les perspectives de trafic sont les suivantes :

Tableau N° 10

| Année | Trafic des voyageurs | | Trafic des marchandises | |
|---|---|---|---|---|
| | Milliers de voyageurs | Millions de voyageurs km | Milliers de tonnes | Millions de tonnes km |
| 1968 (rappel) | 2.510 | 541 | 689 | 342 |
| 1970 | 2 900 | 620 | 770 | 380 |
| 1975 | 4 000 | 860 | 1 000 | 500 |
| 1980 | 5 700 | 1 220 | 1 300 | 650 |

L'amélioration de la voie et celle de la qualité du service, qui sont en partie liées, doivent permettre d'atteindre les trafics projetés.

Il faut rappeler, par ailleurs, que ces perspectives ne tiennent pas compte d'une ligne éventuelle San Pedro - Bangolo, ni de l'acheminement du minerai de manganèse de Tambao.

b) Besoins en matériel

Il n'est pas prévu d'extension en ce qui concerne le parc de locomotives et de locotracteurs, mais seulement un remplacement du matériel existant, par un matériel moins nombreux mais plus puissant. Ainsi les vingt locomotives de 1 000 CV céderont la place à deux locomotives de 2 400 CV (déjà acquises) et à dix locomotives de 1 800 CV (dont huit entre 1971 et 1975). Les huit locomotives de 1 500 CV seront remplacées, entre 1975 et 1980, par huit locomotives de 1 800 CV.

Il est prévu l'acquisition de deux locotracteurs entre 1970 et 1974, mais l'utilisation des locomotives déclassées permettra d'éviter d'autres achats entre 1975 et 1980.

Le parc de matériel sera complété par l'achat de neuf autorails entre 1972 et 1980, quarante voitures de voyageurs, quatre-vingt remorques d'autorails et quarante wagons de marchandises par an. Les investissements correspondants sont indiqués ci-après, au tableau n° 11.

c) Perspectives d'exploitation

Encore que les conditions actuelles d'exploitation soient satisfaisantes, il paraît possible et souhaitable de les améliorer, tant du point de vue technique que commercial. Du point de vue technique, la modernisation de la voie et l'amélioration des télécommunications sont en cours ou en projet. L'effort le plus

(2) Ce paragraphe concerne l'activité totale de la RAN, en Côte-d'Ivoire et en Haute-Volta.

important doit porter sur l'accélération des opérations terminales du transport ferroviaire ; l'aménagement des gares y contribuera efficacement.

Sur le plan commercial, il est probable que certains aménagements de tarif à longue distance permettraient de drainer ver le rail des trafics plus importants.

4. - *Programme d'investissements*

a) Infrastructure

Au point de vue de l'infrastructure, les investissements les plus urgents concernent l'achèvement d'Agboville-Dimbokro, soit 1 300 millions.

Il faudra ensuite rectifier la voie de Dimbokro à Tafiré et faire certains travaux après Tafiré, ce qui représente environ 8 milliards, qui devront être répartis sur les deux prochains quinquennats. Les renforcements et les extensions de voies à Abidjan et dans sa banlieue devront aussi être effectués avant 1980. Cependant la période d'exécution des travaux ne peut pas encore être précisée : elle devra être fixée en fonction des décisions qui seront prises dans le cadre de l'aménagement de l'ensemble des transports urbains et suburbains d'Abidjan. Comme on ne pourra pas dépenser plus de 5 à 6 milliards pour l'infrastructure ferroviaire, au cours de la période 1971-1975, on a réparti également entre les deux quinquennats les 9 milliards nécessaires pour ces nouveaux travaux.

On a prévu, par ailleurs, entre 1976 et 1980, une provision d'un milliard de F CFA pour des travaux d'infrastructure qu'il n'est pas possible de préciser actuellement.

b) Autres investissements

L'évaluation des autres investissements nécessaires à la RAN a été faite d'abord pour l'ensemble du réseau. On a ensuite réparti les montants nécessaires proportionnellement aux trafics des deux pays intéressés, c'est-à-dire en considérant que 75 % de ces investissements concernaient la Côte-d'Ivoire.

On doit remarquer, par ailleurs, que 15 % seulement des achats de matériel roulant correspondent à un accroissement du parc, le reste représentant les renouvellements nécessaires.

c) Récapitulation

Les investissements bruts totaux à réaliser pour la partie ivoirienne de la RAN représentent 9 milliards de F au cours de chacun des deux quinquennats. Le tableau n° 11 en donne la ventilation.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS FERROVIAIRES

Tableau N° 11 (millions de F.)

| Types d'investissements | Période | |
|---|---|---|
| | 1971-75 | 1976-80 |
| 1. Investissements d'infrastructure | | |
| Achèvement d'Agboville-Dimbokro | 1.300 | - |
| Rectifications de tracés au nord de Dimbokro | 4.500 | 4.500 |
| Renforcements et extensions dans la zone d'Abidjan | | |
| Opérations à préciser ultérieurement | - | 1.000 |
| Sous-total | 5.800 | 5.500 |
| 2. Autres investissements | | |
| Amélioration des gares | 300 | 300 |
| Achat de matériel roulant | 2.100 | 2.100 |
| Renouvellements divers | 800 | 1.100 |
| Sous-total | 3.200 | 3.500 |
| TOTAL GENERAL | 9.000 | 9.000 |

D. - Les ports

L'ouverture du port d'Abidjan en 1951 a marqué le début de l'essor économique du pays. La mise en service en 1971 du port de San Pedro doit permettre la mise en valeur du Sud-Ouest et, en diminuant de façon très sensible les coûts de transport entre l'Océan et les régions de l'Ouest et du Centre-Ouest, favoriser le développement de ces régions. Les transports entre les deux ports pourront être effectués par cabotage.

La création du port de San Pedro va limiter, pendant un certain temps, la croissance de celui d'Abidjan. Il est difficile de préjuger de l'importance du trafic passant par Abidjan qui sera « détourné » au profit de San Pedro. Les prévisions d'affectation, entre les deux ports, des trafics d'exportation et d'importation ont été faites en fonction des perspectives de production et de consommation par zone et en tenant compte des coûts de transport, mais elles restent très approximatives. Il est apparu que la part du port de San Pedro pourra représenter, après 1975, entre 20 et 35 % du trafic total, le pourcentage variant évidemment selon les marchandises. C'est en fonction de ces perspectives de trafic qu'ont été évalués les investissements portuaires nécessaires pour assurer les échanges extérieurs.

1. - *Exploitation portuaire*

a) Le trafic actuel et son évolution passée

Le trafic du port d'Abidjan pour les années 1963 à 1968 a été le suivant :

Tableau N° 12

| Année | Entrées | | Sorties | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Milliers de tonnes | Indice | Milliers de tonnes | Indice | Milliers de tonnes | Indice |
| 1963 | 1.127 | 100 | 1.761 | 100 | 2.888 | 100 |
| 1964 | 1.327 | 118 | 2.059 | 117 | 3.386 | 117 |
| 1965 | 1.413 | 125 | 2.200 | 125 | 3.613 | 125 |
| 1966 | 1.683 | 149 | 2.390 | 136 | 4.073 | 141 |
| 1967 | 1.664 | 148 | 2.481 | 141 | 4.145 | 143 |
| 1968 | 1.969 | 175 | 2.776 | 158 | 4.745 | 164 |

Le taux moyen annuel de croissance du trafic a été de 12 % pour les entrées, 9,5 % pour les sorties et 10,4 % pour le trafic total.

Les principaux produits étaient en 1968 :

- *à l'importation*

— les produits pétroliers ..... 39,0 %
— les liants et ciments ..... 16.5 %

- *à l'exportation*

— les bois en grumes ..... 56.0 %
— le café ..... 8,0 %
— le cacao ..... 4.0 %
— les produits pétroliers ..... 6.5 %

Le nombre de navires entrés en 1967 a été de 2 740, dont 2 308 cargos, 55 pétroliers, 53 paquebots et 149 bananiers.

Le trafic portuaire est caractérisé par des chargements unitaires moyens peu élevés : 1 500 tonnes en moyenne par touchée pour les cargos (bois compris), 860 tonnes par touchée pour les tonnages manipulés à quai (bois exclu).

Les variations mensuelles sont peu importantes. On note cependant une pointe de trafic de décembre à avril.

Le trafic du port de Sassandra a été, en 1968, de 402 000 tonnes dont 96 % de bois en grumes.

b) Perspectives de trafic

Les perspectives de trafic pour les ports d'Abidjan et San Pedro sont indiquées dans le tableau n° 13. Elles sont nettement plus élevées que celles de l'étude de transports, car celle-ci avait tenu très peu compte de la politique de promotion des ventes concernant les bois d'essences secondaires.

## PERSPECTIVES DE TRAFIC POUR LES PORTS D'ABIDJAN ET DE SAN PEDRO

Tableau N° 13

(milliers de tonnes, chiffres arrondis)

| Nature du trafic | 1970 | 1975 | | | 1980 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Total | dont SAN PEDRO | | Total | dont SAN PEDRO | |
| | | | Hypothèse maximum | Hypothèse minimum | | Hypothèse maximum | Hypothèse minimum |
| Exportations | | | | | | | |
| - Grumes | 2.200 | 1.800 | 1.500 | 1.000 | 1.800 | 1.500 | 1.000 |
| - Autres produits | 1.300 | 1.700 | 250 | 150 | 2.100 | 700 | 400 |
| Total | 3.500 | 3.500 | 1.750 | 1.150 | 3.900 | 2.200 | 1.400 |
| Importations | | | | | | | |
| - Produits pétroliers | 700 | 1.000 | | | 1.400 | | |
| - Clinker | 400 | 550 | 50 | 30 | 700 | 100 | 50 |
| - Autres produits | 800 | 1.000 | 130 | 50 | 1.300 | 200 | 100 |
| Total | 1.900 | 2.550 | 180 | 80 | 3.400 | 300 | 150 |
| Cabotage | - | 120 | 60 | 60 | 220 | 110 | 110 |
| TRAFIC TOTAL | 5.400 | 6.170 | 1.990 | 1.290 | 7.520 | 2.610 | 1.660 |

2. - *Infrastructure portuaire actuelle*

Jusqu'en 1970, l'infrastructure portuaire de la Côte-d'Ivoire était constituée par le port d'Abidjan, qui représentait plus de 90 % du trafic, et par un certain nombre de ports secondaires dont un seul, Sassandra, avait une activité notable. Le second port en eau profonde, San Pedro, sera ouvert au trafic commercial en 1971. Les principales infrastructures sont :

a) Port d'Abidjan

Les installations portuaires sont situées dans une rade bien abritée de 1 000 hectares, reliée à la mer par un canal de 2 700 mètres, le canal de Vridi.

La zone des marchandises diverses constitue le principal centre d'activité du port. Elle comporte quinze postes d'accostage totalisant 2 300 mètres et séparés en deux sections : les quais Nord avec 5 postes et Ouest avec dix postes. Par remblaiement de la digue de Vridi une nouvelle zone portuaire est en cours d'achèvement. Elle pourra être équipée de dix postes à quai de 155 mètres. Les deux premiers sont en cours de construction.

La surface de stockage couverte se compose de quatorze hangars de 6 000 mètres carrés soit 84 000 mètres carrés. Les terre-pleins de stockage à l'air libre ou sous bâches comportent 17 500 mètres carrés avec revêtement en dur et 74 000 mètres carrés non revêtus.

Les principaux postes spécialisés sont :

— un parc à bois de 65 000 mètres carrés, dans la baie du Banco ;

— un poste bananier avec un quai de 270 mètres de long ;

— un poste minéralier situé à l'entrée du canal de Vridi ;

— un second poste à proximité du premier, desservant la nouvelle usine de la SIVENG ;

— deux postes pétroliers, l'un sur coffre en mer relié à la raffinerie par un sea-line de 5 300 mètres, l'autre sur la rive Est du canal de Vridi pour les petits navires ;

— un quai de batelage et un quai de chalandage ;

— le port de pêche enfin qui dispose d'un quai de 850 mètres.

Les accès routiers immédiats sont satisfaisants. Par contre la plus grande partie du trafic routier desservant le port doit franchir la lagune et traverser ou longer la zone urbaine d'Abidjan au Nord de la lagune.

b) Port de San Pedro

Ce port est conçu pour recevoir les cargos les plus lourds fréquentant normalement la côte d'Afrique. Il comportera en première phase :

— deux quais à marchandises diverses ;

— six mouillages pour l'embarquement des grumes et un parc à bois terrestre ;

— un quai pour la pêche ;

— un quai de servitude.

En phase finale, le nombre de postes à quai pourra être porté à 16.

c) Ports secondaires

Seul le port de Sassandra présente des installations utilisées régulièrement :

— un Wharf de 280 mètres, exploité par la Subdivision des Travaux Publics ;

— divers parcs privés pour les grumes flottables.

Avec l'ouverture du port de San Pedro, l'exploitation du wharf devrait être suspendue, seuls les parcs privés demeurant en activité.

3. - *Extensions projetées et programme d'investissement*

Les seules extensions prévues concernent les ports d'Abidjan et de San Pedro.

a) Port d'Abidjan

Les deux premiers postes à quai sur la digue de Vridi, n$^{os}$ 16 et 17, sont en cours de construction, ainsi que le magasin cale correspondant au poste 17. Les deux postes suivants, n$^{os}$ 18 et 19, seront mis en chantier au cours de la période 1971-1975, ainsi que l'équipement des terre-pleins correspondants. Le port d'Abidjan pense aussi devoir construire deux nouveaux quais (n$^{os}$ 20 et 21) entre 1976 et 1980 ; la décision sera prise ultérieurement en fonction de l'évolution du trafic.

Le canal de Vridi nécessite actuellement de gros travaux d'entretien et de dragage. Deux études sont en cours : l'une technique, en vue d'un renforcement du musoir d'entrée, l'autre économique, sur la rentabilité d'un élargissement et d'un approfondissement du canal permettant de recevoir des bateaux d'un tonnage répondant aux caractéristiques futures du transport maritime.

Il convient d'autre part que le port d'Abidjan puisse s'équiper pour recevoir les navires porte-containers dont l'utilisation se répand rapidement et qu'il soit, si possible, le centre de transit de ce genre de trafic pour l'Afrique de l'Ouest. Abidjan reçoit d'ores et déjà des navires porte-containers ; cependant, pour assurer une bonne rentabilité à ce type de transport, il faudra non seulement installer un équipement spécialisé au port, mais aussi modifier le système commercial et notamment les transports terminaux (route, fer, cabotage), de manière à utiliser, le plus souvent possible, les containers de bout en bout. Il est encore trop tôt pour prévoir, de façon précise, les délais nécessaires pour ces transformations et d'en chiffrer les coûts.

Les montants des investissements à prévoir, au cour de la période 1971-1975, sont de 450 millions de F CFA pour l'achèvement des postes 16 et 17, de 850 millions pour les postes 18 et 19, de 3 milliards pour les équipements et les superstructures et de 500 millions pour l'aménagement de la digue de Vridi.

Sous réserve des conclusions des études en cours, il faut ajouter environ un milliard pour la protection de l'entrée du canal et un autre milliard pour l'élargissement et l'approfondissement de l'accès du canal de Vridi. L'ensemble représente 6 800 millions de F CFA. On peut prévoir un montant équivalent pour le quinquennat suivant, soit 6,5 milliards de F CFA.

Les investissements relatifs au port de pêche seront de 550 millions de F CFA au cours de la période 1971-1975 et peut-être de 500 millions entre 1976 et 1980.

b) Port de San Pedro

Les compléments de travaux concernant la première phase de construction s'élèveront, pendant le quinquennat 1971-1975, à 1 milliard de F CFA dont 200 millions pour le port de pêche. Les investissements à réaliser, entre 1976 et 1980, seront de l'ordre de 2 milliards de F CFA.

Ces chiffres ne concernent pas le port minéralier qui est pris en compte dans le chapitre 4 consacré à l'expansion industrielle (Branche 10).

c) Programme d'investissements

Compte tenu des travaux à réaliser et des sommes disponibles pour le financement des investissements publics, le programme retenu pour le quinquennat 1971-1975 représente 8 350 millions de F (tableau n° 14).

Les prévisions concernant la période 1976-1978 s'élèvent à 9 000 millions de F CFA. Etant donné les incertitudes qui subsistent quant aux coûts et aux avantages qu'il y aurait à accueillir des navires plus importants, des porte-containers ou des porte-barges, le montant global, et plus encore sa ventilation, sont très approximatifs. De plus le port de San Pedro n'étant pas encore en service, il est difficile de prévoir, de façon précise, quels seront la répartition des trafics entre les deux ports et les besoins nouveaux de chacun d'entre eux après 1975.

INVESTISSEMENTS PORTUAIRES

Tableau N° 14 (millions de F.)

| | 1971-1975 | 1976-1980 (estimation) |
|---|---|---|
| Port d'ABIDJAN | | |
| - Port marchand | 6.800 | 6.500 |
| - Port de pêche | 550 | 500 |
| Total | 7.350 | 7.000 |
| Port de SAN-PEDRO | | |
| - Port marchand | 800 | 2.000 |
| - Port de pêche | 200 | |
| Total | 1.000 | 2.000 |
| TOTAL GENERAL | 8.350 | 9.000 |

E. - LES TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU ET LES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS

1. - *Transports maritimes*

L'activité maritime du pavillon ivoirien se limite encore aux trois bateaux de la SITRAM, qui totalisent 16 000 tonneaux. La SITRAM assure seulement 10 % des transports de bananes ivoiriennes et moins de 1 % des autres trafics.

Le coût élevé des transports maritimes intéressant la Côte-d'Ivoire grève les prix qu'elle doit payer pour ses importations et réduit ceux qu'elles reçoit effectivement pour ses exportations : les prix sont fixés par les conférences d'armateurs. Conscient de ce problème et de ses conséquences pour l'économie ivoirienne, le gouvernement à suscité la création d'un Conseil ivoirien des chargeurs qui doit proposer les mesures susceptibles d'améliorer la situation. Une diminution des prix de fret améliorerait la compétitivité des exportations ivoiriennes dont on a déjà souligné le rôle moteur, pour le développement économique du pays, au cours de la prochaine décennie.

Le transport maritime est lui aussi une activité exportatrice, et il convient de développer rapidement l'armement ivoirien, de manière qu'il assure une part croissante du commerce extérieur du pays. Un effort particulier doit être fait en ce qui concerne le cabotage, non seulement entre Abidjan et San Pedro, mais aussi pour les relations avec les autres pays africains. Son extension est en effet une des conditions du succès de la politique de coopération régionale que la Côte-d'Ivoire entend promouvoir.

Cette politique de coopération interafricaine, qui a fait ses preuves pour les transports aériens, devrait trouver un nouveau point d'application important dans le domaine des transports maritimes. En effet le moyen le plus efficace d'assurer aux pays africains une part équitable des recettes du transport maritime, concernant leur propre commerce extérieur, consiste sans doute à créer un armement multinational, certainement plus rentable qu'une série de compagnies nationales. En attendant, il ne faut laisser échapper aucune des possibilités qui se présentent pour le développement de la flotte proprement ivoirienne.

Que ce soit sous une forme purement nationale ou, de préférence, dans un cadre multinational, il apparait de première importance que soient étudiées avec précision les conditions dans lesquelles la marine marchande ivoirienne pourra obtenir la part qui lui revient dans le commerce extérieur du pays. La promotion du transport maritime ivoirien exigera des accords équitables avec les Gouvernements étrangers, comme cela a été fait pour les relations aériennes.

2. - *Transports sur les voies d'eau intérieures*

Quatorze lagunes, reliées par des canaux artificiels, forment un réseau continu longeant la côte sur environ 300 kilomètres, avec sensiblement Abidjan pour centre, et se prolongeant par la partie navigable, en général réduite, des principaux fleuves.

La plus grande partie des transports lagunaires de marchandises est effectuée par les transitaires.

Les données statistiques disponibles sur les transports de voyageurs sont extrêmement limitées. A côté du trafic urbain et suburbain d'Abidjan, estimé en 1968 à environ 1 million de passagers, on note une quinzaine de lignes régulières. Des mesures ont été prises pour un recensement et un contrôle de ces activités.

Le trafic de marchandises est mieux connu. Il a été en 1968 de 560 000 tonnes dont 400 000 tonnes de bois en grumes, 120 000 tonnes de manganèse et 40 000 tonnes de produits divers (conserves d'ananas essentiellement). Ce trafic qui représente actuellement environ 60 millions de tonnes-kilomètres devrait rester à peu près stationnaire, les trafics de bois et de manganèse cédant partiellement la place aux conserves d'ananas, au coprah, au falun et aux marchandises diverses.

Il convient d'utiliser au mieux les voies lagunaires qui offrent, pour les marchandises non périssables, des possibilités de transport à des coûts très faibles et sans investissements considérables, dans une région où une partie du réseau routier est saturée. Les transports lagunaires doivent être modernisés ; ceci faciliterait une diminution très sensible des prix de transport, actuellement trop élevés.

Aucun investissement ne semble nécessaire pour l'infrastructure. Les investissements exigés par la modernisation du matériel de transport seraient de l'ordre de 75 millions, pour la période de 1971-1975, et de 60 millions pour la période de 1976-1980.

La construction du barrage de Kossou va créer un lac artificiel qui donnera lieu à une importante activité de pêche, examinée dans le chapitre 3, et à des transports. Pour répondre à ces besoins nouveaux il faudra construire un certain nombre d'appontements représentant des investissements de l'ordre de 200 millions de F CFA, les transports eux-mêmes étant assurés par le secteur privé.

3. - *Les auxiliaires des transports*

Il s'agit principalement des acconiers, des transitaires et des agents maritimes. Peu nombreuses et en général importantes, ces entreprises sont assez bien connues ; ce sont d'ailleurs elles qui effectuent la plupart des transports lagunaires.

Les prévisions concernant leur activité ont été effectuées en fonction des perspectives de mouvements de marchandises, en écartant évidemment celles qui ne les concernent pas, comme les hydrocarbures et les minerais.

On a estimé que le chiffre d'affaires, y compris le transport lagunaire, représenterait, en prix 1968, environ 10 400 millions de F CFA en 1970, 13 300 millions en 1975 et 16 000 millions en 1980.

Il apparaît que des gains importants de productivité sont possibles dans le domaine de la manutention ; ils permettraient de réduire les prix pratiqués. Les tarifs officiels actuels paraissent trop élevés mais, du fait de la pratique des ristournes aux grandes sociétés commerciales, les prix réels sont souvent nettement inférieurs.

## F. - Le transport aérien

Le Gouvernement ivoirien se préoccupe, à juste titre, du développement des régions éloignées de la capitale et de l'équilibre nécessaire entre l'expansion extrêmement rapide de celle-ci et l'évolution économique de celles-là. Or, l'existence des liaisons aériennes entre les villes importantes du pays et la fréquence de ces liaisons a une grande importance pour le développement économique régional.

La croissance du trafic aérien intérieur doit permettre d'assurer de bonnes relations entre Abidjan et les villes qui sont situées à plus de 400 ou 500 km par la route. La rapidité du développement des transports aériens intérieurs dépend de la solution qui pourra être donnée aux problèmes, étroitement liés, de l'insuffisance des taux de remplissage et du niveau élevé des tarifs.

Sur le plan international, l'avion prend de plus en plus complètement la place du bateau pour le transport des passagers. En dehors du développement normal des lignes régulières, il faut prévoir pour la prochaine décennie un essor très rapide des vols charters à bas prix, seul moyen de permettre un tourisme de masse. Le fret aérien se développera lui-même d'autant plus rapidement que la baisse relative des tarifs, liée notamment à la mise en service des avions gros porteurs, sera plus importante. Il restera évidemment limité à certaines catégories de marchandises, mais il convient de rechercher systématiquement de nouveaux produits qui peuvent être exportés par la voie aérienne.

1. - *Les agents du transport aérien*

a) L'agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (ASECNA)

La Côte-d'Ivoire a confié à l'ASECNA les responsabilités suivantes :

— assurer la sécurité des vols tant dans son espace

aérien qu'au cours des phases d'approche et d'atterrissage sur l'aéroport d'Abidjan - Port Bouet ;

— la gestion des infrastructures aéronautiques d'intérêt national ;

— la conception et la réalisation de certains équipements aéronautiques.

b) Air Ivoire

La société Air Ivoire assure les relations aériennes intérieures. Les lignes actuellement exploitées sont Abidjan-Bouaké-Korhogo, Abidjan-Bouaké-Daloa-Man et Abidjan-Sassandra-San Pedro-Béréby-Tabou.

La flotte d'Air Ivoire se compose de 2 DC 3 pour les lignes régulières et les charters, d'un Cessna Sky Wagon et d'un Piper Astec utilisés surtout comme avions-taxis.

La structure de la société est très légère, les services autres que le personnel navigant étant assurés conjointement avec ceux de l'agence UTA.

c) Air Afrique

Air Afrique est une société africaine multinationale de transports aériens, dont le siège social est à Douala et le siège administratif à Abidjan. L'activité de cette société en Côte-d'Ivoire ne concerne que l'aéroport d'Abidjan.

Air Afrique assure 45 % du trafic international de passagers de l'aéroport d'Abidjan. Son activité est en croissance régulière et prendra une extension encore plus grande avec le développement du tourisme.

2. - *La situation actuelle*

a) Les trafics

Le trafic international de l'aéroport d'Abidjan a été le suivant de 1965 à 1968 :

TRAFIC INTERNATIONAL
DE L'AEROPORT D'ABIDJAN

Tableau N° 15

| Avril | Nombre de Passagers | | | Fret |
|---|---|---|---|---|
| | Arrivées + Départs | Transit (1) | Total | (Tonnes) |
| 1965 | 110.664 | 14.577 | 125.241 | 3.688 |
| 1966 | 121.898 | 16.090 | 137.988 | 4.975 |
| 1967 | 123.879 | 18.936 | 142.815 | 5.394 |
| 1968 | 141.169 | 21.676 | 162.845 | 6.521 |

(1) Chaque passager en transit n'est compté qu'une fois.

Les taux moyens d'accroissement de 1960 à 1968 ont été d'environ 11 % par an, pour les passagers comme pour le fret. Cependant, sauf pour le transit, l'évolution des dernières années est marquée par des taux de croissance très différents d'une année à l'autre.

Les lignes principales sont les lignes vers la France (Abidjan-Paris représentait environ 40 000 passager en 1968 soit 29 % du total) et les pays d'Afrique Occidentale, (à la même date Abidjan-Accra, Abidjan-Dakar et Abidjan-Cotonou représentaient chacune 12 000 passagers).

Quant au trafic domestique son évolution a été la suivante :

Tableau N° 16

| | Passagers Arrivées + Départs | Fret | Poste |
|---|---|---|---|
| | Nombres | Tonnes | Tonnes |
| 1965 | 11.180 | 168 | 45 |
| 1966 | 12.112 | 198 | 38 |
| 1967 | 12.808 | 216 | 41 |
| 1968 | 17.801 | 282 | 43 |

La forte croissance observée en 1968 est due, en partie, à l'ouverture de l'aérodrome de San Pedro. Si on élimine le trafic de San Pedro, les taux moyens de croissance de 1965 à 1968 ont été d'environ 12 % tant pour les passagers que pour le fret. Comme pour le trafic international, on observe que les taux de croissance varient très largement selon les années.

b) L'infrastructure aéronautique

Le trafic aérien international de la Côte-d'Ivoire est reçu actuellement en totalité par l'aéroport d'Abidjan qui vient d'être doté d'une aérogare moderne et dont les infrastructures et superstructures sont satisfaisantes. Un deuxième aéroport de classe internationale, Yamoussoukro, est en cours d'aménagement.

Une quinzaine d'autres terrains qui disposent, dans l'ensemble, d'un équipement à peu près satisfaisant, sont en mesure de recevoir des appareils de type DC 3 : huit d'entre eux sont desservis régulièrement par Air Ivoire : Bouaké, Daloa, Man, Korhogo, Sassandra, San Pedro, Béréby, Tabou.

On compte encore une quinzaine de petits aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique et environ vingt-cinq aérodromes à usage privé.

Le coût annuel d'entretien de ces infrastructures est de 110 millions pour l'aéroport d'Abidjan et de 13 millions pour les autres aéroports.

3. . *Perspectives de développement*

L'expansion rapide des transports aériens, tant à l'intérieur du pays que pour les relations internationales, continuera au cours de la prochaine décennie et sera même accélérée du fait du mouvement touristique.

Le prix élevé des transports intérieurs est dû notamment à un taux d'occupation trop faible, de l'ordre de 50 %. Il n'est pas certain qu'une baisse de prix entrainerait nécessairement une augmentation importante de trafic, car les enquêtes et expériences réalisées semblent montrer que la demande, constituée essentiellement de voyages d'affaires et administratifs, est assez inélastique.

Une réduction des tarifs apparait néanmoins souhaitable pour faciliter les relations interrégionales. Elle pourrait probablement être réalisée sans subventions très importantes si la clientèle potentielle pouvait disposer de commodités supplémentaires, par exemple de possibilités de locations de voitures dans les villes desservies par Air Ivoire. D'autre part l'augmentation des fréquences des vols devrait permettre d'attirer une clientèle nouvelle, à qui les horaires et l'espacement des vols imposent un temps de séjour dans la ville de destination qui est inacceptable — trop court ou au contraire excessif eu égard à ses besoins professionnels.

Il conviendrait, d'autre part, d'étudier la possibilité et l'intérêt d'une prolongation de certaines lignes intérieures vers des villes étrangères relativement proches. Ce serait le cas, en particulier, pour l'extension de la ligne Abidjan-Korhogo vers Bobo-Dioulasso. Il doit être possible d'obtenir l'accord d'Air Afrique lorsque la ligne n'intéresse pas cette compagnie.

L'expansion du tourisme intérieur se fera surtout sous la forme de circuits organisés comportant des vols charters qui pourront être associés avec des trajets routiers. Pour offrir des conditions attrayantes de prix, ces vols devront être vendus à des prix voisins des prix de revient ; ils contribueront néanmoins à améliorer la rentabilité de l'exploitation aérienne intérieure.

En matière de transports internationaux les vols par charter à prix réduits, de l'ordre de 40 000 à 50 000 F CFA pour l'aller et retour Europe-Abidjan, devront se développer pour satisfaire les besoins des touristes. Air Afrique devrait pouvoir assurer une bonne partie de ces vols qui comporteraient aussi des arrêts dans d'autres pays africains.

a) Perspectives de trafic

Les perspectives de trafic de l'aéroport d'Abidjan sont fondées sur la poursuite de l'expansion passée, mais on a corrigé les évaluations des mouvements de passagers pour tenir compte de l'arrivée d'un nombre croissant de touristes.

Tableau N° 17

| Nature du trafic | Unités | 1968 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| TRAFIC INTERNATIONAL | | | | | |
| - Passagers | milliers | 141 | 190 | 420 | 950 |
| - Passagers en transit (comptés 1 fois) | milliers | 22 | 27 | 48 | 85 |
| - Fret | milliers de tonnes | 6,5 | 9 | 21 | 47 |
| TRAFIC DOMESTIQUE | | | | | |
| - Passagers | milliers | 20 (1) | 27 | 60 | 120 |

(1) En extrapolant à 12 mois le trafic de SAN PEDRO.

b) Programme d'investissement

Aéroport d'Abidjan

Etant donné les prévisions concernant le tourisme international, l'aérogare d'Abidjan ne sera plus suffisante pour le trafic prévisible jusqu'en 1980. Des travaux devront être effectués pour la réception des gros porteurs à partir de 1973 ou 1974, et il conviendra de faire des extensions entre 1976 et 1980. Il est prévu par ailleurs la réalisation d'un balisage d'approche et de piste haute intensité et l'installation d'un ILS catégorie 2. Un développement important des installations de fret sera aussi nécessaire.

Autres aéroports

L'aménagement de l'aéroport de Yamoussoukro sera prochainement terminé. Divers autres travaux sont à prévoir, notamment sur l'aérodrome de San Pedro qui doit être équipé d'urgence et qui pourra desservir Grand-Béréby par la nouvelle route. Ensuite seraient améliorés ceux de Korhogo, Daloa et Man. Divers autres aménagements seront nécessaires en fonction des besoins du développement du trafic aérien intérieur et du tourisme.

Air Ivoire

La structure actuelle d'Air Ivoire correspond aux besoins. Pour l'avenir les efforts porteront sur l'action commerciale, afin d'augmenter le taux de remplissage des appareils et la fréquence des vols, ce qui permettra de diminuer les tarifs. Le développement du tourisme devrait faciliter la réalisation de ces objectifs. D'ici 1980, les besoins doivent être, soit de cinq appareils d'une vingtaine de places, soit de deux appareils d'une vingtaine de places et de deux autres de trente à quarante places.

Les investissements correspondants représentent environ 500 millions de F.

Air Afrique

Conformément aux conventions de la comptabilité nationale, on considère comme ivoirienne, une proportion des activités de la compagnie multinationale

qui correspond à la part du trafic intéressant Abidjan dans l'ensemble de son trafic. On ne retiendra donc ici qu'une partie des investissements d'Air Afrique.

Pour faire face à l'augmentation de la demande, cette compagnie doit acheter avant 1980 quatre ou cinq appareils gros porteurs de type DC 10 dont deux sont déjà commandés pour 1973 et 1974 ; elle devra en outre faire des investissements complémentaires au sol. La part ivoirienne peut être estimée ainsi :

(en millions de F)

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| — Appareils ..... | 2 100 | 3 100 |
| — Autres investissements .... | 300 | 300 |
| TOTAL ..... | 2 400 | 3 400 |

Les investissements qui doivent être réalisés, de 1971 à 1980, pour les transports aériens sont récapitulés dans le tableau n° 18.

Tableau N° 18

| Nature des investissements | Investissements (millions de F.) | |
|---|---|---|
| | 1971-1975 | 1976-1980 |
| Aéroport d'ABIDJAN ..... | 500 | 600 |
| Aéroport de YAMOUSSOUKRO ..... | 400 | 200 |
| Autres aéroports ..... | 600 | 1.200 |
| Equipements divers ..... | 500 | 1.000 |
| Total des infrastructures ..... | 2.000 | 3.000 |
| Equipement d'Air Ivoire ..... | 200 | 300 |
| Equipement d'Air Afrique ..... | 2.400 | 3.400 |
| TOTAL GENERAL ..... | 4.600 | 6.700 |

## II. LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### A. - Considérations générales

On examinera ici non seulement les perspectives de développement des télécommunications proprement dites (téléphone, télex, télégraphe), mais aussi celles de la poste, à l'exclusion toutefois des services financiers qu'elle assure (transferts d'argent, chèques postaux, caisse d'épargne) qui, par leur nature, sont étudiés dans le cadre des Institutions Financières.

Les télécommunications constituent des instruments indispensables au développement économique et social, mais aussi à l'action gouvernementale.

1. - *Les télécommunications, facteur du développement économique et social et instrument de la politique gouvernementale*

Dès que les entreprises agricoles, industrielles et commerciales atteignent une certaine importance et que leurs services se trouvent dispersés, des communications rapides deviennent absolument nécessaires pour assurer leurs liaisons internes. Lorsque celles-ci ne peuvent être effectuées dans de bonnes conditions par les services publics, on voit se créer des circuits privés, notamment des réseaux privés de communications par radio ; de tels palliatifs coûtent souvent plus cher à l'économie.

A fortiori les liaisons entre fournisseurs et clients exigent des moyens modernes de communication, faute desquels la productivité des entreprises n'atteint pas le niveau souhaitable et freine le développement économique.

Du point de vue social, la mise à la disposition du public de moyens de communication rapides représente, avec l'électrification et les adductions d'eau, l'une des améliorations des conditions de vie les plus appréciées.

La recherche d'informations sur les événements et leur exploitation pour la diffusion de directives générales constituent un principe de base de toute action gouvernementale. Les télécommunications sont particulièrement indispensable lorsque la rapidité des informations conditionne la sécurité de l'État, celle des personnes et des biens.

A ces divers titres, le développement des moyens de communication apparait comme un domaine dans lequel une action coordonnée et efficace est absolument nécessaire.

Il convient donc de promouvoir une politique de développement assurant non seulement la croissance des réseaux, mais aussi l'amélioration continue de la qualité des services par l'automatisation progressive des télécommunications et par la rapidité d'acheminement du courrier.

2. - *Etudes de planification des télécommunications*

En 1966-1967 une première étude de planification du développement des télécommunications publiques du pays avait été menée conjointement, en liaison avec l'Administration Ivoirienne des Postes et Télécommunications, par les sociétés SOFRECOM (Société Française d'Etudes et de Réalisations d'Equipements de Télécommunications) et STET (Società Finanziara Téléfonica). L'étude comportait d'une part l'établissement d'un plan directeur de télécommunications, définissant les principes techniques d'organisation du réseau de la Côte-d'Ivoire, d'autre part l'élaboration d'un plan quinquennal 1968-1972.

Une seconde étude sur le développement des télécommunications, portant sur la période 1971-1975, avec des perspectives 1980, a été confiée à ces deux Sociétés.

Plusieurs raisons expliquent cette nouvelle étude :

— la nécessité d'actualiser les projets dans un pays à développement économique rapide ;

— la distorsion, entre le développement possible et l'évolution réelle ;

— la pénurie de personnel qualifié dont disposait l'Administration des Postes et Télécommunications ;

— l'intérêt majeur qu'il y a à faire coïncider la période considérée pour la planification des télécommunications avec la durée du plan national de développement.

On dispose d'ores et déjà des résultats de la première phase de cette étude ; ils ont servi de base aux projets de développement indiqués plus loin.

B. - La situation actuelle et l'évolution passée

1. - *Le téléphone*

A la fin de 1970, on compte environ 17 000 abonnés dont 11 000 « affaires », 4 000 « particuliers » et 2 000 « administrations ». La plus grande partie des abonnements concerne Abidjan (12 500).

L'augmentation du nombre d'abonnés a été très rapide. De moins de 1 800 abonnés en 1955, on est passé à 3 700 en 1960 et à 8 400 en 1965, ce qui correspond à un taux de croissance de 17 % par an en moyenne sur la période 1955-1965.

2. - *Le télex*

Le télex, qui a été mis en service en 1961, a pris une extension très rapide : le nombre d'abonnés a augmenté en moyenne de 24 % par an.

3. - *Le télégraphe*

Le télégraphe a eu une croissance beaucoup plus faible que les autres services de télécommunication : de l'ordre de 8 % en moyenne par an sur la période 1960-1965, surtout due à l'accroissement de la longueur des messages envoyés.

4. - *La poste*

La croissance du service postal reste faible. Elle est de l'ordre de 5 % par an en moyenne, sur la période 1955-1966, pour les mouvements des sacs postaux avec l'extérieur.

On constate par ailleurs que le trafic départ des colis postaux diminue en moyenne de 2 % par an de 1951 à 1967. Cette baisse du trafic des colis postaux semble due en grande partie à l'amélioration des circuits commerciaux normaux.

Le nombre de bureaux de poste établis en Côte-d'Ivoire a augmenté régulièrement, de l'ordre de 6 % par an en moyenne, sur la période 1949-1967.

Au début de l'année 1970, une grande partie des sous-préfectures étaient pourvues de bureaux de poste desservis régulièrement, par véhicule automobile ou par chemin de fer, à raison de trois à six rotations de courrier par semaine.

C. - Perspectives de développement

Les perspectives de croissance de la demande en matière de télécommunications et les moyens à mettre en œuvre ont été élaborés à partir de l'étude SOFRECOM-STET citée plus haut.

1. - *Le téléphone*

a) Perspectives de développement de la demande

Ces perspectives ont été établies d'après les résultats d'une étude de marché effectuée au cours de l'année 1969. A cet effet, une enquête d'opinion a porté sur les usagers actuels de l'énergie électrique, c'est-à-dire qu'elle a exclu les ménages ayant sûrement des ressources insuffisantes pour avoir une installation téléphonique.

L'enquête a d'abord montré que, pour le trafic urbain, l'élasticité de la demande par rapport au tarif était de l'ordre de — 1, c'est-à-dire nettement plus faible en valeur absolue que ce que l'on pouvait penser. On n'a donc pas retenu une politique d'abaissement des tarifs.

En fonction des résultats de l'enquête, on a estimé la demande probable ; celle-ci représente un accrois-

sement du nombre d'abonnés de 17 000 entre fin 1970 et fin 1975 et de 31 000 entre fin 1975 et fin 1980.

Le nombre total d'abonnés en fin d'année, évoluerait donc de la manière suivante :

Tableau N° 19

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Abidjan | 12 500 | 25 000 | 48 000 |
| Autres centres | 4 500 | 9 000 | 17 000 |
| TOTAL | 17 000 | 34 000 | 65 000 |

Pour évaluer les recettes annuelles il convient de ne retenir que les abonnés payants, en milieu d'année, et de distinguer les principales catégories d'abonnés. On a retenu comme taux de croissance moyen annuel du nombre d'entreprises et d'institutions financières abonnées au téléphone une valeur de 8 %, c'est-à-dire un taux à peu près égal à celui de la production intérieure brute du pays, mais nettement inférieur à celui du secteur industriel.

On peut alors estimer ainsi l'évolution du nombre d'abonnés payants, en milieu d'année :

Tableau N° 20

| | 1965 | 1967 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| Ménages | 1.200 | 2.000 | 3.800 | 12.200 | 31.800 |
| Entreprises et institutions financières | 5.800 | 7.500 | 10.700 | 16.000 | 24.000 |
| Administrations | 1.000 | 1.500 | 1.900 | 2.800 | 4.200 |
| TOTAL | 8.000 | 11.000 | 16.400 | 31.000 | 60.000 |

b) Plan directeur

Le réseau téléphonique a été organisé en 21 groupements, constitués en six zones de transit ayant pour centres les six chefs-lieux de préfecture dans l'ancienne organisation administrative du pays : Abidjan, Abengourou, Bouaké, Daloa, Korhogo et Man.

Ce total de vingt et un groupements, fixé à partir de considérations portant sur les densités démographiques et téléphoniques, augmentera au fur et à mesure du développement téléphonique à l'intérieur du pays, jusqu'à une limite comprise entre trente et cinquante.

Une nouvelle zone de transit est prévue dans la région de San Pedro. D'autre part le lac artificiel de Kossou obligera peut-être à rattacher le groupement de Séguéla au centre de transit de Daloa au lieu de celui de Bouaké.

● Réseaux locaux

— *ABIDJAN*

La zone centrale d'Abidjan a cessé d'être saturée depuis mars 1970, par la mise en service de 4 000 lignes supplémentaires dont 2 500 au Plateau et 1 500 au carrefour de l'Indénié.

Pour satisfaire les besoins de la zone sud, il est prévu de construire au cours des années 1971 et 1972 :

— 2 500 lignes d'extension du central du km 4 ;
— 500 lignes éclatées à Koumassi, rattachées au central du km 4 ;
— 1 000 lignes éclatées au km 9 rattachées au central du km 4 ;
— 600 lignes d'extension au central d'Adjamé (provenant du central du km 9 démonté);
— 150 lignes à fort trafic au central du Plateau.

Sur la période 1973-1980, on sera obligé, pour faire face à la demande prévue, de mettre en service :

— 6 000 lignes en 1973 ;
— 8 000 lignes en 1975 ;
— 10 000 lignes en 1977 ;
— 13 000 lignes de 1978 à 1980.

Après ces extensions, les centraux d'Abidjan présenteront les capacités suivantes :

— 16 500 lignes en 1970 ;
— 34 650 lignes en 1975 ;
— 57 650 lignes en 1980.

— *AUTRES RESEAUX LOCAUX*

Il est prévu 9 000 abonnés en Côte-d'Ivoire fin 1975 en dehors d'Abidjan.

L'automatisation des centres de l'intérieur se poursuivra de la façon suivante :

— première branche (mise en service en 1973) : automatisation des groupements d'Agboville, Abengourou, Aboisso et des centres de Bouaflé, Toumodi et Ferkessédougou ;

— deuxième branche (mise en service en 1975) : automatisation des groupements de Dimbokro, N'Douci, Divo et des centres encore en service manuel du groupement de Yamoussoukro ;

— troisième branche (mise en service en 1977) : automatisation des groupements de Bouaké, Daloa, Gagnoa ainsi que des centres de Bondoukou, de Katiola et de Soubré (dans le groupement de San Pedro).

Parallèlement à cet effort d'automatisation, il est prévu une extension des centres de Yamoussoukro et Abengourou (1972), de Dimbokro, Agboville, Korhogo et Man (1973), de Bouaké, Daloa et Gagnoa (1975).

• Réseau interurbain

L'extension et la modernisation du réseau téléphonique interurbain seront réalisées, durant la période 1971-1975, à partir de quatre catégories principales d'opérations :

— construction d'un faisceau hertzien reliant San Pedro et Sassandra au faisceau Abidjan-Man ;

— construction des faisceaux hertziens Bouaké-Korhogo et Agboville-Abengourou ;

— extension du réseau de lignes aériennes (800 km environ) ;

— automatisation de plusieurs centres pour leur permettre d'accéder à l'exploitation interurbaine automatique intégrale.

• Réseau international

Dans le domaine des liaisons avec les pays voisins, il est prévu de mettre en place, durant le plan 1971-1975, les deux liaisons suivantes :

— Haute-Volta, Niger, Mali à partir de Korhogo, vraisemblablement par faisceau hertzien ;

— Ghana, Togo, Dahomey, peut-être par faisceau hertzien à vue directe.

Durant la période 1976-1980, il sera construit un faisceau hertzien reliant Man au Libéria.

Les autres liaisons internationales seront réalisées, en presque totalité, à partir de la station terrienne de télécommunication par satellite qui doit être implantée à la fin de l'année 1971. En effet le quinquennat 1970-1975 verra une modification profonde des relations internationales due à l'utilisation des satellites de télécommunications.

Cette nouvelle technique, qui jouera ultérieurement un rôle pour la télévision, intéresse non seulement la Côte-d'Ivoire, mais aussi les pays voisins qui seront reliés au centre de transit de deuxième catégorie d'Abidjan dont la mise en service est prévue pour 1972.

La mise en place de ces installations permettra de disposer d'un nombre de circuits beaucoup plus important et d'une bien meilleure qualité, aussi bien pour les relations régionales qu'intercontinentales. La construction et la gestion de la station terrienne et du centre de transit sont confiées à la Société INTELCI, au sein de laquelle le gouvernement ivoirien est majoritaire.

c) Automatisation et tarification

L'automatisation se développera «en tache d'huile» à partir d'Abidjan, de manière à faciliter la maintenance des installations et à disposer d'un réseau électrique à la fois stable et fiable. On procédera, dans toute la mesure du possible, par groupements entiers, de manière à éviter la juxtaposition de modes d'exploitation différents. La zone entièrement automatisée doit atteindre Lakota, Yamoussoukro et Agnibilékrou avant 1975 et San Pedro, Daloa et Bouaké avant 1980. Cependant les villes de Korhogo, Ferkessédougou, San Pedro et Sassandra, bien que ne faisant pas partie de la zone géographique entièrement automatisée en 1975, seront alors reliées à cette zone par l'automatique. Il en sera de même des centres de Bondoukou et de Katiola avant 1980.

En ce qui concerne la tarification, le prix des communications interurbaines était, jusqu'en 1970, à peu près proportionnel à la distance, ce qui limitait considérablement les communications entre les centres éloignés les uns des autres. Il a été décidé de réduire les tarifs pour les relations à longue distance : ce réaménagement tarifaire limite à 450 F le prix d'une communication interurbaine de 3 minutes pour toutes les distances supérieures à 300 km, alors que l'ancien système comportait, par exemple, un tarif de 900 F pour 900 km.

2. - *Le télégraphe*

Le service télégraphique est en stagnation du fait de la croissance des autres services des télécommunications, téléphone et surtout télex.

Néanmoins il convient de prévoir la poursuite de sa modernisation par l'implantation, dans les localités les plus importantes qui ne sont pas encore équipées, de positions gentex reliées à Abidjan.

3. - *Le télex*

Pour faire face au développement des liaisons internationales il faudra augmenter la capacité du matériel de commutation. On prévoit aussi l'installation d'un centre de transit pour les relations télex par satellite.

Il est prévu une croissance moyenne annuelle de 15 % du nombre d'abonnés du télex sur la période 1971-1975 et de 10 % sur la période 1976-1980.

4. - *La poste*

Les investissements de ce secteur sont relativement réduits. Il s'agit de bureaux de poste, de la poste automobile rurale et d'un certain nombre de bureaux pour les services centraux.

L'évolution du nombre des établissements postaux serait la suivante :

Tableau N° 21

| Année | 1960 | 1965 | 1967 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Bureaux de poste de plein exercice. . . | 55 | 65 | 71 | 81 | 103 | 130 |
| Bureaux secondaires. | 22 | 57 | 58 | 60 | 65 | 70 |
| TOTAL. . . . . | 77 | 122 | 129 | 141 | 168 | 200 |

Il est possible qu'un service de distribution du courrier à domicile soit créé à Abidjan. Ce projet, qui emploierait 150 à 200 personnes, est à l'étude depuis plusieurs années. Il ne semble pas qu'il doive être réalisé dans les prochaines années et comme la mise en route d'un tel projet est longue et difficile, on ne l'a pas retenu pour la période 1971-1975.

Il est prévu que, d'ici 1980, toutes les sous-préfectures seront reliées aux préfectures par la poste automobile rurale, au moins trois fois par semaine. D'autre part, il conviendra que des efforts croissants soient faits pour accélérer l'acheminement du courrier intérieur, de manière à assurer à l'administration, aux entreprises et aux particuliers, les moyens de communications rapides et peu onéreux nécessaires à la poursuite du développement économique. L'amélioration des relations postales, entre les régions et avec la capitale, est aussi une des conditions du développement régional.

## D. - Prévisions de recettes, d'investissements et d'emplois

### 1. - *Recettes*

Les objectifs de recettes téléphoniques ont été obtenus à partir de la projection du nombre d'abonnés (cf. Tableau n° 20) et en faisant l'hypothèse que, dans chaque catégorie, la recette moyenne annuelle par abonné restera constante, c'est-à-dire :

— de 140 000 F pour les affaires et l'administration ;

— de 65 000 F pour les ménages.

Comme la progression du nombre d'abonnés est plus forte pour les ménages, la recette moyenne globale par abonné diminuera.

Les recettes hors trafic comprennent principalement les redevances de la SORAFOM, de la Météorologie, des radios privées et la vente de matériel de réforme.

L'évolution récente des recettes des postes et télécommunications (non compris les services financiers qui sont étudiés avec les institutions financières) et les projections sont les suivantes :

Tableau N° 22

| Année | Poste | Téléphone | Télégraphe | Télex | Hors trafic | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Evolution passée (1) | | | | | | |
| 1965 | 698 | 945 | 172 | 81 | 16 | 1.912 |
| 1966 | 739 | 1.119 | 153 | 115 | 111 | 2.237 |
| 1967 | 775 | 1.286 | 183 | 141 | 79 | 2.464 |
| Prévisions (2) | | | | | | |
| 1970 | 900 | 1.960 | 190 | 270 | 90 | 3.410 |
| 1975 | 1.320 | 3.430 | 200 | 540 | 120 | 5.610 |
| 1980 | 1.770 | 6.020 | 210 | 870 | 160 | 9.030 |

(1) millions de F courants.
(2) millions de F 1968.

### 2. - *Investissements*

Le coût des investissements en matière de télécommunications de la période 1970-1980 a été évalué à partir de l'étude SOFRECOM-STET dont on a indiqué plus haut les conclusions.

En ce qui concerne la poste, on peut estimer qu'elle devra dépenser annuellement 55 millions de F CFA pour la construction de bâtiments, 15 millions pour l'achat de matériel postal et 10 millions pour celui de véhicules postaux, soit 400 millions de F CFA pour le quinquennat.

Le montant des investissements nécessaires pour pouvoir réaliser les objectifs prévus est :

Tableau N° 23 — en millions de F. CFA 1968

| PERIODE | 1971 - 1975 | 1975 - 1980 |
|---|---|---|
| Service postal . . . . . | 400 | 400 |
| Téléphone urbain Abidjan . . . | 2.660 | 4.000 |
| Téléphone urbain Intérieur . . . | 1.360 | 1.600 |
| Téléphone inter-urbain . . . . . | 1.050 | 1.500 |
| Téléphone inter-africain . . . . . | 250 | 200 |
| Téléphone international par satellite (1) . . . . . | 1.200 | 1.000 |
| Télex . . . . . | 200 | 200 |
| Télégraphe. . . . . | 30 | |
| Divers (enseigement,...) . . . . . | 250 | 400 |
| Renouvellements et imprévus . . | 1.100 | 1.600 |
| Sous-total télécommunications . | 8.100 | 10.500 |
| TOTAL GENERAL . . . . . | 8.500 | 10.900 |

(1) L'essentiel des investissements est à la charge d'INTELCI.

3. - *Emploi*

L'évolution de personnel employé dans les postes et les télécommunications devrait être la suivante :

Tableau N° 24

| ANNEE | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Personnel des services communs | 316 | 400 | 400 | 400 |
| Personnel des services postaux et financiers | 842 | 1.170 | 1.300 | 1.500 |
| Personnel des télécommunications | 771 | 1.130 | 1.300 | 1.800 |
| TOTAL | 1.929 | 2.700 | 3.000 | 3.700 |

Dans ces estimations sont inclus les effectifs des services financiers que l'on peut difficilement distinguer.

Du fait notamment du développement de l'automatisation, les besoins nouveaux en personnel seront très limités au point de vue des effectifs globaux, mais concerneront essentiellement un personnel technique qu'il est très difficile de trouver, surtout les cadres supérieurs et les cadres moyens. Pour subvenir aux besoins, il conviendrait d'attirer vers ces postes un nombre beaucoup plus important de jeunes, mais il sera aussi nécessaire de faire appel pendant un certain temps à du personnel expatrié.

La pénurie actuelle de cadres et de personnel qualifié risque en effet de s'aggraver au cours des prochaines années, par suite du nombre limité de cadres ivoiriens que l'on pourra recruter par rapport aux besoins du développement rapide des télécommunications. Le tableau suivant donne, en chiffres approximatifs, la situation 1970 et les besoins pour 1975 et 1980 en ce qui concerne le personnel technique des télécommunications. En fait les besoins nouveaux sont encore plus importants que ceux qui sont indiqués, car il conviendra de remplacer le personnel expatrié.

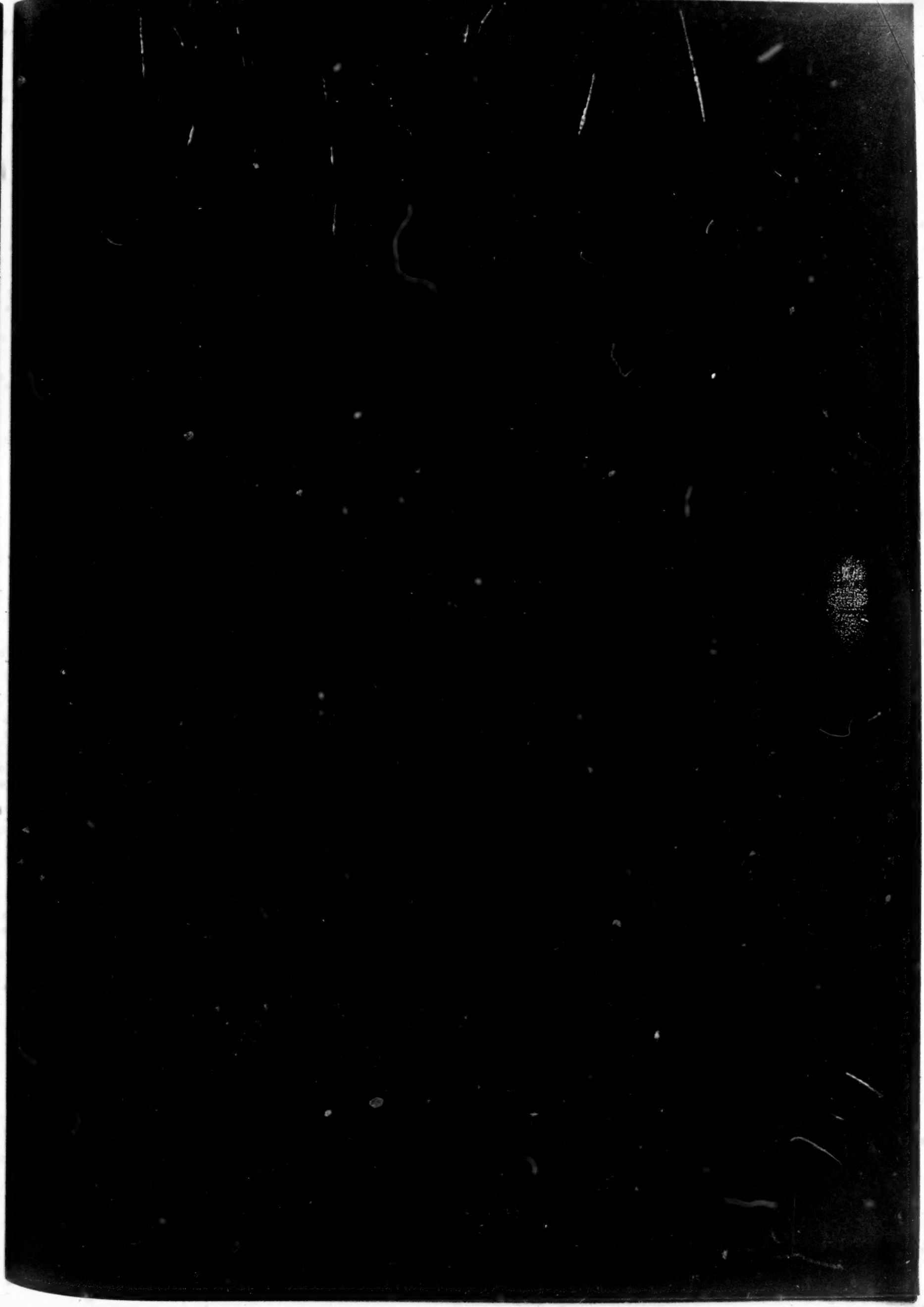
Tableau N° 25

| | Situation 1970 | | | Besoins nouveaux de 1970 à 1975 | Besoins totaux en 1975 | Besoins nouveaux de 1975 à 1980 | Besoins totaux en 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnel national | Personnel contractuel et coopération technique | Ensemble | | | | |
| Cadres supérieurs | 17 | 26 | 43 | 32 | 75 | 25 | 100 |
| Cadres moyens | 56 | 10 | 66 | 44 | 110 | 40 | 150 |
| Ouvriers qualifiés | 150 | - | 150 | 150 | 300 | 120 | 420 |
| TOTAL | 223 | 36 | 259 | 226 | 485 | 185 | 670 |

La solution des problèmes de personnel et de gestion pourrait être facilitée par la modification du statut actuel, par exemple par la création d'un office.

CHAPITRE 6

# LES SERVICES ET LE COMMERCE



Les services de transports et de télécommunications ont fait l'objet du chapitre 5. On examinera donc, dans le présent chapitre, les perspectives de développement des autres services, en consacrant une place particulière au développement du tourisme et à ses conséquences sur l'hôtellerie. On indiquera enfin comment la croissance de l'activité commerciale devra répondre aux besoins de l'économie.

# I. TOURISME ET HOTELLERIE

La définition internationale de « touriste » s'applique à tout visiteur temporaire, séjournant au moins 24 heures dans le pays visité et dont les motifs sont : loisirs, affaires, famille, mission, congrès.

On distingue dans ce qui suit parmi les visiteurs internationaux, les touristes (voyages d'agrément et congrès) et les hommes d'affaires.

On considère, d'autre part, globalement, l'ensemble des nuitées des résidents dans les hôtels, quel que soit le motif : voyages d'agrément, affaires et aussi personnel logé par l'Administration dans les hôtels.

## A. - Situation actuelle et potentialités

### 1. - *Situation actuelle*

a) La clientèle

Des statistiques précises d'arrivées et de nuitées de visiteurs seront mises au point très prochainement. Pour 1968, des estimations ont été faites à partir d'enquêtes auprès des hôtels et des agences de voyage. Les résultats (tableau ci-après) sont exprimés en termes de nuitées-chambres (les chambres pouvant être occupées par une ou deux personnes).

Tableau N° 1

| | Touristes | Hommes d'affaires | Résidents | Total |
|---|---|---|---|---|
| Abidjan | 27.000 | 65.000 | 100.000 | 192.000 |
| Reste du pays | 3.000 | 5.000 | 30.000 | 38.000 |
| TOTAL | 30.000 | 70.000 | 130.000 | 230.000 |

On estime qu'au minimum 7 000 touristes et 15 000 hommes d'affaires sont entrés en Côte-d'Ivoire en 1968.

En 1969, les nuitées-chambres ont été de 250 000 environ dont 120 000 de non résidents.

Les déplacements des nationaux dans le pays sont motivés principalement par des visites familiales et ne donnent lieu à des séjours en hôtels que lors des voyages d'affaires et des missions. Les expatriés se déplacent plus volontiers dans un but de tourisme.

b) La capacité d'hébergement

Elle est de 1 500 chambres environ. Abidjan compte 1 050 chambres dont 450 de luxe (Hôtel Ivoire) et 300 de bon confort. L'équipement en hôtels de bon confort est insuffisant et un effort de construction important devra être réalisé dans cette catégorie. En outre, à Abidjan, 200 chambres peuvent être considérées comme vétustes et à remplacer. Dans le reste du pays, la capacité est de 450 chambres environ dont 250 très confortables sont situées à Man, Korhogo, Yamoussoukro, Bouaké, Daloa, Abengourou.

### 2. - *Potentialités*

a) Types de tourisme

Suivant les types de sites, trois types de tourisme se présentent en Côte-d'Ivoire :

— un tourisme de passage à Abidjan et ses environs, pour les touristes visitant plusieurs pays d'Afrique ;

— un tourisme de séjour à Abidjan, sur les plages et la lagune ;

— un tourisme de circuit à l'intérieur du pays (zones de forêt et de savane, traditions, folklore) ;

Un séjour à Abidjan ou sur une plage pouvant être complété par un circuit à l'intérieur.

b) Zones à vocation touristique

On recense cinq zones à vocation touristique en Côte-d'Ivoire :

— la côte Est de Grand-Lahou à Assini avec, en son centre, Abidjan. Cette côte comporte 300 km de lagunes ;

— la côte Ouest de Sassandra à Tabou avec, en son centre, San Pedro, présente des sites exceptionnels à Monogaga et à Grand Bereby ;

— le centre du pays (triangle formé par Abengourou, Bouaké et Daloa), facilement accessible pour des excursions courtes et dont les villes possèdent déjà une certaine infrastructure d'accueil. Le barrage de Kossou valorisera cette zone. Il y a une petite reserve de faune et le folklore pourra être mis en valeur ;

— la région de Man, avec son site montagneux, ses paysages variés et son folklore riche ;

— la région de Korhogo - Bouna dont l'intérêt réside, d'une part, dans l'originalité architecturale de ses villages, son folklore et son artisanat traditionnel, d'autre part dans la réserve du Parc National de la Comoé, qui devra être mis en valeur.

c) Tourisme inter-Etats

Dans le cadre de sa politique de coopération régionale, la Côte-d'Ivoire participera à tout développement concerté du tourisme entre les Etats. Hotafric constitue un premier pas dans cette direction.

B. - PERSPECTIVES

1. - *Objectifs de développement*

L'objectif est d'atteindre 100 000 arrivées de visiteurs internationaux en 1975, et 300 000 en 1980, soit un taux de croissance moyen annuel des arrivées de 25 % entre 1968 et 1980.

Le tableau suivant repren les hypothèses de croissance du nombre des arrivées en distinguant les touristes et les hommes d'affaires. En retenant, pour les voyages d'affaires, un croissance moyenne annuelle de 10 % (un peu supérieure à celle de la Production Intérieure Brute) on aura :

Tableau N° 2

| | Arrivées de touristes | Arrivées d'hommes d'affaires | Total |
|---|---|---|---|
| 1968 | 7.000 | 15.000 | 22.000 |
| 1975 | 70.000 | 30.000 | 100.000 |
| 1980 | 250.000 | 50.000 | 300.000 |

Le taux de croissance des arrivées de touriste purs est de 40 % de 1968 à 1975 et de près de 30 % de 1975 à 1980.

2. - *Moyens à mettre en œuvre*

Cet objectif, pour être atteint, suppose des actions spécifiques dans les domaines suivants :

— création d'une capacité d'hébergement adaptée à la demande ;

— aménagement des transports internationaux et intérieurs ;

— obtention de tarifs concurrentiels de transport et de séjour ;

— formation professionnelle ;

— mise en valeur de l'environnement ;

— promotion et publicité.

Ces différentes actions sont liées entre elles et doivent être coordonnées dans leur réalisation.

a) Hébergement

— *Nombre de chambres à construire*

Le nombre de chambres à construire est déterminé d'après les hypothèses de durée de séjour des visiteurs, de l'occupation des chambres par une ou deux personnes, de la saison touristique et du coefficient de remplissage des hôtels.

La durée moyenne de séjour des visiteurs internationaux est estimée à cinq jours. Cette durée moyenne raisonnable pour les voyages d'affaires peut paraître courte pour les voyages d'agrément. On se fonde sur l'hypothèse d'un développement du tourisme inter-Etats, grâce auquel d'ailleurs il sera plus facile d'atteindre 300 000 arrivées en 1980.

On estime que le nombre de nuitées-chambres des résidents augmente au taux de la Production Intérieure Brute.

En ce qui concerne l'occupation des chambres, on estime que les trois quarts des touristes logent dans des chambres de deux personnes, la proportion étant d'un quart pour les hommes d'affaires.

Ainsi, compte tenu de la durée de séjour et de l'occupation des chambres par une ou deux personnes, on obtient le nombre de nuitées-chambres correspondant aux prévisions d'arrivées de visiteurs :

Tableau N°3

| | Nombre d'arrivées et visiteurs étrangers | | Nombre de nuitées - chambres | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Touristes | Affaires | Touristes | Affaires | Résidents | Total |
| 1968 | 7.000 | 15.000 | 30.000 | 70.000 | 130.000 | 230.000 |
| 1975 | 70.000 | 30.000 | 220.000 | 140.000 | 220.000 | 580.000 |
| 1980 | 250.000 | 50.000 | 780.000 | 220.000 | 330.000 | 1.330.000 |

Pour calculer le nombre de chambres nécessaires on a retenu un coefficient de remplissage moyen de l'ensemble des hôtels de 55 % sur l'année. Ce taux moyen tient compte de la saison touristique, de la localisation et du seuil de rentabilité des exploitations.

Les besoins en moyens d'hébergement, d'ici 1980, sont donc les suivants :

Tableau N° 4

| Type d'hôtel | Capacité 1970 | dont chambres vétustes | Besoins en chambres pour 1975 | Nombre de chambres à construire de 1971 à 1975 | Besoins en chambres pour 1980 | Nombre de chambres à construire de 1976 à 1980 | Nombre total de chambres à construire de 1971 à 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abidjan luxe | 450 | - | 450 | - | 700 | 250 | 250 |
| Abidjan confort | 600 | 200 | 1.150 | 750 | 3.500 | 2.350 | 3.100 |
| | 1.050 | 200 | 1.600 | 750 | 4.200 | 2.600 | 3.350 |
| Côte | - | - | 800 | 800 | 1.600 | 800 | 1.600 |
| Intérieur | 450 | 200 | 600 | 350 | 1.100 | 500 | 850 |
| TOTAL | 1.500 | 400 | 3.000 | 1.900 | 6.900 | 3.900 | 5.800 |

*Coût de l'investissement*

On raisonne en termes de coûts unitaires, calculés à la chambre pondérée (avec sa part de services communs, restaurants, bars, cuisine, etc.).

Les coûts de construction des hôtels récemment construits sont très élevés, principalement en raison des délais impartis aux entreprises pour les terminer. Un effort devra donc être fait pour concevoir et réaliser des hôtels confortables à des coûts raisonnables. Ceci apparaît possible si l'ensemble des travaux de chantiers et de financement est bien organisé. C'est une condition nécessaire à l'obtention de tarifs concurrentiels pour le tourisme ivoirien.

Les coûts unitaires moyens retenus sont (en francs CFA 1968) :

— Abidjan luxe : 8 millions la chambre ;

— Abidjan confort : 4 millions la chambre ;

— Côte et intérieur : 2.5 millions la chambre ; ce coût est une moyenne entre les constructions de type classique et des unités telles que des villages de vacances ou des ensembles à caractère traditionnel.

Le coût global de l'investissement est donc le suivant pour la décennie :

Tableau 5 (en millions de francs CFA)

| Années | Abidjan luxe | | Abidjan confort | | Hébergement sur le littoral | | Hôtels de l'intérieur | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Chambres | Coûts | Chambres | Coûts | Chambres | Coûts | Chambres | Coûts | Chambres | Coûts |
| 1971-1975 | | | 750 | 3.000 | 800 | 2.000 | 350 | 900 | 1.900 | 5.900 |
| 1976-1980 | 250 | 2.000 | 2.350 | 9.400 | 800 | 2.000 | 500 | 1.250 | 3.900 | 14.650 |
| TOTAL | 250 | 2.000 | 3.100 | 12.400 | 1.600 | 4.000 | 850 | 2.150 | 5.800 | 20.550 |

Ces coûts ne comprennent pas ceux des VRD (voieries et réseaux divers), qui sont très variables selon la localisation de l'unité d'hébergement, le type de terrain, etc., (de 5 à 25 % du coût global).

En prenant un taux moyen de 15 % pour l'ensemble de l'investissement, les VRD représentent un peu plus de 3 milliards de francs CFA pour la décennie.

L'investissement hôtelier devra être un moyen de mobiliser l'épargne intérieure privée. Les capitaux internationaux pourront également s'y intéresser.

b) Transports

— *Transports internationaux*

Le prix du transport aérien représente une part importante dans le budget du touriste voulant visiter la Côte-d'Ivoire. Des réductions notables, allant jusqu'à près de 50 % du prix du voyage pour les groupes de quinze personnes (zone ATAF) sont déjà pratiquées. Avec l'augmentation des flux touristiques, les vols « charters » pourront se développer, permettant d'abaisser encore les tarifs.

— *Transports intérieurs*

Du point de vue des transports aériens, le développement des circuits touristiques permettra un abaissement des tarifs (charters) et pourra avoir une incidence sur la flotte.

En ce qui concerne les voies de communications routières, le tourisme bénéficiera de l'infrastructure mise en place, en particulier dans certaines régions (San Pedro, Nord du pays).

Une activité de transport est directement liée au tourisme : les moyens de transports routiers (cars, voitures) et lagunaires (bateaux, pirogues). L'investissement qui en découle est estimé grossièrement à 1 milliard de F CFA pour la décennie.

c) Emploi et formation professionnelle

— *Création d'emplois*

* Personnel de l'hôtellerie, restauration, bars

Le tableau suivant résume les créations d'emplois correspondant à la capacité d'hébergement à construire de 1971 à 1975 et de 1976 à 1980.

Tableau N° 6

| | Main d'œuvre banale | Ouvriers et employés spécialisés | Ouvriers et employés qualifiés | Cadres moyens | Cadres supérieurs | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1971 à 1975 | 460 | 1.010 | 500 | 180 | 50 | 2.200 |
| 1976 à 1980 | 960 | 2.130 | 1.120 | 390 | 100 | 4.700 |
| Total décennie | 1.420 | 3.140 | 1.620 | 570 | 150 | 6.900 |

On compte 1 700 salariés de l'hôtellerie en 1970. On aura 3 900 emplois dans les moyens d'hébergement modernes en 1975 et 8 600 en 1980.

Le personnel des restaurants et bars non rattachés aux hôtels est estimé à 500 personnes en 1970 et passera à 900 en 1975 et 1 400 en 1980.

Le secteur artisanal (hôtels, restaurants, bars) emploie 12 000 personnes en 1970, et en emploiera 14 000 en 1975 et 16 500 en 1980.

En résumé, le tableau suivant indique l'évolution des emplois de la sous-branche.

Tableau N° 7

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Moyens d'hébergement . . . . | 1.700 | 3.900 | 8.600 |
| Restaurants bars non rattachés aux hôtels . . . . . | 500 | 900 | 1.400 |
| Secteur traditionnel . . . . . | 12.000 | 14.000 | 16.500 |
| TOTAL . . . . . | 14.200 | 18.800 | 26.500 |

* Personnel de tourisme

Les besoins en personnel de tourisme (guides, hôtesses, interprètes, cadres et employés d'agences de voyages, chauffeurs, mécaniciens, pilotes) sont estimés à 300 en 1975 et 750 en 1980.

— *Formation professionnelle*

C'est une des actions les plus importantes à entreprendre. Un Plan de formation doit être établi en relation étroite avec le programme de construction de l'hébergement.

Le coût de la formation professionnelle est estimé pour la décennie à trois milliards de F CFA.

d) Environnement et activités annexes

— *Protection et mise en valeur des sites*

* Aménagement des zones à vocation touristique

La mise en valeur des cinq zones décrites plus haut ne pourra être réalisée simultanément. Il convient de concentrer géographiquement les efforts pour obtenir une meilleure productivité. A cette optique correspond une triple préoccupation :

Développer rapidement les zones bénéficiant déjà d'une infrastructure ou situées à proximité de centres importants (pour lesquelles l'aménagement sera moins coûteux).

Assurer la réalisation des infrastructures nécessaires, prises en charge éventuellement par le Gouvernement, et en assurer le plein emploi.

Permettre le développement et l'organisation des services communs, notamment au niveau des équipements d'animation, propres à répondre aux besoins de la clientèle.

Un calendrier des mesures à prendre doit être établi, permettant d'aller, pour les sites choisis, jus-

qu'à des décisions d'aménagement d'ensemble et à l'établissement de dossiers à remettre à tout investisseur.

* Législation et réglementation

Parallèlement une législation portant notamment sur la protection des sites, et sur les problèmes généraux du tourisme devra être mise en place.

— *Promotion de l'artisanat*

Il convient de mettre l'accent d'une part sur la nécessité d'offrir aux touristes résidents et étrangers, des produits artisanaux de qualité, tant dans le domaine des produits traditionnels que des articles modernes (cadeaux, souvenirs, etc.), d'autre part, sur l'intérêt que présente pour les touristes, le spectacle des artisans au travail.

On pourrait au départ envisager la création d'un ou deux villages artisanaux, à l'intérieur du pays, dans un cadre traditionnel, mais avec des artisans organisés de façon « industrielle », pour fournir des articles d'une qualité irréprochable.

A plus longue échéance, il faudra prévoir à un niveau national l'organisation de la production et de la distribution.

— *Mise en valeur du folklore*

Afin d'accroitre les centres d'intérêts touristiques des régions de l'intérieur, il faudrait créer et organiser des troupes folkloriques au niveau de quelques villages, situés dans les sites à développer.

c) Promotion touristique

Elle se situe à trois niveaux :

— la publicité proprement dite permettant de faire connaître la Côte-d'Ivoire ;

— la promotion auprès des organisateurs de voyages internationaux ;

— la recherche d'investisseurs nationaux et étrangers.

Au départ, un budget annuel de 50 à 80 millions de F CFA (avec une augmentation progressive) peut être considéré comme raisonnable.

*3. - Récapitulation des principaux postes de coûts correspondant au développement touristique de 1970 à 1980.*

Tableau N° 8 — en millions de F CFA

| Catégories | Coûts |
|---|---|
| Hébergement | 20 550 |
| VRD | 3 000 |
| Transport (véhicules, etc.) | 1 000 |
| Formation professionnelle | 3 000 |
| Promotion | 1 000 |
| Divers | 1 450 |

*Le coût du développement touristique sera donc de 30 milliards de F CFA pour la décennie (francs 1968)*

4. - *Recettes provenant du tourisme*

a) Chiffre d'affaires de la sous-branche « hôtellerie, restauration, bars »

Le tableau ci-dessous donne le compte d'exploitation résumé de la sous-branche pour les années 1968, 1970, 1975 et 1980.

Tableau N° 9/6 — (en millions F. CFA)

| | 1968 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Achats de nourriture (branche 1 à 8) | 790 | 930 | 1.910 | 3.760 |
| Autres achats (branches 9 à 25) | 600 | 700 | 1.530 | 3.170 |
| Total achats | 1.390 | 1.630 | 3.440 | 6.930 |
| Salaires cotisations sociales | 550 | 640 | 1.350 | 2.800 |
| Impôts indirects | 300 | 340 | 850 | 1.800 |
| Solde | 570 | 670 | 1.560 | 3.030 |
| Valeur ajoutée | 1.420 | 1.650 | 3.760 | 7.630 |
| Chiffre d affaires | 2.810 | 3.280 | 7.200 | 14.560 |

La « production » de la sous-branche, au sens de la Comptabilité Nationale, est différente du chiffre d'affaires car la Comptabilité Nationale considère que les achats de nourriture sont effectués directement par les ménages. La production, obtenue en déduisant les achats de nourriture du chiffre d'affaires, est la suivante :

— 1968 : 2 000 millions de F CFA ;

— 1970 : 2 350 millions de F CFA ;

— 1975 : 5 300 millions de F CFA ;

— 1980 : 10 800 millions de F CFA.

b) Recettes en devises provenant du tourisme

On estime, de façon très approximative, que les recettes en devises provenant du tourisme, sur les frais d'hébergement et de restauration, sur ceux de transport et sur les achats divers, devraient atteindre environ 3,5 milliards de F CFA en 1975 et dix milliards en 1980.

## II. SERVICES DIVERS

Après avoir étudié le développement de l'hôtellerie et, dans le chapitre 5, celui des Postes et Télécommunications, il reste à examiner l'évolution des autres services. On analysera donc ici les services suivants :

— services juridiques et comptables ;

— soins corporels ;

— location d'ordinateurs et de matériel mécanographique ;

— bureaux d'études ;

— cinémas et autres services.

Il s'agit en général d'un nombre important de petits établissements, pour lesquels on dispose souvent de très peu d'informations. Pour le secteur moderne, on a des renseignements d'origine fiscale qui apparaissent souvent largement sous-estimés dans le cas des professions libérales, mais semblent relativement justes dans les autres cas. Pour le secteur traditionnel, on ne dispose que des données fournies par les enquêtes régionales effectuées en 1963-1965 et par le recensement des services de la ville d'Abidjan réalisé en 1967.

Les projections ont été effectuées soit en prolongeant la tendance passée, soit à partir d'informations fournies par les entreprises elles-mêmes, soit encore en fonction de la croissance des activités dont elles dépendent, de celle de la population et du niveau de vie.

Un certain nombre de ces services auront un taux de croissance modéré, de l'ordre de 6 à 9 %. D'autres au contraire, par exemple les services comptables, les locations d'ordinateurs, les bureaux d'études, liés à l'amélioration de la productivité des entreprises, devront avoir un développement plus rapide, de l'ordre de 10 % à 16 % par an.

### A. - Services juridiques et comptables

Ce secteur d'activité comprend les avocats, les notaires, les agents d'assurance, les cabinets comptables et les cabinets d'expertises.

En 1969, on comptait à Abidjan :

— 24 avocats, huissiers, notaires et commissaires priseurs ;

— 24 agents d'assurances ;

— 20 cabinets comptables ;

— 12 cabinets d'expertises.

Compte tenu de l'évolution passée et du développement des autres secteurs d'activités, on a retenu un taux de croissance moyen annuel du chiffre d'affaires de 7,3 % durant la période 1968-1980.

### B. - Soins corporels

Il s'agit de soins fournis par le secteur privé, car l'activité des hôpitaux, des dispensaires et des autres établissements publics est prise en compte dans les dépenses des administrations.

Ce secteur comprend les activités privées suivantes : médecins, dentistes, cliniques, infirmiers, sages-femmes, ambulances, laboratoires d'analyses, coiffeurs, culture physique, instituts de beauté, massage, etc.

A part les renseignements d'origine fiscale que l'on s'efforce de corriger, on dispose de peu d'informations sur ces activités.

Nous avons retenu un taux de croissance moyen annuel de 8.5 % sur la période 1970-1980.

### C. - Location d'ordinateurs

Il faut distinguer la location, la vente et le travail à façon sur ordinateurs.

La vente d'ordinateurs est une activité classée dans la branche commerce (branche 27). Cette activité tend à diminuer et serait même négligeable dans les prochaines années.

Pour des raisons de sources statistiques, le travail à façon sur ordinateur, réalisé par les agences des constructeurs elles-mêmes, a été classé avec la location d'ordinateurs ; celui réalisé par les cabinets comptables et les autres organismes a été regroupé avec l'activité principale de l'agent qui l'exécute. De toute manière ce travail à façon figure dans la branche 26 (services). L'activité « location d'ordinateurs » comprend donc la location et le travail à façon réalisé par les constructeurs.

On comptait 27 ordinateurs au début de l'année 1970, mais de nouvelles entreprises, notamment parmi les industries textiles, dans le bâtiment, les travaux publics et le commerce, peuvent d'ores et

déjà utiliser des ordinateurs pour la gestion de leurs stocks et la paie de leurs employés. L'ordinateur est un facteur important d'amélioration de la productivité des entreprises ayant de lourdes charges administratives (personnel nombreux, stocks importants...). La mise récente sur le marché de petits ordinateurs doit faciliter l'utilisation de ces moyens modernes de gestion par les entreprises de moyenne importance.

Les prévisions ont été faites à partir de l'étude de l'évolution passée et d'une enquête auprès des agences des divers constructeurs : la croissance moyenne annuelle devrait être d'environ 16 % sur la période 1970-1980.

### D. - Bureaux d'études

Cette sous-branche comprend les géomètres, les topographes, les métreurs, les bureaux d'études techniques, les bureaux d'organisation et les ingénieurs conseils.

Les études demandées par l'Etat représentent actuellement une grande partie de l'activité de ces bureaux.

En fonction notamment des données disponibles sur l'évolution passée, nous avons estimé à 9 % le taux moyen annuel de la croissance de la production des bureaux d'études sur la période 1970-1980.

### E. - Cinéma et autres services

Il existe deux sociétés de distribution de films qui se partagent les salles de cinéma de la ville d'Abidjan. Les salles de cinéma à l'intérieur du pays appartiennent à des particuliers.

La fréquentation des salles de cinéma a relativement peu augmenté au cours des dernières années. Une amélioration de la qualité des films présentés pourrait cependant attirer une clientèle plus importante.

Compte tenu du développement prévu de la production nationale de films, on a estimé que l'activité de cette sous-branche (production de films et fréquentation des salles de cinéma) pourrait augmenter à un rythme moyen de l'ordre de 6 % par an, pendant la prochaine décennie.

Les « autres services » regroupent un ensemble de petites entreprises : blanchisseries, teintureries, architectes, agences de voyages, gardiennage, auto-école, publicité, services de nettoyage, location de personnel, de voitures, de matériel de manutention, de caisses, de bâches, etc.

Selon les types d'activité, on a retenu des taux moyens annuels de croissance de la production variant de 4 à 15 % sur la période 1970-1980.

## III. RÉCAPITULATION DES SERVICES (Branche 26)

En regroupant avec les « services divers » les Postes et Télécommunications ainsi que la sous-branche « hôtellerie, restaurants, bars », dont les évolutions ont été examinées plus haut, on obtient les projections suivantes de chiffres d'affaires, d'investissements et d'emplois pour les services correspondant à l'ensemble de la branche 26 :

### EVOLUTION DE LA PRODUCTION (1)

Tableau N° 10 — millions de F. 1968

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Postes et télécommunications | 3.410 | 5.610 | 9.030 |
| Hôtels, restaurants, bars, etc. (1) | 2.350 | 5.300 | 10.800 |
| Services divers | 8.300 | 14.550 | 19.240 |
| Ensemble | 14.060 | 25.460 | 39.070 |

(1). Il s'agit du chiffre d'affaires, sauf dans le cas des hôtels, restaurants, bars, car la comptabilité nationale prend comme convention que les produits alimentaires et les boissons sont achetés directement par les ménages. La « production » de cette sous-branche est donc égale au chiffre d'affaires diminué des achats de nourriture et de boissons.

### EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

Tableau 11 — Millions de F. 1968

| | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|
| Postes et télécommunications | 8.500 | 10.900 |
| Hôtels, restaurants, bars etc. | 6.500 | 15.500 |
| Autres services | 3.000 | 3.600 |
| Ensemble | 18.000 | 30.000 |

### EVOLUTION DE L'EMPLOI

Tableau N° 12 — Nombre d'emplois

| | Total 1970 | Emplois nouveaux 1971 à 1975 | Total 1975 | Emplois nouveaux 1976 à 1980 | Total 1980 |
|---|---|---|---|---|---|
| Postes et télécommunications | 2.700 | 300 | 3.000 | 700 | 3.700 |
| Hôtels, restaurants, bars etc. | 14.200 | 4.600 | 18.800 | 7.700 | 26.500 |
| Autres services | 7.500 | 3.000 | 10.500 | 3.000 | 13.500 |
| Ensemble | 24.400 | 7.900 | 32.300 | 11.400 | 43.700 |

# IV. LE COMMERCE

## A. - Méthode de calcul des marges commerciales

L'activité du commerce (branche 27) est mesurée par les marges commerciales qui représentent la différence entre la valeur aux prix d'utilisation des produits commercialisés, et la valeur des mêmes produits aux prix de production, (ou, pour les biens importés, à leur valeur au passage de la frontière, y compris les droits et les taxes perçus en douane).

Pour chaque produit, les marges commerciales sont obtenues en multipliant par des taux de marge la valeur des produits sortie-usine, toutes taxes comprises, dans le cas d'un produit fabriqué localement (ou la valeur C.A.F. + droits et taxes à l'importation + frais d'approche, dans le cas d'un produit importé).

Les taux de marge ne sont appliqués qu'aux produits qui font l'objet d'une commercialisation effective, à l'exclusion donc des produits auto-consommés et de ceux qui font l'objet de transaction directe entre le fournisseur et l'utilisateur. Indiquons par ailleurs que les transitaires et les acconiers ne sont pas des commerçants ; ils sont classés dans les auxiliaires des transports (branche 24).

L'évaluation des marges commerciales est faite en distinguant des catégories de produits aussi homogènes que possible et en différenciant les taux selon l'origine des produits (agricole, industrielle, artisanale, extérieure) et leur destination (consommation finale des ménages ou des administrations, équipement, consommation intermédiaire, exportation).

On a retenu, pour la période 1970-1980, les mêmes taux de marge que ceux des comptes nationaux 1968, car les données disponibles ne permettent pas de faire des hypothèses sur une variation de la productivité. S'agissant d'une optique à long terme et d'un système de prix constant (prix 1968), on n'a pas retenu les taux de marge réduits, qui ont été fixés par les pouvoirs publics en 1969 pour un certain nombre de produits, afin de limiter les effets de la dévaluation du Franc et de la réévaluation du Mark sur les prix intérieurs.

Indiquons aussi que, selon les conventions de la comptabilité nationale, les droits et taxes à l'importation, les droits de sortie sur le café et le cacao, ainsi que les reversements à la Caisse de Stabilisation, sont considérés comme étant supportés par la branche commerce, qui apparaît ainsi comme celle qui prélève la plus grande part des impôts indirects.

## B. - Evolution par type de commerce

La comptabilité nationale distingue quatre types de commerce :

— le commerce traditionnel ;
— le commerce général ;
— le commerce spécialisé ;
— le commerce à l'exportation.

### 1. - *Le commerce traditionnel*

Le commerce traditionnel distribue les produits suivants :

— le bétail et la viande ;
— le riz décortiqué de façon artisanale ;
— les produits de la pêche ;
— le bois de chauffe ;
— la poterie, la vannerie et les œuvres d'art ;
— les produits de l'artisanat des secteurs textile et huilerie.

La connaissance que l'on a du commerce traditionnel est assez mauvaise car elle se fonde en partie sur des enquêtes datant déjà de plusieurs années. Les estimations concernant les marges commerciales et leur évolution probable sont donc très approximatives ; elles ont été effectuées sur la base des prévisions de production agricole et de consommation.

L'activité de ce type de commerce augmente en moyenne de 7 % par an sur la période 1970-1980. 70 % de l'activité du « commerce traditionnel » consiste à distribuer les produits vivriers, la viande et les produits de la pêche ; par suite notamment de l'urbanisation, la commercialisation de ces produits doit augmenter de manière importante.

### 2. - *Le commerce général*

Le commerce général écoule une grande quantité de biens assez hétérogènes : produits alimentaires, produits textiles, produits d'entretien...

Cette catégorie comprend les commerces de type moderne, les sociétés d'importation, les commerces de gros et demi-gros, le détail libanais, le détail africain, le micro-détail, les « tabliers » et le commerce de luxe.

Son activité augmentera en moyenne de 10 % par an, pendant la période 1970-1980. Cette croissance rapide est due notamment à la forte consommation des produits alimentaires et textiles.

3. - *Le commerce spécialisé*

Le commerce spécialisé répond à des besoins spécifiques ; il distribue les produits suivants :

- les produits pétroliers ;
- les métaux ;
- les matériaux de construction ;
- les engrais ;
- les produits chimiques ;
- les produits pharmaceutiques ;
- les parfums ;
- les véhicules ;
- les produits des industries mécaniques et électriques :
- les pneus.

La croissance est en moyenne de 7,4 % par an, pendant la période 1970-1980.

Dans ce secteur, le commerce des produits des industries mécaniques et électriques se développe rapidement, à un rythme de l'ordre de 9 % par an en moyenne. Une grande partie de ces biens vont à l'équipement des entreprises.

4 - *Le commerce d'exportation*

Ce commerce concerne l'exportation des produits suivants : café, cacao, banane, ananas, cola.

Sa croissance suit les variations des productions correspondantes. Elle est réduite entre 1970 et 1975 (moins de 4 % par an en moyenne), par suite de la faible augmentation de la production caféière mais, du fait des actions agricoles qui seront effectuées pendant cette période, elle sera nettement plus élevée entre 1975 et 1980 (près de 6 % par an).

C - Evolution d'ensemble

Le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée par le commerce est en moyenne de 7,1 % par an entre 1970 et 1980, ce qui représente près de 1 % de moins que pour la Production Intérieure Brute.

MARGES COMMERCIALES AUX PRIX DE MARCHE

Tableau 13 — Millions de F. 1968

| Type de commerce | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Commerce traditionnel | 11.140 | 17.000 | 22.000 |
| Commerce général | 26.870 | 39.539 | 69.412 |
| Commerce spécialisé | 25.150 | 36.760 | 51.500 |
| Commerce d'exportation | 39.400 | 47.400 | 62.940 |
| Frais d'approche | 2.600 | 3.600 | 4.800 |
| Total | 105.160 | 144.299 | 210.652 |
| Droits et taxes sur les produits importés | 28.255 | 39.223 | 58.138 |
| TOTAL GENERAL | 133.415 | 183.522 | 268.790 |

En fait ce taux de 7,1 % n'est pas significatif car, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les conventions de la comptabilité nationale imputent au commerce la plus grande partie des impôts indirects. Or, comme le montre le tableau n° 14, ces impôts indirects représentent plus de la moitié de la valeur ajoutée totale du commerce.

Pour apprécier correctement l'activité propre du commerce il faut considérer non pas la valeur ajoutée « aux prix de marché » mais la valeur ajoutée « au coût des facteurs », c'est-à-dire déduction faite des impôts indirects.

Tableau N° 14

| | Valeurs en millions de F. 1968 | | | Taux moyen annuel d'accroissement de 1970 à 1980 |
|---|---|---|---|---|
| | 1970 | 1975 | 1980 | |
| Valeur ajoutée aux prix de marché | 106.597 | 147.628 | 211.456 | 7,1 % |
| Impôts indirects nets de subventions | 58.476 | 76.926 | 109.486 | 6,5 % |
| Valeur ajoutée au coût des facteurs | 48.121 | 70.702 | 101.970 | 7,8 % |

On constate que le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée au coût des facteurs est de 7,8 % en moyenne, taux à peu près égal à celui de la Production Intérieure Brute. Lorsqu'on considère les prix de marché, l'accroissement apparaît moins rapide car il est influencé par les impôts indirects imputés au commerce, essentiellement les droits et taxes à l'importation et la plus grande partie des droits de sortie, qui augmentent sensiblement moins vite que la production intérieure brute.

Les investissements du commerce ont été estimés d'après les données disponibles ; ces évaluations sont assez approximatives. Il est aussi très difficile de définir les emplois dans le commerce traditionnel. On a cependant évalué l'ordre de grandeur du nombre d'emplois créés par le développement commercial, en tenant compte de ce qu'un effort de modernisation des formes traditionnelles de commerce et le développement du secteur moderne doivent permettre une certaine augmentation de productivité.

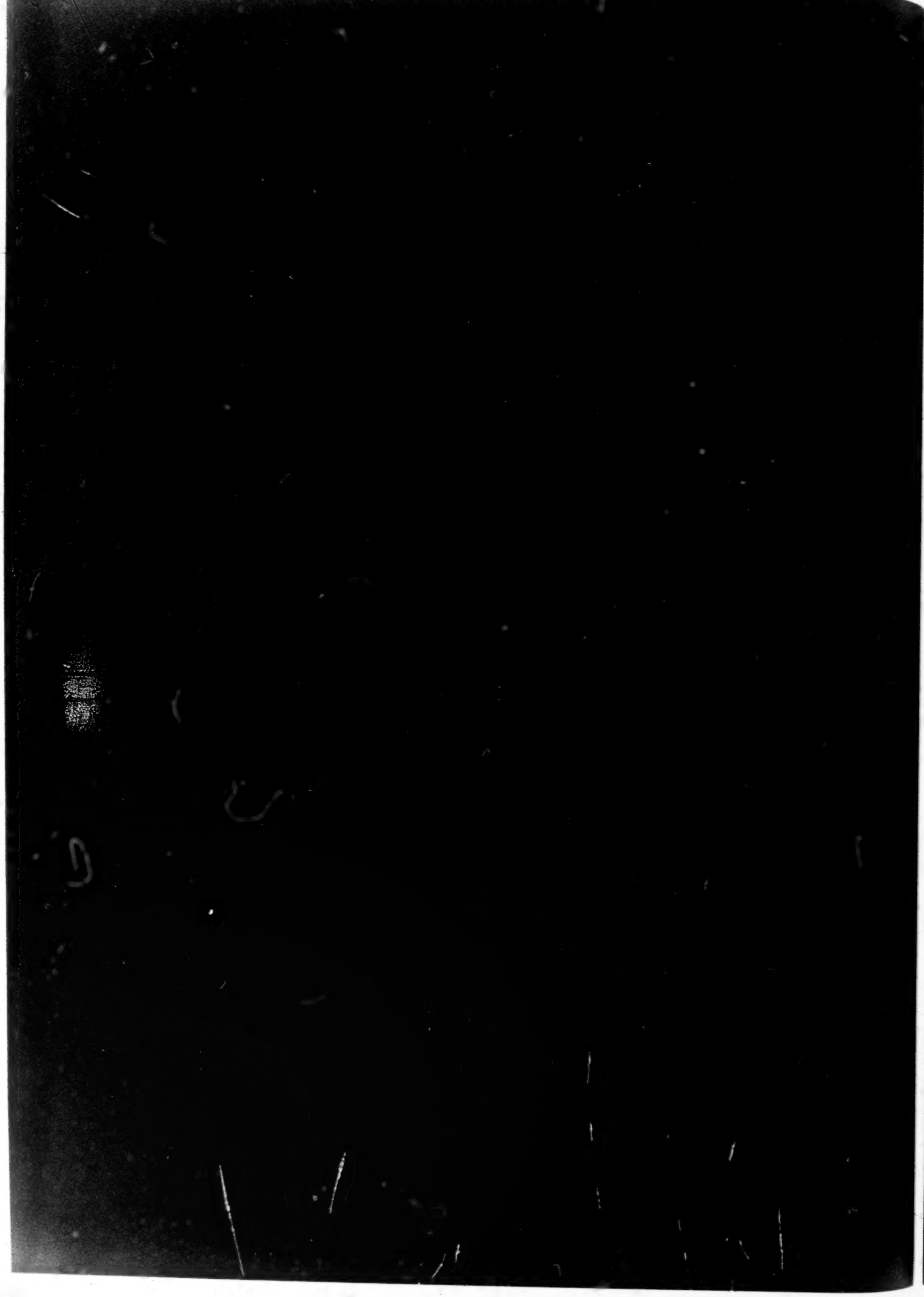
INVESTISSEMENTS ET EMPLOIS DANS LE COMMERCE

Tableau N° 15

| | Période 1971-1975 | Période 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements (millions de F. CFA 1968) . . . | 13.000 | 18.000 |
| Nombre d'emplois créés dans le commerce : | | |
| - Salariés . . . . . | 10.000 | 15.000 |
| - Non salariés . . . . . | 15.000 | 20.000 |
| - Ensemble . . . . . | 25.000 | 35.000 |

CHAPITRE 7

# LOGEMENT, ÉDILITÉ, HYDRAULIQUE



# INTRODUCTION

Logement, édilité et hydraulique présentent la caractéristique commune d'être des investissements qui concernent avant tout le bien-être de la population. Ils ont, de plus, entre eux, des relations étroites. On ne peut faire des prévisions sur la construction de logement, sans vérifier leur cohérence avec les perspectives d'équipement de terrains et d'adduction d'eau.

Il est donc nécessaire de coordonner leurs programmes d'investissement, malgré la diversité des centres de décision : pouvoirs publics, sociétés immobilières, ménages.

De 1970 à 1980, comme au cours de la décennie précédente, les mêmes facteurs commanderont la croissance de ces trois types d'équipement : l'augmentation des revenus des particuliers et de l'Etat et l'urbanisation accélérée du pays.

L'urbanisation en Côte-d'Ivoire est un phénomène dont il faut souligner l'ampleur, pour en mieux comprendre les conséquences. Abidjan avait 48 000 habitants en 1948, 125 000 en 1955, il en compte environ 550 000 en 1970 et devrait atteindre 1 100 000 habitants en 1980. S'il est surtout visible à Abidjan, le phénomène ne concerne pas la seule capitale. Les centres urbains de l'intérieur regroupent 850 000 habitants en 1970, cette population devrait approximativement doubler pour atteindre 1 670 000 habitants en 1980.

Ce mouvement d'urbanisation n'est pas propre à la Côte-d'Ivoire. Depuis la dernière guerre mondiale, il touche en fait l'ensemble des pays et, particulièrement, ceux du Tiers Monde. Entre 1950 et 1960, la population urbaine du globe a plus que doublé, passant de 315 à 655 millions et, sur ces 340 millions de nouveaux citadins, 200 appartiennent aux villes du Tiers Monde. Le Conseil Economique et Social des Nations Unies estime qu'en 1980 47 millions d'Africains habiteront dans des villes de plus de 500 000 habitants contre 11 en 1960, soit un taux de croissance de 7 % par an. On saisit mieux l'importance du mouvement actuel d'urbanisation, si on se rappelle qu'entre 1800 et 1850, lors de la « révolution industrielle », la population urbaine mondiale n'a augmenté que de 10 millions.

Les deux phénomènes paraissent d'ailleurs différents. L'urbanisation en Europe occidentale, au siècle dernier, fut avant tout une conséquence du développement économique et, en particulier, de l'industrialisation. Actuellement, dans les pays du Tiers Monde, l'urbanisation croît bien souvent beaucoup plus vite que l'économie.

En effet, on constate dans ces pays l'existence simultanée d'un secteur traditionnel qui s'ouvre progressivement au marché national et d'un secteur moderne orienté généralement vers les marchés extérieurs. Les mouvements qui tendent à rapprocher ceux-ci entraînent nécessairement l'exode rural et le gonflement des effectifs urbains. Ce mouvement naturel est amplifié par le sentiment des ruraux, que le travail sera à la fois mieux rémunéré et plus stable dans les villes, et par l'attrait que celles-ci exercent en tant qu'unique lieu où l'on peut bénéficier des avantages de la vie moderne.

Ces transferts massifs de populations vers les grandes zones urbaines ont de graves conséquences sur le plan humain et sur le plan social.

Sur le plan de la structure urbaine, l'afflux de population entraîne, d'une part, des concentrations excessives en certains points, et, d'autre part, une dispersion croissante au-delà du périmètre urbain. Ce phénomène conduit à la ségrégation des couches citadines nouvelles et, rendant plus difficile l'équipement général de la ville, alourdit les charges de la gestion municipale en matière de voirie, de réseaux divers et de transports.

Après un stade, plus ou moins long, de cohabitation avec une famille originaire de la même région qu'eux, les nouveaux arrivants trouvent un emploi et se logent à leur propre compte ; ils ont ainsi parcouru le cycle qui en fait des citadins. Mais la densité de ces quartiers est devenue telle de nos jours que les populations arrivantes sont nécessairement rejetées à la périphérie des villes dans une situation « en marge », plus propice à la formation de complexe qu'à l'adaptation.

A la périphérie, en même temps que naissent des quartiers neufs, souvent mal intégrés à la vie de l'agglomération, on assiste à la prolifération d'un habitat particulièrement précaire. On observe alors des occupations sans titre de terrains situés sur des sites qui ne peuvent pas se prêter à un habitat normal ; il arrive même que ces implantations s'effectuent sur des zones « non aedificandi ». Les autorités municipales en tirent alors argument pour ignorer leur existence et pour n'entreprendre aucun travaux d'équipement de ces terrains. Ces quartiers enfin n'entrent évidemment dans aucun plan d'urbanisme, bien que certains occupent d'immenses espaces.

Dans presque tous les pays en voie de développement, la grande ville représente un phénomène entièrement nouveau qui s'est brutalement imposé à des Sociétés essentiellement paysannes. Jusque là, les relations économiques et sociales se développaient à l'intérieur d'un horizon souvent très étroit où les rapports de parenté, dans un sens large, sous-

tendaient la plus grande part de la vie sociale, où les liens avec la terre étaient d'ordre religieux ou quasi-religieux, où le respect porté à toute tradition ralentissait l'action des forces de changements social et culturel. La ville constitue donc un milieu de vie en contraste radical avec le milieu traditionnel.

En contrepartie de ces aspects parfois négatifs de l'urbanisation, il est important d'en souligner les effets favorables. Les villes constituent en effet le creuset de l'Afrique nouvelle ; elles sont le centre des mutations économiques et sociologiques du continent. L'évolution des structures familiales est essentiellement marquée par l'apparition de la famille conjugale et de célibataires indépendants. La grande ville ouvre des perspectives de promotion, elle assure en outre un développement progressif des relations sociales sur une base plus étendue que l'ethnie. La naissance d'un sentiment national, la prise de conscience d'une solidarité continentale sont ainsi favorisées par cet élargissement de l'univers social. Plus généralement, la ville autorise un meilleur accès à l'information, une ouverture sur le monde extérieur. Partout dans le Tiers Monde, la ville joue ainsi un rôle de creuset pour la fusion des ethnies et des nationalités.

Pour ce qui est de la Côte-d'Ivoire, le processus d'urbanisation oblige à distinguer différents secteurs géographiques à l'intérieur du pays. Du fait de la taille exceptionnelle de la capitale, les problèmes se poseront de manière différente à Abidjan et dans les autres centres urbains. Enfin dans les zones rurales l'exode vers les villes affectera la population et sa structure socio-économique.

Par ailleurs l'augmentation des revenus aura des répercussions sur la croissance des dépenses de logement, d'édilité et d'hydraulique. Les ressources des ménages ont fortement augmenté, pendant la dernière décennie, elles doivent doubler (à prix constant) entre 1970 et 1980.

Toutefois la croissance du revenu — et de la consommation — par tête, est différente suivant les secteurs géographiques. Il convient ici encore de distinguer les zones rurales — où les revenus doivent croître fortement — la capitale et les centres urbains de l'intérieur — où la croissance des revenus doit être moins marquée.

Puisque les facteurs qui déterminent les dépenses de logement, d'édilité et d'hydraulique n'ont pas la même importance en zone rurale et en zone urbaine, on traitera séparément, pour chaque type d'équipement, les problèmes d'Abidjan, des autres centres urbains et des zones rurales.

# I. LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

## A. - Considérations générales

La croissance économique et l'urbanisation de la Côte-d'Ivoire ont, au cours de la dernière décennie, entraîné des modifications très importantes dans le logement des Ivoiriens. En brousse, la case traditionnelle en banco, avec toit de palme, a souvent laissé la place à des maisons en parpaings de ciment. La croissance rapide des villes, celle d'Abidjan en particulier, s'est accompagnée de la multiplication des constructions, dans des conditions parfois peu satisfaisantes. En brousse comme en ville, la construction de type moderne marque souvent le désir implicite de se dégager de la société traditionnelle. Cet élément positif ne doit toutefois pas être accueilli sans réserve. La construction « en dur » peut symboliser une volonté d'évolution et de développement, elle ne constitue pas, par elle-même, ce développement.

Il ne faudrait pas que l'investissement dans le logement se fasse au détriment d'autres types d'investissements plus productifs. Par ailleurs, l'urbanisation d'Abidjan et des autres villes accentuera, au cours de la prochaine décennie, les problèmes de logement qui se posent déjà. Il importe donc, dès à présent, de définir et d'appliquer une politique du logement.

Dans le domaine de la construction de logements, les prévisions sont, bien sûr, essentiellement indicatives et non pas normatives. En effet, l'investissement dans le logement est le fait, pour sa plus grande part, de particuliers dont les intentions sont mal connues. Aussi volontaire que soit la politique des pouvoirs publics en matière de logement, elle ne concernera qu'une partie de la construction. Il serait donc vain d'espérer, grâce à une politique précise, déterminer le montant de ces investissements.

Toutefois, une estimation chiffrée des dépenses futures pour le logement permet de déceler les grandes tendances et de situer les points de tension possibles. Une telle estimation sera donc à la base de la politique que doivent définir les pouvoirs publics.

Pour éviter tout malentendu, il est nécessaire de préciser le concept économique que nous voulons saisir à travers ces prévisions de construction. Nous plaçant dans le cadre de la comptabilité nationale, nous dirons que les « agents économiques » susceptibles de construire ou d'acheter des logements sont les ménages cherchant à se loger, les sociétés ou particuliers désirant louer les logements acquis, les entreprises ou administrations voulant loger leur personnel.

Enfin, il est nécessaire de préciser que la comptabilité nationale ivoirienne ne prend pas en compte les constructions de type traditionnel. Les chiffres donnés ici ne concerneront donc que les logements de type « moderne ».

Les prévisions effectuées ont été faites pour les trois secteurs distingués plus haut : zones rurales, centres urbains de l'intérieur et Abidjan. Dans les trois cas, les sources d'information sont constituées par les enquêtes régionales qui permettent d'estimer le montant de la construction pour l'année de base et son évolution probable.

## B. - La construction de logements dans les zones rurales

La décennie précédente a vu une hausse importante des revenus ruraux, particulièrement dans le Sud du pays. Le trait le plus frappant de ce phénomène est peut-être la transformation de l'habitat dans les villages. Aux cases de banco succèdent des maisons de type moderne. Ce type de dépense est souvent ostentatoire : son élasticité par rapport au revenu est plus forte que celle de la plupart des dépenses de consommation.

Ceci indique que, pendant la prochaine décennie, la croissance des revenus, pour les ménages ruraux, devrait être accompagnée d'une augmentation encore plus forte de leurs dépenses de construction.

A partir des enquêtes régionales, on a estimé la valeur moyenne des dépenses de construction par tête, ainsi qu'une élasticité de ces dépenses par rapport à la consommation. La projection des dépenses de construction a pu être effectuée ensuite, grâce à des prévisions sur l'évolution de la population rurale et de la consommation par rural.

Par ailleurs, la valeur des logements acquis pour être loués étant négligeable en brousse, les dépenses de construction en zone rurale s'établiraient ainsi :

Milliards de F CFA (prix 1968)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Logements acquis par les ménages pour eux-mêmes | 4,6 | 7,9 | 11,4 |
| Logements acquis pour être mis en location | — | — | — |
| Ensemble | 4,6 | 7,9 | 11,4 |

*Barrage de Kossou*

La mise en eau du barrage nécessitera l'évacuation des villages situés en-dessous ou au voisinage de la ligne extrême de montée des eaux. Le nombre exact

de personnes concernées n'est pas encore exactement déterminé. A fortiori, le calendrier d'évacuation, lié au rythme de montée des eaux, est lui-même incertain. Les chiffres qui suivent ne peuvent donc être pris en compte qu'à titre indicatif.

Lorsque l'eau aura atteint sa cote maximum, il aura été nécessaire de déplacer et de loger environ 65 000 personnes.

Compte tenu du fait que environ 20 000 personnes seront réinstallées en 1970 et que la mise en eau sera (en hypothèse moyenne) approximativement terminée vers 1975, c'est environ 45 000 personnes qu'il faudrait reloger dans la période 1971-1975.

Pour ces 45 000 personnes, environ 7 500 maisons, groupées en une quarantaine de nouveaux villages, devront être construites par l'administration.

La dépense correspondant au seul coût de la construction serait de l'ordre de : 7 500 × 400 000 F, soit : 3 milliards de francs.

### C. - La construction de logements dans les centres urbains de l'intérieur

L'urbanisation rapide des centres de l'intérieur a entrainé, bien sûr, la construction de nombreux logements.

Les dépenses par tête, pour la construction de logements, sont supérieures en milieu urbain à ce qu'elles sont en milieu rural. Par ailleurs, l'élasticité de ce type de dépenses par rapport à la consommation — ou au revenu — est aussi supérieure en ville.

Enfin, à la différence de ce qui se passe dans les campagnes, il existe dans les villes une construction faite par des particuliers qui désirent mettre en location les logements ainsi acquis.

Pour ces deux types de construction, le développement des investissements devrait être important au cours de la prochaine décennie, du double fait de la poursuite de l'urbanisation et de la hausse des revenus.

La méthode de prévision et les sources statistiques ont été les mêmes que pour les zones rurales. Les enquêtes régionales ont permis de déterminer des dépenses de construction par tête, pour chacune des utilisations : usage personnel ou location à d'autres personnes. Par ailleurs, ces mêmes enquêtes permettent d'évaluer, pour chacun de ces deux types de dépense, une élasticité par rapport à la consommation.

La projection a été effectuée à partir des perspectives démographiques de ces centres urbains et des prévisions relatives à l'évolution de la consommation par urbain.

Le montant de ces deux catégories de construction serait le suivant :

Milliards de F CFA (prix 1968)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Logements acquis par les ménages pour eux-mêmes | 2,7 | 4,9 | 7,6 |
| Logements acquis pour être mis en location | 1,5 | 2,8 | 4,0 |
| Ensemble | 4,2 | 7,7 | 11,6 |

### D. - La construction de logements dans la capitale

Abidjan comptait environ 340 000 habitants en 1965 et en a sans doute 550 000 en 1970. L'hypothèse de croissance la plus vraisemblable conduit à envisager une population de 815 000 habitants en 1975 et 1 100 000 en 1980.

Depuis 1965 le nombre de personnes par ménage s'est légèrement accru. Il sera sans doute supérieur à 5 en 1980. A cette date, Abidjan devrait donc avoir 214 000 logements environ.

Pour tenter d'estimer le développement de la construction pendant la prochaine décennie, nous sommes partis du parc de logements réparti en quatre strates, suivant la qualité des constructions.

Partant de ce parc, différentes hypothèses nous ont permis de déterminer l'évolution de chacune des strates au cours des dix années à venir et, ainsi, de mesurer le montant de la construction pour chaque catégorie.

Les strates sont celles que définit la SEMA dans ses études sur Abidjan.

*Strate A* : habitat moderne en immeubles ou villas.

*Strate B* : habitat collectif amélioré, essentiellement réalisé par des promoteurs comme la SICOGI, la SOGEFIHA ou le G.F.C.I.

*Strate C-D* : regroupant deux strates distinguées par la SEMA, elle comprend les logements « en dur » sur parcelles loties en îlots plus ou moins réguliers.

*Strate E* : habitat traditionnel ou précaire sur terrains non lotis.

Les études de la SEMA donnaient la répartition du parc suivant ces quatre strates en 1963 et 1966. On a pu approximativement suivre l'évolution des strates A et B jusqu'en 1970, puis estimer leur accroissement probable au cours de la future décennie.

Pour les strates C-D et E, on a dû faire des hypothèses assez approximatives.

1. - *Strate A*

Le rythme de construction de cette catégorie de logements a été d'environ 250 logements ces dernières années. On l'a estimé à 300 pour l'année 1970.

Pour faire des prévisions de construction dans cette strate au cours de la prochaine décennie, on a essayé d'apprécier la demande solvable pour cette catégorie de logements.

En gros, la demande de logements résidentiels peut provenir de trois secteurs : les cadres expatriés, les cadres supérieurs salariés ivoiriens et un groupe « d'indépendants » aux revenus élevés : entrepreneurs individuels, professions libérales, représentations d'organismes étrangers ou internationaux.

On peut évaluer respectivement à 3 500 et 5 000 les postes nouveaux qui seront occupés par des expatriés et des cadres supérieurs salariés ivoiriens pendant la prochaine décennie.

Les nouveaux cadres supérieurs ivoiriens seront, bien sûr, des jeunes dont les revenus seront, au début, insuffisants pour qu'ils puissent se loger dans des logements résidentiels. Si nous estimons que, parmi eux, un sur deux sera logé dans des logements de ce type (ce qui excède sans doute la proportion actuelle) nous arrivons à un besoin de 3 500 + 2 500, soit 6 000 logements résidentiels pour l'ensemble du pays. Sur ce chiffre, il semble que le nombre de 5 000 pour la seule ville d'Abidjan constitue un maximum. En estimant à un millier la demande de logements résidentiels provenant du groupe « d'indépendants », c'est à un nombre de 6 000 logements résidentiels pour la décennie qu'on arrive.

C'est ce nombre que nous avons retenu dans nos estimations.

Le coût moyen des logements résidentiels a été estimé à cinq millions de francs (prix 1968).

2. - *Strate B*

L'essentiel de la construction dans cette strate étant le fait de sociétés immobilières, il a été possible de suivre l'évolution du parc. Pour le prochain quinquennat, l'accent mis sur le logement économique et l'action de l'Office de Soutien à l'Habitat Economique devrait permettre de construire 15 000 logements en tout.

Il faudrait que cet effort soit poursuivi, pour atteindre 25 000 logements au cours du deuxième quinquennat. En effet, à la croissance démographique de la ville, s'ajouteront les besoins liés au remplacement des logements les plus vieux de cette strate

Pour le quinquennat, on a évalué à 5 000 logements ces besoins de renouvellement. Par rapport aux réalisations précédentes, l'intervention de l'O.S.H.E. qui prendra en charge certains coûts communs (études, architectes, V.R.D. secondaires, etc.), permettra d'effectuer des « économies d'échelles » dans des programmes de construction importants. Le coût moyen des logements devrait être ainsi diminué.

Nous avons retenu dans cette strate un coût moyen de 650 000 F (prix 1968) par logement pour la période 1971-1980, contre un coût moyen de 750 000 F (prix 1968) pour 1970.

3. - *Strate C-D*

Le reste du parc de logements devant se répartir entre les deux strates C-D et E, on a fait certaines hypothèses « optimistes » sur cette répartition.

Une politique fermement conduite peut seule renverser la tendance actuelle et améliorer la composition du parc. Les prévisions qui suivent ne sont pas en effet une simple prolongation de la tendance observée. L'amélioration escomptée du parc de logements entre 1970 et 1980 est tout à fait contraire à l'orientation observée, qui décèle un accroissement de la part relative de la strate E (constituée par les logements précaires). C'est dire que les chiffres avancés plus bas ne seront obtenus que si des mesures sont prises rapidement.

A cette condition, on peut estimer que la strate C-D pourrait augmenter rapidement pendant les dix ans à venir, passant de 55 000 logements en 1970 à près de 75 000 en 1975 et à 100 000 en 1980.

Corrélativement l'accroissement de la strate E serait freiné, devenant de type logistique.

Pour la strate C-D le rythme moyen annuel d'accroissement du parc serait ainsi de 6,3 %. A cela s'ajoutent les besoins de renouvellement du parc, dont le taux est estimé à 3 % par an (taux prévu par la SEMA entre 1963 et 1975).

En tout, il faudrait construire chaque année un nombre de logements représentant 9,3 % du parc de la classe C-D.

Par ailleurs, on a estimé à 500 000 F (prix 1968) le coût du logement dans cette strate.

4. - *Strate E*

Une fois faites des évaluations pour les trois autres strates, le nombre de logements de la strate E représente un solde.

D'après les chiffres de l'enquête de la SEMA, on a estimé à 14 % du parc, le taux annuel de renouvellement de cette strate.

Enfin, le coût du logement de la strate E a été estimé à 100 000 F (prix 1968).

L'ensemble des estimations faites et des objectifs retenus est repris dans les tableaux ci-dessous :

| | 1970 | | 1975 | | 1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de logements | % | Nombre de logements | % | Nombre de logements | % |
| Strate A | 9 300 | 8.5 | 11 300 | 7.1 | 15 300 | 7.2 |
| Strate B | 15 000 | 13.7 | 30 000 | 18.9 | 50 000 | 23.4 |
| Strate C-D | 55 000 | 50.0 | 74 500 | 47.1 | 100 000 | 46.8 |
| Strate E | 30 700 | 27.8 | 42 200 | 26.9 | 48 700 | 22.6 |
| Ensemble du parc | 110 000 | 100.0 | 158 000 | 100.0 | 214 000 | 100.0 |

*Abidjan*

Nombre et valeur des logements construits annuellement :

Milliards de F CFA (prix 1968)

| | 1970 | | 1975 | | 1980 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de logements | Valeur | Nombre de logements | Valeur | Nombre de logements | Valeur |
| Strate A | 300 | 1.5 | 500 | 2.5 | 900 | 4.5 |
| Strate B | 2 000 | 1.5 | 4 000 | 2.6 | 6 000 | 3.9 |
| Strate C-D | 5 100 | 2.5 | 7 100 | 3.5 | 9 350 | 4.7 |
| Strate E | 6 800 | 0.7 | 7 700 | 0.8 | 9 000 | 0.9 |
| Ensemble | 14 200 | 6.2 | 19 300 | 9.4 | 25 250 | 14.0 |

Les coûts unitaires retenus sont les suivants :

— Strate A :
5 000 000 F le logement :

— Strate B :
750 000 F le logement en 1970 :
650 000 F le logement à partir de 1971 :

— Strate C-D :
500 000 F le logement :

— Strate E :
100 000 F le logement.

L'enquête de la SEMA sur Abidjan permet de distinguer approximativement, pour chaque strate, les logements construits ou achetés par les ménages à des fins d'usage personnel et ceux construits pour être loués à d'autres personnes ou pour loger du personnel.

Pour l'ensemble d'Abidjan, la répartition serait la suivante :

Milliards de F CFA (prix 1968)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Logements construits ou achetés par les ménages pour eux-mêmes | 2.7 | 3.2 | 5.0 |
| Logements construits pour être loués ou pour loger du personnel | 3.5 | 6.2 | 9.0 |
| Ensemble des logements construits | 6.2 | 9.4 | 14.0 |

E. - RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DE CONSTRUCTION

Si nous récapitulons l'ensemble des dépenses pour le logement, nous obtenons les tableaux suivants :

LOGEMENTS CONSTRUITS OU ACHETES PAR LES MENAGES POUR EUX-MEMES

Milliards de F CFA (prix 1968)

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Zones rurales | 4.6 | 7.9 | 11.4 |
| Centres urbains | 2.7 | 4.9 | 7.6 |
| Abidjan | 2.7 | 3.2 | 5.0 |
| TOTAL | 10.0 | 16.0 | 24.0 |

LOGEMENTS CONSTRUITS OU ACHETES POUR ETRE LOUES

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Zones rurales | — | — | — |
| Centres urbains | 1.5 | 2.8 | 4.0 |
| Abidjan | 3.5 | 6.2 | 9.0 |
| TOTAL | 5.0 | 9.0 | 13.0 |

ENSEMBLE DES LOGEMENTS CONSTRUITS OU ACHETES

| | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Zones rurales | 4.6 | 7.9 | 11.4 |
| Centres urbains | 4.2 | 7.7 | 11.6 |
| Abidjan | 6.2 | 9.4 | 14.0 |
| TOTAL | 15.0 | 25.0 | 37.0 |

## II. L'ÉDILITÉ

### A. - Considérations générales

Conséquence directe de l'urbanisation, les dépenses d'édilité ont beaucoup augmenté au cours de la dernière décennie.

Les perspectives décennales 1960-1970 ne prévoyaient que 4.2 milliards de dépenses d'édilité pour la période. Or, les travaux effectués chacune de ces dernières années représentaient environ la moitié de cette somme.

Toutefois, il convient de noter que, pour la plus grande part, ces dépenses ont été effectuées à Abidjan.

Au cours de la prochaine décennie, la poursuite de l'urbanisation du pays ne peut qu'augmenter encore les dépenses publiques d'édilité. Il conviendra cette fois-ci de les mieux répartir entre la capitale et les centres de l'intérieur.

Comme la population d'Abidjan, celle des centres de l'intérieur devrait doubler d'ici à 1980. Il est donc nécessaire de doter ceux-ci des équipements urbains indispensables, en portant une attention particulière aux futures « capitales régionales ».

### B. - L'édilité a Abidjan

L'Atelier d'Urbanisme de la Région d'Abidjan (A.U.R.A.) a établi un schéma d'aménagement de la capitale pour la prochaine décennie. Toutefois, son cout de réalisation est tel qu'il est souhaitable de retarder, le plus possible, certaines réalisations.

#### 1. - *Le schéma d'aménagement de l'A.U.R.A.*

A l'origine de ce schéma se trouvent certaines constatations et hypothèses :

*— Situation géographique*

Du fait de la lagune le site d'Abidjan est très compartimenté, ce qui impose un schéma polycentrique où l'équilibre entre emploi et habitat doit être recherché à l'intérieur de chaque grand secteur urbain.

*— Localisation des emplois et de la population*

En 1970, la population est répartie également de part et d'autre des ponts. Par contre, la répartition des emplois est différente : le Plateau regroupe la plupart des activités du commerce moderne, des administrations et des banques, tandis que les activités portuaires et industrielles se trouvent pour la plupart au Sud des ponts.

*— Hypothèse démographique*

La population d'Abidjan devrait doubler entre 1970 et 1980, passant de 550 000 à 1 100 000 habitants.

Partant de ces constatations, le schéma d'aménagement propose la création de pôles de développement au Nord des Ponts :

A l'Est, la zone résidentielle de la Riviera ; au Nord, la zone industrielle d'Abobo et enfin, à l'Ouest, sur le plateau du Banco, un centre urbain, une zone portuaire et une zone industrielle.

La création de ces nouvelles zones d'activités permettra de remédier au déséquilibre existant entre la localisation des emplois et le lieu d'habitation. Elle suppose une action volontaire des pouvoirs publics pour orienter, vers le plateau du Banco ou vers Abobo, toutes les implantations d'activités qui n'ont pas un besoin absolu de la proximité du port. Seule une politique de ce genre permettra de limiter, au maximum, les dépenses de voirie primaire.

En effet, les choix proposés pour l'extension de la ville conditionnent en grande partie les dépenses de voirie et de terrassement. La construction d'un ouvrage sur le Banco, celle d'une autoroute Est-Ouest assurant le dégagement de la ville vers Dabou et Bingerville, exigeront l'installation d'une voirie primaire et secondaire dans les quartiers nouveaux ou remodelés.

Les travaux de terrassement sont surtout nécessaires dans les zones industrielles, l'île de Petit-Bassam et les quartiers remodelés (Camp-Mangin, Port-Bouet). Enfin, des ouvrages importants seront nécessaires pour l'assainissement de la ville. Financée par le Programme des Nations-Unies pour le Développement, une étude sur l'assainissement de la ville doit être effectuée. Elle devrait permettre d'élaborer, d'abord, un programme d'action immédiate, puis un plan directeur d'assainissement à long terme. Sans attendre les résultats de cette étude, on a retenu dès maintenant le principe de lancer une opération d'assainissement à Treichville et à Adjamé.

#### 2. - *Les actions à entreprendre*

L'ampleur des besoins entrainera, au cours de la prochaine décennie, d'importantes dépenses d'édilité à Abidjan. Même s'il paraît difficile de financer la totalité des travaux prévus par le schéma d'aménagement, les réductions de dépenses ne pourront être que limitées. En effet, certains travaux peuvent difficilement être retardés : par exemple, ceux de voirie destinés à éviter l'engorgement de la capitale, ou ceux

d'assainissement de certains quartiers et d'équipement des terrains, nécessaires pour la construction de logements économiques.

Il est, par suite, d'autant plus important d'empêcher la réalisation d'opérations non prioritaires, que le volume des travaux indispensables atteint déjà les limites des possibilités de financement.

Pour limiter les dépenses de voirie, il est d'abord nécessaire de rapprocher les lieux de travail des zones d'habitat.

Par ailleurs, une politique des transports en commun faciliterait la circulation dans la ville et, par là, réduirait sensiblement les dépenses de voirie.

Les orientations d'une politique des transports en commun pourraient être les suivantes :

— utilisation du chemin de fer comme mode de transport des voyageurs, sur l'axe Nord-Sud ;

— réservation de couloirs pour les autobus et, éventuellement, les taxis ;

— amélioration du confort et du nombre des autobus.

De plus, l'institution partielle de la journée continue et le décalage des horaires de travail permettraient de réduire les encombrements de la circulation, le matin et surtout à midi.

Une meilleure répartition, par quartier, des écoles et des lycées, voire la création d'un service de ramassage scolaire, diminueraient le trafic aux heures d'entrée ou de sortie des établissements scolaires.

Enfin, lorsqu'il deviendra indispensable d'aménager les voies de circulation et les carrefours, on donnera la préférence aux aménagements peu onéreux, permettant de retarder de plusieurs années la mise en place d'équipements coûteux.

En ce qui concerne l'équipement des terrains destinés à la construction, les dépenses correspondantes peuvent être réduites en limitant la dimension des lots. Actuellement, ceux-ci ont une surface moyenne de 400 mètres carrés et nécessitent, de ce fait, d'importantes dépenses de voirie secondaire, d'électrification, d'hydraulique et d'évacuation des eaux. Ces lots étant équipés et concédés par l'Etat, il est en son pouvoir d'en diminuer la superficie.

D'autre part, il est nécessaire de réviser les modalités actuelles du financement de cet équipement. Il est anormal que ce soient les finances publiques qui en supportent la totalité. Il paraît logique que les bénéficiaires, c'est-à-dire les propriétaires, assument au moins une part des dépenses. En particulier pour les logements de haut standing, il serait juste de faire payer le coût de l'équipement à leurs utilisateurs.

La généralisation du bail emphytéotique pour les terrains irait dans cette direction. Cette formule présente l'avantage de ne pas hypothéquer l'avenir : elle assure les pouvoirs publics qu'ils pourront récupérer les terrains cédés si les nécessités de l'urbanisation l'exigent. Par ailleurs, il est possible d'incorporer le coût de l'aménagement des terrains dans le prix de location et ainsi de faire payer cet équipement aux utilisateurs.

Enfin, il est souhaitable de différer certaines dépenses d'édilité à Abidjan, en reportant de quelques années les opérations dont l'intérêt n'est pas vital. Il en est ainsi des ouvrages de franchissement de la baie du Banco, de la remodélation du Camp Mangin, de l'équipement d'une partie des cités résidentielles de la Riviera.

### 3. - *Prévisions d'investissement*

Compte tenu des disponibilités des finances publiques, il paraît possible de consacrer 17 milliards à l'édilité de la ville d'Abidjan pour le quinquennat 1971-1975 et 18 milliards pour le suivant.

Une ventilation de cette masse peut être effectuée pour le premier quinquennat. En ce qui concerne le deuxième, les incertitudes pesant sur les différents postes de dépense (programme d'assainissement, capacité des voies de circulation) sont trop importantes pour qu'une telle répartition puisse être effectuée de manière réaliste.

Pour la période 1971-1975, la répartition des dépenses pourrait être la suivante :

Millions de F CFA

| | |
|---|---|
| Voirie primaire | 4 000 |
| Assainissement | 2 500 |
| Remodelage de quartiers | 1 000 |
| Equipement des terrains : | |
| habitat | 8 000 |
| zones industrielles | 1 500 |
| | 17 000 |

Le poste de dépense le plus important est celui de l'équipement des terrains pour la construction de logements. Ceci est la conséquence de la priorité donnée au logement et, en particulier, au logement économique. Ainsi les 8 milliards consacrés à l'équipement de ces terrains pourraient se répartir de la façon suivante :

— 2 milliards pour les logements résidentiels ;

— 3 milliards pour les logements économiques des sociétés immobilières ;

— 3 milliards pour les logements particuliers sur terrains lotis.

## C. - L'ÉDILITÉ DANS LES VILLES DE L'INTÉRIEUR

### 1. - *Considérations générales*

Il n'existait jusqu'à maintenant aucune politique d'édilité, aussi bien pour les villes de l'intérieur que pour les zones rurales. Les dépenses en édilité d'Abidjan sont prépondérantes : ces dernières années, les dépenses publiques annuelles pour l'édilité étaient de 1,5 à 2 milliards à Abidjan contre 0,5 à 1 milliard pour le reste du pays.

Le déséquilibre actuel qui existe entre Abidjan et l'intérieur du pays est à la fois un effet et une cause de l'exode rural. Les causes de cet exode sont multiples, l'espoir d'un gain plus élevé en ville étant sans doute l'une des principales. Par ailleurs, l'attrait d'un autre cadre et d'un mode de vie différent est souvent décisif, en particulier lorsqu'il s'agit de jeunes scolarisés. Pour endiguer l'exode rural il faudrait créer, à l'intérieur du pays, des emplois et des revenus suffisants.

Il faudrait, en outre, qu'on puisse trouver dans les villes de l'intérieur les conditions de vie qui font l'attrait des grands centres. Or, à l'heure actuelle, il n'est guère qu'Abidjan et quelques grands centres de l'intérieur qui offrent les avantages, réels ou supposés, d'un mode de vie moderne. Le développement d'une infrastructure sociale et culturelle, dans d'autres centres, permettrait de procurer certains de ces avantages à leurs habitants et, partant, de constituer des pôles d'attraction intermédiaires entre la brousse et la capitale.

L'électricité, l'adduction d'eau, l'infrastructure sanitaire et culturelle participent des commodités offertes par la vie citadine ; il en est de même de certaines formes d'édilité telles que voirie et assainissement.

Sous cet angle, l'édilité fait directement partie d'une politique d'aménagement du territoire.

Celle-ci doit d'abord s'attacher à définir le type de localités sur lequel elle entend agir. Les villes de plus de 10 000 habitants paraissent le mieux convenir à une telle action. Elles regroupent une population importante (590 000 habitants en 1970) en pleine expansion. Par ailleurs, elles ont apparemment un taux de chômage inférieur à celui de la capitale et un taux de scolarisation supérieur. Enfin, elles retiennent mieux la jeunesse que les centres secondaires et les villages.

Un plan d'édilité des villes de Côte-d'Ivoire pourrait donc s'attacher essentiellement à ces centres de plus de 10 000 habitants. Les options essentielles seraient les suivantes :

— faire face, dans les meilleures conditions, à l'accroissement de la population urbaine (ouverture de nouveaux lotissements, densification des lotissements déjà ouverts) ;

— doter toutes les villes d'un schéma directeur d'urbanisme ;

— créer un centre urbain bien équipé.

En ce qui concerne le lotissement, on doit noter que, comme à Abidjan, des lots trop grands et une densification trop faible entraînent des coûts d'équipement élevés. Il conviendrait d'attirer l'attention des autorités locales (préfets et sous-préfets) sur ce fait important. L'Etat pourrait au besoin exiger le respect de normes d'urbanisme pour accorder un financement public.

A l'heure actuelle, une part importante des dépenses d'édilité sert chaque année à aménager la ville où doit être célébrée la fête de l'Indépendance. Il est souhaitable que le choix de cette ville soit connu suffisamment à l'avance. On pourrait ainsi établir un schéma d'aménagement mieux étudié et le réaliser à des coûts moins élevés.

### 2. - *Prévisions d'investissements*

Pour les centres urbains de l'intérieur les dépenses d'édilité s'élèveront à 7,5 milliards de 1971 à 1975. Pour le quinquennat suivant, il paraît possible d'intensifier l'effort d'équipement de ces centres en y consacrant 11,6 milliards.

Compte tenu des remarques précédentes, les dépenses d'édilité pendant le quinquennat 1971-1975 intéresseront surtout les grands centres urbains. Parmi les « capitales régionales », quatre ont été retenues dont l'équipement paraît prioritaire. Ainsi, d'ici 1975, devraient être effectués des travaux d'un montant de 300 millions à Daloa, 250 millions à Korhogo, 1 500 millions à Bouaké et 2 600 millions à San Pedro.

En ce qui concerne San Pedro, la création d'une ville nouvelle dans un site difficile explique un montant de dépense aussi élevé : 2 300 millions doivent être consacrés à l'aménagement des zones d'habitation, 300 millions à celui des zones industrielles.

Au cours du quinquennat 1971-1975, 2 500 millions seront consacrés aux nouvelles préfectures. Sur cette somme, la moitié sera affectée à l'aménagement des cinq préfectures qui recevront les fêtes de l'Indépendance.

Enfin, 350 millions seront dépensés, pendant la même période, pour l'équipement des sous-préfectures.

Pour le quinquennat 1971-1975, l'ensemble des dépenses se récapitule de la façon suivante :

Millions de F CFA

| | |
|---|---|
| « Capitales régionales » (Daloa, Korhogo, Bouaké, San Pedro) | 4 650 |
| Nouvelles préfectures | 2 500 |
| Sous-Préfectures | 350 |
| Ensemble des centres urbains | 7 500 |

### D. - L'édilité dans les zones rurales

Les Fonds Régionaux d'Aménagement Rural seront chargés de l'équipement des villages. Leurs efforts porteront essentiellement sur les villages centres du pays rural. Les travaux d'édilité concerneront le lotissement, la mise en place éventuelle d'une voirie et d'un assainissement sommaires.

Par l'intermédiaire des Fonds régionaux, il devrait être possible de consacrer à l'édilité rurale 450 millions dans le quinquennat 1971-1975 et 800 millions dans le quinquennat suivant.

Globalement ces sommes seraient par moitié à la charge de l'Etat et des populations, mais la proportion varierait selon la richesse de la région.

*Barrage de Kossou*

La mise en eau du barrage de Kossou entraînera le déplacement d'un certain nombre de villages. Pour ceux qui seront reconstruits, on effectuera certains travaux d'édilité, et en particulier la construction de la plate-forme sur laquelle seront édifiés les logements. Les dépenses ainsi engagées devraient atteindre environ 300 millions.

Toutefois, ce chiffre ne comprend pas les travaux exécutés en 1970, ni non plus les dépenses pour les travaux d'hydraulique, la construction de hangars et d'écoles, etc.

Pour l'ensemble des zones rurales, les dépenses à la charge de la puissance publique s'établiraient donc à 500 millions pour le quinquennat 1971-1975 et 400 millions pour le quinquennat suivant.

### E. - Récapitulation des dépenses d'édilité

Milliards de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Abidjan | 17.0 | 18.0 |
| Centres urbains | 7.5 | 11.6 |
| Zones rurales | 0.5 | 0.4 |
| Ensemble | 25.0 | 30.0 |

## III. L'HYDRAULIQUE

### A. - Considérations générales

L'importance primordiale des ressources hydrauliques pour l'alimentation des villes et le développement rural et industriel exige une politique précise d'accroissement de ces ressources.

Après un inventaire des disponibilités existantes, il faudra étudier successivement l'utilisation des eaux de surface, puis celle des eaux souterraines. Des solutions devront finalement être trouvées aux problèmes institutionnels qui se posent.

Le programme d'hydraulique retenu dans les Perspectives Décennales 1961-1970 a connu un important retard et rencontre des difficultés de financement. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans un pays dont la pluviométrie est importante, la population de la Côte-d'Ivoire manque d'eau, et non seulement la population rurale, mais aussi celle de centres importants.

Si la situation paraît à peu près satisfaisante à Abidjan, il n'en est pas de même pour tous les centres de l'intérieur. Quant à l'hydraulique villageoise, sa situation est particulièrement alarmante.

### B. - L'hydraulique à Abidjan

L'alimentation en eau de la capitale ne semble pas, pour l'instant, devoir poser de problèmes. Elle est, en effet, assurée par une nappe, située au Nord de la lagune, qui possède une importante capacité. Il est vraisemblable que l'alimentation en eau d'Abidjan ne posera aucun problème tant qu'elle restera dans la limite de 100 000 mètres cubes par jour.

Au-delà, une étude du bilan d'exploitation de la nappe sera nécessaire. La production, en 1969, n'était que de 65 000 mètres cubes par jour.

La SODECI est concessionnaire de la ville d'Abidjan pour la production d'eau. En ce qui concerne les nouveaux investissements, ceux relatifs au traitement, stockage, transit et distribution, sont à la charge de la Municipalité. Celle-ci finance des investissements au moyen d'emprunts remboursés grâce

aux recettes d'une surtaxe sur la consommation d'eau. Les investissements de production sont à la charge du concessionnaire. Quant aux branchements, ils sont financés par les nouveaux abonnés, mais leur entretien est assuré par le concessionnaire.

Pour la prochaine décennie, l'ensemble de ces trois types d'investissement sur Abidjan (Riviera comprise) devrait représenter environ 4 milliards, répartis également sur les deux quinquennats.

Millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements de traitement, stockage, distribution (à la charge de la municipalité) | 1 485 | 1 440 |
| Investissements de production (à la charge de la SODECI) | 265 | 290 |
| Branchements (à la charge des abonnés) | 250 | 270 |
| Ensemble | 2 000 | 2 000 |

Les montants et la répartition des investissements sont sensiblement les mêmes sur les deux quinquennats. Pour chacun d'eux, les investissements à la charge de la Municipalité sont d'environ 1 500 millions.

Toutefois, dans la première moitié de la décennie, les investissements de la Municipalité traduiront un effort d'amélioration de la capacité de stockage (qui passerait de 27 à 40 % de la production journalière). Dans le deuxième quinquennat au contraire, les investissements de distribution seront plus importants.

Il convient de noter que la consommation totale de la ville d'Abidjan a crû moins vite que l'effectif de sa population. Il en résulte une baisse de la consommation par tête et par jour qui est passée de 150 litres vers 1963-1964 à environ 120 litres ces deux dernières années. Cette tendance ne laisserait pas d'être inquiétante si elle se prolongeait.

Le phénomène actuel semble avoir plusieurs causes : la première résulte d'une stagnation relative de la consommation de la municipalité. Cette stagnation indique peut-être que la surface entretenue (par lavage et arrosage) ne suit pas l'accroissement de la ville. Il y a là un indice préoccupant du fait que l'extension de la ville se fait de plus en plus par les lotissements spontanés, hors du champ d'action de l'administration.

Une autre explication est dans la moindre consommation des nouveaux abonnés. Plusieurs raisons expliquent cette évolution. Sans doute ces nouveaux abonnés ont-ils des revenus moindres que les précédents. Par ailleurs, l'eau est de plus en plus facturée personnellement à l'utilisateur (et non à la société immobilière, à l'administration ou à l'employeur) : de là résulte une certaine restriction de la consommation. Enfin, la municipalité supprime progressivement la distribution d'eau gratuite aux bornes fontaines, dans le désir d'obliger les Abidjanais à s'abonner. Ainsi, la baisse de la consommation par habitant résulte partiellement du fait que les Abidjanais sont de plus en plus appelés à régler eux-mêmes le coût de cette consommation.

Quoi qu'il en soit, le phénomène ne pourrait se prolonger longtemps sans dommage pour le bien-être et la santé de la population.

Le nombre de branchements par habitant est supérieur à Abidjan (3 branchements pour 100 habitants) au chiffre correspondant dans les centres de l'intérieur équipés d'adduction d'eau (1 branchement pour 100 habitants). Il reste cependant faible puisque, en estimant qu'un branchement desserve 6 personnes, on aboutit au résultat que 20 % seulement de la population de la ville bénéficie de ce système d'adduction.

Si la politique de suppression des bornes fontaines est poursuivie, il apparaît nécessaire de prévoir un système de remplacement car, pour des raisons peut-être plus sociologiques qu'économiques, on ne peut espérer que la totalité des habitants demandera des branchements d'eau. Peut-être la solution est-elle une vente d'eau par bassine, à des prix tarifés, soit en postes fixes, soit même à l'aide de camions-citernes.

### C. - L'HYDRAULIQUE DANS LES CENTRES DE L'INTÉRIEUR

#### 1. - *Prévisions chiffrées*

a) Bilan des réalisations

Une quarantaine de Centres de l'Intérieur sont dotés d'une adduction d'eau.

En 1970, compte tenu des programmes prévus notamment pour l'équipement de Bouaké, San Pedro, Gagnoa et Agboville, c'est un montant de 1 800 millions de F CFA qui aura été investi dans l'hydraulique des centres urbains et semi-urbains de l'intérieur.

La distribution d'eau dans ces centres est assurée, en gérance, par l'E.E.C.I. (Energie Electrique de Côte-d'Ivoire), sauf dans quelques centres où la SODECI (Société de Distribution des Eaux en Côte-d'Ivoire) est concessionnaire (Grand-Bassam, Adiaké, Bonoua, Bingerville, Bouaké).

b) Besoins à satisfaire et prévisions d'investissement

Pour la décennie 1971-1980, il apparaît nécessaire d'équiper 55 centres nouveaux et de réaliser l'extension des centres déjà équipés, en fonction de leur urbanisation progressive. Durant le quinquennat

1971-1975, 21 premiers centres seront équipés dont une dizaine sont prioritaires, étant donné leur importance démographique et leur situation territoriale.

Il sera nécessaire de prévoir, aussi, l'extension des réseaux de distribution et des moyens de stockage d'une vingtaine de centres déjà équipés : en particulier les villes de Bouaké, San Pedro et Yamoussoukro.

Durant le deuxième quinquennat 1976-1980, les nouveaux équipements représenteront des investissements plus réduits, étant donné que les centres les plus importants auront déjà été équipés. Par contre, il faut prévoir une croissance des investissements d'extension.

En fonction des réalisations passées et des besoins actuels, il paraît possible de consacrer aux adductions d'eau des centres de l'intérieur 300 à 400 millions par an.

Ces investissements se présenteraient ainsi :

Millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Equipement des nouveaux centres | 1 200 | 650 |
| Extension de centres existants : San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro | 500 | 600 |
| Divers autres centres | 300 | 250 |
| Branchements | 100 | 100 |
| TOTAL | 2 100 | 1 600 |

2. - *Les actions à entreprendre*

Une quinzaine de centres urbains et semi-urbains sont électrifiés, mais non pourvus d'adduction d'eau ; ils seront équipés en priorité durant le quinquennat 1971-1975.

En 1975, les prinçipales villes de l'intérieur seront desservies en eau ; on devra alors tenir compte du peu de rentabilité des équipements nouveaux.

Il paraît, en effet, difficile d'assurer la rentabilité des systèmes de distribution des nouveaux chefs-lieux de sous-préfectures dont la population, encore largement rurale, reste inférieure à 5 000 habitants. Les possibilités d'emprunts extérieurs se trouveront de ce fait de plus en plus réduites. L'Etat devra prendre à sa charge l'équipement de ces centres, destinés à devenir des pôles de développement. Il s'agit donc de trouver des solutions techniques plus sommaires et moins coûteuses, par exemple à caractère plus ponctuel (multiplication de points d'eau aménagés, plutôt que systèmes de distribution complets).

C'est seulement à cette condition qu'il pourra être éventuellement possible d'équiper, dès le quinquennat 1971-1975, certains centres qui n'ont été retenus que pour le quinquennat suivant.

Par ailleurs, le taux de desserte moyen des centres de l'intérieur ayant un réseau d'adduction d'eau est actuellement de 1 % (5 000 abonnés pour 500 000 habitants résidant dans les 36 centres équipés). Dans chaque centre, les réseaux de distribution sont en général très étendus et les branchements demanderaient à être densifiés.

Le principal obstacle à l'augmentation du nombre des branchements n'est pas le prix de vente de l'eau, mais bien le coût des branchements (2 à 3 fois plus élevé en moyenne que celui des branchements électriques).

Pour encourager les demandes de branchement, il serait bon, par suite, d'en diminuer de moitié le coût. L'E.E.C.I., qui gère la plupart des centres de l'intérieur, a calculé que, pour compenser le manque à gagner, il suffirait que cette mesure lui assure 200 abonnés supplémentaires par an, pour l'ensemble des centres. Pareil résultat semble vraisemblable et justifie qu'on diminue le prix des branchements.

Finalement, un relèvement du tarif de l'eau à Abidjan permettrait de dégager des ressources pour l'équipement de l'intérieur. On envisage, ainsi, d'appliquer une surtaxe supplémentaire qui pourrait être de 10 F/m³ d'eau vendue à Abidjan et dont le produit (200 millions de F par an) serait destiné à cet usage.

D. - L'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE

1. - *Prévisions chiffrées*

a) Bilan des réalisations

Le Ministère des Travaux Publics a contrôlé ou réalisé en régie : 1 165 équipements ayant coûté 1 500 millions de F CFA répartis comme suit :

— 505 points d'eau réalisés à l'entreprise sur financement F.E.D. pour 950 millions de F CFA ;

— 635 points d'eau réalisés en régie pour 450 millions de F CFA ;

— 25 adductions villageoises pour environ 100 millions de F CFA.

b) Besoins à satisfaire

La Côte-d'Ivoire comptait en 1965, 8 660 villages de moins de 5 000 habitants.

Si l'on exclut les agglomérations inférieures à 100 habitants, il reste 6 480 villages à prendre en compte. L'intervention de l'Etat, en matière d'équipement

hydraulique villageois, a essentiellement porté jusqu'ici sur les 3 165 villages dont la population est comprise entre 300 et 5 000 habitants. Parmi ceux-ci il reste donc :

3 165 — 1 165 soit 2 000 villages à équiper.

Par ailleurs, il reste à équiper les 3 315 villages dont la population est comprise entre 100 et 300 habitants. Les besoins globaux sont donc de 5 315 villages à équiper.

Compte tenu du fait que les villages de plus de 700 habitants ont besoin de plus d'un puits ou forage, le nombre d'équipements nécessaires pour ces 5 315 villages devrait être d'environ 6 000.

Les réalisations à prévoir s'établiraient ainsi :

| Nature des équipements | Nombre d'équipements | Prix unitaires en millions de Francs | Coût des investissements en millions de Francs |
|---|---|---|---|
| Puits et pompes à main effectués en régie | 800 | 0,6 | 480 |
| Puits et pompes à main effectués à l'entreprise | 4 000 | 1,7 | 6 800 |
| Forages et pompes à main | 1 100 | 3,5 | 3 850 |
| Forages profonds, pompes motorisées et stockage | 100 | 8,0 | 800 |
| TOTAL arrondi | 6 000 | | 12 000 |

On notera que les régions les plus défavorisées, dans l'état actuel, sont celles de l'Ouest et de l'Est où les pourcentages de villages équipés de points d'eau modernes sont respectivement de 4 % à 8 %, les mieux dotées étant les régions du Centre et du Nord (11 %).

c) Prévisions d'investissement

Le financement de l'hydraulique villageoise sera essentiellement à la charge des Fonds Régionaux d'Aménagement Ruraux. Grâce à eux, il devrait être possible d'assurer l'équipement hydraulique de tous les villages de plus de 100 habitants en 17 années.

Par ailleurs, s'ajoute à ces prévisions l'équipement des villages de la région du Sud-Ouest (A.R.S.O.) et les villages reconstruits de la région de Kossou.

Les montants d'investissement à la charge des finances publiques et des populations rurales seraient les suivants :

Milliards de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Fonds régionaux d'aménagement ruraux | 2 000 | 3 600 |
| Villages de la région du Sud-Ouest | 100 | — |
| Villages déplacés de Kossou | 100 | — |
| Ensemble | 2 200 | 3 600 |

2. - *Les actions à entreprendre*

Le nombre des villages équipés est très insuffisant et l'état des équipements existants laisse beaucoup à désirer.

Environ 15 % seulement des villages de plus de 100 habitants sont dotés d'équipements hydrauliques ; parmi ceux-ci, les deux-tiers ne sont pas en état de fonctionner.

Les puits de fabrication artisanale sont nombreux, de faible coût, mais le plus souvent ne donnent pas d'eau en permanence. Pendant quatre mois de l'année, l'approvisionnement en eau de ces villages est mauvais, en quantité et en qualité. La situation sanitaire des villages qui manquent d'eau s'en ressent ; ils sont plus particulièrement menacés par les endémies d'origine hydrique, telle l'onchocercose et la dracunculose.

L'alimentation en eau des villages constitue l'un des éléments essentiels de la politique de développement rural, elle exige que des efforts particuliers soient faits en ce domaine, au cours de la prochaine décennie.

Pour que les sacrifices financiers consentis par l'Etat et les populations concernées aboutissent, il faut encore qu'on dote les Fonds régionaux d'aménagement des moyens techniques d'intervention indispensables.

*Réalisation des travaux*

Actuellement, la capacité de forage en régie est de 50 à 80 points d'eau par an. Les coûts de réalisation à l'entreprise privée étant actuellement trois fois ceux de la régie, il est nécessaire d'encourager la création d'entreprises ivoiriennes spécialisées dans le forage des puits.

*Gestion des équipements*

L'équipement généralisé des villages est inutile, si, par la suite, les deux tiers des équipements ne fonctionnent plus, comme c'est le cas à l'heure actuelle.

La création d'un organisme de gestion des équipements doit être un préalable à l'exécution de ceux-ci. Pour l'instant, les quatre subdivisions régionales de l'hydraulique, chargées de l'entretien périodique des équipements villageois, ont des crédits de fonctionnement nettement insuffisants pour assurer la simple sauvegarde du capital existant.

*Education sanitaire*

Très souvent, les villageois connaissent mal les précautions à prendre pour l'utilisation des eaux.

Ainsi, ils ignorent souvent les dangers que peut présenter la consommation des eaux d'écoulement superficiel. Dans bien des cas, ils ne comprennent pas que si les récipients sont sales extérieurement, ils risquent de contaminer les eaux du puits.

Préalablement à toute campagne de travaux hydrauliques, les populations rurales doivent être sensibilisées à ces problèmes d'hygiène de l'eau. L'UNICEF pourrait effectuer des campagnes d'information dans les zones pilotes.

## E. - Récapitulation des dépenses d'hydraulique

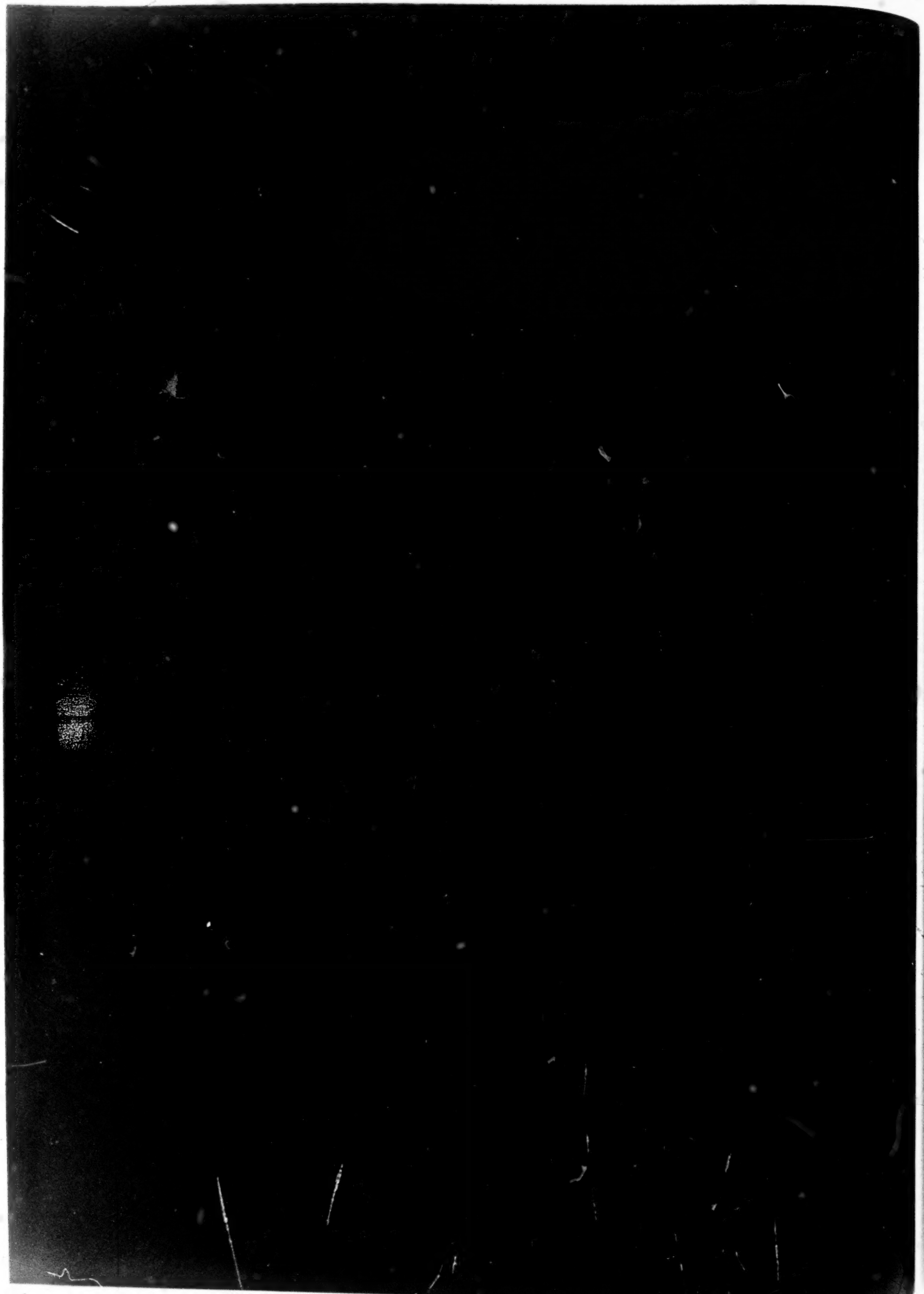
Millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Abidjan | 2 000 | 2 000 |
| Centres urbains et semi-urbains | 2 100 | 1 600 |
| Villages | 2 200 | 3 600 |
| Ensemble | 6 300 | 7 200 |

La part des investissements financés par la puissance publique est d'environ 5 milliards pour chacun des deux quinquennats. Le reste sera à la charge des populations villageoises (environ 800 millions de 1971 à 1975 et 1 700 millions de 1976 à 1980), de la SODECI et des abonnés pour la production d'eau et les branchements à Abidjan (environ 500 millions par quinquennat).

CHAPITRE 8

# LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL SOCIAL et ADMINISTRATIF



# INTRODUCTION

## LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL

Le présent chapitre tente de déterminer des objectifs et des moyens à mettre en œuvre en matière de développement social, culturel et administratif, pour la période 1971-1975 et la période 1976-1980.

### A. - La participation de tous a l'effort de développement

L'ensemble des efforts de développement social et culturel doit être sous-tendu par une *politique de promotion et de formation des ressources humaines en vue du développement global.* Au cours des prochaines années, il ne faut à aucun moment perdre de vue :

— que, dans la réalité et sur le terrain, les effets d'une politique de promotion et de formation doivent préparer et permettre d'atteindre les objectifs de développement économique ;

— et, qu'à un autre niveau, la promotion des hommes est aussi une conséquence du développement, développement dont la croissance économique proprement dite est partie intégrante.

*La promotion et la formation des hommes doivent être comprises à la fois comme moyen et comme fin du développement.*

De cette perspective globale, découle un premier choix général, qui servira de cadre à tous les autres choix particuliers : celui de *faire participer au mieux l'ensemble de la population au développement :*

— participation à l'exécution d'abord, puis progressivement, et selon des modalités appropriées, à l'élaboration du Plan ;

— participation aux avantages comme aux sacrifices qu'entraîne l'exécution du Plan.

En effet, on ne pourra parler de développement global qu'à partir du moment ou le Pays commencera :

— à fournir des capitaux qui s'associeront aux capitaux étrangers pour s'y substituer plus ou moins complètement un jour ;

— à produire les cadres et techniciens qui relaieront les personnels expatriés, notamment d'assistance technique ;

— à offrir un marché intérieur à la production locale.

En d'autres termes, il n'existe, pour un pays, de développement réel que dans la mesure ou ce pays participe à sa propre croissance, et tend à la prendre progressivement en charge. Le pays doit donc obtenir de chacun de ses nationaux :

— *la prise de conscience* de la nécessité du développement ;

— *l'acquisition des connaissances et du savoir-faire* requis pour la réalisation du développement ;

— *une participation active aux tâches de développement.*

On conçoit mieux, dès lors, la priorité accordée à une politique de promotion et de formation des cadres du pays. Cette politique pourra, dans une première phase qui sera sans doute longue, paraître aller à l'encontre d'une politique d'égalité entre tous les citoyens. Mais, à y mieux regarder, cette option de sélection et de formation prioritaire de l'encadrement du pays, dans tous les domaines, est une nécessité stratégique qui seule peut conduire, à terme, à une plus large participation de tous aux efforts de développement.

C'est dans cette perspective, notamment, que doit être abordé un problème délicat, celui de l'africanisation de l'emploi et de l'économie. Le développement,

en effet, ne sera obtenu et poursuivi que dans la mesure où :

— il sera progressivement pris en charge par les nationaux ivoiriens ;

— mais selon des critères de qualité et de productivité qui en garantiront l'efficacité.

Déjà, s'il se donne pour ambition non d'accompagner une évolution spontanée, mais d'obtenir la croissance la plus forte compatible avec l'équilibre des comptes extérieurs, et une véritable transformation en profondeur des structures économiques et sociales, un Plan ne saurait se contenter d'être l'œuvre des seuls techniciens. Il exige, dans son élaboration comme dans son exécution, la participation la plus large des instances politiques, des élites et de la population.

La création des Commissions Nationales de Planification et des Commissions Régionales de Développement a répondu à ce souci d'associer l'ensemble du Pays à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan 1971-1975.

De même, la politique de l'éducation, la politique d'encadrement et d'animation du monde rural, une politique de santé publique ou de prévoyance sociale, l'utilisation accrue des moyens audio-visuels, pour une plus large diffusion des thèmes de progrès, concourront à intensifier la participation de tous à la grande entreprise de transformation des conditions et des modes de vie de chacun qu'est le développement.

Dans cette optique, il faudra chercher, chaque fois que possible, la meilleure liaison entre la réalisation des programmes et la participation des populations concernées, y compris, notamment, sur le plan du financement.

Pour cette raison, et par nécessité de démultiplier l'effort de développement depuis le Gouvernement, auquel sont associées les Commissions Nationales de Planification et les Commissions Régionales de Développement, à travers les échelons régionaux des Ministères, jusqu'aux sociétés de base, il faudra rechercher tous les moyens de constituer progressivement de véritables collectivités locales.

Dès maintenant, c'est au niveau de ces collectivités de fait, village ou groupement de villages, que bien des solutions peuvent être aménagées pour la réalisation et l'entretien des équipements d'intérêt local auxquels accepteraient de participer les populations qui en bénéficieraient.

### B. - Politique de concentration des actions de développement.

La Loi-Plan de développement économique, social et culturel pour les années 1967-1970 a déjà attiré l'attention sur le déséquilibre démographique, économique et social croissant entre les régions comme entre certaines catégories de la population, et prévu des mesures correctrices. Le Plan 1971-1975 intègre de façon plus explicite les dimensions géographiques et sociologiques du développement, de façon à préparer la mise en œuvre d'une véritable politique d'aménagement du territoire.

Mais il serait utopique de rechercher dans l'immédiat un développement égal de toutes les régions et un soutien égal de toutes les catégories de la population. Le processus de développement est d'ailleurs par lui-même un processus déséquilibrant. Il s'agit, en réalité, de corriger certains déséquilibres qui ne manqueraient pas de constituer, à plus ou moins brève échéance, des facteurs de blocage, sans pour cela chercher à contrarier des évolutions sans doute inéluctables et finalement souhaitables.

Si l'on y regarde de plus près, il apparaît que la recherche d'un meilleur équilibre passe par la création d'un certain nombre d'inégalités et de déséquilibres transitoires.

En effet, une politique égalitaire dans la répartition des actions conduit, dans le domaine social comme dans le domaine économique, au « saupoudrage », donc à l'inefficacité et, par là, à l'aggravation des déséquilibres existants. L'efficacité implique, au contraire, la concentration de celles-ci sur un nombre limité de points, jugés essentiels pour le développement. La réduction à long terme des déséquilibres fondamentaux suppose donc, non seulement que l'on accepte, mais encore que l'on provoque consciemment, dans le moyen terme, un certain nombre de déséquilibres partiels nouveaux.

Aussi est-il proposé de renoncer à un égalitarisme inefficace et de concentrer les moyens disponibles sur un nombre déterminé d'actions. Cette politique sélective se manifestera dans de nombreux domaines, notamment au plan des actions régionales par le choix de zones et d'axes prioritaires ; au plan des actions d'encadrement et d'animation par le nombre forcément limité de ces actions ; au plan de la politique d'urbanisation par l'adoption d'un réseau de centres urbains, semi-urbains et ruraux nettement hiérarchisés.

## C. - Promotion et formation des hommes.

### 1. - *Une politique sélective d'éducation générale*

La formation des hommes est à la fois un des buts essentiels et une des conditions déterminantes du développement. Mais, en raison de son inadaptation, la politique de l'éducation s'avère trop souvent, dans les pays en voie de développement, un mythe coûteux et inefficace.

Hérités ou imités de ceux des pays développés, les systèmes d'éducation sont en effet mal adaptés aux possibilités et aux besoins des économies en voie de développement. Ils répondent plus mal encore à l'objectif de transformation des structures mentales et sociales qu'implique le développement.

L'option proposée est donc celle d'une *politique d'éducation et de formation résolument sélective*. Elle ira de pair *avec la diffusion à l'ensemble de la population*, grâce à une éducation de base faisant appel aux moyens audio-visuels, *d'un minimum culturel* lui permettant de comprendre, de s'exprimer et de participer aux tâches et aux progrès du développement.

Peut-être décevant par rapport à des objectifs plus ambitieux, mais irréalistes, le choix proposé a le mérite de tenir compte du possible sans oublier le souhaitable, à l'intérieur duquel il s'efforce d'établir un ordre de priorité répondant au souci fondamental du Gouvernement, celui de la croissance économique seule capable de fournir les moyens effectifs de l'épanouissement de l'homme ivoirien.

### 2. - *La promotion d'un paysannat moderne*

Le second objectif d'une politique de promotion humaine est de créer en Côte-d'Ivoire un paysannat moderne. Il a été examiné en détail dans le chapitre 3 sur le Développement rural.

### 3. - *L'ivoirisation de l'économie*

L'option en faveur d'une ivoirisation progressive mais effective de l'économie n'est pas en contradiction avec la volonté très nette d'ouverture à l'égard des capitaux, des investisseurs et des techniciens étrangers. Elle lui est, au contraire, complémentaire.

C'est parce que la Côte-d'Ivoire sait qu'elle manque encore de capitaux, de cadres techniques, et aussi d'entrepreneurs qu'elle recherche le maximum de concours extérieurs. Cette politique d'accueil, elle l'a jouée loyalement et sans aucune sorte de réserve ou d'arrière-pensée. Mais en même temps, elle entend bien que la croissance économique ainsi engendrée lui serve à former ses propres cadres et ses propres entrepreneurs et à orienter peu à peu l'épargne de ses nationaux vers la création d'un appareil de production proprement ivoirien.

Cette volonté d'une ivoirisation conduite avec sérieux et fermeté s'exercera dans deux directions :

— une africanisation aussi complète que possible, au fur et à mesure que des nationaux seront capables de les occuper, des emplois publics et privés. L'ivoirisation des emplois publics fera l'objet d'un plan d'africanisation. Celle des emplois privés sera recherchée par voie contractuelle ou, le cas échéant, par voie réglementaire, sans qu'il puisse être porté atteinte à la productivité et à la bonne marche des entreprises ;

— la promotion d'entreprises ivoiriennes de toutes tailles, dans tous les secteurs de l'économie. Cette ivoirisation de l'appareil industriel et commercial sera également recherchée par une politique sélective de prises de participations publiques.

Est-ce à dire que la place et le rôle des entreprises étrangères seront remis en cause ? Nullement. Celles-ci sont appelées à croître et leur nombre à augmenter au cours de la période. Mais, parallèlement, des entreprises proprement ivoiriennes, de plus en plus nombreuses, viendront prendre part au développement du pays.

## D. - Politique de santé publique et d'action sociale

Nous avons signalé plus haut la nécessité, de façon générale, de concentrer les actions de développement afin d'en obtenir, au-delà d'un déséquilibre transitoire, des effets plus larges et plus durables.

La même distribution hiérarchisée est à envisager pour les équipements sanitaires, sociaux et socio-culturels. Ici, comme en matière d'éducation et de formation, un minimum offert à chacun doit être défini et étendu à l'ensemble de la population. Ainsi faut-il prévoir et organiser une information de masse qui associe chacun à l'effort de développement, une médecine préventive et, plus largement, une éducation sanitaire qui mettent chacun à l'abri des grands périls collectifs, une formation de base qui fasse accéder chacun, notamment en matière d'éducation sociale des femmes, au nouveau type de société en cours d'élaboration.

En outre, certaines zones ou certaines catégories de la population devront faire l'objet d'actions apparemment privilégiées, parce que les unes et les

autres seront appelées à faire un effort particulier dans le cadre du développement général du pays. Ainsi les enfants et les jeunes classes actives devront être plus que d'autres l'objet des soins de la médecine curative, les cadres du développement recevront une information et une formation plus spécialisées, les populations des zones qui nécessitent un effort intensif de développement rural bénéficieront d'un encadrement et d'une action sociale plus élaborés.

Ainsi donc, en matière de réduction des déséquilibres, entre région comme entre catégories de population, en matière d'action ou d'équipement sanitaires et sociaux comme en matière d'éducation, s'impose un choix difficile en faveur d'une politique qui, refusant de tout faire, ce qui reviendrait à ne rien faire, privilégie un certain nombre d'actions génératrices à court terme d'inégalités, mais à long terme d'un meilleur équilibre régional et social.

# I. - LES BESOINS EN CADRES ET EN PERSONNEL QUALIFIÉ

La croissance des besoins en cadres et en personnel qualifié, liée au développement économique, imposera de lourdes contraintes au programme d'éducation et de formation.

Avant d'aborder les problèmes du développement culturel, il importe donc de préciser l'évolution des besoins de main-d'œuvre qualifiée par secteur d'activités, par catégorie professionnelle et par région.

## A. - LA RÉPARTITION ACTUELLE DES EMPLOIS ET DES SALAIRES

La situation actuelle se caractérise essentiellement par :

— l'importance en nombre des Africains dans tous les secteurs ;

— la faiblesse de la part relative des salaires versés aux Africains dans la masse salariale totale.

### 1. - *La répartition de l'emploi par nationalité*

L'analyse de la situation actuelle de l'emploi, à partir des statistiques de l'Office de la main-d'œuvre en 1968, met en évidence l'importance du groupe des Africains dans l'ensemble des salariés. L'ensemble du secteur traditionnel est africanisé et 93,7 % des emplois du secteur privé moderne (primaire, secondaire, tertiaire) sont africanisés. Les Expatriés détiennent 6,3 % des emplois du secteur moderne. Cette répartition des emplois par nationalité varie selon les secteurs d'activité.

REPARTITION DES SALARIES DU SECTEUR MODERNE EN 1968

Tableau N° 1

en pourcentages

| Nationalités / Secteurs d'activités | Ivoiriens | Africains non Ivoiriens | Non Africains | Total |
|---|---|---|---|---|
| Primaire | 19,2 | 78,5 | 2,3 | 100,0 |
| Secondaire | 51,6 | 43,3 | 5,1 | 100,0 |
| Tertiaire | 56,3 | 34,2 | 9,5 | 100,0 |
| Total secteur | 47,5 | 46,2 | 6,3 | 100,0 |
| Privé | 93,7 | | 6,3 | 100,0 |
| Fonction publique | 75,0 | 17,7 | 7,3 | 100,0 |

Parmi les Africains, les Ivoiriens ne représentent qu'un peu plus de la moitié des salariés (47,5 % sur 93,7 %). Ils sont peu nombreux dans le secteur primaire (19,2 %). Dans la Fonction Publique, par contre, ils constituent 75 % des effectifs contre 17,7 % pour les Africains non ivoiriens et 7,3 % pour les Expatriés.

### 2. - *La répartition de la masse salariale*

L'importance relative des différents groupes est profondément modifiée par la répartition de la masse salariale.

REPARTITION DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR MODERNE EN 1968

Tableau N° 2

en pourcentages

| Nationalités / Secteurs d'activités | Ivoiriens | Africains non Ivoiriens | Non Africains | Total |
|---|---|---|---|---|
| Primaire | 22,9 | 44,4 | 32,7 | 100,0 |
| Secondaire | 38,9 | 24,2 | 36,9 | 100,0 |
| Tertiaire | 31,9 | 21,4 | 46,7 | 100,0 |
| Total secteur | 32,5 | 26,4 | 41,1 | 100,0 |
| Privé | 58,9 | | 41,1 | 100,0 |
| Fonction Publique | 75,5 | 12,3 | 12,2 | 100,0 |

Les Expatriés occupent 6,3 % de l'ensemble des emplois, mais perçoivent 41,1 % de la masse salariale globale, dans le secteur privé moderne. Inversement les Africains qui représentent 93,7 % des salariés de ce même secteur reçoivent seulement 58,9 % des salaires.

Quant aux Ivoiriens (47,5 % des salariés), ils reçoivent 32,5 % des salaires. Toutefois, dans la Fonction Publique, leur part est prépondérante puisque 75,5 % des salaires leur sont versés (contre 12,3 % aux Africains non ivoiriens et 12,2 % aux Expatriés).

## B. - L'ÉVOLUTION GLOBALE DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE

Les besoins de main-d'œuvre de l'économie nationale pour la période 1971-1980 dépendent de deux facteurs :

— le nombre d'emplois nouveaux créés pendant ces dix années :

— les emplois disponibles du fait de départs en retraite ou de décès de travailleurs actuellement dans l'emploi (besoins en renouvellement).

Les besoins dus au renouvellement de la main-d'œuvre actuellement employée (décès et retraites) ont été calculés avec des taux quinquennaux de 13,45 % pour les secteurs secondaire et tertiaire et 13,60 % pour la Fonction Publique. On n'a pas pu calculer ce taux pour le secteur primaire.

Les besoins globaux de l'économie nationale ainsi estimés, par grand secteur d'activités, ont été ventilés :

— par catégorie professionnelle et type d'emploi ;

— par région.

1. - *La répartition par secteur d'activités et par catégorie professionnelle*

La structure de l'emploi telle qu'elle se présente en 1969 est caractérisée par le faible niveau de qualification des travailleurs. Compte tenu des programmes de formation en cours, on peut penser que d'ici 1975 le niveau de qualification des travailleurs s'élèvera.

On constate, d'autre part, qu'en 1969, le pourcentage d'emplois techniques par rapport à l'ensemble des emplois est élevé. L'évolution des autres pays montre que, dans le secteur industriel, la part des emplois administratifs a tendance à augmenter. Il est probable que la Côte-d'Ivoire connaîtra la même évolution.

C'est à partir de ces hypothèses, et compte tenu de la situation actuelle de l'emploi en Côte-d'Ivoire, de l'évolution qu'elle a déjà connue dans les dernières années, qu'a été élaboré un modèle de structure de l'emploi pour 1975.

*Secteur primaire*

En ce qui concerne le secteur primaire, aucune information récente ne permet de mettre à jour les données recueillies en 1966. On a donc repris les ratios calculés à cette date, moyennant une légère augmentation de la part des emplois administratifs et d'une élévation de niveau de qualification des travailleurs. Les ratios utilisés pour les projections des effectifs figurent dans le tableau ci-dessous.

SECTEUR PRIMAIRE - STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 3

| en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Branches d'activité | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 02 : Agriculture industrielle . . | 0,2 | 1,0 | 1,7 | 6,0 | 90,4 | 99,3 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,7 |
| 03 : Forêt . . . . . | 0,5 | 3,2 | 17,6 | 12,8 | 63,8 | 97,9 | 0,1 | 0,4 | 0,5 | 1,1 | 2,1 |
| 04 : Pêche . . . . . | 1,5 | 6,8 | 16,7 | 74,0 | - | 99,0 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,2 | 1,0 |

*Secteur secondaire*

a) Les industries de transformation : (branches 05 à 22, à l'exclusion des branches 09 et 10)

A partir des données d'une enquête menée en 1969 sur le secteur secondaire, on a établi des ratios, par catégorie professionnelle, pour chaque branche d'activité. L'étude de ces ratios a mis en évidence leur liaison avec la taille de l'entreprise. On a donc procédé, à l'intérieur de chaque branche d'activité, à une ventilation des entreprises selon leur taille, et, pour chacun de ces groupes, on a appliqué les ratios correspondants. On a obtenu alors, pour chaque branche, *des ratios pondérés en fonction de la taille des entreprises.*

Au cours des prochaines années, la part des ouvriers spécialisés augmentera aux dépens des manœuvres ; par la suite, elle se stabilisera au profit des ouvriers qualifiés, puis de la maîtrise. Il en est de même pour les emplois administratifs. Le pourcentage de cadres supérieurs n'augmente pas car l'accroissement du volume de l'emploi est surtout dû à l'élévation de la taille des entreprises : on sait que les ratios de cadres supérieurs varient en raison inverse de la taille de l'entreprise.

SECTEUR SECONDAIRE (branches 05 à 22, sauf branches 09 et 10)
STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 4

| en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 1966 | 1,7 | 3,2 | 10,7 | 21,7 | 53,2 | 90,5 | 0,5 | 1,1 | 4,6 | 3,3 | 9,5 |
| 1969 | 0,9 | 3,3 | 11,3 | 30,9 | 42,8 | 89,2 | 0,8 | 1,4 | 3,6 | 5,0 | 10,8 |
| 1975 | 0,8 | 3,5 | 15,0 | 31,9 | 35,0 | 86,2 | 1,0 | 2,1 | 5,7 | 5,0 | 13,8 |

A partir de ces ratios, connaissant le volume de l'emploi prévu par branche d'activité, on a pu répartir les effectifs par catégorie professionnelle et obtenir ainsi la physionomie de l'emploi en 1975 et en 1980.

b) Autres branches : (branches 09, 10, 23)

En ce qui concerne les autres branches du secteur secondaire, elles ont un type d'activité trop distinct et une structure de l'emploi trop particulière, pour ne pas exiger un modèle qui leur soit propre.

Dans les tableaux suivants, on trouve la structure de l'emploi observée en 1966 et en 1969 et celle qui devrait exister en 1975, compte tenu des deux hypothèses retenues :

— augmentation de la part des emplois administratifs ;

— élévation du niveau de qualification des travailleurs.

Branche 09 : ENERGIE - EAU - STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 5

| en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 1966 | 4,2 | 10,2 | 23,1 | 11,2 | 18,8 | 67,5 | 0,9 | 10,3 | 12,8 | 8,5 | 32,5 |
| 1969 | 2,8 | 6,7 | 12,1 | 19,6 | 43,8 | 85,0 | 0,7 | 2,1 | 5,3 | 6,9 | 15,0 |
| 1975 | 2,5 | 10,0 | 17,0 | 20,5 | 20,0 | 70,0 | 1,4 | 4,6 | 17,0 | 7,0 | 30,0 |

Branche 10 : ACTIVITES EXTRACTIVES - STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 6

| en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 1966 | 2,4 | 8,0 | 8,0 | 23,4 | 51,4 | 93,2 | - | 3,6 | 1,7 | 1,5 | 6,8 |
| 1969 | 2,8 | 6,7 | 12,1 | 19,6 | 43,8 | 85,0 | 0,7 | 2,1 | 5,3 | 6,9 | 15,0 |
| 1975 | 2,0 | 6,7 | 20,0 | 18,3 | 38,0 | 85,0 | 0,7 | 3,0 | 6,3 | 5,0 | 15,0 |

On constatera qu'on n'a pas fait varier le rapport emplois administratifs / emplois techniques par rapport à 1969, car, dans d'autres pays, ce rapport est en général un peu plus faible que celui enregistré en 1969 en Côte-d'Ivoire.

Branche 23 : BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 7

| en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 1966 | 1,6 | 3,9 | 10,9 | 19,4 | 59,1 | 94,9 | 0,1 | 1,5 | 2,2 | 1,3 | 5,1 |
| 1969 | 0,6 | 2,9 | 22,2 | 24,2 | 44,7 | 94,6 | 0,5 | 0,6 | 1,8 | 2,5 | 5,4 |
| 1975 | 0,8 | 3,5 | 25,0 | 25,0 | 37,7 | 92,0 | 0,7 | 0,9 | 2,7 | 3,7 | 8,0 |

*Secteur tertiaire*

Pour le secteur tertiaire, comme pour le secteur primaire, les informations les plus récentes remontent à 1966. On a donc modifié la structure de l'emploi observée à cette date, pour faire une place plus large aux emplois administratifs et élever le niveau de qualification des travailleurs.

SECTEUR TERTIAIRE - STRUCTURE DE L'EMPLOI

Tableau N° 8

| Branches d'activités en pourcentages | EMPLOIS TECHNIQUES | | | | | | EMPLOIS ADMINISTRATIFS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Total | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Employés non qualifiés | Total |
| 24 Transports . . . | 0,5 | 5,0 | 8,7 | 25,0 | 42,0 | 81,2 | 1,3 | 2,5 | 12,5 | 2,5 | 18,8 |
| 27 Commerce . . . | 0,8 | 1,9 | 6,9 | 3,4 | 20,0 | 33,0 | 3,0 | 12,0 | 40,0 | 12,0 | 67,0 |

*Fonction Publique*

On constate que l'emploi dans la Fonction Publique est plus qualifié que dans les autres secteurs. Aussi a-t-on maintenu les proportions observées en 1969 entre les cinq catégories. Les ratios du tableau suivant ont servi de base pour la répartition des emplois créés dans l'adrainistration générale.

Tableau N° 9

| Catégories . . . . . | A | B | C | D | E |
|---|---|---|---|---|---|
| Ratios . . . . . | 5,0 | 11,7 | 36,4 | 39,3 | 7,6 |

2. - *La répartition régionale des emplois créés*

Concernant le secteur secondaire, on a pu ventiler les besoins globaux en main-d'œuvre par région selon les principes suivants :

— Emplois industriels

La localisation des usines étant connue, les emplois correspondants sont directement affectés aux régions d'implantation.

— Emplois artisanaux

Ils ont été distribués en proportion directe des valeurs ajoutées artisanales, créées dans les régions.

Il n'a pas été possible, faute d'informations, de procéder de même pour les autres secteurs d'activité.

C. - Les résultats

En appliquant alors aux besoins de main-d'œuvre prévus par le Plan (créations et renouvellements) les ratios établis, on a pu ventiler les emplois par secteur, par catégorie professionnelle et par région.

1. - *Les besoins de main-d'œuvre*

Tout d'abord, d'après les prévisions du Plan en matière d'emplois et les calculs effectués sur les renouvellements nécessaires en raison des décès et des mises à la retraite, les emplois créés de 1970 à 1980, dans le secteur moderne, devraient être les suivants :

BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE
DU SECTEUR MODERNE

Tableau N° 10

| Secteurs | 1971-75 | 1976-80 | 1971-80 |
|---|---|---|---|
| Primaire . . . . . | 9.300 | 16.600 | 25.900 |
| Secondaire . . . . . | 63.660 | 78.785 | 142.445 |
| Tertiaire . . . . . | 37.200 | 45.900 | 83.100 |
| Fonction publique . . | 16.660 | 21.560 | 38.220 |
| Ensemble . . . . . | 126.820 | 162.845 | 289.665 |

2. - *La répartition par secteur d'activités et par catégorie professionnelle*

a) Secteur primaire

La part relative du secteur primaire dans l'ensemble de l'emploi salarié moderne qui était de 25 % en 1965 n'est plus en 1970 que de 23 % et ne représentera plus que 17,6 % en 1980.

25 900 emplois seront créés de 1971 à 1980, à raison de 9 300 de 1971 à 1975 contre 16 600 de 1976 à 1980, mais 22 290 (soit 86 %) seront des emplois non qualifiés. La forte augmentation du deuxième quinquennat s'explique par la création, entre 1976 et 1980, de 9 400 emplois dans la branche 03 (exploitations forestières) contre seulement 200 entre 1971 et 1975.

La ventilation des besoins en main-d'œuvre dus aux créations d'emplois, par niveau de qualification, se présente de la manière suivante :

Tableau N° 11

| Période | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Emplois qualifiés | Emplois non-qualifiés | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 1971-1975 | 52 | 219 | 493 | 8.536 | 9.300 |
| 1976-1980 | 107 | 554 | 2.185 | 13.754 | 16.600 |
| 1971-1980 | 159 | 773 | 2.678 | 22.290 | 25.900 |

b) Secteur secondaire

L'importance croissante des activités secondaires dans la production intérieure brute entraîne une augmentation de la part relative de ce secteur dans l'emploi salarié moderne. Celle-ci, qui était de 28 % en 1965, passe à 34 % en 1970 pour atteindre 39 % en 1980.

Pour la période 1971-1975, 46 300 emplois seront créés dans le secteur secondaire, dont 33 430, soit 72,2 %, dans les seules branches 15, 16, 18 et 23 ; le volume des créations d'emplois pour la période 1976-1980 est de 54 140. La seule branche 18 (Textiles), qui avait enregistré 7 520 nouveaux emplois de 1971 à 1975, en recevra 11 150 de plus de 1976 à 1980. Cette augmentation s'explique par l'implantation, à partir de 1975, d'industries de transfert qui emploieront à elles seules environ 3 000 personnes. L'introduction des industries de transfert, qui doit également avoir lieu de 1976 à 1980 dans les branches 17, 19 et 21 explique, en grande partie, la progression des créations d'emplois. Le secteur secondaire dépassera ainsi les 100 000 emplois nouveaux au cours de la décennie 1971-1980.

Les besoins en main-d'œuvre dus aux créations d'emplois et au renouvellement seront les suivants :

Tableau N° 12

| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Emplois qualifiés | Emplois non qualifiés | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 1971-75 | 1.082 | 3.311 | 13.687 | 45.580 | 63.660 |
| 1976-80 | 1.339 | 4.255 | 17.490 | 55.701 | 78.785 |
| 1971-80 | 2.421 | 7.566 | 31.177 | 101.281 | 142.445 |

c) Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire employait, en 1965, 31 % des salariés du secteur moderne. Il en emploiera en 1980. 31,1 %.

De 1971 à 1980, 67 300 emplois seront créés, dont 26 000 dans les transports et 25 000 dans le commerce.

Les besoins en main-d'œuvre (créations d'emplois et renouvellement) sont les suivants :

Tableau N° 13

| Périodes | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Emplois qualifiés | Emplois non qualifiés | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 1971-75 | 1.016 | 3.737 | 10.907 | 21.540 | 37.200 |
| 1976-80 | 1.294 | 4.653 | 14.516 | 25.437 | 45.900 |
| 1971-80 | 2.310 | 8.390 | 25.423 | 46.977 | 83.100 |

d) Fonction publique

Compte tenu des ressources publiques disponibles, le taux de croissance annuel des effectifs de l'Administration Générale ne devra pas excéder 6 % au cours de la décennie 1971-1980. Ceci explique la part relativement décroissante de l'Administration Générale dans l'ensemble de l'emploi salarié moderne : 14,6 % en 1965, 12,4 % en 1970 et 12 % en 1980.

Les besoins en main-d'œuvre, pour chacune des catégories, ont été évalués dans le tableau 14.

Tableau N° 14

| Périodes | A | B | C | D | E | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1971-75 | 835 | 1.950 | 6.065 | 6.545 | 1.265 | 16.660 |
| 1976-80 | 1.080 | 2.525 | 7.845 | 8.470 | 1.640 | 21.560 |
| 1971-80 | 1.915 | 4.475 | 13.910 | 15.015 | 2.905 | 38.220 |

3. - *Répartition régionale des emplois*

On n'a pu évaluer la répartition régionale des emplois que pour le secteur secondaire.

Malgré les efforts de régionalisation, près de la moitié des emplois créés entre 1971 et 1975 seront localisés à Abidjan (45,8 %). Les départements du Centre (15,3 %) et du Sud-Ouest (12,3 %) se partagent la moitié des emplois restants. Dans l'Ouest, les implantations industrielles prévues sont des industries de type capitalistique et nécessitent peu de main-d'œuvre. Les créations d'emplois dans l'Est et le Centre-Ouest sont peu nombreuses (cf. Chapitre 4, paragraphe III).

Compte tenu des imprécisions dans l'évaluation des besoins en main-d'œuvre des secteurs primaire et tertiaire, où des études plus précises doivent être entreprises, il faudra pouvoir disposer de 50 000 travailleurs qualifiés supplémentaires au cours de la période 1971-1975 et de 66 000 de 1976 à 1980.

Il reste à rechercher quand, et au prix de quels efforts, l'appareil de formation ivoirien sera en mesure de les fournir.

# II. - LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

## A. - Orientations générales du programme d'éducation et de formation

### 1. - *Finalité de l'éducation et de la formation*

La Loi-Plan de développement économique, social et culturel pour les années 1967-1970 et les travaux menés depuis sa parution ont mis en lumière la nécessité de définir les moyens que doit se donner la Côte-d'Ivoire pour atteindre ses objectifs de croissance économique. Ces moyens sont, entre autres, une large diffusion des connaissances techniques et professionnelles et des attitudes favorables au développement.

L'appareil de formation de l'Etat est le meilleur support de la diffusion de ces connaissances et de ces attitudes. Il sera, au cours du quinquennat, réformé et développé en vue de favoriser l'esprit d'entreprise, de susciter des attitudes collectives nouvelles devant les problèmes quotidiens de la production, des échanges et de la consommation, et cela concurremment avec les autres instruments de diffusion et d'information que sont la presse, la radio et la télévision.

L'éducation doit apparaître comme un investissement productif valorisant le potentiel humain de manière à lui permettre de tirer le meilleur parti des ressources naturelles et des techniques modernes. Sous toutes ces formes, l'éducation doit être conçue comme un instrument de stimulation socio-économique contribuant à l'adaptation des méthodes de production et des habitudes de consommation, en même temps qu'elle favorise la diffusion d'une culture vivante dans la masse de la population.

Faute de disposer, en temps utile et en nombre suffisant, des cadres ivoiriens qu'appellera le développement économique, la Côte-d'Ivoire verra croître encore, durant quelques années, sa demande en personnel expatrié. Cette situation, de plus en plus onéreuse, pose des problèmes psychologiques et politiques importants. Si elle n'était redressée, le pays ne saurait trouver le développement authentique, assumé par la nation elle-même, auquel aspire la population.

Face à ces exigences, le programme proposé ici tend vers une prise en main progressive, par des cadres ivoiriens, de leur développement. Il prévoit la formation, dans les meilleurs délais, des cadres ivoiriens nécessaires pour occuper les emplois nouveaux qui seront créés dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire et assurer à terme la possibilité d'une relève des étrangers.

La formation des cadres n'est pourtant pas une fin en soi. Elle constitue seulement l'un des principaux facteurs du progrès social dont les cadres et la main-d'œuvre qualifiée sont des agents nécessaires.

Aussi, le programme de développement de l'appareil de formation et d'éducation, à mettre en œuvre entre 1971-1975, s'il tend à répondre au mieux aux besoins en personnel qualifié et d'encadrement qui apparaîtront au courant de la période, n'implique-t-il pas une structuration définitive de l'appareil éducatif selon les formes qu'il revêt actuellement. C'est au cours du quinquennat et à la lumière d'études complémentaires, que pourra être définie une politique d'éducation et de formation à plus long terme. Elle tiendra compte de l'expérience et des résultats qui seront acquis à partir de ce premier programme de développement des divers degrés d'enseignement et de la formation professionnelle.

L'option qui consiste à demander à l'appareil éducatif de fournir en priorité les cadres du développement national dans tous ses secteurs conduit à accroître l'effort en vue de la formation aux fonctions techniques et de responsabilité (Centres de formation professionnelle, Etablissements d'enseignement technique, Institut Supérieur d'enseignement technique formant ingénieurs et commerçants). Dans le cadre des moyens qui pourront être mobilisés, cet effort ne sera possible et efficace que s'il est accompagné d'une amélioration des rendements de l'enseignement secondaire général, qui est le tronc commun de formation des cadres supérieurs, des cadres moyens et des employés qualifiés. Au prix de cette amélioration à tous les niveaux, l'effectif d'élèves entrant actuellement chaque année en 6e (environ 12 000 élèves) sera suffisant pour assurer la production des effectifs nécessaires en fin des différentes scolarités.

C'est dans ces perspectives générales qu'est orienté chaque ordre d'enseignement. Chacun d'eux possède sa propre finalité, tout en permettant l'accès à un niveau supérieur d'instruction et d'éducation.

La politique éducative ainsi définie implique une politique culturelle. Celle-ci cherchera non seulement à diffuser une culture ivoirienne et universelle, mais à donner à chaque individu, à travers l'éducation scolaire, mais aussi par un encadrement et des actions extra-scolaires, les moyens de participer à l'enrichissement continuel de la culture nationale ouverte sur l'extérieur.

## 2. - *Mise en œuvre du programme d'éducation et de formation*

### a) Structures de coordination

La Côte-d'Ivoire dispose déjà d'un appareil assez développé de formation et d'enseignement à tous les niveaux. Le plein-emploi de cet appareil doit être obtenu, une meilleure efficience recherchée. A cet effet, il est probablement moins indispensable de créer de nouvelles structures que d'animer celles qui existent déjà. Il s'agit d'assurer les moyens de planifier de façon continue les programmes d'enseignement et les méthodes de formation et d'évaluer régulièrement les résultats obtenus.

Un organe consultatif national devrait permettre à toutes les instances intéressées de prendre part à l'élaboration et à l'application de la politique d'éducation nationale. La Commission de Développement Social et Culturel créée par la Loi-Plan pourrait constituer cet organe consultatif.

### b) L'adaptation de l'éducation au développement

Pour répondre aux nécessités générales d'adaptation de l'enseignement aux réalités ivoiriennes, en ce qui concerne l'*enseignement primaire*, différents Comités de coordination, groupes de travail et d'études ont été mis en place. On veillera à animer en permanence les travaux dont ils sont chargés et qui tendront notamment à faire participer activement et plus directement l'ensemble du personnel enseignant aux actions de développement et d'adaptation.

Pendant toute la durée du Plan 1971-1975, des recherches pédagogiques approfondies devront être effectuées, afin de définir et d'appliquer les modifications de structures, de programmes et de méthodes susceptibles d'augmenter l'efficacité de l'*enseignement secondaire* (enseignement programmé, radio et télévision, techniques audio-visuelles).

Cette recherche s'appliquera aussi à l'*enseignement technique*, à ses programmes et méthodes. Elle contribuera à améliorer la qualité du personnel enseignant qui n'a pas toujours pu bénéficier de la formation désirable.

La coordination pédagogique des enseignements du second degré et supérieur fera l'objet d'études plus poussées, afin d'éviter des ruptures entre les deux niveaux et de permettre à l'*enseignement supérieur* de remplir, dans de bonnes conditions, une de ses fonctions essentielles : la formation de professeurs.

### c) L'orientation et la sélection scolaires

Etroitement liées à l'orientation et à la sélection professionnelles, elles constituent l'un des instruments essentiels de l'adaptation de l'éducation aux besoins socio-économiques et aux aptitudes individuelles. Des moyens suffisants et des méthodes adaptées permettront l'organisation efficace de l'orientation et de la sélection.

### d) Financement de l'éducation

On recherchera toutes les possibilités de financement extra-budgétaire de l'éducation et de la formation. Les mesures susceptibles d'être appliquées devront être prises le plus rapidement possible : participation des familles selon leur revenu, des collectivités locales, des entreprises, prêts à substituer aux bourses dans l'enseignement supérieur, etc. Cette recherche s'appliquera particulièrement à l'enseignement primaire en ce qui concerne la construction des écoles et des logements de maîtres, et les fournitures scolaires.

On veillera à ce que l'application du régime des bourses contribue à une efficace orientation des élèves et étudiants vers les formations nécessaires au développement du pays.

Il y aurait, par ailleurs, avantage à établir des normes de constructions scolaires plus adaptées aux besoins. Une unité de travail chargée des problèmes spécifiques des constructions scolaires devrait être constituée en vue de l'établissement de normes et de plans types. Ses recherches et propositions permettront d'éviter la réalisation par les collectivités d'écoles mal conçues, au prix de revient trop élevé.

### e) L'enseignement privé

L'enseignement privé continuera de compléter utilement l'enseignement public et bénéficiera de l'aide de l'Etat.

Les Ministères compétents aménageront et renforceront les moyens de liaison pédagogique et administrative propres à maintenir la qualité de l'enseignement privé, à accroître son efficacité, et à assurer la complémentarité avec l'enseignement public.

f) La carte scolaire

L'établissement de la carte scolaire se fera, en ce qui concerne l'enseignement primaire, en respectant la priorité reconnue aux zones où se réaliseront des projets de développement et dans la perspective d'atténuer les trop gros écarts de scolarisation de région à région.

L'élaboration de la carte scolaire de l'enseignement secondaire revêt une importance et une urgence toutes particulières.

La Commission Nationale de Régionalisation et les Commissions Régionales de Développement coordonneront à l'échelon régional les objectifs et les moyens d'action prévus par la carte scolaire.

## B - Enseignement primaire

### 1 - *Finalité de l'enseignement primaire*

S'insérant dans un système national d'enseignement et, plus largement dans une politique culturelle, l'enseignement du premier degré fournira, à terme, à l'ensemble des citoyens, les données minimales qui leur permettront de communiquer et de partager les valeurs fondamentales de leur culture commune. Il préparera l'épanouissement de la personnalité de chacun, en vue de sa promotion individuelle et de sa meilleure contribution au progrès collectif.

Cet enseignement, qui doit être profondément rénové dans ses orientations et ses pratiques, a une triple vocation :

— fournir aux citoyens de la Côte-d'Ivoire la base d'une culture de type moderne ;

— orienter et sélectionner les jeunes destinés à fournir au pays les cadres moyens et supérieurs dont il a besoin ;

— adapter les jeunes à une participation efficace au développement de la production économique et de la vie sociale.

Cette triple vocation sera présente aux différents niveaux de l'enseignement du premier degré qui se décomposera en un enseignement fondamental et un enseignement élémentaire de complément. Un encadrement postprimaire des jeunes apportera, par ailleurs, aux adolescents les moyens de ne pas perdre les connaissances de base acquises et les possibilités de les appliquer concrètement dans leur vie journalière de producteur, de consommateur et de citoyen.

*L'enseignement fondamental* est dispensé au cours des quatre premières années de scolarité. Il vise à développer les aptitudes des jeunes à la vie collective (aptitudes à l'observation, à l'inférence logique, à l'auto-information, à la communication). Il les sensibilise aux valeurs fondamentales du groupe national. Il les habituera à la recherche des attitudes favorables à l'innovation. Les connaissances de base acquises au cours du cycle (langue, calcul...) sont des moyens pour développer ces aptitudes et acquérir ces habitudes.

Dispensé durant deux ans (cinquième et sixième années de scolarité), *l'enseignement élémentaire de complément* joue un double rôle :

— il développe la formation de l'enseignement fondamental dans le sens d'un exercice plus poussé des aptitudes intellectuelles, en même temps qu'il propose une plus large ouverture aux réalités du milieu proche et du milieu élargi ;

— il permet une observation des élèves en vue de leur orientation au-delà des six ans de l'école primaire. Dans la mesure où la Côte-d'Ivoire est contrainte de régler l'accès des jeunes aux enseignements secondaire et supérieur, en fonction des besoins en cadres, l'orientation est nécessairement sélective. Elle est la condition majeure de la rentabilité globale d'un système général d'enseignement. Pour faciliter l'orientation, l'enseignement élémentaire de complément proposera aux jeunes des activités différenciées où ils manifesteront le plus librement leurs aptitudes réelles et leurs intérêts dominants.

### 2 - *Orientation et moyens d'une pédagogie rénovée*

Les insuffisances et les inadéquations de l'enseignement élémentaire dispensé aux enfants ont en Côte-d'Ivoire, comme dans d'autres Eats, atteint une

ampleur qui oblige à définir une politique de rénovation profonde.

Dans un passé récent, de multiples opérations de modernisation pédagogique ont été tentées, dont bon nombre avec un succès certain. Elles se rapportent soit directement à l'enseignement dispensé (conception des programmes, moyens audio-visuels, jardins scolaires...), soit à la formation ou au perfectionnement des enseignants (magazine des instituteurs, cahiers de pédagogie, recyclage des maîtres...).

Les résultats obtenus, et les difficultés rencontrées pour étendre suffisamment des expériences limitées, ont conduit à l'adoption d'un programme général de rénovation, s'inscrivant dans le contexte du développement global de la Côte-d'Ivoire et dans les limites des ressources budgétaires de l'Etat.

Ce programme, étudié et mis au point sur la demande du Gouvernement, a obtenu les concours de nombreuses instances étrangères et internationales spécialisées (U.N.E.S.C.O., F.A.C., B.I.R.D., P.N.U.D., U.N.I.C.E.F., B.I.T., Fondation FORD, O.R.T.F.). Il repose sur deux novations principales :

— l'adoption de la télévision scolaire :

— l'élévation du niveau du corps enseignant et l'amélioration de ses conditions de travail.

a) La télévision scolaire

La décision d'adopter la télévision, comme élément essentiel de communication, dans l'enseignement primaire a été prise en considération des possibilités nouvelles qu'elle ouvre et des contraintes de modernisation profonde qu'elle entraîne.

Parmi les possibilités pédagogiques nouvelles qu'offre la télévision, on retient en particulier :

— les avantages propres à tout système audio-visuel : présentation d'éléments concrets et plus seulement verbaux, diffusion de bons modèles visuels et sonores, ouverture au monde, actualisation de l'enseignement en termes de contenu et de méthodes, visualisation des contenus d'accès difficile :

— les avantages à tout système fortement centralisé : appel à un nombre relativement restreint d'agents de valeur, chargés de l'élaboration et de la production des programmes, unification de l'enseignement, intégration des différentes matières, mise au service du plus grand nombre des travaux d'enseignants de haute qualification ; les meilleurs maîtres ne s'adressent plus uniquement à une classe privilégiée, mais à toutes les écoles du pays ;

— les avantages propres à tout système de télécommunication moderne : rapidité de la diffusion, nombre de points de réception théoriquement illimités.

Parmi l'ensemble des éléments positifs d'un système de télé-enseignement, la possibilité d'assurer une formation permanente des enseignants n'est pas l'un des moindres. La diffusion régulière d'émissions destinées aux maîtres fait de la télévision une « Ecole Normale Permanente », soutenant et prolongeant les actions de formation et de perfectionnement des maîtres qualifiés.

Finalement, l'introduction dans l'enseignement de ce nouveau procédé technique moderne qu'est la télévision obligera à l'innovation, à la création. Pour peu que l'on sache rassembler un nombre suffisant de gens compétents, connaissant bien les besoins profonds de la population ivoirienne, on peut espérer qu'ils réussiront à concevoir et construire un système nouveau d'éducation plus adapté aux conditions contemporaines que l'ancien.

En résumé, tout porte à croire que le recours à la télévision permet d'atteindre plus rapidement les objectifs généraux suivants :

— mieux répartir l'effort scolaire, afin que l'école primaire soit un facteur d'unification nationale tant culturelle qu'économique ;

— lier cet effort aux projets de développement, de telle sorte que les jeunes sortant de l'école primaire puissent s'intégrer à un milieu dynamique, au lieu de partir à la ville ;

— améliorer le rendement pédagogique et par là diminuer le coût de l'enseignement, de telle sorte que le plus grand nombre d'élèves, admis au cours préparatoire première année, termine le cycle dans un délai normal, en ayant acquis les connaissances fondamentales jugées indispensables à la promotion sociale et humaine de tout citoyen ivoirien.

b) L'élévation du niveau du corps enseignant et l'amélioration de ses conditions de travail

L'introduction de la télévision scolaire sera complétée par un programme d'amélioration qualitative de l'Enseignement primaire qui préparera, puis

accompagnera et soutiendra la mise en œuvre des nouveaux programmes et des nouvelles méthodes.

La principale des mesures retenues consiste à élever le niveau du corps enseignant, par le remplacement progressif des moniteurs adjoints et moniteurs par des instituteurs adjoints.

D'ici quelques années, tous les maîtres en poste auront bénéficié, après une formation secondaire de premier cycle, d'un enseignement professionnel et pédagogique spécialisé d'une année. Ils seront ainsi mieux préparés à assumer leur tâche d'enseignement et plus aptes à tirer profit du perfectionnement qui leur sera proposé.

Les conditions dans lesquelles travaillent les maîtres du premier degré seront, par ailleurs, améliorées. Les moyens dont ils disposent seront accrus.

Ainsi, les effectifs des classes de l'enseignement primaire seront, sur l'ensemble du territoire, progressivement ramenés à 44 élèves. La progression des effectifs du premier degré et celle des maîtres seront programmées pour faire disparaître, dès 1971, les classes surchargées.

Les améliorations pédagogiques seront par ailleurs soutenues par un accroissement de la quantité de fournitures scolaires, mises à la disposition des élèves.

A ces mesures, s'ajoutera un renforcement de l'appareil de contrôle pédagogique de l'enseignement et des maîtres. Un encadrement plus soutenu contribuera à rendre plus efficace l'appareil d'enseignement et facilitera l'acceptation des nécessaires évolutions et mutations, qu'un système trop exclusivement administratif peut difficilement susciter.

3. - *Le programme d'action et le développement des effectifs scolaires.*

Le programme d'action complet et détaillé de l'Enseignement du premier degré est décrit dans le rapport du Ministère de l'Education Nationale intitulé :

« Programme d'éducation télévisuelle 1968-1980 ».

Son exécution est entamée.

a) Phase préparatoire - années 1969-1970

Durant les années 1969-1970, ont été réalisées :

— la mise en place d'un dispositif plus important et mieux adapté de formation des maîtres (création des C.A.F.O.P.) ;

— la mise au point des mesures pédagogiques qui accompagneront la télévision scolaire ;

— la mise en place des infrastructures spécifiques de la télévision scolaire.

Ainsi, dès le début du Plan 1971-1975, on disposera :

— du Centre de production de télévision scolaire, de l'Ecole Normale Pilote et des établissements complémentaires d'expérimentation et de formation nécessaires. Cet ensemble est groupé à Bouaké en un complexe éducatif ;

— de l'Ecole Normale (E.N.I.), formant en trois ans des instituteurs de plein exercice qui fourniront ultérieurement les cadres (Conseillers pédagogiques, Direction et encadrement des C.A.F.O.P.) de l'enseignement télévisuel.

Au terme de cette phase préparatoire, les effectifs scolarisés atteindront 371 500 en 1970-1971 et le nombre de maîtres sera de 8 710.

b) Phase de mise en place - années 1971-1975

Une seconde étape débutera en 1971 avec la production des émissions destinées à la première année de l'Enseignement Primaire (CP 1) et l'ouverture des premières classes télévisuelles au niveau du CP 1 (Cours Préparatoire première année). Ce dispositif expérimental, touchant près de 28 000 élèves, dont 7 000 des classes mixtes C.P. 1/C.P. 2 (Ecoles à trois classes), sera conservé tel quel pour observation en 1972-1973. Puis, chacune des années suivantes, jusqu'au C.M. 2 (Cours Moyen deuxième année), viendront s'ajouter les classes des Cours suivants. C'est en 1975-1976 qu'ouvriront les premières classes télévisuelles de C.M. 2.

Le nombre total des effectifs scolarisés, en 1975-1976, sera de 523 000 dans l'Enseignement Public, et de 110 000 dans l'Enseignement Privé. Ces derniers effectifs sont supposés demeurer stables depuis 1968, ce qui correspond effectivement aux intentions des responsables de cet enseignement.

L'un des principaux effets attendus de la télévision scolaire et des réformes pédagogiques l'accompagnant, est la suppression presque complète des redoublements. Ce passage systématique dans la classe supérieure prendra effet à compter de 1971-1973, pour la totalité des cours.

La première génération qui effectuera ces six années d'Enseignement Primaire sans redoublement est celle qui sera admise (77 000 élèves) au C.P. 1 en 1971-1972 : elle bénéficiera déjà partiellement de la télévision scolaire.

Cette génération sera aussi la première à profiter, pour la totalité de ses effectifs et de sa scolarité, des autres réformes pédagogiques d'accompagnement :

— réduction des effectifs à 44 élèves par classe :

— élévation des enseignants au niveau minimum d'instituteur adjoint :

— augmentation quantitative des fournitures scolaires :

— renforcement du contrôle pédagogique.

c) Décennie 1976-1986 - la scolarisation primaire totale

Progressant chaque année, dans chacun des cours du Premier degré, la télévision atteindra la totalité des effectifs présents dans le Primaire en 1979-1980. Il y aura alors 720 000 élèves dans l'Enseignement Public.

A partir de cette date, en admettant un accroissement annuel constant de 10 000 nouveaux inscrits pendant les cinq années précédentes, le nombre d'inscrits au C.P. 1 sera de 145 000 élèves, ce qui représente à peu près la totalité des enfants parvenant à l'âge scolaire à ce moment, qui devront être pris en charge par l'Enseignement Public.

En 1979, en effet, la classe d'âge 6-7 ans sera de 170 000 enfants. En stabilisant les effectifs scolarisés de l'Enseignement Privé à 110 000 élèves pour l'ensemble du Cycle, on peut considérer que les nouveaux inscrits y seront de l'ordre de 20 000 à 25 000. L'Enseignement Public devrait, en conséquence, intégrer dans ses classes la différence, soit 145 000 à 150 000 élèves. Cette limite atteinte, l'accroissement des nouveaux inscrits se réduira à l'accroissement démographique, soit environ 5 000 enfants par an à cette période.

*On atteindra ainsi, vers 1986, la scolarisation totale de la classe d'âge 6-11 ans.*

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE PUBLIC

EFFECTIFS ANNUELS ET MISE EN ŒUVRE DE LA TELEVISION SCOLAIRE

Tableau N° 15

| | 70 - 71 | 71 - 72 | 72 - 73 | 73 - 74 | 74 - 75 | 75 - 76 | 76 - 77 | 77 - 78 | 78 - 79 | 79 - 80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | (•) |
| CPI - Total | 90.600 | 92.000 | 93.000 | 94.000 | 95.000 | 105.000 | 115.000 | 125.000 | 135.000 | 145.000 |
| - ss. TV (**) | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 | 105.000 | 115.000 | 125.000 | 135.000 | 145.000 |
| CP2 - Total | 71.500 | 84.940 | 87.490 | 90.770 | 93.000 | 95.000 | 105.000 | 115.000 | 125.000 | 135.000 |
| -ss. TV | | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 | 105.000 | 115.000 | 125.000 | 135.000 |
| CE1 - Total | 63.780 | 68.370 | 83.540 | 85.620 | 89.380 | 93.000 | 95.000 | 105.000 | 115.000 | 125.000 |
| - ss. TV | | | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 | 105.000 | 115.000 | 125.000 |
| CE2 - Total | 51.840 | 57.840 | 63.800 | 81.380 | 83.430 | 89.380 | 93.000 | 95.000 | 105.000 | 115.000 |
| - ss. TV | | | | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 | 105.000 | 115.000 |
| CM1 - Total | 49.220 | 51.640 | 55.480 | 61.560 | 79.840 | 83.000 | 89.380 | 93.000 | 95.000 | 105.000 |
| - ss. TV | | | | | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 | 105.000 |
| CM2 - Total | 49.050 | 49.190 | 49.850 | 53.530 | 62.390 | 79.000 | 83.000 | 89.380 | 93.000 | 95.000 |
| - ss. TV | | | | | | 9.020 | 20.990 | 41.980 | 62.960 | 83.950 |
| TOTAL GENERAL | 375.990 | 403.980 | 433.250 | 466.860 | 503.040 | 544.380 | 580.380 | 622.380 | 668.000 | 720.000 |
| dont ss. TV | 9.020 | 30.010 | 71.990 | 134.950 | 218.900 | 323.900 | 429.880 | 533.890 | 626.910 | 709.000 |

- à la droite des lignes suivantes

- - - - - - - - - cessation des redoublements

——————— mise en œuvre de la TV à 100 % des effectifs des cours touchés.

(*) à partir de 1979-80, chaque année, la totalité de la classe d'âge de 6-7 ans sera scolarisée

(**) ss. TV nombre d'enfants suivant les cours de la Télévision Scolaire

4. - *La formation des maîtres*

Les maîtres, actuellement au nombre de 7 900, devront être au nombre de 11 340 en 1974-1975 et de 16 850 en 1979-1980.

Le dispositif de C.A.F.O.P. mis en place peut assurer la formation de ces agents, selon une progression retracée dans le tableau suivant :

Tableau N° 16

| Années scolaires | Besoins totaux en instituteurs | Besoins en places de C.A.F.O.P. | | Places de C.A.F.O.P. disponibles | | | Effectifs d'instituteurs disponibles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Pour formation d'instituteurs | Pour recyclage | Total | Dont recyclage permanent | Dont production d'instituteurs | |
| 1969-1970 | 7.900 | 810 | | 880 | 40 | 840 | 7.900 |
| 70-71 | 8.710 | 540 | | 790 | 70 | 720 | 8.740 |
| 71-72 | 9.250 | 590 | | 790 | 30 | 760 | 9.460 |
| 72-73 | 9.840 | 740 | 330 | 1.060 | 60 | 670 | 10.220 |
| 73-74 | 10.580 | 760 | 330 | 1.060 | 60 | 670 | 10.890 |
| 74-75 | 11.340 | 910 | | 1.060 | 60 | 1.000 | 11.560 |
| 75-76 | 12.250 | 960 | | 1.060 | 60 | 1.000 | 12.560 |
| 76-77 | 13.210 | 1.120 | | 1.060 | 60 | 1.000 | 13.560 |
| 77-78 | 14.330 | 1.210 | | 1.060 | 60 | 1.000 | 14.560 |
| 78-79 | 15.540 | 1.310 | | 1.330 | 90 | 1.240 | 15.800 |
| 79-80 | 16.850 | 1.350 | | 1.330 | 90 | 1.240 | 17.040 |

Ce programme implique la réalisation, en 1971, d'un septième C.A.F.O.P. de 270 places à Abidjan et celle d'un huitième C.A.F.O.P., de même capacité, en 1978.

Les élèves de ces établissements seront pris parmi les sortants de troisième de l'enseignement secondaire. Celui-ci est programmé pour faire face à cette demande.

On constate qu'on disposera en permanence, d'ici à 1980, d'un effectif d'instituteurs légèrement supérieur aux stricts besoins, calculés en tenant compte d'un taux de remplacement de 3 %. Cette situation ouvrira aux autorités des facilités complémentaires en matière de recyclage ou de perfectionnement.

5. - *Les coûts*

L'extension géographique de l'enseignement primaire, la progression de ses effectifs, les améliorations pédagogiques et techniques qui y seront apportées, auront pour conséquence d'accroître sensiblement, au cours de la décennie, la charge budgétaire incombant à l'Etat. Celle-ci peut être estimée comme suit :

Tableau N° 17 — en millions de F CFA

| | 1970-1971 | 1974-1975 | 1979-1980 |
|---|---|---|---|
| Enseignement y compris télévision | 5 700 | 8 652 | 13 122 |
| Formation des enseignants | 245 | 359 | 433 |
| Subvention à l'enseignement privé | 600 | 600 | 600 |
| | 6 545 | 9 611 | 14 155 |

Les coûts de fonctionnement comprennent les charges supportées par le budget du Ministère de l'Education Nationale et celles supportées par d'autres Ministères (Santé et Population, Construction et Urbanisme pour l'enseignement primaire).

En 1968-1969, le coût total réel moyen par élève et par an, s'élève à 14 250 F CFA. Il augmentera progressivement jusqu'à atteindre environ 19 000 F CFA en 1974-1975, pour se stabiliser et décroître légèrement jusqu'en 1980.

Les investissements à réaliser au cours du quinquennat et de la décennie porteront, à la charge du budget de l'Etat, sur les établissements de formation des maîtres, les inspections primaires, et la mise en place du dispositif de production et du réseau de distribution de la télévision scolaire.

L'aide extérieure y comprise, leur montant global devrait atteindre 3,4 milliards de F CFA au cours du quinquennat 1971-1975 et plus de 4 milliards au cours de la période 1976-1980.

La construction des écoles primaires sera directement prise en charge par les populations, dans le cadre soit des collectivités locales, soit des organismes régionaux.

## C. - L'ÉDUCATION EXTRA-SCOLAIRE

Il est évident que les enfants sortant de l'enseignement primaire ne sauraient être abandonnés à

eux-mêmes, sans que se fassent sentir de très regrettables conséquences sur les plans économiques, sociaux, culturels et financiers : exode rural des jeunes, chômage urbain, retards dans la réalisation des projets régionaux de développement, insatisfaction profonde des jeunes et des parents.

La nécessité de l'éducation extra-scolaire est universellement reconnue, notamment par les pays africains francophones. Différentes conférences internationales ont consacré leurs travaux à ce sujet et abouti à la formulation de propositions et de vœux incitant les Etats à prendre des initiatives en la matière.

L'éducation extra-scolaire des jeunes aura pour objectif :

— de leur assurer, dans leur milieu, des moyens de promotion, et par là de promouvoir la société dont ils font partie :

— de leur faciliter l'établissement dans leur milieu d'origine, en leur offrant :

- les éléments pratiques, techniques et économiques d'une vie rurale active et moderne ;
- un milieu social prêt à les accueillir, comme des adultes et des producteurs ayant bénéficié d'une formation adaptée ;

— d'orienter les aspirations du plus grand nombre en faveur de la construction d'un milieu rural et d'une agriculture modernes.

Au cours du quinquennat 1971-1975, les premiers éléments d'un système d'éducation extra-scolaire seront mis en place. Ils s'articuleront avec les actions de promotion rurale et de promotion sociale dont les programmes sont exposés dans des chapitres séparés.

Les études entreprises, avec le concours d'organismes internationaux et en particulier l'U.N.E.S.C.O., seront menées à bien, afin de permettre les premières réalisations dès les premières années du Plan 1971-1975.

Dès à présent, on peut souligner ce que devront être les caractéristiques principales de l'éducation extra-scolaire :

— ce sera une éducation de masse ;

— elle reposera sur l'organisation d'activités pratiques et productives, dans le cadre des collectivités naturelles ;

— elle sera orientée en priorité vers la préparation aux activités de la société rurale ;

— elle accompagnera les opérations de développement agricole et rural ;

— elle se développera parallèlement à la progression de l'enseignement primaire sur le territoire ;

— elle utilisera et tirera le meilleur parti du dispositif d'information et de communication moderne du pays et en particulier de la radio et de la télévision éducatives.

Un corps d'agents spécialisés sera formé pour l'éducation extra-scolaire. Ses membres seront du même niveau de formation que les instituteurs adjoints.

On peut évaluer à 1 milliard de F CFA le coût de fonctionnement incombant en 1975 à l'Etat pour l'éducation extra-scolaire des jeunes.

La création d'un établissement de formation des éducateurs spécialisés appellerait un investissement de l'ordre de 200 millions en 1971 ou 1972.

## D. - L'enseignement secondaire général

### 1. - *Finalité et objectifs*

L'Enseignement Secondaire Général constitue la base de formation indispensable à tout l'encadrement du pays et de son développement économique et social.

Une formation générale du niveau du premier cycle (B.E.P.C.) est nécessaire à certains ouvriers qualifiés, aux employés qualifiés, et à certains cadres moyens.

Une formation générale du niveau du deuxième cycle, sanctionnée par le baccalauréat, est requise de la plupart des Cadres moyens et de tous les Cadres moyens-supérieurs et supérieurs.

L'Enseignement Secondaire joue un rôle irremplaçable dans la politique de formation du personnel d'encadrement de toutes spécialités aux niveaux moyens et supérieurs. De son développement, dépendent la maîtrise et l'indépendance de l'économie ivoirienne. Il doit donc être ouvert aux individus les plus doués, sur la seule base de leurs aptitudes, et en fonction des objectifs du développement national. Il doit permettre à tous ceux qui en bénéficieront de posséder les moyens et le désir de continuer d'apprendre pendant toute leur vie ; il est l'instrument d'une éducation permanente.

Il doit comporter la part d'enseignement général nécessaire à l'accès aux diverses formations supérieures, mais aussi techniques et professionnelles, que

les élèves devront éventuellement acquérir par suite de l'évolution de leurs aptitudes personnelles et de la transformation de la société, de l'économie et des professions.

2. - *Développement quantitatif et orientations pédagogiques*

Aucun problème ne se pose pour alimenter suffisamment l'Enseignement Secondaire Général à sa base, à partir des sujets formés par l'Enseignement Primaire. Cette situation favorable permettra d'accorder tous les soins nécessaires à l'amélioration qualitative — rendements et pédagogie — d'un Enseignement Secondaire Général qui, comprenant 33 000 élèves actuellement, devra être mis en mesure d'en accueillir 21 000 de plus, c'est-à-dire 54 300 à la rentrée scolaire d'octobre 1975.

Une telle ambition requiert la mise en œuvre de réformes pédagogiques importantes, dont le succès conditionnera étroitement la qualité et l'efficacité des cadres nationaux requis par le développement.

En 1966-1967, 284 candidats ont été reçus au baccalauréat. Sept ans plus tôt, en octobre 1960, 4 513 élèves s'étaient trouvés en sixième, entreprenant le cycle des études du second degré. Sur ce nombre, moins de la moitié — 2 000 seulement — étaient arrivés, en quatre ans, à la classe de troisième. Dans le cours de ces études, le nombre des abandons est donc considérable. Celui des redoublements l'est également. Les conséquences de ces phénomènes sont humaines, sociales, financières et économiques. D'aussi importantes déperditions compromettent non seulement l'avenir de ceux qui abandonnent, mais aussi la qualité de ceux qui parviennent au terme de leurs études. Leurs aptitudes et leurs connaissances se développeront d'autant mieux qu'ils se trouveront inclus dans des classes homogènes et de plus haut niveau.

Ainsi est-il devenu urgent de réorienter et réorganiser l'Enseignement Secondaire Général en fonction de sa double finalité :

— préparer à l'Enseignement Supérieur ;

— mais aussi permettre à un nombre suffisant de jeunes d'entrer rapidement dans la vie active et professionnelle, tant en fonction de leurs aptitudes que des besoins du pays.

En fin de premier Cycle, des actions spécifiques (agriculture, industrie, économie...) permettront l'orientation, en sortie de troisième, vers des formations techniques et professionnelles. Cette imprégnation prétechnologique de base préparera à la nécessaire orientation scientifique et technique que devra prendre un nombre croissant d'élèves et d'étudiants. Elle bénéficiera aussi à ceux qui seront appelés à poursuivre le Second Cycle, puis à faire des études supérieures.

Dans ce but on entreprendra :

— de former des maîtres d'internat capables de mieux seconder les élèves ;

— d'améliorer l'équipement pédagogique indispensable à l'imprégnation prétechnologique et aux enseignements scientifiques ;

— de réétudier les programmes, en termes de contenu, en recherchant leur adéquation aux profils des formations techniques et professionnelles ultérieures et des fonctions auxquelles préparent ces enseignements.

Ces exigences concernent également largement le Second Cycle qui, favorisé par ces nouvelles orientations du Premier Cycle, permettra d'orienter le maximum d'élèves vers les baccalauréats mathématiques.

Ainsi seront définies et appliquées, dès le début du Plan quinquennal 1971-1975, des modifications de structure, de programme et de méthode susceptibles d'augmenter l'efficacité de l'enseignement secondaire : en accroissant le nombre des élèves achevant le cycle d'études qu'ils ont entrepris et en adaptant mieux l'éducation aux exigences des formations professionnelles ultérieures, de la profession et de l'emploi.

C'est au terme d'une telle évolution, qui ne pourra porter des fruits qu'à la fin du Plan quinquennal 1971-1975, que l'Enseignement Secondaire Général sera devenu un instrument de préparation plus directe à une vie active dans l'économie moderne.

A partir de ce moment, il sera possible d'envisager, pour la formation des employés qualifiés, des cadres techniques moyens et supérieurs, un allongement relatif de leur passage dans l'enseignement général. En effet, celui-ci les préparera mieux à recevoir un enseignement technique et une formation professionnelle qui pourront vraisemblablement être dispensés plus rapidement en fin d'études, comme introduction immédiate à l'emploi.

3. - *Programme de développement*

La présentation d'un programme de développement de l'enseignement secondaire général doit répondre à deux impératifs :

— déterminer l'évolution possible des effectifs d'élèves ivoiriens dans les enseignements publics et privés, afin de satisfaire au mieux les besoins en personnel qualifié, au cours de la période ;

— déterminer, en fonction de l'augmentation du nombre des élèves ivoiriens et étrangers, dans l'enseignement public, les moyens humains et financiers que doit mobiliser l'Etat.

a) Evolution des effectifs ivoiriens

La Côte-d'Ivoire a pratiqué, depuis quelques années, une politique d'accroissement régulier des entrées en sixième. La croissance des effectifs de base se répercute, d'année en année, d'une classe à l'autre. Elle sera la principale cause du gonflement des effectifs ivoiriens dans le secondaire qui augmenteront de 20 000 personnes dans l'enseignement public, entre 1968-1969 et 1975-1976, soit une augmentation annuelle de 2 500 élèves.

Le nombre annuel des admis en sixième devra nécessairement tendre à se stabiliser pendant quelques années.

Les élèves entrés en sixième, en 1969-1970, seront au mieux en troisième en 1973 et en classe terminale en 1975-1976.

Par suite, les productions de diplômés de l'enseignement secondaire, de 1971 à 1975, ne peuvent plus être infléchies que par l'amélioration qualitative du système dont le rendement devra augmenter.

Les projections faites sont basées sur des hypothèses d'amélioration de cette nature, définies en accord avec les instances intéressées. Elles portent sur l'amélioration du taux de rendement entre la sixième et la troisième, la sélection des entrées en seconde, l'orientation vers les baccalauréats mathématiques, l'amélioration du taux de rendement entre la seconde et la terminale, l'accroissement du taux des reçus au baccalauréat.

Tableau N°18

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

Développement respectif des enseignements public et privé, effectifs d'élèves ivoiriens seulement

| Niveaux | 1969 1970 | 1970 1971 | 1971 1972 | 1972 1973 | 1973 1974 | 1974 1975 | 1975 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Admissions en 6ème | | | | | | | |
| - public | 10.200 | 10.800 | 10.800 | 10.800 | 10.800 | 10.800 | 10.800 |
| - privé | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 |
| TOTAL | 11.400 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| Effectifs de 6ème | | | | | | | |
| - public | 11.700 | 12.475 | 12.670 | 12.700 | 12.700 | 12.700 | 12.700 |
| - privé | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| TOTAL | 16.700 | 17.475 | 17.670 | 17.700 | 17.700 | 17.700 | 17.700 |
| Effectifs de 3ème | | | | | | | |
| - public | 5.450 | 5.750 | 6.100 | 7.300 | 7.800 | 7.920 | 7.940 |
| - privé | 1.400 | 1.700 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| TOTAL | 6.850 | 7.450 | 8.100 | 9.300 | 9.800 | 9.920 | 9.940 |
| Effectifs de 2ème | | | | | | | |
| - public | 1.450 | 2.260 | 2.550 | 2.800 | 3.350 | 3.550 | 3.620 |
| - privé | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| TOTAL | 1.600 | 2.410 | 2.700 | 2.950 | 3.500 | 3.700 | 3.770 |
| Effectifs de Terminales | | | | | | | |
| - public | 500 | 1.020 | 1.160 | 1.800 | 2.040 | 2.240 | 2.680 |
| - privé | 80 | 100 | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| TOTAL | 580 | 1.120 | 1.280 | 1.920 | 2.160 | 2.360 | 2.800 |

Tableau N° 19

| ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL<br>Développement des enseignements public et privé, effectifs d'élèves ivoiriens seulement. | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NIVEAUX | 1968<br>1969 | 1969<br>1970 | 1970<br>1971 | 1971<br>1972 | 1972<br>1973 | 1973<br>1974 | 1974<br>1975 | 1975<br>1976 |
| Admissions en 6ème . . . . . | 10.093 | 11.400 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| Effectifs de 6ème . . . . . | 15.100 | 16.700 | 17.475 | 17.670 | 17.700 | 17.700 | 17.700 | 17.700 |
| Effectifs de 3ème . . . . . | 4.480 | 6.850 | 7.450 | 8.100 | 9.300 | 9.800 | 9.920 | 9.940 |
| Sorties de 3ème | | | | | | | | |
| - redoublants de 3ème . . . . . | 450 | 690 | 750 | 810 | 930 | 980 | 990 | 1.000 |
| - admis en 2ème . . . . . | 1.450 | 2.250 | 2.450 | 2.650 | 2.760 | 3.230 | 3.270 | 3.280 |
| - sortants du 2ème degré . . . . . | 2.580 | 3.910 | 4.250 | 4.640 | 5.610 | 5.590 | 5.660 | 5.660 |
| Effectifs de 2ème . . . . . | 1.400 | 1.600 | 2.410 | 2.700 | 2.950 | 3.500 | 3.700 | 3.770 |
| Effectifs des Terminales . . . . . | 470 | 580 | 1.120 | 1.280 | 1.920 | 2.160 | 2.360 | 2.800 |
| Bâcheliers (55 %) . . . . . | 260 | 320 | 615 | 705 | 1.055 | 1.190 | 1.300 | 1.540 |
| Sortants du 2ème degré non bacheliers niveau Terminales . . . . . | 210 | 260 | 505 | 575 | 865 | 970 | 1.060 | 1.260 |

Tableau N° 20

| OFFRE DES FORMATIONS RECRUTANT AU NIVEAU DE LA FIN DU PREMIER CYCLE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FORMATIONS | 1968<br>1969 | 1969<br>1970 | 1970<br>1971 | 1971<br>1972 | 1972<br>1973 | 1973<br>1974 | 1974<br>1975 | 1975<br>1976 |
| Enseignement Technique 2ème Cycle . . . . . | 726 | 806 | 832 | 1.213 | 1.563 | 1.523 | 1.523 | 1.523 |
| Ecole normale Instituteurs . . . . | 20 | 40 | 40 | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| CAFOP. Formation Instituteurs adjoints . . . . . | 800 | 840 | 720 | 760 | 670 | 670 | 1.000 | 1.000 |
| CAFEPP. Educateurs Postprimaires . . . . | 100 | 105 | 105 | 110 | 110 | 115 | 120 | 120 |
| Enseignement Agricole 2ème Cycle . . . . . | 45 | 45 | 45 | 45 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| Ecoles de la fonction publique. . | 200 | 200 | 230 | 230 | 280 | 280 | 280 | 280 |
| TOTAL . . . . . | 1.891 | 2.036 | 1.972 | 2.428 | 2.768 | 2.733 | 3.068 | 3.068 |

Ces différentes formations s'adressent aux élèves de troisième sortant de l'enseignement secondaire. Un certain nombre d'entre eux ne trouveront pas dans l'année, ou au cours des années suivantes, la possibilité d'accéder à une formation complémentaire. Ils devront chercher immédiatement un emploi ou entrer dans un Centre de formation professionnelle recrutant, en principe, à des niveaux plus bas. Leur

nombre ira croissant au cours de la période et atteindra 2 500 environ pour l'année 1975.

Compte tenu du nombre des emplois qualifiés, auquel il faudra pourvoir de 1971 à 1975 pour réaliser les objectifs du Plan, et des diverses formations qu'ils supposent, les élèves du second cycle devraient pouvoir, au plus vite, être orientés vers les différentes séries du baccalauréat, selon les indications du tableau n° 21 :

Tableau N° 21

EFFECTIFS DE BACHELIERS PAR SERIE DE BACCALAUREAT

| Types de Baccalauréat regroupés en quatre grandes séries | 1969 1970 | 1970 1971 | 1971 1972 | 1972 1973 | 1973 1974 | 1974 1975 | 1975 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres | 70 | 145 | 170 | 250 | 300 | 335 | 380 |
| Economie | 70 | 150 | 166 | 267 | 202 | 255 | 325 |
| Sciences naturelles | 50 | 110 | 125 | 185 | 225 | 245 | 280 |
| Mathématiques | 130 | 210 | 244 | 353 | 463 | 465 | 555 |
| TOTAL | 320 | 615 | 705 | 1.055 | 1.190 | 1.300 | 1.540 |

b) Développement quantitatif de l'enseignement secondaire public

L'enseignement secondaire général public est ouvert aux enfants étrangers dont les parents travaillent en Côte-d'Ivoire, aux mêmes conditions qu'aux nationaux.

Les statistiques scolaires montrent que le phénomène n'est pas négligeable. Les prévisions d'expansion économique permettent, par ailleurs, d'estimer que si, en valeur relative, le nombre des élèves étrangers ne croîtra pas par rapport aux élèves ivoiriens, il augmentera néanmoins en valeur absolue.

Tableau N° 22

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

Développement des effectifs de l'enseignement public, élèves ivoiriens et étrangers.

| Niveaux | 1968 1969 | 1969 1970 | 1970 1971 | 1971 1972 | 1972 1973 | 1973 1974 | 1974 1975 | 1975 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Premier cycle | | | | | | | | |
| - Ivoiriens | 28.590 | 33.140 | 35.855 | 38.445 | 40.455 | 41.110 | 41.250 | 41.270 |
| - Etrangers | 1.820 | 1.915 | 2.030 | 2.145 | 2.260 | 2.375 | 2.490 | 2.590 |
| TOTAL | 30.410 | 35.055 | 37.885 | 40.590 | 42.715 | 43.485 | 43.740 | 43.860 |
| Second cycle | | | | | | | | |
| - Ivoiriens | 2.225 | 3.095 | 4.585 | 5.740 | 6.900 | 7.910 | 8.790 | 9.500 |
| - Etrangers | 650 | 685 | 720 | 755 | 790 | 825 | 860 | 910 |
| TOTAL | 2.875 | 3.780 | 5.305 | 6.495 | 7.690 | 8.735 | 9.650 | 10.410 |
| Ensemble | | | | | | | | |
| - Ivoiriens | 30.815 | 36.235 | 40.440 | 44.185 | 47.355 | 49.020 | 50.040 | 50.770 |
| - Etrangers | 2.470 | 2.600 | 2.750 | 2.900 | 3.050 | 3.200 | 3.350 | 3.500 |
| TOTAL | 33.285 | 38.835 | 43.190 | 47.085 | 50.405 | 52.220 | 53.390 | 54.270 |

L'accroissement des effectifs d'élèves implique un accroissement des effectifs d'enseignants. Pour le calcul de l'accroissement numérique des professeurs, les bases suivantes sont retenues :

— dans le premier cycle :
35 élèves par classe ;
1.25 professeur par classe :

— dans le second cycle :
30 élèves par classe ;
1.65 professeur par classe.

Les normes d'élèves par classe présentées ici représentent une situation optimale vers laquelle doit tendre, pour des raisons de caractère pédagogique, l'Enseignement Secondaire Général. Elles ne pourront être atteintes que progressivement.

L'accroissement du nombre des professeurs du premier cycle, après le rajustement important réalisé en 1969, se fera au rythme de 75 nouveaux professeurs par an. La promotion de professeurs ivoiriens est encore faible. Pourtant, à partir de 1972-1973, il sera possible d'intégrer 80 nouveaux professeurs ivoiriens, par an, dans l'enseignement du premier cycle. Une lente relève de l'assistance technique pourra commencer, dans ce cycle, à partir de ce moment.

L'effectif des professeurs du second cycle devra augmenter de 45 unités en 1971-1972, puis, ensuite, régulièrement de 60 unités chaque année. Cet accroissement devra être, à quelques exceptions près, entièrement fourni par du personnel d'assistance technique.

Le programme de développement appelle, par ailleurs, un effort considérable de création de classes. Les besoins annuels se chiffrent à 55 classes de premier cycle et à 36 classes de second cycle. Les réalisations se feront en fonction d'une carte scolaire du second degré, dont l'élaboration s'impose avec urgence.

4. - *Les coûts*

Les normes de coûts de fonctionnement permettent l'établissement des prévisions de dépenses à prendre en charge par le budget général de l'Etat. Elles sont récapitulées dans le tableau suivant n° 23.

Tableau N° 23

(en millions de F. CFA)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL
COUT DE FONCTIONNEMENT

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1er cycle | 5.300 | 5.770 | 6.280 | 6.590 | 6.780 | 6.890 | 6.990 |
| 2ème cycle | 630 | 960 | 1.290 | 1.620 | 1.930 | 2.220 | 2.500 |
| Bourses à l'enseignement privé | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| TOTAL | 6.130 | 6.930 | 7.770 | 8.410 | 8.910 | 9.310 | 9.690 |

Les investissements à réaliser représenteront 3 milliards de F CFA pour la période.

E. - LES ENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

Parmi ces enseignements, regroupés sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, on distingue plusieurs niveaux ou cycles :

— la formation professionnelle d'ouvriers qualifiés ;

— les enseignements techniques :
- de premier cycle ;
- de second cycle court ;
- de second cycle long ;
- moyen-supérieur ;
- supérieur ;

— la formation technique féminine.

Des enseignements professionnels spécialisés sont par ailleurs organisés par divers Ministères techniques.

Contrairement à ce qui se produit dans l'Enseignement Secondaire, les divers enseignements professionnels et techniques ne constituent pas une suite de cycles que l'élève est invité à parcourir successivement. Chaque cycle de ces enseignements conduit, en principe, à une formation finale spécifique débouchant sur l'emploi, encore qu'il existe plusieurs « passerelles » entre cycles.

Ainsi, plus encore que les autres degrés d'enseignement, les enseignements techniques et professionnels doivent être organisés en tenant compte de la demande, dans les différentes branches industrielles et commerciales, en fonction des objectifs du Plan.

L'Enseignement Technique ivoirien, continuant de s'inspirer du modèle français dont il est issu, mais dépassant ce modèle, doit aujourd'hui être « largement ouvert sur la vie par le biais de la vie professionnelle ».

Cette ouverture consiste :

— en une liaison constante avec la profession, appelant une participation des professionnels à la vie des établissements, à la conception et au réajustement des programmes, à l'évaluation des connaissances acquises ;

— en une volonté d'approfondissement et de culture, technologique d'abord, générale ensuite, qui fait que le technicien ou l'ouvrier ne sont pas coupés du reste des citoyens.

En Côte-d'Ivoire, la présence conjointe, au sein d'un même Ministère spécialisé, des Services et Etablissements de l'Enseignement Technique et de l'appareil de formation professionnelle, doit permettre de dépasser les controverses qu'engendre parfois la différence de nature présumée entre les deux enseignements. A une époque caractérisée par de fréquents changements d'emplois exigeant des réadaptations, une formation professionnelle qui ne serait que pur conditionnement mécanisé et ne se grefferait pas sur un minimum de connaissances de base, serait aussi néfaste qu'en enseignement technique de type strictement scolaire, décroché des contraintes effectives du métier et, par conséquent, fort peu prisé des professionnels.

C'est cette tendance à l'interpénétration des formules de formation professionnelle rapide et d'enseignement technique court et long, que tente de concrétiser le présent programme de développement.

1. - *La formation professionnelle d'ouvriers qualifiés*

Les objectifs de développement du Plan 1971-1975 permettent de saisir, avec une précision relative, les besoins en ouvriers qualifiés. Ces prévisions obligent à étoffer l'appareil de formation d'ouvriers qualifiés, pour répondre aux besoins, en quantité et en qualité.

La première réaction à cette sollicitation doit être d'ordre pédagogique. A une spécialisation trop marquée ou prématurée, il convient de préférer une formation technologique de base, par famille de métiers, qui permettra toutes adaptations ultérieures et les reconversions exigées par les fluctuations du marché du travail.

Cette tendance appelle une seconde conséquence : la suppression des examens et diplômes de formation professionnelle et leur remplacement par de simples certificats de qualification, établis par des jurys paritaires profession-enseignement qui surveillent régulièrement la progression du savoir-faire des apprentis et des stagiaires.

a) Le dispositif de formation professionnelle

Trois types d'établissements concourent actuellement à la formation d'ouvriers qualifiés :

— les collèges d'enseignement technique industriels ;

— les centres techniques ;

— les établissements de l'O.N.F.P.

Tous ces établissements recrutent en fin de primaire, formation de base requise pour les futurs ouvriers qualifiés.

— *Les Collèges d'enseignement technique*

Deux Collèges, l'un à Abidjan, l'autre à Bouaké, forment actuellement, en trois ans, des ouvriers professionnels dont les connaissances sont sanctionnées par un C.A.P.

Initialement conçus sur le modèle français, comme des établissements de premier cycle de l'enseignement technique, les Collèges d'enseignement technique ont tantôt été considérés comme devant produire des ouvriers qualifiés pour les différentes professions, tantôt comme devant permettre à des jeunes, n'ayant pas accédé au secondaire général, d'entamer des études plus longues, en leur donnant accès au deuxième cycle.

Cet enseignement ne sera pas développé, mais verra ses effectifs diminuer progressivement au cours du quinquennat. Les Collèges d'enseignement technique seront transformés en établissements du deuxième cycle. La formation d'ouvriers qualifiés y sera abandonnée avant 1980.

— *Les Centres Techniques*

Les onze Centres techniques masculins établis dans dix villes constituent l'appareil de formation d'ouvriers qualifiés le plus important du pays. Conçus, lors de leur création, pour former les futurs artisans ruraux, on a dû constater que leurs anciens élèves s'orientaient essentiellement vers les métiers industriels et urbains.

L'ampleur des besoins du pays en ouvriers professionnels conduit à choisir une nouvelle orientation pour les Centres techniques, qui les consacre clairement à la formation d'ouvriers qualifiés.

L'ensemble du dispositif des Centres techniques sera ainsi transformé en un Corps plus homogène, au sein duquel prévaudront de plus en plus les méthodes dites de la F.P.A. essentiellement caractérisées par :

— une préparation rapide et directe à la pratique d'un métier, voire à la tenue d'un poste de travail ;

— une formation assurée dans un contexte d'outillage, de pratiques et de réalisations, le plus proche possible des conditions réelles de travail :

— une formation dispensée par des formateurs issus de la profession, selon des programmes homogènes et systématiques, restant en relation constante avec la profession.

Pour effectuer cette transformation, on étendra à tous les Centres les méthodes et programmes qui permettent la formation des ouvriers qualifiés dans des cycles courts de moins d'un an, ce qui est déjà appliqué dans les Centres urbains.

Le programme d'extension retenu pour le quinquennat prévoit :

— l'agrandissement à 150 élèves de tous les Centres n'ayant qu'une capacité de 90 élèves ;

— l'ouverture de deux Centres à Abidjan ;

— la création de 4 nouveaux Centres en province, dont Aboisso, Bondoukou, M'Bahiakro.

Le nombre d'ouvriers qualifiés issus des Centres techniques qui est de 465 en 1970, passera à 1 440 en 1975.

— *Les établissements de l'O.N.F.P.*

Depuis sa création en décembre 1966, l'Office National de Formation Professionnelle a réalisé un programme d'études et d'analyses des besoins en main-d'œuvre qualifiée des secteurs secondaires et tertiaires. Ces travaux ont conduit à entreprendre l'ouverture de Centres de formation professionnelle spécialisés au niveau de branches professionnelles.

En 1970, les établissements suivants commencent à fonctionner :

— *Centre des métiers du bâtiment*, Abidjan-Koumassi, projeté et réalisé avec le concours de l'assistance technique de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (A.F.P.A.), organisme français spécialisé :

— Centre de San Pedro, mécanique et bâtiment, premier élément de formation professionnelle de la nouvelle ville ;

— *Centre des métiers de l'électricité*, Bingerville, projeté et réalisé en liaison avec la C.E.E.C.I. et l'aide du F.A.C. ;

— *Centre « Poids Lourds »*, Vridi, centre de perfectionnement aux métiers d'entretien des véhicules.

Ces différents établissements formeront, dès 1970, 150 ouvriers qualifiés. Leur potentiel est de 450 ouvriers qualifiés.

D'ores et déjà, la nécessité de projeter un *Centre de formation aux métiers de la mécanique est perçue*. Des études plus approfondies circonscriront le projet dont la réalisation est à prévoir au cours de la période. Il sera probablement conçu pour former de 200 à 300 personnes par an.

b) Les prévisions de formation d'ouvriers qualifiés

Tableau N° 24

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CAP industriels | 170 | 170 | 170 | 170 | 170 | 170 |
| Centres techniques | 460 | 510 | 700 | 1.000 | 1.440 | 1.440 |
| O.N.F.P. | | | | | | |
| - Centres réalisés | 150 | 270 | 400 | 430 | 450 | 450 |
| - Centres à créer | | | 100 | 200 | 200 | 300 |
| | 780 | 950 | 1.370 | 1.800 | 2.260 | 2.360 |

Cette production d'ouvriers qualifiés restera, tout au cours de la période, en deçà des besoins de l'appareil économique. Ceux-ci ne pourront être satisfaits que par d'importantes opérations de perfectionnement à mener *avec et dans les entreprises*. Il semblerait souhaitable que ces opérations de perfectionnement soient directement prises en charge par les entreprises et les branches professionnelles elles-mêmes, une assistance technique pouvant éventuellement leur être apportée par des instances publiques spécialisées comme l'O.N.F.P.

c) Les coûts

Les dépenses de *fonctionnement* du dispositif de formation d'ouvriers qualifiés évolueront comme suit :

Tableau N° 25 — en millions de F CFA

| | 1970 | 1975 |
|---|---|---|
| Centres techniques | 200 | 760 |
| Etablissements de l'O.N.F.P. | 160 | 460 |
| | 360 | 1 220 |

Les frais de fonctionnement des Collèges d'enseignement technique sont globalement estimés dans le paragraphe suivant.

Les *investissements* à réaliser au cours de la période 1971-1975 se monteront à :

| | |
|---|---|
| — Centres techniques | 850 millions |
| — Etablissements de l'O.N.F.P. | 450 millions |
| | 1 300 millions |

Les revenus de la taxe d'apprentissage pourront être consacrés en priorité aux dépenses de formation d'ouvriers qualifiés. Ils peuvent indifféremment servir à la prise en charge des frais de fonctionnement ou de dépenses en capital.

2. - *Les enseignements techniques*

Aux divers degrés de l'enseignement technique, un objectif principal est donné : produire les *Cadres*

*moyens et moyens-supérieurs* de l'industrie et des services.

Ces enseignements recrutent, en principe, des élèves sortant des classes de troisième de l'enseignement secondaire général. Les difficultés particulières inhérentes à l'enseignement technique, notamment industriel, conduisent pourtant à retarder d'un an l'admission de ces élèves en classe de seconde technique, en vue de les faire bénéficier pendant cette année, dans des classes dites de « troisième d'accueil », d'une imprégnation technologique qui leur fait défaut.

Les enseignements techniques sont des enseignements modernes qui allient la transmission de connaissances technologiques et de savoir-faire technique à un enseignement général de qualité. L'enseignement général incorporé à ces enseignements doit posséder son originalité. Il doit apporter aux élèves les connaissances générales et les éléments de culture et de formation humaine et civique qui favoriseront une meilleure insertion dans la vie professionnelle, mais leur permettront aussi de remplir pleinement leur rôle de cadre, non seulement dans la production, mais dans la société. Il s'ensuit que les programmes et les méthodes des enseignements généraux doivent en tenir compte et que des actions nouvelles sont à promouvoir.

Des Commissions pédagogiques spéciales étudieront les adaptations nécessaires. Elles se constitueront à partir et autour des établissements et s'ouvriront à des non-enseignants.

A cet effort au sein même des établissements, correspondra une action plus générale de vulgarisation des connaissances techniques dans le grand public et la jeunesse en particulier. Etablissements d'enseignement technique, O.N.F.P., Professions et Centre de Formation et de Perfectionnement des Personnels d'Encadrement, conjugueront à cet effet leurs efforts dans des actions communes ou convergentes.

Dans cette perspective de vulgarisation, les établissements techniques animeront des interventions spécifiques dans le cadre de l'éducation extra-scolaire.

a) L'enseignement technique court de second cycle au niveau « fin de première »

Il forme certains ouvriers de haute qualification, les employés qualifiés et les Cadres moyens techniques, en deux ans, après la sortie de troisième, et ceci dans de nombreuses spécialités regroupées en :

— formations industrielles ;

— formations commerciales.

Ces spécialités débouchent sur le B.E.I. (Brevet d'Etudes Industrielles), le B.E.C. (Brevet d'Etudes Commerciales) qui sont progressivement remplacés par le B.E.P. (Brevet d'Enseignement Professionnel).

Ces enseignements sont dispensés par six Etablissements. Ils se développeront dans le cadre des deux nouveaux lycées techniques qui seront créés à Abidjan et à Bouaké, au cours de la période.

Le développement touristique de la Côte-d'Ivoire imposera la formation d'une main-d'œuvre hôtelière d'encadrement. Cette formation n'existe pas dans le pays. Un projet de création d'un lycée technique hôtelier sera étudié, en vue de sa réalisation en fin de période. Comme les autres établissements du second cycle, il recrutera à la sortie des classes de troisième de l'enseignement général.

b) L'enseignement technique long de second cycle

La production de cet enseignement doit satisfaire :

— à certains besoins en Cadres moyens dont les spécialités requièrent ce niveau ;

— au passage vers les enseignements techniques, moyens-supérieurs et supérieurs, pour satisfaire aux besoins en Cadres techniques des niveaux correspondants.

Il comprend les séries suivantes :

— formations industrielles ;

— formations commerciales et économiques ;

conduisant toutes, en trois ans d'études, au baccalauréat ou à des diplômes équivalents (Bac. E. Bac. B. Bac. Tn, B.S.E.C., B.T.).

Un seul établissement, le lycée technique d'Abidjan, dispense actuellement cet enseignement qui sera, au cours du quinquennat, considérablement développé.

Deux nouveaux lycées techniques seront créés à cet effet :

— lycée technique d'Abidjan/2 ;

— lycée technique de Bouaké.

Ils auront l'un et l'autre des sections industrielles et commerciales.

L'Ecole Normale d'Enseignement Technique est assimilable à ce cycle.

c) Les enseignements techniques moyens-supérieurs et supérieurs

Un Institut Supérieur de l'Enseignement Technique sera créé en 1971-1972. Englobant deux sections d'I.U.T., il offrira, au-delà, deux formations supérieures conduisant aux carrières de Cadre supérieur du commerce ou d'ingénieur.

Les I.U.T. recrutent au niveau des classes terminales et conduisent en deux ans à un diplôme universitaire d'études technologiques (D.U.E.T.).

Les enseignements supérieurs, d'une durée de deux ans, recrutent des étudiants possédant le D.U.E.T. (I.U.T.) ou le D.U.E.S. (diplôme universitaire d'études scientifiques) délivré par la Faculté des Sciences.

La première promotion sera accueillie à l'Institut à la rentrée 1971-1972.

d) Les effectifs et la production des enseignements techniques

Production annuelle par niveau

Tableau N° 26

| | 1970 1971 | 1971 1972 | 1972 1973 | 1973 1974 | 1974 1975 | 1975 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Niveau 1ère | | | | | | |
| - Industriels | | | | | | |
| BEI, BEP | 135 | 75 | 95 | 270 | 270 | 270 |
| - Commerciaux | 285 | 285 | 315 | 315 | 315 | 315 |
| - Hôteliers | | | | | 50 | 100 |
| Total | 420 | 360 | 410 | 585 | 635 | 685 |
| Niveau Baccalauréat | | | | | | |
| - Industriels (BT, Bac Tn, Bac. E) | 150 | 150 | 220 | 220 | 370 | 370 |
| - Commerciaux (BT, Bac. Tn, Bac. B) | 210 | 210 | 210 | 510 | 510 | 510 |
| - Hôteliers | | | | | | 50 |
| - Enseignement (ENET) | 20 | 20 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| Total | 380 | 380 | 460 | 760 | 910 | 960 |
| Moyens supérieurs IUT | | | | | | |
| - Industriels | 15 | 15 | 15 | 60 | 90 | 90 |
| - Commerciaux | 25 | 25 | 30 | 60 | 90 | 90 |
| Total | 40 | 40 | 45 | 120 | 180 | 180 |
| Supérieur INSET | | | | | | |
| - Ingénieurs | | | 15 | 30 | 30 | 30 |
| - Cadres com. | | | 30 | 60 | 60 | 60 |
| Total | | | 45 | 90 | 90 | 90 |
| TOTAL Cadres techn. et commerciaux | 840 | 780 | 960 | 1.555 | 1.815 | 1.915 |

On constate que, pendant la période, les enseignements techniques doubleront le nombre des sortants susceptibles d'accéder aux postes de cadres moyens et supérieurs dans les secteurs de l'industrie et des services.

Les effectifs totaux de ces enseignements passeront, pendant la période, de 2 600 élèves à 5 300.

e) Les coûts

Les dépenses de *fonctionnement* se monteront à 900 millions de F CFA en 1970 et à 2 400 millions en 1975.

Les *investissements* requis pour la période 1971-1975 représentent 2 500 millions de F CFA.

3 - *La formation technique féminine*

L'enseignement technique féminin dispense aux jeunes filles, avec un enseignement général approprié, des enseignements d'arts ménagers et d'économie domestique. Il comprend :

— 2 Centres techniques : Abidjan-Treichville, Agboville, du niveau de la formation professionnelle;

— 2 Centres d'enseignement des métiers féminins à Abidjan et Bouaké, correspondant à un enseignement technique du premier cycle ;

— 1 Collège technique féminin à Abidjan, donnant un enseignement technique court de second cycle.

Certains de ces enseignements sont sanctionnés par des C.A.P. ou le Brevet d'enseignement ménager. Ils conduisent les jeunes filles vers les métiers féminins des secteurs sociaux et sanitaires, de l'enseignement féminin spécialisé, du commerce et de l'hôtellerie.

L'enseignement technique féminin joue un rôle considérable dans l'introduction d'un nombre important de jeunes filles dans l'économie et la société modernes. Aussi sera-t-il considérablement développé, spécialement en province, pour ce qui est des Centres techniques.

Le programme pour la période comporte :

— l'ouverture de neuf Centres techniques féminins en province ;

— l'ouverture d'un second Centre à Abidjan ;

— le réaménagement du Centre d'enseignement des métiers féminins de Bouaké ;

— la transformation du Collège technique féminin d'Abidjan en Lycée technique féminin.

Le tableau suivant présente les prévisions de production annuelle de l'enseignement féminin par niveaux :

Tableau N° 27

| | 1970 1971 | 1971 1972 | 1972 1973 | 1973 1974 | 1974 1975 | 1975 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Formation profes. | 300 | 490 | 700 | 905 | 1 205 | 1.205 |
| CAP arts ménagers | 100 | 18 | 18 | 18 | 18 | - |
| Niveau 1ère arts mén. | 23 | 40 | 40 | 60 | 60 | 60 |

Les dépenses de *fonctionnement* de l'enseignement technique féminin passeront de 170 millions de F CFA en 1970 à 450 millions en 1975.

La réalisation du programme nécessitera des investissements de 1 100 millions de F CFA pendant la période 1971-1975.

*4. - Les enseignements professionnels de la fonction publique*

Dix ministères ont la charge de 17 écoles spécialisées et Centres de formation professionnelle qui préparent, selon des cycles de 1 à 3 ans, à des emplois d'ouvriers et d'employés qualifiés, voire de Cadres moyens. Ces établissements recrutent au niveau du C.E.P., du C.A.P. ou du B.E.P.C. Ils répondent aux besoins spécifiques des départements ministériels dont ils dépendent et qu'ils fournissent en personnel qualifié.

Des études seront poursuivies au niveau du Ministère de la Fonction Publique, afin d'adapter au mieux les moyens de ces établissements aux besoins réels et de tendre à la suppression des doubles emplois.

Les frais de fonctionnement de ces établissements, comme les investissements qu'ils occasionnent, sont pris en charge par les Ministères dont ils dépendent.

*5. - Les besoins en personnel enseignant*

L'extension du dispositif de formation professionnelle et d'enseignement technique proposé augmentera les besoins en personnel enseignant d'environ 500 unités entre 1970 et 1975. A peu près la moitié de ces postes pourront être pourvus par du personnel national. A partir de 1974-1975, les promotions annuelles d'enseignants ivoiriens seront supérieures en nombre à celui des postes créés. On pourra dès lors commencer à réduire chaque année le contingent de professeurs étrangers.

*6. - Récapitulation des coûts des enseignements techniques et professionnels*

a) Frais de fonctionnement

Tableau N° 28 — en millions de F CFA

| | 1970 | 1975 |
|---|---|---|
| Formation professionnelle | 360 | 1 220 |
| Enseignements techniques | 900 | 2 400 |
| Enseignement technique féminin | 170 | 450 |
| | 1 430 | 4 070 |
| Administration générale | 150 | 150 |
| O.N.F.P., Etudes et Recherches, Appareil pédagogique | 250 | 250 |
| Participations à formations professionnelles privées | 55 | 80 |
| | 1 885 | 4 550 |

b) Investissements de la période 1971-1975

Tableau N° 29 — en millions de F CFA

| | |
|---|---|
| Formation professionnelle | 1 300 |
| Enseignements techniques | 2 500 |
| Enseignement technique féminin | 1 100 |
| Administration et Inspection | 100 |
| | 5 000 |
| Centres de perfectionnement spécialisés de Ministères techniques | 200 |
| | 5 200 |

c) La taxe d'apprentissage

Il est perçu en Côte-d'Ivoire une taxe d'apprentissage, payable par les employeurs, actuellement fixée à 0,5 % des salaires et rémunérations versés. L'Office National de Formation Professionnelle dispose du produit de la taxe pour financer toutes les actions d'études, de promotion et de réalisation d'opérations de formation professionnelle.

Le produit de la taxe représente 260 millions de F CFA en 1970.

Sous le double effet de la croissance de la masse salariale et de l'augmentation probable du taux de la taxe, les ressources qu'elle engendre seront, au cours de la période, en rapide progression.

On peut estimer à 600 millions de F CFA le produit de la taxe en 1975, si, d'ici-là, le taux de perception est lui-même augmenté de moitié et à 800 millions s'il était doublé.

## F. - L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'enseignement agricole doit fournir le personnel d'encadrement des Services du Ministère de l'Agriculture, des Instituts de Recherche Agronomique, le personnel enseignant des établissements d'enseignement agricole et, surtout, le personnel des sociétés de développement publiques, semi-publiques et privées. Différents établissements dispenseront cet enseignement.

*1. - L'Enseignement agricole supérieur : E.N.S.A.*

Le programme de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie est le suivant :

— développer modérément la section supérieure ;

— faire fonctionner, entre 1972 et 1975, une section spéciale qui recrutera par concours professionnel ;

— ouvrir, à partir de 1972, une section technique qui, au bout de quatre années, dont une de stage, produirait annuellement 20 Ingénieurs des travaux ruraux. Cette section recrutera par concours ouvert aux professionnels, aux titulaires du baccalauréat et aux élèves non bacheliers issus des classes terminales.

*2. - L'enseignement agricole moyen-supérieur*

Quatre établissements seront créés, au cours de la période :

— Lycée Technique agricole de Bingerville : il sera issu de la transformation du Collège Technique agricole de Bingerville ;

— Lycée Technique agricole de l'Ouest (Daloa ou San Pedro) ;

— Lycée Technique agricole du Nord (Korhogo).

Ces trois établissements recruteront leurs candidats au niveau des sorties de troisième de l'enseignement secondaire général et dispenseront cinq années de scolarité, dont les deux dernières en spécialisation.

Les promotions sortant du premier Cycle de l'enseignement secondaire général sont largement suffisantes pour assurer le recrutement.

— Collège technique agricole de Bouaké :

Il formera en deux ans des Cadres « B », recrutés parmi les élèves non bacheliers issus des classes terminales de l'enseignement secondaire général. Les promotions à ce niveau seront quantitativement suffisantes pour permettre ce recrutement.

3. - *Le perfectionnement et la formation professionnelle agricole*

Le Centre de formation rurale de Bingerville recrute ses élèves au niveau de sortie de cinquième, pour former en trois années, dont une de spécialisation, des Cadres « C ».

La spécialisation des Cadres « B » et « C » est donnée dans les établissements suivants :
— école forestière du Banco ;
— école forestière de Bouaké ;
— école d'élevage.

Un Centre de perfectionnement des métiers forestiers sera créé à Divo.

Des cours par correspondance seront par ailleurs organisés pour l'encadrement moyen de l'agriculture.

4. - *La production des Cadres agricoles ivoiriens*

Tableau N° 30

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Enseignement Agricole supérieur | | | | | | | |
| Diplômés E.N.S.A. | 9 | 10 | 6 | 10 | 10 | 14 | 18 |
| Cadres A1 formés à | | | | | | | |
| à l'étranger | - | 2 | 3 | 3 | 4 | 5 | 7 |
| Section spéciale | - | - | - | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Ingénieurs travaux ruraux | - | - | - | - | - | - | 18 |
| Ing. en formation complète | | | | | | | |
| à l'étranger | 15 | 15 | 15 | | | | |
| Cadres « B » | 36 | 36 | 45 | 75 | 175 | 175 | 175 |
| Cadres « C » | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |

5. - *Les coûts*

Les dépenses de *fonctionnement* de l'ensemble des enseignements agricoles passeront de 400 millions de F CFA en 1970 à 1 115 millions en 1975.

Les investissements à réaliser pendant le quinquennat 1971-1975 représenteront 1 400 millions de F CFA.

## G. - Les enseignements supérieurs

L'Enseignement Supérieur et Moyen-supérieur est dispensé en Côte-d'Ivoire :

— à l'Université d'Abidjan :
- Ecole des Lettres et Sciences Humaines,
- Faculté des Sciences,
- Faculté de Droit et de Sciences Economiques,
- Faculté de Médecine et de Pharmacie,
- Institut Universitaire de Technologie ;

— dans 11 écoles techniques liées à des Ministères spécialisés, formant des cadres supérieurs ;

— dans 6 écoles techniques liées à des Ministères spécialisés, formant des cadres moyens.

La formation de cadres du commerce, de spécialistes de la gestion des entreprises et la formation d'ingénieurs seront assurées par la création, en 1972, de l'Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique.

1. - *Orientation des Enseignements Supérieurs*

L'orientation des bacheliers, en fonction des cadres nécessaires à l'économie et à l'administration, sera de plus en plus ressentie comme un impératif. Dès à présent, il paraît opportun de répartir les bacheliers entre toutes les spécialités, en respectant les pourcentages suivants, proposés à titre indicatif :

1/3 de cadres moyens-supérieurs, relevant approximativement pour :
- 5 % de formations commerciales ;
- 5 % de formations techniques ;
- 12 % de formations administratives ;
- 12 % de préparation à l'enseignement.

2/3 de cadres supérieurs, relevant approximativement pour :

- 10 % de formations littéraires et de sciences humaines ;
- 10 % de formations juridiques et économiques ;
- 10 % de formations scientifiques ;
- 5 % de formations médicales ;
- 5 % de formations agricoles ;
- 10 % de formations administratives ;
- 8 % de formations techniques d'ingénieurs.

Ces formations seront dispensées, dans toute la mesure du possible, en Côte-d'Ivoire. L'envoi d'étudiants à l'étranger sera limité aux disciplines qui ne sauraient, pour l'instant, être enseignées sur place.

L'attribution des bourses sera faite en fonction de ces exigences.

La répartition des bacheliers ivoiriens, entre les diverses disciplines, proposée ci-dessus, a tenu compte, entre autres :

— de la production prévue de bacheliers qui, pendant plusieurs années, sera encore insuffisante au regard des besoins. La priorité sera donnée aux enseignements débouchant sur des postes de Cadres supérieurs ;

— de la répartition qualitative des besoins ;

— du programme de création et de développement des écoles et instituts et de leur capacité d'absorption annuelle.

Si les Facultés et la plupart des grandes écoles ont la possibilité matérielle d'absorber l'afflux croissant d'étudiants prévu, moyennant la réalisation de programmes d'extension, deux écoles par contre ne seront pas dans ce cas.

L'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole Pratique de la Fonction Publique ne pourront offrir au nombre d'étudiants, correspondant aux besoins de l'enseignement et de l'administration, des conditions normales de formation. Le développement de ces deux écoles devra être programmé d'ici 1971.

Les programmes de la plupart des Etablissements relevant de la Fonction Publique incluent une part importante de culture générale littéraire ou scientifique. Ces enseignements généraux occupent de nombreux professeurs, le plus souvent pour un nombre limité d'élèves. Leur coordination devrait pouvoir s'effectuer sous le contrôle de l'Université.

2. - *Prévision de développement global de l'université d'Abidjan*

L'Université d'Abidjan a une vocation régionale. Elle offre à de nombreux étudiants d'Afrique de l'Ouest les enseignements qu'ils ne peuvent trouver dans leurs pays. Les enfants des Cadres expatriés travaillant en Côte-d'Ivoire fréquentent également l'Université.

En 1968/1969, près de 800 étudiants étrangers africains et plus de 500 étudiants non africains se sont inscrits dans les diverses Facultés et Ecoles, contre 874 ivoiriens.

C'est de ce triple afflux d'étudiants que dépendra le développement de l'Université d'Abidjan. D'ores et déjà, on peut prévoir que d'ici 1975, le nombre des étudiants non africains doublera, et celui des étudiants étrangers africains pourra quadrupler.

En tablant sur une scolarité moyenne de cinq ans, on peut estimer, comme suit, les effectifs probables d'étudiants universitaires d'ici à 1975 :

ENSEIGNEMENTS SUPERIEURS — DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE D'ABIDJAN

Tableau N° 31

| Années | Etudiants ivoiriens | Etudiants Africains non-ivoiriens | Autres Etudiants étrangers | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 1968/1969 | 874 | 765 | 528 | 2.167 |
| 1969/1970 | 1.100 | 1.000 | 600 | 2.700 |
| 1970/1971 | 1.150 | 1.250 | 600 | 3.000 |
| 1971/1972 | 1.200 | 1.600 | 650 | 3.450 |
| 1972/1973 | 2.100 | 2.100 | 800 | 5.000 |
| 1973/1974 | 2.800 | 2.800 | 1.000 | 6.600 |
| 1974/1975 | 3.600 | 2.800 | 1.000 | 7.400 |
| 1975/1976 | 4.500 | 2.800 | 1.000 | 8.300 |

3. - *Coûts de développement des enseignements supérieurs*

La Côte-d'Ivoire et la France sont associées dans le financement du fonctionnement de l'*Université*. Certains frais sont pris en charge par la France : frais de personnel enseignant et administratif, bibliothèque universitaire, participation au logement du personnel, contingent de bourses.

Les dépenses de fonctionnement courantes sont partagées entre la France et la Côte-d'Ivoire, la part ivoirienne allant croissant.

En outre, celle-ci prend en charge les bourses de ses étudiants et progressivement les frais de logement du personnel.

Le *Centre National des Œuvres Universitaires* doit faire face à ses charges de fonctionnement courantes et assurer annuellement un amortissement des emprunts contractés pour construire. Le nombre des utilisateurs peut être évalué au double du nombre des boursiers ivoiriens.

L'ensemble des frais de fonctionnement des enseignements supérieurs de l'Education Nationale évoluera comme suit :

Tableau N° 32 — en millions de F CFA

| | 1970 | 1975 |
|---|---|---|
| Université : | | |
| — fonctionnement | 115 | 650 |
| — bourses | 300 | 900 |
| — logement des enseignants | 120 | 200 |
| | 535 | 1 750 |
| Centre National des Œuvres Universitaires (C.N.O.U.) | 175 | 475 |
| | 710 | 2 225 |

Les investissements à réaliser représentent 2 600 millions de F CFA pour la periode 1971-1975.

## II. - L'ACTION CULTURELLE

Au cours de la période 1971-1975, il ne sera pas possible de réaliser un très vaste programme culturel touchant tous les secteurs, Lettres, Musique, Danse, Formation artistique, Sports. Les ressources et les disponibilités ne seraient pas à la mesure des ambitions.

Un programme compatible avec les moyens disponibles s'articulera autour de trois thèmes essentiels :

— la récupération et la sauvegarde du patrimoine culturel national :

— le développement des bibliothèques scolaires et publiques :

— la formation artistique.

### 1. - *Patrimoine culturel et musées*

Pour conserver le patrimoine artistique national et le mettre à la disposition du public, quatre musées seront créés :

— le Musée National d'Abidjan, installé dans un nouvel immeuble et doté d'un personnel qualifié ;

— et, à partir de 1972, les Musées régionaux de Bouaké, Korhogo et Man.

### 2. - *Les bibliothèques*

*— Bibliothèques scolaires*

Les bibliothèques des établissements scolaires seront équipées à neuf et nouvellement dotées : le financement est assuré par le F.A.C.

Les moyens ivoiriens propres seront réservés à l'équipement et à l'organisation du Service de bibliobus qui concerne l'enseignement primaire.

*— Bibliothèques publiques*

Les deux bibliothèques relevant des Pouvoirs Publics seront réorganisées ; leur personnel sera accru et recevra la formation nécessaire, pour que ces bibliothèques deviennent des instruments de travail, accessibles au grand public.

L'intérieur du pays sera progressivement équipé de bibliothèques régionales à raison d'une nouvelle bibliothèque par an.

*— Bibliothèque Nationale*

La Bibliothèque Nationale créée récemment sera établie dans de nouveaux locaux à construire qui abriteront également le Service National des Bibliothèques. L'obtention d'une aide étrangère permettra la réalisation du projet au cours de la période.

### 3. - *La formation artistique*

L'Institut National des Arts, en fonction des moyens qui lui seront réservés, exercera son activité dans trois directions :

— la formation des maîtres d'enseignement artistique de l'Enseignement Général. La priorité sera reconnue à la formation d'enseignants pour les écoles normales :

— la promotion et l'animation de groupements à vocation artistique et culturelle, dans les domaines du théâtre et de la musique notamment :

— l'organisation de manifestations artistiques : expositions, spectacles, conférences, visant à sensibiliser le grand public au monde de l'art et de la culture.

Une étroite collaboration s'instaurera en matière de formation artistique, extra et para-scolaire, entre les Services de l'Education Nationale, ceux du Ministère de l'Information et ceux du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports, afin de mettre en œuvre des programmes d'actions coordonnés.

### 4. - *Les coûts*

Les dépenses de fonctionnement des Services d'action culturelle passeront de 75 millions de F CFA en 1970 à 170 millions en 1975.

Les investissements publics découlant du programme représentent 1 200 millions de F CFA pour la période 1971-1975.

## I. - Les services centraux de recherche pédagogique et d'orientation de l'éducation nationale

### 1. - *Centre de recherche pédagogique*

Le Centre élabore le programme de recherches, en fonction des données générales de la planification, des résultats obtenus dans les divers ordres d'enseignement, des objectifs qui leur sont assignés dans le plan d'éducation, des rendements et des coûts.

Il réalise lui-même les recherches, mettant en jeu les diverses disciplines des sciences humaines et leur orientation vers les problèmes d'éducation. Il suit et analyse les expériences pédagogiques diverses que peuvent tenter les membres du personnel enseignant, seuls ou en groupe ; dans ce cas, le Centre leur apporte l'appui de ses conseils méthodologiques. Il anime, en outre, les Commissions spécialisées réunissant le personnel enseignant pour l'étude des programmes et des méthodes.

Le Centre exerce toutes ses activités en liaison avec l'unité de planification du Ministère ; liaison indispensable, du fait du nombre de facteurs impliqués par la recherche sur l'éducation.

### 2. - *Le Service Pédagogique d'Application*

Le Service développera considérablement son action dans trois directions :

— la diffusion d'une information pédagogique très large : instructions, directives, conseils, fiches pédagogiques... ;

— la production ou l'achat de tout matériel ou équipement pédagogique expérimenté et agréé en vue de sa vulgarisation ;

— le contrôle de l'utilisation de l'information et de l'équipement, essentiellement par la réalisation d'enquêtes.

### 3. - *Les établissements d'application et de contrôle de la recherche pédagogique*

L'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole Normale d'Instituteurs constituent les établissements d'application orientée et contrôlée de la recherche. Leur personnel et leurs élèves seront entraînés à conduire les investigations nécessaires à la recherche pédagogique.

Une collaboration du même type s'instaurera entre les instances de recherche et l'Institut National des Arts pour la recherche en matière artistique et culturelle.

### 4. - *Le Service d'Orientation Scolaire (SOPED)*

Le SOPED développera essentiellement les activités suivantes :

— information des populations en matière de débouchés professionnels tant publics que privés ;

— orientation vers des formations professionnelles des élèves non admis à poursuivre plus loin leurs études générales ;

— actions spécifiques de sélection et d'orientation au moyen d'examens psychotechniques.

Pour faire face à ces tâches, les moyens du service d'orientation scolaire seront accrus. Il s'agit en particulier de créer des cellules à l'intérieur du pays, sous la forme de *Centres régionaux d'orientation et de sélection*.

La Côte-d'Ivoire manque actuellement de spécialistes d'orientation et de sélection. Il y a lieu de constituer un corps de Conseillers d'orientation professionnelle, formés en deux ans après le baccalauréat, d'accroître le nombre de psychologues et psychotechniciens en service, et de spécialiser, pour des tâches de documentation, les agents ayant les compétences et les aptitudes requises.

### 5. - *Les coûts*

Les dépenses de *fonctionnement* des Services centraux pédagogiques et d'orientation passeront de 250 millions de F CFA en 1970 à 460 millions en 1975.

## J. - Récapitulation des couts de fonctionnement et des charges d'investissements

### 1. - *Les dépenses de fonctionnement*

Les coûts présentés ici, par ordre d'enseignement, ne correspondent pas exactement aux prévisions budgétaires établies par Ministère. Ce sont des coûts globaux qui incluent, par type d'enseignement, toutes les charges incombant au budget de l'Etat, quel que soit le Département ministériel (Education Nationale,

Enseignement Technique et Formation Professionnelle, Construction, Santé, Jeunesse et Sports) auquel elles sont imputées. Ces estimations de coûts globaux ne comprennent pas l'assistance technique prise en charge par l'étranger. Il a été estimé que le coût de l'assistance technique pris en charge par la France a représenté en 1968 1,6 milliard de F CFA. Pour établir le coût réel de l'enseignement en Côte-d'Ivoire, il y aurait donc lieu d'additionner cette somme au total présenté ci-dessous :

Tableau N° 33 — en millions de F CFA

| | 1970 | 1975 |
|---|---|---|
| - Enseignement primaire | 6 545 | 9 610 |
| - Enseignement secondaire général | 6 130 | 9 310 |
| - Enseignements supérieurs | 710 | 2 225 |
| - Action culturelle | 75 | 170 |
| - Recherche pédagogique et orientation | 250 | 460 |
| - Administration Centrale | 350 | 350 |
| Total dépenses de fonctionnement du Ministère Education Nationale | 14 060 | 22 125 |
| - Enseignement extra-scolaire | — | 1 000 |
| Enseignements techniques et professionnels | 1 885 | 4 550 |
| Enseignement agricole | 400 | 1 115 |
| | 16 345 | 28 790 |
| Indice | 100 | 176 |

Le coût de divers enseignements de la fonction publique devrait s'ajouter à ces prévisions. Il ne peut être estimé avec exactitude.

Le programme de développement proposé aura pour conséquence de porter de 16,3 milliards de F CFA en 1970 à 28,8 milliards en 1975, la charge annuelle incombant à l'Etat ivoirien pour le fonctionnement de son appareil éducatif et culturel qui, malgré cette progression, ne sera pas encore à même de satisfaire les besoins annuels du pays en main-d'œuvre qualifiée et d'encadrement.

Dans le budget de fonctionnement de l'Etat, les charges d'enseignement représentaient environ 27 % en 1970. Elles en représenteront 32 % en 1975 (cf. le chapitre 2 « Le financement de la croissance » Tableau n° 34).

Ces quelques chiffres permettent de mesurer l'effort que représentera pour l'Etat la réalisation du programme de développement de l'enseignement, qui peut pourtant, compte tenu des besoins de formation ressentis par la population, être considéré comme timide.

Mesuré par rapport aux ressources économiques du pays, ce programme ne paraît cependant pas trop ambitieux. Il conduira la Nation à consacrer 5,2 % de la P.I.B. à l'action d'enseignement et d'éducation en 1975.

L'évolution de la part respective des divers enseignements dans le total du coût de fonctionnement de l'appareil éducatif se détermine comme suit :

Tableau N° 34

| | 1970 | 1975 |
|---|---|---|
| Enseignement primaire | 40,0 % | 33,5 % |
| Enseignement secondaire général | 37,5 % | 32,5 % |
| Enseignement extra-scolaire | — | 3,5 % |
| Enseignements techniques et professionnels | 12,0 % | 16,0 % |
| Enseignement agricole | 2,5 % | 4,0 % |
| Enseignements supérieurs | 4,[illegible] % | 7,5 % |

Ainsi, malgré les fortes progressions dans les coûts qu'entraîneront les développements importants des enseignements primaire et secondaire, leur part relative dans les charges de formation ira en décroissant au bénéfice des enseignements techniques, professionnels et supérieurs.

Rappelons ici qu'une ressource affectée à la formation : la taxe d'apprentissage, augmentera, elle aussi, de manière importante, passant de 260 millions en 1970 à 600 ou 800 millions en 1975.

### 2. - *Les investissements*

Au cours de la période 1971-1975, les dépenses d'investissement devraient représenter, au total, 17 milliards de F CFA et se répartir de la façon suivante, par degré d'enseignement :

Tableau N° 35 — en millions de F CFA

| | |
|---|---|
| Enseignement primaire | 3 400 |
| Enseignement secondaire général | 3 000 |
| Enseignements supérieurs | 2 600 |
| Action culturelle | 1 200 |
| | 10 200 |
| Enseignement extra-scolaire | 200 |
| Enseignements techniques et professionnels | 5 200 |
| Enseignements agricole | 1 400 |
| | 17 000 |

Leur montant devrait atteindre 21 milliards au cours du quinquennat 1976-1980.

## K. - Les ressources et les besoins en personnel qualifié

### 1. - *Les besoins en personnel qualifié*

Les prévisions de développement économique ont permis de projeter, pour la décennie, l'évolution probable de l'emploi et de déterminer les besoins de main-d'œuvre des différents secteurs. Les études sur la structure de cette main-d'œuvre et son évolution,

menées depuis 1967 par les Services de planification de ressources humaines, conduisent à établir des prévisions plus précises quant aux besoins en personnel qualifié. Les tableaux suivants expriment les résultats des études et présentent les besoins annuels, pour quatre grandes catégories professionnelles : Cadres supérieurs, Cadres moyens, employés qualifiés, ouvriers qualifiés :

Tableau N° 36

BESOINS EN PERSONNEL QUALIFIE PENDANT LA PERIODE 1971 - 1980
(créations d'emplois + renouvellement)

| | PERIODE | | | | ANNEE MOYENNE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Ouvriers qualifiés | Cadres supérieurs | Cadres moyens | Employés qualifiés | Ouvriers qualifiés |
| Secteur primaire . . . . . | 160 | 780 | 600 | 2.100 | 16 | 78 | 60 | 210 |
| Secteur secondaire . . . . . | 2.400 | 7.600 | 6.400 | 24.800 | 240 | 760 | 640 | 2.480 |
| Secteur tertiaire . . . . . | 2.300 | 8.350 | 19.300 | 6.200 | 230 | 835 | 1.930 | 620 |
| Fonction publique . . . . . | 2.650 | 7.250 | 15.500 | 4.100 | 266 | 725 | 1.550 | 410 |
| | 7.510 | 23.980 | 41.800 | 37.200 | 751 | 2.398 | 4.180 | 3.720 |

2. - *Les cadres fournis par l'enseignement secondaire*

Afin d'être disponibles pour l'emploi aux dates requises, les Agents économiques doivent sortir de l'appareil éducatif, à certains niveaux, un certain nombre d'années avant de pouvoir exercer une fonction.

Ces niveaux et ces durées sont variables selon la catégorie professionnelle considérée.

Nous retenons les normes ci-après :

— tout futur cadre supérieur sera bachelier : il est prévu une période de cinq ans de formation entre le baccalauréat et l'accès aux fonctions de cadre supérieur ;

— certains cadres moyens seront bacheliers : une période de deux ans sera consacrée à la formation après le baccalauréat ;

— les autres cadres moyens seront issus du deuxième cycle de l'enseignement technique ou secondaire général — au moins deux ans avant leur prise de fonction.

Le tableau n° 37 compare les besoins en cadres moyens et supérieurs aux effectifs qui seront disponibles aux trois niveaux de l'enseignement secondaire : baccalauréat, sortie de troisième et sortie de sixième.

Les constatations suivantes apparaissent en clair :

a) Le système fournira, à partir de 1974, un nombre de bacheliers supérieur à celui des cadres supérieurs qui seront annuellement nécessaires, cinq ans plus tard.

Par suite, l'ivoirisation des postes de cadres supérieurs ne pourra être accélérée qu'à partir de 1979. D'ici là, le nombre de cadres expatriés devra continuer d'augmenter, à un rythme toutefois ralenti. Si la moitié des nouveaux cadres supérieurs, nécessaires d'ici 1980, étaient des Africains, il faudrait encore prévoir une immigration d'environ 4 000 cadres expatriés, au cours de la décennie.

b) La progression rapide des effectifs de troisième, qui résulte des admissions en sixième plus nombreuses ces dernières années, permettra, dès 1971-1972, de couvrir les besoins et de les dépasser à partir de 1973. Dès les prochaines années, un contingent d'élèves sortant de troisième sera directement disponible pour l'emploi. Leur formation professionnelle et leur perfectionnement relèveront de l'initiative des employeurs et des professions.

c) Les effectifs de sixième sont, dès à présent, supérieurs à ceux qui sont nécessaires pour couvrir les besoins du premier et du second cycle, tels qu'on vient de les définir.

## LES BESOINS EN PERSONNELS QUALIFIES ET LE PROGRAMME DE FORMATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

Tableau N° 37

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | Année moyenne 76 - 80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Les besoins et la production de bacheliers | | | | | | | |
| - Besoins en cadres supérieurs | | | | | | 750 | 750 |
| - Besoins en cadres moyens bacheliers (1/3 des besoins tot.) | | | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| - Besoins en bacheliers | | | | | | | |
| . p. cadres sup. 5 ans avant | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | |
| . p. cadres moy. 2 ans avant | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 | |
| Total | 1.550 | 1.550 | 1.550 | 1.550 | 1.550 | 1.550 | |
| Prévisions de production de bacheliers du secondaire général et technique | 470 | 805 | 895 | 1.280 | → besoins annuels satisfaits 1.570 | 1.755 | |
| Les besoins et la production du 1er cycle du secondaire général | | | | | | | |
| - Besoins de cadres issus de 3ème, cadres moyens | | | | 1.610 | 1.610 | 1.610 | 1.610 |
| - Employés qualifiés | | | 4.185 | 4.185 | 4.185 | 4.185 | 4.185 |
| . Baccalauréat | | | | 1.055 | 1.190 | 1.300 | 1.500 |
| - Dipl. techn. équiv. au bac | | | | 225 | 380 | 455 | 500 |
| - Besoins en effectifs de 3ème | | | | | | | |
| . pour former cadres moy. en 3 ans | 1.610 | 1.610 | 1.610 | 1.610 | 1.610 | 1.610 | |
| . pour former emp. qual. en 2 ans | 4.185 | 4.185 | 4.185 | 4.185 | 4.185 | 4.185 | |
| . pour bac. en 3 ans | 1.055 | 1.190 | 1.300 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | |
| . pour diplômes techn. équiv. en 3 ans | 225 | 380 | 455 | 500 | 500 | 500 | |
| . pour redoublements | 700 | 750 | 800 | 930 | 980 | 1.000 | |
| Total | 7.775 | 8.115 | 8.350 | 8.725 | 8.775 | 8.795 | |
| - Prévisions d'effectifs de 3ème | 6.850 | 7.450 | 8.100 | → besoins annuels satisfaits 9.300 | 9.800 | 9.920 | |
| - Effectifs de 6ème nécessaires pour fournir des effectifs suffisants en 3ème avec un rendement de 60 % | 15.500 | 16.300 | 16.550 | 17.000 | 17.000 | 17.500 | |
| - Prév. effect. de 6ème | → besoins satisfaits 16.700 | 17.475 | 17.670 | 17.700 | 17.700 | 17.700 | |

*3. - Les cadres fournis par l'enseignement technique*

L'enseignement technique doit fournir les futurs cadres moyens techniques et commerciaux des secteurs secondaire et tertiaire.

Le tableau n° 38 compare les besoins recensés aux prévisions de production de l'enseignement technique, en tenant compte du décalage de deux ans signalé plus haut.

Il souligne que l'enseignement technique n'arrivera qu'en fin de période à fournir le nombre de cadres moyens correspondant aux besoins.

En outre, il doit aussi former une partie des employés du secondaire et du tertiaire, on estime leur nombre à 2 200 personnes par an de 1971 à 1975 et à 2 800 personnes de 1976 à 1980.

La capacité de formation de l'enseignement technique apparaît donc nettement insuffisante.

Il conviendra par suite d'organiser des cours et des stages de perfectionnement pour les employés déjà en place. On s'adressera de préférence à ceux d'entre eux qui ont fait des études secondaires.

## LES BESOINS EN CADRES MOYENS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE ET LA CAPACITE DE PRODUCTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Tableau N° 38

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | Année moyenne 1976 - 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Besoins en cadres moyens | | | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 |
| dont non bacheliers, 2/3 | | | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 |
| Besoins de production de l'enseignement technique 2 ans avant emploi | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 | |
| Prévision de production de l'enseignement technique | | | | | | | |
| - Sorties de terminales non bacheliers | 150 | 190 | 190 | 230 | 380 | 455 | |
| - Sorties niveau 1ère BEI et BEP ind. et com. | 370 | 420 | 360 | 410 | 585 | 635 | |
| TOTAL | 520 | 610 | 550 | 640 | 965 | 1.090 | |

4. - *Besoins et production d'ouvriers qualifiés*

Les prévisions peuvent être récapitulées comme suit :

Tableau N° 39

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | Année moyenne 76-80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Besoins annuels en ouvriers qualifiés . . . . . | → | → | 3.750 par an | | | → | → |
| Production de l'appareil de formation professionnelle . . . | 780 | 950 | 1.370 | 1.800 | 2.260 | 2.360 | |

Il y a deux ou trois ans, les ouvriers qualifiés, à l'exception de quelque 150 C.A.P., étaient formés uniquement dans les entreprises, à partir d'une main-d'œuvre banale, souvent analphabète.

Actuellement, le développement industriel exige la formation systématique d'une main-d'œuvre qualifiée plus adaptée aux besoins de l'industrie. Il faut que l'ouvrier qualifié sache lire, écrire et calculer, qu'il comprenne un dessin industriel ou un organigramme. Il doit, dans bien des cas, être capable de recevoir une formation complémentaire qui le conduise aux fonctions de commandement et d'encadrement.

Le développement de la scolarisation fournit chaque année un nombre important de jeunes issus du primaire, qui n'ont d'autre possibilité que celle de travailler la terre ou d'être manœuvre. Il sera facile de sélectionner parmi eux les quelques milliers d'individus qui, par une formation professionnelle adaptée, deviendront des ouvriers qualifiés.

L'extension de l'appareil de formation, telle qu'elle est programmée, permettra de faire face aux besoins les plus urgents des cinq prochaines années. Ce programme restera pourtant insuffisant. Tout au long de la période, des actions de perfectionnement et de qualification professionnelle de la main-d'œuvre en place seront nécessaires. Les réalisations industrielles en Côte-d'Ivoire n'ont jusqu'à présent été possibles que grâce à des actions de ce type. Il est essentiel que les entreprises, avec l'aide des Pouvoirs publics, continuent leurs efforts en ce sens, et en assument la charge.

# III. - LA SANTÉ PUBLIQUE

Le plan de développement économique social et culturel pour la période 1970-1975 vise, en dernière analyse, à élever le niveau de vie de la population. Les investissements consacrés à la santé publique en constituent un des éléments essentiels. L'expérience acquise montre cependant que le développement économique est lui-même préalablement conditionné par la promotion du milieu social. Si le potentiel travail est satisfaisant grâce à un niveau de santé élevé, si la population est réceptive au progrès, le processus de développement s'engage. Il s'accomplit suivant une réaction en chaîne qui montre l'interdépendance rigoureuse des facteurs économiques, sociaux et culturels.

Planification et programmation sanitaires ne sont pas, dans ces conditions, des éléments nouveaux, mais doivent être considérées comme un travail d'équipe dans lequel plusieurs disciplines autres que médicales collaborent méthodiquement : économie et sciences humaines. La promotion de la santé constitue un des facteurs les plus importants de l'épanouissement humain ; dans le monde entier, le besoin et la demande de santé croissent sans cesse (même lorsque celle-ci s'améliore). Aucun pays ne peut prétendre faire tout ce qui est possible, dans tous les domaines, pour la santé de ses populations. Pour la santé comme dans tous les autres secteurs de développement se pose le problème majeur des choix. Les objectifs étant définis, un ordre d'urgence leur est attribué, une voie est choisie permettant de les atteindre. Ceci n'est qu'une première étape. Il faut ensuite faire exécuter ces choix. Cela suppose une évaluation et une adaptation permanente du plan de santé. Par conséquent, l'application pratique des faits économiques à la Santé fait partie intégrante de la planification globale et, inversement, la planification sanitaire demande l'application des faits économiques à la santé.

Cependant il faut parfois porter un jugement de valeur pour déterminer le poids à donner aux considérations économiques par comparaison avec les autres, mais l'approche économique est souvent le seul moyen de sortir de la confrontation des besoins avec la limitation des ressources.

Il est donc nécessaire de procéder de façon rationnelle, à condition de ne pas oublier que le but à atteindre est l'amélioration de la condition humaine.

## A. - La situation sanitaire de la Cote-d'Ivoire et ses caractéristiques

### 1. - *Données épidémiologiques*

Les statistiques concernant la situation épidémiologique et la médecine hospitalière ne sont pas significatives de l'état de santé réel du pays.

Cependant quelques orientations se dégagent :

— les maladies infectieuses et parasitaires sont les plus nombreuses (58,8 % des entrées dans les hôpitaux) ;

— la mortalité infantile des moins de cinq ans représente 52 % des décès déclarés. La rougeole est de loin une des principales causes de décès des moins de cinq ans. En effet, 30 % des décès de ce groupe d'âge sont dus à la rougeole et à ses complications ;

— 5,6 % des hospitalisations relèvent des complications de la grossesse.

### 2. - *Les maladies transmissibles*

a) *La trypanosomiase* est une endémie contrôlée et maîtrisée en Côte-d'Ivoire, mais une vigilance permanente, dans le temps et dans l'espace, doit être exercée.

L'index de morbidité de la trypanosomiase est passé de 0,101 en 1958 à 0,007 en 1969. Ce contrôle permanent de la maladie est mené sous un triple aspect :

— dépistage systématique de tous les sujets ;
— chimioprophylaxie ;
— destruction des insectes vecteurs.

L'application conjointe et systématique de ces trois procédés sur un foyer épidémique aboutit, dans tous les cas, à la disparition du danger et à l'extinction du foyer.

b) *La lèpre :* La lutte organisée contre cette maladie a débuté sous forme de campagne de masse en 1956.

L'index de morbidité de la lèpre est passé de 1,24 % en 1960 à 0,25 % en 1969.

Les aspects opérationnels de la lutte active contre la lèpre se résument dans la recherche, la couverture géographique totale, l'amenuisement du réservoir de virus humain et le traitement de tous les cas, après dépistage exhaustif.

c) *Les tréponématoses :* Il s'agit essentiellement en Côte-d'Ivoire du pian et de la syphilis. La lutte organisée contre le pian a débuté en 1956 avec l'assistance de l'O.M.S. et de l'U.N.I.C.E.F. L'index de morbidité globale était alors de 16 % (1956) ; il est passé à 4,08 % en 1969.

d) *L'onchocercose :* Constitue en Côte-d'Ivoire une endémie majeure, avec plus de 213 000 malades dépistés pendant la période 1960-1969. Elle sévit sur toutes les terres situées le long des cours d'eau

contaminés par les simulies. Les plus gros foyers de la maladie se situent dans les bassins du Bandama, de la Bagoué, de la Leraba, de la Comoé, du N'zi et de la Bia en aval du barrage d'Ayamé. Le Cavally et le Sassandra, en cours d'exploration viendront sans doute s'ajouter à cette liste déjà longue.

e) *Le trachome :* Depuis 1960, 36 774 cas sont dépistés et traités.

f) *La dracunculose :* Son incidence est actuellement évaluée à 50 000 cas par an, en moyenne. C'est une endémie sévissant avec prédilection dans le Centre du pays. Une campagne de dépistage et de traitement systématique de cette affection est en cours d'exécution, avec l'assistance du Gouvernement Suisse.

g) *Les bilharzioses :* En 1960 une équipe d'experts de l'O.M.S. estimait à 700 000 le nombre de bilharziens en Côte-d'Ivoire.

h) *La rougeole :* 283 600 cas ont été dépistés depuis 1960, avec un taux de mortalité moyen de 6 %, pouvant atteindre 25 % à 30 % dans certaines épidémies rurales heureusement localisées.

En 6 ans, de 1963 à 1969, 1 500 000 vaccinations ont été réalisées par les services de la Direction de la Médecine Sociale. Il en est résulté une diminution sensible du nombre de cas et de la gravité de la maladie.

i) *Tuberculose :* 7 000 tuberculeux sont traités actuellement en Côte-d'Ivoire.

La vaccination B.C.G. est effectuée à la naissance dans les maternités ou dans les premières années de la vie dans les P.M.I., ou par les équipes mobiles. 1 710 000 vaccinations ont été effectuées depuis 1964.

## B. - Les moyens d'intervention

### 1. - *L'Administration Centrale*

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population dispose :

— du Cabinet et des services autonomes qui lui sont rattachés ;

— de la Direction Générale de la Santé ;

— de l'Inspection Générale de la Santé.

Les services autonomes rattachés au Cabinet sont les suivants :

— le Service de la Programmation Sanitaire ;

— le Service des Statistiques Sanitaires et de la documentation ;

— le Service de la Formation et des Professions médicales et paramédicales ;

— l'Institut National de la Santé Publique ;

— le Centre de transfusion sanguine.

La Direction Générale de la Santé groupe sous l'autorité du Directeur Général :

— une direction de la médecine sociale ;

— une direction de la médecine hospitalière ;

— une direction de la pharmacie ;

— une direction des services administratifs et financiers.

## MEDECINE HOSPITALIERE : INFRASTRUCTURE

Tableau N° 40

| CIRCONSCRIPTIONS EN 1969 | Grands hôpitaux | Hôpital 1° cat. | Hôpital 2° cat. | Centre de sant. + matern. | Centre de santé seul | Lits de matern. 1 | Lits d'hôp. 2 | Total 1 + 2 | Lits héber. | Radio | Bloc chirurgical |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abidjan 510.000 h. . . . . | 3 | - | 1 | 4 | 8 | 418 | 1.461 | 1.879 | | 18 | 12 |
| Bingerville (Psychiatrie) . . . . . | 1 | - | - | - | - | | 288 | 288 | - | 1 | - |
| Sud 872.000 h . . . . . | - | 7 | 7 | 24 | 43 | 636 | 617 | 1.253 | 89 | 9 | 5 |
| Centre 1.222.000 h . . . . . | 1 Bouaké | 3 | 11 | 11 | 32 | 603 | 1.157 | 1.760 | 67 | 12 | 12 |
| Nord 768.000 h . . . . . | 1 | 1 | 5 | 7 | 29 | 237 | 399 | 636 | - | 6 | 4 |
| Est 311.000 h . . . . . | 1 | 1 | 2 | 7 | 13 | 174 | 267 | 441 | 15 | 2 | 2 |
| Ouest 530.000 h . . . . . | 1 | 1 | 3 | 4 | 10 | 134 | 279 | 413 | 6 | 3 | 2 |
| Centre Ouest 413.000 h . . . . . | 1 | 1 | 4 | 1 | 11 | 187 | 427 | 614 | 33 | 3 | 3 |
| TOTAL 4.626.000 h . . . . . | 9 | 14 | 33 | 58 | 146 | 2.389 | 4.895 | 7.284 | 210 | 54 | 40 |

## MEDECINE HOSPITALIERE : PERSONNEL

Tableau N° 41

| Circonscriptions | Méd. | Phar. | Ch.dent. | Sages Femmes | Infirm. | Auxil. | Adminis. | Divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abidjan 510.000 h. | 89 | 7 | 3 | 65 | 400 | 77 | 107 | 648 | 1.396 |
| Bingerville (Psychiatrie) | 2 | - | - | - | 20 | 5 | 16 | 125 | 168 |
| Sud 872.000 h. | 15 | - | - | 17 | 175 | 68 | 28 | 154 | 457 |
| Centre 1.222.000 h. | 29 | 2 | 2 | 24 | 271 | 68 | 48 | 331 | 775 |
| Nord 768.000 h. | 10 | - | 1 | 6 | 85 | 35 | 15 | 105 | 257 |
| Est 311.000 h. | 5 | - | 1 | 9 | 64 | 14 | 11 | 64 | 168 |
| Ouest 530.000 h. | 6 | 1 | 1 | 4 | 53 | 12 | 14 | 62 | 153 |
| Centre Ouest 413.000 h. | 12 | 1 | 1 | 12 | 85 | 28 | 21 | 122 | 282 |
| TOTAL 4.626.000 h. | 168 | 11 | 9 | 137 | 1.153 | 307 | 260 | 1.611 | 3.656 |

## MÉDECINE HOSPITALIÈRE : RÉPARTITION DES LITS

Tableau N° 42

| | Population pour 1 lit | | Nombre de lits en valeur absolue | | |
|---|---|---|---|---|---|
| REGIONS | Maternité | Hospitalisation | Maternité | Hospitalisation | TOTAL |
| Nord | 3.240 | 1.925 | 237 | 399 | 636 |
| Sud - Sans Abidjan | 1.372 | 1.415 | 636 | 617 | 1.253 |
| Est | 1.788 | 1.165 | 174 | 267 | 441 |
| Ouest | 3.960 | 1.902 | 134 | 279 | 413 |
| Centre | 2.027 | 1.057 | 603 | 1.157 | 1.760 |
| Centre-Ouest | 2.210 | 968 | 187 | 427 | 614 |
| Abidjan | 1.359 | 479 | 360 | 1.021 | 1.381 |
| TOTAL NATIONAL sans Abidjan | 2.140 | 1.309 | 1.971 | 3.146 | 5.117 |
| TOTAL NATIONAL avec Abidjan | 1.977 | 1.106 | 2.331 | 4.167 | 6.498 |

## MEDECINE SOCIALE : INFRASTRUCTURE

Tableau N° 43

| SERVICES | Base Centrale | Centre Satellite | Lits L • | H • | Bloc Chirurgie | Laboratoire | Radio Fixe | Radio Mobile |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Grandes Endémies | 14 | 93 | 1.139 | 190 | 3 | 27 | 2 | |
| P. M. I. | 6 | 2 | | | | 2 | | |
| C. antituberculeux | 5 | 14 | | | | 6 | 4 | 4 |
| S. Santé scolaire, universitaire | 12 | 8 | 30 | | | 1 | | |
| Education Sanitaire | 3 | - | | | | - | | |
| Hygiène | 4 | 1 | | | | 1 | | |

L • Léproserie
H • Hypnoserie

## MEDECINE SOCIALE - RECAPITULATIF - PERSONNEL

Tableau N° 44

| Régions | Nombre d'habitants | Médecins | C. Dentistes | Sages Femmes | Auxiliaires | Inf. | Adm. | Divers | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sud | 872.000 h | 5 | | | 78 | 23 | 10 | 53 | 169 |
| Centre | 1.222.000 h | 6 | | | 109 | 35 | 20 | 95 | 265 |
| Nord | 768.000 h | 2 | | 1 | 59 | 29 | 12 | 94 | 197 |
| Est | 311.000 h | 2 | | | 43 | 10 | 6 | 31 | 92 |
| Ouest | 530.000 h | 2 | | | 40 | 17 | 6 | 53 | 118 |
| Centre-Ouest | 413.000 h | 3 | | | 58 | 32 | 6 | 59 | 158 |
| Abidjan | 510.000 h | 17 | 3 | 31 | 170 | 92 | 58 | 112 | 483 |
| TOTAL | | 37 | 3 | 32 | 557 | 238 | 118 | 497 | 1.482 |
| Services Nationaux (non ventilés) | | 2 | | | 26 | 17 | 7 | 60 | 112 |
| TOTAL | | 39 | 3 | 32 | 583 | 255 | 125 | 557 | 1.594 |

## SITUATION ACTUELLE DE LA COUVERTURE SANITAIRE

Tableau N° 45

| Rapports Population et Médecine Hospitalière Population pour 1 : | | | | | Médecine Sociale Population pour 1 : | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Régions | Médecin | S. Femme | Infirmier | Para-Médical | Médecin | Infirmier | Para-Médical |
| Nord | 76.800 | 128.000 | 9.035 | 21.942 | 384.800 | 13.016 | 26.482 |
| Sud | 58.193 | 51.347 | 4.988 | 12.836 | 174.580 | 11.191 | 37.952 |
| Est | 62.220 | 34.566 | 4.860 | 22.221 | 155.550 | 7.235 | 31.110 |
| Ouest | 88.433 | 132.450 | 10.011 | 44.216 | 265.300 | 13.265 | 31.211 |
| Centre | 42.158 | 50.941 | 4.511 | 17.979 | 203.766 | 11.216 | 34.931 |
| Centre-Ouest | 34.441 | 34.441 | 4.862 | 14.750 | 137.766 | 7.125 | 12.915 |
| Abidjan | 5.497 | 7.526 | 1.223 | 6.353 | 28.776 | 2.877 | 5.317 |
| Moyenne nationale sans Abidjan | 52.132 | 57.101 | 5.469 | 17.906 | 205.925 | | 10.642 |
| Moyenne nationale avec Abidjan | 27.427 | 33.632 | 3.996 | 15.008 | 124.532 | 8.272 | 19.360 |

2. - *L'infrastructure sanitaire*

*Les caractéristiques de l'infrastructure sanitaire sont indiquées dans les tableaux 40 à 45.*

— Il faut noter de sensibles disparités régionales en personnel, en particulier dans les régions du Nord et de l'Ouest.

— De grandes distorsions en équipement existent également dans le Nord et l'Ouest.

— Les installations et les équipements de l'intérieur sont vétustes.

— Le parc automobile est vieux et usé.

3. - *Le personnel médical et paramédical*

Au 31 décembre 1969 le personnel de la Santé Publique se répartissait comme suit :

— 252 médecins, dont 120 ivoiriens ;
— 31 pharmaciens, dont 19 ivoiriens ;
— 15 chirurgiens-dentistes, dont 5 ivoiriens ;
— 217 sages-femmes, dont 168 ivoiriennes ;
— 355 infirmiers et infirmières diplômés d'Etat:
— 2 301 infirmiers et infirmières brevetés ;
— 145 aides-infirmiers.

On a noté par ailleurs la disparité entre la couverture sanitaire d'Abidjan et celle de l'intérieur et aussi entre les régions elles-mêmes. Il y a donc un équilibre à rétablir dans la structure sanitaire actuelle ; en effet, la région d'Abidjan avec le 1/8 de la population totale de la République de Côte-d'Ivoire possède :

plus de 50 % des médecins ;
60 % des sages-femmes ;
33 % des infirmiers et infirmières.

Concernant le personnel trois faits essentiels doivent être relevés :

— l'insuffisance quantitative du personnel médical et paramédical dans l'intérieur et une trop grande inégalité de répartition selon les régions ;

— le manque de formation administrative et comptable du personnel administratif subalterne ;

— l'insuffisance généralisée (Abidjan et intérieur) du personnel de laboratoire, et absence totale de cadres sociaux supérieurs et d'ingénieurs sanitaires.

4. - *Les budgets*

a) Budget d'investissements

Qu'il s'agisse de sommes accordées au titre du B.S.I.E. ou au titre de l'aide extérieure, les crédits délégués à la Santé de 1965 à 1969 ont servi presque exclusivement à réaliser des opérations situées sur Abidjan, soit en millions de F CFA :

— 2 105 pour le C.H.U. d'Abidjan (hôpital de Cocody) :

— 490 pour l'Institut National de Santé Publique;

— 508 affectés à la modernisation de l'hôpital de Treichville.

L'importance de ces opérations, par rapport à la relative modicité des moyens disponibles, n'a pas permis de réaliser suffisamment d'investissements dans l'intérieur.

Ainsi, en ce qui concerne le B.S.I.E. 1969, les 334 millions accordés au Ministère de la Santé ont dû être consacrés à la seule opération C.H.U. d'Abidjan (Cocody + modernisation de Treichville).

b) Budget de fonctionnement

De 1965 à 1969, le budget de fonctionnement du Ministère est passé de 3 037 millions de F CFA (soit 9 % du budget général), à 5 137 millions, soit 11,5 % du budget total.

Cette augmentation, qui a abouti à un budget de 6 milliards de F CFA pour 1970, n'est cependant, pas suffisante pour compenser l'augmentation des frais de fonctionnement due à la mise en service de formations nouvelles, réalisées sur les crédits d'investissement de la Côte-d'Ivoire (B.S.I.E.) ou l'aide extérieur (F.E.D. - F.A.C.) à savoir en 1970, l'hôpital de Cocody, l'Institut de Santé Publique et les nouveaux services de l'hôpital de Treichville.

Le retard pris chaque année est estimé cumulativement à 650 millions en 1970. C'est un budget minimal de 6 800 millions dont aurait dû disposer le Département de la Santé, pour supporter les charges récurrentes des investissements réalisés au cours de ces cinq dernières années et assurer un fonctionnement normal des services et formations existants.

BUDGET 1969

Tableau N° 46 — en millions de F CFA

| | | |
|---|---|---|
| A - *Dépenses de Personnel* | | |
| Médecine hospitalière | 1 751,6 | |
| Médecine sociale | 653,9 | |
| Enseignement, recherche | 52,7 | |
| Services Techniques communs | 70,7 | |
| Organismes de Direction | 172,9 | |
| Assistance Technique | 158,0 | 2 859,8 |
| B - *Dépenses de Matériel* | | |
| Médecine hospitalière | 785,0 | |
| Médecine sociale | 248,0 | |
| Médicaments | 881,0 | |
| Enseignement, recherche | 92,6 | |
| Mobilier, matériel technique | 140,0 | |
| Eau, électricité, téléphone, P. et T... | 234,0 | |
| Réparations, entretien | 27,0 | 2 407,6 |
| Crédit annexe C.H.U. | 214,0 | 214,0 |
| Total Général | | 5 481,4 |

*N. B.* Ne sont pas comprises, les charges communes de la Santé (section 30).

c) Caractéristiques concernant le budget

— *D'investissements*

Une nette insuffisance quantitative n'a pas permis de faire face aux deux priorités nationales :

— exigences d'une formation moderne et de la recherche (C.H.U., I.N.S.P., Institut Pasteur, E.N.S.I.) ;

— développement de l'infrastructure dans l'intérieur.

— *De fonctionnement*

Il ne semble pas que l'on tienne assez compte, dans la détermination des enveloppes financières de fonctionnement, des charges récurrentes résultant de la mise en fonctionnement des formations nouvelles. Le Plan, compte tenu des investissements programmés, recommandait une progression de 14 % d'une année sur l'autre, des budgets de la Santé depuis 1966 (ce qui aurait donné un budget de 7 milliards au Ministère de la Santé en 1970). Or, cette progression n'a été que de 12 % en moyenne de 1966 à 1969. Il est urgent de revenir à de plus exactes appréciations des besoins, pour éviter de se trouver dans l'impossibilité de faire fonctionner des installations nouvelles faute de crédits et de personnel. Il faut tenir compte aussi de la nécessité d'améliorer le budget de fonctionnement des formations existantes, afin que celui-ci soit adapté au rendement et à la capacité réelle des formations.

C. - LE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (1971-1975)

La finalité de la politique de Santé Publique est le développement du bien être physique, mental et social de la population. Ce développement à la fois

individuel et collectif, vise à l'augmentation qualitative et quantitative du potentiel productif de la nation.

1. - *La médecine sociale*

La médecine sociale est la forme d'action de la Santé Publique qui, dans tous ses aspects : curatifs, éducatifs et prospectifs, est appliquée à l'ensemble d'une collectivité socio-économique, ou, plus brièvement, la médecine sociale est une médecine de masse; elle s'adresse éventuellement à la population saine.

Les objectifs de la médecine sociale pour la période 1971-1975 sont les suivants :

a) En vue d'éviter ou de limiter les résurgences d'épidémies, assurer, par vaccination, l'immunité collective de 80 % de la population vulnérable contre :

— la rougeole ;
— la variole ;
— la fièvre jaune ;
— la tuberculose ;
— la lèpre.

b) Eradication de la dracunculose, partout où la population active est atteinte à plus de 20 %.

c) Intensification de la lutte contre la tuberculose, dans les principales zones urbaines et dans les zones rurales fortement contaminées.

d) Intensification de l'action sur les vecteurs des bilharzioses dans les zones infestées et à forte densité scolaire.

e) Destruction régulière et systématique des larves de moustiques aux abords des villages implantés sur la périphérie du lac de Kossou.

f) Relance de la campagne thérapeutique de masse contre les tréponématoses dans les zones hyper-endémiques de l'Ouest et du Centre-Ouest, en vue d'aboutir à une réduction *significative* du réservoir de virus et du volume de virus en circulation.

g) Empêcher la résurgence épidémique de la trypanosomiase par une surveillance permanente des foyers résiduels et par la continuation de l'action de chimioprophylaxie.

h) En ce qui concerne la lutte contre l'onchocercose, le Ministère de la Santé adhérera aux programmes régionaux assistés par les Organisations internationales et y contribuera régulièrement.

i) Implanter progressivement des Centres de P.M.I. dans chacune des sous-préfectures du pays, pour assurer la protection sanitaire des mères et des enfants.

j) Assurer deux visites sanitaires annuelles de tous les enfants scolarisés dans les Centres urbains et en zone rurale, I.M.S.

k) Veiller à l'installation dans les villages centre (aménagés ou reconstruits) des zones de développement prioritaires, d'un dispositif simple mais efficace d'hygiène individuelle et collective portant sur l'adduction d'eau potable et l'élimination des déchets.

l) Mettre en place dans chaque secteur de Médecine Sociale, une équipe d'éducation sanitaire.

m) Etendre l'expérience de psychiatrie sociale et de protection mentale de Bouaké à deux ou trois nouveaux centres (région Nord et région Ouest).

2. - *La médecine hospitalière*

La médecine hospitalière est la forme d'action de Santé Publique qui, dans tous ses aspects : préventifs, curatifs, éducatifs et prospectifs, s'adresse à l'individu, surtout malade.

Les objectifs de la médecine hospitalière sont les suivants :

— créer des régions hospitalières suffisamment autonomes pour diminuer le nombre des évacuations de malades éloignés ;

— assurer une couverture hospitalière homogène, visant à disposer d'un lit d'hôpital pour 1 000 habitants.

Pour la réalisation de ces objectifs, une priorité sera accordée aux zones suivantes :

— régions à infrastructure insuffisante ;
— zones de développement économique ;
— zones frontalières ;
— zones touristiques, etc.

D. - Les moyens nécessaires

1. - *Le personnel*

a) La formation du personnel médical

Les étudiants en médecine bénéficient de conditions exceptionnelles de formation, grâce au Centre Hospitalier Universitaire d'Abidjan. Le nombre d'étudiants ivoiriens en médecine augmente ; cependant il faudrait arriver à des promotions de cent étudiants par an, pour satisfaire les besoins sanitaires nationaux. Des vocations de médecins généralistes, de médecins ruraux sont à susciter. Le concours de l'Institut National de Santé Publique sera précieux à cet égard.

Cet institut est chargé :

— d'étudier les problèmes de Santé Publique en Côte-d'Ivoire et de rechercher des formes d'action sanitaire adaptées à ces problèmes ;

— de participer à l'élaboration des programmes de santé Publique, en liaison avec le service de programmation sanitaire et les Directions Techniques intéressées ;

— de former et de recycler en Santé Publique toutes les personnes concourant à la protection sanitaire et sociale de la population ;

— d'entreprendre des travaux de recherche appliquée en Santé Publique.

b) Les autres cadres supérieurs, pharmaciens et chirurgiens-dentistes seront formés en Côte-d'Ivoire.

Cependant, le nombre de médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens, formés localement ne permettra pas d'atteindre les objectifs de la médecine sociale et de la médecine hospitalière pour la période 1971-1975. Le recours à l'Assistance Technique sera encore nécessaire.

c) Formation du personnel paramédical

Compte tenu des créations nouvelles en P.M.I., en maternités, en centres hospitaliers régionaux et en hôpitaux de première catégorie, il faut former entre 1970 et 1975, 800 infirmiers et infirmières, 400 sages-femmes et une cinquantaine d'agents d'assainissement.

Dès 1970 l'E.N.S.F.I. devra recevoir 487 élèves (contre 243 en 1969), 912 en 1971, 1 115 en 1972 et 1 304 à partir de 1973.

L'infrastructure sanitaire nationale ne permet pas, à court terme, de décentraliser la formation du personnel paramédical. C'est à Abidjan qu'il faut trouver une solution et doubler, dès 1970, la capacité de l'Ecole Nationale de Sages-Femmes et Infirmiers. La création de centres hospitaliers régionaux permettra d'envisager la création d'écoles régionales de formation du personnel paramédical.

Les techniciens de laboratoire et d'assainissement seront formés soit en Côte-d'Ivoire, soit à l'étranger.

Enfin, les cadres sociaux supérieurs seront formés en Côte-d'Ivoire ainsi que les travailleurs sociaux. Le Ministère de la Santé pourrait, pendant la période 1971-1975, employer une cinquantaine de travailleurs sociaux.

Si les objectifs de formation du personnel paramédical sont atteints la couverture sanitaire passera :

— pour les infirmiers : de 0,39 pour 5 000 habitants en 1970, à 1 pour 5 000 habitants en 1975, à 1,61 pour 5 000 habitants en 1980 ;

— pour les sages-femmes : de 0,46 pour 10 000 habitants en 1970, à 1 pour 10 000 habitants en 1975, à 1,85 pour 10 000 habitants en 1980.

d) La formation du personnel de Direction des hôpitaux et du personnel administratif subalterne des formations de médecine hospitalière et sociale

Compte tenu du programme d'hôpitaux régionaux, les besoins en Directeurs des hôpitaux (échelle A 4) ont été estimés à deux par an à partir de 1971, soit dix pour la période 1971-1975.

Les Directeurs d'hôpitaux régionaux seront recrutés parmi les Administrateurs civils de l'E.N.A., licenciés en droit, et ayant accompli un an de spécialisation hospitalière.

Les Economes (échelle A 6) seront formés à Abidjan (Ecole pratique de la Fonction Publique). Les besoins sont de six Economes par an à partir de 1971 (soit trente pour la période 1971-1975).

En ce qui concerne le personnel administratif subalterne des formations de médecine hospitalière et de médecine sociale, les besoins sont les suivants :

e) Comptables gestionnaires (B 10)

Compte tenu des nouvelles bases de médecine sociale, et des nouvelles formations hospitalières régionales et de première catégorie, quinze comptables seront nécessaires à partir de 1971, soit soixante-quinze de 1971 à 1975.

f) Commis-comptables

Dix en 1971 et 1972, quinze en 1973 et vingt en 1974 et 1975, soit soixante-quinze au total.

Le problème de leur spécialisation administrative et comptable devra être résolu, d'une manière uniforme, avant l'envoi dans une formation de médecine hospitalière ou de médecine sociale.

De même, devra être entrepris à partir de 1971, le recyclage progressif des agents de cette catégorie en place actuellement (une centaine) qui bien souvent manquent de formation comptable.

2. - *Les moyens financiers*

a) Les investissements de 1971 à 1975 (tableau n° 48) et de 1975 à 1980

En fonction des objectifs de la politique de Santé Publique pour le prochain quinquennat et compte tenu des réalisations effectuées jusqu'en 1969, on peut évaluer le montant des investissements :

— à 9 milliards pour la période 1971-1975 ;

— à 12 milliards pour la période 1976-1980.

De 1971 à 1975 les investissements par secteur seront les suivants (voir tableau n° 48) :

— Formation et Recherche : 450 millions. Il est prévu en particulier le doublement de la capacité de l'Ecole nationale de sages-femmes, d'infirmiers et d'infirmières en 1971-1972.

— Services Techniques Communs : 300 millions.

— Médecine Sociale : 3 550 millions. L'effort, dans ce secteur, portera principalement sur les maternités, la protection maternelle et infantile et l'installation des bases de médecine sociale.

— Médecine hospitalière : 4 700 millions. Il faut noter, dans ce secteur, la création de deux centres hospitaliers régionaux à Korhogo et Man (1 725 millions de 1971 à 1974), d'un hôpital à San Pedro ainsi que des compléments et améliorations à apporter aux autres hôpitaux. Le chapitre « Modernisation des formations sanitaires » est doté annuellement des crédits nécessaires à l'amélioration des conditions de travail du personnel.

De 1975 à 1980, la répartition des investissements par secteur se fera en fonction des réalisations de la période 1971-1975.

b) Les frais de fonctionnement annuels de 1971 à 1975

Ces frais de fonctionnement ont été évalués compte tenu :

— des objectifs définis ;

— des besoins en personnel supplémentaire ;

— des moyens de formation existants et à mettre en place ;

— des investissements envisagés.

On aboutit ainsi sur la période 1971-1975 au cheminement suivant :

FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Tableau N° 47

en millions de F. CFA (prix 1968)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de personnel . . . . . | 3.676 | 4.100 | 4.520 | 4.955 | 5.500 | 6.030 |
| Dépenses de matériel . . . . . | 2.932 | 3.490 | 3.800 | 4.135 | 4.530 | 4.950 |
| TOTAL . . . . . | 6.608 | 7.590 | 8.320 | 9.090 | 10.030 | 10.980 |

De 6 600 millions en 1970, le budget de la Santé devrait donc passer à 11 milliards en 1975, soit un taux d'accroissement annuel de 10,7 % (les dépenses d'Assistance Technique sont incluses dans ces chiffres). Il devrait atteindre 17,3 milliards de F CFA en 1980.

De 1970 à 1975, les dépenses de personnel augmentent de 10,4 % par an, tandis que les dépenses en matériel croissent annuellement de 11 %.

PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS 1971 - 1975

Tableau N° 48

en millions de F. CFA

| Nature des investissements | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | Total période 1971-1975 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Loi-Prog. | Loi-Prog. | Loi-Prog. | | | | |
| Formation et recherche . . . . | 337 | 186 | 85 | 59 | 60 | 60 | 450 |
| Services techniques communs. | 15 | 105 | 130 | 25 | 20 | 20 | 300 |
| Médecine sociale . . . . . | 197,5 | 525,5 | 480 | 694,5 | 880 | 970 | 3.550 |
| Médecine hospitalière . . . . . | 638 | 865 | 1.175 | 1.050 | 850 | 760 | 4.700 |
| Total infrastructure sanitaire . . . . . | 1.187,5 | 1.681,5 | 1.870 | 1.828,5 | 1.810 | 1.810 | 9.000 |

# IV. - L'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE

## A. - La situation actuelle

Malgré quelques actions positives, il apparaît que différents ministères intéressés interviennent sans qu'ait été définie une stratégie précise et mis au point un programme où chacun aurait sa place. Il en résulte plusieurs conséquences négatives :

### 1. - *On constate de nombreux interférences et doubles emplois*

L'exemple le plus caractéristique est celui des Centres Sociaux (Ministère du Travail et des Affaires Sociales) et des Foyers Féminins (Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports). Ces deux « Services » ont en principe deux vocations différentes : médico-sociale et éducative. En fait leurs activités se recoupent fréquemment, car les problèmes sociaux et éducatifs des femmes touchent la plupart du temps à l'hygiène et à la puériculture.

### 2. - *Les résultats obtenus sont parfois le contraire de ceux qui étaient recherchés*

Les Centres Jeunesse et Travail (Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports) qui devaient regrouper les jeunes en un « mouvement national » et leur faire prendre conscience de la valeur du travail manuel, se sont transformés en centres d'alphabétisation et de rattrapage scolaire.

Le Service Civique, dont le coût est particulièrement élevé, semble favoriser l'exode rural plutôt qu'il ne réussit à le freiner.

Les Foyers Féminins ont, pour l'essentiel, des activités d'ordre purement scolaire... Ils n'éveillent pas les femmes à leurs responsabilités.

### 3. - *Des instituts de formation fonctionnent sans programme bien précis*

Ils n'ont en effet défini ni le « profil » des cadres qu'ils forment (à partir des fonctions à remplir) ni les effectifs qui seront réellement nécessaires (à partir d'un programme d'implantation, fonction des disponibilités budgétaires).

### 4. - *Les interventions dans le monde rural ont été très timides*

Les faibles moyens des Ministères de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports, du Travail et des Affaires Sociales, l'absence de programme précis, le peu d'enthousiasme des fonctionnaires à servir en milieu rural, ont amené ces administrations à se cantonner en milieu urbain et semi-urbain.

Certaines actions intéressantes qui auraient pu, du fait de leur coût relativement faible, toucher un grand nombre d'agriculteurs ont reçu trop peu de crédits : ainsi l'Animation Rurale implantée dans onze sous-préfectures autour de Bouaké, ainsi les campagnes d'éducation lancées par le Ministère de l'Information, ainsi la Radiodiffusion nationale trop souvent inaudible à l'intérieur du pays.

De l'état de choses actuel, deux *leçons* peuvent être tirées :

— sans une politique et des objectifs socio-culturels bien définis, les crédits de l'Etat continueront a être dépensés en vain et les actions les plus urgentes négligées ;

— sans une définition des fonctions de chaque ministère intéressé, les duplications de crédits, d'équipements, de centres de formation s'aggraveront.

## B. - La politique adoptée

La politique d'animation socio-culturelle aura pour finalités :

— d'aider les différentes catégories de population à s'intégrer dans un environnement social et professionnel en changement rapide ;

— d'amener les individus et les groupes à prendre leurs responsabilités dans le développement national, régional et local.

### 1. - *Ceci suppose une prise de conscience, l'acquisition de connaissances et de savoir-faire qui transformeront les mentalités et les comportements*, augmentant les niveaux d'aspiration et d'attente (sur les plans quantitatif *et* qualitatif) mais aussi les propensions à travailler et à innover.

### 2. - *Cette évolution devra se faire selon une certaine progressivité dans le temps et dans l'espace*

Il faudra éviter de donner aux populations des espérances qui soient au-dessus de leurs moyens, comme de ceux de l'Etat. Les efforts entrepris ne le seront pas dans l'immédiat en faveur de toutes les régions et de toutes les catégories de population ; le saupoudrage est en fait synonyme d'inefficacité et d'augmentation des déséquilibres existants ; l'efficacité nécessite la concentration des actions sur un nombre limité de points essentiels au développement ; c'est-à-dire que certaines zones et certaines catégories de population — qui sont appelées à un effort particulier — bénéficieront d'actions apparemment privilégiées, mais appelées à s'étendre et génératrices à terme, d'un meilleur équilibre régional et social.

3. - *La politique socio-culturelle aura également pour objectif de freiner un exode rural* qui prend des proportions inquiétantes et risque non seulement de mettre en cause les objectifs de production agricole, mais aussi de provoquer à terme, dans les villes, des troubles sociaux. Dans cette perspective, une attention particulière sera accordée à la coordination des actions menées en milieu rural et en milieu urbain ou semi-urbain ; il conviendra en particulier :

— que ne soient pas mis en œuvre dans les villes des programmes qui inciteront les jeunes ruraux à quitter leurs terroirs ;

— que les mass-média (radio, télévision, presse) ne se fassent pas les agents de propagation de modèles culturels dévalorisant le mode de vie des ruraux.

Le combat ne pourra d'ailleurs être gagné que dans le cadre d'une stratégie d'ensemble, conjuguant les actions économiques, et une politique d'équipement et d'animation socio-culturels.

## C. - Les objectifs

Les pouvoirs publics s'efforceront d'atteindre deux objectifs principaux :

1. - *Le premier objectif sera d'assurer à tous un minimum d'information éducative et de promotion culturelle*

L'ensemble de la Nation devra pouvoir bénéficier d'un minimum de savoir pour être à même de comprendre la politique du pays et de participer aux tâches du développement.

Il conviendrait, en particulier, que les citoyens soient mieux informés des causes d'une évolution économique et sociale qu'ils subissent le plus souvent sans la comprendre, des responsabilités qui leur incombent dans les progrès à espérer, des structures et des moyens que l'Etat met à leur disposition pour leur propre développement et celui de leur communauté. En bref, il faudra que chacun connaisse ses droits mais aussi ses devoirs.

2. - *Le second objectif sera d'assurer une aide privilégiée à certaines catégories de populations* :

— d'une manière générale, aux jeunes qui sont la Côte-d'Ivoire de demain, et aux femmes ;

— d'une manière particulière, aux habitants des campagnes. Ici, il conviendra d'assurer une promotion globale du milieu grâce à l'entremise de leaders pour les hommes, les femmes et les jeunes. Un souci capital sera l'intégration professionnelle des jeunes dans le monde des adultes et, ce qui la conditionne en grande partie, une compréhension toujours meilleure de leurs problèmes réciproques par les différentes générations ;

— les infrastructures permettant d'atteindre le premier objectif seront — pour l'essentiel — mises en place avant 1975.

— les actions privilégiées en faveur des femmes, des jeunes et des habitants des campagnes seront d'abord appliquées à certaines zones où un effort de développement important est nécessaire, mais elles devront toucher l'ensemble du pays avant 1985.

## D. - Les moyens

1. - *Pour assurer à tous un minimum d'information éducative et de promotion culturelle, les mass-média et particulièrement la radio et la télévision seront les moyens d'action privilégiés*

Ceci nécessitera la mise en œuvre de nouveaux équipements et une organisation particulière au plan national.

### a) Les équipements

La partie Nord du pays sera couverte par la télévision. Un émetteur de radiodiffusion de 400 KW implanté à Bouaflé permettra de couvrir tout le territoire.

Sept stations régionales de radiodiffusion permettront le développement des émissions en langues vernaculaires (seules comprises par la majorité de la population) et sensibiliseront les habitants aux problèmes de leur propre région.

Une Maison de la Radio et de la Télévision sera construite à Abidjan après 1975.

Tous ces équipements seront réalisés par le Ministère de l'Information.

### b) Les instances nationales

Un « Comité national des programmes éducatifs par les moyens audio-visuels et la presse » sera créé. Il se substituera à la « Commission Interministérielle chargée de superviser la campagne d'éducation rurale par la radio et la télévision ». Tous les ministères intéressés seront représentés au nouveau Comité qui sera placé sous la responsabilité du Ministre de l'Information et doté d'un Secrétariat Permanent, disposant d'un budget propre. Un département éducatif sera créé à la Radio Télévision ivoirienne et servira d'organe technique de réalisation des programmes.

Au fur et à mesure de la mise en place des stations régionales, des Comités semblables seront institués au niveau des régions, ils travailleront en liaison avec le Comité national.

Le parti Démocratique de la Côte-d'Ivoire, les syndicats et l'Association des Femmes Ivoiriennes seront invités à participer activement à l'animation des groupes sociaux. Ces organismes peuvent jouer un grand rôle pour amener les masses à comprendre leurs problèmes, à désirer le changement et à participer activement aux actions de développement.

2. - *Le milieu rural*

En faveur du monde rural (hommes, femmes et jeunes) les moyens spécifiques suivants seront mis en œuvre :

Des actions d'animation s'adressant tant aux hommes qu'aux femmes et aux jeunes seront entreprises. Ces actions sont décrites dans le chapitre sur « le développement rural ». Il convient cependant d'insister ici sur l'aspect socio-culturel du problème.

*L'évolution technique, économique et sociale des paysans nécessite un élargissement de leur champ de conscience.* Expliquer les interventions souhaitées, suppose que l'on fasse accéder les ruraux au domaine « culturel ». Par exemple, on ne peut durablement susciter des habitudes d'hygiène, si l'on n'explique pas les incidences biologiques de tel ou tel comportement. Du point de vue civique et économique, la connaissance des institutions publiques, des éléments de géographie, de sociologie et d'économie deviennent rapidement indispensables à la compréhension des changements proposés.

*Le milieu rural étant un tout, aux éléments étroitement imbriqués, c'est son évolution globale qui sera recherchée.* Elle seule peut permettre aux jeunes de s'y intégrer. Les actions d'animation devront donc s'adresser en même temps aux jeunes, aux hommes et aux femmes d'une même zone. Dans chacun de ces groupes, des leaders seront formés par des conseillers et des conseillères fournis par un Office de Promotion Rurale. Le responsable des hommes facilitera l'émergence de groupements socio-professionnels dynamiques. La responsable des femmes interviendra en matière d'éducation sanitaire, d'économie domestique, d'éducation familiale. Le responsable des jeunes les aidera à s'organiser en clubs, les assistera dans leurs activités spécifiques, résoudra leurs problèmes professionnels ; c'est dans ce cadre que sera assurée l'éducation extra-scolaire des jeunes ruraux.

*Une animation socio-culturelle du milieu rural n'est naturellement possible que si ses habitants et particulièrement les jeunes ont la possibilité d'améliorer leur cadre de vie et leur niveau de vie.* Elle est par suite étroitement dépendante :

— des actions de développement rural qui seront menées ;

— de l'aide que l'Etat accordera aux collectivités les plus pauvres pour leur permettre de s'équiper ; dans ce domaine, l'apport de Fonds Régionaux d'Aménagement Rural alimentés partie par l'Etat et partie par les populations intéressées, sera décisif.

3. - *Le milieu urbain et semi-urbain*

Le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports ainsi que le Ministère du Travail et des Affaires Sociales seront directement responsables des actions à mener en faveur des femmes et des jeunes en ce milieu.

— *Les femmes*

Les efforts des deux Ministères devront être conjugués. C'est dire que leurs actions seront harmonisées au sein d'un même type d'établissement où les assistantes des Affaires Sociales prendront en charge l'action médico-sociale, tandis que les éducatrices de la Jeunesse et de l'Education Populaire seront responsables de l'animation du milieu et des actions culturelles (alphabétisation fonctionnelle notamment). Cet établissement pourra prendre le nom de Centre Social et Culturel.

Là où existent déjà des Foyers Féminins et des Centres Sociaux, les équipements et bâtiments seront mis en commun et un programme d'actions coordonnées sera établi.

— *Les jeunes*

Une grande partie des jeunes femmes, mineures mais tôt mariées ou ayant déjà de jeunes enfants à charge, fréquentera les Centres sociaux et culturels.

On distinguera, pour les autres jeunes, les équipements sportifs et les Foyers.

— *Le sport*

Les chefs-lieux de département seront peu à peu équipés ; chaque année on construira un stade dans l'un d'entre eux, à l'occasion des Fêtes de l'Indépendance.

L'utilisation des équipements scolaires, en fin de journée ou de semaine, par les jeunes non scolarisés, sera étudiée.

L'Institut National de la Jeunesse et des Sports, destiné principalement à l'entraînement en vue de la compétition internationale et à la formation d'éducateurs, sera construit pendant le prochain quinquennat.

— *Les foyers de jeunes*

Des études seront poursuivies pour aboutir à des programmes qui ne remettront pas en cause les efforts entrepris en milieu rural. Dans cette optique :

— il ne sera pas donné, dans les foyers, une formation pré-professionnelle qui attirerait en ville des

jeunes des campagnes, sans leur assurer de débouchés réels ;

— les investissements consentis par l'Etat, en faveur des chefs-lieux des sous-préfectures, ne devront pas être considérés par les jeunes ruraux comme une faveur faite par les pouvoirs publics à leurs camarades des villes ; ils devront pouvoir servir à l'ensemble des jeunes des circonscriptions et être, par suite, adaptés à leurs besoins.

Pendant la décennie, les efforts principaux porteront sur la ville d'Abidjan dont la croissance très rapide — 1 100 000 habitants en 1980 — comportera un nombre important de jeunes. Il importe que ceux-ci ne soient pas laissés à eux-mêmes.

## E. - Les investissements et les frais de fonctionnement

### 1. - *L'information*

L'Information et la Radio Télévision Ivoirienne sont rattachées par la nomenclature officielle à l'infrastructure administrative.

Rappel des investissements nécessaires :

Tableau N° 49 — en millions de F CFA

| Investissements | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Couverture télévisuelle | 1 160 | |
| Centre National Radio Bouaflé | 930 | |
| Centres régionaux (7) | 1 400 | |
| Maison de la Radio et de la Télévision | | |
| Divers | 260 | |
| TOTAUX | 3 750 | 4 000 |

### 2. - *L'animation rurale*

L'animation rurale est partie intégrante de la promotion du monde rural. Elle est prise en compte à ce titre.

Rappel des investissements et frais de fonctionnement nécessaires :

Tableau N° 50 — en millions de F CFA

| | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Investissements | 200 | 400 |
| Frais de fonctionnement | 1 500 | 3 000 |

### 3. - *Les centres sociaux et culturels*

En 1980, on comptera en Côte-d'Ivoire :

— 53 agglomérations de 5 000 à 20 000 habitants;
— 11 agglomérations de 20 000 à 40 000 habitants;
— 5 agglomérations de 40 000 à 60 000 habitants;
— 4 agglomérations de 60 000 à 100 000 habitants;
— 2 agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Pour une petite ville, le coût d'un centre social et culturel (comprenant un jardin d'enfants) est d'environ 20 millions de F CFA.

Cet équipement pourra être implanté, au niveau des quartiers, dans les grandes villes.

Le pays aurait besoin d'environ 120 centres. Une vingtaine existent déjà.

Vingt nouveaux centres seront créés d'ici 1975.

*Les investissements du Ministère du Travail et des Affaires Sociales (Direction des Affaires Sociales) pourront, dans ces conditions, être les suivants :*

Tableau N° 51 — en millions de F CFA

| Objet | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| Centres sociaux et culturels | 400 | 1 000 |
| Pouponnières, crèches, rééducation, aménagements divers | 200 | 400 |
| TOTAL | 600 | 1 400 |

### 4. - *Le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports*

Les investissements seront les suivants :

Tableau N° 52 — en millions de F CFA

| Objet | 1971-1975 | 1976-1980 |
|---|---|---|
| I. - *SPORTS* | | |
| Créations de stades | 300 | 600 |
| Equipements divers | 100 | 200 |
| Institut National de la Jeunesse et des Sports | 750 | |
| TOTAL SPORTS | 1 150 | 800 |
| II. - *FOYERS DE JEUNES* | | |
| Etudes et réalisations | 250 | 500 |
| TOTAL FOYERS | 250 | 500 |
| TOTAL GENERAL | 1 400 | 1 300 |

Les frais annuels de fonctionnement des Ministères du Travail et des Affaires Sociales, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports, pourront évoluer comme suit :

Tableau N° 53 — en millions de F CFA

| Département | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|
| Ministère du Travail et des Affaires Sociales | 487 | 700 | 1 030 |
| Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports | 693 | 1 120 | 1 720 |
| TOTAL | 1 180 | 1 820 | 2 750 |

# V. - L'INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE

*Introduction*

Dans le domaine des Investissements Publics, les deux secteurs prépondérants sont le Développement Agricole et l'Infrastructure Economique .

Si les sommes qui sont consacrées au secteur de l'Infrastructure Administrative sont moindres, ce dernier n'en demeure pas moins un élément important des préoccupations du Gouvernement et un facteur essentiel du développement.

Dans l'Annexe III de la loi n° 67 302 du 10 juillet 1967 portant Plan de Développement Economique, Social et Culturel pour les années 1967, 1968, 1969, 1970, le tableau n° 15 donne, aux conditions économiques de 1965, le détail des investissements publics réévalués pour la période 1960-1970. On constate que 25 510 millions de F CFA, soit 12 % du montant total, devaient être consacrés à l'Infrastructure Administrative (y compris l'Information), contre 42 % pour l'Infrastructure Economique et 22 % pour le Développement Agricole.

Tableau N° 54 — en millions de F CFA

| INVESTISSEMENTS PUBLICS | Réalisations 1960-1966 | Loi-Plan 1967-1970 | Total 1960-1970 |
|---|---|---|---|
| 1. - Développement Agricole | 11 140 | 34 480 | 45 620 |
| 2. - Infrastructure Economique | 42 950 | 45 450 | 88 400 |
| 3. - Développement Culturel | 8 150 | 8 550 | 16 700 |
| 4. - Infrastructure Sanitaire | 1 880 | 5 850 | 7 730 |
| 5. - Infrastructure Sociale | 340 | 670 | 1 010 |
| 6. - Infrastructure Administrative | 16 710 | 8 800 | 25 510 |
| dont : | | | |
| Services Administratifs | (15 435) | (7 200) | (22 635) |
| et Information | ( 1 275) | (1 600) | ( 2 875) |
| 7. - Participation de l'Etat | 6 650 | 7 350 | 14 000 |
| 8. - Etudes et Recherches | 5 380 | 4 850 | 10 230 |
| TOTAL GENERAL | 93 200 | 116 000 | 209 200 |

A la lumière de l'évolution récente, nous nous proposons ici de :

— retracer la progression 1960-1970 des investissements administratifs ;

— établir une prévision pour les années du Plan 1971-1975 ;

— donner les perspectives de la période 1976-1980.

*Note préliminaire :* Le contenu de l'infrastructure administrative.

On remarquera tout d'abord que l'insertion de l'« Information » dans l'infrastructure administrative est très discutable ; on pourrait aussi bien la rattacher à l'infrastructure économique, au même titre que les Postes et Télécommunications, qu'aux activités sociales et culturelles.

Ceci dit, pour respecter la nomenclature officielle, l'information sera étudiée avec l'infrastructure administrative, mais en tant que sous-secteur individualisé.

Ce secteur comprend :

— les services centraux du Ministère de l'Information ;

— les services de l'Information (Documentation et rédaction) ;

— l'agence Ivoirienne de Presse ;

— la Société Ivoirienne de Cinéma ;

— la Radio-Télévision Ivoirienne (Directions et Services Communs - Radiodiffusion - Télévision).

Quant à l'équipement des « Services Administratifs », seule la nécessité pratique de l'analyse a conduit à grouper arbitrairement des départements ministériels assez divers.

Nous distinguerons en fait six groupes :

1. - *Représentation Nationale*, comprenant :

— Président de la République et Résidences ;
— Ministères d'Etat ;
— Assemblée Nationale ;
— Conseil Economique et Social ;

— Divers investissements de Représentation Nationale (constructions, équipements, parc auto) ;

— Affaires Etrangères (Ambassades et Résidences).

2. - *Forces Armées et Service Civique*, comprenant :

— Forces Armées Nationales de Côte-d'Ivoire (Terre, Air, Mer) ;
— Gendarmerie ;
— Service Civique ;
— Camps de Jeunesse Rurale ;
— Garde Présidentielle et Milice.

3. - *Intérieur et Justice*, comprenant :

*Ministère de l'Intérieur :*

— Préfectures et Sous-Préfectures (et résidences des Délégués) ;
— Police (Sûreté Nationale, Commissariats, Postes Frontières) ;
— Imprimerie Nationale.

*Ministère de la Justice :*

— Palais de Justice (et résidences des magistrats);
— Administrations Pénitentiaires (prisons, camps pénaux).

4. - *Affaires Economiques et Financières, Plan, Fonction Publique, Travail et Affaires Sociales*, comprenant :

*Ministère des Affaires Economiques et Financières :*

— Central Mécanographique ;
— Statistiques (et Ecole de Statistiques) ;
— Domaines, Cadastre, Enregistrement ;
— Douanes (Administration et Bureaux de Douane) ;
— Contributions ;
— Trésor et Perceptions ;
— Service des Mines.

*Ministère du Plan :*

— Ministère du Plan ;
— Bureau National d'Etudes Techniques de Développement et Logements ;
— Institut pour la Technologie et l'Industrialisation des Produits Agricoles Tropicaux.

*Ministère de la Fonction Publique :*

(et Ecole Nationale d'Administration).

*Ministère du Travail et des Affaires Sociales :*

(Services Centraux).

5. - *Agriculture, Travaux Publics, Ministère de la Construction et de l'Urbanisme, Divers*, comprenant :

*Ministère de l'Agriculture :*

— Services Centraux :
— Directions Départementales :

*Ministère des Travaux Publics :*

— Services Centraux ;
— Direction Départementales ;
— Centre de Formation Maritime.

*Ministère de la Construction et de l'Urbanisme :*

— Services Centraux :
— Directions Départementales.

Logements de l'Administration.
Acquisitions Domaniales.
Equipement Touristique et Hôtelier.

Un certain nombre de départements ministériels ne figurent pas sur cette liste, car il n'y a pas d'investissement concernant leurs services centraux sur la période 1960-1970, pour deux raisons :

— dans certains cas, une infrastructure déjà existante a été mise à leur disposition : il en est ainsi de l'Education Nationale, de la Santé Publique, de la Production Animale et des Postes et Télécommunications ;

— dans d'autres cas, les investissements ont pu se faire au titre des Ministères dont les nouveaux départements ministériels se sont détachés : il en est ainsi de la Jeunesse et des Sports qui dépendaient des Forces Armées.

Notons enfin que l'immeuble des Cabinets Ministériels regroupe une partie des services centraux de plusieurs ministères.

6. - *Autres Administrations*, comprenant :

— les collectivités locales ;
— la sécurité sociale ;
— les instituts de recherches ;
— les administrations privées : chambres consulaires, Office de la Main-d'Œuvre et Enseignement privé ;
— les administrations étrangères, et internationales : l'Etat français, les représentations diplomatiques étrangères et les représentations d'organismes internationaux en Côte-d'Ivoire.

A. - LES INVESTISSEMENTS D'INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE DE 1960 A 1970

Au lendemain de l'Indépendance, la Côte-d'Ivoire disposait d'un appareil administratif dont les structures devaient être remodelées en fonction de l'installation du pouvoir central, qui se substituait à celui exercé par le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française.

Le tableau n° 55 indique, de façon approximative, les montants annuels consacrés à l'infrastructure administrative de 1960 à 1970.

Tableau N° 55

En millions de F. CFA

| INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | à 1960 1970 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Représentation Nationale | | | | | | | | | | | | |
| - Présidence, Ass. Nat., Cons. Econ. et Social, Divers | 1.078 | 1.991 | 710 | 533 | 378 | 202 | 67 | 314 | 329 | 128 | 61 | 5.791 |
| - Affaires Etrangères | 506 | 412 | 1.006 | 120 | 109 | 313 | 113 | 443 | 102 | – | – | 3.124 |
| | 1.584 | 2.403 | 1.716 | 653 | 487 | 515 | 180 | 757 | 431 | 128 | 61 | 8.915 |
| Forces Armées et Service Civique | | | | | | | | | | | | |
| - Forces Armées NCI | 150 | 405 | 199 | 179 | 405 | 1.211 | 80 | 724 | 215 | 360 | 137 | 4.065 |
| - Gendarmerie | – | – | 8 | 84 | 46 | 20 | 13 | 60 | 143 | – | 71 | 445 |
| - Serv. Civ., Garde prés., Milice | – | – | – | – | 63 | 360 | 336 | 11 | 38 | 65 | 130 | 1.003 |
| | 150 | 405 | 207 | 263 | 514 | 1.591 | 429 | 795 | 396 | 425 | 338 | 5.513 |
| Intérieur et Justice | | | | | | | | | | | | |
| - Intér. : Préfecture et Sous-Préfecture | – | – | 12 | 40 | 34 | 10 | 198 | 53 | 129 | 135 | 254 | 865 |
| Infrastructure Centrale | – | – | – | – | – | – | – | 10 | – | 17 | 101 | 128 |
| Police | 70 | 181 | 125 | 208 | 101 | 73 | 52 | 119 | 35 | 186 | 148 | 1.298 |
| - Justice : Palais de Justice | – | – | – | – | – | – | 61 | 80 | 123 | 37 | 35 | 336 |
| Administration pénitentiaire | – | 101 | 46 | 32 | 32 | 98 | 1 | 46 | 27 | 30 | 20 | 433 |
| | 70 | 282 | 183 | 280 | 167 | 181 | 312 | 308 | 314 | 405 | 558 | 3.060 |
| A.E.F.-Plan-Fonct. Publique - TAS | | | | | | | | | | | | |
| - Affaires Economiques et Financières | 46 | 82 | 39 | 25 | 104 | 305 | 252 | 206 | 406 | 1.177 | 348 | 2.990 |
| - Plan | – | – | – | – | – | 20 | 100 | 82 | 60 | 54 | 45 | 361 |
| - Fonction Publique | – | 3 | – | – | 5 | 5 | 5 | 1 | 19 | 151 | 310 | 499 |
| - Travail et Affaires Sociales | – | – | – | – | – | – | – | 7 | 30 | – | – | 37 |
| | 46 | 85 | 39 | 25 | 109 | 330 | 357 | 296 | 515 | 1.382 | 703 | 3.887 |
| T. P. - MCU - Agriculture - Divers | | | | | | | | | | | | |
| - Travaux Publics et Transports | – | 4 | 23 | 16 | 51 | 60 | 26 | 20 | – | 61 | – | 261 |
| - Construction et Urbanisme | – | 39 | – | 65 | 69 | 68 | 66 | – | – | – | – | 307 |
| - Agriculture et Prod. Animale | 92 | 66 | 54 | 14 | 50 | 47 | 115 | 9 | 1.020 | 1.000 | 520 | 8.987 |
| - Div. Min : Santé, Ed., Jeunesse et Sports | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| - Divers-Logements de l'Administration | 148 | 118 | 23 | – | 741 | 382 | 986 | – | 67 | 139 | – | 2.604 |
| - Acquisitions Domaniales | 217 | 173 | 42 | 211 | 118 | 319 | 225 | 166 | 6 | 107 | 131 | 1.715 |
| - Equipement touristique et hôtelier | – | – | – | – | – | – | – | 105 | 46 | 75 | – | 226 |
| | 457 | 400 | 142 | 306 | 1.029 | 876 | 1.418 | 300 | 1.139 | 1.382 | 651 | 8.100 |
| Total Services Administratifs | 2.307 | 3.575 | 2.287 | 1.527 | 2.306 | 3.493 | 2.696 | 2.456 | 2.795 | 3.722 | 2.311 | 29.475 |
| Information | – | 21 | 63 | 79 | 423 | 498 | 337 | 235 | 489 | 98 | 315 | 2.558 |
| TOTAL ETAT | 2.307 | 3.596 | 2.350 | 1.606 | 2.729 | 3.991 | 3.033 | 2.691 | 3.284 | 3.820 | 2.626 | 32.033 |
| Autres Administrations | 477 | 540 | 719 | 716 | 716 | 655 | 560 | 609 | 628 | 620 | 630 | 6.870 |
| TOTAL Infrastructure Administrative | 2.784 | 4.136 | 3.069 | 2.322 | 3.445 | 4.646 | 3.593 | 3.300 | 3.912 | 4.440 | 3.256 | 38.903 |

De 1960 à 1967, les investissements administratifs ont pris une avance considérable par rapport aux prévisions figurant dans les Perspectives Décennales de Développement Economique, Social et Culturel 1960-1970.

Cette avance s'est poursuivie au cours des années suivantes : le montant global qui aura été consacré à ce secteur au cours de la période 1967-1970 dépasse largement le chiffre de 8 800 millions de F CFA indiqué dans la Loi-Plan pour les investissements administratifs de l'Etat Ivoirien. En effet, les réalisations du tableau n° 55 accusent un total nettement supérieur (12,4 milliards environ).

L'examen détaillé des investissements réalisés, pour la période 1960-1970, conduit aux observations suivantes :

1. - *Représentation Nationale*

Un effort particulier a porté sur l'installation du pouvoir central dès les premières années de la période ; un vaste programme de Conventions à paiement différé a permis la réalisation des principaux bâtiments : Présidence de la République, Assemblée Nationale, Cabinets Ministériels, et l'achat des matériels et des véhicules nécessaires au fonctionnement de ces ensembles.

Dans le même temps, la Représentation Nationale à l'étranger réalisait son implantation par l'achat d'Ambassades et de Résidences. Ces dépenses ne doivent apparaître que dans la partie financière du Plan, car elles sont effectuées hors du territoire national.

2. - *Forces Armées et Service Civique*

Les Forces Armées ont été dotées, en 1964 et 1965, d'un important matériel, notamment en matière de parc automobile.

L'accroissement des effectifs de l'Armée et de la Gendarmerie ayant amené le dépassement des possibilités d'hébergement, de nombreux logements ont dû être loués à l'usage des gradés. De plus, la construction de l'Institut National de la Santé Publique sur l'emplacement du Camp Gallieni a amené l'Administration à entreprendre un vaste programme de casernements à Akouédo.

Au titre du Service Civique, les investissements les plus importants ont concerné les Camps de la Jeunesse Rurale, financés par le Fonds Européen de Développement.

Concernant l'infrastructure immobilière des Forces Armées, les actions de la période 1968-1970 ont porté sur la réalisation de programmes de casernements (Akouédo), l'implantation de la Gendarmerie (brigades et pelotons mobiles), et la construction du Camp d'Agban.

3. - *Intérieur et Justice*

De 1960 à 1967, la restructuration de l'appareil administratif s'est effectuée en priorité aux échelons centraux, puis l'Intérieur et la Justice ont entrepris de compléter leurs installations dans l'intérieur du pays.

a) Intérieur

En 1967, la Côte-d'Ivoire était divisée en six départements administrés par des Préfets. Les six préfectures se subdivisaient en 107 sous-préfectures.

Tableau N° 56

| Départements | Chef-Lieu | Nombre de Sous-Préfectures |
|---|---|---|
| Sud | Abidjan | 24 |
| Centre | Bouaké | 26 |
| Nord | Korhogo | 28 |
| Centre-Ouest | Daloa | 10 |
| Ouest | Man | 11 |
| Est | Abengourou | 8 |

L'Intérieur poursuit un programme de mise en place des bâtiments nécessaires pour compléter son implantation dans les départements, la priorité étant donnée à l'équipement des Sous-Préfectures existantes, avant d'en créer de nouvelles.

En 1967, 48 Sous-Préfectures restaient à édifier, dont 12 correspondant à des circonscriptions effectivement ouvertes. De plus, d'anciennes Sous-Préfectures sont à reconstruire, mais il ne semble pas que les crédits nécessaires à cet effet puissent être dégagés avant 1971.

La construction en 1968 de la Délégation d'Abengourou est venue clore le programme d'équipement des préfectures existant à l'époque.

Au 5 janvier 1970, douze nouvelles préfectures étaient créées et le total des sous-préfectures était porté à 114 réparties comme suit :

Tableau N° 57

| Préfectures | Sous-Préfectures |
|---|---|
| 1 - Abidjan | 11 |
| 2 - Aboisso | 3 |
| 3 - Divo | 4 |
| 4 - Agboville | 1 |
| 5 - Sassandra | 7 |
| 6 - Abengourou | 2 |
| 7 - Bondoukou | 8 |
| 8 - Daloa | 4 |
| 9 - Gagnoa | 4 |
| 10 - Guiglo | 5 |
| 11 - Man | 9 |
| 12 - Dimbokro | 8 |
| 13 - Bouaflé | 4 |
| 14 - Bouaké | 12 |
| 15 - Katiola | 6 |
| 16 - Séguéla | 8 |
| 17 - Korhogo | 12 |
| 18 - Odienné | 6 |
| TOTAL | 114 |

Une prochaine réforme doit porter à 24 le nombre des préfectures, six sous-préfectures devant être érigées en préfectures, à savoir : Adzopé, Danané, Biankouma, Touba, Boundiali et Ferkessédougou, et le nombre des sous-préfectures devant être porté à 127.

Un effort particulier a porté sur la réorganisation et la dotation en matériel de la Police, et a été complété par la réalisation de l'Ecole de Police, financée par le Fonds d'Aide et de Coopération.

Un retard a été pris en ce qui concerne l'achèvement de la cité policière d'Abidjan et il en sera de même pour la construction de celles de Bouaké et de Daloa.

Par contre, l'installation des Commissariats de Police dans les grands centres et de postes de police aux frontières se poursuit régulièrement.

La construction de l'Imprimerie Nationale, qui a été reculée d'année en année, revêt une importance particulière et devrait enfin démarrer en 1971, une fois résolu le problème de son implantation ; du matériel nouveau doit être installé dès 1970.

b) Justice

Tandis que se poursuivent la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires, le programme de construction de Palais de Justice, longtemps retardé, est entré en 1967 dans une phase de réalisation.

4. - *Affaires Economiques et Financières, Plan, Fonction Publique, Travail et Affaires Sociales*

a) Affaires économiques et financières

Au cours de la période 1960-1967, un milliard de F CFA a été consacré à l'infrastructure des Finances. L'effort a porté sur les Domaines, le Cadastre et l'Enregistrement, et sur l'Administration des Douanes, ainsi que sur l'acquisition d'un matériel mécanographique.

A partir de 1968, l'effort principal a porté sur la réalisation de l'Hôtel des Finances et la construction de la Trésorerie Générale, tandis qu'une deuxième tranche de matériel mécanographique était installée.

Des programmes importants sont réalisés concernant les Perceptions.

b) Plan

En 1966, la création du Ministère du Plan a amené ce dernier à procéder au réaménagement de l'ancien Hôtel Administratif de la rue Lecœur. Les travaux ont été terminés en 1968.

Le Bureau National d'Etudes Techniques de Développement s'est installé sans frais notables dans un immeuble administratif.

L'Institut pour la Technologie et l'Industrialisation des Produits Agricoles Tropicaux a été construit sur subvention du Fonds d'Aide et de Coopération.

c) Fonction Publique

Le Fonds Européen de Développement finance la construction définitive de l'Ecole Nationale d'Administration, tandis que le Centre de Gestion intégrée, dont les crédits avaient été inscrits en 1967, a été abandonné au bénéfice de l'immeuble du Ministère de la Fonction Publique qui doit être terminé et équipé en 1970.

d) Travail et Affaires Sociales

Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales n'intervient dans le secteur « Services Administratifs » qu'en ce qui concerne ses services centraux. Ses bâtiments à usage public sont pris en compte dans le secteur « Infrastructure Sociale » : Offices de la main-d'œuvre, Inspections du Travail, Centres d'accueil, Centres Sociaux, Pouponnières et Crèches.

5. - *Agriculture, Travaux Publics et Transports, Construction et Urbanisme, divers*

a) Agriculture

Le Ministère de l'Agriculture sera installé fin 1970 dans un bâtiment financé par la Caisse de Stabilisation et dont la construction a démarré en 1968.

L'importance du secteur agricole dans le développement du pays amène ce Ministère à renforcer son infrastructure régionale : après les directions départementales de Man et de Korhogo, équipées à partir de 1966, deux nouvelles directions l'ont été sur la période 1968-1970 : Abengourou et Bouaké.

b) Travaux Publics et Transports

De même, le Ministère des Travaux Publics et des Transports poursuit l'équipement de ses subdivisions.

c) Construction et urbanisme

Les investissements concernent les directions départementales et l'équipement des services topographiques.

d) Logements de l'Administration

Entre 1964 et 1966, des crédits importants ont été consacrés à la réalisation de logements pour l'Assistance Technique.

Des crédits d'étude ont été inscrits au B.S.I.E. 1968. D'importants programmes de logements sont réalisés par la SOGEFIHA afin de loger les assistants techniques. Ces investissements n'ont pas à être comptabilisés ici.

e) Acquisitions domaniales

Les acquisitions domaniales se montent en moyenne à 150 millions à 200 millions de F CFA par an.

Un retard dans le règlement des indemnités d'éviction s'est accumulé au fil des ans, et le budget aura à régler ce contentieux pour un montant global d'un milliard sur les exercices 1970 et 1971. Désormais les montants des indemnités d'éviction devront être budgétisés en même temps que les investissements qui les entraînent ; c'est pourquoi cette rubrique n'est pas prise en compte au-delà de 1970.

f) Equipement touristique et hôtelier

En 1967, la Côte-d'Ivoire a ouvert les premiers crédits destinés à l'équipement touristique et hôtelier.

Des études en cours feront le point des possibilités touristiques du pays, dont le développement est aussi conditionné par les aménagements auxquels procèdent les Eaux et Forêts, au titre des réserves de faune et de flore.

Faisant suite aux crédits ouverts en 1967, ceux des années suivantes permettent de doter en infrastructure hôtelière les principales localités où cela est urgent.

6. - *Information*

A partir de 1964, le Ministère de l'Information a procédé à l'installation d'une station émettrice de télévision à Abidjan et a construit les bâtiments de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne.

L'objectif essentiel de ce Ministère est le développement du réseau national de télévision.

Si la réalisation du faisceau hertzien Abidjan-Man, sur subvention du Fonds Européen de Développement, connaît un certain retard, par contre celle du faisceau Abidjan-Tanda a été commencée dès 1968.

L'Agence Ivoirienne de Presse devait installer dès 1967 un émetteur pour liaisons interafricaines, ainsi que des bureaux régionaux.

Quelques halls d'information ont été construits pendant la période considérée.

7. - *Les autres Administrations*

Au cours de la période 1960-1970, le volume des investissements réalisés par les autres Administrations représente près de 7 milliards de F CFA, répartis de la façon suivante :

Tableau N° 58

| | en valeur (millions de F CFA) | en % |
|---|---|---|
| Collectivités locales ..... | 3 328 | 48,4 |
| Instituts de recherche ..... | 913 | 13,3 |
| Administrations privées ..... | 182 | 2,7 |
| Administrations étrangères .. | | |
| Administrations étrangères et Organisations internationales . | 2 447 | 35,6 |
| TOTAL ..... | 6 870 | 100,0 |

Les dépenses des Administrations Etrangères se sont maintenues à un niveau élevé de 1960 à 1965, en raison de l'installation de nombreuses ambassades et organismes internationaux. Elles ont largement diminué depuis 1966 et devraient se stabiliser au niveau atteint en 1970, au cours de la période 1971-1975.

Par contre, avec le développement de l'urbanisation, les besoins des collectivités locales en matière d'équipement devraient croître, au cours des prochaines années, tandis que les Instituts de recherche et les Administrations privées devraient poursuivre leurs programmes d'investissement.

*Conclusion*

Alors que les perspectives décennales prévoyaient, de 1960 à 1969, un investissement global de 13 900 millions pour le compte de l'Etat ivoirien (10 100 de bâtiments et 3 800 de matériel), on constate que cette somme était dépassée dès la fin 1965, ainsi que le chiffre de 20 milliards dans le courant de l'année 1967.

Le ralentissement imposé en 1967 n'a pu se prolonger et le niveau annuel atteignait, dès 1969, le chiffre de 3,8 milliards. Un nouveau coup de frein est tenté en 1970.

C'est donc à un total de 32 milliards que l'on aboutira pour l'ensemble de la période 1960-1970, et près de 39 milliards avec les investissements des autres Administrations.

Au cours de la période 1967-1970, le point d'application des efforts principaux a été déplacé de la « Représentation Nationale », où les programmes initiaux sont d'ores et déjà achevés, vers l'équipement administratif de l'intérieur jusqu'ici moins favorisé.

B. - Les investissements de 1971 a 1975

L'examen de la période 1960-1970 montre que l'infrastructure administrative a absorbé une part plus importante des crédits qu'il n'était initialement prévu, sous la poussée de besoins urgents.

Elaborés de façon mieux coordonnée, les programmes ultérieurs, qui seront soumis à l'approbation du Gouvernement et qui distingueront des opérations prioritaires, devront être effectivement respectés.

A partir de l'analyse des réalisations antérieures, on a cherché à définir les masses qui seront consacrées à ce secteur de 1971 à 1975.

L'extrapolation des tendances qui se dégagent de la période 1966-1970, une fois mises à part certaines opérations importantes, a permis de dresser le

tableau n° 59, qui chiffre l'effort global d'investissements d'infrastructure administrative sur la période 1971-1975 à 16,5 milliards de F CFA, pour l'Etat, et à 3,5 milliards pour les autres Administrations.

Une première évaluation des masses à consacrer à chaque sous-secteur, au cours de la période 1976-1980, est également indiquée, correspondant à une somme globale de 20 milliards de F CFA pour l'Etat et 5 milliards pour les autres Admnistrations.

Par sous-secteur, on a ensuite cherché à justifier ces évaluations et à préciser les principes à adopter ainsi que le contenu de certaines enveloppes :

Tableau N° 59

En millions de F. CFA

| INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Représentation Nationale | | | | | | | |
| - Présidence, Assemblée Nle, Conseil Eco. et Soc. Divers | 200 | 300 | 300 | 300 | 300 | 1.400 | 1.600 |
| Forces Armées et Serv. Civique | | | | | | | |
| - Forces Armées NCI | 175 | 255 | 255 | 250 | 300 | 1.235 | 1.800 |
| - Gendarmerie | 385 | 355 | 415 | 480 | 530 | 2.165 | 3.100 |
| - Service Civique, garde Présidentielle - Milice | 40 | 40 | 80 | 70 | 70 | 300 | 400 |
| | 600 | 650 | 750 | 800 | 900 | 3.700 | 5.300 |
| Intérieur et Justice | | | | | | | |
| - Intérieur | | | | | | | |
| . Infrastructure centrale | 425 | 475 | 250 | – | – | 1.150 | 300 |
| . Préfectures et Sous-Préfectures | 145 | 255 | 215 | 245 | 250 | 1.110 | 1.400 |
| . Police | 95 | 115 | 195 | 215 | 245 | 865 | 1.000 |
| - Justice | | | | | | | |
| . Palais de Justice | 55 | 75 | 40 | 40 | 75 | 285 | 400 |
| . Administration Pénitentiaire | 30 | 30 | 100 | 100 | 30 | 290 | 400 |
| | 750 | 950 | 800 | 600 | 600 | 3.700 | 3.500 |
| AEF. Plan. Fonction Publique. TAS | | | | | | | |
| - Affaires Economiques et Financières | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 1.500 | 1.600 |
| - Plan | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 250 | 300 |
| - Fonction Publique | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 100 | 150 |
| - Travail et Affaires Sociales | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 100 | 150 |
| | 390 | 390 | 390 | 390 | 390 | 1.950 | 2.200 |
| TP. MCU. Agriculture. Divers | | | | | | | |
| - Travaux Publics et Transports | 25 | 25 | 35 | 40 | 45 | 170 | 200 |
| - Construction et Urbanisme | 25 | 25 | 35 | 40 | 45 | 170 | 200 |
| - Agriculture et production Animale | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 250 | 300 |
| - Divers dont : Santé, Education, Jeunesse et Sports | 60 | 60 | 240 | 480 | 570 | 1.410 | 2.700 |
| | 160 | 160 | 360 | 610 | 710 | 2.000 | 3.400 |
| Total Services Administratifs | 2.100 | 2.450 | 2.600 | 2.700 | 2.900 | 12.750 | 16.000 |
| Information | 900 | 750 | 700 | 700 | 700 | 3.750 | 4.000 |
| TOTAL ETAT | 3.000 | 3.200 | 3.300 | 3.400 | 3.600 | 16.500 | 20.000 |
| Autres Administrations | 640 | 670 | 700 | 730 | 760 | 3.500 | 5.000 |
| TOTAL Infrastructure Administrative | 3.640 | 3.870 | 4.000 | 4.130 | 4.360 | 20.000 | 25.000 |

1. - *Représentation Nationale*

A l'exception du Conseil Economique et Social qui siège encore dans des locaux provisoires, et dont l'installation définitive est prévue au cours de la période 1971-1975, les besoins en investissements de la Représentation Nationale ont été couverts en majeure partie au cours de la période 1960-1965.

C'est pourquoi nous nous sommes basés sur les chiffres 1966-1970 pour évaluer ceux de 1971-1975, puis de 1976-1980.

Atteint en 1972, le chiffre annuel de 300 millions par an pour les organismes de Représentation Nationale, constitue un maximum qui englobe la réalisation du Conseil Economique et Social.

Le rythme d'implantation de nouvelles Ambassades devrait rester modéré jusqu'en 1973 et son chiffre plafonnera à 150 millions par an à partir de cette date. Ces dépenses sont désormais prises en compte au titre des opérations financières, et ne figurent donc plus dans le tableau ci-dessous.

La progression retenue est la suivante :

Tableau N° 60 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Présidence, Assemblée, Conseil Economique et Social, divers.. | 900 | 1 400 | 1 600 |

2. - *Forces Armées et Service Civique*

Compte tenu de la progression des effectifs des Forces Armées, le programme de construction de casernements exigera des sommes croissantes sur la période. Leur volume annuel atteindra 300 millions de F en fin de période, pour permettre également de réaliser des programmes d'achat de matériel militaire (équipement et renouvellement).

Un effort particulier — 430 millions par an en moyenne — sera consacré à la Gendarmerie qui poursuivra l'installation de brigades et de pelotons.

Service Civique, Garde Présidentielle et Milice ne doivent nécessiter que des aménagements complémentaires. Au maximum 300 millions devraient y être consacrés pendant la période 1971-1975.

Tableau N° 61 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Forces Armées | 1 500 | 1 235 | 1 800 |
| Gendarmerie | 300 | 2 165 | 3 100 |
| Service Civique, Garde Présidentielle, Milice | 600 | 300 | 400 |
| Total Forces Armées et Service Civique | 2 400 | 3 700 | 5 300 |

3. - *Intérieur et Justice*

La construction, pour un montant de l'ordre de 500 millions de F CFA, du Ministère de l'Intérieur est prévue pour 1972-1973.

Un nouveau découpage administratif étant mis en place, de nouvelles préfectures et sous-préfectures seront à construire, la reconstruction de dix-sept sous-préfectures dont les bâtiments sont vétustes sera également effectuée pendant la période 1971-1975. Environ 1 100 millions seront consacrés à ces opérations.

De nouvelles cités policières seront implantées dans les principaux centres. La police qui poursuit, par ailleurs, l'implantation et l'aménagement de commissariats de police et de postes frontières, investira 865 millions pendant la période.

Le Ministère de la Justice poursuivra l'exécution de son programme de Palais de Justice et construira des résidences pour les magistrats, à concurrence de 285 millions pendant la période 1971-1975.

L'Administration pénitentiaire disposera de sommes équivalentes pour ses programmes de prisons et de camps pénaux.

Tableau N° 62 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| - *Intérieur* | | | |
| Préfectures et sous-préfectures | 770 | 1 110 | 1 400 |
| Infrastructure centrale | 130 | 1 150 | 300 |
| Police | 540 | 865 | 1 000 |
| - *Justice* | | | |
| Palais de Justice | 340 | 285 | 400 |
| Administration Pénitentiaire | 120 | 290 | 400 |
| Total Intérieur et Justice | 1 900 | 3 700 | 3 500 |

4. - *Affaires Economiques et Financières, Plan, Fonction Publique, Travail et Affaires Sociales*

Le Ministère des Affaires Economiques et Financières poursuivra l'équipement des services des Contributions et des Perceptions, ainsi que celui de l'Administration des Douanes.

L'implantation d'une troisième tranche de matériel mécanographique a été prévue pour la fin de la période, en raison du volume croissant des travaux comptables.

Pour l'ensemble de ces opérations, la moyenne annuelle des investissements est 300 millions.

50 millions par an ont été prévus au titre du Ministère du Plan, afin de permettre l'implantation

de directions régionales, et le développement de divers organismes :

— Bureau de Développement Industriel :

— Office de promotion de l'Entreprise Ivoirienne:

— Sociétés sous tutelle.

20 millions par an pourront être consacrés au Ministère de la Fonction Publique, principalement pour les centres de perfectionnement des cadres administratifs.

Des sommes équivalentes sont prévues pour le renforcement des Directions Départementales du Ministère du Travail et des Affaires Sociales.

Tableau N° 63 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Affaires Economiques et Financieres | 2 400 | 1 500 | 1 600 |
| Plan | 340 | 250 | 300 |
| Fonction Publique | 485 | 100 | 150 |
| Travail et Affaires Sociales | 40 | 100 | 150 |
| Total des A.E.F. - Plan - F.P. - T.A.S. | 3 265(1) | 1 950 | 2 200 |

(1) Y compris l'aménagement du Ministère du Plan et la construction du Ministère de l'Economie et des Finances.

5. - *Travaux Publics, Construction et Urbanisme, Agriculture et autres Ministères.*

Les Travaux Publics auront besoin d'étoffer leurs subdivisions régionales.

Le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme devra renforcer ses subdivisions pour faire face au problème majeur que constituera l'urbanisation au cours de la période.

Chacun de ces deux Ministères disposera en conséquence d'une moyenne annuelle de 35 millions pour ses investissements d'infrastructure administrative.

Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la production animale équiperont leurs directions départementales. 50 millions sont prévus à cet effet.

Il est également inscrit une somme globale de 1 410 millions pour les Ministères au titre desquels aucun investissement ne figure sur la période 1960-1970 : Education Nationale, Santé Publique et Population, Jeunesse et Sports, à raison de 60 millions en 1971 et 1972, puis des volants annuels croissants à partir de 1973, qui permettront de résoudre des problèmes spécifiques imprévisibles à l'heure actuelle.

Les programmes de ces Ministères et de divers Organismes exigeront en effet la construction d'un certain nombre de bâtiments administratifs, ainsi que l'aménagement de leurs directions départementales.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, les acquisitions domaniales et indemnités d'éviction ne sont plus prises en compte dans les présents tableaux. Signalons pour mémoire que les acquisitions domaniales émargent du B.S.I.E. à raison de 150 millions par an.

La contribution de l'Etat en matière d'équipement touristique et hôtelier doit demeurer modeste et consister en aménagement de sites touristiques et en implantation d'hôtels aux endroits où l'initiative privée fait défaut.

Les études menées en 1970 dans ce domaine permettront de préciser de quelle manière l'Etat doit intervenir ; ces interventions ne sont pas prises en compte dans les présents tableaux car lorsque se dégageront d'importantes perspectives touristiques des groupes privés ne manqueront pas d'investir, et l'Etat interviendra au moyen de participations financières dans les sociétés d'exploitation.

Tableau N° 64 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Travaux Publics et Transports | | | |
| Construction et Urbanisme | 105 | 170 | 200 |
| Agriculture et Production | 65 | 170 | 200 |
| Animale | 2 665 | 250 | 300 |
| Autres Ministères | 1 065 | 1 410 | 2 700 |
| Total Travaux Publics, Construction et Urbanisme, Agriculture, autres Ministères | 3 900 | 2 000 | 3 400 |

6. - *Information*

Les investissements du Ministère de l'Information seront en moyenne de 750 millions par an.

La couverture de la majeure partie du territoire par le réseau national de Télévision sera réalisée à la fin de 1971.

L'objectif suivant est la diffusion d'émissions radiophoniques en modulation de fréquence, ce procédé semblant mieux adapté aux conditions locales que la modulation d'amplitude, mais ayant été handicapé jusqu'ici par son caractère onéreux, tant à l'émission qu'à la réception.

A partir de 1971, l'Agence Ivoirienne de Presse poursuivra l'installation de ses bureaux régionaux et renforcera ses installations centrales.

De nouveaux halls d'information seront construits.

Tableau N° 65 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Total Information | 1 475 | 3 750 | 4 000 |

7. - *Autres Administrations*

De 1966 à 1975, les investissements des autres Administrations devraient représenter en moyenne quelque 650 millions de F CFA par an.

Compte tenu de la stabilisation relative du niveau des dépenses des Administrations étrangères et des Organismes internationaux en Côte-d'Ivoire, et de l'augmentation des besoins d'équipement des collectivités locales, la répartition des investissements, par quinquennat, entre les autres Administrations, pourrait être la suivante :

Tableau N° 66 — en millions de F CFA

| Investissements | 1966 à 1970 | 1971 à 1975 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|
| Collectivités locales | 1 703 | 2 000 | 3 000 |
| Instituts de recherche | 354 | 500 | 650 |
| Administrations privées | 110 | 200 | 250 |
| Administrations étrangères et Organismes Internationaux | 680 | 600 | 800 |
| C.C.P.F.R.A.T.CI. | 200 | 200 | 300 |
| TOTAL | 3 047 | 3 500 | 5 000 |

C. - Les investissements de 1976 a 1980

Le tableau n° 67 présente, pour la période 1976-1980, l'extrapolation des tendances de la période précédente, aboutissant à un total de 20 milliards de F CFA pour l'Etat ivoirien. Il n'y a lieu de retenir que les enveloppes par groupe de Ministères au sein desquels une redistribution sera à faire lorsque les programmes auront été définis. Pour les autres Administrations, le volume global des investissements devrait atteindre 5 milliards de F CFA au cours de la période.

Le cheminement proposé est le suivant :

Tableau N° 67 — En millions de F. CFA

| INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1976 à 1980 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Représentation Nationale | 320 | 320 | 320 | 320 | 320 | 1.600 |
| Forces Armées et Service Civique | 940 | 1.000 | 1.060 | 1.120 | 1.180 | 5.300 |
| Intérieur et Justice | 640 | 670 | 700 | 730 | 760 | 3.500 |
| AEF - Plan - T.A.S. | 400 | 420 | 440 | 460 | 480 | 2.200 |
| TP - M.C.U. - Agriculture - Divers | 700 | 740 | 680 | 670 | 610 | 3.400 |
| Total Services Administratifs | 3.000 | 3.150 | 3.200 | 3.300 | 3.350 | 16.000 |
| Information | 750 | 800 | 800 | 800 | 850 | 4.000 |
| Total Etat | 3.750 | 3.950 | 4.000 | 4.100 | 4.200 | 20.000 |
| Autres Administrations | 800 | 900 | 1.000 | 1.100 | 1.200 | 5.000 |
| TOTAL | 4.550 | 4.850 | 5.000 | 5.200 | 5.400 | 25.000 |

*Conclusion*

Bien que les besoins à satisfaire en Infrastructure Administrative restent considérables. la période 1960-1970 a permis de doter l'Administration d'un patrimoine important, notamment en ce qui concerne l'Infrastructure Centrale. De ce fait, le ralentissement prévu à partir de 1970 est rendu possible.

Cependant trois secteurs resteront prioritaires et engageront des sommes importantes pendant la période :

— les Forces Armées qui verront leurs investissements s'accroître sensiblement ;

— l'Intérieur qui poursuit l'installation de son infrastructure administrative et policière au niveau régional ;

— l'Information qui doit compléter et harmoniser ses équipements sur l'ensemble du territoire ;

— les collectivités locales dont les besoins d'équipement se développent.

Au demeurant, les sommes indiquées pour les périodes 1971-1975 et 1976-1980 constituent des maxima puisqu'elles sont calculées sur la base de la croissance globale des ressources publiques.

# table des matières


**CHAPITRE 1. - LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE 1965 A 1980**

INTRODUCTION : La méthode utilisée . . . . . 7

I. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITES . . . . . 10

II. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET DES FORETS . . . . . 12

III. - L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET ARTISANALE . . . . . 16

A. - L'ARTISANAT . . . . . 16

B. - L'INDUSTRIE . . . . . 17

1. - *Le quinquennat* 1965-1970 . . . . . 17

2. - *Le quinquennat* 1970-1975 . . . . . 19

3. - *Le quinquennat* 1975-1980 . . . . . 21

IV. - L'EVOLUTION DU SECTEUR TERTIAIRE . . . . . 21

V. - L'EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR . . . . . 22

A. - LES EXPORTATIONS . . . . . 22

B. - LES IMPORTATIONS . . . . . 24

VI. - LES INVESTISSEMENTS . . . . . 25

VII. - L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE . . . . . 29

VIII. - LES REVENUS . . . . . 30

IX. - LA CONSOMMATION DES MENAGES . . . . . 31

X. - L'EMPLOI SALARIE . . . . . 34

CONCLUSION . . . . . 36

— *Tableau général des ressources et emplois* 1970 . . . . . 38

— *Tableau général des ressources et emplois* 1975 . . . . . 40

— *Tableau général des ressources et emplois* 1980 . . . . . 42

**CHAPITRE 2. - LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE**

I. - L'EQUILIBRE DES TABLEAUX ECONOMIQUES D'ENSEMBLE . . . . . 48

A. - LE COMPTE DES ADMINISTRATIONS . . . . . 48

1. - *La projection des ressources* . . . . . 48

a) Les ressources fiscales . . . . . 48

b) Les autres ressources . . . . . 49

2. - *La projection des dépenses* . . . . . 50

3. - *L'épargne des administrations* . . . . . 53

B. - LE COMPTE DES MÉNAGES . . . . . 59

C. - LE COMPTE DES ENTREPRISES . . . . . 60

D. - LE COMPTE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES . . . . . 61

E. - LE COMPTE DE L'EXTÉRIEUR . . . . . 61

— *Tableau économique d'ensemble* 1970 . . . . . 62

— *Tableau économique d'ensemble* 1975 . . . . . 64

— *Tableau économique d'ensemble* 1980 . . . . . 66

II. - L'EQUILIBRE FINANCIER DE LA PERIODE . . . . . 68

A. - LES PRINCIPALES DONNÉES DE LA CROISSANCE . . . . . 68

1. - *La croissance en volume* (Tableau 51) . . . . . 69

2. - *L'utilisation en pourcentages des disponibilités intérieures* (Tableau 52) . . . . . 69

3. - *L'évolution des revenus issus de la production* (Tableau 53) . . . . . 70

B. - L'ÉQUILIBRE GLOBAL ENTRE L'ÉPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS . . . . . 72

1. - *Equilibre pour les différentes catégories d'agents.* (Tableaux 54 à 57) . . . . . 71

2. - *Capacités et besoins de financement.* (Tableau 58) . . . . . 72

C. - LES COMPTES DE FINANCEMENT DES AGENTS . . . . . 73

1. - *L'équilibre financier des ménages.* (Tableau 59) . . . . . 73

2. - *L'équilibre financier des administrations.* (Tableaux 60. 61. 62) . . . . . 74

3. - *L'équilibre financier des entreprises.* (Tableau 63) . . . . . 77

4. - *L'équilibre financier des institutions financières.* (Tableau 64) . . . . . 78

D. - L'ÉQUILIBRE FINANCIER GLOBAL ET L'ÉQUILIBRE DES COMPTES EXTÉRIEURS. (Tableaux 65 à 70) . . . . . 78

CONCLUSION . . . . . 82

**CHAPITRE 3. - LE DEVELOPPEMENT RURAL**

INTRODUCTION . . . . . 87

I. - PRESENTATION GENERALE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL . . . . . 87

A. - DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIMAIRE DE 1960 A 1970 . . . . . 87

1. - *Evolution de la production brute* . . . . . 87

2. - *Principales actions de développement* . . . . . 87

3. - *Problèmes actuels de l'agriculture ivoirienne* . . . . . 87

B. - LES GRANDES LIGNES DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT RURAL ..... 88
1. - *Objectifs généraux* ..... 88
2. - *Objectifs quantitatifs* ..... 88
3. - *Les principaux programmes envisagés et les conditions de leur mise en œuvre* ..... 90
4. - *Les moyens à mettre en œuvre* ..... 92

II. - OBJECTIFS ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ..... 93

A. - AGRICULTURE VIVRIÈRE ET ÉLEVAGE ..... 93
1. - *Les produits vivriers* ..... 93
2. - *Le riz* ..... 96
3. - *Le maïs* ..... 98
4. - *Les cultures maraîchères* ..... 99
5. - *Les fruits destinés à la consommation intérieure* ..... 100
6. - *L'élevage* ..... 101

— TABLEAU RECAPITULATIF BRANCHE 01 : AGRICULTURE VIVRIERE ET ELEVAGE ..... 107

B. - AGRICULTURE ORIENTÉE VERS L'EXPORTATION ET LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ..... 108
1. - *Café* ..... 108
2. - *Cacao* ..... 111
3. - *Palmier à huile* ..... 115
4. - *Cocotier* ..... 117
5. - *Hévéa* ..... 119
6. - *Banane* ..... 121
7. - *Ananas* ..... 123
8. - *Agrumes à essence* ..... 125
9. - *Coton* ..... 126
10. - *Tabac* ..... 128
11. - *Arachide* ..... 130
12. - *Canne à sucre* ..... 131
13. - *Kénaf* ..... 132
14. - *Anacardier* ..... 133
15. - *Avocat* ..... 134

— TABLEAU RECAPITULATIF DE LA BRANCHE 02 ..... 135

C. - LES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ ..... 136
1. - *Justification des opérations intégrées* ..... 136
2. - *Aménagement de la vallée du Bandama* ..... 137
3. - *Aménagement de la région du Sud-Ouest* ..... 138
4. - *Opération de développement intégré dans les sous-préfectures de Brobo et Diabo* ..... 139
5. - *Opération de développement intégré de Mankono* ..... 140
6. - *Développement intégré de la région de Boundiali-Tingréla* ..... 141
7. - *Opération intégrée de la région de Korhogo* ..... 142
8. - *Mise en valeur agro-pastorale de Koulodio-Binéda* ..... 143
9. - *Opérations intégrées 1976-1980* ..... 144

D. - L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ..... 144
1. - *Importance des activités du bois* ..... 144
2. - *Evolution des conditions de l'exploitation forestière* ..... 144
3. - *Evolution du marché des bois* ..... 146
4. - *Objectifs de production* ..... 147
5. - *La politique forestière* ..... 148
6. - *Dépenses du secteur forestier* ..... 150

E. - La pêche ..... 150
1. - *Motivation d'un programme de développement de la pêche* ..... 150
2. - *Perspectives de production* ..... 150
3. - *Modalités et moyens de réalisation* ..... 152

III. - REGIONALISATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL ..... 154
A. - Présentation par région des programmes agricoles ..... 154
1. - *Région du Sud* ..... 154
2. - *Région de l'Est* ..... 155
3. - *Région du Centre-Ouest* ..... 155
4. - *Région du Centre* ..... 156
5. - *Région du Nord* ..... 157
6. - *Région de l'Ouest* ..... 158
7. - *Région du Sud-Ouest* ..... 158
B. - Evolution de la production et des revenus par région ..... 158

IV. - LES MOYENS NECESSAIRES A LA REALISATION DU PLAN ..... 161
A. - Les facteurs de production nécessaires ..... 161
1. - *Evolution des superficies cultivées* ..... 161
2. - *Le travail agricole* ..... 164
3. - *Les produits et équipements à usage agricole* ..... 166
B. - Evolution des principales dépenses des programmes agriculture - forêt - pêche ..... 168
C. - Le personnel d'encadrement ..... 170
D. - Structures et méthodes d'intervention ..... 171
1. - *Les organismes d'intervention* ..... 171
2. - *Les méthodes d'intervention* ..... 172
3. - *La conception et le contrôle des opérations de développement agricole* ..... 173
E. - La commercialisation des produits agricoles ..... 173
F. - La recherche et l'expérimentation ..... 174

V. - MODERNISATION DU MONDE RURAL ..... 175
A. - La promotion des ruraux ..... 175
1. - *L'encadrement agricole* ..... 175
2. - *La scolarisation* ..... 175
B. - Objectifs de la promotion rurale ..... 176
1. - *La formation des exploitants agricole* ..... 176
2. - *La formation des jeunes* ..... 176
3. - *L'organisation professionnelle du milieu rural* ..... 176
C. - Les moyens a mettre en œuvre ..... 177
1. - *L'encadrement agricole et la promotion des ruraux* ..... 177
2. - *Pédagogie de la promotion* ..... 177
D. - Les structures ..... 179
1. - *L'office de Promotion Rurale* ..... 179
2. - *Les organisations professionnelles* ..... 179
3. - *Investissements et frais de fonctionnement* ..... 180

VI. - L'EQUIPEMENT DU MONDE RURAL ..... 181
A. - Situation actuelle et objectifs ..... 181
1. - *L'éducation nationale* ..... 181

2. - *La santé publique* ..... 181
3. - *L'information* ..... 181
4. - *Les loisirs* ..... 182
5. - *L'aménagement des villages* ..... 182
B. - MOYENS ET STRUCTURES DE FINANCEMENT ..... 182
1. - *Les équipements individuels* ..... 182
2. - *Les équipements collectifs* ..... 182
C. - LES FONDS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT RURAL ..... 182
1. - *Programme d'aménagement* ..... 183
2. - *Investissements* ..... 183
184

**CHAPITRE 4. - L'EXPANSION INDUSTRIELLE**

AVANT-PROPOS ..... 187
NOMENCLATURE ..... 188
I. - PRESENTATION GENERALE ..... 189
A. - LA CROISSANCE 1960-1968 ..... 189
1. - *Résultats globaux* ..... 189
2. - *Résultats par branche* ..... 190
3. - *Circonstances de la croissance industrielle* ..... 190
B. - LA CROISSANCE 1970-1980 ..... 191
1. - *Objectifs globaux* ..... 191
2. - *Objectifs de production par branche* ..... 192
3. - *Objectifs d'exportation* ..... 193
4. - *Investissements nécessaires* ..... 194
5. - *Emplois créés* ..... 195
6. - *Conditions de réussite du programme - La politique d'industrialisation* ..... 196
7. - *Mesures à prendre* ..... 199
II. - OBJECTIFS PAR BRANCHE ..... 200
Branche 5 : Travail des grains et farines ..... 200
Branche 6 : Conserves, café. cacao ..... 204
Branche 7 : Boissons et glaces ..... 208
Branche 8 : Autres industries alimentaires, tabac ..... 211
Branche 9 : Energie et eau ..... 214
Branche 10 : Activités extractives ..... 217
Branche 11 : Première transformation des métaux ..... 220
Branche 12 : Matériaux de construction ..... 224
Branche 13 : Engrais ..... 227
Branche 14 : Chimie - parachimie ..... 227
Branche 15 : Industries du bois ..... 232
Branche 16 : Véhicules et cycles ..... 235
Branche 17 : Industries de transformation des métaux et industries électriques ..... 237
Branche 18 : Industries textiles ..... 243
Branche 19 : Cuirs et articles chaussants ..... 247
Branche 20 : Corps gras, savons et détergents ..... 249
Branche 21 : Articles en caoutchouc et en matières plastiques ..... 251
Branche 22 : Produits industriels divers, pâte à papier ..... 254
Branche 23 : Bâtiments et travaux publics ..... 258
III. - REGIONALISATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ..... 260

## CHAPITRE 5. - LE DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS


I. - LES TRANSPORTS ..... 270

A. - Les transports routiers et urbains ..... 270

1. - *La situation actuelle* ..... 270

2. - *L'exploitation des transports routiers* ..... 271

3. - *Eléments d'une politique des transports routiers* ..... 272

4. - *Perspectives de développement* ..... 272

B. - Le réseau routier ..... 273

1. - *Le réseau existant* ..... 273

2. - *Politique routière* ..... 274

3. - *Programmes routiers* ..... 275

4. - *Récapitulation des investissements* ..... 278

C. - Le transport ferroviaire ..... 278

1. - *L'infrastructure ferroviaire* ..... 278

2. - *L'exploitation actuelle* ..... 279

3. - *Perspectives d'évolution* ..... 280

4. - *Programme d'investissements* ..... 281

D. - Les ports ..... 281

1. - *L'exploitation portuaire* ..... 281

2. - *L'infrastructure portuaire actuelle* ..... 282

3. - *Les extensions projetées et le programme d'investissement* ..... 283

E. - Les transports par voie d'eau et les auxiliaires des transports ..... 284

1. - *Les transports maritimes* ..... 284

2. - *Les transports sur les voies d'eau intérieures* ..... 285

3. - *Les auxiliaires des transports* ..... 285

F. - Le transport aérien ..... 285

1. - *Les agents du transport aérien* ..... 285

2. - *La situation actuelle* ..... 286

3. - *Perspectives de développement* ..... 287

II. - LES TELECOMMUNICATIONS ..... 288

A. - Considérations générales ..... 288

B. - La situation actuelle et l'évolution passée ..... 289

1. - *Le téléphone* ..... 289

2. - *Le télex* ..... 289

3. - *Le télégraphe* ..... 289

4. - *La poste* ..... 289

C. - Perspectives de développement ..... 289

1. - *Le téléphone* ..... 289

a) Perspectives de développement de la demande ..... 289

b) Plan directeur ..... 290

c) Automatisation et tarification ..... 291

2. - *Le télégraphe* ..... 291

3. - *Le télex* ..... 291

4. - *La poste* ..... 291

D. - Prévisions de recettes, d'investissements et d'emplois ..... 292

1. - *Recettes* ..... 292

2. - *Investissements* ..... 292

3. - *Emploi* ..... 293

## CHAPITRE 6. - LES SERVICES ET LE COMMERCE


I. - TOURISME ET HOTELLERIE ..... 297

A. - Situation actuelle et potentialités ..... 297

1. - *Situation actuelle* ..... 297

a) La clientèle ..... 297

b) La capacité d'hébergement ..... 297

2. - *Potentialités* ..... 297

a) Types de tourisme ..... 297

b) Zones à vocation touristique ..... 297

c) Tourisme inter-Etats ..... 298

B. - Perspectives ..... 298

1. - *Objectifs de développement* ..... 298

2. - *Moyens à mettre en œuvre* ..... 298

a) Hébergement ..... 298

b) Transports ..... 300

c) Emploi et formation professionnelle ..... 300

d) Environnement et activités annexes ..... 300

e) Promotion touristique ..... 301

3. - *Récapitulation des principaux postes de coûts correspondant au développement touristique de* 1970 *à* 1980 ..... 301

4. - *Recettes provenant du tourisme* ..... 301

a) Chiffre d'affaires de la sous-branche « hôtellerie, restauration, bars » ..... 301

b) Recettes en devises provenant du tourisme ..... 301

II. - SERVICES DIVERS ..... 302

A. - Services juridiques et comptables ..... 302

B. - Soins corporels ..... 302

C. - Location d'ordinateurs ..... 302

D. - Bureaux d'études ..... 303

E. - Cinéma et autres services ..... 303

III. - RECAPITULATION DES SERVICES (Branche 26) ..... 303

IV. - LE COMMERCE ..... 304

A. - Méthode de calcul des marges commerciales ..... 304

B. - Evolution par type de commerce ..... 304

1. - *Le commerce traditionnel* ..... 304

2. - *Le commerce général* ..... 304

3. - *Le commerce spécialisé* ..... 305

4. - *Le commerce d'exportation* ..... 305

C. - Evolution d'ensemble ..... 305


## CHAPITRE 7. - LOGEMENT, EDILITE, HYDRAULIQUE


INTRODUCTION ..... 309

I. - LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ..... 311

A. - Considérations générales ..... 311

B. - La construction de logements dans les zones rurales ..... 311

C. - La construction de logements dans les centres urbains de l'intérieur ..... 312

D. - La construction de logements dans la capitale ..... 312
E. - Récapitulation des dépenses de construction ..... 314

II. - L'EDILITE ..... 315
A. - Considérations générales ..... 315
B. - L'édilité a abidjan ..... 315
1. - *Le schéma d'aménagement de l'A.U.R.A.* ..... 315
2. - *Les actions à entreprendre* ..... 315
3. - *Prévisions d'investissement* ..... 316
C. - L'édilité dans les villes de l'intérieur ..... 317
1. - *Considérations générales* ..... 317
2. - *Prévisions d'investissement* ..... 317
D. - L'édilité dans les zones rurales ..... 318
E. - Récapitulation des dépenses d'édilité ..... 318

III. - L'HYDRAULIQUE ..... 318
A. - Considérations générales ..... 318
B. - L'hydraulique a abidjan ..... 318
C. - L'hydraulique dans les centres de l'intérieur ..... 319
1. - *Prévisions chiffrées* ..... 319
a) Bilan des réalisations ..... 319
b) Besoins à satisfaire et prévisions d'investissement .. 319
2. - *Les actions à entreprendre* ..... 320
D. - L'hydraulique villageoise ..... 320
1. - *Prévisions chiffrées* ..... 320
a) Bilan des réalisations ..... 320
b) Besoins à satisfaire ..... 320
c) Prévisions d'investissement ..... 321
2. - *Les actions à entreprendre* ..... 321
E. - Récapitulation des dépenses d'hydraulique ..... 322

## CHAPITRE 8. - LE DEVELOPPEMENT CULTUREL, SOCIAL ET ADMINISTRATIF

INTRODUCTION : Les orientations générales du développement social et culturel ..... 325

A. - La participation de tous a l'effort de développement .. 325
B. - Politique de concentration des actions de développement ..... 326
C. - Promotion et formation des hommes ..... 327
1. - *Une politique sélective d'éducation générale* ..... 327
2. - *La promotion d'un paysannat moderne* ..... 327
3. - *L'ivoirisation de l'économie* ..... 327
D. - Politique de santé publique et d'action sociale ..... 327

I. - LES BESOINS EN CADRES ET EN PERSONNEL QUALIFIE .. 329
A. - La répartition actuelle des emplois et des salaires .. 329
1. - *La répartition de l'emploi par nationalité* ..... 329
2. - *La répartition de la masse salariale* ..... 329

B. - L'ÉVOLUTION GLOBALE DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ..... 329
1. - *La répartition par secteur d'activités et par catégorie professionnelle* ..... 330
2. - *La répartition régionale des emplois créés* ..... 332
C. - LES RÉSULTATS ..... 332
1. - *Les besoins de main-d'œuvre* ..... 333
2. - *La répartition par secteur d'activités et par catégorie professionnelle* ..... 333
a) Secteur primaire ..... 333
b) Secteur secondaire ..... 333
c) Secteur tertiaire ..... 334
d) Fonction publique ..... 334
3. - *Répartition régionale des emplois* ..... 334
II. - LE DEVELOPPEMENT CULTUREL ..... 335
A. - ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE FORMATION ..... 335
1. - *Finalité de l'éducation et de la formation* ..... 335
2. - *Mise en œuvre du programme d'éducation et de formation* 336
B. - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ..... 337
1. - *Finalité de l'enseignement primaire* ..... 337
2. - *Orientation et moyens d'une pédagogie rénovée* ..... 337
a) La télévision scolaire ..... 338
b) L'élévation du niveau du corps enseignant et l'amélioration de ses conditions de travail ..... 338
3. - *Le programme d'action et le développement des effectifs scolaires* ..... 339
a) Phase préparatoire - années 1969-1970 ..... 339
b) Phase de mise en place - années 1971-1975 ..... 339
c) Décennie 1976-1986 - la scolarisation primaire totale 340
4. - *La formation des maîtres* ..... 340
5. - *Les coûts* ..... 341
C. - L'ÉDUCATION EXTRA-SCOLAIRE ..... 341
D. - L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL ..... 342
1. - *Finalité et objectifs* ..... 342
2. - *Développement quantitatif et orientations pédagogiques* 343
3. - *Programme de développement* ..... 343
a) Évolution des effectifs ivoiriens ..... 344
b) Développement quantitatif de l'enseignement secondaire public ..... 346
4. - *Les coûts* ..... 347
E. - LES ENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS ..... 347
1. - *La formation professionnelle d'ouvriers qualifiés* ..... 348
a) Le dispositif de formation professionnelle ..... 348
b) Les prévisions de formation d'ouvriers qualifiés .... 349
c) Les coûts ..... 349
2. - *Les enseignements techniques* ..... 349
a) L'enseignement technique court de second cycle au niveau « fin de première » ..... 350
b) L'enseignement technique long de second cycle .... 350
c) Les enseignements techniques moyens-supérieurs et supérieurs ..... 350
d) Les effectifs et la production des enseignements techniques ..... 351
e) Les coûts ..... 351

3. - *La formation technique féminine* . . . . . 351
4. - *Les enseignements professionnels de la fonction publique* . . . . . 352
5. - *Les besoins en personnel enseignant* . . . . . 352
6. - *Récapitulation des coûts des enseignements techniques* . . . . . 352

F. - L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE . . . . . 352
1. - *L'enseignement agricole supérieur : E.N.S.A.* . . . . . 352
2. - *L'enseignement agricole moyen-supérieur* . . . . . 352
3. - *Le perfectionnement et la formation professionnelle agricole* . . . . . 353
4. - *La production des cadres agricoles ivoiriens* . . . . . 353
5. - *Les coûts* . . . . . 353

G. - LES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS . . . . . 353
1. - *Orientation des Enseignements Supérieurs* . . . . . 353
2. - *Prévision de développement global de l'université d'Abidjan* . . . . . 354
3. - *Coûts de développement des enseignements supérieurs* . . . . . 354

H. - L'ACTION CULTURELLE . . . . . 355
1. - *Patrimoine culturel et musées* . . . . . 355
2. - *Les bibliothèques* . . . . . 355
3. - *La formation artistique* . . . . . 355
4. - *Les coûts* . . . . . 355

I. - LES SERVICES CENTRAUX DE RECHERCHE PÉDAGOGIQUE ET D'ORIENTATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE . . . . . 356
1. - *Centre de recherche pédagogique* . . . . . 356
2. - *Le Service Pédagogique d'Application* . . . . . 356
3. - *Les établissements d'application et de contrôle de la recherche pédagogique* . . . . . 356
4. - *Le Service d'Orientation Scolaire (S.O.P.E.D.)* . . . . . 356
5. - *Les coûts* . . . . . 356

J. - RÉCAPITULATION DES COUTS DE FONCTIONNEMENT ET DES CHARGES D'INVESTISSEMENTS . . . . . 356
1. - *Les dépenses de fonctionnement* . . . . . 356
2. - *Les investissements* . . . . . 357

K. - LES RESSOURCES ET LES BESOINS EN PERSONNEL QUALIFIÉ . . . . . 357
1. - *Les besoins en personnel qualifié* . . . . . 357
2. - *Les cadres fournis par l'enseignement secondaire* . . . . . 358
3. - *Les cadres fournis par l'enseignement technique* . . . . . 359
4. - *Besoins et production d'ouvriers qualifiés* . . . . . 360

III. - LA SANTE PUBLIQUE . . . . . 361

A. - LA SITUATION SANITAIRE DE LA COTE-D'IVOIRE ET SES CARACTÉRISTIQUES . . . . . 361
1. - *Données épidémiologiques* . . . . . 361
2. - *Les maladies transmissibles* . . . . . 361

B. - LES MOYENS D'INTERVENTION . . . . . 362
1. - *L'administration centrale* . . . . . 362
2. - *L'infrastructure sanitaire* . . . . . 364
3. - *Le personnel médical et paramédical* . . . . . 364
4. - *Les budgets* . . . . . 365

C. - LE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (1971-1975) . . . . . 365
1. - *La médecine sociale* . . . . . 366
2. - *La médecine hospitalière* . . . . . 366

D. - Les moyens nécessaires ..... 366
1. - *Le personnel* ..... 366
2. - *Les moyens financiers* ..... 367

IV. - L'ANIMATION SOCIO-CULTURELLE ..... 369
A. - La situation actuelle ..... 369
B. - La politique adoptée ..... 369
C. - Les objectifs ..... 370
D. - Les moyens ..... 370
E. - Les investissements et les frais de fonctionnement ..... 372
1. - *L'information* ..... 372
2. - *L'animation rurale* ..... 372
3. - *Les centres sociaux et culturels* ..... 372
4. - *Le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports* ..... 372

V. - L'INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE ..... 373
A. - Les investissements d'infrastructure administrative de 1960 a 1970 ..... 374
1. - *Représentation nationale* ..... 376
2. - *Forces armées et Service Civique* ..... 376
3. - *Intérieur et Justice* ..... 376
4. - *Affaires économiques et financières, Plan, Fonction publique, Travail et affaires sociales* ..... 377
5. - *Agriculture, Travaux publics et transports, Construction et urbanisme, divers* ..... 377
6. - *Information* ..... 378
7. - *Les autres Administrations* ..... 378
B. - Les investissements de 1971 a 1975 ..... 378
1. - *Représentation nationale* ..... 380
2. - *Forces armées et Service Civique* ..... 380
3. - *Intérieur et Justice* ..... 380
4. - *Affaires économiques et financières, Plan, Fonction publique, Travail et affaires sociales* ..... 380
5. - *Agriculture, Travaux publics et transports, Construction et urbanisme, divers* ..... 381
6. - *Information* ..... 381
7. - *Les autres Administrations* ..... 382
C. - Les investissements de 1976 a 1980 ..... 382

Achevé d'exécuter
sur les presses de
l'imprimerie R. ROYER
47, rue des Archives, Paris 3

Juillet 1970